Une politique militaire révolutionnaire ? : L'autodéfense, l'antimilitarisme et l'insurrection dans le Parti Communiste de l'entre-deux-guerres

Jules Legendre

▶ **To cite this version:**

Jules Legendre. Une politique militaire révolutionnaire ? : L'autodéfense, l'antimilitarisme et l'insurrection dans le Parti Communiste de l'entre-deux-guerres. Histoire. Université de Lyon, 2020. Français. NNT : 2020LYSE2093 . tel-03405158

HAL Id: tel-03405158

https://theses.hal.science/tel-03405158

Submitted on 27 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

N° d'ordre NNT : 2020LYSE2093

THESE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Opérée au sein de

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

École Doctorale : ED 483

Sciences Sociales

Discipline : Histoire

Soutenue publiquement le 23 novembre 2020, par :

Jules LEGENDRE

Une politique militaire révolutionnaire ?

L'autodéfense, l'antimilitarisme et l'insurrection dans le Parti Communiste de l'entre-deux-guerres.

Devant le jury composé de :

Anne-Marie GRANET-ABISSET, Professeure des universités, Université Grenoble 2, Présidente

Georges VIDAL, Professeur HDR, Lycéee Joffre Montpellier, Rapporteur

Fabrice GRENARD, Directeur HDR, Fondation de la Résistance, Rapporteur

Laurent DOUZOU, Professeur émérite des universités, Institut d'Études Politiques de Lyon,, Directeur de thèse

Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « **Paternité – pas d'utilisation commerciale - pas de modification** » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.s commerciales.

Université Lumière Lyon II, Lyon, 2020

Ecole Doctorale 483

UNE POLITIQUE MILITAIRE RÉVOLUTIONNAIRE ?

L'autodéfense, l'antimilitarisme et l'insurrection dans le Parti Communiste de l'entre-deux-guerres

Jules Legendre

Histoire

sous la direction de Laurent Douzou

Présentée et soutenue publiquement le 23 novembre 2020

Composition du Jury :

Anne-Marie Granet - Université Grenoble Alpes

Fabrice Grenard - Sciences Po Paris

Georges Vidal - Université Paul Valéry, Montpellier

L’auteur souhaiterait remercier les personnes suivantes pour leur assistance tout au long de son travail :

Laurent Douzou, pour ses conseils et son appui constant.

Julien Chuzeville, Erik Demeester, Romain Ducoulombier, Francesco Giliani, Aurelia Vasile, Jean Vigreux pour leurs avis et leur assistance.

Le personnel des archives départementales de Seine-Saint-Denis.

Anaïs, Annabelle, Emmanuelle, Gabrielle, Jérémie, Pierre-Antoine, Sébastien pour leur aide précieuse dans une tâche ingrate.

Marie, pour sa patience et son soutien.

Que soient également remerciés Anne-Marie Granet, Fabrice Grenard et Georges Vidal qui ont accepté de siéger dans mon jury de thèse.

L’armée, c’est un personnel et un armement. Les armes sont des mécaniques, les hommes sont des réalités vivantes qui ne peuvent jamais s’abstraire complètement du milieu social. L’esprit révolutionnaire s’infiltre et doit s’infiltrer sans cesse dans l’armée. Puisqu’il n’est pas encore possible de supprimer la mitrailleuse. Puisque sa disparition est liée à la disparition des classes qui, dans une lutte sans merci, s’en servent les unes contre les autres, il faut que la mitrailleuse soit communiste. Et là où elle n’est pas encore communiste, il faut du moins qu’elle soit hésitante.[1]
Albert Treint, 1921

Une classe opprimée qui ne s’efforce pas d’acquérir la science des armes, de s’exercer au maniement des armes, de s’emparer des armes, une telle classe opprimée ne mérite que d’être opprimée, maltraitée et réduite en esclavage. Nous ne devons pas nous abaisser au pacifisme bourgeois et à l’opportunisme, ne pas oublier que nous vivons dans une société de classes et qu’en dehors de la lutte des classes aucun salut n’est possible ni concevable. [...] Nous, nous disons : armement du prolétariat pour vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie, telle est la seule tactique possible de la part des révolutionnaires, tactique qui a été préparée, expliquée et enseignée par tout le développement objectif du militarisme capitaliste.[2]
Lénine, 1916 (cité par *La Caserne*, 1926)

Vous avez pu voir en tête de votre défilé, en uniformes de soldats rouges, des anciens combattants antimilitaristes qui ont compris que leur devoir était de résister au fascisme, non avec des discours, mais avec une organisation de force […] Tant que la bourgeoisie, sous quelque forme que ce soit, sera maîtresse de nos destinées, nous ne pourrons être que des esclaves en marche vers leur asservissement. Relevons la tête, libérons-nous, marchons vers la conquête du pouvoir et la dictature du prolétariat ![3]
Jacques Duclos, 1926

Interprétant le désir légitime des ouvriers de ne pas se laisser massacrer par les fascistes, certains camarades, au lieu de comprendre les différences qui existent entre la protection individuelle, l’autodéfense de masse, le dépôt d’armes et l’armement du prolétariat, ont tout mêlé, tout confondu […] Contre le fascisme — dans la période actuelle — action de masse, autodéfense de masse, pour le désarmement et la dissolution des ligues fascistes. Pour la prise du pouvoir – qui peut dans des circonstances données, sortir du soulèvement populaire contre le fascisme, *mais alors seulement* – armement général du prolétariat.[4]
Paul Vaillant-Couturier, 1935.

INTRODUCTION

En 1920, les délégués qui créent le parti socialiste – section française de l'Internationale communiste (PS-SFIC) ouvrent une nouvelle période dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Rompant avec le « parlementarisme » de l'ancienne SFIO, le nouveau parti proclame sa volonté de préparer et de diriger la révolution prolétarienne — pour créer en France un État ouvrier sur le modèle de l'Union soviétique. Comme dans le cas des partis frères russe et allemand, la question de l'armée tient une place importante dans la politique du PC. Au point que l'on peut parler d'une « politique militaire » du PC, qui couvre à la fois la lutte contre l'armée « impérialiste » de la bourgeoisie et, par la défense des activités du mouvement ouvrier, la préparation d'une Armée rouge française. Pendant les seize années qui séparent sa création à Tours de la victoire électorale du Front populaire, cette politique militaire connaît de nombreuses évolutions, qui sont à la fois le fruit et le reflet de celles de la politique générale du PC et de l'IC.

De Tours à la Bastille — les années de fondation du parti communiste

La naissance du parti communiste est interprétée de façons diverses et bien souvent contradictoires par l'historiographie. Même s'il est difficile (et pour tout dire assez vain) de résumer à outrance des tendances historiographiques souvent complexes et en perpétuelle évolution, on peut néanmoins distinguer quelques traits récurrents de ces interprétations. Cette naissance du communisme en France apparaît pour certains comme une rupture plus ou moins brutale dans l'histoire du socialisme français, consacrant la soumission d'une partie de ses militants à un projet d'essence totalitaire, issu du bolchevisme russe, voire directement du marxisme. Pour d'autres, elle est au contraire avant tout le fruit de l'évolution d'un courant révolutionnaire du mouvement ouvrier hexagonal, largement différent du bolchevisme russe. Le congrès de Tours n'est donc à leurs yeux qu'un malentendu qui doit naturellement éclater sous le poids de la contradiction entre « l'éthique révolutionnaire [de ces militants] qui impliquait honnêteté et franchise » et les « pratiques léninistes »[5]. C'est de l'éclatement de cette contradiction dans les années suivant Tours que serait ensuite sorti le nouveau parti communiste « bolchevisé ».

Comme le remarque très justement Julien Chuzeville dans son récent ouvrage sur les premières années du PC français[6], les influences qui mènent à la création de la SFIC sont multiples et mêlent l'action consciente d'une partie des zimmerwaldiens français (composée pour une partie notable d'anciens syndicalistes révolutionnaires) à la répulsion que suscitent la guerre mondiale et la politique des directions de la majorité des partis socialistes. Ce processus n'est bien sûr pas exclusif à la France. Les frontières nationales sont souvent secondaires en politique, particulièrement lors de grands

événements. La création du PC résulte avant tout du même mouvement d'ensemble qui amène vers l'Internationale communiste des organisations aussi différentes que le massif USPD allemand, le petit parti communiste de Hollande ou la CNT espagnole[I]. L'originalité de l'histoire du PC est naturellement limitée par son statut de partie d'un mouvement global, qui réduit donc la pertinence d'une explication trop spécifiquement nationale de son apparition. Toute analyse de la naissance du PC et de ses premières années doit donc le replacer avant tout dans le cadre de cette dynamique internationale — qui prend une forme organisée en mars 1919 avec l'Internationale communiste, à laquelle des acteurs français participent dès les premières années[II].

Par ailleurs, l'histoire des premières années du PC ne peut se résumer à cette naissance parfois confuse. Tout comme l'IC dont il est membre, le PC ne cesse de changer entre 1920 et 1940. Brutaux ou lents et graduels, ces changements ne sont pas tous le fruit « inéluctable » de la scission de Tours. Le parti communiste qui s'adjoint le qualificatif de « français » en 1943 n'est pas la seule évolution possible du PS-SFIC de décembre 1920, tout comme l'Internationale qui se dissout, sans congrès ni enthousiasme, cette même année 1943 n'est pas la seule fin possible de l'IC proclamée en mars 1919. Certaines évolutions auraient pu se développer différemment et déboucher sur d'autres conclusions. Sans même aller jusqu'à souligner la très fine ligne qui a séparé la victoire de la défaite pour l'Armée rouge sous Varsovie en 1920[7], qui aurait pu mettre en contact direct l'URSS avec une Allemagne alors en plein bouillonnement, nombre d'événements imprévus ou de processus extérieurs ont impacté l'évolution du PC, rendant vaine l'idée qu'il faudrait chercher dans les congrès de Tours ou de Moscou en mars 1919 l'origine unique, voire principale, des politiques appliquées par le PC pendant les décennies suivantes.

Au-delà de ces querelles d'interprétations, ce congrès marque en tout cas pour ceux qui y participent, ou qui l'observent anxieusement de loin, une rupture nette avec l'ancienne SFIO, marquée et discréditée pour la majorité de ses militants par son soutien et sa participation aux gouvernements de guerre et à l'Union sacrée. Pour marquer cette rupture d'un signe évident, les partisans français de la III^e^ Internationale défendent une politique en matière militaire qui se situe aux antipodes de celle d'un Albert Thomas, organisateur de la production d'armement pendant la guerre.

I Pour cette dernière organisation, l'adhésion fut de courte durée. Il n'empêche qu'elle montre bien l'ampleur de la vague de fond mondiale qui l'a entraînée dans l'IC.

II Ces premiers communistes français ne jouent pas qu'un rôle secondaire et contribuent parfois de façon cruciale à l'orientation de la nouvelle Internationale. Faisant une entorse à son habituelle (et authentique) modestie, Alfred Rosmer raconte ainsi dans *Moscou sous Lénine*, comment les discussions qu'il eut avec les dirigeants bolcheviques influent profondément sur les perspectives que ceux-ci développent alors pour la France. Alors qu'ils souhaitent pousser à la scission de la SFIO et à la création d'un nouveau parti par les communistes français, Rosmer les convainc que ceux-ci peuvent obtenir la majorité au congrès qui approche et qu'il leur vaut mieux rester dans le parti que de l'abandonner à sa direction. Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine*, Pantin, Les bons caractères, 2009 (1^e^ édition : 1953), pp.68-69.

La « politique militaire » du parti communiste

Comme l'Internationale dont il est membre, le PC accorde en effet une place importante à la question de la force armée, au point qu'on peut parler d'une « politique militaire » du parti communiste, même si le terme n'est pas utilisé à l'époque. Elle se décompose en deux éléments principaux complémentaires : « l'antimilitarisme révolutionnaire » et « l'autodéfense ouvrière ».

Une des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste adoptées en 1920 impose aux partis membres de mener une « propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes ». Les partis communistes se fixent pour but de renverser le capitalisme, y compris par la violence, ce qui rend logique de s'atteler à la « désagrégation » de ses forces de répression, et en premier lieu de son armée. Pour arriver à ce but, ils doivent organiser une propagande spéciale pour dénoncer son régime interne, les guerres qu'elle mène (notamment les guerres coloniales), et rendre son caractère anti-ouvrier et répressif évident aux yeux des travailleurs. Il leur faut aussi constituer à l'intérieur des unités des cellules clandestines de soldats, qui doivent mener une propagande jusque dans les casernes et, le jour venu, aider les travailleurs à s'emparer des matériels de guerre et pousser leurs camarades à rejoindre l'insurrection.

Cet aspect « négatif » de la politique militaire du PC est complété par un pendant « positif », qui vise à le doter d'une force armée qui lui soit propre. Puisque pour les marxistes, l'État est toujours un organe de classe, la police est donc elle aussi une police de classe, sur laquelle les travailleurs (et a fortiori les travailleurs communistes) ne doivent pas compter pour se défendre. La protection physique des activités du mouvement ouvrier doit reposer en conséquence sur les ouvriers eux-mêmes, organisés en force combattante. Cette organisation doit être prise en main par le parti, qui joue là son rôle d'organisateur et « d'avant-garde » de la classe ouvrière. Cela prend la forme de constitution de services d'ordre pour les meetings et les manifestations, mais peut aller dans certains cas ou périodes jusqu'à la formation de véritables milices politiques. Quelle que soit leur forme, le but de ces structures mêle utilité immédiate et propagande : elles doivent à la fois défendre les activités du mouvement contre les attaques de la police et des groupes d'extrême droite (et attaquer si besoin) et faire la démonstration pratique de leur nécessité. Elles ont aussi, parfois de façon explicite, la mission de former les cadres militaires de la future révolution prolétarienne.

Ces deux éléments principaux sont en effet directement liés à la question de l'insurrection révolutionnaire, qui joue un rôle central dans les conceptions initiales de l'IC sur la forme que doit prendre la révolution. En France, cette question était déjà largement présente à la gauche du mouvement ouvrier français, à travers l'héritage du blanquisme, mais aussi de « l'hervéisme ». Nourrie des souvenirs de 1848, de 1851 et de la Commune de Paris, cette conception relativement simpliste de l'insurrection comme le coup de main d'un groupe décidé est très différente de celle qu'en ont les bolcheviks. Pour ces derniers, qui s'appuient sur l'expérience de la Révolution russe de 1905, l'insurrection n'a de sens que si elle s'appuie sur la participation des masses. Rosa

Luxemburg comme Lénine soulignent alors que celles-ci ont souvent largement dépassé par leur volonté de lutte leurs partis et leurs dirigeants[8]. Lénine et les bolcheviks en tirent la conclusion qu'il faut que le parti rattrape les masses sur cette question et les précède. Il lui faut prendre en compte cette inéluctabilité de l'insurrection dans la révolution, s'y préparer et y préparer les masses[I]. Un article de Lénine écrit en août 1906 apparaît d'ailleurs comme un exposé des positions futures de l'IC. Lénine y souligne l'importance de l'antimilitarisme révolutionnaire et de l'autodéfense dans la préparation de l'insurrection révolutionnaire[9]. Accomplie presque sans combat, l'insurrection d'octobre 1917 semble alors la quintessence de cette forme de soulèvement prolétarien, tellement massif qu'il empêche dans un premier temps toute réaction de l'adversaire. C'est cette conception de l'insurrection que l'IC entend exporter, et renforcer en s'appuyant notamment sur l'étude des expériences russe et allemande. En fournissant un but à plus ou moins long terme aux deux faces de la politique militaire du PC, l'insurrection leur donne aussi une certaine cohérence, en même temps qu'un surplus de justification théorique. Malgré cette insistance initiale, cette reconnaissance de la nécessité de la préparation de l'insurrection n'est pas un élément permanent de la politique du PC. Elle perd ou gagne en importance au fur et à mesure de la période, allant d'un pic en 1924-1927, lorsque le PC (encouragé à ce sujet par l'IC) essaie même de constituer un corpus de formation théorique sur cette question, à sa presque négation après 1934.

Une historiographie réduite mais complexe

Cette question intéresse depuis longtemps les historiens qui étudient le mouvement communiste. Philippe Robrieux y consacrait déjà de nombreuses pages de son *Histoire intérieure du parti communiste*, abordant notamment les fusillades de la Grange-aux-Belles en janvier 1924, de la rue Damrémont en avril 1925 ou encore les affrontements de la fameuse manifestation Sacco et Vanzetti en août 1927[10]. Son ouvrage pionnier essayait entre autres d'analyser les évolutions du rapport du PC à la violence et soulignait le rôle de la JC dans nombre de ces évolutions. Malheureusement, il restait limité par la faiblesse des sources disponibles à l'époque, ce qui le contraignait à s'appuyer pour une bonne part sur les souvenirs de militants déjà âgés, qui n'étaient pas toujours les témoins les plus objectifs de leur propre jeunesse[II].

I En août 1906, Lénine écrit notamment dans le *Prolétari* : « *Là est la grande acquisition historique de la révolution russe, acquisition due aux événements de décembre 1905 et faite, comme les précédentes, au prix de sacrifices immenses. De la grève politique générale, le mouvement s'est élevé à un degré supérieur. Il a forcé la réaction à aller jusqu'au bout dans sa résistance : c'est ainsi qu'il a formidablement rapproché le moment où la révolution elle aussi ira jusqu'au bout dans l'emploi de ses moyens d'offensive. La réaction ne peut aller au-delà du bombardement des barricades, des maisons et de la foule. La révolution, elle, peut aller au-delà des groupes de combat de Moscou, elle a du champ, et quel champ en étendue et en profondeur.* » (Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine, « Les enseignements de l'insurrection de Moscou », *Prolétari*, n° 2, août 1906, *op.cit.*)

II Les pages qui abordent la fusillade de la Grange-aux-Belles, en janvier 1924, sont ainsi marquées par une hostilité non dissimulée à Albert Treint, présenté comme le principal responsable de la fusillade. Cette interprétation apparaît largement exagérée, au regard des archives de police aujourd'hui

L'ouverture de nombreuses archives au tournant des années 1990 a permis un nouvel élan de l'historiographie du communisme, et notamment de sa politique militaire. En France, Georges Vidal s'est intéressé dès le début des années 2000 aux rapports entre l'institution militaire et le parti communiste. S'appuyant sur les archives du ministère de la Défense, il a notamment produit une étude marquante sur l'impact du Front populaire sur la politique militaire du PC[11]. Il faut ici rendre à César ce qui est à César et signaler qu'une part importante du dernier chapitre du présent travail repose sur cet ouvrage très abouti, qui nous a permis de compléter notre propre recherche en poussant notre analyse jusqu'au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. S'il a aussi abordé dans quelques articles et communications l'autodéfense communiste dans les années 1930[12], le plus gros de son travail postérieur s'est surtout consacré à la perception par l'armée française de la menace représentée par le PC et les réseaux soviétiques en France[13]. Il en a tiré notamment la conclusion que la question militaire (qu'il s'agisse de l'antimilitarisme ou de l'autodéfense organisée) est restée marginale dans la politique du PC, principalement du fait de la réticence des militants au paramilitarisme communiste et de la permanence d'idées pacifistes dans le mouvement communiste. C'est en partie à la même conclusion qu'est arrivé David François dans son étude portant sur la violence dans les pratiques et le discours du PC. Pour lui, l'échec des GDA est notamment dû à la réticence des militants communistes à ce « militarisme rouge » en uniforme[14]. Le travail de ce chercheur, largement publié sur son blog consacré à l'histoire militaire du communisme international, est particulièrement remarquable[15]. Nous lui devons notamment l'identification de plusieurs dossiers d'archives très riches sur l'autodéfense des années 1926-1927 ainsi que des biographies détaillées de plusieurs des militants clés de cette période. Abordant la question de la place de l'autodéfense et de la question militaire en général dans le communisme de l'entre-deux-guerres, un autre chercheur, Sylvain Boulouque, a proposé dans ses travaux[16] une interprétation opposée à celle de Georges Vidal (et en partie à celle de David François). Pour lui, la violence et la participation à l'autodéfense sont un élément majeur du *cursus honorum* des cadres du PC dans les années 1920 et 1930[I].

Malgré leurs divergences, toutes ces analyses ont en commun de laisser de côté l'impact des crises internes du mouvement communiste sur l'évolution de sa politique militaire. Or, comme nous le verrons, les deux questions nous apparaissent en définitive indissociables. L'aspect politique et théorique est lié ici en profondeur aux questions organisationnelles, et ce aussi bien à l'échelle locale et nationale que sur le plan international.

---

disponibles, mais aussi de la lecture des articles de la presse de l'époque. Cette hostilité à Treint provient largement de la suite du parcours du « Capitaine », qui sut se rendre détestable à la fois aux staliniens, aux anarchistes et aux trotskystes avant de renoncer à l'activité politique après la Seconde Guerre mondiale. Nul doute que les souvenirs des témoins interrogés par Robrieux étaient alors teintés de cette hostilité postérieure aux événements en question. Pour notre propre interprétation des événements du 11 janvier 1924, voir chapitre 4, pp.72-77

I Nous revenons sur cette question dans notre chapitre 7.

Le chercheur indépendant belge Thierry Derbent[I] a, lui aussi, traité largement de cette question et s'est pour ainsi dire spécialisé dans la publication de monographies (souvent à vocation militante) sur la « politique militaire révolutionnaire »[17], sur le rôle des communistes dans la lutte antifasciste[18] et surtout sur l'influence de Clausewitz sur la réflexion militaire du mouvement communiste[19]. Malheureusement, ses travaux, pour originaux et pionniers qu'ils soient, se concentrent pour une bonne part sur l'aspect doctrinal de la question, laissant souvent volontairement de côté leur éventuelle application pratique. Il est à noter que l'intérêt pour cette question de l'autodéfense communiste a connu un sursaut ces dernières années dans les rangs militants, notamment autour de la question du *Roter Frontkämpferbund* (RFB) allemand[20], mais aussi parmi les chercheurs.

Cet intérêt n'est d'ailleurs pas exclusif à l'autodéfense communiste. Les groupes de combat de la SFIO et de la Jeunesse socialiste ont ainsi été l'objet d'une très bonne étude réalisée par Mathias Bouchenot, qui a traité en profondeur de la naissance et de l'évolution (politique, organisationnelle, et sociologique) de l'autodéfense socialiste entre 1930 et 1938. En montrant l'importance qu'a revêtue alors cette question pour l'ensemble du mouvement ouvrier, y compris pour la « social-démocratie » réformiste, le travail de Bouchenot permet de remettre largement en question l'idée d'une violence inhérente à la « greffe bolchevique » et qui aurait été implantée de l'extérieur au mouvement ouvrier français. Le bolchevisme a en effet souvent été résumé à une « militarisation » de la politique en général et du marxisme en particulier.

Thierry Derbent a examiné cette affirmation dans son dernier ouvrage (*De Foucault aux Brigades rouges – misère du retournement de la formule de Clausewitz*[21]). Il y répond en soulignant le caractère superficiel d'une telle analyse, qui néglige complètement la dialectique que Lénine (en particulier) fait peser sur cette question, en distinguant selon le contexte, selon les rapports de force entre les classes, ou selon les classes sociales dont il est question. Loin d'être des « militaristes » en toutes occasions, les bolcheviks (Lénine et Trotsky en tête) s'opposent au contraire à l'exportation de la révolution par la guerre (à l'exception pour Lénine du cas de la guerre soviéto-polonaise de 1920), à la nécessité d'une armée permanente, comme à l'idée que la violence d'une minorité pourrait déclencher une révolution.

En plus de ces réponses précises qu'apporte Derbent, cette conception d'un bolchevisme intrinsèquement militarisant nous semble plus que contestable car, comme celle d'une « brutalisation » de la société qui serait consécutive à la Première Guerre mondiale[22], elle tend à séparer la question spécifique de la violence de son contexte général et de son évolution historique. Pour nous, la violence, politique ou non, n'est pas un objet supra-historique, évoluant de façon indépendante, mais est et reste inséparable de la société dans laquelle elle prend place et dont elle est, en dernière analyse, le fruit.

I Il s'agit d'un pseudonyme. De son vrai nom Bertrand Sassoye, l'auteur est un des anciens dirigeants du groupe terroriste d'extrême gauche belge des Cellules Communistes Combattantes, arrêté en 1985 et emprisonné jusqu'en 2000.

Violence et révolution

Cette question est à clarifier avant d'entrer dans le vif du sujet. La « violence » n'est pas un phénomène exceptionnel, propre à un mouvement politique ou à une époque spécifique. Les années 1920 et 1930 ne sont en réalité pas beaucoup plus « brutalisées » que le dernier tiers du XIX^{e} siècle. La « Belle Époque » s'ouvre en effet par le massacre de la Commune de Paris, et est marquée par les fusillades de grévistes, les attentats anarchistes et les expéditions coloniales sanglantes. Aujourd'hui, alors que nos sociétés occidentales n'ont pas connu de conflits armés sur leur sol depuis au moins 70 ans, on assiste à une résurgence du terrorisme d'extrême droite[I], sans même parler de la succession de guerres civiles que connaît actuellement la scène internationale. La violence dans une société donnée n'est pas pour nous un phénomène introduit par des facteurs exceptionnels ou extérieurs (tels qu'une guerre mondiale ou une révolution à l'étranger) mais un élément endogène, qui peut connaître des phases d'accélération selon le rythme de son évolution sociale et politique. De ce point de vue, l'éventuelle violence du mouvement communiste ne doit pas être étudiée de façon isolée, mais en lien avec celle existant dans la société en général, qu'elle soit le fait de l'État ou des forces politiques de gauche et de droite.

Notre travail porte à ce sujet sur la « violence » politique utilisée et théorisée par le PC des années 1920 et 1930, mais pas seulement. Réduire la question militaire à ce seul aspect porte en germe le risque de placer la réflexion sur un plan moral plutôt que scientifique. Il est important de distinguer entre la *violence* et la *force*. La seule présence de militants des GDA assurant l'encadrement d'une manifestation n'est pas violente (même si elle peut le devenir en cas d'affrontement), ils sont une démonstration de force, c'est-à-dire d'une violence potentielle — utilisée dans un but de dissuasion et de propagande. De ce point de vue, il faut garder à l'esprit que l'usage et la préparation de la force par un parti politique reflètent (de façon plus ou moins déformée) la violence de la société mais aussi le rapport qu'il adopte vis-à-vis de cette même société. En ce sens, la question militaire du PC pose surtout à notre avis la question du rapport à l'État, qui est supposé être investi du monopole de la violence « légitime ». En contestant ce monopole[II], un parti politique remet en cause l'État et l'organisation de la société. La politique militaire d'un parti donné permet donc de jouer un rôle de révélateur de son caractère « révolutionnaire », au-delà de ses déclarations d'intention.

Il est ici important de préciser que « révolutionnaire » n'est pour nous ni une épithète, ni un argument polémique, mais une notion dotée d'une définition déterminée, qu'il importe de préciser pour qu'elle ne soit ni trop étroite, ni trop large[III]. Un parti

I Le massacre d'Utoya en Norvège en 2011 a en quelque sorte servi de modèle à une vague d'attaques racistes ou anticommunistes, commises ces dernières années aux États-Unis, en Allemagne, ou en Nouvelle-Zélande, pour ne citer que les cas les plus marquants.

II Qu'il le fasse de façon « négative » comme dans le cas de « l'antimilitarisme révolutionnaire », soit de façon « positive » en adoptant des pratiques d'autodéfense, et en déniant donc à la police son rôle de protection des citoyens lorsque ceux-ci sont des travailleurs.

III C'est un problème qui se pose aussi d'ailleurs avec la notion de « fascisme », qui a fait couler beaucoup d'encre parmi l'historiographie française et internationale. Voir notamment : Brian Jenkins

révolutionnaire tel que nous l'entendons n'est pas un parti qui adopte des méthodes nouvelles (et qui serait en ce sens « révolutionnaire » dans sa forme ou sa méthode), ou qui dit être « révolutionnaire » mais ne diffère en rien dans ses actions d'un parti normal : c'est un parti qui conteste les fondements de l'ordre social existant et qui, ne pensant pas qu'il est possible de réformer cet ordre, se prépare à le renverser. Analyser les évolutions de la politique militaire d'un parti permet donc aussi d'après nous d'observer celles du caractère révolutionnaire du parti en question. Ce caractère n'est d'ailleurs ni absolu ni définitif. Il est lui-même dans un état de changement permanent, sous le coup de la dynamique interne du parti et de l'évolution de la société (et de bien d'autres facteurs). Un parti peut ainsi rester révolutionnaire tout en changeant la façon dont il l'est. Il peut aussi quitter le champ de la politique révolutionnaire, tout en continuant de s'en revendiquer, de façon plus ou moins démonstrative — rendant la tâche de l'historien plus complexe. Dans le cas du PC français, cette question est d'autant plus importante que celui-ci connaît une évolution politique marquée durant l'entre-deux-guerres.

La politique militaire comme indicateur de l'évolution du PC et de l'IC

Un problème posé sur cette question à tous les historiens est que ces quinze premières années de l'histoire du parti communiste en France sont fondatrices à de nombreux égards, mais sont en même temps en profond contraste avec ce que devient le PC après 1935. Le discours qu'il adopte alors est en effet radicalement différent de celui qu'il développait auparavant mais reste globalement le même jusqu'aux années 1970, voire sur certains aspects jusqu'à la chute de l'Union soviétique. De 1920 à 1935, le PC revendique ouvertement son caractère révolutionnaire et son modèle bolchevique, et pousse même parfois cette revendication jusqu'à la caricature. Après cette date, les appels à la défense de la République autrefois honnie deviennent le cœur de son discours, conjointement avec la promotion d'une « voie française au socialisme », passant par les élections et les réformes. La rupture qu'a représentée le Front populaire semble centrale dans cette évolution, mais elle semble pour nous être la conclusion d'un processus amorcé en fait dès la deuxième moitié de la décennie précédente.

La faible taille des structures militaires du PC peut amener à se poser la question de l'utilité de leur analyse, surtout quand on les compare à l'exemple allemand du KPD et son énorme « Front rouge » de 100 000 membres. Mais cette faiblesse numérique rend justement pour nous cette étude d'autant plus intéressante. Un gros appareil peut acquérir une dynamique propre qui résiste dans une certaine mesure aux impératifs de l'IC comme à la répression policière. Le RFB a ainsi survécu à la fois à son interdiction légale et à sa condamnation comme « utopique » par l'IC, et s'est même reformé sous la forme de l'*Antifaschistische Aktion* en 1932. A contrario, on peut supposer que les

(*dir.*), *France in the Era of Fascism – Essays on the French Authoritarian Right*, Oxford, Berghahn Books, 2005 ou encore : Michel Dobry (*dir.*), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

différents tournants de la politique militaire doivent être d'autant plus visibles en France qu'ils s'opèrent en l'absence d'un tel ancrage humain et organisationnel.

Durant cette période, le PC connaît de nombreuses mutations et évolutions. Alors qu'en 1920, il n'est (au moins sur le plan organisationnel) guère plus que la majorité de la SFIO dotée d'un nouveau programme, il passe ensuite à travers une série de crises internes profondes[I] et subit de plein fouet la stalinisation de l'Internationale, avec l'exclusion en 1924-1925 de la plupart des anciens membres dirigeants du Comité de la Troisième Internationale. En comparaison, le parti communiste de 1936 est un parti de masse, qui a su profiter de la poussée de radicalisation de 1934-1935 et de l'aura dont dispose encore l'Union soviétique, mais qui défend alors un programme particulièrement modéré, même par rapport à la gauche de la SFIO, sans parler de celui qu'il défendait en 1927 ou 1921. Tous ces bouleversements ont naturellement un impact majeur sur la politique militaire défendue par le PC. Définie comme un des critères essentiels d'une politique révolutionnaire dans les 21 conditions d'adhésion adoptées par l'IC en 1920, elle accompagne ces évolutions en s'adaptant, parfois de façon radicale, à une « ligne générale » fluctuante. Cette question étant tellement déterminante pour l'IC à sa naissance, les avanies de sa mise en pratique sont naturellement extrêmement intéressantes pour ce qu'elles peuvent révéler sur l'évolution politique profonde du PC. Elles permettent aussi de clarifier quel est le cadre dans lequel le PC fait évoluer sa politique, et le degré de liberté avec lequel cette évolution s'opère[II]. Il nous faut donc nous interroger pour savoir quels sont les éléments déterminants, parmi des facteurs nombreux : la politique intérieure française, les crises internes du PC, la pression de Moscou, la nécessité de s'adapter face à la répression, etc. ont pu se mêler. Cette question revient *in fine* à aborder celle, ô combien délicate, de la relation entre le PC et l'URSS. Ces évolutions sont-elles des ruptures avec l'URSS et donc, implicitement, avec le stalinisme ? S'agit-il d'un « compromis » local, éventuellement négocié ou approuvé par le Kremlin ? Ou au contraire s'agit-il d'évolutions voulues par Moscou, cohérentes avec les intérêts et les craintes de la bureaucratie soviétique ?

Une question récurrente pour le PC de l'entre-deux-guerres

La question de l'insurrection et du rapport à l'armée divise le mouvement ouvrier depuis sa naissance. En France avant 1914, sans remonter jusqu'aux controverses entre Blanqui et les partisans de Louis Blanc en 1848, elle a débouché sur des traditions relativement spécifiques au socialisme français, notamment dans la CGT et la SFIO, mais aussi à l'extérieur de ces organisations. Gustave Hervé et son journal *La Guerre*

I Pour ne citer que les plus notables, on mentionnera les luttes internes de 1921-1923, la « bolchevisation », les divergences autour de « classe contre classe » en 1927 ou encore « l'affaire Barbé-Celor » en 1931 et la crise de Saint-Denis en 1934.

II Cette dernière interrogation étant bien sûr limitée par le caractère naturellement relatif de la liberté de tout parti politique, toujours soumis à des influences multiples et contradictoires. Pression sociale (de différentes natures et direction, et qui n'est pas réductible à « l'opinion publique »), pression directe de l'État, des événements variés, etc.

sociale ont joué ici un rôle de regroupement et de diffusion des idées « insurrectionnalistes », le plus souvent sous une forme outrancière. Après la restructuration du mouvement ouvrier français pendant la guerre, ces questions se reposent dans la SFIO puis dans la jeune SFIC, en accompagnant la vie mouvementée du communisme français. Il est ainsi possible de diviser en trois grandes périodes leur évolution.

Elles réapparaissent dans les publications du Comité pour la III^e^ Internationale (C3I) avant le congrès de Tours, et restent liées à la « gauche » du PC. Elles jouent donc un rôle important dans la lutte contre la direction de la SFIO en 1919-1920 puis la « droite » du PC en 1921-1921. La jeunesse communiste est particulièrement investie sur cette question, notamment pour ce qui touche au travail antimilitariste, et paie le prix de son activité lors de la répression qui accompagne l'occupation de la Ruhr en 1923. L'année suivante, les premiers coups de la stalinisation et l'arrivée à la tête du parti du duo Albert Treint/Suzanne Girault poussent à la professionnalisation (et dans une certaine mesure à la radicalisation) du travail d'autodéfense et de l'appareil clandestin. Cette dernière évolution s'effectue par ailleurs dans le contexte bien particulier de la « première vague » du fascisme français (d'après l'expression de Robert Soucy[23]), consécutive à l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches. Les affrontements, parfois sanglants, entre ligueurs et communistes se succèdent donc durant les années 1925 et 1926.

Cette année-là, la professionnalisation de la politique militaire du PC prend la forme d'une organisation spéciale d'autodéfense, les Groupes de Défense Antifasciste. Les objectifs de cette nouvelle organisation sont multiples : il lui faut lutter physiquement contre le fascisme, aider à mettre en place une nouvelle forme de Front unique ouvrier, mais aussi former les cadres d'une future Armée rouge française. Des tâches qui doivent être complétées par le travail de désagrégation de l'antimilitarisme. Bien que poussé de côté dans la propagande du parti par les GDA, le travail *anti* continue en effet à être l'objet d'une attention soutenue de la part de la direction et des organisations du parti. À la fin de 1927, les GDA en crise sont remplacés par une nouvelle structure, le Front rouge, qui disparaît à son tour à l'été 1928.

Les années suivantes sont des années de repli de la politique militaire, malgré une phase initiale de surenchère verbale — confinant parfois à des méthodes d'action condamnées comme « anarchistes » par les marxistes depuis le XIX^e^ siècle (comme le sabotage individuel). En réalité, le travail *anti* comme l'autodéfense sont alors abandonnés par les militants d'un parti en proie à une véritable hémorragie, malgré l'insistance de la direction sur l'antimilitarisme. Les dirigeants de l'URSS craignent alors une offensive militaire des puissances occidentales et le travail *anti* devient théoriquement le cœur de l'activité militante du PC. Après l'arrivée au pouvoir d'Hitler et après le 6 février 1934, l'autodéfense est l'objet d'un débat qui dépasse le seul PC et embrasse toute la gauche française. Mais c'est le Front populaire qui enterre définitivement aussi bien le travail *anti* que l'autodéfense ouverte de masse, telle qu'elle était envisagée avant 1928.

Quelles sources ?

Pour arriver à répondre à ces différentes questions, notre travail s'est appuyé sur des sources traitant du travail *anti*, de l'autodéfense et de l'insurrection, issues à la fois du PC et de ses adversaires (qu'il s'agisse de la police ou d'autres organisations politiques). Elles peuvent être globalement rangées dans trois catégories distinctes : les sources internes du PC ; les sources de la répression ; et enfin les publications d'époque. Chacune de ces catégories a ses propres défauts et particularités mais c'est de leur confrontation (qui n'est malheureusement pas toujours possible) que peut surgir une compréhension plus objective.

La première catégorie comprend des sources souvent issues des fameuses « archives de Moscou »[I], qui sont pour une bonne partie conservées aux archives départementales de Seine–Saint-Denis. De nombreux documents ont aussi été numérisés par l'équipe du projet Paprik@2F de l'Université de Bourgogne à Dijon[24]. Leur portail en ligne[25] permet d'accéder à un grand nombre d'archives numérisées et facilite grandement le travail du chercheur[II]. Ces sources comprennent notamment des notes et comptes-rendus des réunions de la direction du parti (Comité directeur, Comité central, Bureau politique, etc. du PC et de la FNJC), qui sont incontournables, mais restent souvent décevantes sur les sujets qui nous intéressent. Elles sont en effet parfois incomplètes dès lors que la réunion semble avoir abordé une question illégale ou l'usage de la force. C'est par exemple le cas pour tout ce qui concerne la fusillade de la Grange-aux-Belles en janvier 1924. À en croire les inventaires faits par les archivistes de l'IC, le BP qui se réunit trois fois en cinq jours avant la fusillade du 11 janvier ne se réunit ensuite pas avant le 28 janvier, et retrouve alors son rythme régulier d'une réunion tous les deux jours. Deux solutions sont ici envisageables : soit la direction du PC ne s'est pas réunie du tout en pleine période de crise, soit elle s'est réunie mais les notes de ces réunions n'ont pas été versées aux archives. Le cas du 11 janvier 1924 n'est pas unique et ces trous sont à la fois frustrants pour ce qu'ils cachent et intéressants pour ce qu'ils laissent deviner. Ces archives internes comprennent aussi des projets et brouillons de textes et d'articles, des rapports destinés à l'IC ou à différentes structures, et aussi de nombreux bulletins internes. On signalera par exemple le *Journal des journaux*, qui avait vocation à aider les militants à produire leurs journaux de cellule ou *anti*, en signalant les informations les plus importantes, en fournissant des articles tout prêts ou en donnant des conseils sur la forme que devaient adopter ces outils cruciaux du militantisme communiste.

Une partie de ces sources internes, après avoir été saisie par la police, se retrouve dans les fonds « de la répression », aux côtés de nombre d'autres archives, produites par les fonctionnaires ou les informateurs des organes de répression. Les sources relevant de

I Leur usage par les historiens a fait l'objet de nombre de publications spécialisées. On consultera notamment : Frédérick Genevée, La *fin du secret : histoire des archives du Parti communiste français*. Ivry-sur-Seine, éditions de l'atelier, 2012, ou encore Serge Wolikow (dir.), *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, EUD, 1996.

II Il a malheureusement été mis en ligne alors que l'auteur de ces lignes avait déjà commencé la rédaction de sa thèse.

cette catégorie que nous avons fouillées se trouvent pour une bonne part aux archives nationales, au sein de l'importante série F7. Il s'agit de rapports de surveillance, de signalements sur les activités militantes et la vie interne du PC, mais aussi de ses organisations de masse ou des ligues. À partir de 1927-1928, les rapports sur le travail *anti* sont organisés de façon méthodique, classés par année et par départements, et des tableaux récapitulatifs leur sont souvent adjoints, reflet de l'effort particulier consenti par la répression contre l'antimilitarisme communiste. Une mention spéciale est à apporter aux archives de la préfecture de police de Paris, et plus particulièrement à deux dossiers. Le premier[26] porte sur la fusillade de la Grange-aux-Belles, en janvier 1924, et contient, semble-t-il, l'ensemble des pièces de l'enquête judiciaire. Accessible aux chercheurs depuis le début des années 2000, il nous a été crucial pour reconstituer l'enchaînement des événements de cette soirée meurtrière. Le second[27] porte sur les Groupes de Défense Antifasciste et les Jeunes Gardes Antifascistes et contient des documents prouvant la survie de certains groupes JGA jusqu'en 1933 ! Là encore, ces sources de la répression sont sujettes à précaution. Elles peuvent être d'une fiabilité inégale selon les préjugés du policier qui les rédige, la qualité de l'informateur, ou même le climat politique du moment. Certains policiers vont avoir tendance à noircir le tableau tandis que d'autres vont minimiser les faits qu'ils rapportent, la plupart du temps selon des dynamiques qui sont difficiles à identifier.

Dernière catégorie de sources, les publications d'époque comprennent brochures, articles de presse, livres, etc. publiés à l'époque. Toutes ne sont pas d'obédience communiste et, à côté de *l'Humanité*, nous avons ainsi fait un grand usage de la presse de droite, notamment les très droitiers *Figaro*, *l'Écho de Paris* ou *l'Action française*, mais aussi du plus modéré *le Temps* ou du trotskyste *la Vérité*. La plupart sont disponibles assez facilement sous une forme numérisée sur le site de la Bibliothèque Nationale[28] alors que plusieurs exemplaires de *la Vérité* sont disponibles en version numérique sur le site de l'association RADAR[29]. Signalons aussi dans cette catégorie les publications spécialisées, notamment le journal *anti la Caserne* (dont beaucoup d'exemplaires se retrouvent dans la série F7 des archives nationales), les revues théoriques *le Bulletin communiste* et *les Cahiers du bolchevisme* (tous deux disponibles sur le site de la BNF), ou encore *le Militant rouge* (disponible à la fois en microfilm à la BNF et en version numérique sur le site de l'association RADAR).

Toutes ces sources sont sujettes à exagération, mais elles sont aussi parfois relativement fidèles. La difficulté est d'arriver à discerner le bon grain de l'ivraie dans les affirmations d'une presse qui n'est jamais complètement neutre et dont le degré d'objectivité peut varier avec le temps, tout comme celui d'un informateur de police ou d'un cadre local du PC. Nous avons ainsi pu observer que si la presse communiste nous semble relativement fiable avant 1928 en ce qui concerne le travail *anti*, elle adopte une tendance beaucoup plus marquée à l'exagération, voire à l'invention pure et simple dans les années 1929-1930. La stalinisation se mêle ici au besoin de produire des « victoires », même de pure propagande.

Pour suivre de façon fluide l'évolution de la politique militaire à travers ses différentes phases, et arriver à distinguer les facteurs les plus importants qui déterminent son évolution, nous adopterons une trame chronologique. Notre travail est donc divisé en trois grandes parties, correspondant aux trois phases principales de cette évolution, et dont chacune traitera dans des chapitres spécifiques des différents aspects de cette politique. Après un bref chapitre consacré aux antécédents de cette question dans le mouvement socialiste d'avant 1914, notre première partie couvrira les premières années du mouvement communiste en France, à travers le CRRI, le congrès de Tours, et les premières années de la SFIC jusqu'à la « bolchevisation » de 1924-1925. La seconde traitera des années charnières séparant cette mise au pas du PC des années « classe contre classe ». C'est durant cette période que la politique militaire semble avoir atteint ses résultats les plus marquants. Enfin, nous traiterons dans une dernière partie des années courant de la « troisième période » à septembre 1939. Le PC est alors pleinement stalinisé et sa politique militaire, comme sa « ligne générale », passe à travers de nombreux zigzags.

Chapitre 1 : « Les deux méthodes ». Le débat sur l'insurrection dans la SFIO avant 1914

Pour les socialistes d'avant 1914, le choix des moyens de transformation de la société est une question cruciale, qui remonte en fait aux origines du mouvement ouvrier et du marxisme. En France, cette question oppose théoriquement les héritiers de Blanqui, les courants réformistes et les partisans du marxisme révolutionnaire regroupés autour de Guesde et Lafargue. Les fusions et recompositions des différents courants socialistes, jusqu'à la création de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) en 1905, ne débouchent pas sur une position unifiée. Dans les deux domaines où le rapport à l'État se pose de la façon la plus pratique, c'est-à-dire l'attitude face à l'armée et l'autodéfense ouvrière, des divergences profondes existaient au sein du mouvement socialiste d'avant 1914 et se maintiennent jusqu'à la déclaration de guerre.

Le marxisme et l'État — la nécessité de l'insurrection révolutionnaire

Déjà du vivant de Marx et Engels se pose la question du rapport des socialistes à l'État. Pour eux, celui-ci est le fruit de la division de la société en classes antagonistes et nait sous la forme d'une « force publique qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée »[30]. Son rôle étant de maintenir la domination de classe en utilisant la force pour atténuer les conflits sociaux, toute perspective révolutionnaire réelle doit donc souligner la nécessité de s'attaquer à lui et de le détruire. C'est ce qu'Engels et Marx écrivent dans leur préface de 1872 au *Manifeste du Parti communiste*[I] :

> La Commune, notamment, a démontré que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte ».[31]

À partir de ce moment, pour les marxistes « orthodoxes », c'est-à-dire révolutionnaires, la transformation de la société ne peut s'accomplir qu'au moyen du renversement de l'ordre existant. Cela suppose bien sûr de préparer la révolution comme un acte insurrectionnel — soit par la seule éducation politique du prolétariat, comme le théorise alors notamment Rosa Luxemburg (rejointe sur ce point par la majorité de la II^e^ Internationale), soit par la conjugaison de cette éducation politique à l'organisation de l'insurrection par le parti, comme l'affirme Lénine dès 1904. C'est dans cette optique que le mot d'ordre de « l'armement du prolétariat » prend tout son sens. Il s'agit, en armant les travailleurs, de leur permettre de prendre et de conserver le pouvoir politique, en remplaçant après la révolution l'armée permanente par l'armement du peuple entier, le « peuple en armes ».

Cette perspective révolutionnaire est remise en cause plusieurs fois, notamment lors de la célèbre « querelle réformiste »[II], avant d'être abandonnée théoriquement par la plupart des partis de la II^e^

I Elle fut ensuite citée et commentée longuement par Lénine dans *l'État et la révolution* (1918).

II La « querelle réformiste » (en allemand : *Reformismusstreit*) éclata dans le SPD, puis dans l'Internationale tout entière, suite à la publication en 1896 par Eduard Bernstein de ses articles portant sur les « Problèmes du socialisme ». Il y remettait en cause à la fois l'inéluctabilité des crises dans le système capitaliste et la nécessité de renverser celui-ci ; pour lui, il était devenu possible de passer graduellement au socialisme par des réformes

Internationale lors de la Première Guerre mondiale. C'est dans ce cadre théorique que la réflexion sur la question militaire et son rapport à la révolution s'opère d'abord dans la SFIO, puis dans la SFIC au moins jusqu'au milieu des années 1930.

L'héritage de Blanqui et les controverses entre réformistes et révolutionnaires

Le cas français est compliqué du fait de l'histoire particulière de son mouvement ouvrier. En effet, celui-ci est extrêmement marqué par la question de l'insurrection, depuis celle des canuts en 1831 à Lyon jusqu'aux grèves quasi insurrectionnelles des années 1890-1900 en passant bien sûr par juin 1848, décembre 1851 et la Commune de Paris. Cette question est largement discutée et divise profondément le mouvement ouvrier français dès ses origines, et plus encore après la Commune. Il en est sorti une tradition politique et un courant d'idées largement spécifiques à la France, le blanquisme.

Nommé d'après Auguste Blanqui[I], un des révolutionnaires républicains socialistes les plus connus du XIX[e] siècle français, ce courant se définit comme un insurrectionnalisme révolutionnaire, reposant sur la nécessité pour la classe ouvrière de recourir à la force pour faire valoir ses droits (idée qu'il résume en 1851 par la maxime « Qui a du fer a du pain »[32]). De son expérience des années 1820 et 1830, âge d'or des conspirations politiques classiques (et notamment de la Charbonnerie[II] au sein de laquelle il fait son initiation politique), Blanqui déduit la nécessité pour les révolutionnaires socialistes de s'organiser en petits groupes militarisés et secrets devant passer à l'action dans le cadre d'un complot révolutionnaire et instaurant ensuite une dictature de fer pour défendre la révolution.

Cette conception s'oppose radicalement aux théories de Marx et de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), qui soulignent, quant à eux, l'importance de l'activité des masses ouvrières et concluent donc à la nécessité d'organiser celles-ci de la façon la plus large possible.

Pour Marx et Engels, la faiblesse principale de Blanqui repose dans le primat qu'il donnait à l'action sur la théorie :

> Blanqui est essentiellement un révolutionnaire politique ; il n'est socialiste que de sentiment, par sympathie pour les souffrances du peuple, mais il n'a pas de théorie socialiste ni de projets pratiques de transformation sociale. Dans son activité politique,

successives. Karl Kautsky, puis Rosa Luxemburg lui répondirent, défendant le point de vue révolutionnaire. Luxemburg montra notamment, dans *Réforme sociale ou révolution* (1898), le rôle joué par la lutte pour les réformes dans la préparation de la révolution.

I **Auguste Blanqui (1805-1881)** : Fils d'un immigré italien élu à la Convention, Auguste Blanqui devient militant et révolutionnaire très jeune, sous Charles X. D'abord proche de la Charbonnerie et des saint-simoniens, il se rapproche des républicains. Il devient socialiste après la révolution de 1830, et est emprisonné pour la première fois en 1831 (il passera une grande partie de sa vie en prison). Après 1848, il rompt fermement avec les socialistes modérés. Emprisonné de 1848 à 1859, puis de 1861 à 1865, il s'évade et ne revient en France qu'en 1869, après une amnistie générale. Il a alors parmi ses disciples Paul Lafargue et Charles Longuet. Clandestin après une nouvelle tentative d'insurrection contre l'Empire, il est à nouveau arrêté à la veille de la Commune de Paris et condamné en 1872 à la détention perpétuelle. Libéré en raison de son grand âge en 1879, il se relance dans l'action politique. Son cortège funéraire sera suivi par près de 100 000 personnes. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24369, « Notice BLANQUI Auguste ». Notice remaniée et complétée par Michel Cordillot et Jean Risacher, version mise en ligne le 27 janvier 2009, dernière modification le 30 mai 2019.)

II La Charbonnerie (de l'italien *Carbonaria*) était un rassemblement de sociétés secrètes opposées au régime de la Restauration, inspiré des organisations qui luttaient alors contre la domination autrichienne sur l'Italie du Nord.

> il fut avant tout un « homme d'action » qui croyait qu'une petite minorité bien organisée pourrait, en essayant au bon moment d'effectuer un coup de main révolutionnaire, entraîner à sa suite, par quelques premiers succès la masse du peuple et réaliser ainsi une révolution victorieuse.[33]

Ou, comme le formule Trotsky, quelques décennies plus tard :

> En principe, l'erreur du blanquisme consistait à identifier la révolution avec l'insurrection. L'erreur technique du blanquisme consistait à identifier l'insurrection avec la barricade. La critique marxiste fut dirigée contre les deux erreurs[34].

Après la mort de Blanqui en 1881, et alors que les marxistes français autour de Guesde et Lafargue créent le Parti Ouvrier Français (POF), les blanquistes s'organisent dans le Comité Révolutionnaire Central (CRC), qui se divise dès la crise boulangiste, lorsque certains de ses dirigeants choisissent par opposition à la république « bourgeoise » de soutenir le général Boulanger, aux côtés des monarchistes et des nationalistes. Durant toute cette période, la rivalité entre les deux ailes révolutionnaires du mouvement ouvrier français, blanquistes et « guesdistes », se poursuit, même si elle s'atténue de plus en plus au fur et à mesure que les blanquistes intègrent de plus en plus de marxisme à leur corpus théorique[35]. En 1898, le CRC se transforme en un éphémère Parti Socialiste Révolutionnaire qui fusionne avec le POF avant de participer à la fondation de la SFIO en 1905. L'histoire mouvementée du blanquisme se conclut donc par le ralliement de ses derniers dirigeants, tel Édouard Vaillant, au socialisme marxiste. Malgré cet épilogue, l'histoire de la lutte contre les conceptions « actionnistes » de Blanqui laisse des traces durables dans le socialisme international et particulièrement en France. Pendant de nombreuses années, et jusqu'au début des années 1930, le terme de blanquisme est utilisé, souvent de façon polémique, pour désigner un trop grand attachement porté à l'insurrection au détriment de ses soubassements politiques[I], mais aussi par les courants réformistes pour essayer de délégitimer leurs opposants révolutionnaires.

Au-delà des militants et des cadres issus directement du blanquisme, les idées insurrectionnalistes exercent aussi une influence notable sur plusieurs courants de la gauche révolutionnaire, évoluant entre les syndicats et la SFIO. C'est le cas notamment des syndicalistes-révolutionnaires (SR), qui sont alors officiellement majoritaires dans la CGT. Ils rejettent toute action « politique » (c'est-à-dire parlementaire) et imaginent la révolution future sous la forme d'une grève générale qui prendrait presque naturellement des couleurs insurrectionnelles. Le gouvernement utilise d'ailleurs lui aussi cette idée d'une CGT portée à l'insurrection révolutionnaire, au « complot » et à la conspiration. C'est par exemple le cas lors des arrestations ciblées de cadres syndicaux par le ministre de l'Intérieur Clemenceau en 1906. Les arrêtés, dont le secrétaire de la CGT Griffuelhes, sont accusés d'avoir préparé une insurrection générale à l'occasion du 1er Mai[II]. Le « complot » imaginé par le gouvernement se révèle inexistant avant même qu'une instruction judiciaire soit ouverte et Jaurès a ensuite beau jeu de dénoncer une manœuvre électorale, visant à donner une

I Cette utilisation polémique du « blanquisme » se retrouva lors des multiples débats au sein du PC sur la question de l'autodéfense, notamment contre les « erreurs » de la « période Treint-Girault » à partir de 1928.

II Pour faire bonne mesure et gagner à la manœuvre l'aile gauche des républicains, le gouvernement ajoute au « complot » qu'il a « démasqué » un élément réactionnaire, en prétendant que les syndicalistes sont manipulés par des bonapartistes et des monarchistes, qui espéreraient tirer parti du mouvement pour abattre la république.

majorité aux républicains non socialistes lors des élections législatives des 6 et 20 mai[36]. Même si le complot de 1906 est une fiction judiciaire, le passage réel à l'action directe n'est pas complètement étranger à la CGT. Elle approuve, par exemple, l'emploi de la violence contre les briseurs de grève, voire le sabotage individuel. De nombreux fils télégraphiques sont ainsi sabotés lors des grèves de chemins de fer des années 1909-1910, sans que le phénomène prenne pour autant l'ampleur qui lui est alors attribuée par la presse de droite[37]. Contesté par les dirigeants socialistes et progressivement abandonné, l'emploi du sabotage par la CGT est en fait resté cantonné au niveau individuel et n'a jamais débouché dans le syndicalisme-révolutionnaire sur l'idée d'une organisation paramilitaire de révolutionnaires ou de saboteurs disciplinés.

Cette conception clairement héritée de Blanqui se retrouve par contre dans les orientations du groupe organisé autour de *La Guerre sociale*. Ce journal, créé par Gustave Hervé[I] et Miguel Almereyda[II] en 1906, rassemble des militants de la gauche de la SFIO et des Jeunesses socialistes ainsi que des anarchistes et quelques militants syndicalistes-révolutionnaires. La doctrine d'Hervé, le « militarisme révolutionnaire », est clairement inspirée par le blanquisme originel et prône la constitution d'une organisation clandestine de cadres militaro-politiques préparant l'insurrection par la lutte armée et le sabotage[38]. Lors des grèves de 1909 et 1910, Hervé prétend même être à la tête d'une organisation nationale de combat, spécialisée dans le sabotage des voies de chemin de fer[39]. Malgré ses efforts pour attirer à lui à la fois anarchistes, syndicalistes et socialistes, Hervé semble être peu apprécié et ses idées ont souvent été présentées comme étant restées aux marges de la SFIO comme du mouvement ouvrier[40]. On peut pour exemple citer le point de vue d'Alfred Rosmer[III], qui est alors un des principaux meneurs théoriques du courant SR de la CGT :

> L'hervéisme, nous avons déjà eu l'occasion de le constater, malgré son insurrectionalisme appuyé surtout sur des violences verbales, malgré l'influence réelle qu'il exercera pour un temps sur de bons militants ouvriers, ne provoque qu'une effervescence superficielle et passagère. […] Cette opposition n'a pas ombre de doctrine, sa tactique est une « pédagogie » détestable, consistant en un grossissement,

I **Gustave Hervé (1871-1944) :** Professeur, militant et journaliste d'extrême gauche. Il fonde en 1906 le journal *La Guerre sociale* et joue un rôle clé dans l'extrême gauche de la SFIO. Il se rallie en 1914 au patriotisme et renomme son journal *La Victoire*. Soutien acharné du « jacobin » Clemenceau en 1917-1919, il évolue ensuite vers le fascisme et fonde en 1919 le Parti Socialiste National, d'où sortira Marcel Bucard, fondateur du « Francisme ». (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article73157, « Notice HERVÉ Gustave, Alexandre, Victor ». Justinien Raymond, Madeleine Rebérioux, version mise en ligne le 5 août 2009, dernière modification le 3 février 2019.)

II **Miguel Almereyda, de son vrai nom Eugène Vigo (1883-1917) :** Ce militant anarchiste participa à la création de *La Guerre sociale* en 1906, puis à celle du *Bonnet rouge*. Particulièrement actif dans l'action antimilitariste, il fut emprisonné à de nombreuses reprises, notamment suite à un « appel aux conscrits » en 1905. Ayant adhéré cette année-là à la SFIO, il se range en 1914 dans le camp des opposants à l'union sacrée et réussit à maintenir son *Bonnet rouge* malgré la censure. Accusé de sympathies proallemandes par l'*Action française*, il est arrêté. On le retrouva mort pendu dans sa cellule. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article155252, « Notice ALMEREYDA Miguel [Eugène, Bonaventure, Jean-Baptiste Vigo, dit] ». Guillaume Davranche, version mise en ligne le 6 mars 2014, dernière modification le 3 février 2019.)

III **Alfred Rosmer, de son vrai nom Alfred Griot (1877-1964)** : Alfred Rosmer commence à travailler comme employé de mairie et se rapproche des courants syndicalistes-révolutionnaires, devenant le spécialiste des affaires internationales du groupe de *La Vie ouvrière*. Opposé à l'union sacrée, il se lie à partir de 1914 avec Trotski et le groupe du journal *Nache Slovo*. Partisan des thèses bolcheviques dès 1917, il rallie le CRRI en France et fait plusieurs séjours à Moscou de 1920 à 1924. Membre du CD, puis du BP de la SFIC, il est exclu du parti en octobre 1924. Il participe alors à l'opposition de gauche en France avant de s'en éloigner en 1931 en opposition à Raymond Molinier. Ayant renoué avec Trotski en 1936, il sera son exécuteur testamentaire. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article75205, « Notice ROSMER Alfred [GRIOT, André, Alfred dit] ». Colette Chambelland, Christian Gras, version mise en ligne le 28 novembre 2009, dernière modification le 8 septembre 2018).

> une déformation volontaire des faits et des hommes pour que « les ouvriers puissent comprendre ».[41]

Pourtant, l'influence d'Hervé semble dépasser largement ses capacités organisationnelles et a été déterminante dans la formation de nombre de militants révolutionnaires d'après 1918, qui ont souvent fait leurs « classes » militantes en lisant *la Guerre sociale*. C'est le cas par exemple de Georges Beaugrand, de Jacques Duclos, de Camille Larribère, ou encore d'André Marty, qui jouent tous un rôle notable dans l'appareil d'autodéfense ou antimilitariste du PC des années 1920-30 et lisaient tous avant-guerre le journal insurrectionnaliste.

Indépendamment de l'influence ou de l'héritage du blanquisme, la question de l'insurrection, et en fait plus largement du rapport à l'État, se pose aussi avant 1914 aux courants socialistes se réclamant du marxisme. Cette question est, par exemple, une des bases de la discussion sur « les deux méthodes », qui oppose le 26 novembre 1900, Jean Jaurès à Jules Guesde. Cette réunion contradictoire se déroule alors que le mouvement socialiste est profondément divisé par l'affaire Millerand, du nom de ce socialiste « indépendant » qui vient d'accepter un portefeuille ministériel dans le gouvernement Waldeck-Rousseau aux côtés du général de Galliffet, ancien commandant en chef de la répression de la Commune. Il s'agit pour Millerand[I] de placer le socialisme en défense du régime républicain face à la menace de la droite nationaliste dans le contexte de l'affaire Dreyfus. Cette entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois débouche sur une controverse à l'échelle internationale, opposant Jaurès, qui défend alors Millerand, à de nombreux théoriciens du mouvement socialiste international, et notamment Rosa Luxemburg, Karl Kautsky et Jules Guesde. Lors de ce débat public, Jaurès affirmant que la bourgeoisie ne pourrait pas empêcher la classe ouvrière de conquérir démocratiquement le pouvoir, Guesde lui répond :

> Il s'agit de recruter, d'augmenter la colonne d'assaut qui aura, avec l'État emporté de haute lutte, à prendre la Bastille féodale ; et malheur à nous si nous nous laissons arrêter le long de la route, attendant comme une aumône les prétendues réformes que l'intérêt même de la bourgeoisie est quelquefois de jeter à l'appétit de la foule, et qui ne sont et ne peuvent être que des trompe-la-faim. Nous sommes et ne pouvons être qu'un parti de révolution, parce que notre émancipation et l'émancipation de l'humanité ne peuvent s'opérer que révolutionnairement.[42]

Cette question de la limitation aux méthodes légales, « démocratiques », est alors particulièrement conditionnée par l'attitude adoptée par les courants socialistes face à la III[e] République. Pour Jaurès et ses partisans, le régime républicain offre la possibilité d'une évolution naturelle vers le socialisme par la voie des réformes parlementaires et de la participation accrue des travailleurs à la politique. Cela implique donc aussi de défendre la république face à ses ennemis monarchistes ou

I **Alexandre Millerand (1859-1943)** : Fils d'un négociant parisien, Millerand est avocat à partir de 1881, tout en collaborant au journal de Clemenceau. Député socialiste indépendant dès 1885, il est proche de Jaurès après le ralliement de celui-ci au socialisme. Entré au gouvernement en 1899, il entame une longue dérive à droite. Partisan de la loi des trois ans en 1914, il est ministre de la guerre en 1912-1913, puis à nouveau en 1914-1915. Élu président de la République par le Bloc national en septembre 1920, il refuse en 1924 de nommer un gouvernement de gauche alors que le Cartel vient de gagner les élections, et est contraint à la démission. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article122336, « Notice MILLERAND Alexandre ». Justinien Raymond, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 1er décembre 2018).

antiparlementaires. *A contrario*, la position défendue par Guesde et Vaillant est que la République reste un régime bourgeois, réprimant les contestations et les revendications ouvrières. Il faut donc le renverser, comme tout régime « périmé », pour permettre l'avènement d'un nouvel ordre social.

Cette controverse n'est pas limitée à la France et trouve son pendant dans la plupart des partis de l'Internationale, qui considèrent alors comme normale cette cohabitation d'options divergentes, voire opposées — que l'évolution historique devait départager. La création de la SFIO ne règle pas la question et en 1907, Guesde peut écrire[I] :

> Ce n'est qu'après et par l'expropriation politique de la classe capitaliste que pourra être opérée son expropriation économique, ainsi qu'il est écrit au programme commun des socialistes du monde entier. Pour restituer à la nation productrice ses moyens de production, il faut un prolétariat devenu le gouvernement et faisant la loi. Reste à savoir comment, de classe gouvernée qu'elle est actuellement, la France travailleuse deviendra, pourra devenir classe gouvernante. Le bulletin de vote qui nous a déjà installés dans quantité d'Hôtels-de-ville et qui a jeté au Palais-Bourbon l'importante minorité que l'on sait, est un premier moyen. Sera-t-il le seul ? Pas plus que nous le croyions hier, nous ne le croyons aujourd'hui. Mais depuis quand, parce qu'elle ne serait pas tout, l'action légale devrait-elle n'être rien ? Loin de s'exclure, l'action électorale et l'action révolutionnaire se complètent, et se sont toujours complétées dans notre pays où — pour tous les partis — l'insurrection victorieuse n'a été que la suite, le couronnement du scrutin.[43]

De son côté, Jaurès dénonce en 1909 à travers Hervé et ses groupes clandestins de saboteurs ceux qui croient à la possibilité d'organiser la révolution à travers de « petits groupes minuscules d'insurrectionnels » et s'exposent ainsi au risque d'une dénonciation[44]. En fait, pour les révolutionnaires de l'aile gauche de la SFIO, comme ce sera ensuite le cas pour la SFIC, l'action parlementaire ne se justifie que comme une préparation et un outil de propagande pour la révolution. Celle-ci n'ayant de son côté rien à voir avec la seule grève générale, alors préconisée par les anarcho-syndicalistes, ou avec les « coups de main » conspiratifs des blanquistes[45]. Ces oppositions de principe ne sont pas les seules dans la SFIO. Des positions extrêmement divergentes sont aussi développées sur deux sujets directement liés à celui-ci : d'une part, l'attitude à adopter vis-à-vis de l'armée, noyau essentiel de l'État d'après Marx et Engels, et, d'autre part, l'organisation par le mouvement socialiste de sa propre défense.

L'antimilitarisme, point de clivage ou de consensus ?

I Reprenant une large partie d'un autre article publié en 1894 : Jules Guesde, « Parlementarisme et Révolution », *Le Socialiste*, 10 novembre 1894, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/guesde/works/1894/11/guesde_18941110.htm [consulté le 9 mars 2017].

La question de l'attitude du mouvement socialiste face à l'armée s'est de longue date posée, d'abord parce que celle-ci est alors fréquemment mobilisée contre ses manifestations et ses grèves. Cela a d'ailleurs régulièrement débouché sur des fusillades meurtrières, comme à Fourmies le 1er mai 1891 ou à Draveil–Villeneuve-Saint-Georges en juillet 1908. La politique du mouvement socialiste, longtemps limitée à des appels à la fraternisation, doit évoluer avec l'adoption du service militaire universel sur le modèle prussien par la plupart des États d'Europe à la fin du XIXe siècle, et en France en 1905. Cet accroissement de la place des affaires militaires dans le fonctionnement de l'État est désigné par les marxistes comme le « militarisme », c'est-à-dire comme une phase inévitable du développement des États capitalistes. Pour eux, ce développement s'explique par la nécessité de défendre et d'accroître les marchés coloniaux et les débouchés conquis face à la menace que représente la concurrence des nouveaux États-nations impérialistes. Le militarisme, né dans le contexte du partage colonial du monde, devient de plus en plus indispensable face aux revendications d'un nouveau partage par les nouvelles puissances qu'étaient l'Allemagne, les États-Unis ou le Japon. Il prend la forme du développement d'armées permanentes basées sur la conscription, ce modèle d'organisation militaire ayant démontré sa supériorité sur les armées professionnelles lors des guerres menées par la Prusse en 1866 et 1870. À cette dépense importante que représente la nécessité d'équiper et de maintenir des masses d'hommes sous les drapeaux s'ajoutent les frais supplémentaires de la course aux technologies d'armement, notamment dans la marine.[46]

Cette question déjà cruciale, l'armée voyant alors la quasi-totalité des jeunes ouvriers passer sous les drapeaux, le devient d'autant plus avec l'accroissement de la menace de guerre à partir de la fin des années 1890. La crise de Fachoda en 1898, la guerre russo-japonaise en 1905, mais surtout le « coup d'Agadir » en 1911 et l'éclatement des guerres balkaniques en 1912, rendent presque palpable la possibilité d'une guerre européenne. Elles obligent le mouvement ouvrier à se poser la question des méthodes de lutte contre la guerre et donc à théoriser son attitude face à l'armée.

La CGT adopte ainsi dès 1900 une première motion antimilitariste, qui réclame la suppression des armées permanentes[47]. La multiplicité des origines des courants de la SFIO débouche dans ce domaine sur des positions extrêmement divergentes, dont beaucoup se retrouvent ensuite sous des formes à peine modifiées dans les débats des années 1920. Les multiples motions proposées au vote lors du congrès de Limoges en 1906, toutes d'accord sur la nécessité de préserver la paix mais divergentes sur la question du patriotisme, illustrent bien ces divergences et ces ambiguïtés[48].

À côté d'une minorité d'appels à une lutte antimilitariste révolutionnaire et ouverte, une des positions les plus courantes repose sur la revendication du désarmement intégral. Pour ses défenseurs, qui lient d'une façon assez ténue l'éclatement des guerres aux intérêts capitalistes, la suppression de l'armée permettrait néanmoins la disparition des conflits en faisant disparaître son outil, comme l'explique Raoul Verfeuil[I] dans une brochure publiée par la SFIO en 1913 :

I **Raoul Verfeuil (1887-1927) :** Adhérent à la SFIO en 1905, il est arrêté pour complot en 1920. Il s'oppose à l'adhésion à l'IC au congrès de Strasbourg (février 1920) mais s'y rallie au congrès de Tours (décembre 1920). Il devient membre du CD après le congrès de Marseille (décembre 1921) et y représente l'aile « droite » du PC. Il est exclu en 1922 pour avoir publié un appel à organiser une opposition interne à l'IC dans le journal « pro-Poincaré » *Le Matin*. Il participe à l'*Union Fédérative Socialiste* en 1922 puis au groupe *La Vague* à partir de 1923, et rejoint brièvement l'*Union Socialiste-Communiste* en 1924 avant de retourner à la SFIO (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article134092, « Notice VERFEUIL Raoul (LAMOLINAIRE Albert, Alexandre, Raoul, dit) ». Justinien Raymond, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 4 novembre 2014).

> Les causes de la guerre auraient beau subsister — et elles subsisteront tant que durera le régime capitaliste — s'il n'y avait pas d'armée, on ne pourrait pas faire la guerre. On dit qu'il n'y a pas d'effets sans causes. Ici, l'effet est indépendant de la cause. Pour se manifester, il a besoin d'un troisième élément sans lequel il ne se produirait pas. En l'espèce, c'est l'armée. […] Schneider et Krupp auraient beau l'exiger, s'il n'y avait pas d'armée on ne se battrait pas, parce que, matériellement, il serait impossible de se battre.[49]

Cette suppression doit aussi faciliter le renversement du capitalisme en faisant disparaître un de ses remparts. Cette position, proche de celle des courants pacifistes religieux ou philosophiques, est encore défendue après-guerre par certains militants des premières années de la SFIC, dont le même Raoul Verfeuil.[I]

Jean Jaurès défend une autre orientation, parfois identifiée au niveau international comme un élément quasi officiel de la politique de la SFIO[II], qui n'est ni pacifiste, ni vraiment antimilitariste au sens où l'entend Marx. Comme Jaurès l'explique dans *l'Armée nouvelle* et comme le propose le programme électoral de la SFIO en 1914[50], il s'agit de mieux organiser la défense nationale sur une base républicaine et sociale en y associant la classe ouvrière et ses organisations. Les syndicats doivent, par exemple, être chargés de former les futurs officiers d'origine ouvrière. Cette armée de milice populaire défensive doit quand même être tournée contre l'Allemagne impériale (comme le montrent les dispositions spécifiques relatives aux frontières orientales que Jaurès prévoit dans son projet de loi connexe à l'*Armée nouvelle*). Craignant que cet outil militaire puisse être mal utilisé, Jaurès prévoit aussi d'appuyer l'ensemble du dispositif sur le Tribunal d'arbitrage de La Haye (fondé par le Tsar Nicolas II), et sur la reconnaissance légale du droit à l'insurrection en cas de déclenchement d'une guerre illégitime.

Ces positions ne sont pas étanches et se mêlent souvent, associant l'idée du désarmement et des tribunaux internationaux à la revendication de l'armement du peuple. Le flou relatif entretenu par l'Internationale sur cette question favorise ces mélanges. Sous la pression des partis socialistes balkaniques et des Jeunesses socialistes allemandes[III], l'Internationale socialiste a en effet adopté l'idée d'une lutte antimilitariste, mais sous une forme réactive, à moindres frais. Cela suppose de s'opposer politiquement au déclenchement d'une guerre impérialiste et au cas où celle-ci éclaterait quand même, d'y mettre fin par la grève générale et, le cas échéant, la révolution sociale[IV]. En attendant, la pression internationale de la classe ouvrière doit peser dans le sens d'une atténuation des contradictions entre les grandes puissances et favoriser un règlement pacifique des conflits. Cette idée défendue au niveau international par Kautsky est alors quasi généralisée dans

---

I Cf. infra chapitre 2.

II Trotsky s'étonnait ainsi en 1922 de voir Verfeuil se référer au « vieil antimilitarisme d'autrefois », arguant que Jaurès défendait alors à la chambre, au nom du parti, la revendication d'une armée de milice (cf. infra p.20).

III Le dirigeant des JS allemandes Karl Liebknecht s'était ainsi fait une spécialité de la lutte antimilitariste, dans les congrès socialistes internationaux ou à travers ses écrits (notamment son *Militarisme et Antimilitarisme* qui lui valut en 1907 d'être condamné à 18 mois de prison). Sous son influence, une forte mouvance antimilitariste révolutionnaire se développa dans la plupart des mouvements de Jeunesses socialistes germanophones.

IV De façon assez intéressante, c'est ce scénario que le romancier socialiste Jack London mit en scène dans son roman d'anticipation *Le Talon de fer*, lorsqu'il imagina une grève générale coordonnée contraignant les gouvernements allemand et américain à mettre fin à une guerre opposant leurs deux pays (Jack London, *Le Talon de fer*, Pantin, Le temps des cerises, 1999, pp.184-194, 1èr[e] édition : 1908).

l'Internationale et n'est combattue ouvertement que par certains militants de la « gauche » internationale, dont Rosa Luxemburg[51] :

> […] Nous sommes convaincus que le militarisme ne pourra disparaître du monde qu'avec la disparition de l'État de classe capitaliste. […] Expliquer ceci aux masses, disperser sans pitié toutes les illusions au sujet de l'effort pour la paix du côté bourgeois, et affirmer la révolution prolétarienne comme le seul et premier acte de la paix mondiale, c'est la tâche de la social-démocratie en regard de toutes les singeries autour du désarmement, qu'elles soient arrangées à Saint-Pétersbourg, à Londres ou à Berlin.[52]

A rebours de cette fermeté révolutionnaire, la ligne floue adoptée par la SFIO fait largement consensus avec Hervé (qui y ajoute seulement des appels à la désertion), mais aussi avec la CGT et les Jeunesses socialistes.

Celles-ci joignent néanmoins à la lutte contre la guerre la nécessité de lutter avant l'éclatement du conflit par une activité antimilitariste clandestine au sein de l'armée. Elles abordent cette question à leur conférence nationale de 1913. Après avoir résumé les motivations qui sous-tendaient la lutte contre le militarisme, « soutien du capitalisme », le militant rapporteur s'interroge alors sur les moyens de mobiliser les jeunes travailleurs pendant leur service militaire :

> Divers moyens sont à employer : la propagande collective faite au moment du départ de la classe, dans les réunions publiques, peut atteindre à ce but ; la propagande individuelle, qui s'adresse plus particulièrement à un camarade, permet aussi les recrues nécessaires et indispensables au développement de l'organisation de la jeunesse ouvrière. Pour toucher les jeunes qui partent au régiment, il faut se procurer la liste des conscrits, répandre les journaux, les brochures et les tracts socialistes.[53]

Toutes ces méthodes sont à nouveau préconisées par la FNJC après 1920, de même que la continuation du « Sou du soldat », adopté avant-guerre, qui doit permettre de maintenir le lien entre les JS et leurs membres mobilisés.

Cet intérêt particulier des JS pour la question militaire s'explique sans doute en partie dans ce cas par un contexte immédiat marqué par le mouvement contre la prolongation du service militaire, les mutineries de mars 1913 et les guerres balkaniques, mais aussi sans doute par une demande de la base militante, première touchée par le service militaire, et par la pression des Jeunesses syndicalistes. Celles-ci, après avoir rompu avec la SFIO et les JS, se sont rapprochées de la CGT et ont fait de l'antimilitarisme un de leurs chevaux de bataille. Lors des mobilisations de 1911-1912 contre la prolongation du service militaire à trois ans, les militants des deux Jeunesses se retrouvent en pointe et sont particulièrement visés par la répression policière.[54]

En fait, en France, comme dans la plupart des partis de la II^{e} Internationale, cette question ne déclenche que des oppositions internes limitées et reste extrêmement marginale et peu abordée par l'ensemble du mouvement, ce que symbolise le désintérêt des journaux ouvriers pour les mutineries du printemps 1913. En conséquence de cette absence de véritable discussion de fond, les

divergences existantes apparaissent peu lors des grandes mobilisations antimilitaristes d'avant août 1914[I] et le mouvement peut sembler uni dans la lutte contre la guerre qui s'approche alors qu'il est en réalité divisé par les interprétations divergentes données à des orientations ambiguës.

L'autodéfense dans la SFIO avant 1914[II]

De façon relativement parallèle à ces divergences sur la question de l'antimilitarisme, des oppositions semblables existent dans la SFIO sur la question de l'organisation par le mouvement ouvrier de sa propre défense face aux menaces extérieures. Plusieurs facteurs ont concouru à l'urgence de cette question. D'une part, la régularité de la répression contre les manifestations et les mobilisations, qui connaissent un pic inédit lors de la préparation du 1er mai 1906 ; d'autre part, l'activisme des ligues d'extrême droite qui se sont développées dans le sillage de l'affaire Dreyfus.

Face à cette double menace, deux stratégies distinctes émergent au sein de la SFIO. La première naît dans le cadre du mouvement de protestation contre l'exécution de Ferrer[III] en octobre 1909. Le 13 octobre, la manifestation suivant l'annonce de l'exécution a, en effet, rassemblé des dizaines de milliers de personnes qui investissent l'ambassade d'Espagne et affrontent les gardes municipaux envoyés par le préfet Lépine. Les affrontements font de nombreux blessés et un policier est tué[IV]. Suite à cet événement, la direction de la SFIO adopte le principe des « hommes de confiance ». Ceux-ci sont sélectionnés par le parti pour assurer la bonne tenue des manifestations autorisées par la préfecture, qui doivent être organisées en coopération avec la police. Il s'agit d'encadrer la manifestation pour éviter tout débordement et ainsi d'éviter de donner à la police le prétexte de répressions sanglantes. Cette méthode, relativement efficace pour maintenir l'ordre dans les manifestations et les meetings lorsque la police coopère de bonne foi, est poursuivie par la SFIO et se généralise progressivement à l'ensemble des forces politiques et syndicales.

À l'opposé de cette stratégie légaliste, *La Guerre sociale* annonce en avril 1911 la création des « Jeunes Gardes Révolutionnaires » (JGR), qui sont issues des affrontements menés par les étudiants socialistes, renforcés de jeunes ouvriers membres des JS, contre les Camelots du roi[V]. Ceux-ci se sont lancés en 1908 dans la « conquête » des universités parisiennes, suite à l'affaire Thalamas[VI]. Leurs affrontements avec les jeunes socialistes ou les jeunes républicains ont débouché sur la « petite guerre » du printemps 1911, qui voit les deux camps s'affronter pour le « contrôle » du Quartier latin. Les JGR doivent plus largement défendre les meetings et les manifestations ouvrières contre les Camelots mais aussi, au besoin, contre la police du préfet Lépine. Leur

I Que ce soit la lutte contre les « trois ans » en 1911-1912 ou lors des dernières mobilisations de l'été 1914.

II Pour cette question, on pourra se référer à la première partie de l'excellent ouvrage de Matthias Bouchenot : *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, op.cit.

III Francisco Ferrer, pédagogue anarchiste espagnol, fut accusé après la grève générale de 1909 d'en avoir été un des organisateurs. Condamné à mort, il fut fusillé le 13 octobre 1909. Sa condamnation suscita un mouvement international de protestation, comparable à celui organisé pour la défense de Sacco et Vanzetti 20 ans plus tard.

IV On peut noter une intéressante similitude entre cette manifestation et celle du 23 août 1927, protestant contre l'exécution de Sacco et Vanzetti (cf. infra p.213). Les deux manifestations échappèrent à leurs organisateurs et furent l'occasion de scènes d'émeutes et de guérilla urbaine face à une répression policière massive mais impuissante.

V Les Camelots du roi, créés en 1908, étaient à l'origine les vendeurs de journaux de l'*Action française* (AF), mais jouèrent très vite le rôle de service d'ordre et de groupes de combat de l'AF.

VI Le professeur Amédée Thalamas avait été accusé par les monarchistes d'avoir manqué de respect à la mémoire de Jeanne d'Arc. Lorsqu'il fut chargé de cours à la Sorbonne en 1908, les Camelots menés par Maxime Real del Sarte et Maurice Pujo perturbèrent ses cours jusqu'à ce que ceux-ci soient finalement annulés en février 1909.

organisation de type militaire doit aussi suppléer l'infériorité numérique des jeunes socialistes par rapport aux Camelots, et ainsi leur permettre de leur disputer le contrôle de la rue. Les JGR se sont fixés pour but de regrouper des militants anarchistes, socialistes ou syndicalistes pour réaliser une forme d'unité révolutionnaire de la classe ouvrière et de ses organisations. Organisés uniquement en région parisienne, ils comptent de 300 à 600 membres. Particulièrement liés au courant politique de Gustave Hervé, ils connaissent un rapide déclin lorsque celui-ci entame son virage nationaliste en 1912-1913, avant de disparaître suite à l'échec de leur appel à l'insoumission lors de la déclaration de guerre.[55]

On assiste là à la naissance de deux traditions d'autodéfense distinctes, mais qui se mêlent parfois sur le terrain. Si la postérité du service d'ordre sur le modèle des « hommes de confiance » est évidente, celle des JGR n'est pas moins intéressante et a marqué de son empreinte l'autodéfense de la SFIC, au moins sur le plan symbolique et technique, mais aussi en partie sur le plan du discours et du programme organisationnel. Indépendamment des questions doctrinales plus générales, la création des Groupes de Défense Antifascistes (GDA) et des Jeunes Gardes Antifascistes (JGA) par le PC et l'ARAC en 1926 relève en effet d'un projet d'organisation relativement similaire (jusque sur le plan lexical) – reprenant même le projet d'un « Front unique » de l'autodéfense, quoiqu'en lui attribuant des objectifs différents[I].

Toutes ces questions restent néanmoins largement marginales dans la SFIO et le mouvement ouvrier d'avant 1914, notamment à cause des implications qu'elles supposent. Que ce soit par rapport à l'armée, à la police ou à la perspective (qui ne leur est jamais explicitement rattachée) d'une insurrection révolutionnaire, elles posent la question de l'attitude à adopter face à l'État, et ce alors que la SFIO — comme la CGT — est largement divisée à ce sujet entre une majorité réformiste et des minorités révolutionnaires. C'est aux lisières de ces organisations et au sein de leurs branches de jeunesses que les questions liées à la violence révolutionnaire et à l'autodéfense ouvrière ont le plus de retentissement. C'est là un phénomène que l'on retrouve partiellement dans le mouvement communiste des années 1920 et 1930, même si cela s'explique alors par d'autres motifs.

La déclaration de guerre en août 1914 balaie provisoirement l'ensemble de ces questions en instaurant une nouvelle ligne de fracture. D'un côté se tiennent les partisans de l'union sacrée, qu'ils soient d'anciens révolutionnaires comme Guesde ou Hervé, ou des disciples du réformiste Jaurès, comme Léon Blum ou Albert Thomas ; de l'autre, les partisans de l'opposition à la guerre, pacifistes historiques comme Verfeuil, anciens insurrectionnalistes comme Almereyda, ou encore syndicalistes comme Merrheim. Lorsque la guerre s'achève, la plupart de ces questions resurgissent, mais dans un contexte nouveau, portées souvent par des militants « sortis de la guerre » et avec des implications bien plus immédiates.

I cf. infra chapitre 6.

LES ANNÉES DE FONDATION DU COMMUNISME FRANÇAIS (1918-1925)

Chapitre 2 : Dans la SFIO d'après-guerre et les débuts de la SFIC : pacifisme ou violence révolutionnaire ?

Après la guerre mondiale, les questions de l'insurrection et du pacifisme cristallisent les débats au sein de la SFIO. Elles servent au début souvent de révélateur de l'orientation vis-à-vis de l'adhésion à la III[e] Internationale, ses partisans étant accusés de vouloir cantonner le parti à une stratégie insurrectionnelle coupée des conditions politiques réelles. Après le congrès de Tours et la fondation de la SFIC, c'est le pacifisme qui est au centre des débats lors des discussions sur la politique « anti » et l'armement du prolétariat. Nombre d'orateurs et de meneurs de la « droite » de la SFIC s'appuient alors sur le pacifisme hérité des années de guerre pour lutter contre la politique défendue par l'IC. Ses partisans, de leur côté, doivent justifier leur orientation et ces discussions, en congrès ou par articles interposés, sont l'occasion de clarifier et de fixer leur ligne politique.

La question de l'insurrection dans la lutte pour l'adhésion à la III[e] Internationale

Au lendemain de l'armistice, la SFIO se retrouve dans une situation politique inédite. Elle a participé à un gouvernement pour la première fois de son histoire, de 1914 à 1917, et ses ministres ont assumé une grande part de la politique de guerre. Alors que les premiers mois de 1919 voient se multiplier les grèves et les mouvements de contestation, qui culminent durant la grande grève de mai 1920, les effectifs de la SFIO et de la CGT gonflent sous l'afflux de nouveaux militants, radicalisés par la guerre. Par ailleurs, l'acceptation de l'union sacrée par les dirigeants socialistes a débouché sur une crise interne, marquée par le renversement de la direction du temps de guerre par les longuettistes[I] et par la cristallisation de multiples courants d'opposition — reflétant une situation analogue à celle de la plupart des partis socialistes européens. Après la conférence de Zimmerwald, qui a marqué la rupture entre les socialistes « de gouvernement » et les opposants à la guerre, c'est la Révolution russe qui a divisé ces derniers. Pour une partie importante des militants socialistes, la guerre a montré que, contrairement à ce qu'avaient pu croire Jaurès ou Bernstein, le système capitaliste ne peut être réformé dans le sens du socialisme et que la seule issue est une révolution sur le modèle offert par la Russie.

La III[e] Internationale (ou Internationale Communiste – IC), créée en mars 1919, symbolise ce choix. Pour ses initiateurs, la rejoindre signifie rompre avec les méthodes de la social-démocratie d'avant 1914 et s'orienter vers la création de partis d'avant-garde devant convaincre les masses de la nécessité de la révolution socialiste. Pour les défenseurs français de l'adhésion à l'IC, ces années d'après-guerre sont celles d'une nécessaire redéfinition théorique et de « l'importation » des leçons politiques et organisationnelles de la Révolution russe et des révolutions ayant éclaté dans les anciens empires centraux. Ils clarifient ce faisant leur « ligne » à travers de multiples polémiques avec les autres courants d'une SFIO dont les tendances restent largement confuses[II]. Les questions liées à l'insurrection et aux affaires militaires jouent un rôle d'autant plus important dans ces

I Cette tendance centriste, dirigée par le petit-fils de Marx Jean Longuet, se plaçait à égale distance entre les zimmerwaldiens et les « patriotes », et condamnait la guerre tout en votant pour les crédits militaires et en approuvant la défense nationale.

II Confusion illustrée, par exemple, par le ralliement de l'ancien « social-patriote » Marcel Cachin à l'adhésion à l'IC dans le courant de l'année 1920. Pareillement, de nombreux positionnements individuels de 1920-1921 s'expliquent autant par des questions personnelles ou organisationnelles que par ces controverses théoriques.

polémiques qu'elles sont liées au cœur même du problème qui divise *in fine* partisans et adversaires de l'adhésion à l'IC : l'orientation vers la révolution ou le maintien de l'ancienne ligne réformiste au sein de la « vieille maison ».

Le camp des partisans de l'adhésion est alors regroupé au sein du Comité pour la IIIe Internationale (C3I), évolution du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI) créé par le syndicaliste Alphonse Merrheim et dirigé depuis 1917 par Fernand Loriot[I]. Il groupe des militants de la CGT (Pierre Monatte[II] et Alfred Rosmer – qui ont déjà joué un rôle important pendant la guerre et connaissent personnellement certains des dirigeants bolcheviques, notamment Trotsky et Boukharine[III]) mais aussi de la SFIO (Fernand Loriot – qui est aussi militant de la CGT – ou Boris Souvarine[IV]). En plus du soutien de la *Revue communiste* de Rappoport, le comité dispose d'une revue bimensuelle dirigée et fondée par Boris Souvarine, le *Bulletin communiste* (BC). C'est par ce moyen que les partisans français de l'IC commencent à diffuser et à défendre leurs positions sur la révolution future.

Ils y défendent l'obligation pour un parti révolutionnaire de se préparer à l'action illégale, du fait des « nécessités politico-historiques » générées par un « régime d'oppression »[56] (ce qui peut alors faire écho à la répression massive des grèves du printemps 1919[V]), ou encore l'importance de la question militaire dans la politique du parti à travers la publication de deux articles de Nikolaï Boukharine, qui sont caractéristiques de la façon dont l'IC aborde alors ce sujet.

I **Fernand Loriot (1870-1932) :** Instituteur, il adhère au PSF de Jaurès dès 1901 et milite au syndicat CGT des instituteurs en 1906. « Zimmerwaldien » en 1915, il participe à la création du CRRI et devient son secrétaire en août 1917. Arrêté en mai 1920 avec Souvarine et Monatte, il est très estimé par Lénine. Membre du CD du PC après Tours, il s'éloigne de la direction courant 1922, puis rejoint l'opposition interne en décembre 1924 et est signataire de la lettre des 250 en 1925. Il quitte le PC en 1926 et est un temps proche du groupe « Contre le courant » avant d'en être exclu. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24517, « Notice LORIOT Fernand [LORIOT Isidore, Fernand, Ernest] », Julien Chuzeville, version mise en ligne le 9 janvier 2013, dernière modification le 3 juin 2019).

II **Pierre Monatte (1881-1960)** : Ce militant syndicaliste, adhérent à la CGT dès les premières années du XXe siècle, est en 1909 le fondateur de la revue *La Vie Ouvrière*. Il s'éloigne progressivement de l'anarchisme et, avec Rosmer, rentre en contact au début de la guerre avec le groupe de *Nache Slovo*, formé autour de Trotsky et Martov. Créateur des Comités Syndicalistes-Révolutionnaires (CSR), il participe à la création de la CGTU après l'exclusion des CSR de la CGT. Il se rapproche progressivement de l'IC et adhère au PCF en 1923 mais en est exclu en 1924 avec Rosmer et Souvarine. Il s'éloigne alors du communisme et retourne progressivement au syndicalisme-révolutionnaire, animant la revue *La Révolution prolétarienne*. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24500, « Notice MONATTE Pierre », LÉMONT Pierre, version mise en ligne le 11 février 2009, dernière modification le 21 septembre 2018.

III **Nikolaï Ivanovitch Boukharine (1888-1938)** : bolchevik à 16 ans, Boukharine rencontre Lénine en émigration en 1912. Économiste de formation, il compte parmi les théoriciens les plus respectés de la jeune génération du parti. En 1918, il est le principal dirigeant des communistes de gauche lors de la crise de Brest-Litovsk. Après l'adoption de la NEP, il devient le principal théoricien de la nouvelle direction stalinienne jusqu'à sa rupture avec Staline en 1928. Il est le principal accusé du procès du « bloc des droitiers et des trotskystes » de 1937 et est exécuté le 15 mars 1938. (« Nikholai Ivanovitch Boukharine » in. Georges Haupt et Jean-Jacques Marie (*dir.*), *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Pantin, Les Bons caractères, 2018 [1e édition 1969], pp.31-42).

IV **Boris Souvarine, de son vrai nom Boris Lifschitz (1895-1984)** : Fils d'immigrés juifs ukrainiens, Boris Souvarine est mobilisé en 1914. Membre de la SFIO en 1916, il rejoint le CRRI puis devient un des principaux porte-voix de la gauche de la SFIC et est même élu au secrétariat de l'IC. En 1924, il s'oppose à la direction de l'IC et publie le *Cours nouveau* de Trotsky sous forme de brochure, ce qui lui vaut d'être expulsé du PC. À partir de ce moment, il s'éloigne progressivement du communisme et du mouvement ouvrier, tout en continuant à publier de nombreux ouvrages et brochures sur l'URSS et le mouvement communiste. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article131590, « Notice SOUVARINE Boris [LIFSCHITZ Boris dit], dit VARINE », Jean-Louis Panné, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 2 juin 2019.)

V Souvarine écrivait ainsi : « […] En aucun cas, la légalité ne laisse aux révolutionnaires la possibilité d'accomplir une transformation politique et sociale dans les cadres juridiques du régime. Tout progrès, toute révolution, n'est réalisée qu'en infraction de la loi, expression de l'intérêt de la classe dominante. »

Le premier propose une analyse matérialiste de la relation entre l'organisation économique d'une société et sa forme d'organisation militaire (« *L'organisation de la force armée est toujours déterminée par le régime économique et politique sur la base duquel elle s'élève* »). L'Armée rouge russe y est ainsi décrite comme l'armée d'un régime de transition :

> [...] *L'armée de la dictature prolétarienne* [...] appartient à la phase historique qui conduit au communisme mais qui n'est pas le communisme. Ici la base économique n'est pas une économie sociale dirigée par une *société sans classes*, mais une économie sociale-politique dirigée par le *prolétariat*. L'État n'est pas supprimé, mais c'est la dictature du prolétariat qui règne. On ne constate pas la disparition totale des classes, mais un état de guerre civile plus ou moins apparent ou plus ou moins latent, ou bien de lutte sociale qui se déroule sourdement. Dans ces conditions, l'organisation d'une milice populaire n'est pas opportune. Elle ne correspondrait nullement à la base économique ni au type de l'État soviétiste.[57]

Cette argumentation permet à Boukharine d'expliquer l'écart existant entre la revendication marxiste traditionnelle du « peuple en armes » et le fonctionnement de « l'Armée rouge des Ouvriers et des Paysans ». Celle-ci a été fondée en février 1918 et placée en mars de la même année sous l'autorité de Léon Trotsky, qui y gagne une réputation de spécialiste des affaires militaires. D'abord basée sur le volontariat et une organisation de milice, elle adopte, sous l'impulsion de Trotsky, la conscription et une organisation « professionnelle ». C'est cette évolution qui est à la base des accusations de « militarisme rouge » portées d'abord contre les bolcheviks russes, puis contre l'IC dans son ensemble. Le deuxième article de Boukharine aborde la question de la violence révolutionnaire de façon très générale, mais souligne dans sa conclusion que les militants doivent se considérer comme des « soldats de la révolution », non pas « sur le papier » et en paroles, mais en fait, et se préparer aux luttes armées de la révolution future[58]. Ces formules sont assez révélatrices du poids des affaires militaires dans le parti bolchevique, alors plongé dans la guerre civile et la lutte contre l'intervention d'armées étrangères aux cotés des troupes « blanches »[I].

Deux autres articles publiés en 1920 développent sous la plume de théoriciens reconnus de l'IC une critique des conceptions héritées du blanquisme, visant à faire de l'insurrection révolutionnaire la tâche réservée d'un petit groupe de professionnels au lieu de la rattacher à un mouvement de masse. Ces conceptions sont en effet alors assez présentes dans certaines couches de l'IC, ce que montre « l'Action de Mars » en Allemagne[II]. Trotsky, abordant la préparation de l'insurrection d'Octobre 1917, revient ainsi sur le caractère public de sa préparation :

> L'insurrection d'octobre a été, pour ainsi dire, fixée à l'avance, à une date précise, au 25 octobre ; elle a été fixée de la sorte, non par une réunion secrète, mais ouvertement, publiquement, et cette insurrection victorieuse a eu lieu le jour du 25 octobre 1917,

I La longue dédicace introductive de l'*ABC du Communisme*, rédigé en 1919 par Boukharine et Evgueni Preobrajenski, illustre bien cette tendance militarisante. L'ouvrage est en effet dédié, entre autres, au « parti qui commande une armée de millions d'hommes et couche dans les tranchées ».

II L'action de Mars (en allemand : *Märzaktion*) désigne une tentative insurrectionnelle du parti communiste allemand, lancée en mars 1921. Cette opération fut un échec total et ralentit le développement du jeune KPD. Elle avait été initiée par des représentants de l'aile « gauchiste » de l'IC pour pousser à l'action le parti, supposé trop attentiste. L'action de mars fut condamnée par Lénine comme par Trotsky comme une erreur politique majeure. À ce sujet, voir notamment : Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, éditions de Minuit, 1971, ch.XXV.

> comme il avait été décidé. […] Certains camarades accueillaient avec scepticisme l'idée que la révolution pût ainsi être fixée à une date précise. Il leur paraissait plus sûr de la faire d'une manière strictement conspirative et de profiter de l'avantage considérable que nous ne pouvions manquer d'avoir en agissant à l'improviste.[59]

Karl Radek[I], quelques mois plus tard, développe à son tour le même argumentaire en utilisant l'exemple d'un soulèvement avorté du PC autrichien au printemps 1919 :

> Si le Parti Communiste autrichien se fût emparé du « pouvoir » par l'insurrection — ce qui n'était nullement impossible, vu la faiblesse du gouvernement — tout en n'ayant pas derrière lui la majorité du prolétariat, cette victoire n'eût qu'affaibli la république soviétiste de Hongrie. La république des Soviets autrichiens n'eût point été dans ce cas « soviétiste », car les soviets étaient contre sa proclamation.[60]

Ces deux articles montrent l'importance de la lutte contre les tendances « putschistes »[II], pour l'IC qui y est confrontée sur sa gauche, mais aussi pour le C3I, bien que d'une façon différente. Celui-ci est en effet confronté à des attaques venant notamment d'autres représentants de la gauche de la SFIO qui dénoncent dans le bolchevisme un retour à l'insurrectionnalisme d'avant-guerre :

> S'il n'y avait que du marxisme chez nos compagnons d'extrême-gauche, nous ne serions séparés d'eux que par d'imperceptibles nuances. Mais il y a je ne sais quelle reviviscence d'insurrectionnalisme, je ne dis pas d'hervéisme, l'hervéisme n'ayant été qu'une contrefaçon grossière de l'insurrectionnalisme, machinée par un agent provocateur. Il y a que la haute affirmation de Karl Marx : *la conquête du pouvoir politique est le premier devoir de la classe ouvrière* a été transcrite par le Comité de la Troisième Internationale sous cette forme qui la défigure et la trahit : *La tâche du prolétariat consiste, à l'heure actuelle, en la MAINMISE IMMÉDIATE sur le pouvoir de l'État capitaliste.* « Mainmise immédiate », cela veut-il dire qu'il faudra sauter, dès ce soir, sur l'Élysée, la Chambre, la Préfecture de police ? Mais alors où sont vos troupes, où sont vos armes, quelles sont les chances de l'aventure ?[61]

Le C3I doit donc à la fois se défendre de ces accusations d'aventurisme et justifier sa position. C'est ce que fait Fernand Loriot dans un article du Bulletin Communiste répondant à celui d'Amédée Dunois[III] cité ci-dessus :

I **Karl Radek, de son vrai nom Karol Sobelsohn (1885-1939)** : né dans une famille juive de Galicie, Radek rejoint à 16 ans le Parti social-démocrate de Pologne et Lituanie (SDKPiL), alors dirigé par Rosa Luxemburg. Après la révolution de 1905, il est au centre d'une ténébreuse affaire liée à des accusations de vol. Il se rapproche des bolcheviks en 1914 et est le premier envoyé spécial de l'IC auprès du KPD. Partisan de Trotsky dès 1924, il est exclu du PC en 1927, avant de « capituler » en 1930. Réintégré dans le parti, il figure pourtant au banc des accusés du deuxième procès de Moscou (1937). Condamné à 10 ans de prison, il meurt en 1939, battu à mort par ses compagnons de cellule. (« Karl Bernardovich Radek » in. Georges Haupt et Jean-Jacques Marie (*dir.*), *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Pantin, Les Bons caractères, 2018 [1e édition 1969], pp.416-444).

II Qui sont même qualifiées de « Bakouninistes » par l'ancien dirigeant du KPD Paul Levi dans sa critique de « l'Action de Mars ». Voir : Pierre Broué, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, Paris, Éditions de Minuit, 1971.

III **Amédée Dunois (1878-1945)** : Au début anarchiste, Dunois rejoint la SFIO en 1912. Pacifiste en 1914-1918, il se rallie à l'adhésion à la IIIe Internationale dans le courant de 1920 et rejoint ensuite la « gauche » du PC. Membre du

> S'il est vrai qu'on peut être insurrectionnel sans être révolutionnaire, est-il possible d'être révolutionnaire sans être insurrectionnel ? […] La formule de Marx et la nôtre sont, en effet, exactement les mêmes. La différence d'expression ne vient que de la différence de situation. Il est évident qu'au milieu du XIX[e] siècle, en plein essor de la puissance capitaliste, Marx ne pouvait parler comme il l'aurait fait en période révolutionnaire. Que signifie sa phrase sinon qu'à l'heure où la bourgeoisie fera faillite, à l'heure où le prolétariat devra faire sa révolution, son premier devoir sera « la MAINMISE IMMÉDIATE sur le pouvoir de l'État capitaliste ». […] Il est un point pourtant que les exégètes intéressés de notre formule oublient totalement d'examiner, c'est qu'elle embrasse une situation générale et non un cas particulier. Nous ne disons pas : la tâche du prolétariat français, allemand ou chinois, mais la tâche du prolétariat, c'est-à-dire du prolétariat mondial, celui des États capitalistes amenés par les crimes de leur bourgeoisie dirigeante au bord de la révolution […] Les mots « Mainmise immédiate » ainsi appliqués à la révolution mondiale et non à celle d'un pays, signifient que là où la révolution éclate, le prolétariat doit immédiatement s'emparer du pouvoir politique sous peine de voir échouer le mouvement. […] Il serait insensé de prétendre que Moscou spécifiait là qu'instantanément et simultanément, les prolétaires de tous les pays devaient, comme le dit Dunois, sauter sur leur Élysée, leur Parlement, et leur préfecture de police.[62]

On voit dans cet échange, qui aide apparemment à convaincre Dunois puisqu'il vote ensuite pour l'adhésion à l'IC et fait partie de la gauche de la SFIC jusqu'à son exclusion en 1925, à la fois le poids toujours marqué de l'accusation de « blanquisme » même si le mot n'est pas utilisé, ainsi que la trace laissée par Gustave Hervé sur les franges révolutionnaires du mouvement ouvrier. Pour beaucoup, la seule mention du mot « insurrection » ravive alors le souvenir de l'ex-révolutionnaire, devenu nationaliste et qui s'achemine à pas rapides vers le fascisme. Cela oblige tous les courants révolutionnaires de la SFIO à préciser, même en passant, leur position vis-à-vis de « l'hervéisme » d'avant 1914. Ces quelques articles représentent les premiers essais d'importation en France de l'expérience russo-allemande de lutte révolutionnaire. À travers eux, on voit déjà se dessiner les traits généraux de la politique de la future SFIC sur l'insurrection, que l'on retrouvera au moins jusqu'en 1928 (voire jusqu'en 1935) dans la politique de la SFIC :

1. Les affaires militaires ne sont pas des éléments anecdotiques ou accidentels, mais sont liées à la structure même de la société ;
2. L'insurrection révolutionnaire est nécessaire du fait de l'impossibilité de la réforme démocratique du système capitaliste ;
3. Elle doit être préparée par le parti, dont les membres doivent agir comme « des soldats de la révolution » ;

CD du PC de 1922 à 1924, il est signataire de la « lettre des 250 » en 1925. Il quitte le parti en 1927 et rejoint l'éphémère *Parti Ouvrier et Paysan* en 1929 avant de retourner à la SFIO. Organisateur du Parti socialiste clandestin en 1940, il est arrêté et déporté en 1944. Il meurt en déportation à Bergen-Belsen. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article23355, « Notice DUNOIS Amédée », Justinien Raymond, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 16 juin 2019.)

4. Elle doit être liée à la mobilisation des masses ouvrières et ne pas tomber dans des conspirations de petits groupes.

Dans l'ensemble, cette controverse sur les méthodes révolutionnaires vise moins la droite et le centre de la SFIO que les autres fractions révolutionnaires de la gauche de la SFIO. Il s'agit de les convaincre non seulement de rallier l'IC, mais aussi d'accepter les conséquences théoriques et organisationnelles de son programme révolutionnaire. Ces polémiques se prolongent après le congrès de Tours, non plus dans des structures marginales mais au sein d'un parti de masse. Elles se développent alors sur le fond des oppositions et recompositions de tendances qui marquent les premières années de la SFIC.

Pacifisme ou antimilitarisme actif ? Les débats sur l'antimilitarisme révolutionnaire et l'insurrection dans la SFIC

Le congrès de Tours et la scission d'une minorité de « dissidents » ne mettent pas fin aux controverses sur la question militaire. Celles-ci se poursuivent dans les premières années de la SFIC, par de nombreuses publications ou déclarations et éclatent même publiquement au congrès de Marseille[I]. Ces premiers éclats, qui portent notamment sur la mémoire de Jaurès et de ses idées, sont suivis par plusieurs interventions de l'exécutif de l'IC. Celui-ci prend parti pour les positions de la gauche sur cette question tout en maintenant officiellement sa neutralité entre les courants du PC. La toute jeune SFIC est alors en effet divisée en trois tendances informelles. Une droite communiste, qui se caractérise par le refus de certaines des conditions d'adhésion et d'un trop grand éloignement des méthodes et du fonctionnement de l'ancienne SFIO, bénéficie du soutien passif du secrétaire national Oscar Frossard, qui se réclame pourtant personnellement du « centre »[II]. Beaucoup de ses membres proviennent, comme Frossard, de la tendance semi-pacifiste de Jean Longuet. De l'autre côté, un courant « de gauche » regroupe les anciens du C3I et des militants plus récents — qui ont en commun de vouloir adopter les idées et les méthodes du bolchevisme sans forcément les connaître en profondeur. Entre les deux, un centre rassemble la majorité des militants et les membres de la direction qui, tel Cachin, sont souvent d'anciens « patriotes » ou « pacifistes » et ne se sont ralliés que tardivement à l'IC. Chacun de ces courants dispose de journaux, soit rattachés au parti — comme le *Bulletin communiste* pour la gauche, soit indépendants — comme le *Journal du Peuple* d'Henri Fabre[III] qui défend le point de vue de la droite. De leur côté, les journaux

I Le congrès de Marseille (25-31 décembre 1921) fut le théâtre de la première crise majeure au sein de la direction du PC après Tours, avec la destitution de Boris Souvarine comme délégué à l'exécutif de l'IC et, en protestation, la démission des représentants de la gauche au CD.

II **Oscar Frossard (1889-1946)** : Instituteur militant à la SFIO dès sa jeunesse, Frossard est révoqué en 1913 pour antimilitarisme. Il appartient pendant la guerre à la tendance de Longuet et ne se rallie à l'adhésion à l'IC qu'en 1920. Élu secrétaire général du PCF au congrès de Tours, il incarne alors le centre du parti. Se refusant à appliquer les sanctions décidées par l'IC contre Fabre, à rompre avec la Franc-maçonnerie ou à appliquer la ligne de Front unique, il quitte le PCF en janvier 1923 et crée avec Méric un éphémère Parti Communiste Unitaire, avant de rejoindre à nouveau la SFIO. Il la quitte en 1934 pour un poste ministériel au sein du gouvernement Laval. Pendant la guerre, il défend des positions maréchalistes dans ses journaux. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article50881, « notice FROSSARD Oscar, Louis », Justinien Raymond, notice revue par Julien Chuzeville, version mise en ligne le 18 juillet 2009, dernière modification le 4 novembre 2018).

III **Henri Fabre (1876-1969)** : né en Corrèze, il commence à travailler à 13 ans à Paris avant de se rapprocher des milieux libertaires et participera notamment à *La Guerre sociale*. Il fonde en 1916 le *Journal du Peuple*, qui défend des positions libertaires et pacifistes. Proche de la SFIO, il rejoint la SFIC après le congrès de Tours et se rallie à l'aile droite du nouveau parti. Il est exclu en 1922 et continue ensuite sa carrière de journaliste libertaire. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article23857, « Notice FABRE Henri », Jean Maitron, Claude

officiels du parti — l'organe théorique *l'Internationale Communiste* ou le quotidien *l'Humanité* — publient généralement des articles des différentes tendances, même si *l'Humanité* semble parfois privilégier la droite et le centre.

Ces controverses ont pour conséquences de pousser les cadres dirigeants de la SFIC (et de l'IC) à développer encore les positions élaborées jusqu'alors sur ces questions et à fixer la politique insurrectionnelle que doit finalement adopter le parti. Il faut notamment chercher à expliquer et clarifier l'équilibre nécessaire entre antimilitarisme, autodéfense et propagande révolutionnaire. Tout ceci alors que le contexte n'est plus celui de la première vague révolutionnaire des années 1917-1920, mais que s'amorce un début de « stabilisation », qui est encore renforcé par l'échec de « l'Octobre allemand » de 1923.

C'est tout d'abord par la presse que la discussion se déroule, notamment sur le thème de l'antimilitarisme. C'est que, contrairement à d'autres, la quatrième condition d'adhésion à l'IC[I] impose non seulement un changement de propagande et de vocabulaire, mais aussi de pratiques, et ce d'autant plus rapidement que la France et son armée ont pris la première place dans la lutte contre la Russie révolutionnaire. Après être intervenu massivement en mer Noire en 1919, l'État-major français a en effet apporté son soutien direct aux troupes roumaines en lutte contre la Hongrie soviétique[63] ainsi qu'à la Pologne lors de la guerre contre la Russie en 1920. Cet interventionnisme s'accompagne d'une rhétorique particulièrement offensive contre la Russie et l'Allemagne de la part du gouvernement Clemenceau avant 1920, puis du gouvernement Poincaré à partir de 1922. L'antimilitarisme en France est donc une question vitale et plusieurs articles sont consacrés par la gauche de la SFIC à défendre sa mise en pratique, en premier lieu pour rappeler le rôle répressif que jouerait l'armée en cas d'insurrection révolutionnaire, comme le fait Amédée Dunois en juin 1921 :

> […] ils nous accusent en outre de vouloir « désarmer [la France] devant la révolution ». Accusation à retenir, car elle est par-dessus le marché, un aveu ! Publiquement, difficilement, voici un gouvernement qui reconnaît enfin, comme l'avait fait jadis, en une heure de bravade, le vieil assassin Galliffet, que le rôle de l'armée est d'écraser la révolution — « les ennemis de l'intérieur », disait le noble marquis... Nous saurons profiter de l'aveu.[64]

À côté des troupes régulières, un élément nouveau est aussi apparu dans l'arsenal de la contre-révolution, et a fait ses preuves dans les combats d'Allemagne, d'Italie, de Russie et de Hongrie. Pour suppléer, voire remplacer les forces de police et l'armée, des corps de combattants politiques d'extrême droite se sont en effet constitués, formés d'anciens combattants et de volontaires civils. Les *Freikorps* allemands ou les *Fasce* italiens ont permis de compenser les défaillances de moral des troupes régulières, soumises à la propagande révolutionnaire. Combattant face aux troupes bolcheviques sur la Baltique ou aux insurgés communistes allemands dans la Ruhr, les *Freikorps* sont particulièrement politisés, souvent liés aux organisations d'extrême droite, et participent notamment au putsch raté de Kapp en 1920[65]. Leur exemple a aussi été suivi en France[66], où, en plus des structures déjà existantes (Camelots du roi et Ligue des patriotes), une organisation contre-

Pennetier, version mise en ligne le 8 décembre 2008, dernière modification le 1er février 2013).

I Celle-ci stipulait : « Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes. Là où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la III^e^ Internationale. »

révolutionnaire d'anciens combattants a été fondée dès 1919 par l'écrivain Binet-Valmer[I] : la Ligue des chefs de section. Cette organisation, très anticommuniste, se veut un vivier de cadres militaires spécialisés dans la lutte contre-insurrectionnelle.

Dans un article datant de décembre 1921, Albert Treint[II] aborde déjà la menace des ligues paramilitaires en même temps que le renforcement et la militarisation des forces de police[III]. Ces deux éléments sont liés, pour lui, à la préparation de l'État bourgeois à la lutte contre-insurrectionnelle :

> La police parisienne ou suburbaine est sans cesse renforcée. Les effectifs de la gendarmerie ont été augmentés de 6 000 hommes. Ceux de la Garde Républicaine sont doublés. Et tout ce monde-là est exercé au maniement de la mitrailleuse.[…].
>
> Et par-delà ce personnel militaire ou militarisé, il y a les ligues civiques, l'U.N.C. chère à Barrès, les chefs de section de Bunet-Valmer [sic], l'homme qui disait : les tanks Renault seront toujours maîtres de la rue ; tout un fascisme prêt à bondir. […] Les adhérents des Ligues Civiques sont entraînés au maniement des armes, à la conduite des tanks, des autos comme la police et la gendarmerie, sont entraînés au service de la mitrailleuse. Dans les villes, des dépôts d'armes clandestins existent un peu partout, dans les bâtiments officiels ou dissimulés chez des particuliers. Les tanks sont prêts à être embarqués par chemin de fer ou chargés sur des camions.
>
> Cette armée-là se recrute parmi les sans-travail et nous assistons ainsi à l'exploitation contre-révolutionnaire de la crise de chômage. Cette armée-là, industrielle et militaire, elle cherche et perfectionne sans cesse sa tactique et sa stratégie. L'État-major a étudié minutieusement le combat de rues. La combinaison de l'Infanterie, des cyclistes, de la cavalerie, des camions, des tanks, l'utilisation des gaz asphyxiants, de l'incendie, des défenses accessoires, la création de réseaux téléphoniques échappant à l'action gréviste des P.T.T. tout a été envisagé. […][67]

I **Binet-Valmer, de son vrai nom Jean-Auguste-Gustave Binet (1875-1940)** : Cet écrivain suisse francophile demande sa naturalisation française en 1914 et s'engage comme simple soldat. Promu sous-lieutenant en 1915, il est affecté aux troupes blindées. Après-guerre, il fonde en 1919 (ou 1920 ?) une association nationaliste d'anciens combattants, la Ligue des chefs de section. Binet-Valmer est alors proche de la Ligue des patriotes (il est membre de son comité directeur à partir de 1924), et de l'Action Française, qu'il rallie publiquement en 1929.

II **Albert Treint (1889-1971)** : Fils d'employé, Albert Treint rentre à l'École Normale en 1905. Il adhère à la SFIO après son service militaire. Mobilisé en 1914, il est blessé deux fois au feu et promu capitaine. Après avoir hésité à poursuivre une carrière militaire, il redevient instituteur après l'armistice. Il rejoint alors l'ARAC et le CRRI et est élu au CD de la SFIC, où il siège à gauche. Après le départ de Frossard, il devient secrétaire général mais est critiqué par Rosmer et Souvarine pour son autoritarisme et est mis en minorité au congrès de Lyon en janvier 1924. Il est remis en selle par Zinoviev puis à nouveau écarté de la direction dès la fin de 1924. Régulièrement critiqué comme « ultragauche », il est exclu en 1928 et essaie de se rapprocher de l'opposition trotskyste. Il rejoint finalement la SFIO avant d'abandonner toute activité politique après la guerre. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article133067, « Notice TREINT Albert, Édouard », Michel Dreyfus, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 24 avril 2016).

III Ces deux éléments jouèrent ensuite un rôle central dans la propagande liée à l'autodéfense du parti communiste, pour le premier surtout à partir de 1924-25, et pour le second pendant la « troisième période ».

Face à cette menace qui pèse sur toute tentative révolutionnaire, la mise en place d'une politique antimilitariste active est indispensable, comme le souligne Voja Vujovic, secrétaire de l'Internationale Communiste des Jeunesses[68], ou encore Albert Treint dans l'article déjà cité :

> L'armée c'est un personnel et un armement. Les armes sont des mécaniques, les hommes sont des réalités vivantes qui ne peuvent jamais s'abstraire complètement du milieu social. L'esprit révolutionnaire s'infiltre et doit s'infiltrer sans cesse dans l'armée. Puisqu'il n'est pas encore possible de supprimer la mitrailleuse. Puisque sa disparition est liée à la disparition des classes qui, dans une lutte sans merci, s'en servent les unes contre les autres, il faut que la mitrailleuse soit communiste. Et là où elle n'est pas encore communiste, il faut du moins qu'elle soit hésitante.[69]

Il s'agit donc, en gagnant des sympathies à l'intérieur de l'armée, de gripper la machine de répression et d'aider à la mise sur pied et à l'armement des forces révolutionnaires.

Même si ce travail ne doit pas leur être réservé, les Jeunesses communistes, créées en novembre 1920 par la transformation des anciennes Jeunesses socialistes, sont supposées en assumer une grande part, en coopération avec les JC des autres pays — surtout les KJD d'Allemagne[70] — mais aussi avec les organisations de masse qui sont concernées par ce travail, c'est-à-dire principalement l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) et la Fédération Sportive du Travail (FST). Un organe spécial doit être créé pour faciliter la diffusion de la propagande antimilitariste auprès des soldats[71]. Cette politique doit s'appuyer sur des éléments de politique (propagande et agitation) mais aussi sur des éléments de sociabilité, notamment par l'organisation de soirées d'adieux aux conscrits ou la mise en place de « Sous du soldat », visant à permettre aux appelés d'améliorer leur ordinaire. Toutes ces occasions sociales et festives doivent être utilisées pour rappeler au conscrit son appartenance à la classe ouvrière, malgré l'uniforme qui lui est imposé. Les communistes doivent par ailleurs se faire les défenseurs des revendications immédiates des conscrits, concernant l'ordinaire, les conditions de vie et de service — afin de s'attirer leur sympathie et de pouvoir dénoncer le régime militaire du capitalisme. Une fois à la caserne, les jeunes communistes sont supposés tout faire pour s'efforcer de rester en contact avec leur organisation et constituer des cellules (aussi appelées alors « noyaux »), nécessairement clandestines, qui aideront les militants à toucher leurs camarades conscrits.

Autant que possible, cette propagande doit s'adapter au milieu d'origine des conscrits[72]. Un effort particulier est attendu en direction des troupes coloniales, souvent mobilisées pour le maintien de l'ordre en métropole[73], mais aussi en direction des paysans, qui représentent alors la grande masse des conscrits. Les ruraux étant supposés moins conscients politiquement et plus enclins au pacifisme, la propagande faite en leur direction doit s'adapter à ces particularités et mettre en avant la menace d'une nouvelle guerre impérialiste, tout en se différenciant nettement de ce qu'un projet de programme d'action du PC appelle alors le « pacifisme bourgeois hypocrite »[74]. Cette précision est importante, car, dans le cas de la propagande à destination des jeunes prolétaires, il s'agit de souligner « la nécessité urgente de former nous-mêmes une armée rouge pour rendre possible la victoire définitive du soulèvement révolutionnaire et assurer ensuite la défense de la révolution »[75] et de l'opposer à l'idée de désarmement défendue par les réformistes et les pacifistes, en soulignant l'impossibilité d'une paix réelle sous le capitalisme.

Cette ligne insurrectionnelle génère très tôt la cristallisation d'une opposition qui conteste — souvent au nom d'arguments moraux ou philosophiques — à la fois la préparation de l'insurrection et la « conquête de l'armée », comme le résume Raoul Verfeuil dans un article de *l'Internationale Communiste* cité par Trotsky :

> D'excellents camarades s'étonnent de voir un certain nombre d'entre nous rester fidèles au vieil antimilitarisme d'autrefois, fait d'opposition absolue et irréductible à tout système d'armement. […] Car, il n'y a pas deux militarismes. Il n'y en a qu'un. [Je m'oppose à] l'emploi de certains procédés de force qu'une situation de fait peut justifier mais que la doctrine de notre parti et la morale sont d'accord pour réprouver. […] On nous objecte que nous avons besoin de l'armée pour faire la révolution. La révolution serait encore plus facile si l'armée n'existait pas.[76]

Victor Méric[I], dans un autre article publié dans le même organe, refuse lui aussi toute politique de préparation à la lutte insurrectionnelle :

> [L'auteur veut apporter des arguments] contre tous les militarismes. Constater et déplorer ces dures nécessités [de la révolution], c'est une chose. Les admettre *a priori*, les préparer méthodiquement, les *vouloir*, c'en est une autre.[77]

Ces oppositions apparaissent au grand jour lors du premier congrès national, qui est aussi le premier éclat public de la « crise » du PC français après Tours. Le congrès de Marseille (25-30 décembre 1921) voit en effet s'affronter la droite, le centre et la gauche sur la plupart des questions qui font alors débat : le « front unique », la question de la presse communiste et de sa liberté de parole, et bien sûr, les troisième et quatrième conditions d'adhésion à l'IC, c'est-à-dire la préparation d'un appareil illégal et l'antimilitarisme. Walecki[II], délégué de l'IC au congrès et membre de la direction d'un parti interdit[III], intervient à plusieurs reprises pour donner l'exemple du travail de son parti alors que des membres du centre ou de la droite demandent que l'on organise une direction illégale seulement quand les événements le rendraient inévitable[78]. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette discussion n'est pas déconnectée de l'expérience récente de la SFIO comme de la SFIC, tant la répression a été féroce dans les mois et les années d'après-guerre, notamment lors des grèves de 1919 et 1920. À la suite de la grève de mai 1920, de nombreux dirigeants du C3I ont été

I **Victor Méric, de son vrai nom Henri Coudon (1876-1933)** : anarchiste, mais proche de Gustave Hervé, Méric rejoint la SFIO en 1908. Il rejoint le Comité pour la IIIe Internationale en 1919 et est élu au CD au congrès de Tours (décembre 1920). Opposé au front unique et au centralisme démocratique, il n'est pas réélu au CD au congrès de Paris (octobre 1922) et est exclu en 1922 pour son appartenance à la LDH. Il fonde le Parti Communiste unitaire, puis rejoint l'Union Socialiste Communiste. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article155289, « Notice MÉRIC Victor, Célestin », Michel Dreyfus, Nicolas Offenstadt, notice revue par Guillaume Davranche, version mise en ligne le 13 mars 2014, dernière modification le 6 janvier 2015).

II **Henryk Walecki, de son vrai nom Maksymilian Horwitz (1877-1937) :** Militant au sein de la fraction gauche du Parti Socialiste polonais (PPS - à ne pas confondre avec le SDKPiL de Rosa Luxemburg) dès 1906, il entre en 1918 au CC du nouveau parti communiste de Pologne, issu de la fusion de sa fraction avec le SDKPiL. Partisan de l'opposition de gauche en 1924-1925 comme la majorité du PCP, il est démis de ses fonctions par Moscou en 1926. Arrêté par le NKVD en juin 1937, il est exécuté en septembre de la même année (Branko M. Lazić et Milorad M. Drachkovitch, *Biographical dictionary of the Comintern*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986, pp.502-504).

III Il s'agissait du Parti communiste ouvrier de Pologne — en polonais *Komunistyczna Partia Robotnicza Polski* (KPRP)-, qui était alors réprimé par le gouvernement de Piłsudski, tenait ses congrès en exil à Moscou mais réussit quand même à gagner des députés au parlement dès 1920.

arrêtés, la CGT a été l'objet d'une procédure de dissolution et la direction longuettiste de la SFIO a même alors envisagé comme probable son interdiction et a discuté d'un possible passage dans la clandestinité[79].

La discussion sur la défense nationale, qui se tient le dernier jour du congrès, est aussi l'occasion d'une passe d'armes sur la question de l'antimilitarisme. Le principe de la lutte contre la guerre ne fait pas débat, et rassemble pacifistes et révolutionnaires. Par contre, l'analyse de ses causes et la mise en place d'une politique de « conquête de l'armée », comme le préconisent les thèses rapportées par Cachin (« *Il faut aller à l'armée pour prendre les tanks, les mitrailleuses, sans cela, vous devrez faire la révolution avec vos deux poings*. »[80]), sont critiquées à la fois sur le fond et sur l'impossibilité présumée de leur mise en pratique. Georges Pioch[I] s'oppose ainsi d'emblée à l'analyse matérialiste qui est faite par ces thèses de l'origine des guerres et défend ouvertement le pacifisme idéaliste[II] :

> Les peuples, dit-il, ne se sont pas battus seulement pour des intérêts. Ils se déclarent la guerre et les passions la font durer. En méconnaissant cette vérité, vous fonderiez des sociétés d'où la guerre ne serait pas bannie. […] Le pacifisme de Tolstoï a peut-être fait faillite, peut-être — a-t-il toujours failli, mais il ne sera pas moins ce que l'homme a rêvé de meilleur. Ne nous enorgueillissons pas de nos insuffisances. [...] Il apparaît à l'orateur plus rationnel et plus idéaliste de se désintéresser des choses militaires que nous pouvons subir mais que nous ne devons pas codifier. [81]

Victor Méric, pour sa part, considère que le travail antimilitariste est impossible à mettre en pratique à l'intérieur de l'armée et, se joignant à Pioch, appelle à se limiter à la propagande depuis l'extérieur :

> Veut-on conquérir les soldats ? Il n'y a qu'une méthode : la propagande antimilitariste. S'agit-il des officiers ? Vaillant-Couturier a parlé d'utiliser les froissements qui les séparent ? Hélas, il suffira de donner de l'avancement à un officier sympathique à nos idées pour que nous ayons moins de prise sur lui. Napoléon fut d'abord un jacobin quand il était petit officier.[82]

I **Georges Pioch (1873-1953)** : antimilitariste avant 1914, il rejoint la SFIO en 1915 et se rapproche du *Comité pour la IIIe Internationale* à partir de 1919. Secrétaire fédéral de la Seine en 1920, il est élu comme suppléant au CD du PC au congrès de Marseille (décembre 1921) mais est exclu en 1923 notamment pour appartenance à la Ligue des Droits de l'Homme. Il rejoint brièvement l'*Union Socialiste-Communiste* en 1923, il est ensuite président de la LDH de 1931 à 1937, puis participe au journal collaborationniste de Marcel Déat *l'Œuvre* de 1940 à 1942. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24396, « Notice PIOCH Georges, Jules, Charles », Nicolas Offenstadt, version mise en ligne le 31 janvier 2009, dernière modification le 4 juin 2019).

II On peut noter que ces idées, combattues par le parti et l'Internationale dans le courant des années 1920, réapparurent à partir des années 1940 et formèrent ensuite la base théorique organisationnelle « de front » mise en place par le PCF, comme le Mouvement de la Paix.

Plusieurs réponses sont apportées à ces arguments par des militants du centre ou de la gauche (notamment Rappoport[I] ou Vaillant-Couturier), mais la controverse finit par se retrouver propulsée jusqu'au sommet de l'IC.

La conclusion du congrès par l'exclusion de Souvarine du Comité Directeur du parti (CD) et la démission collective des membres de la gauche a en effet alerté la direction de l'Internationale quant à la situation particulièrement tendue dans laquelle se trouve le parti. Quelques mois plus tard, Trotsky, intervenant sur la crise du parti français à l'exécutif de l'IC, s'attarde sur la question de l'antimilitarisme, qu'il considère comme un symptôme particulièrement révélateur de cette crise[83]. Il en profite alors pour défendre la politique révolutionnaire de l'IC et répondre directement aux arguments avancés au congrès ou dans des articles de presse par Pioch ou Verfeuil :

> Nous devons démontrer au prolétariat que la légalité n'est qu'un masque pour la violence de la bourgeoisie, que la violence de la bourgeoisie ne peut être brisée que par la violence, la nôtre. Qu'il faut se préparer, qu'il faut s'éduquer, qu'il faut la vouloir si nous voulons la victoire. Il faut vouloir les moyens, et les moyens, c'est la violence révolutionnaire. Et on vient dire au prolétariat : « Peut-être que tu auras la triste occasion, une fois, d'employer la violence, mais notre sainte doctrine et notre sainte morale le défendent. » On ne peut que semer le désarroi et le trouble en propageant une morale révolutionnaire de ce genre.[84]

Il est intéressant de noter qu'en défendant la position de l'IC sur cette question, Trotsky utilise contre les pacifistes de la SFIC les positions défendues en son temps par Jaurès :

> si nous prenons Jaurès, il était pour « l'Armée nouvelle », il était pour la milice, pour l'armement du peuple. Sa position était très liée avec son idéologie démocratique puissante, mais il n'a jamais défendu ce pacifisme vague, confus et sentimental qui consiste dans le refus d'employer des armes[85].

Cette référence est d'autant plus intéressante qu'au début du congrès de Marseille, un incident mineur a éclaté lorsqu'un jeune délégué a critiqué l'attachement au jaurèssisme, suscitant des réactions outragées d'autres délégués et démontrant ainsi l'attachement qui existe alors dans le parti envers la figure de Jaurès[86].

Cette phase de controverse et de polémique ne s'achève que lorsque, après un congrès de Paris qui a vu s'affronter à nouveau le centre et la gauche, l'Internationale intervient à la fin de 1922, pousse au

---

I **Charles Rappoport (1865-1941)** : né en Lituanie, Rappoport émigre en France en 1887. Proche de Guesde, il est très critique de Jaurès et de son parlementarisme. Il rejoint la SFIO dès sa fondation et critique l'union sacrée dès août 1914. Zimmerwaldien « de droite », il ne se rallie à la perspective d'une troisième internationale que peu de temps avant le congrès de Tours. Élu au CD de la SFIC, il est progressivement écarté des responsabilités au fur et à mesure de la stalinisation du PC. Il rompt finalement avec l'IC en 1938, suite à la condamnation à mort de Boukharine, et retourne brièvement à la SFIO (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article128117, « Notice RAPPOPORT Charles, Léon », Justinien Raymond et Marc Lagana, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 30 mai 2019).

départ Frossard et ses partisans[I], et initie une alliance entre l'ancienne gauche et certains éléments du centre (tels que Cachin ou Sellier). Cette évolution semble ainsi initier la marche vers un parti communiste français qui intégrerait l'expérience des luttes révolutionnaires de la Russie et de l'Allemagne — mais aussi, à partir de 1922, de l'Italie — et ainsi dépasserait les souvenirs et les réminiscences de luttes de courants d'avant 1914. Pour l'IC, l'urgence est de transmettre cette expérience au parti français, mais aussi à toute l'Internationale, comme l'affirme Trotsky dans une lettre à Alfred Rosmer :

> On prépare en même temps un recueil de travaux sur l'organisation de l'armée rouge. Ce dernier recueil paraîtra vraisemblablement en même temps dans les éditions en langues étrangères, étant donné que, n'en déplaise à Verfeuil, Pioch et autres *dukhobors*, le moment approche où les ouvriers européens devront méditer concrètement les questions de la violence révolutionnaire sous tous ses aspects.[87]

I Frossard fonda ensuite le Parti Communiste Unitaire qui fusionna très vite avec l'Union fédérative Socialiste de Verfeuil pour former l'Union Socialiste-Communiste (USC).

Chapitre 3 : La naissance du travail « anti » et le rôle des Jeunesses communistes

Dès les lendemains du congrès de Tours, la question se pose de la mise en pratique de la politique révolutionnaire dans le domaine militaire. Cette évolution est encore renforcée après le congrès de Marseille en 1922, puis le départ de Frossard au début de 1923. C'est alors la question antimilitariste qui occupe le premier plan de ce travail, alors que l'organisation de gardes rouges reste en retrait. Les Jeunesses communistes jouent un rôle de premier plan dans ce travail dès les premières années et rencontrent de multiples problèmes politiques et organisationnels. L'actualité nationale et internationale renforce cette priorisation du travail « anti ». Le spectre d'une deuxième guerre mondiale est en effet présent dès les lendemains de la « der des der », sur fond de rivalités entre les puissances victorieuses et du paiement des dettes de guerre. L'occupation de la Ruhr par un corps expéditionnaire franco-belge en janvier 1923 réveille ainsi le souvenir des années de guerre et est l'occasion de la première grande campagne antimilitariste de la jeune SFIC, qui sert de modèle au travail « anti » mené en France par la suite.

Les premiers problèmes d'organisation

Comme les JS française et allemande d'avant 1914, et comme ses homologues étrangères de l'Internationale Communiste des Jeunes (ICJ), la Fédération Nationale des Jeunesses Communistes (FNJC) joue un rôle central dans le travail « anti » en raison de l'âge de ses membres (qui les rapproche des jeunes conscrits), parce qu'elle organise les premiers touchés par cette question, à travers le service militaire, mais aussi parce qu'une large partie du PC montre des réticences à s'y investir. Cette timidité s'explique pour une bonne part par les conséquences des débats des premiers congrès lors desquels, comme on l'a vu, des positions hostiles à une politique antimilitariste *active* sont défendues. Certains militants et cadres du PC se réclament fréquemment du pacifisme, très répandu dans le parti[88], pour refuser de lier la revendication de l'armement du prolétariat au travail antimilitariste et critiquer la façon dont celui-ci est organisé[89]. Les délégués issus de la FNJC sont eux-mêmes parfois intervenus en défense de la politique « anti » lors des congrès du PC[90]. C'est par exemple le cas au congrès de Marseille, lorsque le tout jeune secrétaire de la FNJC Maurice Laporte fait ajouter aux thèses sur la défense nationale un amendement déconseillant la désertion et enjoignant aux jeunes communistes de rejoindre l'armée pour y « faire de la propagande »[91]. Il intervient à nouveau au congrès d'octobre 1922 pour dénoncer la non-application des décisions de Marseille en matière de Front unique et de politique « anti »[92]. En effet, malgré les thèses adoptées à Marseille, la JC peut alors légitimement affirmer qu'elle s'est retrouvée « seule dans l'arène » pour mener les campagnes « anti » de 1921 et 1922[93].

Ces oppositions de principe ne sont pas seules en cause dans cet isolement. Pour un certain nombre de militants communistes ou syndicaux, le travail dans l'armée est en effet une tâche naturellement dévolue aux JC, sans que les organisations « adultes » doivent s'en préoccuper outre mesure. Elle est de plus risquée, et peut se solder par des emprisonnements préjudiciables au travail politique ou syndical. L'Union départementale CGTU du Nord interdit ainsi en mars 1923 à son secrétaire de participer à un congrès organisé contre l'occupation de la Ruhr, car cela peut lui « coûter quelques mois d'emprisonnements » alors que la « campagne pour le réajustement des salaires » va

s'ouvrir[94]. À l'exact opposé de ces réticences, quelques rares militants de la CGTU semblent considérer le travail « anti » comme leur spécialité et refusent de coopérer avec d'autres organisations, compliquant là encore le travail du parti et des jeunesses[95]. On peut sans doute voir là une trace de l'important rôle joué par une partie de la CGT d'avant-guerre dans l'action antimilitariste, notamment autour de l'AIA d'Hervé et Almereyda. Quelles qu'en soient les causes, la faiblesse de la coopération avec le PC ou la CGTU est très souvent dénoncée comme une des raisons majeures des difficultés rencontrées par la FNJC. Sa faiblesse numérique et organisationnelle ne lui permet en effet pas de mener seule des campagnes de grande ampleur comme celles qui ont été prévues contre les rappels de classe[96]. Dans le même temps, le Comité d'action contre la guerre formé au début de 1922 et qui groupe le PC, la CGTU, l'ARAC et la FNJC ne joue qu'un rôle théorique dans le travail « anti ».[97]

À l'intérieur même de la FNJC, des débats intenses divisent l'organisation sur l'orientation à adopter. Des appels à l'insubordination et à la désertion individuelle sont ainsi diffusés par certaines ententes au printemps 1921 alors que des porte-paroles de la FNJC interviennent pour défendre l'exact opposé dans des congrès du PC la même année[98]. Lors de la conférence nationale de février 1922, qui doit préparer le prochain congrès de la FNJC prévu pour mai 1922, la question du travail « anti » n'a même été abordée qu'à la demande du CE de l'ICJ, alors qu'elle est originellement absente des ordres du jour prévisionnels[99]. Une opposition plus ou moins déclarée s'y manifeste, organisée autour d'Emile Auclair[I], ancien chef de file de la tendance du centre « autonomiste », qui a apporté la majorité aux partisans de la III[e] Internationale. Cette opposition se concentre surtout sur des questions pratiques, par exemple le collage d'affiches — considéré comme inutilement risqué, ou sur l'opposition à la politique des « haricots pas cuits »[100]. Lors de cette conférence, la direction a en effet proposé d'articuler une part importante de la propagande menée à l'intérieur des casernes autour de la dénonciation des conditions de vie, ce qui fut brocardé par l'opposition comme une « politique des fayots ». Comme le CD l'explique lui-même au CE de l'ICJ, il s'agit, pour toucher le soldat, d'utiliser tous les dysfonctionnements de l'appareil militaire, les injustices, les mauvaises conditions de vie, la brutalité des officiers, etc.[101]. À travers des articles, des tracts ou des caricatures, les JC entendent s'appuyer sur la distance, voire l'opposition, existant entre la troupe et le corps des officiers pour lui donner un contenu de classe, politique et révolutionnaire[102]. Seule exception, la FNJC s'oppose à toute revendication d'une réduction de la durée du service militaire, pourtant potentiellement populaire parmi la troupe, car cela est perçu comme une concession dangereuse au pacifisme[103]. L'adoption de cette stratégie au congrès de Montluçon en mai 1922 ne change pas grand-chose à la réticence de la plupart des ententes à appliquer les consignes sur le travail « anti »[104].

Celui-ci est en effet considéré comme très risqué, du fait de la répression qui touche de nombreux militants[105], mais aussi à cause de nombreux problèmes d'organisation qui aggravent encore ce risque en exposant inutilement les militants. Parmi les dirigeants de la FNJC, le premier rôle sur cette question revient jusqu'en 1922 à son principal dirigeant Maurice Laporte[II], qui est aussi le

I **Emile Auclair (1895-1948)** : membre de la JS à la fin de la guerre, Emile Auclair se rallie à l'adhésion à la IIIe Internationale peu avant le congrès de Paris en novembre. Après la création de la FNJC, Auclair devient membre de sa direction en même temps que du Comité Directeur de la SFIC. Il quitte la JC pour le PC en 1922, et devient permanent. Oppositionnel lors du 4[e] Congrès mondial, il est exclu du parti en janvier 1923 avec Frossard et rejoint l'Union Socialiste-Communiste, puis la SFIO (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article10400, « Notice AUCLAIR Émile », Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 10 octobre 2008, dernière modification le 26 mars 2019).

II **Maurice Laporte (1901-1987)** : ouvrier et fils d'ouvrier, il adhère à la Jeunesse socialiste suite à la Révolution russe. Élu à la tête de la JS lorsqu'elle se rallie à l'ICJ, il reste son principal dirigeant jusqu'en 1923, avant d'être

représentant des JC au Comité d'Action[106]. La direction quotidienne du travail *anti* doit être assurée par Pierre Provost[I] et Albert Lemire[II]. Lorsque Provost passe au PC et que Lemire est mobilisé à l'automne 1922, tous deux sont remplacés par Guilleau[107], qui est plus connu sous son véritable nom de Jacques Doriot[III]. Provost continue ensuite à jouer un rôle important dans l'appareil *anti* de l'ICJ puis de l'IC. Son passé militaire dans les troupes coloniales en 1914-1918, à un moment où le PC fait une priorité du travail en direction des soldats indigènes, en fait en effet un « spécialiste » précieux.

Avant 1923, l'organisation générale du travail « anti » semble largement improvisée ou mal pensée. C'est l'avis d'un envoyé du CE de l'ICJ qui donne l'exemple, dans un rapport envoyé à Berlin en 1922, de « papillons »[IV] antimilitaristes destinés à une campagne sur la mobilisation d'une des deux vagues de conscrits de l'année 1922. Bien que commandés largement à l'avance, ils n'ont toujours pas été reçus par les militants à la fin d'une campagne de plusieurs semaines[108]. Conséquence de cette inefficacité, « la confiance en l'organisation de la propagande n'existe pas » dans les rangs de la FNJC, selon les propres termes d'un rapport interne de sa direction, qui conclut assez honnêtement que la raison principale de ce refus de coopération tient à la façon assez mauvaise dont le travail a été organisé jusqu'alors[109]. En conséquence, le travail *anti* reste alors particulièrement limité. Pour l'année 1921, le registre national des arrestations pour propagande antimilitariste n'occupe ainsi que huit pages, qui sont loin d'être pleines[110]. L'écart est manifeste avec les dizaines de pages consacrées par la Sûreté à la seule « journée *Anti* » du 31 juillet 1927[111].

---

remplacé par Jacques Doriot. Il quitte le PC en 1925 et évolue alors vers l'extrême droite, publiant plusieurs livres anticommunistes. Au milieu des années 1930, il se rapproche du PPF, sans pour autant y adhérer. Sous l'occupation, il écrit dans la presse collaborationniste et fuit à la libération. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article115942, « Notice LAPORTE Maurice, Marcel », Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 12 avril 2013).

I **Pierre Provost (1895-1986)** : Technicien d'outillage quand la guerre éclate, Provost est mobilisé et sert d'abord dans un régiment d'infanterie coloniale, avant d'être versé dans une unité de tirailleurs sénégalais. Adhérent à la JS puis à la JC, il intègre sa direction dès sa création. Au sein du PC, il reste lié aux missions clandestines et est condamné lors de l'affaire Cremet en 1927. Il travaillait alors comme dessinateur industriel au sein d'une usine aéronautique travaillant pour l'armée. En 1940, il intègre l'organisation spéciale du PC, puis les FTP. Arrêté et déporté en 1943 à Buchenwald, il participe en avril 1945 à l'insurrection de prisonniers qui libère le camp. Après-guerre, il continue à militer au PC sans y jouer un rôle notable. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article74062, « Notice PROVOST Pierre, Ferdinand », Claude Pennetier, version mise en ligne le 16 septembre 2009, dernière modification le 26 octobre 2015).

II **Albert Lemire (1902-1980)** : Ouvrier et fils d'ouvrier, Lemire adhère à la JS dès 1918. Il en est vite exclu pour avoir réclamé l'adhésion à la IIIe Internationale. Il est élu au CN de la FNJC lors du congrès de Montluçon en 1921. Arrêté en novembre 1923, il bénéficie de l'amnistie décrétée par le Cartel des gauches. De retour à la FNJC, il est exclu en décembre 1924 pour avoir refusé de condamner Monatte, Rosmer et Delagarde. Proche de Monatte au sein de la Révolution Prolétarienne, il milite dans l'opposition de la CGTU et brièvement auprès des groupes oppositionnels de Souvarine (Cercle communiste Marx et Lénine) et de Maurice Paz (Contre le Courant). Il quitte la CGTU pour la CGT en 1931. Il devient à la même période membre d'une coopérative ouvrière de production et le restera jusqu'à sa retraite. Pendant la guerre, il participe à la résistance syndicale, avant de rejoindre la CGT-FO. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article117720, « Notice LEMIRE Albert, Adolphe », Jean-Louis Panné, Jean Prugnot, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 14 novembre 2017).

III **Jacques Doriot (1898-1945)** : Fils d'ouvrier de l'Oise, Doriot rentre en usine à 15 ans et adhère aux JS en 1916. Mobilisé en 1917, il combat sur le chemin des Dames et en Orient et n'est démobilisé qu'en 1920. Élu au CN de la FNJC, il est au CD puis au BP du PC en 1924. Maire de Saint-Denis en 1931, il s'oppose à Thorez et à la ligne classe contre classe et est exclu à l'été 1934. Il crée en 1936 le Parti Populaire Français, qui groupe anciens staliniens et vétérans des ligues de droite. Sous l'occupation, il est un des principaux chefs collaborationnistes. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article22865, « Notice DORIOT Jacques, Maurice », Jean-Paul Brunet, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 15 décembre 2018).

IV Un « papillon » désignait alors un tract de très petite taille destiné à être distribué, mais surtout collé sur les murs, poteaux, réverbères, etc.

Loin de toucher le travail *anti* dans son ensemble, l'opposition interne se concentre surtout sur sa dimension illégale. Les « Sous du soldat », qui doivent permettre de toucher des conscrits avant leur départ et de maintenir le lien entre l'organisation et ses membres durant leur service en organisant des fêtes et des collectes de solidarité, sont ainsi généralisés dans les Ententes sans problèmes ni résistances particulières dès le printemps 1922[112]. Hérités des méthodes antimilitaristes de la CGT d'avant-guerre[113], ils sont légaux et donc moins susceptibles d'attirer la répression que les collages d'affiches ou les distributions de tracts à des conscrits, celles-ci pouvant toujours être qualifiées légalement « d'incitation à la désobéissance » et valoir des arrestations pour les militants. C'est ce qui arrive ainsi dans la Loire en février 1921. Lors d'une distribution à Firminy de tracts antimilitaristes, le secrétaire des JC de la ville est arrêté, bientôt suivi par celui des JC de Saint-Étienne qui avait fourni les tracts et avait commis l'imprudence de les signer[114]. Pour ne pas prendre de risques, les tracts sont donc parfois tout bonnement posés sur des bancs dans des lieux publics plutôt que distribués. Dans d'autres cas, des affiches reçues par les fédérations ne semblent jamais avoir été affichées. C'est ce qui arrive à un lot d'affiches acheminées à Agen en 1921, qui finirent dans un stock de la Bourse du travail, sans que la police ne les retrouve jamais sur les murs de la ville[115].

Face à ces réticences, la direction de la FNJC propose de régler le problème sur deux fronts : d'une part, en développant une « éducation profonde [des] membres sur le travail antimilitariste » ; d'autre part, par un « travail sérieux du Comité national [CN] ». Les membres du CN sont ainsi appelés à montrer l'exemple et à correspondre personnellement avec leurs amis mobilisés et à recueillir leurs adresses pour fournir la base d'un réseau de correspondants, implantés dans toutes les villes de garnison[116]. Il est difficile de savoir si cet effort volontariste a produit des fruits directs, mais il répond aux appels et aux demandes régulières de l'Internationale.

Le rôle de l'ICJ et la coopération internationale antimilitariste

L'Internationale des Jeunes Communistes (IJC ou ICJ), créée en novembre 1919 sur la base de l'ancienne Union Internationale des Organisations de Jeunesse Socialiste (UIOJS), joue un très grand rôle dans l'évolution de la politique « anti » des JC françaises. L'ICJ se fait là l'héritière de l'ancienne UIOJS, qui a été marquée avant la guerre par l'antimilitarisme de Karl Liebknecht[I] et a même tenté de mettre en place des coopérations internationales sur cette question. Des militants sont chargés de suivre le travail de la FNJC et de rendre compte au Comité exécutif (CE) de l'ICJ, basé d'abord à Berlin, puis après 1922, à Moscou. L'aide de l'ICJ est déterminante, aussi bien sur le

I **Karl Liebknecht (1871-1919)** : Fils de Wilhelm Liebknecht, un des fondateurs du SPD mort en 1900, Karl Liebknecht adhère au SPD et à la JS allemande en 1900. Président de l'UIOJS de 1907 à 1910, il se rangeait à la gauche du mouvement socialiste international, aux côtés de Rosa Luxemburg. Partisan de l'antimilitarisme révolutionnaire, il est arrêté et emprisonné pendant 18 mois en Silésie en 1907-1908. Élu au Reichstag en 1912, il est le seul (et le premier) député à voter contre les crédits de guerre en décembre 1914. À la même période, il crée avec Luxemburg, Klara Zetkin, Leo Jogisches et d'autres, la Ligue Spartakus. Il est mobilisé, puis arrêté après avoir manifesté contre la guerre en uniforme dans les rues de Berlin. Libéré par la révolution de novembre, il participe à la création du parti communiste allemand en décembre 1918. Opposé à l'insurrection de janvier 1919, il y joue néanmoins un rôle dirigeant après qu'elle ait éclaté. Capturé par des troupes d'un Freikorp, il est torturé puis assassiné en même temps que Rosa Luxemburg. Véritable martyr communiste, il devint l'objet d'une propagande intense de la part de l'IC. (Notice biographique disponible dans : Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Editions de Minuit, 1971. En ligne sur : https://www.marxists.org/francais/broue/works/1971/00/broue_all_bios.htm [consulté le 26 juin 2019]).

plan financier (en payant par exemple l'impression de dizaines de milliers de papillons illustrés en couleurs[117]) qu'en conseillant et guidant le travail engagé par la FNJC. C'est sur les avis de l'ICJ qu'est créé le journal *la Caserne*[118], et qu'est engagée une coopération régulière avec les JC allemandes (KJD) et avec l'appareil « anti » du KPD[119].

La question des troupes alliées présentes en Rhénanie revêt en effet pour l'ICJ une importance cruciale, encore renforcée par l'éventualité d'une occupation de la Ruhr par les troupes françaises — envisagée par le CE de l'ICJ dès janvier 1922, soit un an avant qu'elle ne se produise effectivement[120]. Des rencontres ont lieu dans les premiers mois de 1922 entre délégués de la FNJC et des KJD pour organiser le travail « anti » dans les régions occupées par les troupes alliées depuis l'armistice de 1918. Une réunion spéciale est même organisée à Düsseldorf en avril-mai 1922 pour coordonner le travail « anti » dans les zones occupées. Des délégués des JC belges, britanniques, françaises et allemandes y discutent des meilleurs moyens de toucher les soldats alliés en utilisant les réseaux locaux des communistes allemands[121]. Les militants mobilisés dans les troupes d'occupation en Allemagne (Sarre, puis Rhénanie à partir de 1923) sont en effet souvent coupés de leurs organisations respectives, qui rencontrent d'énormes difficultés à faire parvenir le matériel de propagande jusqu'en Rhénanie. Il est donc décidé lors de cette réunion que les KJD seront chargés de mettre en place un vaste appareil illégal, mis en contact avec les JC des pays occupants, qui doit permettre d'acheminer ce matériel auprès des soldats alliés. Des exemplaires de l'organe antimilitariste *Le Conscrit* (et ensuite de *La Caserne*) doivent ainsi être fournis aux groupes locaux des KJD, qui pourront soit les diffuser directement auprès des soldats français, soit les transmettre aux JC mobilisés.[122]

Organiser les soldats communistes

Une des principales évolutions du travail « anti » durant l'année 1922 est l'attention particulière portée au travail au sein même de l'armée. Jusqu'alors la plus grande part du travail a porté sur la propagande en dehors des casernes, par voie d'affiches, de tracts, ou par l'organisation de « Sous du soldat ». La nouveauté est d'essayer de constituer au sein de l'armée un réseau de cellules clandestines de jeunes communistes. Celui-ci doit se développer jusqu'à permettre, lorsque les conditions seront réunies, de perturber le fonctionnement des forces de répression. Il s'agit aussi pour les communistes d'utiliser ces cellules dans un but de propagande, soit vers l'extérieur, pour transmettre des exemples des conditions de vie difficiles des soldats[I], soit vers l'intérieur, pour toucher un public de conscrits, souvent d'origine ouvrière ou paysanne. La première méthode adoptée est de demander aux ententes de communiquer au CD les adresses militaires des JC mobilisés pour pouvoir les suivre et mettre en contact les militants affectés à un même régiment[123]. Les premiers résultats sont médiocres en raison des réticences des ententes ou des militants eux-mêmes à communiquer de tels renseignements à la direction, toujours jugée peu fiable. En octobre 1922, celle-ci n'a donc pu récolter que 23 adresses[124]. D'autres méthodes sont proposées et prolongent en fait la propagande appliquée jusqu'alors, mais en lui donnant pour but de tisser des liens avec des conscrits inconnus qu'il s'agirait de recruter et de convaincre de rester en contact

I D'une façon somme toute comparable au réseau de « correspondants ouvriers », désignés sous le vocable « Rabcor » importé du russe, que *l'Humanité* essaya de mettre en place quelques années plus tard.

après la mobilisation. Fêtes populaires, meetings, diffusions de tracts et de papillons sont alors autant d'occasions de toucher des soldats ou futurs soldats[125].

Ce travail s'appuie aussi sur un grand nombre de publications spécialisées, journaux, brochures et tracts. La nécessité d'un journal spécialisé pour le travail « anti » émerge dès les premières années de l'après-guerre. En 1921, le journal *l'Avant-Garde*, organe central de la FNJC, s'est vu adjoindre un supplément spécialisé, *le Conscrit*. Celui-ci est alors prévu pour ne paraître que lors des campagnes « anti » régulièrement organisées à l'occasion des appels de classe, à l'automne et au printemps.[126] Ce format apparaît très vite insuffisant, notamment pour le travail qui doit être mené à destination des troupes d'occupation en Allemagne. Et ce d'autant plus que le journal est illégal, et visé par la répression policière. Ses vendeurs risquent d'être arrêtés et ses affiches sont lacérées, comme à Grenoble en février 1921[127]. Il est donc décidé lors de la conférence de Düsseldorf, en avril-mai 1922, de lancer la production d'un journal spécialisé et dont la publication sera financée par l'ICJ, *la Caserne*. Cet organe théoriquement bimensuel doit être d'un format réduit (quatre pages à quatre colonnes), autant pour des raisons d'économie que pour pouvoir le cacher facilement à l'intérieur des murs des casernes où il doit être diffusé[128]. Destiné avant tout aux troupes basées outre-Rhin, il doit être un vecteur d'antimilitarisme pratique, ajoutant aux considérations théoriques sur le rôle de l'armée ou sur la nécessité d'une armée rouge la dénonciation « des scandales habituels inhérents au système militariste qui sont surtout dénoncés dans les régions occupées ». Comme prévu par la « politique des fayots », il s'agit de se servir des cas que le soldat a « chaque jour sous les yeux et qu'il réprouve du fond de son être sans qu'il soit pour cela communiste, voire simplement révolutionnaire », en se basant sur « des enquêtes menées avec précision au sein même des casernes avec la collaboration à la fois des membres de jeunesses communistes soldats et de leurs camarades non communistes[129] ». Il s'agit ensuite d'utiliser les articles dénonçant ces abus, parus dans *la Caserne* ou dans d'autres journaux communistes, pour aider au travail au sein des régiments cités[130]. Le journal « anti » doit aussi servir à protéger les organes « réguliers » contre les saisies et les poursuites, du fait de son caractère théoriquement clandestin. Publié seulement à partir de 1923, *la Caserne* n'empêche pour autant pas que *l'Avant-Garde* comme *l'Humanité* continuent à jouer un grand rôle dans l'activité « anti », que ce soit par des articles normaux ou par leurs pages spécialisées (notamment les rubriques : « Dans la grande muette » ou « La tribune du soldat et du marin » qui paraissent de façon plus ou moins régulière dans *l'Humanité*), et soient donc régulièrement frappées par la justice[131]. En plus des journaux, ces campagnes « anti » reposent sur un nombre très important de tracts, papillons et affiches, qui doivent être collés ou distribués près des casernes, des gares ou des lieux de passage des cortèges de conscrits lors des appels. Les papillons sont aussi censés pouvoir être utilisés à l'intérieur des casernes, par exemple en étant collés dans les toilettes d'une caserne, où les gradés ne doivent pas les voir. Enfin, des brochures spécialisées, souvent placées sous le patronage de Karl Liebknecht, sont produites pour traiter de l'armée en général ou de différents aspects du militarisme « bourgeois »[132]. Les soldats récemment libérés du service militaire ne sont pas oubliés et un appel du CD du PCF leur étant adressé est par exemple publié dans le *Bulletin Communiste* du 31 mai 1923. Il appelle les soldats à refuser de servir contre les grévistes, et rappelle aux ex-soldats que le PC se bat (et s'est battu) pour l'amélioration de leurs conditions de service[133].

Comme on l'a vu, les « organisations de masse » sont supposées coopérer, elles aussi, à la mise en place du travail « anti ». La section française du Secours rouge International (SRI), créé en 1922 pour apporter une aide matérielle aux militants révolutionnaires victimes de la répression, doit ainsi être associée aux campagnes de soutien aux mutins et aux prisonniers militaires qui se multiplièrent

à partir du début des années 1920. D'abord centrées autour des Mutins de la Mer noire et d'André Marty[I], ces campagnes s'élargissent ensuite pour toucher l'ensemble des victimes de la justice militaire. La Fédération Sportive du Travail (FST) doit aussi être mobilisée dans ce travail, notamment à travers la lutte contre la préparation préalable au service militaire[134] mais aussi en formant les « futurs cadres de l'armement du prolétariat ». Charge est laissée aux membres de la JC actifs au sein de la FST de convaincre l'ensemble de l'organisation de la justesse d'une telle orientation[135]. En 1922, une délégation du CN de la FNJC est même envoyée pour convaincre la direction de la FST de la nécessité d'un accord commun dans l'action contre la guerre[136].

La situation s'améliore petit à petit à partir de l'automne et, au milieu de 1923, la FNJC peut compter sur un réseau encore faible mais néanmoins réel de militants actifs parmi les troupes d'occupation dans le Palatinat, dont Albert Lemire lui-même, qui a été affecté à un régiment stationné outre-Rhin. La question du passage du matériel en Allemagne a été résolue et une liaison régulière mise en place avec les KJD[137]. Plusieurs problèmes se posent néanmoins, notamment sur les questions d'organisation, aussi bien du côté français — où tout reste à faire et où la publication de *La Caserne* doit même être repoussée faute de rédacteurs ou de correspondants — que du côté allemand[138], où le travail « domestique » fait déjà peser un poids organisationnel énorme sur l'appareil des KJD ou du KPD. L'occupation de la Ruhr en janvier 1923 va donner matière à l'organisation de la première grande campagne antimilitariste du mouvement communiste, en coopération avec le KPD et l'IC.

L'occupation de la Ruhr

Le 11 janvier 1923, les armées française et belge occupent la Ruhr, cœur industriel de l'Allemagne, pour saisir un « gage productif » face à la lenteur du paiement des réparations imposées par le traité de Versailles. Quelques jours auparavant, l'échec de la conférence interalliée de Paris (tenue du 2 au 4 janvier 1923) a en effet marqué l'impossibilité pour les puissances de l'Entente de s'accorder sur une politique commune face à l'Allemagne. À l'intransigeance de la France, soutenue par l'Italie et la Belgique, s'oppose la volonté de la Grande-Bretagne (appuyée par les États-Unis) de pouvoir compter sur une Allemagne « stabilisée » pour repousser la menace révolutionnaire et affermir l'Europe occidentale face à la Russie bolchevique. Faute d'accord, les troupes françaises et belges occupent donc seules le poumon économique de l'Allemagne, pour le faire tourner au bénéfice direct de Paris et Bruxelles. Cette occupation débouche sur une crise économique et politique profonde en Allemagne. Le *mark* s'effondre, emportant avec lui les économies de centaines de

I **André Marty (1886-1956)** : chaudronnier, Marty s'engage en 1908 dans la Marine Nationale. D'abord franc-maçon, il se rapproche de la SFIO et des thèses hervéistes. En 1914-1918, il est officier mécanicien sur le torpilleur *Protet*, qui est envoyé combattre l'armée rouge à Odessa en 1918. Il participe à un projet de soulèvement des marins, qui doit livrer le navire à la flotte rouge. Arrêté juste avant l'éclatement de la « Mutinerie de la Mer noire », il est condamné à 20 ans de travaux forcés. Le PC et la JC organisent alors une campagne de solidarité et réclament sa libération, en le faisant notamment élire conseiller général de la Seine. Gracié et libéré en 1923, il adhère au PC et est élu député en 1924. Élu au CC en janvier 1925, il est à nouveau condamné à quatre mois de prison pour appel à la désobéissance. Passé dans la clandestinité en 1927, il est arrêté un mois plus tard et emprisonné à la Santé. Libéré en 1931, il devient délégué de la SFIC à Moscou. Bénéficiant de la confiance de l'IC, il jouit alors d'un statut de spécialiste du travail « anti ». Nommé à la tête des Brigades Internationales en 1936, il y remplit sa mission avec zèle, participant notamment à la répression contre le POUM et les trotskystes. Pendant la guerre, il est d'abord à Moscou puis à Alger dès 1943. Rival supposé de Thorez au sein de la direction, il est exclu du PC en 1952 (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24200, « Notice MARTY André, Pierre » par Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 8 janvier 2009, dernière modification le 12 juin 2019).

milliers de petits épargnants et commerçants. Tandis que les mouvements nationalistes se développent, le gouvernement Stresemann lance le mot d'ordre de la « résistance passive », encourage la grève des travailleurs de la Ruhr et appelle les fonctionnaires à la désobéissance. De son côté, le KPD se lance à partir du mois d'août, après la chute du gouvernement brisé par la crise, sur le chemin de l'insurrection révolutionnaire (qui capote finalement à la fin d'octobre[I]). Les courants de la droite nationaliste se jettent eux à corps perdu dans la lutte contre les Français, et leur aile la plus radicale prépare même un coup d'État (le fameux « Putsch de la brasserie », organisé par les nazis, qui échoua en novembre 1923). Malgré tout, les pressions économiques anglo-américaines rendent en fait assez contre-productive cette occupation confrontée à la résistance presque unanime de la population allemande, malgré la tentative française de création d'une « république rhénane » séparatiste, et le gouvernement Poincaré doit finalement en payer les frais.

Pour la SFIC et la FNJC, « la Ruhr » est l'occasion d'une coopération relativement fertile avec le KPD — déjà rompu à l'action clandestine — notamment par un travail de propagande assez intense (comparativement aux moyens matériels de la SFIC et de la FNJC) auprès des troupes françaises stationnées en Allemagne. À partir de l'été 1923 et du développement d'une crise potentiellement révolutionnaire en Allemagne, cette campagne antimilitariste et internationaliste redouble d'importance et change de perspective. « L'Octobre allemand » semble proche et il ne s'agit donc plus tant de lutter contre l'occupation que de se préparer à empêcher les troupes françaises d'agir contre la révolution allemande, étincelle possible d'une nouvelle vague révolutionnaire en Europe de l'Ouest[139].

Quelques jours avant le déclenchement de l'occupation de la Ruhr, une réunion s'est tenue à Essen, groupant des délégués du KPD, de la UdHuK[II], du PC et de la CGTU, ces deux dernières organisations représentant aussi le Comité d'action contre la guerre établie en France par le PC. La délégation française est de taille réduite, mais composée de dirigeants : Cachin[III], Semard[IV],

---

I Cette faillite, largement causée par les consignes contradictoires envoyées par l'exécutif de l'IC, avait été officiellement attribuée à l'attentisme de la direction du KPD. C'est après cet échec que la direction du KPD échut aux « gauchistes » Ruth Fischer et Arkadi Maslow. Cet échec révolutionnaire servit aussi de toile de fond aux premiers heurts entre la « Troïka » Staline-Kamenev-Zinoviev et Trotsky après la mort de Lénine. Voir notamment : Pierre Broué, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, op.cit.

II L'Union des Travailleurs manuels et intellectuels (en allemand : *Union der Hand und Kopfarbeiter*) était un syndicat « rouge », créé en 1921. Il compta jusqu'à 100 000 membres en 1923 et était majoritaire dans la Ruhr. Proche du KPD, il restait néanmoins indépendant et se montrait rétif à la discipline de l'IC. La majorité de ses membres rejoignirent la centrale réformiste ADGB en 1924 suite au changement de ligne de l'ISR sur cette question après le V^e^ congrès de l'IC.

III **Marcel Cachin (1869-1958)** : Licencié de lettres et professeur de philosophie en 1893, il adhère au Parti Ouvrier Français de Guesde en 1891. Député en 1914, il se rallie à l'Union sacrée et est envoyé pour essayer (en vain) de convaincre le parti socialiste italien d'appuyer l'entrée en guerre de l'Italie. Il devient directeur de *L'Humanité* en 1918 et le restera jusqu'à sa mort. Il se rallie à l'adhésion à la IIIe Internationale en même temps que Frossard lors d'un voyage en Russie dans le courant de 1920. Après le congrès de Tours, il participe à la direction du PC et est emprisonné en 1923 pour avoir protesté contre l'occupation de la Ruhr. Il est déchu de ses mandats électoraux en 1939 et passe dans la clandestinité. Il sera réélu député en 1944 et le restera jusqu'à sa mort. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article18297, « Notice CACHIN Marcel », Guillaume Bourgeois, Jean Maitron. Notice revue par Gilles Candar pour la période antérieure à 1920 et par Claude Pennetier pour la suite, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 6 octobre 2018).

IV **Pierre Semard (1887-1942)** : Secrétaire d'un notaire à 11 ans, Semard s'engage dans l'armée en 1907 pour trois ans. Libéré en 1910, il entre aux chemins de fer comme employé et devient militant syndical. Brièvement mobilisé en 1918, Semard devient le principal animateur des syndicats de cheminots de la Drôme, et joue un rôle notable dans la grève de 1920. Secrétaire général de sa fédération en 1921, il est exclu avec elle de la CGT et rejoint la CGTU. Adhérent SFIO depuis 1916, il est élu au CC du PC en janvier 1924 et devient secrétaire général du parti en juillet 1924, sans vraiment en assumer les fonctions. Il garde néanmoins ce titre jusqu'en septembre 1928, et reste ensuite membre du BP. En 1939, il est exclu de la CGT, déchu de son mandat de conseiller général de la Seine et arrêté. Vichy le livre comme otage en 1942 aux nazis, qui l'exécutent sans jugement quelques semaines plus tard.

Monmousseau[I] et Treint. Il est décidé, notamment sur la proposition de Monmousseau, de ne pas essayer de lancer de mouvement de grève en France dans l'immédiat et de concentrer les efforts sur des campagnes de solidarité avec les grévistes de la Ruhr, pour essayer de lutter contre l'idée que « l'Allemagne peut et doit payer », jugée « très répandue dans les milieux ouvriers ». Les actions envisagées, c'est-à-dire une grève limitée à la seule Ruhr et une campagne de propagande intensive, doivent préparer l'opinion à une mobilisation d'ampleur dans une période ultérieure[140]. Cette limitation illustre clairement la conscience qu'a alors le PC de son isolement dans l'opinion, y compris ouvrière, et du poids des sentiments germanophobes dans la France de l'après 1918.

Après cette réunion, Cachin et Monmousseau restent quelque temps en Allemagne pour prendre la parole lors de plusieurs meetings aux côtés d'orateurs de différents PC d'Europe de l'Ouest. Le 8 janvier, à Essen un meeting rassemble ainsi 7 000 personnes pour écouter Cachin, Monmousseau, mais aussi Ker[II] de la SFIC, Brandler et Talheimer[III] du KPD, Willie Gallacher[IV] du PC britannique (CPGB), et Karl Kreibich du PC tchécoslovaque (KSČ)[141]. Ces meetings internationaux, démontrant l'attachement internationaliste de l'IC et de ses partis, vont se multiplier dans le cadre de la campagne contre l'occupation, en Allemagne comme à Stuttgart le 9 janvier 1923 en présence de Cachin, d'un Anglais (sans doute Gallacher), d'un Italien et d'un Alsacien non identifiés, et de Clara Zetkin[V] ; mais aussi en France, où, dès le début de janvier, la militante du KPD Rosi Wolffstein

---

(http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article8625, « Notice SEMARD Pierre, Victor », Serge Wolikow, version mise en ligne le 30 juin 2008, dernière modification le 28 mars 2019).

I **Gaston Monmousseau (1883-1960)** : Ouvrier des chemins de fer, Monmousseau est un des dirigeants de la tendance syndicaliste-révolutionnaire pendant la guerre. Arrêté pour complot après la grève de 1920, il devient secrétaire général de la CGTU dès sa création. Partisan de l'adhésion à l'ISR, il adhère au PC et est élu au BP l'année suivante. Clandestin en 1939, il est placé par le PC à la tête de la région provençale du PC illégal. Après la guerre, il reste membre de la direction du parti jusqu'à sa mort. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article6826, « Notice MONMOUSSEAU Gaston, Léon, René », Georges Ribeill, version mise en ligne le 30 juin 2008, dernière modification le 14 mars 2017).

II **Antoine Ker, de son vrai nom Keim (1886-1923)** : professeur de français en Allemagne, il doit rentrer en France lorsque la guerre éclate en 1914. Mobilisé, il n'est reformé qu'en 1920. Adhérent à la SFIO en 1919, il est partisan de l'adhésion à l'IC. Élu au CD après le congrès de Tours, il est chargé de la liaison avec le KPD. Réticent à la rupture avec la Ligue des Droits de l'Homme, il tente de s'éloigner de la direction du PC. Il meurt de mort naturelle en 1923. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article97250, « Notice KEIM Antoine dit KER Antoine », Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 2 novembre 2010, dernière modification le 2 juin 2014).

III **Heinrich Brandler (1881-1967)** et **August Talheimer (1884-1948)** : maçon, Brandler adhère au SPD en 1901 et rejoint la Ligue Spartakus dès sa création. Élu à la tête du KPD en 1921 en remplacement de Paul Levi, il partage cette responsabilité avec August Talheimer. Talheimer est lui issu d'une famille de la bourgeoisie juive et rejoint le SPD en 1907, avant de participer la Ligue Spartakus. Tous deux furent accusés (à tort) par la direction de l'IC d'être les principaux responsables de l'échec de l'Octobre allemand de 1923. Exclus de la direction du KPD et retenus en URSS de 1924 à 1928, ils ne rentrent en Allemagne que contre la volonté de Moscou. Fondateurs du KPD-Opposition (KPD-O), ils s'exilent en 1933. (Notices biographiques disponibles dans : Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Éditions de Minuit, 1971. En ligne sur : https://www.marxists.org/francais/broue/works/1971/00/broue_all_bios.htm [consulté le 26 juin 2019]).

IV **Willie Gallacher (1881-1965)** : Ce militant syndical et socialiste écossais fut un des organisateurs du comité ouvrier de la Clyde, durant l'opposition à la guerre mondiale lors de laquelle il fut emprisonné. Il fut ensuite un des meneurs des grèves de 1919 et 1920 et fut à nouveau arrêté. Membre fondateur du PC britannique, il resta un de ses principaux dirigeants jusqu'à sa mort. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article75430, « Notice Gallacher William », version mise en ligne le 12 décembre 2009, dernière modification le 7 janvier 2010 [consulté le 5 juillet 2019]).

V **Clara Zetkin, née Eissner (1857-1933)** : Fille d'un instituteur, Clara Eissner se rapproche très jeune des idées marxistes, adhérant au SAP l'année même de son interdiction en 1878. Elle adopte ensuite le patronyme de son compagnon, le révolutionnaire russe en exil Ossip Zetkin (qui meurt en 1889). Exilée à Paris, elle joue un rôle clé dans le parti socialiste illégal, mais aussi dans la nouvelle Internationale socialiste, notamment sur les questions féminines. Rentrée en Allemagne après la légalisation du parti, elle joue un rôle dirigeant dans l'organisation des femmes socialistes et contribue à la création de l'Internationale Socialiste des Femmes en 1907. Située à gauche du SPD, elle s'oppose avec Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht aux tendances réformistes de sa direction. Emprisonnée pendant la guerre, elle participe à la Ligue Spartakus avant de rejoindre l'USPD puis le KPD.

prend la parole dans un meeting communiste sur la Ruhr[142]. L'anticipation de l'occupation par l'ICJ et l'IC a permis de préparer largement à l'avance les moyens nécessaires à une campagne d'ampleur, mais aussi de mobiliser politiquement les différents PC concernés[143]. Comme on l'a vu plus haut, les réseaux nécessaires à l'envoi de tracts, d'affiches, etc. auprès des militants des KJD ont déjà été mis en place l'année précédente et tournent à peu près correctement depuis l'automne[144].

À la mi-mars, et alors que l'occupation de la Ruhr a déjà fait de nombreux morts allemands et français, un nouveau meeting se tient à Paris pour saluer l'ouverture de la conférence ouvrière internationale organisée à Francfort par l'IC. Ce meeting, organisé le 17 mars dans la grande salle de la Maison des syndicats rue de la Grange-aux-Belles[145], voit se succéder à la tribune Louis Sellier, alors secrétaire général du parti, Paul Vaillant-Couturier, Emil Höllein, député du KPD au Reichstag, mais aussi Massa, membre du PC d'Italie (Pcd'I), et un membre des JC britanniques, « John »[146]. Le même jour s'ouvre à Francfort un « Congrès ouvrier International et Mondial » consacré spécifiquement à la question de la Ruhr. Prévu à l'origine pour se tenir à Cologne, en zone d'occupation britannique, il a dû être déplacé à Francfort suite à l'opposition des autorités militaires britanniques[147]. En plus de l'IC, des délégués représentent l'ISR, le SRI, l'ICJ, l'Internationale des Victimes de la Guerre et le comité féminin de l'exécutif de l'IC, ainsi que les PC de 12 pays[I] et une délégation du Parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne (USPD[II])[148]. Au moins deux délégués ont été envoyés par des organisations locales du SPD, sans qu'il soit possible d'en estimer la taille. Au final près de 243 délégués et en moyenne 400 spectateurs chaque jour participent au congrès qui dure du 17 au 20 mars 1923. Plusieurs décisions sont prises : la création d'un Comité d'action international contre l'occupation de la Ruhr, devant prolonger l'action du congrès et placé sous la double présidence de Clara Zetkin et d'Henri Barbusse[III], l'organisation d'une « semaine internationale de protestation contre le traité de Versailles, les menaces de guerre et le fascisme » qui devait se tenir du 15 au 22 avril (embryon des futures « semaines d'action contre la guerre » qui se tiennent ensuite au mois d'août), et l'envoi de délégations auprès des autres Internationales (la II[e] Internationale, l'Internationale « II ½ » et l'Internationale syndicale) pour les associer à de futures actions ou réunions[149]. Les mots d'ordre adoptés pour le congrès ont été pensés pour ne pas fournir de prétexte à une non-participation des autres internationales, ils ne comprennent ni appels à la

---

Déléguée de l'IC au congrès de Tours, elle est élue au CE de l'IC en 1921. Elle meurt à Moscou quelques semaines après avoir dû fuir l'arrivée des nazis au pouvoir. (Notice biographique disponible dans : Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Editions de Minuit, 1971. En ligne sur : https://www.marxists.org/francais/broue/works/1971/00/broue_all_bios.htm [consulté le 26 juin 2019]).

I France, Allemagne, Grande-Bretagne, Indes, Italie, Russie, Pays-Bas, Pologne, Suède, Tchécoslovaquie, Bulgarie et enfin, Autriche.

II Il s'agissait d'une scission du SPD datant de 1916 et qui groupait à l'origine les pacifistes et les spartakistes. Ceux-ci quittèrent le parti en 1918 pour constituer le KPD, qui fut rejoint ensuite par la grande majorité des militants de l'USPD en 1920, donnant naissance au KPD Unifié (VKPD). La plus grande partie de la minorité restante à l'USPD rejoignit le SPD en 1922, tandis que les quelques militants restants firent survivre un USPD maintenu jusqu'en 1931. Ils fusionnèrent alors avec des militants exclus de la gauche du SPD et quelques ex-communistes pour former le SAPD.

III **Henri Barbusse (1873-1935)** : issu d'une famille protestante des Cévennes, Henri Barbusse est reconnu très jeune comme un écrivain de talent. En 1914, malgré ses problèmes de santé, il s'engage dans l'infanterie et combat en première ligne jusqu'en 1916. Il en tire un roman, *Le Feu* — prix Goncourt 1916 — et des convictions pacifistes solides. Il participe alors à la fondation de l'ARAC en 1917, puis du mouvement pacifiste « Clarté ». Après avoir brièvement collaboré avec les Longuettistes, il adhère au PC en 1923 et rejoint la direction de *L'Humanité* en 1925. Promoteur de la « Littérature prolétarienne », il est aussi un des porte-parole du mouvement Amsterdam-Pleyel. Après avoir rédigé une biographie hagiographique de Staline, il meurt à Moscou. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article97985, « Notice BARBUSSE Henri », Jean Relinger, version mise en ligne le 3 novembre 2010, dernière modification le 23 mars 2018).

création de soviets, ni reconnaissance de la dictature du prolétariat[150]. Ces efforts ne rencontrent malgré tout que peu de succès, ce qui s'explique à la fois par l'attitude adoptée par l'IC pendant le congrès en condamnant le rôle des organisations réformistes par rapport à l'occupation de la Ruhr, par le rôle de la direction de la II[e] Internationale dont certains dirigeants ont tacitement soutenu l'opération franco-belge, mais aussi en France par le souvenir des précédents appels au front unique qui n'ont débouché sur rien en 1922[151]. Une réunion spéciale de la délégation du KPD a par ailleurs décidé de n'entreprendre aucune action d'envergure sans la coopération de la SFIC et d'initier une vaste campagne de travail illégal contre l'occupation de la Ruhr des deux côtés du Rhin[152].

Autre point à noter, le lien régulier fait lors du congrès entre autodéfense et antimilitarisme. Dans son intervention, le représentant de l'ICJ et membre de son comité exécutif, Lazar Shatskin[I], appelle ainsi à lutter contre le fascisme et les dangers de guerre en montrant :

> « le chemin pratique pour la lutte commune, pour l'établissement d'une armée rouge, pour la création de centuries, telles celles qui sont déjà en action dans la Ruhr. »[153]

La mention de centuries ouvrières armées, qui seraient alors en action dans la Ruhr, est une claire exagération et fait surtout référence aux groupes de combat révolutionnaires organisés régulièrement dans cette région depuis 1919. C'est le cas par exemple de « l'Armée rouge de la Ruhr » (*RoteRuhrarmee*), forte de 50 à 80 000 combattants, qui a lutté contre la *Reichswehr* et les *Freikorps* à la suite du putsch de Kapp en mars-avril 1920. De tels groupes liés aux différents partis ouvriers, et particulièrement au KPD, existent toujours en 1923, même s'ils ne combattent alors pas dans la Ruhr, et jouent un rôle central dans tout projet d'insurrection révolutionnaire. Ils sont d'ailleurs mobilisés durant l'été pour se préparer à l'insurrection et ceux de Hambourg participent aux combats armés contre la *Reichswehr* à la fin du mois d'octobre. Dans une autre intervention, après avoir souligné le travail fait par les JC dans la Ruhr, Shatskin souligne le rôle joué par la JC russe dans la constitution de l'Armée et de la Flotte rouges[154]. Cette interpénétration entre l'armement du prolétariat et la lutte contre la guerre est aussi soulignée par la résolution sur la lutte contre le fascisme adoptée par le congrès, qui appelle à former des centuries ouvrières armées (groupant les ouvriers sans distinction de partis) et à lutter « sans pitié » contre les tentatives fascistes[155]. L'exemple est d'ailleurs donné sur place par le KPD qui avait mobilisé son service d'ordre, la *Rote Abwehr* (Défense rouge), dont les membres armés de matraques surveillent les entrées et fouillent même des spectateurs soupçonnés d'être des indicateurs de police[156]. Quelques mois à peine après la marche sur Rome, et dans une Allemagne qui apparaît écartelée entre le regroupement de l'extrême droite autour de Ludendorff à Munich et le KPD en rapide développement, de durs combats semblent se préparer. C'est d'ailleurs le sens que donnent les consignes envoyées à la mission diplomatique soviétique à Vienne, qui insistent sur la nécessité de renforcer la « défense ouvrière » et ses différentes organisations spécialisées face à la menace montante du fascisme[157]. C'est dans ce contexte qu'apparaît alors pour la première fois le lien entre défense antifasciste (dans le cadre d'une politique de front unique) et armement du prolétariat. Cette

I **Lazar Abramovich Shatskin (1902-1937)** : Lazar Shatskin, fils de bourgeois juifs russes, adhère au parti bolchevique à 15 ans, en mai 1917. Il devient assez vite l'un des principaux dirigeants des organisations de jeunesse du parti avant de devenir le premier secrétaire de l'ICJ en 1919. Critique « de gauche » de Staline, en 1928-1929, il aurait tenté d'organiser un groupe oppositionnel au sein du KomSoMoL. Il est accusé d'appartenir au soi-disant « bloc des oppositions » en 1931, est exclu du parti en 1935 et exécuté en 1937 (Branko M. Lazić et Milorad M. Drachkovitch, *Biographical dictionary of the Comintern*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986, p.425).

association est promise à un grand avenir dans la propagande de l'IC, et dans sa politique antimilitariste.

Ce congrès de Francfort marque symboliquement l'ouverture de la campagne militante engagée par l'IC contre l'occupation de la Ruhr. Un appel est ensuite lancé par le comité d'action pour constituer des comités de villes ou de départements, afin de structurer localement le travail de regroupement des organisations ouvrières. Initiés par le PC et la CGTU, ces comités locaux se créent dans plusieurs villes pour répercuter la campagne lancée nationalement par le parti et rencontrent parfois des résistances ou des réticences locales (comme au Havre en mars 1923) sans qu'il soit toujours possible d'en comprendre les motivations[158]. Les documents issus du congrès sont aussi utilisés comme outils de propagande et un tract reproduisant le manifeste du congrès (« Aux travailleurs de tous les pays ! ») est imprimé en France à 100 000 exemplaires et distribué dans plusieurs meetings à partir d'avril[159].

Cette campagne est aussi l'occasion d'une répression particulièrement féroce, qui rappelle celle ayant visé les dirigeants du C3I avant le congrès de Tours[160]. Elle vise des militants frappés ou arrêtés lors de distributions de tracts ou dans des meetings (comme celui du 14 janvier[161]) et quelques soldats accusés de propagande, mais aussi des dirigeants de premier plan[162]. De retour de la conférence d'Essen, Marcel Cachin et Antoine Ker sont ainsi accusés de complot et d'atteinte à la sûreté de l'État[163], un thème appelé à se reproduire dans l'histoire des poursuites contre la SFIC. Pareillement, Emil Höllein, le député du KPD qui a pris la parole au meeting du 17 mars, fut arrêté et passa plusieurs mois en prison, avant d'être finalement libéré et expulsé[164]. Albert Lemire, membre de la direction de la FNJC et qui, appelé au service militaire, continue son activité « anti » en Rhénanie, est finalement démasqué par la police militaire (grâce à l'aide de la Sûreté qui disposait d'un informateur au sein du BP des JC) et arrêté en novembre 1923[165]. Son remplaçant Jacques Doriot, qui joue un rôle de plus en plus important dans la JC, est contraint à la clandestinité, avant d'être retrouvé et arrêté par la police dans les locaux de *l'Humanité* en décembre 1923[166]. Parmi les autres cadres dirigeants de la FNJC à faire les frais de la répression se trouvent Gabriel Péri[I], alors directeur de l'organe central de la fédération *l'Avant-garde*, et Henri Lozeray[II], condamné à 10 ans de prison. La répression frappe aussi les anciens combattants communistes membres de la réserve militaire, rayés des cadres ou dégradés, lorsqu'ils expriment publiquement leur opinion[167]. Cette fermeté est directement encouragée par certains milieux militaires. Le vice-amiral Antoine Schwerer, commandant en chef de la défense des frontières maritimes de l'Atlantique et proche de l'Action Française, écrit ainsi directement au ministre de l'Intérieur Maurice Maunoury en juillet 1923 pour lui demander de ne pas gracier Marty, afin de ne pas donner

I **Gabriel Péri (1902-1941)** : né dans une famille de la petite bourgeoisie corse de Toulon, Péri adhère à la JS en 1917 et est très tôt partisan de l'adhésion à la III[e] Internationale. Nommé responsable de *l'Avant-Garde* en 1921, il est élu au CD du PC en 1922. Il quittera brièvement le CC entre 1929 et 1932, mais ne sera jamais membre du BP. Élu député à Versailles en 1932. Engagé volontaire en septembre 1939, il réussit à échapper à l'arrestation avec la déchéance de ses mandats en octobre 1939. Arrêté dans des circonstances troubles en mai 1941, il est livré par Vichy aux nazis, qui le fusillent comme otage en décembre. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24207, « Notice PÉRI Gabriel, Joseph, Marie », Antoine Olivesi (période marseillaise) et Claude Pennetier, version mise en ligne le 10 janvier 2009, dernière modification le 9 octobre 2018).

II **Henri Lozeray (1898-1952)** : né dans une famille ouvrière, Lozeray fut typographe et adhéra très jeune à la CGT et à la SFIO. Membre du CRRI puis du C3I, il est secrétaire de la FNJC en 1921. Il est arrêté en 1923 mais amnistié en 1924. Il devient alors permanent du parti, chargé de sa commission coloniale. Arrêté à nouveau et condamné à deux ans de prison lors de la guerre du Rif, il fait toute sa peine en Algérie. Revenu au CC après sa libération, il est accusé d'avoir été partisan du « groupe Barbé-Célor » et éloigné de la direction en 1931. Député en 1936, il est arrêté en 1939 et déporté en Algérie. Il sera à nouveau élu député en 1945. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24482, « Notice LOZERAY Henri », Claude Pennetier, version mise en ligne le 10 février 2009, dernière modification le 23 février 2011).

un « encouragement » aux « fauteurs de trouble », déjà favorisés d'après lui par le mauvais état d'esprit des équipages de la flotte[168]. On retrouve là sans doute le traumatisme des mutineries de 1919, qui n'ont pas touché que les troupes envoyées en Crimée, mais qui ont aussi affecté les unités stationnées en métropole.

Cette répression féroce n'est alors pas forcément considérée comme une mauvaise chose par la direction de l'IC à Moscou. Pour elle, en effet, la SFIC, passée presque « en bloc » de la II^e^ à la III^e^ Internationale, avait gardé trop de ses vieilles habitudes de travail parlementaire et réformiste. Au contraire des PC allemand et russe, forgés dans la clandestinité ou la semi-clandestinité, la SFIO puis la SFIC a grandi dans un régime démocratique. Il lui manque donc cette école de la répression rendue d'autant plus nécessaire par le durcissement des campagnes anticommunistes à l'échelle mondiale au début des années 1920. C'est ce qu'exprime par exemple Trotsky dans une lettre envoyée à Cachin et Frossard en juillet 1921, alors que le gouvernement du Bloc national cherche un moyen de rendre le jeune PC hors-la-loi :

> Si le Bloc national expirant arrive cependant à faire passer sa loi contre les communistes, nous ne pourrons qu'être reconnaissants au destin d'une telle faveur. Les persécutions de la police, les poursuites administratives, les arrestations et les perquisitions seront une excellente école pour le communisme français à la veille de son entrée dans la phase des événements décisifs. Nous suivons avec le plus grand intérêt et la plus profonde attention la campagne énergique que vous menez dans *l'Humanité* contre la loi Briand-Barthou. Si vous faites échouer la manœuvre de ces derniers, l'autorité du parti en sera renforcée considérablement. Si pourtant elle passe, cela aussi apportera de l'eau à notre moulin.[169]

Malgré cette répression, la campagne contre la Ruhr est l'occasion pour la SFIC et surtout pour la JC de professionnaliser leur travail antimilitariste, notamment en appliquant enfin les décisions prises suite aux échecs de 1921 et 1922. L'ICJ et l'IC jouent toutes deux un rôle particulièrement important dans ce travail, en fournissant des cadres et des spécialistes, mais aussi en conseillant le travail des KJD ou de la FNJC et en formant des cadres locaux. Pour la France, c'est le jeune François Chasseigne[I] qui est chargé de la réorganisation du travail « anti » (sous la supervision de Doriot) et de la mise sur pied de la propagande à destination des troupes d'occupation en Allemagne. Une organisation spéciale visant à faire parvenir dans la Ruhr du matériel « anti » est mise sur pied, reposant sur des réseaux d'adresses sûres et la poignée de soldats sympathisants prêts à prendre des risques et bénéficiant de l'expérience du travail auprès des troupes de l'Armée du Rhin en 1922. La décision prise dès 1921 d'organiser une propagande spécifique à destination des troupes coloniales est enfin appliquée sous la forme d'affiches et de tracts spéciaux, dont certains ne

I **François Chasseigne (1902-1977)** : Adhérent à la SFIO à 17 ans en 1919, Chasseigne devient un des dirigeants de la JC après sa bolchevisation et est élu au CC du PC en 1925. Responsable du SO lors de la fusillade de la rue Damrémont (avril 1925), il témoigne lors du procès. Il quitte le PC en 1929 lors de l'exclusion de Louis Sellier et suit celui-ci au Parti Ouvrier et Paysan (POP), puis au Parti d'Unité Prolétarienne (PUP) en 1930. Il est élu député de Paris en 1936, puis rentre à la SFIO avec Sellier en 1937. Comme Sellier, il collabore sous l'occupation, devenant même secrétaire d'État en 1944. Arrêté à la libération, il n'est condamné en 1948 qu'à une peine de travaux forcés. Il rejoint ensuite le Parti Socialiste Démocratique, qui groupait les anciens cadres et élus SFIO ayant collaboré avec Vichy. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article50883, « Notice CHASSEIGNE François, Ernest, Edmond », Claude Pennetier, version mise en ligne le 18 juillet 2009, dernière modification le 2 août 2009).

comportent qu'un dessin pour pouvoir être compris des soldats illettrés. Ils sont marqués d'un croissant pour attirer l'œil des soldats musulmans et dénoncent les crimes coloniaux[170]. Une annexe spéciale de *la Caserne* voit elle aussi le jour à l'été 1923, *la Caserne coloniale*, qui s'adresse, comme son nom l'indique, aux soldats issus des colonies. De nombreux meetings sont aussi organisés en France tout au long de la campagne pour compléter le travail clandestin par une propagande plus « visible », notamment lors de la semaine de protestation contre l'occupation de la Ruhr prévue par le congrès de Francfort, et qui est finalement déplacée au mois de mai, sans doute du fait de la répression. En quatre jours, du 16 au 19 mai, la SFIC organise ainsi une série de meetings dans près d'une vingtaine de villes : le 16 mai, à Paris ; le 17 à Saint-Étienne, Limoges, Rennes, Amiens et Metz ; le 18 à Marseille, Toulouse, Brest, le Havre et Strasbourg ; et enfin le 19 à Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille, Tourcoing et Besançon[171]. Dans ces meetings comme dans les tracts, c'est le même discours et les mêmes arguments qui sont martelés et qui appellent à la solidarité internationale contre le Comité des Forges, Poincaré et le patronat et le gouvernement allemands[172].

Pour ce qui est des résultats concrets parmi les troupes d'occupation, ils restent difficiles à estimer précisément. Le principal dirigeant de l'ICJ, le Yougoslave Voja Vujovic[I] reconnaît que la campagne n'a rencontré que peu d'échos positifs parmi les soldats pendant les premiers mois, du fait du poids de la propagande diffusée par la presse et les officiers mais aussi à cause des attentats organisés par les nationalistes allemands, qui facilitent l'impact de la propagande antiallemande parmi les troupes. Au fur et à mesure pourtant, l'état d'esprit des troupes, confrontées à la résistance passive, change et l'appareil clandestin mis en place l'année précédente par les JC et les KJD commence à tourner à plein régime. Cela permet de nouer des contacts probablement dans la majorité des régiments, sans qu'il soit possible de parler partout de cellules réellement fonctionnelles et durables. La poignée de véritables groupes constitués est identifiée assez vite et dispersée par la répression[173] et la plupart des contacts pris se limitent sans doute à des militants isolés et peu actifs[174]. On est en réalité loin des résultats immenses dont se vante la FNJC au début de la décennie suivante, en décrivant des scènes de fraternisation massive[175]. Pour un groupe réellement actif et probablement identifié et démantelé par le renseignement militaire, combien de simples correspondants de la presse communiste ou de militants correspondant avec la FNJC mais ne menant que peu d'activité dans leur unité ?

Des résultats maigres mais une expérience notable

La campagne contre l'occupation de la Ruhr marque néanmoins le début de la véritable mise sur pied du travail « anti » dans la FNJC, y compris sur le territoire métropolitain. L'expérience accumulée en 1922 dans la mise sur pied de l'appareil clandestin dans la Ruhr, et en 1923 dans son utilisation sert ensuite au travail mené en direction des casernes françaises[176]. L'activité « anti » devient à partir de ce moment un des terrains d'action privilégiés de la JC, et commence à porter de timides fruits — largement amplifiés par la propagande. C'est à partir de 1924 que les premiers groupes de soldats communistes actifs dans des régiments métropolitains commencent à être

I **Vojislav Vujovic (1897-1936)** : Militant socialiste yougoslave, Vujovic adhère au Parti social-démocrate serbe en 1912 et devient après-guerre un des cadres dirigeants de l'ICJ. Il en devient le secrétaire général en 1922. Partisan de l'opposition unifiée, il est démis de ses fonctions et exclu de l'exécutif de l'Internationale en septembre 1927. Arrêté et déporté après l'assassinat de Kirov en 1934, il est exécuté lors des purges. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article135122, « Notice Vujovic Voja », Jean-Louis Panné, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 30 novembre 2010 [consulté le 5 juillet 2019]).

signalés par les services de sécurité[177]. À la même période, des militants du PC commencent à être signalés aussi dans les forces de police municipale. Un rapport de la sûreté (très probablement excessif) affirme ainsi en novembre 1923 que la moitié des policiers municipaux de Bourges sont acquis au communisme[178]. La crainte de la pénétration communiste dans l'armée, la police et les services publics se développe en même temps que la propagande du PC commence à mettre en avant les « succès » du travail « anti ». Au-delà de cette propagande ou des visions d'effroi de certains inspecteurs de la Sûreté, la question reste posée : quels ont été les résultats réels de cette première période de travail « anti » ?

Les estimations de Philippe Robrieux nous semblent rester largement valides[179]. Pour 1923-1924, les véritables cellules communistes clandestines agissant dans l'armée ne se comptent que par unités, et sont rarement actives sur la longue durée. On peut affirmer que la majorité des centaines de milliers de tracts et journaux spécialisés n'ont jamais atteint leur cible, victimes de la répression, des inspections inopinées menées par des sous-officiers zélés ou de l'inactivité militante. De ce point de vue, ces campagnes ont été un échec relatif — qui pousse d'ailleurs l'IC à refuser temporairement de continuer à les financer en mars 1925, faute de « résultats tangibles »[180]. Par contre, de réels résultats sont à noter sur d'autres aspects. La réorganisation de la FNJC en direction du travail clandestin est rapide et assez impressionnante, les méthodes du travail clandestin sont adoptées et généralisées avant le PC. La FNJC fait aussi évoluer sa conception du travail « anti » en plaçant la priorité sur le travail *intérieur* à l'armée (en ligne avec la conception défendue par l'ICJ), et réussit malgré la répression à faire augmenter ses effectifs. De ce point de vue, on peut presque parler d'une « bolchevisation » réussie pour la JC. Évolution confirmée par le remplacement de Laporte par Doriot au congrès de Lyon en 1924, qui montre par ailleurs l'importance prise par le travail « anti » pour la FNJC. Le nouveau secrétaire, bénéficiant de l'appui de Zinoviev et de Vujovic[181], a gagné sa popularité et sa légitimité par sa participation à la campagne contre l'occupation de la Ruhr et à l'emprisonnement qui en a découlé. Ces jeunes cadres fraîchement expérimentés, rapidement promus dans l'appareil du parti, y importent les méthodes qu'ils ont expérimentées en 1922-1924. Doriot, élu au Bureau politique au congrès de Lyon en 1924, est ainsi un des principaux acteurs du « tournant activiste » des années 1925-1926.

Pour le PC par contre, et malgré des débuts prometteurs, avec 41 504 cartes distribuées en février 1923 contre 35 000 en février 1922[182], l'année 1923 s'achève avec la poursuite du reflux des effectifs entamé après le congrès de Tours (78 828 adhérents en juillet 1922 et 55 598 en 1923)[183]. Philippe Robrieux attribue une partie de cette chute des effectifs à la ligne dite « Schlageter »[184]. Cette orientation, promue par Karl Radek et nommée d'après un saboteur nationaliste allemand fusillé par les Français, se propose de rallier les nationalistes « sincères » en leur démontrant l'hypocrisie de leurs dirigeants et la nécessité pour sauver le peuple allemand de renverser le capitalisme et le traité de Versailles. Après avoir suscité quelques remous à la tête de l'IC, elle est aussi utilisée par la propagande anticommuniste comme la preuve de l'opportunisme des communistes, voire de leur inféodation au Reich. « Ligne Schlageter » ou pas, il est certain que le PC est alors largement isolé dans une opinion majoritairement germanophobe, isolement aggravé par les crises internes des années 1921-1922.

Malgré tout, cette année 1923 et la campagne contre « la Ruhr » sont cruciales pour le PC, qui apparaît aussi comme le seul opposant réel à l'occupation, ce qui lui vaut la sympathie, voire l'adhésion, des milieux les plus radicaux de la classe ouvrière et des intellectuels marqués par la guerre. Pierre Monatte, Henri Barbusse ou encore le futur dirigeant du PC en région Lyonnaise Jean

Doron, qui quitte alors l'USC de Frossard, adhèrent ainsi dans le contexte du lancement de la campagne contre la Ruhr, à un moment où le PC semble donner la preuve de sa bonne volonté révolutionnaire et internationaliste[185]. Cette campagne est aussi perçue par l'IC comme une très bonne école de répression et de travail clandestin, dont ses dirigeants pensent qu'elle a jusque-là manqué à la SFIC[186]. Les méthodes et l'expérience acquises alors vont être mises en place à une plus large échelle dès les années suivantes.

Alors qu'elles avaient été confrontées initialement à une profonde résistance au sein du PC lui-même, notamment de la part de sa direction avant le départ de Frossard, c'est dans la Jeunesse communiste que se développent les premières formes d'action antimilitariste après le congrès de Tours. Encouragée et encadrée par l'IC et l'ICJ, la FNJC se lance dans cette tâche malgré de fortes réticences internes, alors que le gouvernement français se prépare à faire occuper la Ruhr. C'est à cette occasion que se forgent les habitudes de coopération internationale avec le KPD et les KJD. Les JC paient un lourd tribut à la répression, mais la campagne de la Ruhr apparaît aussi comme une preuve de la valeur révolutionnaire du jeune PC.

Chapitre 4 : La transition vers une politique militaire publique

La question de l'autodéfense[I] ne recouvre pas une importance particulière pour le PC des premières années. Celui-ci reste en effet largement paralysé par les conflits de tendances autour de sa direction. Jusqu'à la fin de 1924, l'autodéfense (et en fait toute la politique militaire et clandestine) du mouvement communiste se caractérise par un mélange assez bigarré de grands mots et d'improvisations sur la base des méthodes d'avant-guerre. C'est l'évolution du contexte politique, conjuguée aux changements à la tête de l'IC et à l'exemple fourni par les communistes italiens, qui donne une accélération brutale à l'évolution de la politique d'autodéfense du parti, mêlant des aspects de pure propagande à la généralisation des méthodes clandestines.

Le maintien des méthodes d'autodéfense de la SFIO et les improvisations initiales

Malgré la volonté affirmée de préparer l'armement du prolétariat par la sélection et le regroupement de cadres spécialisés dans les questions militaires, ce travail novateur par rapport à la SFIO d'avant 1914 n'est pas entamé dans les premières années de la SFIC. Il apparaît alors relativement secondaire, que ce soit par rapport aux questions d'orientation générale ou par rapport à la campagne « anti » menée contre l'occupation de la Ruhr. Par conséquent, l'autodéfense des années 1922-1924 reste largement dans la continuité des différentes méthodes expérimentées avant-guerre par les différents courants de la SFIO, y ajoutant seulement un vocabulaire nouveau. Le principal élément novateur dans l'autodéfense communiste tient en effet aux dénominations utilisées par ses membres. Si certains militants font référence à la Révolution russe et à ses « gardes rouges », la plupart restent néanmoins plus prosaïques et parlent de « groupes de combat »[187], affirmant ainsi leur rôle paramilitaire et la dimension insurrectionnelle qu'ils peuvent être amenés à déployer. Derrière ces vocables relativement nouveaux, la réalité reste plus classique. L'organisation du service d'ordre lors de la manifestation du 21 décembre 1924 au Pré-Saint-Gervais peut ainsi servir d'exemple du fonctionnement de l'autodéfense communiste dans ses premières années d'existence. Pour cette manifestation légale sur la voie publique, le dispositif adopté s'appuie sur deux méthodes distinctes. D'une part, des « groupes de combat », qui doivent protéger la manifestation des attaques des « fascistes » ou de la police, ont été divisés en deux ensembles : une force principale, sans armes à feu, doit accompagner la manifestation tandis qu'une réserve armée doit se tenir prête au cas où la manifestation dégénérerait[188]. D'autre part, des « hommes de confiance » ont été désignés par les différents syndicats CGTU pour assurer un service d'ordre visible[189]. On voit bien là la survivance des méthodes adoptées par la SFIO avant 1914, dans un mélange des deux types de service d'ordre, les « groupes de combat » reprenant en partie les missions des anciens JGR, qui étaient donc naturellement clandestins ou au moins semi-clandestins, et la continuation de la pratique des hommes de confiance, instituée en 1911 pour faciliter les relations avec les autorités et limiter les risques de débordements. Quelques raffinements organisationnels peut-être issus de l'expérience des années de guerre s'y ajoutent, comme par exemple l'utilisation prévue d'agents de liaison cyclistes[190].

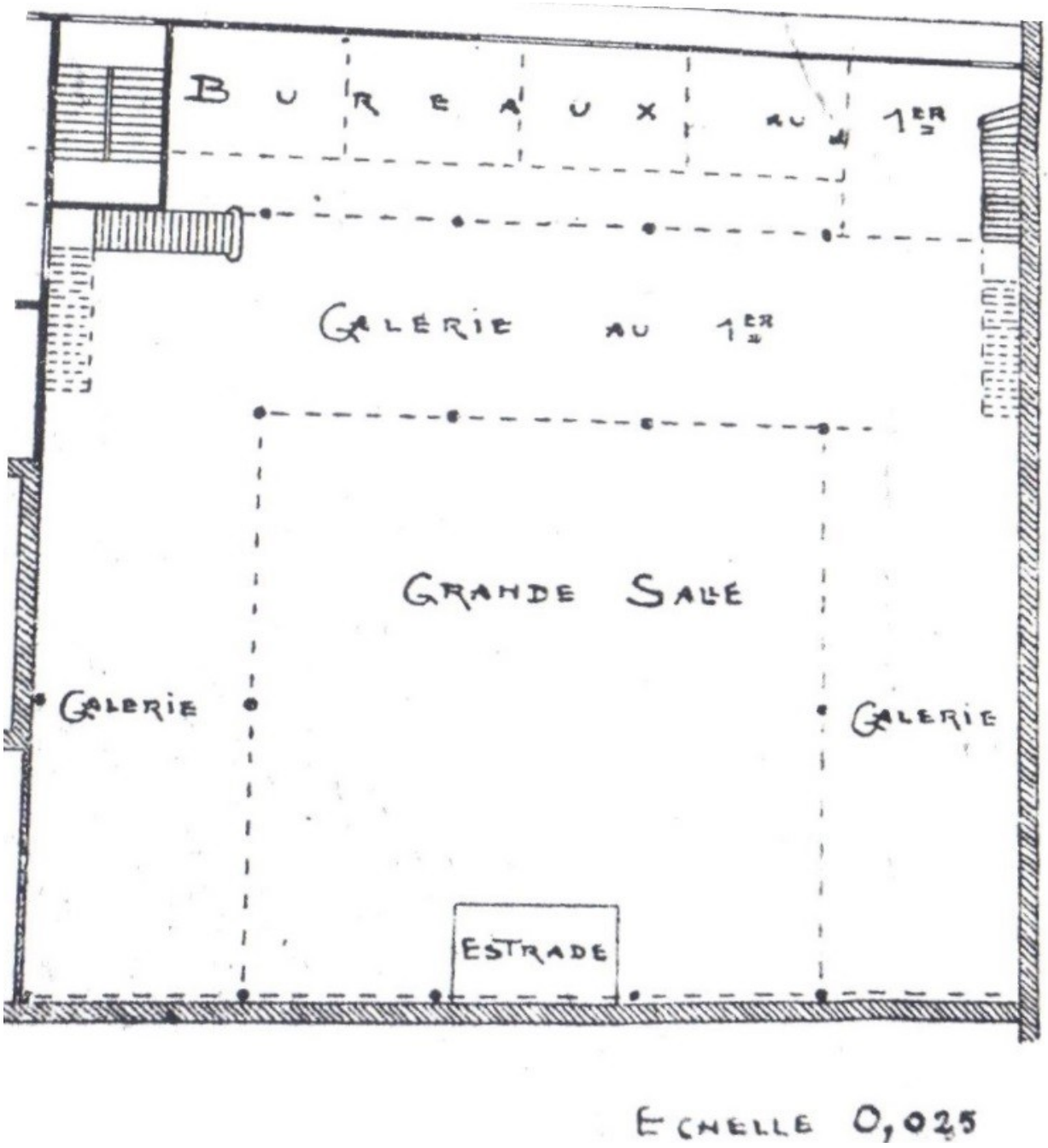
I Il faut ici comprendre autodéfense au sens large, c'est-à-dire toute la politique liée au mot d'ordre « d'armement du prolétariat », et aux moyens envisagés pour le mettre en œuvre.

Les services d'ordre des manifestations ou des meetings sont alors composés sur les mêmes bases que les « groupes de combat », c'est-à-dire que leurs membres sont désignés par leurs cellules ou sélectionnés par les secrétaires parmi les militants jugés les plus aptes[191]. Ils doivent parfois se présenter avant la manifestation munis d'un mandat signé de leur secrétaire de section, pour pouvoir être ensuite intégrés au service d'ordre[192]. Cette organisation prévaut encore pour le service d'ordre du congrès de janvier 1925, avant lequel les sections ont été chargées de déléguer des volontaires au comité d'action qui était chargé de sa mise en place[193]. Il n'existe donc pas d'appareil d'autodéfense organiquement distinct des structures normales du parti et reposant sur des militants spécialement sélectionnés et organisés de façon permanente, mais uniquement un ensemble de groupes ad hoc, mis sur pied selon les besoins du moment en s'appuyant sur le volontariat. L'ensemble reste assez confus et peu efficace, le service d'ordre se révèle souvent insuffisant face à la répression policière[194] et est facilement débordé dans les meetings dès que ceux-ci deviennent violents, ce qui est alors fréquent[I]. C'est ce qui se produit lors d'un meeting organisé à la maison des syndicats CGTU de la Grange-aux-Belles, le 11 janvier 1924.

Appelé pour commémorer le premier anniversaire de l'occupation de la Ruhr, ce meeting est le théâtre d'affrontements très violents entre anarchistes et communistes, alors que la tension ancienne qui les oppose a été ravivée par la situation en Russie et la crise au sein de la nouvelle CGTU. Après la fin de la guerre, les différents courants s'étant opposés à la direction de la CGT se sont regroupés au sein des Comités Syndicalistes Révolutionnaires (CSR), qui sont exclus en masse en 1921 et créent la CGT Unitaire (CGTU), dont la première direction est composée principalement de libertaires. Les dirigeants du courant anarchiste se sont en effet liés par un « pacte » secret devant leur permettre de garder la direction des CSR à leur courant[195]. Connue dans le courant du printemps 1922, l'affaire du « pacte » a ensuite largement contribué à décrédibiliser les libertaires au sein de la nouvelle CGTU, alors même qu'une large partie des anciens syndicalistes-révolutionnaires se ralliait à l'Internationale syndicale de Moscou. À l'été 1922, le premier congrès de la CGTU débouche sur une large majorité de partisans de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge (ISR), majorité encore renforcée au deuxième congrès en novembre 1923, avec 1 214 délégués en faveur de l'adhésion contre 220 s'y opposant. C'est sur cette question, symbolique des rapports entre syndicalisme et politique, que vont se déchirer les anciens alliés des CSR, entre « indépendance syndicale » et « liaison organique » du parti et du syndicat.

Le meeting du 11 janvier doit se tenir dans ce qui est alors le siège de la CGTU, le bâtiment de la « Grange-aux-Belles ». Quelques semaines plus tôt, des affrontements marqués par des coups de feu se sont déjà produits lors d'un meeting « contre la répression en Russie » organisé par le Comité de Défense du Syndicalisme, qui regroupe la minorité libertaire de la CGTU[196]. Aucune victime n'a été à déplorer, mais ces violences sont révélatrices du climat de tension qui règne dans l'Union Régionale CGTU. Pour les anarchistes, le meeting du 11 janvier apparaît comme une immixtion intolérable du PC dans un terrain syndical, la défense de revendications immédiates, puisque le meeting prévoit de lier la question de l'occupation de la Ruhr avec celle de la crise financière et des conditions de vie de la classe ouvrière. Les anarchistes s'opposent aussi à l'utilisation à des fins « électorales » d'un local syndical, la maison des syndicats étant le siège parisien de la CGTU, et appellent donc leurs militants à se rendre à ce meeting pour y faire entendre leur voix. Plusieurs

I Le militant anarchiste Louis Lecoin était ainsi allé jusqu'à tirer des coups de feu en l'air pour empêcher le service d'ordre du congrès de la CGT de 1921 de faire violence à des oppositionnels, et ce en pleine séance ! Voir : Agnès Pavlowsky, « Louis Lecoin, une vie militante », *Le Monde Libertaire*, n° 1654, 8 décembre 2011 [disponible en ligne sur : http://www.monde-libertaire.fr/portraits/15178-louis-lecoin-une-vie-militante – consulté le 6 mars 2015].



Plan de la grande salle de la maison des syndicats (octobre 1913) : lors du meeting du 11 janvier, les anarchistes sont concentrés sur la droite de la salle (qui fait environ 30 mètres sur 25), entre le dessous de la galerie et l'estrade et affrontent un service d'ordre concentré au pied de celle-ci. C'est de l'autre côté de la tribune que se tenait un des premiers blessés graves de la soirée, un auditeur frappé par un morceau de fonte lancé en direction de Marthe Bigot. La police retrouva une flaque de sang au pied de la tribune mais aucun impact de balle dans les murs de la salle ni sur la tribune.

Reproduit dans TARTAKOWSKY Danielle et BIARD Joël, *La Grange-aux-Belles – Maison des Syndicats (1906-1989)*, Paris, Créaphis éditions, 2012, p.51.

articles sont publiés dans *l'Humanité* dès le 5 janvier pour répondre à ces critiques, rappelant notamment que plusieurs organisations politiques anarchistes ont utilisé la maison des syndicats pour leurs meetings sans que la minorité y trouve à redire[197]. Le 10 janvier, c'est au tour d'Albert Treint, secrétaire général du PC et membre du Bureau politique, de critiquer l'attitude de la minorité. Dans un article au ton sarcastique qui est dénoncé comme une provocation par les

anarchistes, il défend le droit du PC à mêler revendications politiques et économiques au nom de leur imbrication dans la lutte des classes[198].

Malgré ces controverses, le meeting rassemble entre 1 800 et 3 000 personnes, dont 40 à 300 anarchistes,[199] et commence à 21h, présidé par Gabriel Baptiste (secrétaire du Secours Ouvrier International). Après l'introduction, la parole est donnée à Louis Barthes (anarcho-syndicaliste, ex-secrétaire de la fédération des terrassiers) qui déclare partager l'avis des communistes sur la Ruhr, mais désapprouver le fait que des sujets syndicaux soient abordés dans une réunion politique. L'institutrice révoquée et membre du Comité central Marthe Bigot[I] lui succède à la tribune pour prendre la parole au nom du PC. Son apparition provoque des réactions diamétralement opposées : applaudissements de la majorité communiste, cris et sifflets des anarcho-syndicalistes[200]. Des affrontements commencent entre communistes entourant la tribune et anarchistes massés à la droite de la salle, plusieurs de ceux-ci qui tentent de s'approcher de la tribune étant frappés à coups de matraque par le service d'ordre. Plusieurs personnes sont alors blessées tandis que plusieurs bancs sont arrachés par des anarchistes qui s'en servent comme bouclier ou comme bélier pour tenter d'enfoncer les rangs communistes[201]. Un morceau de fonte d'une vingtaine de centimètres est même jeté en direction de Marthe Bigot, mais la manque et touche au visage un auditeur qui se trouve dans l'escalier de la tribune et doit être évacué vers l'infirmerie du bâtiment[202]. Malgré ces pugilats, les orateurs continuent à se succéder à la tribune ; Cachin puis Treint essayant de couvrir de leurs voix le tumulte de la bagarre. Albert Treint est alors particulièrement détesté des anarchistes en raison de son passé d'officier décoré et de ses plaidoyers pour une utilisation révolutionnaire de l'armée rouge, et incarne donc pour eux le militarisme bolchevique[203]. Vers 21h45, alors que des anarchistes interrompent son discours en le traitant de « dictateur », Treint répond en les pointant du doigt : « c'est vous les dictateurs ». C'est à ce moment-là que les premiers coups de feu sont tirés par un communiste situé à droite de la tribune (certains témoins parlent de deux tireurs), blessant plusieurs anarchistes, dont un fatalement[204]. Un anarcho-syndicaliste riposte avec un « revolver de gros calibre », blessant deux assistants communistes ou sympathisants, dont l'un succombe ensuite à ses blessures[205]. En tout, près d'une dizaine de coups de feu sont tirés. Dans la panique qui suit, la salle se vide. Dehors, un jeune militant communiste désarmé appelle au combat (ou à l'aide) ses camarades en criant : « Allons les gardes rouges, sortez vos revolvers ! », avant d'être rabroué par un sympathisant anarchiste[206]. Quatre personnes ont été blessées par balle et emmenées à la clinique mutualiste qui jouxte la maison des syndicats puis, leurs blessures dépassant les compétences des infirmiers présents, à l'hôpital.Dans les jours et les semaines qui suivent, la controverse fait rage entre anarchistes et communistes sur l'identité des morts, la responsabilité des affrontements, voire sur la possibilité qu'il se soit agi d'un guet-apens prémédité de la part du PC, visant à abattre les chefs anarchistes, ou de la part des anarchistes visant Albert Treint. Celui-ci est d'ailleurs la cible de tirs, le 19 janvier alors qu'il passe devant les locaux lyonnais de l'Union Anarchiste pour assister au congrès national du PC[207]. Une commission d'enquête unitaire est assez vite mise en place par la

I **Marthe Bigot (1878-1962)** : institutrice, Bigot adhère très tôt au socialisme et à la tendance syndicaliste-révolutionnaire de la CGT. Pendant la guerre, elle participe à la direction du CRRI, puis à celles du C3I et des CSR. Élue au CD du PC en 1920, elle y siège (à gauche) jusqu'en 1922. Elle dirige aussi la revue destinée aux femmes ouvrières fondée par le PC, *l'Ouvrière*. Révoquée en 1921 pour raisons politiques, elle ne peut enseigner à nouveau qu'après l'amnistie partielle décrétée par le Cartel des Gauches. Opposée à la bolchevisation, elle signe la lettre des 125 (1925) et quitte le parti (ou en est exclue ?). Elle se rapproche alors d'abord du « Cercle Communiste Marx-Lénine » de Souvarine, puis du groupe de *La Vérité*, organisé notamment par Rosmer et Molinier, et enfin de celui de *la Révolution Prolétarienne*, mené par Monatte. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article16707, « Notice BIGOT Marthe, Henriette, Euphrasie », Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 27 mai 2019).

CGTU. Elle comprend quatre communistes et deux anarcho-syndicalistes, tous originaires de province et n'ayant pas assisté au meeting. Après plusieurs auditions de témoins, elle semble déboucher sur la conclusion que la responsabilité incombe à un membre du service d'ordre du PC, le cheminot révoqué Gabriel Ducoeur[208]. Tout en continuant à se justifier publiquement, le PC accepte la responsabilité de son SO, en contraignant Gabriel Ducoeur à se démettre de toutes ses fonctions à la CGTU et à démissionner du PC[209]. De tels épisodes ne témoignent pas en faveur de l'autodéfense communiste, qui semble alors assez éloignée de l'objectif d'une autodéfense professionnelle et disciplinée. Lors de ce meeting, le SO, largement insuffisant et mal encadré, a en effet été complètement dépassé par les anarchistes, ce qui débouche sur un affrontement meurtrier. Gabriel Ducoeur, qui semble être le premier tireur de la soirée, est pourtant probablement un membre de confiance du parti. Nommé au service d'ordre, il est peut-être aussi associé à l'appareil illégal du parti. Il a, en effet, attiré auparavant l'attention de la police lorsque, ayant demandé des passeports pour sa femme et lui, l'appariteur municipal a remarqué le 8 janvier 1924 que la photo présente sur le passeport de Mme Ducoeur ne lui ressemblait pas du tout[210]. Cet incident, peut-être sans importance, pourrait aussi indiquer une implication de Ducoeur dans la fourniture de « vrais/faux » papiers à des militants en mission, ce qui donnerait une autre dimension à ce personnage qui semble avoir manqué de sang-froid le 11 janvier.

Quoi qu'il en soit, la principale responsabilité de ce « meeting sanglant » retombe sur le principal partisan de la nécessité d'un service d'ordre armé, Albert Treint, qui est démis de ses fonctions de secrétaire du parti quelques jours plus tard lors du congrès de Lyon[211]. Georges Beaugrand[I], qui serait d'après Sylvain Boulouque[212], le responsable du service d'ordre ce soir-là, n'en souffre pas particulièrement et continue une carrière militante de spécialiste de l'autodéfense. Malgré sa relative disparition dans l'historiographie communiste, cet épisode a sur le moment un retentissement international. Pour Trotsky, alors un des meilleurs connaisseurs de la situation française au sein de la direction de l'IC (pour encore peu de temps), il s'agit d'un épisode du type de ceux qui doivent servir à sélectionner le personnel dirigeant des PC d'Europe occidentale, comme il l'écrivait dans *Leçons d'Octobre* en 1924 :

> Au cours de ces dernières années, la France a eu bien moins de convulsions révolutionnaires, même limitées. Pourtant, il y a eu quelques légères explosions de guerre civile quand le Comité Directeur du Parti et les dirigeants syndicaux ont dû réagir à des questions urgentes et importantes (par exemple le meeting sanglant du 11 janvier 1924). L'étude attentive d'épisodes de ce genre nous fournit des données inestimables permettant d'apprécier la valeur de la direction du Parti, la conduite de ses chefs et de ses différents organes[213].

I **Georges Beaugrand (1893-1981)** : ouvrier aux abattoirs comme son père, Beaugrand est proche des JS avant la guerre et lit la Guerre sociale d'Hervé. En 1914, il est fait prisonnier sur la Marne en septembre. Il passe toute la guerre prisonnier en Allemagne, où il se rapproche des socialistes locaux. Après la révolution de 1918, il décide de rester en Allemagne et participe pendant quelques mois à la révolution en Bavière. Adhérent à la SFIO et à l'ARAC dès son retour, dirigeant régional parisien de premier plan, il est affecté dès 1924 à l'autodéfense et aurait été le chef des groupes de combat mis sur pied en 1925. Chargé de la création du Front rouge, il est démis de cette responsabilité au bout de quelques mois. Pendant la guerre, il participe à la résistance et est arrêté avant d'être mystérieusement exclu du parti en 1944 malgré ses protestations. Il ne sera réintégré qu'en 1977. Une biographie détaillée est notamment disponible sur le blog de David François : http://communismeetconflits.over-blog.com/article-georges-beaugrand-du-service-d-ordre-au-front-rouge-98300990.html [consulté le 15 juin 2018].

Sur la question plus précise de l'autodéfense, si l'échec de ce meeting montre le caractère urgent de la professionnalisation du SO et de sa réorganisation, celles-ci ne se transcrivent dans les faits qu'à la fin de 1924.

À la différence du parti, la JC se place très tôt en pointe dans cette question. Cette forte présence des jeunesses dans l'autodéfense est déjà notable dans la SFIO avec les JS et se poursuit dans l'autodéfense communiste, marquée tout au long de son histoire par une très forte proportion de JC. À partir de 1923, et suite à la répression accrue liée à la campagne sur la Ruhr, les sections parisiennes de la FNJC s'attellent à l'organisation de groupes de combat, modelés sur ceux du PC mais en nombre beaucoup plus important relativement à celui des adhérents. Leurs tâches semblent en fait directement héritées de celles des JGR d'Hervé : protection contre la police, dont la répression est alors particulièrement féroce, et lutte contre les Camelots du Roi dans le Quartier latin. Ces sections parisiennes sont assez vite imitées en province et dès 1924, chaque entente de la JC[I] dispose de son responsable des groupes de combat[214].

La JC préfigure en fait en cela l'évolution du PC, qui modifie lourdement l'orientation de sa politique d'autodéfense à l'automne de 1924 en cherchant à généraliser l'organisation de groupes de combat dans le parti en leur donnant une dimension publique. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Les changements de direction au sommet du PC, l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches et l'influence du Parti Communiste d'Italie en exil se mêlent au « virage à gauche » opéré par la direction de l'IC.

À partir de la fin de 1924, en effet, la direction de l'IC incarnée par Zinoviev oriente l'Internationale vers une politique plus offensive, qui rompt en pratique avec la politique de Front unique adoptée en 1921, après la « stabilisation » de l'Europe capitaliste. Ce tournant se manifeste par toute une série d'épisodes, notamment la promotion des « gauchistes » Ruth Fischer et Arkadi Maslow[II] à la tête du KPD ou d'Albert Treint à celle de la SFIC, mais aussi par la politique insurrectionnelle mise en place en place en Estonie, ou encore par les opérations terroristes du PC bulgare à partir de la fin de 1924[III]. Cette politique renoue avec certaines initiatives isolées de 1921, notamment l'action de Mars en Allemagne. Ce virage « offensif » s'explique par plusieurs facteurs

---

I Les ententes représentaient alors pour la FNJC l'équivalent des fédérations pour le PC. Elles étaient au nombre de 27 et couvraient l'ensemble du territoire métropolitain.

II **Ruth Fischer, de son vrai nom Elfriede Eisler (1895-1961)** et **Arkadi Maslow, de son vrai nom Isaak Jefimowitsch Tschemerinski (1891-1941)** : née dans la bourgeoisie intellectuelle viennoise, Fischer se rapproche des milieux pacifistes et révolutionnaires pendant la guerre. En 1918, elle participe à la création du PC autrichien, avant de partir en 1919 à Berlin. Elle est élue au CC du KPD en 1921 et rencontre le militant communiste d'origine ukrainienne Arkadi Maslow, qui devient son compagnon. Maslow a adhéré à la Ligue Spartakus pendant la guerre, avant d'être élu au CC du KPD en 1920. En 1924, elle et Maslow sont propulsés à la tête du parti par Zinoviev. Symboles de la bolchevisation du KPD, ils sont pourtant expulsés du BP en septembre 1925 et remplacés par Ernst Thälmann. Exclus du parti en 1926, ils créent tous deux le Leninbund, d'orientation zinovieviste. Après s'être un temps rapproché de Trotsky, ils partent outre-Atlantique. Maslow est retrouvé mort à La Havane en 1941. Fischer est alors convaincue de la responsabilité du NKVD dans cette mort et, devenue anticommuniste, se rapproche des services secrets américains, dénonçant ses propres frères à la commission McCarthy. (Notices biographiques disponibles dans : Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Editions de Minuit, 1971. En ligne sur : https://www.marxists.org/francais/broue/works/1971/00/broue_all_bios.htm [consulté le 26 juin 2019]).

III En Bulgarie, le PC avait été décimé par la répression extrêmement violente menée par le gouvernement Tsankov depuis le coup d'État de juin 1923 et l'échec de l'insurrection de septembre 1923. Dispersés, les groupes de combat de l'organisation militaire du PCB s'étaient rabattus sur la lutte armée et les attentats terroristes individuels, une première pour un parti membre de l'Internationale Communiste. Le 16 avril 1925, après plusieurs assassinats et attentats visant le roi ou des membres du gouvernement, une bombe faisait près de 120 morts parmi l'assistance des funérailles d'un général abattu par un communiste. La répression se déchaîna, et des centaines de communistes (dont 47 députés) furent torturés à mort ou exécutés. Voir : Pierre Broué, *Histoire de l'internationale communiste*, *op.cit*, pp.399-401.

indépendants, mais est à replacer principalement dans le contexte de la lutte initiée par la Troïka Kamenev-Zinoviev-Staline contre Trotsky. Zinoviev, président de l'IC, espère accroître son prestige par une victoire révolutionnaire sur la scène internationale pour contrebalancer la popularité que Trotsky tire de son rôle primordial lors de la révolution de 1917 et lors de la guerre civile russe[215]. En France, c'est à l'automne 1924 que les premiers signes de cette inflexion commencent à se faire sentir de façon assez inattendue, par le biais des structures du Parti Communiste d'Italie (PCI) qui se sont reconstituées en exil en France depuis l'arrivée au pouvoir de Benito Mussolini.

Les *Centurie proletaria* : une armée rouge italienne en exil0

En effet, dans le courant de 1924, le PCd'I se lance dans la constitution d'un appareil paramilitaire encadrant ses militants exilés en France, les *Centurie proletaria* (Centuries prolétariennes - CP). Il s'agit d'une certaine manière d'une sorte de prolongation en France du travail mené en Italie par des militants anarchistes, socialistes et communistes lors de la création des *Arditi del Popolo*. Ceux-ci ont tenté de concrétiser, par la voie des armes, le front unique que la direction d'alors du PCI, et notamment Amadéo Bordiga[I], se refuse de proposer face à la montée de Mussolini[216]. La direction de l'IC condamnant l'orientation adoptée par le PCI, l'expérience des *Arditi del Popolo* a été réhabilitée et inspire manifestement la création des centuries. On peut aussi noter une autre source d'inspiration, au moins pour le nom, dans les *Centuries ouvrières* créées par le KPD lors de la préparation de l'insurrection avortée d'octobre 1923. Celles-ci sont elles-mêmes issues des groupes de combat improvisés créés par les ouvriers de la Ruhr lors des épisodes de guerre civile que connaît l'Allemagne entre 1918 et 1923.

Ces « centuries prolétariennes » du PCI sont censées être ouvertes « à tous les ouvriers (avec ou sans parti) » qui acceptent de combattre « au nom de la juste revendication prolétaire et du drapeau rouge », ce qui restreint quand même assez largement le recrutement potentiel. La direction doit néanmoins rester fermement entre les mains des communistes. Ceux-ci représentent une sorte d'avant-garde technique de l'insurrection grâce à la formation militaire délivrée dans les structures du parti[217], et notamment dans des « écoles militaires » des centuries prolétariennes dont les cours donnés en italien enseignent l'ABC de la guerre de partisans[218]. On retrouve ultérieurement le même principe d'application du Front unique à l'autodéfense lors de la constitution en 1926 des GDA-JGA, officiellement indépendants du PC.

Le scénario d'un coup de main transfrontalier contre une ville italienne qui serait mené par les centuries en exil est spécifiquement condamné comme inefficace en raison des « rapides moyens de concentration » dont dispose l'État italien. Le but des centuries n'est pas de mener une guerre de guérilla par-dessus les Alpes, ou de déclencher l'insurrection armée contre Mussolini depuis l'étranger, mais de l'appuyer après qu'elle ait éclaté à l'intérieur du pays. Un mouvement

I **Amadeo Bordiga (1889-1970)** : né dans la bourgeoisie intellectuelle de Naples, Bordiga adhère au PSI dès 1910 et se rallie dès 1918 à la Révolution russe, fondant le journal *il Soviet*. Il participe à la création du PCd'I en 1921, et devient son principal animateur, de même qu'un des porte-paroles de la tendance « gauchiste » de l'IC. Il quitte la direction en 1923, après l'échec du PC à s'opposer efficacement à l'arrivée au pouvoir de Mussolini. Toujours placé à l'extrême gauche du PCd'I, il est exclu du parti en 1930. Arrêté par la police fasciste, il est exilé sur l'île d'Ustica. Libéré, il quitte la vie politique active jusqu'en 1944. Il ralliera alors une scission de gauche du PCI, le Parti Communiste Internationaliste, qui éclatera en deux au début des années 1950 (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article148719, « Notice Bordiga Amadeo », Philippe Bourrinet, version mise en ligne le 7 septembre 2013, dernière modification le 29 mars 2015 [consulté le 5 juillet 2019]).

insurrectionnel à l'échelle de l'Italie, en aboutissant à la dispersion des forces de répression, permettrait aux centuries de jouer un rôle décisif en traversant la frontière[219]. C'est ce scénario, largement inspiré de l'Expédition des Mille de Garibaldi[I], qui est leur raison d'être, alors que le PCI croit déceler dès 1924, les premiers éléments d'une « crise de régime » du fascisme[220]. Les centuries n'ont donc pas comme objet premier la lutte immédiate mais bien « l'organisation effective [et] la préparation technique [des] cadres de l'armée prolétarienne, [afin d'habituer] les travailleurs et les paysans révolutionnaires à la discipline de fer de l'armée révolutionnaire », de leur apprendre « l'usage intelligent de la violence organisée » face à la bourgeoisie, mieux formée et expérimentée à cet art. C'est du moins l'objectif que leur fixe un article de *la Riscossa*, saisi par la Sûreté en janvier 1925[221]. Il s'agit donc de préparer la création d'une future Armée rouge italienne, voire de la branche italienne de l'Armée rouge mondiale[II]. Exemple de la volonté de calquer les centuries sur l'exemple russe, tout nouveau « milicien » doit prêter un serment dont la forme est largement inspirée du serment d'engagement dans l'Armée rouge soviétique[222]. La structure du texte comme son contenu sont en effet les mêmes à quelques nuances près.

Les centuries sont dotées en septembre 1924 d'un État-major sous la forme d'un commandement général (ou *Commando*) des Centuries prolétariennes. Cet État-major nommé par la Commission Centrale Exécutive des groupes de travailleurs italiens (CEC) et dépendant donc du PCI, qui compte au moins une femme (Maria Aleotti, 24 ans et épouse d'un militant italien résidant à Paris), comprend un militant de la SFIC (Marcel Zmuda) chargé sans doute d'assurer la liaison avec le parti français[223]. Les centuries sont organisées géographiquement en une double structure : d'une part une organisation géographique, composée de régions, comprenant chacune plusieurs zones, elles-mêmes divisées en secteurs, ce qui correspond à peu près à l'organisation géographique des groupes de communistes italiens organisés par la CEC : Régions, zones, sections de groupes, et groupes ; d'autre part, une structure par unités suivant un plan d'organisation détaillé et structuré en niveaux hiérarchiques devant même comprendre des groupes spécialisés. Sur ce plan, pas d'innovation particulière, la structure adoptée reprend presque à l'identique celle de l'armée italienne, à ceci près que les centuries y remplacent les compagnies[III].[224] L'ensemble semble rester largement théorique eu égard au faible nombre de militants que les Centuries organisent réellement. Au contraire de ce qui existait en Russie dans la Garde rouge ainsi qu'au début de l'Armée rouge, les commandants des Centuries ne sont pas supposés être élus par leurs hommes, le « système démocratique » n'étant pas jugé nécessaire dans une « organisation militaire »[225]. Au contraire, la sélection des meilleurs éléments, notamment par le recensement de l'expérience militaire des volontaires[226], pour assurer les tâches de commandement et d'encadrement est censée être assurée

I Lors de cet épisode célèbre du *Risorgimento*, Garibaldi mena en 1860 une troupe de volontaires pour débarquer en Sicile, théâtre d'un soulèvement contre les Bourbons de Naples. L'expédition victorieuse déboucha sur la chute du royaume des Deux-Siciles et sur la quasi-unification de l'Italie, seuls les États pontificaux restant alors à conquérir.

II L'époque s'y prêtait, le commandant rouge (*KrasKom*) Mikhail Toukhachevski ayant même proposé en 1921 de doter l'exécutif de l'IC d'un état-major mondial devant commander aux branches locales de l'armée rouge dès qu'elles seraient créées. Cette proposition fut sévèrement critiquée alors, notamment par Trotsky qui lui reprochait d'être déconnectée de la réalité. Voir : Léon Trotski, *Discours de conclusion à la 2e conférence des cellules du Parti communiste dans les institutions militaires d'enseignement supérieur*, 10 décembre 1921, disponible en anglais sur : https://www.marxists.org/archive/trotsky/1921/military/ch13.htm [consulté le 11 juin 2015]. Sur le débat sur la doctrine militaire prolétarienne, qui sert alors de toile de fond à cette controverse, on consultera : T. Derbent, « Pour une politique militaire prolétarienne (ou pas) - Le débat Frounzé-Trotski de 1920-21 », intervention dans le cadre du colloque *Penser l'émancipation*, Université Paris 8, 13 septembre 2017, disponible en ligne sur : http://www.agota.be/t.derbent/articles/FrounzeTrotskiPeriode.pdf [consulté le 12 juillet 2019].

III L'unité de base, l'escouade (*squadra*) se composait de 8 combattants et d'un chef d'escouade. Trois escouades formaient un peloton (*plotone*), trois pelotons une centurie (*centuria*), trois centuries un bataillon (*battaglione*), trois bataillons un régiment (*reggimento*) et trois régiments une division (*divisione*).

par des « fiduciaires », délégués en province par le commandement central pour assurer l'organisation des centuries et veiller à la transmission et à l'application des consignes émanant du centre[227].

Cette hiérarchie est symbolisée par des insignes très proches de ceux de l'Armée rouge russe par leur emplacement et par leur forme[228] : ils sont portés au poignet des manches des chemises et composés de symboles géométriques. De plus, ils indiquent non pas un grade, comme dans les armées conventionnelles, mais une fonction[229]. Là encore, il s'agit d'une reprise du modèle russe, tous les grades permanents ayant été abolis au profit de fonctions de commandement lors de la fondation de l'Armée rouge des Ouvriers et des Paysans[230]. Ces insignes complètent un uniforme composé d'une chemise rouge et d'un béret noir parfois remplacé par un calot rouge[231]. Chaque centurie, unité « organique », doit recevoir un fanion rouge (*gagliardetto*) portant son numéro et son nom de baptême (semble-t-il toujours celui d'un ou d'une révolutionnaire illustre), tous deux attribués par le commandement central[232].

Ces structures doivent être financées par une cotisation de 10 francs par adhérent et par une souscription publique auprès des ouvriers et paysans sympathisants[233]. En mars 1925, la souscription est suspendue provisoirement pour permettre de concentrer les efforts sur une souscription exceptionnelle en faveur de *la Riscossa*[234]. La centralisation des fonds[235] et la liaison entre le commandement, basé à Paris, et la province sont assurées, par un système de double enveloppe (un courrier cacheté étant envoyé sous pli à un intermédiaire sûr chargé de le transmettre à son destinataire), jusqu'en novembre 1924 par un dénommé Gulli[236], puis par Marguerite Datrino, compagne de Giacomo Bernulfo[237]. Après l'expulsion de Bernulfo vers la Belgique et le départ de Datrino vers l'Italie[238], la transmission du courrier et des fonds semble être confiée aux comités de zones, un système centralisé étant devenu trop dangereux du fait de la répression[239], qui a recours aux expulsions systématiques des militants identifiés.

À Paris, le travail d'organisation est accompli assez vite, comme le démontre la première manifestation publique des Centuries à Puteaux le 28 septembre 1924. Lors de cette manifestation appelée par le PC français pour commémorer la fondation de la I^e^ Internationale et protester contre « la politique impérialiste et de trahison du gouvernement du Bloc des gauches » et à laquelle les structures du PCI en exil se sont associées[240], 1 100 miliciens (dont 500 déjà en uniforme), organisés en centuries (chacune identifiée par une banderole portant son numéro et son nom de baptême « Trotsky, Lénine, Spartacus, etc. »), défilent drapeaux rouges au vent, « laissant une impression de force et d'élan remarquable »[241]. *L'Humanité* consacre une place importante à cet élément du cortège, « grande émotion » de la journée et symbole de « complète fraternité » internationale — avec la présence d'André Marty à la tête des centuries italiennes. Marchant au pas cadencé sur l'air de *Bandiera rossa* en tête du cortège, les combattants rouges italiens se rangent ensuite en carré au pied d'une des tribunes, pendant que des dirigeants du parti, dont Cachin, Semard et Faussecave, prononcent des discours dénonçant l'impérialisme, la trahison de la social-démocratie et glorifiant les réalisations de l'URSS. Une militante du KPD et un membre des centuries prolétariennes italiennes prennent aussi la parole[242].

L'organisation des centuries en région parisienne est le fait du Comité Ouvrier Antifasciste créé par le PCI. À la fin de septembre 1924, il peut compter d'après la police sur 15 centuries comptant chacune une centaine de combattants[243]. La répression s'abat très vite sur ces troupes rouges et particulièrement sur les fiduciaires et les responsables de zones, particulièrement vulnérables. Cette répression contraint les centuries parisiennes à s'abstenir de se montrer en public, tout en continuant

leurs activités internes et le développement de l'organisation[244]. Le Comité Exécutif des groupes italiens estime ainsi en janvier 1925 à 2 500 francs par mois le budget à attribuer au « travail militaire », c'est-à-dire près du cinquième du budget total des « groupes de travailleurs italiens ». Cette somme doit être fournie par le PCI, mais aussi en grande partie par des souscriptions auprès des travailleurs immigrés italiens en France. C'est cette méthode qui a permis de créer les premières centuries à l'été 1924[245]. En province, l'effort est plus tardif qu'à Paris et la constitution de Centuries du PCI ne commence réellement qu'au début de 1925, notamment dans les régions marquées par une forte proportion d'ouvriers immigrés italiens telles que la Lorraine ou le Nord, mais aussi dans la Somme ou l'Aube[246]. Là aussi, une répression policière efficace cible spécifiquement les cadres de liaison et les organisateurs, afin de disloquer les Centuries[247]. Le secrétaire du comité régional des Groupes de travailleurs italiens, basé en Moselle, Lino Murazzi, alias Guérin, est par exemple expulsé du territoire et obligé de revenir militer clandestinement à Metz, puis à Knutange[248]. Dans l'ensemble et malgré la répression, le travail des militants antifascistes italiens semble néanmoins être couronné d'un certain succès, des groupes en état de combattre étant signalés dans plusieurs départements, sans pour autant atteindre les effectifs dénombrés en région parisienne.

Bien qu'apparemment hors de notre sujet, puisque dépendantes du PCI, les Centuries prolétariennes sont intéressantes à plusieurs titres. D'abord parce qu'elles montrent une importation directe des méthodes d'organisation paramilitaire adoptées par les PC de différents pays par des militants exilés en France, importation qui exerce sans nul doute une influence notable sur l'évolution ultérieure des structures d'autodéfense de la SFIC. Elles éclairent aussi d'un jour particulier les perspectives que se donne alors le mouvement communiste italien, c'est-à-dire une possible insurrection populaire en Italie, à laquelle les CP doivent apporter un appui déterminant. Cet effort de constitution de groupes de combat spécifiques aux militants italiens se maintient au moins jusqu'à la fin de 1925, alors que le PC tend à unifier les structures d'autodéfense du mouvement communiste en France, y compris celles constituées par des militants étrangers[249]. Les centuries italiennes avaient alors été disloquées par une campagne coordonnée d'expulsions de tous leurs cadres identifiés, menée à partir de septembre 1925[250].

Une direction nouvelle dans un contexte politique changé

Alors que le PCI en exil constitue ses centuries prolétariennes, la SFIC s'oriente elle aussi vers une politique d'autodéfense plus offensive sous l'autorité de sa nouvelle équipe dirigeante, incarnée principalement par le duo Albert Treint-Suzanne Girault[I]. Au sein de la gauche du PC, qui a pris la direction du parti à la fin de 1922, Albert Treint a toujours occupé une position particulière, par son passé d'ancien officier mais aussi à cause de ses nombreuses « outrances » verbales qui prêtent particulièrement le flanc à la critique[251]. De sa défense d'un « impérialisme de classe » à la

I **Suzanne Girault (1882-1973)** : Professeure de français à Odessa avant 1914, Suzanne Girault y rejoint le groupe des communistes français de Russie (aux côtés de Jacques Sadoul ou Pierre Pascal). Rentrée en France, elle devient une des dirigeantes de la fédération de la Seine et rentre au BP en 1923. Après l'exclusion des oppositionnels de gauche français en 1924-25, elle partage la direction du PC avec Albert Treint. Fidèle de Zinoviev, elle est exclue du BP en 1925, puis du parti en 1928. Après un bref passage par le groupe « Unité Léniniste », elle demande et obtient sa réintégration au PC en 1930 et redevient permanente. Après la guerre, elle est sénatrice de Paris de 1946 à 1958 (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article88366, « Notice GIRAULT Suzanne », Pierre Boichu, version mise en ligne le 4 juillet 2010, dernière modification le 10 décembre 2018).

« volaille socialiste » qu'il s'agissait de « plumer »[252], une grande majorité de la direction du parti estime que ses prises de position desservent souvent le parti plus qu'elles ne le servent[253]. Associé par son passé à la question militaire, Albert Treint, désigné parfois comme le « grand chef des centuries », est d'ailleurs lié dans les rapports de la Sûreté à quasiment tous les projets réels ou imaginaires d'opérations violentes attribués au PC dans la période 1924-1925[254]. Mis en cause pour son rôle lors du meeting sanglant de la Grange-aux-Belles en janvier 1924, il est démis de sa fonction de secrétaire général, exclu du Bureau politique (BP) et envoyé comme représentant du parti à Moscou. Il est cependant très vite remis en selle par la direction zinoviéviste de l'IC, qui est alors à la recherche de points d'appui dans la lutte engagée par la Troïka (Zinoviev-Kamenev-Staline) contre Trotsky après la mort de Lénine. La nouvelle direction du PC, concentrée autour de Souvarine et Rosmer, penche alors en faveur de l'opposition de gauche, Zinoviev peut donc espérer s'appuyer sur Treint contre eux. Réintégré au sein du BP, il y devient avec Suzanne Girault, dirigeante de la fédération de la Seine, le champion de la « bolchevisation » du parti et d'une politique offensive contre le Cartel des gauches. Il est ainsi un des premiers en France à utiliser l'épithète « social-fasciste » à l'encontre de la SFIO, et ce, dès 1924[255]. Après l'exclusion de Souvarine en juillet 1924 et l'expulsion de Rosmer et Monatte du BP en octobre, Treint et Girault deviennent de facto les principaux dirigeants du PC alors que la situation politique en France entre dans une phase nouvelle[256].

Leurs tendances « gauchistes » récurrentes, parfois même qualifiées de « blanquistes » par l'opposition de gauche au sein du PC[257], sont renforcées par l'analyse que faisait l'IC de la situation politique en France. Après l'occupation de la Ruhr, la crise monétaire qui touche la France provoque la chute du gouvernement Poincaré et la victoire du Cartel des gauches, associant la SFIO aux radicaux. Pour beaucoup à droite, mais aussi au sein du mouvement communiste, une telle évolution peut être interprétée comme le premier pas vers une situation révolutionnaire. Le gouvernement du Cartel est alors en effet assimilé au gouvernement de coalition qui avait dirigé la Russie dans les mois précédant la Révolution russe, et son chef Herriot à Kerenski[258]. Cette analogie se double pour le PC de la crainte de laisser passer une occasion révolutionnaire, comme cela avait été le cas en Allemagne en octobre 1923[259]. La direction de l'IC ayant alors réussi à nier sa responsabilité et à esquiver le débat lancé par Trotsky lors de la publication de *Leçons d'Octobre* dans le courant de 1924, « l'attentisme » des anciens dirigeants du KPD, Heinrich Brandler et August Thalheimer, est considéré dans les différents PC comme la seule source de l'échec de 1923. Cela débouche logiquement sur une crainte des dirigeants des différents PC de « rater » une situation révolutionnaire.

La manifestation organisée le 23 novembre 1924 par le PC à l'occasion du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, décidé par le gouvernement du Cartel des gauches, cristallise particulièrement ces craintes et ces espoirs. Le parti communiste appelle à cette occasion à un cortège séparé de celui organisé par les partis « de gouvernement » (Radicaux et socialistes), pour protester contre le « vol » de la mémoire de Jaurès par la République. Cette « translation » des cendres marque pour beaucoup de militants de droite ou d'extrême droite la naissance d'une véritable hantise de la vague montante du bolchevisme[260]. Dans la presse de droite ou d'extrême droite, la manifestation est décrite comme une marée humaine, véritable « levée en masse des révolutionnaires »[261] et premier pas de la révolution bolchevique à venir :

> Tous étaient calmes, disciplinés, sentant leur toute-puissance, en ce jour de gloire arrivé. N'ignorant pas que leurs forces croissaient à se montrer ainsi […].[262]

La manifestation ne groupe pourtant en réalité que 20 000 personnes, loin des 200 000 participants revendiqués par *l'Humanité*[263]. Toujours est-il que malgré l'ironie utilisée par le journal pour signaler cette crainte d'un soulèvement[264], celle-ci ne peut être que confortée par la position adoptée par le PC. Cette manifestation est en effet décrite par le journal communiste comme une « veillée d'armes »[265] révolutionnaire, répétition générale, voire « première journée »[266] de la révolution à venir :

> Le groupage des emblèmes derrière lesquels nous marcherons un jour, plus nombreux encore et le fusil en main, produit une impression grandiose.[267]

Dans un discours remarqué pour son « langage énergique », Albert Treint appelle même à la création de « centuries prolétariennes » contre les ligues fascistes et le gouvernement, premier pas vers la révolution socialiste :

> Vous êtes la masse, vous ne serez la force qu'en dressant vos centuries prolétariennes contre le fascisme et son complice le Bloc des gauches. Quand vous serez encore plus nombreux et organisés pour la bataille, à travers la guerre civile, nous ferons triompher la dictature prolétarienne. Vive la République des Soviets de France ![268]

Ce discours marque symboliquement un tournant dans la politique militaire du mouvement communiste et l'adoption d'une nouvelle orientation vers une autodéfense publique. Sa première manifestation — bien minime — est de publier les convocations des services d'ordre dans la presse communiste. Les centuries ainsi prophétisées par Treint doivent être des organes de défense du parti et de ses activités, mais aussi des vecteurs de propagande en faveur de « l'armement du prolétariat » et de la révolution à venir. L'organisation de travailleurs pour le combat contre le fascisme et contre la police doit servir d'exemple et aider à diffuser les idées révolutionnaires au sein de la classe ouvrière[269]. L'exemple est ici donné par les centuries prolétariennes du PCI, auquel Treint emprunte même leur nom. Cette nouvelle signification donnée à l'autodéfense semble au début être liée à une perspective assez confuse de nouvelle vague révolutionnaire à court terme, face à la fascisation progressive des régimes démocratiques[270]. Alors que les échecs révolutionnaires d'Allemagne et de Bulgarie en septembre-octobre 1923 sont encore frais dans les mémoires, l'insurrection ratée de Reval[I] en Estonie renforce encore cette perception d'un assaut révolutionnaire imminent.

De Reval à Paris, décembre 1924

En Estonie, le PC et ses organisations de masse sont soumis à une répression très dure depuis l'indépendance en 1918. Le PC est interdit, son secrétaire Viktor Kingisepp a été fusillé pour crime contre l'État en 1922 tandis que plusieurs centaines d'autres militants ont été arrêtés et condamnés à mort ou à des peines de prison[271]. Le dirigeant syndical Jan Tomp est ainsi fusillé pour avoir insulté

I La capitale de l'Estonie a été rebaptisée Tallinn lors de l'indépendance du pays en 1918, pour tenter de rompre avec le passé scandinave et germanique de l'ancien territoire teutonique.

un juge lors de son procès en 1924[272]. Malgré cette répression, le parti voit croître ses effectifs alors qu'une crise économique très dure touche l'Estonie et que le gouvernement se débat dans une crise provoquée par des scandales de corruption.

L'insurrection qui éclate le 1er décembre 1924 est donc le fruit de la situation intérieure du pays, mais elle est aussi largement encouragée par la direction de l'IC, et par Zinoviev lui-même. Celui-ci, après la mort de Lénine, s'est en effet lancé, avec ses alliés Kamenev et Staline, dans la lutte contre Trotsky. Alors que celui-ci est auréolé du prestige issu de son rôle primordial pendant la révolution de 1917 et la guerre civile, Zinoviev, déjà jugé responsable par certains cadres de l'IC des échecs allemands de 1921 et 1923, cherche alors à obtenir une victoire révolutionnaire qui pourrait redorer son blason[273]. La situation intérieure de l'Estonie laisse donc espérer une victoire facile, la soviétisation d'une des républiques baltes et peut-être un coup de fouet à une nouvelle vague révolutionnaire en Europe.

Le plan de l'insurrection est mis au point par des officiers de l'Armée rouge, et notamment par deux Estoniens soviétiques, Karl Rimm et Harald Tummeltau[274]. Les Baltes exilés après l'échec des révolutions de 1918-1919 sont en effet nombreux dans les structures de l'IC, mais aussi de l'État soviétique. On peut ainsi signaler que le chef des services de renseignement de l'Armée rouge, le *Glavnoye Razvedyvatel'noye Upravleniye* (GRU), est alors le communiste letton Janis Berzins[I]. Bien que peu enthousiaste, celui-ci joue un rôle de premier plan dans la préparation du soulèvement, en faisant infiltrer près de 60 « spécialistes » depuis la frontière soviétique. Ces hommes vont jouer un rôle primordial dans les combats de l'insurrection. En effet, après les échecs des insurrections bulgare et allemande de septembre et octobre 1923, qui ont été précédées par de longues campagnes d'agitation politique, Zinoviev et une partie de la direction ont conclu que ces campagnes ne font que donner l'alerte aux gouvernements bourgeois et doivent donc être abandonnées. Les insurrections doivent donc être organisées dans le plus grand secret, avec l'espoir que le ralliement des masses se fera spontanément à l'annonce du soulèvement[275]. Cela équivaut de facto à revenir aux conceptions de Blanqui en matière d'insurrection et explique que des tendances semblables se soient répandues dans l'Internationale. La SFIC essaie ainsi à plusieurs reprises, notamment en 1925, mais surtout à partir de 1928, d'organiser des manifestations publiques de masse de façon « clandestine », dans une antinomie confinant à l'absurde[276].

À Reval, en conséquence de la répression et du caractère « complotiste » du plan, les insurgés sur lesquels peut compter le PC ne sont que 400 au grand maximum, en comptant les cadres du GRU, et ne disposent que de 3 pistolets-mitrailleurs « Thompson », 60 fusils et 100 armes de poing[277]. Pour prendre le contrôle d'une ville de plus de 100 000 habitants, une telle force semble faible. Le plan suppose néanmoins que ces hommes, organisés en bataillons, prennent le contrôle de plusieurs casernes, de l'aérodrome militaire, du ministère de la guerre et de nombreux autres points névralgiques de la capitale. Les armes saisies à cette occasion doivent alors compléter l'arsenal des insurgés, renforcés numériquement par le ralliement attendu d'une bonne part des conscrits. La proclamation d'un gouvernement révolutionnaire doit ensuite fournir le prétexte à une intervention directe de l'Armée rouge, dont plusieurs unités attendent sur la frontière ou au large des côtes estoniennes[278].

À l'heure prévue, près de la moitié des effectifs des groupes de choc ne se présentent pas, soit parce qu'il a été impossible de les joindre un dimanche soir, soit parce qu'ignorant le but de la convocation à une heure tardive, ils ont refusé de s'y rendre[279]. L'opération est néanmoins

I Berzins (comme Rimm et Tummeltau) fut victime des purges staliniennes et fut exécuté en 1938.

maintenue à Reval et commence à 5h du matin. Face à l'indifférence de la population (alors même que le PC y avait obtenu près de 36 % des suffrages aux dernières élections[280]), à la passivité de la plupart des conscrits et à une résistance inattendue des unités les plus loyales, elle est un échec total. Même si plusieurs groupes de choc réussissent à se saisir de leurs objectifs, notamment l'aérodrome militaire, la gare centrale et le central téléphonique, les autres sont dispersés par la résistance des troupes gouvernementales. Isolés, les points tenus par les communistes sont enlevés les uns après les autres, à l'aide d'autos blindées et de chars d'assaut. À 9h, Reval est entièrement repassée sous le contrôle du gouvernement et à 11h, l'aérodrome en bordure de la ville est repris par les troupes loyalistes.

Deux ans après les faits, *le Militant rouge* fait un bilan sommaire de cet épisode et conclut assez justement à des défaillances profondes dans la préparation politique du soulèvement et notamment l'absence de tentative de le lier à des actions de masse :

> « La tentative d'insurrection fut le fait de petits groupes, peu nombreux. La préparation, excellente, fut malheureusement entachée de blanquisme. C'est ainsi que, l'insurrection déclenchée, il fut impossible, non seulement aux larges masses populaires, mais même aux groupes de défense prolétarienne, de discerner immédiatement qu'il ne s'agissait pas d'un coup de force fasciste. »[281]

Quelques années plus tard, le manuel *l'Insurrection armée*, rédigé par un collectif d'officiers de l'Armée rouge et de cadres de l'IC pour faire le bilan des luttes insurrectionnelles communistes des années 1920, dresse le même constat d'une insurrection volontairement déconnectée des masses, y ajoutant au passage des critiques sur le caractère technique de la préparation de l'insurrection. Il est ainsi reproché aux planificateurs d'avoir trop dispersé leurs maigres forces sur un trop grand nombre d'objectifs, plutôt que de les concentrer sur les objectifs les plus importants pour ensuite se porter sur les points secondaires. La préparation technique des groupes de combat est aussi jugée largement insuffisante. Il faut noter à ce sujet que de nombreux combattants ne reçoivent leurs armes (et ne peuvent donc se familiariser avec leur maniement) que le matin même de l'insurrection. Les grenades à main ou les pistolets-mitrailleurs « Thompson », pourtant redoutables en combat de rue, restent donc inutilisés faute de combattants entraînés à les utiliser[282].

Les combats proprement dits font entre 40 et 500 morts, plusieurs centaines de communistes ou sympathisants sont fusillés et des milliers d'autres emprisonnés dans la répression qui suit, alors que les syndicats sont dissous[283]. Le mouvement ouvrier estonien est décapité et le PC sort discrédité de l'aventure de décembre 1924. Au sein de l'IC, l'échec total d'une opération directement ordonnée par Zinoviev, contre les avis des responsables des services concernés — et notamment de Berzins, ne contribue pas à redorer le prestige du président du Komintern.

En France, la nouvelle de l'insurrection ratée de Reval est connue très vite. À peine une semaine après les déclarations incendiaires de Treint et de *l'Humanité* lors de la manifestation Jaurès, elle semble accréditer l'hypothèse d'un soulèvement communiste imminent ordonné depuis Moscou. Et ce d'autant plus, que quelques jours à peine après le soulèvement, la Sûreté est informée que les groupes de combat du PC ont été mis « sur le pied de guerre » et que des armes de poing ont été distribuées aux secrétaires de section[284]. Il s'agit en réalité bien plus d'une mesure de protection face à la menace d'une attaque de groupes de droite ou d'une offensive répressive de la police, qui

prendrait prétexte de l'insurrection de Reval pour réprimer la SFIC, que de préparation révolutionnaire[285]. Il n'empêche que pour le ministère de l'Intérieur, ces différents éléments peuvent apparaître comme les signes avant-coureurs d'un coup de force révolutionnaire des communistes. Le début de décembre 1924 marque donc l'amorce d'une véritable « campagne de panique », selon le mot du Préfet du Nord[286]. Ces craintes sont confortées par certains informateurs, qui donnent même des esquisses de plan d'insurrection assez risibles, comprenant notamment la prise en otage des familles d'officiers et de fonctionnaires[287]. Manifestement fausses, ces consignes secrètes qui nourrissent à l'époque les appréhensions des policiers sont à rapprocher de la « circulaire 128 » publiée ensuite par le journal *le Quotidien* puis par une grande partie de la presse[288]. Tout aussi fausse, elle sert de base à une vaste campagne d'agitation anticommuniste. Une descente de police, organisée à l'école de cadres communistes de Bobigny pour confirmer ou infirmer ces craintes, ne débouche sur rien d'autre que l'expulsion de plusieurs dizaines de militants étrangers[289].

L'enquête préfectorale de 1924-1925 : à la recherche d'un fantasme ?

C'est dans ce contexte particulier que, le 6 décembre 1924, une circulaire spéciale du ministre de l'Intérieur Camille Chautemps est envoyée aux préfets. Elle demande aux préfets d'enquêter sur la création de « Centuries prolétariennes » par des militants communistes étrangers[290]. Cela s'explique à la fois par la création des *Centurie proletaria* par le PCI, qui avait été rapportée en termes inquiets par la presse de droite[I], mais aussi par le fait que la participation de militants communistes « étrangers » (Russes, Lettons, ou Estoniens en exil en URSS) à l'insurrection de Reval a été rapportée très tôt par la presse française[291]. Le gouvernement peut donc craindre que des communistes étrangers ne jouent le même rôle de troupes de choc insurrectionnelles en France. Les réponses des préfets sont nombreuses pour décrire les efforts réels ou supposés des militants communistes, pas toujours étrangers, et permettent de documenter les premiers efforts faits par le PC pour se doter d'une force paramilitaire.

Avant toute chose, il faut prendre en compte les nombreuses failles d'une telle source. La faiblesse des moyens à disposition des préfets pour ce genre d'enquête réduit la portée réelle de leurs conclusions. L'absence de service de renseignements développé au point de pouvoir se lancer dans des investigations spéciales fait que « l'enquête » se limite dans beaucoup d'endroits à une compilation de renseignements déjà récoltés auparavant. Par ailleurs, la précision de la circulaire est paradoxalement une source de confusion. Elle fait en effet référence à la fois aux mots exacts utilisés par Treint dans son discours — « centuries prolétariennes » — et aux nouveaux groupes de combat du PCI. Faute de « centuries » existantes, certains préfets élargissent le champ de leurs investigations, prenant en compte celles qui sont réellement en cours de création par les communistes français ou italiens, mais aussi les conscrits signalés comme communistes[292], les groupes de communistes ou de syndicalistes étrangers (notamment espagnols)[293], ou même les cellules régulières du PC[294] (vues, elles aussi, comme des organes de guerre civile – membres d'un « parti anti-français » selon le préfet de la Moselle[295]). D'autres, a contrario, se focalisent sur le terme de « centuries » et ne prennent pas en compte dans leurs réponses les renseignements ne mentionnant pas explicitement ce vocable.

I Le *Figaro* avait alors dénoncé la menace que représentaient les « fameuses centuries communistes, composées d'étrangers », confondant allègrement le service d'ordre du PC et les centuries du PCI (Robert Chenevoix, « Une revue rouge », *Figaro*, 29 septembre 1924, p.1.).

À travers les réponses des préfets, perce aussi l'inquiétude générale vis-à-vis des communistes étrangers, voire des étrangers tout court, vus comme un ferment de désordre et symbolisant les racines extérieures du bolchevisme. Pour le préfet de Moselle, le PC reçoit ainsi toutes ses directives d'Allemagne[296] (ce qui est à replacer dans un contexte régional particulier, l'Allemagne occupant la première place au rang des menaces extérieures dans ces anciennes terres d'Empire). Le préfet de Savoie résume les préjugés courant par ailleurs sur les travailleurs immigrés en décrivant la population italienne de son département comme des « éléments chassés de leur pays d'origine en raison de leurs idées subversives ou de leur passé judiciaire et assez disposés, de ce fait, à s'associer à un mouvement quelconque »[297]. Figures archétypales du communiste étranger, les émissaires de l'IC en France, qu'ils soient réels ou imaginaires, concentrent toute l'attention des services de renseignement dès qu'un rapport signale leur prochaine arrivée en France. C'est le cas par exemple au début de 1925 pour un groupe de 9 émissaires, principalement des Allemands, mais aussi un Hongrois et un Norvégien, chargés de venir superviser la mise en place des fameuses « Centuries » à Paris et à Bordeaux[298]. Ces spécialistes discrets semblent soit ne pas avoir été repérés par la police, soit ne jamais être arrivés en France[299], ce qui remet en cause la crédibilité du rapport signalant leur départ.

Ces craintes se rattachent en fait à la xénophobie très répandue dans les services de l'État et une partie de la population, et qui se focalise notamment sur la figure de l'ouvrier immigré, assimilé à un vecteur de dissolution des mœurs et de l'ordre social[300]. Pour la droite et l'extrême droite, le communiste est par essence un élément étranger, parce que son orientation politique le coupe de la société constituée, d'autant plus s'il est étranger. C'est suivant ce même principe que *l'Action Française* décrit en 1925 les manifestants communistes comme un agglomérat de « pâles voyous » et de « métèques immondes, aux cheveux crépus, aux faces huileuses »[301] ou que *l'Echo de Paris* dénonce « la tourbe révolutionnaire, véritable lie composée presque exclusivement de métèques et de repris de justice »[302].

Signe de cette suspicion, le préfet du Gard demande ainsi à faire interdire aux militants étrangers de prononcer des discours dans leur langue d'origine, car il craint que cela ne leur permette de se soustraire au « contrôle du gouvernement »[303]. Il signale aussi le cas, plus original, d'un communiste algérien, qui traduit à ses « coreligionnaires », dans la cantine dont il est l'organisateur, les discours tenus aux meetings communistes auxquels il assiste, réussissant ainsi à organiser un groupe de 30 à 40 militants ou sympathisants[304].

Ces différents exemples sont révélateurs des efforts réels mis en place par le PC en direction des travailleurs immigrés depuis sa création et poussent les services de l'État à recourir à des mesures spécifiques de répression à l'encontre des organisateurs communistes étrangers. Le Préfet de Savoie insiste ainsi sur la nécessité de faire interdire et de continuer à saisir les journaux communistes en langue étrangère (*Ordine Nuovo* et *Araldo* du PCI ainsi que l'édition italienne de *l'Humanité*, publiée ensuite sous le nom *La Riscossa*)[305]. Il est à noter que *l'Araldo* n'a pu être remis sur pied en 1923 que grâce à une aide financière spéciale de 5 000 francs attribuée par la SFIC[306]. Cette répression ciblée très tôt est prise en compte par le PC. Sa direction aborde par exemple cette question en décembre 1924[307] et donne aux structures de base des consignes spéciales. Il s'agit de présenter les orateurs non francophones comme des traducteurs, devant assurer la seule traduction des discours faits en français aux étrangers présents et de faire parler autant que possible des orateurs étrangers à la localité pour éviter qu'ils ne soient identifiés trop facilement[308]. De la même façon, il est recommandé de veiller à réduire rapidement les éventuels agents provocateurs qui

pourraient fournir des motifs d'expulsion, en particulier les « lacérations de drapeaux tricolores, démonstrations devant les consulats [et] bagarres avec la police »[309]. Pour faciliter la communication entre les groupes locaux et la rédaction de la *Riscossa*, des correspondants de zones et de groupes doivent être mis en place pour éviter de trop centraliser le courrier auprès des comités régionaux[310]. Ces différentes méthodes servent ensuite d'exemple pour la préparation du parti dans son ensemble à la clandestinité. Plus généralement, le comité directeur recommande de « restreindre provisoirement l'activité des communistes étrangers habitant en France », afin de ne pas les exposer à de probables expulsions[311]. Dans la plupart des cas, c'est en effet l'arme de l'expulsion des dirigeants et militants les plus en vue qui est utilisée par les services de l'État pour désorganiser et réduire les groupes communistes étrangers, avec un certain succès pour les premiers mois de 1925[312]. Ainsi, suite aux affrontements de Marseille le 9 février, le préfet des Bouches-du-Rhône demande l'expulsion de six Italiens et de deux Arméniens, membres du PC et qui ont pris part à la manifestation[313]. A contrario, les arrestations préventives de militants français sont vues comme des mesures à n'appliquer qu'en cas de troubles importants[314].

En pratique, l'enquête rapporte peu de résultats directement liés à son objectif initial. Les préfets signalent quelques tentatives d'organisation de groupes de combat par des ouvriers communistes étrangers. C'est le cas à Briey en Meurthe-et-Moselle[315] à Audincourt dans le Doubs[316], ou encore à Saint-Étienne dans la Loire — ce dernier cas se concluant par des expulsions de militants italiens[317]. En se prolongeant et en mettant parfois de côté son pendant italien, cette enquête permet par contre de se faire une idée de l'état de l'appareil d'autodéfense du PC dans la première moitié de 1925, alors qu'il s'engage dans un processus de réorganisation de tout son appareil illégal.

Le tournant vers le travail illégal et la réorganisation de l'autodéfense

À partir de décembre 1924, la question de la refonte du travail illégal devient une priorité pour la direction du PC. Plusieurs facteurs pèsent alors dans ce sens, notamment les critiques adressées par l'IC à l'encontre du travail « anti » et de l'autodéfense. Les déclarations régulières de dirigeants du parti sur ces sujets sont jugées trop imprudentes et trop ostentatoires, et risquent d'exposer inutilement le parti à la répression[318]. Ces critiques, qui visent notamment le discours prononcé par Treint le 23 novembre, s'ajoutent à la crainte d'une interdiction du parti suscitée par la campagne menée autour de la question du « complot » et par l'accroissement des mesures répressives. Dans cette optique, la possibilité d'un passage à la clandestinité est alors très présente dans le mouvement communiste, que ce soit dans les discussions de la direction ou dans les circulaires internes[319]. Cela alors même que le parti est jugé par sa propre direction comme peu préparé à des actions d'ampleur, ce qui a été confirmé par l'échec relatif de la manifestation du 21 décembre[320]. En réaction, et après avoir envoyé des consignes strictes demandant de ne tenter « aucune agitation » prématurée, la direction du PC s'attelle, apparemment sous l'impulsion de Treint, à une réorganisation générale de l'appareil clandestin du parti, ainsi que de ses structures organisationnelles[321].

L'accent est mis sur le développement de cellules fermées, c'est-à-dire composées uniquement de militants sûrs, fonctionnant de manière clandestine et n'intégrant pas *directement* de nouveaux militants. Quelques-unes de ces « cellules d'entreprises fermées » ont déjà été créées après la réorganisation générale du parti sur la base des cellules initiée en 1924, pour éviter que des salariés

ne soient identifiés par leur patron trop rapidement et licenciés en représailles. Malgré la confusion générale engendrée par les méthodes bureaucratiques employées pour la réforme du parti (consignes peu claires, créations administratives de cellules par la direction sans consultation des militants, etc.[322]), ces cellules fermées sont alors considérées comme une expérience devant servir de modèle à l'ensemble du parti, dans la perspective d'un « passage à l'illégalité »[323]. Ces mesures s'accompagnent d'un renforcement de la sécurité intérieure, qui est alors largement défaillante. En décembre 1924, un agent de la sûreté a même pu assister à une réunion du Comité central dont l'entrée n'était pas contrôlée. Cela change à partir de janvier 1925, la carte d'adhérent devenant obligatoire pour pénétrer dans certaines réunions et bâtiments[324]. Malgré tout, les résultats dans ce domaine ont été assez douteux, la Sûreté réussissant toujours à infiltrer les réunions des structures dirigeantes du PC, ou au moins à avoir une vague idée de ce qui s'y passe. L'absence d'agents directement présents dans les réunions la rend par contre plus dépendante des informateurs, souvent moins fiables et plus enclins à suppléer leur ignorance par leur imagination. Cette vulnérabilité du parti à l'infiltration n'est pas une surprise et est connue des communistes eux-mêmes à travers l'histoire du parti bolchevique, constamment infiltré par la police secrète tsariste, l'*Okhrana*. Dans une série d'articles publiée à partir de 1921, rassemblés dans un ouvrage publié justement en 1925, *Les coulisses d'une Sûreté générale*, Victor Serge[I] a expliqué aux militants français que les efforts de la Sûreté tsariste, considérée pourtant comme un modèle du genre, n'ont pu empêcher la révolution d'éclater. C'est que celle-ci a été « le fruit des causes économiques, psychologiques, morales situées au-dessus » des agents de renseignements et « hors de leur atteinte »[325]. Il leur est néanmoins recommandé de tirer des leçons des périodes de clandestinité du parti bolchevique ou de l'expérience du KPD et de renforcer le parti pour éviter qu'une éventuelle interdiction ne signe sa perte. Signe de ces inspirations internationales, des « règles de conduite » du militant clandestin ainsi qu'un guide de comportement pendant une arrestation, mis sur pied par le PC des États-Unis, sont retrouvées traduites chez Suzanne Girault en avril 1925[326].

Parmi les éléments motivant l'adoption de méthodes illégales se trouvaient aussi les nécessités du travail de renseignement. C'est à ce moment-là que le PC se dote, semble-t-il pour la première fois, d'un « service d'information » chargé de centraliser les renseignements obtenus sur les Ligues et leurs organisations militaires, mais aussi sur la police, sur les malversations et les mauvais traitements dans les entreprises (à des fins de propagande), etc. Il s'agit aussi d'aider à identifier les « mouchards » infiltrés au sein du parti. À ce sujet, une première tentative est faite au printemps 1925 pour tenter de débusquer d'éventuels agents infiltrés dans les meetings. C'est un échec complet. Les militants en ayant été chargés ont été pris pour des indicateurs de police et chassés des premiers meetings où ils étaient apparus[327]. Cette anecdote donne la mesure des objectifs que se donne le PC mais aussi des faibles moyens avec lesquels il essaie de les atteindre. Malgré cet échec, la mise en place de ce service d'information continue. Ce service doit reposer non pas sur des agents payés, et donc corruptibles par l'adversaire, mais sur des volontaires conscients

I **Victor Serge, de son vrai nom Viktor Lvovitch Kibaltchitch (1890-1947)** : Fils d'émigrés politiques russes en Belgique, Victor Serge rejoint très tôt les milieux socialistes-révolutionnaires influencés par Hervé, avant de se rapprocher des courants anarchistes. Émigré à Paris, il héberge un des membres de la bande à Bonnot et est condamné à cinq ans de prison. Libéré en 1916, il émigre en Espagne, participe à une tentative de soulèvement à Barcelone, puis rentre en France et est à nouveau emprisonné. Rallié à la Révolution russe en prison, il est échangé contre des prisonniers français détenus par le nouveau régime bolchevique. Il travaille alors pour l'IC avant de se rapprocher de l'opposition de gauche. Exclu du PCUS en 1928, il est déporté dans l'Oural et ne doit la vie qu'à une campagne internationale de solidarité. Banni d'URSS en 1936, il rompt avec Trotsky et la IV^{e} Internationale. Il meurt en exil au Mexique. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article50075, « Notice SERGE Victor [KIBALTCHITCH Victor, Lvovitch, Napoléon, dit] », Jean Rière, Michel Dreyfus, Nicole Racine, version mise en ligne le 4 mai 2009, dernière modification le 21 août 2018).

agissant par conviction, et plus largement sur l'ensemble des militants communistes, censés aider à la révolution par ce moyen-là aussi[328].

C'est sur ce mécanisme que vont aussi pouvoir s'appuyer les services de renseignement soviétiques. Le GRU est en effet désireux d'utiliser la SFIC comme réservoir d'agents et de source de renseignements comme il le fait pour les autres partis communistes européens. Cela n'est pas nouveau. Même si, avant 1924, la direction du PC s'est opposée à ce mélange des genres (et semble bénéficier sur ce terrain de l'appui au moins verbal de Trotsky), des réseaux d'espionnage soviétiques se sont constitués à travers l'appareil du parti. En 1923, le contre-espionnage met au jour un réseau dirigé par le membre du Bureau politique Joseph Tommasi, qui vise les usines d'aviation. Celles-ci restent en effet, avec l'industrie chimique, une des premières cibles du GRU en France tout au long des années 1920 et 1930[329]. Tommasi, qui compte donc parmi les premiers cadres de l'appareil illégal de la SFIC, est un militant historique de la gauche du parti. Ouvrier chez Renault, puis chez Morane-Saulnier, il adhère au Parti Socialiste de France dirigé par Guesde et Vaillant en 1904. Opposant à l'Union sacrée pendant la guerre, il est un des dirigeants des grèves de 1919 dans les usines d'aviation. Il rallie le Comité de la III^{e} Internationale en 1920 et est, dès les débuts de la SFIC, un des représentants de la gauche à la direction du nouveau parti en même qu'un membre de la direction de la CGTU. Membre du comité directeur dès 1921, il devient même brièvement un des secrétaires généraux du parti en 1923[I]. Il est surprenant, du point de vue des règles élémentaires de la clandestinité qu'un individu aussi exposé que Tommasi soit à ce point compromis dans un travail l'exposant particulièrement à la répression. Ce n'est pourtant pas la dernière fois que le PC succombe à ce travers.

Ce n'est qu'à partir de 1924, après la mise au pas du parti sous l'autorité de Treint, que l'appareil de la SFIC est véritablement intégré à la section de l'IC chargée des liaisons internationales (la fameuse « OMS »). Jusque-là, une bonne part du travail de communication a été improvisée, notamment sur la base de l'expérience acquise par les zimmerwaldiens français et le C3I pendant la guerre, lorsque les refus de passeports étaient chose courante pour les internationalistes. La femme de Rosmer, Marguerite, a ainsi mis sur pied en 1922-23 un système de faux passeports, rapidement identifié par la police[330]. Les fouilles aux frontières, fréquentes et souvent bien renseignées, permettent donc à la sûreté une moisson régulière de documents. Là aussi, l'expérience soviétique vient donc combler une lacune, qui profite aussi au GRU. Le nouveau responsable des liens avec les services soviétiques pour le PC est alors Jean Cremet. Celui-ci, sélectionné par les services de l'IC, n'est pas un militant de la dimension de Tommasi. Ancien ouvrier chaudronnier syndicaliste-révolutionnaire, il a rejoint assez tôt les partisans de la III^{e} Internationale, mais reste en 1923 un dirigeant strictement régional. Démasqué à son tour en 1927[331], il est lui aussi obligé de fuir en Union soviétique[II]. 1924 marque donc pour les services soviétiques la véritable intégration de l'appareil du PC à l'appareil de renseignement de l'IC et donc de l'Armée rouge. Ses services peuvent alors sélectionner des militants prometteurs pour le travail illégal et les propulser dans l'appareil du parti « par-dessus la tête » de sa direction. Cette fusion du travail illégal et du renseignement est promise pour le PC à un riche avenir, comme on le verra ensuite[332].

De bons résultats sont aussi obtenus par le parti en matière d'autodéfense. Dans le courant de janvier 1925, la question de la formation des groupes de combat, qui doit être la priorité des

I Après la mise au jour de son réseau, il fut en 1924 contraint de fuir en URSS où il rejoignit les exilés de l'hôtel « Lux ». Après avoir assuré diverses fonctions pour l'IC, il mourut en 1926.

II Partisan de l'opposition unifiée, Cremet mettra en scène sa mort pour déserter et échapper aux services soviétiques en 1931. Il rejoindra l'Europe où il vivra sous un nom d'emprunt jusqu'à sa mort en 1973.

nouvelles cellules d'entreprise d'après Semard[333], est mise à l'ordre du jour des réunions des cellules de la région parisienne. Les résultats des discussions doivent être transmis aux rayons, puis au Bureau politique[334]. Le comité d'action fait le bilan de ces discussions et conclut que les groupes de combat existants ne sont pour l'instant « pas à la hauteur de la tâche qu'ils devront remplir quand il faudra agir » et souffrent notamment de leur indiscipline. Ces faiblesses sont attribuées à leur organisation par les cellules, qui produit des groupes trop petits (de 3 à 15 combattants), mais aussi à l'inexpérience et à la tendance des combattants à trop « s'afficher », deux défauts jugés liés à la grande proportion de membres des JC parmi les « combattants ». Les groupes de combat sont donc jugés inaptes à des actions rapides et de plus restent assez mal armés[335].

Après réflexion et discussion, le comité propose de régler ces différents problèmes en refondant l'autodéfense autour d'une nouvelle organisation, désignée sous les vocables interchangeables de « Sections Actives Communistes » (SAC), ou comme auparavant « Groupes de combat ». Cette nouvelle organisation doit être structurée au niveau du rayon et placée sous l'autorité de son comité d'action local. Les hommes, toujours désignés par leurs cellules, seront dorénavant groupés dans des compagnies autonomes distinctes de leurs cellules (chacune ne devant pas grouper plus de 50 combattants), quatre compagnies formant une section de combat. Chaque rayon doit se doter d'un instructeur militaire, ayant l'expérience de la guerre et chargé de superviser l'entraînement des groupes de combat, qui doit être hebdomadaire. Un accent particulier est mis sur la discipline et la réactivité des groupes, l'objectif étant de mettre sur pied des groupes pouvant répondre à l'appel « à tout moment du jour ou de la nuit »[336]. Un élément intéressant à noter est qu'il est prévu qu'après chaque action, les chefs de groupe signalent au centre les victimes éventuelles pour qu'elles puissent être indemnisées par le parti[337]. Cette structure apparaît comme une forme de compromis entre l'ancienne méthode, fondée sur l'organisation normale du parti, et les tendances qui poussent au sein de la direction (notamment autour de Treint) à la création de véritables « centuries », dont l'organisation serait parallèle à celle du parti. C'est le même débat que l'on voit réapparaître en fait à chaque fois que la question de l'autodéfense se repose dans le PC. En 1925, ce compromis ne tient qu'un an, avant que les partisans d'une structure « autonome » ne l'emportent avec l'appui de l'Internationale.

Ceci posé, pour que ces groupes puissent jouer un rôle révolutionnaire réel, ils doivent être armés. Or, cette question reste alors pendante. Pour y voir plus clair, les cellules ont été invitées à recenser les armes que possèdent leurs militants[338]. Dans une cellule surveillée par la sûreté, cet inventaire a montré que chacun de ses membres était en possession d'une arme et de munitions — pistolet, revolver ou même fusil de guerre[339]. Cette apparente abondance d'armes dans une cellule ne doit pas faire illusion, tout d'abord parce qu'il est impossible de savoir ce qui se cache derrière cet arsenal disparate. Combien de ces armes sont-elles correctement entretenues ? De combien de munitions chaque militant dispose-t-il ? Et enfin, de quel modèle d'arme s'agit-il ? Un pistolet semi-automatique moderne n'est pas la même chose qu'un vieux revolver civil mal entretenu. Il faut aussi prendre en compte la difficulté pour le parti d'approvisionner en munitions des armes aux calibres sans doute très variés. En réalité, ce que montre la plus grande part des sources, et notamment les complaintes régulières de la direction du PC à ce sujet, c'est que la majorité des militants ne sont pas armés, et notamment ceux de la JC qui forment la majorité des groupes de combat[340]. Un rapport de police estime ainsi que seuls 10 % des effectifs sont armés[341]. Un cadre du parti non identifié, écrivant sur cette question dans un rapport saisi par la police, espère qu'il sera un jour possible d'aller jusqu'à standardiser le modèle de revolver que doivent posséder les militants, pour faciliter l'approvisionnement en munitions et l'entretien, mais, en attendant, se plaint de leur

rareté dans le parti et juge « inadmissible qu'un camarade du PC ne possède pas une arme ou ne sache pas s'en servir »[342]. Mais la réalité est qu'une arme à feu coûte cher, et même si elles sont alors plus répandues qu'aujourd'hui grâce à des lois encore assez libérales sur le sujet, elles ne sont pas pour autant universellement répandues.

Le matériel disponible dans les rangs du parti reste de plus disparate et, si cette collection de revolvers et pistolets de petits calibres peut être suffisante pour des bagarres ou de petits coups de main, elle est largement inadaptée à de véritables opérations insurrectionnelles. La seule décision concrète prise à ce sujet par le comité d'action est d'appeler les « sectionnaires » à s'en procurer « le plus possible ». Cela est alors d'autant plus urgent qu'une nouvelle législation restreignant les possibilités d'achat légal doit entrer en vigueur à partir du 25 janvier 1925. Il est aussi conseillé aux militants de préférer se procurer des armes directement auprès des manufactures (notamment celle de Saint-Étienne), car elles sont supposées plus ouvertes que les armureries. Les militants sont néanmoins encouragés à se « présenter dans une tenue correcte pour inspirer confiance aux vendeurs et vendeuses ». L'achat d'armes d'occasion dans les brocantes et les marchés aux puces est aussi recommandé, par contre les cambriolages d'armureries sont eux rigoureusement interdits aux militants[343]. Il est prévu qu'en cas de besoin (notamment lors d'une insurrection), les groupes s'approvisionnent en armes et en matériel dans les armureries et les garages, dont les chefs de groupe doivent garder la liste jour à pour leur localité[344].

Le rôle de ces nouvelles sections actives reste de protéger les meetings et manifestations du parti et d'attaquer les rassemblements et les locaux fascistes, notamment en cas de représailles[345]. Seule réelle nouveauté, il est explicitement précisé qu'elles doivent servir de « noyau pour la formation [d'une] garde rouge », elle-même « avant-garde de la [future] armée prolétarienne française »[346]. On retrouve ici le projet d'une autodéfense publique, liée à la perspective d'une insurrection révolutionnaire qu'avait abordée Treint le 23 novembre 1924, mais associée en plus cette fois à la question nouvelle (en France) de la défense antifasciste[347].

Apparemment approuvée lors du IV^e^ congrès national en janvier 1925[348], cette réorganisation doit être mise en œuvre dans la quinzaine suivant la réunion du comité d'action qui doit décider de ses modalités d'application, c'est-à-dire avant le 9 février 1925[349]. Tout ce pan du travail est en effet géré, comme le travail « anti », par un « comité d'action » qui dépend directement du Bureau politique. C'est Camille Larribère qui est chargé de la mise en place des structures d'autodéfense, alors même qu'il n'est alors membre ni du BP, ni du CC. Ce militant est alors assez représentatif des responsables de l'autodéfense, et assez proche par son profil de ceux qui dirigent ensuite les GDA. Né en 1895 dans les Pyrénées, Larribère est le fils d'un couple d'enseignants nommé en Algérie en 1900. Sa famille est marquée par des sympathies socialistes et le jeune Camille Larribère lit alors *la Bataille syndicaliste*, *l'Humanité* mais aussi *la Guerre sociale*. Après un début d'études de médecine, il est mobilisé en 1914 et combat aux Dardanelles et à Verdun, où il est blessé et décoré. Capitaine lors de sa démobilisation en 1919, il est entre-temps passé de l'union sacrée à la lutte révolutionnaire. Adhérent à la SFIO, il soutient l'adhésion à l'IC, participe à la création du PC en Algérie, puis s'installe à Paris pour finir ses études. Il est élu secrétaire de la commission coloniale du PC lors du congrès de Lyon en janvier 1924. Son rôle dans l'autodéfense est alors assez logique, du fait de son expérience militaire, comme officier décoré au feu, mais aussi du fait de sa fidélité politique. Seule particularité notable, il ne semble jamais avoir joué un rôle particulier dans

l'ARAC, à laquelle il n'est même pas sûr qu'il ait adhéré[I]. Après l'échec de l'action du Manège Japy en janvier 1925, le BP décide de le convoquer au CC suivant pour pouvoir rendre compte de son travail, mais cette décision semble n'avoir pas été suivie d'effet[350].

Alors qu'une campagne est lancée dans le mouvement communiste pour inciter les membres à rejoindre ces nouveaux groupes de combat (les JC sont particulièrement visés)[351], deux réunions des secrétaires de rayons de la région parisienne se tiennent le 30 janvier et le 2 février au siège du parti pour suivre leur mise en place[352]. À la mi-février, le BP estime que cette réorganisation doit être accélérée car les groupes de combat sont encore trop faibles, à l'exception de quelques-uns — qui se trouvent dans les « grands quartiers ouvriers de Paris ou de la banlieue »[353]. L'importance de l'effort est rappelée par Chasseigne, un des dirigeants nationaux de la FNJC, lors de la réunion du BP du 31 mars 1925[354], mais cela ne suffit pas à convaincre tous les cadres du parti, notamment en province où des dissensions apparaissent. Des dirigeants locaux de la fédération de Gironde refusent par exemple que des sections actives soient créées dans leur fédération, de crainte que cela ne « nuise au recrutement »[355], sans pour autant faire l'unanimité sur ce sujet dans leur fédération[356].

En avril, cette réorganisation est considérée comme achevée, au moins dans la région parisienne. Contrairement à ce qui a été prévu lors de leur création (et sans que l'on sache vraiment le pourquoi de ce changement), ces sections actives (toujours désignées comme des « Centuries » par certains informateurs policiers) sont dirigées depuis le Comité d'action, via des « commissaires » placés au niveau des rayons et des cellules. Chaque commissaire de cellule doit disposer d'une liste de noms et d'adresses de militants sûrs, et, en cas de mobilisation, doit leur communiquer personnellement le lieu et l'heure de rassemblement, ainsi que les conditions spécifiques éventuelles (port d'arme, etc.)[357]. Les sections actives sont donc, comme avant, intégrées à l'appareil normal du parti — ce qui montre le caractère irréaliste de la solution de compromis adoptée en janvier. En pratique, cette première tentative de refonte de l'autodéfense n'aboutit donc qu'à un changement de nom des anciennes pratiques, mais contribue à mettre l'accent sur cette question.

Chaque rayon dispose alors dans la Seine de plusieurs sections actives (« de 12 à 20 suivant l'importance du rayon ») comptant chacune environ 40 combattants, principalement des jeunes communistes. Leurs 400 membres dénombrés par la police sont souvent en fait issus des anciens groupes de combat organisés en dizaines, qui existaient avant la réorganisation du parti sur la base des cellules d'entreprises[358]. Des groupes de combat sont clairement identifiés dans plusieurs communes de banlieue parisienne, mais aussi dans le XIV^{e} Arrondissement[359], et plusieurs d'entre eux sont organisés au sein d'une usine spécifique, ce qui semble logique vu l'insistance mise par le parti sur la création des cellules d'entreprise. C'est le cas chez Citroën ou encore aux abattoirs de Paris[360], mais aussi dans certaines usines surveillées car « intéressant la défense nationale », telles que les usines d'aviation Hispano-Suiza ou l'usine chimique Ripolin[361]. En province, la réorganisation du service d'ordre initiée en même temps qu'en région parisienne a des résultats beaucoup plus mitigés, en fonction de l'état des structures locales du parti, mais aussi des

I **Camille Larribère** reste ensuite une personnalité importante de la politique d'autodéfense du PC, à travers son rôle lors de la fusillade de la rue Damrémont ou sa participation au *Militant rouge* en 1925-1926. Entré au CC en 1929, il en est exclu suite à l'affaire Barbé-Célor. Resté fidèle au parti, il est néanmoins marginalisé et rentre en Algérie. En 1942, il est volontaire dans un corps franc combattant l'*Afrikakorps* au côté des alliés. Il rentre alors en grâce au sein du monde communiste, et intègre la direction du PCA. Il retrouve des fonctions paramilitaires lors de la guerre d'Algérie. Il est alors en effet membre de la direction de l'organisation armée clandestine du PCA, luttant contre les troupes françaises pour l'indépendance de l'Algérie. À ce titre, il est alors aussi chargé de négocier des fournitures d'armes avec les PC d'Albanie et de Corée du Nord. Il meurt en Algérie. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article157891, « Notice LARRIBÈRE Camille », René Gallissot, version mise en ligne le 6 avril 2014, dernière modification le 23 janvier 2019).

résistances locales. Un essai de formation de sections actives est ainsi signalé en Gironde, sur la base de travailleurs étrangers des chantiers navals de Bordeaux-Bastide[362], mais échoue, débouchant sur l'organisation en catastrophe de groupes de dockers, de charbonniers et de métallurgistes pour assurer la sécurité de la manifestation du 1er mai 1925[363].

Fin mai 1925, après la fusillade de la rue Damrémont (que l'on examinera en détail plus avant), les sections actives sont dotées d'un règlement interne et leur commandement est réorganisé, mettant l'accent sur la discipline et le contrôle politique de groupes toujours considérés comme peu disciplinés. Le 26 mai, une réunion commune du bureau d'organisation et du comité d'action recommande ainsi que les sections actives soient placées sous l'autorité directe des exécutifs de rayon, et non plus comme auparavant, de commissaires spécialisés. Le commandement des sections est aussi réorganisé, et le commandant unique, spécialiste « militaire », est remplacé par un comité exécutif dirigé à la fois par un commissaire politique et un « chef d'action »[364]. Comme pour les *Centurie proletaria* italiennes, il s'agit là d'une reproduction de la double chaîne de commandement existante dans l'Armée rouge russe, qui semble indiquer l'importance que recouvrait pour le PC un contrôle plus serré de ces groupes.

Le contexte politique de la fin de 1924 et son interprétation par la direction Treint-Girault mettent au premier plan la constitution de groupes de défense efficaces et capables de susciter l'adhésion de la classe ouvrière. Avec la victoire du Cartel, la bourgeoisie semble en effet avoir choisi le chemin du fascisme pour combattre le prolétariat — ce que paraissent indiquer la multiplication et l'activité croissante des ligues d'extrême droite. C'est dans ce contexte que s'opère la transformation de l'autodéfense communiste, passant d'un organe de seul combat à une structure unique et autonome associant combat et propagande.

Après le congrès de Tours, l'autodéfense du PC reste pendant de longues années fondée sur les modèles issus de la SFIO, ne changeant que les dénominations. Après plusieurs épisodes violents qui démontrent le besoin d'une réorganisation, c'est du PC italien et de ses *centuries* que vient l'exemple qui va inspirer la nouvelle direction du parti. Dans un contexte politique nouveau, et alors que l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches ouvre d'après les dirigeants communistes une période révolutionnaire, le PC se lance dans la tâche de réorganiser tout le pan clandestin de son travail, « régularisant » ses rapports avec les services secrets soviétiques, poussant à la création de cellules secrètes, et se lançant dans la préparation à l'insurrection révolutionnaire. Cette nouvelle orientation provoque une certaine inquiétude, qui confine parfois à la panique, dans les milieux policiers et gouvernementaux. Cela débouche sur une répression accrue qui nourrit à son tour le tournant clandestin du PC.

Chapitre 5: La SFIC et la « première vague » des ligues, 1924-1926

En 1924, la victoire du Cartel des gauches, alliance des radicaux et de la SFIO, débouche sur la formation du gouvernement Edouard Herriot, porteur d'un programme assez modéré de réformes sociales et politiques. Malgré cette modération, cette victoire est interprétée par la droite comme par les communistes comme un signe avant-coureur de la révolution socialiste à venir. Les ligues nationalistes connaissent alors un renouveau inédit depuis l'affaire Dreyfus. Pour le PC, la prolifération de groupes d'extrême-droite, moins de deux ans après la Marche sur Rome, est le signe de la montée rapide d'une menace fasciste contre laquelle le mouvement ouvrier doit immédiatement organiser sa défense, en laissant la SFIO de côté. Pendant plusieurs mois, des affrontements violents, et souvent meurtriers, opposent ligueurs et communistes, semblant préparer un affrontement généralisé. Ce n'est qu'à la fin de 1925 que le PC adoucit sa politique et s'oriente à nouveau vers une politique de « front unique de l'antifascisme ».

Les leçons de la défaite italienne

Pour l'IC et ses différentes sections, le fascisme apparaît en tant que phénomène spécifique lors de la prise du pouvoir de Mussolini. Après l'échec des grèves révolutionnaires du *Bienno Rosso* (1919-1920), le mouvement fasciste, originellement peu nombreux et assez confus idéologiquement - associant des positions nationalistes à de vagues revendications sociales -, commence à recevoir un soutien massif du patronat industriel et des grands propriétaires terriens de la plaine du Po. Composé de jeunes bourgeois, de chômeurs, mais aussi d'un grand nombre d'anciens combattants nationalistes déclassés des suites de la guerre, le fascisme est en effet un outil parfait pour écraser par la force le mouvement ouvrier qui vient de terrifier la bourgeoisie italienne. Les escouades fascistes s'abattent alors sur les quartiers ouvriers et les communes rurales socialistes, assassinant militants et élus et détruisant les locaux syndicaux et les Maisons du Peuple. C'est le « règne du Manganello et de l'huile de ricin »[365]. Ni le parti socialiste, qui se cantonne à des appels au gouvernement, ni le parti communiste, sorti largement minoritaire de la scission de Livourne en 1921 et qui se refuse à tout front unique avec le PSI, ne savent comment réagir efficacement à cette nouvelle menace[366]. Bénéficiant de la complicité souvent active des autorités judiciaires et militaires, le fascisme peut donc devenir une force politique de premier plan jusqu'à prendre le pouvoir en octobre 1922 avec le soutien de la monarchie et de l'armée. Le mouvement ouvrier italien était déjà vaincu. Il est maintenant dispersé, ses organisations progressivement interdites et sa vie sociale liquidée.

Pour le parti communiste italien, et pour l'IC, la nouveauté du phénomène n'est pas immédiatement évidente. Des révolutions avaient échoué auparavant sans déboucher sur une telle catastrophe. C'est dans le courant de 1921 et surtout à partir de 1922 que la conscience de la spécificité du fascisme comme forme de lutte politique anti-ouvrière apparaît dans l'IC. À partir de la marche sur Rome, des articles théoriques réguliers portant sur le fascisme sont ainsi publiés dans la presse de la SFIC. L'analyse qui en est faite devint ensuite un classique dans le mouvement marxiste : le fascisme était défini comme un mouvement de masse s'appuyant sur la mobilisation de la petite-bourgeoisie, de déclassés et d'aventuriers, semblable par de nombreux aspects à un « boulangisme qui a réussi »[367],

mobilisé et organisé pour écraser le prolétariat. Face à une telle menace, rapidement perceptible ailleurs en Europe – et notamment en Allemagne – l'IC appelle à mener la lutte sur deux fronts : d'une part en organisant la défense physique de la classe ouvrière, rejoignant ainsi le mot d'ordre d'armement du prolétariat mais en lui donnant un sens défensif ; d'autre part, par la lutte politique, en soustrayant la petite bourgeoisie en voie de paupérisation à l'influence fasciste[368]. Dans tous les cas, la lutte antifasciste doit être associée à la tactique du front unique, pour opposer les forces unies du prolétariat à la menace des chemises noires. L'antifascisme est ainsi un leitmotiv des appels au Front unique adressés à la SFIO ou à la CGT à partir de 1923.

La menace fasciste en France ?

En France, la menace apparaît tout d'abord assez lointaine aux dirigeants de la SFIC. La droite patriote de Poincaré est déjà au pouvoir, le mouvement ouvrier est en reflux plus ou moins constant depuis 1920, et les prochaines élections prévues en 1924 semblent laisser une porte de sortie légale à la crise du régime. Dans un tel contexte, la menace fasciste apparaît comme une perspective lointaine[369]. La situation allait changer rapidement avec la victoire du Cartel des gauches en 1924 et avec l'arrivée à la tête de la SFIC du tandem Treint-Girault.

Après l'arrivée au pouvoir du « Kerenski » français Herriot, une partie de la droite, craignant l'imminence de la révolution, s'oriente vers des méthodes extra-parlementaires. Les ligues d'extrême-droite connaissent une période d'intense développement[370]. Il ne s'agit pas d'un phénomène inédit, les années 1880 et 1890 avaient déjà donné naissance à deux organisations qui annonçaient idéologiquement le fascisme des années 1920 par leur mélange d'anti-matérialisme, de nationalisme et de d'anti-parlementarisme : la Ligue des Patriotes (LDP), créée en 1882 (et refondée en 1897) qui défendait un programme de république autoritaire et antiparlementaire, et l'Action Française (AF), née en 1898 et plutôt monarchiste et catholique[371]. Toutes deux existent encore en 1924 et vont connaître d'abord une certaine croissance numérique puis de nombreuses scissions. La multiplicité des organisations est en effet un aspect central du phénomène des ligues françaises, qui se divisent et se réunissent régulièrement, souvent de façon assez éphémère. À côté de ces deux ligues historiques, deux organisations jouent un rôle de premier plan en ces années 1925-1926 : les Jeunesses Patriotes (JP), qui sont au départ l'organisation de jeunesse de la LDP mais s'en séparent en 1925 sous la direction du magnat du champagne Taittinger[I] ; et le Faisceau, une scission ouvertement fasciste de l'AF[372] menée par le journaliste Georges Valois[II]. D'autres ligues cohabitent et se mêlent dans une vaste nébuleuse d'organisations, qui partagent souvent un vivier commun de recrutement[373]. On peut ainsi citer la Ligue des Chefs de Sections de Binet-Valmer, déjà évoquée plus haut, le Parti de la République Autoritaire (PRA), créé en 1925 par l'ex-socialiste-révolutionnaire Gustave Hervé, ou encore la Légion de l'écrivain-ancien-combattant Antoine

I **Pierre Taittinger (1887-1965)** : Fils de la grande bourgeoisie industrielle de Moselle ayant fui l'annexion de 1871, Taittinger rejoint la Ligue des Patriotes vers 1907. Officier en 14-18, il est élu député en 1919, puis crée en 1924 les Jeunesses Patriotes. Sous l'occupation, ce pétainiste fervent préside le conseil municipal de Paris mis en place par l'occupant. Déchu de ses droits civiques en 1945, il continue à militer dans des associations d'extrême-droite. (Fiche biographique de Pierre Taittinger sur le site de l'assemblée nationale, http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/6941 [consulté le 26 juin 2019]).

II **Georges Valois (1878-1945)** : Fils de paysans, Valois est d'abord anarchiste, avant d'adhérer en 1906 à l'Action Française. Il rompt avec l'AF en 1925 pour créer le Faisceau, qui éclate dès 1928, alors que Valois s'oriente vers une forme de syndicalisme réformiste-corporatiste. Pendant la guerre, il participe à la résistance et meurt en déportation. (Yves Guchet, « Georges Valois ou l'illusion fasciste », *Revue française de Sciences politiques*, 15-6, 1965).

Redier. Exemple de ces recompositions en cascade, cette dernière organisation fusionne d'abord avec les JP, puis après les avoir quittées au bout de quelques mois, avec le Faisceau. La Fédération Nationale Catholique (FNC) créée en 1924 par le général Edouard de Curières de Castelnau[I], bien que plus « large », se rapproche assez du milieu des ligues, notamment à cause de la personnalité de son principal dirigeant. Le général De Castelnau cumulait en effet la direction de la FNC, de la Ligue des Patriotes à partir de 1924, ainsi que d'un « Comité d'Études des Questions Maçonniques » au nom évocateur. La FNC fait aussi souvent le lien entre la droite parlementaire, notamment la Ligue Nationale Républicaine (LNR) d'Alexandre Millerand, et les ligues, notamment les JP[374]. Parmi toutes ces ligues, l'Action Française fait figure de précurseur et de référence – positive ou négative – à la hauteur de l'influence de son dirigeant Charles Maurras sur la pensée de la droite française[375].

Toutes ces organisations ont comme point commun un anticommunisme féroce, qui les fait se rejoindre par-dessus des divergences de doctrine moins importantes qu'il ne semble au premier abord. Parmi elles, seule l'AF se déclare ouvertement « anti-républicaine » et monarchiste, toutes les autres étant en faveur de l'établissement – par une réforme constitutionnelle ou par la voie révolutionnaire, selon les circonstances – d'une république « autoritaire » (selon le nom du parti d'Hervé). Même s'il reste difficile de faire clairement le point sur le degré d'autorité envisagé, la plupart de ces ligues semblent se prononcer pour le même modèle d'une république plébiscitaire, appuyée sur les anciens combattants et mettant en pratique un programme économique corporatiste, liquidant les syndicats ou les réduisant à des organes coopératifs ou consultatifs. Une autre donnée est constante, leurs liens avec des milieux d'affaires ou de la grande bourgeoisie. Des industriels et des financiers comme François Coty, Jean Hennesy, Serge André, Jacques Arthuys ou encore Pierre Taittinger participèrent ainsi personnellement à la fondation ou à la direction de certaines d'entre elles et les financèrent sur leurs fonds propres ou en rassemblant des fonds auprès de leurs amis.

Certaines de ces organisations entretiennent d'étroits rapports avec les organisations contre-révolutionnaires russes, notamment l'Union Générale des Combattants Russes (ROVS de son acronyme russe), ce qui suscite la curiosité des services de l'ambassade soviétique[376]. Près du tiers des émigrés russes blancs se sont en effet en effet fixés en France après la révolution ou la défaite définitive des armées blanches en 1922. Exilés, ils peuvent apporter leur expérience aux mouvements anticommunistes autochtones, malgré leurs divisions nombreuses et leurs hésitations sur le régime soviétique stabilisé. Vladimir Lvovich Burtsev, un ancien populiste devenu proche de Koltchak et des monarchistes pendant la guerre civile, est ainsi soupçonné par les services soviétiques de s'être rapproché en 1925 du PRA de Gustave Hervé[377].

Pour la nouvelle direction placée à la tête de la SFIC, la crainte d'une offensive fasciste contre la classe ouvrière en France apparaît dès la fin de 1924. Elle est encore renforcée par la fusillade de Douarnenez. Le 1er janvier 1925, trois hommes armés, sans doute payés par le patronat local, tentent d'assassiner le maire communiste de la ville, théâtre d'une importante grève des ouvrières de la sardinerie voisine. Cinq personnes sont blessées, dont le maire Le Flanchec, et, le lendemain, *l'Humanité* titre sur la « première flaque de sang fasciste »[378]. Pour le PC, cet épisode de violence anti-ouvrière en annonce d'autres[379] ; l'urgence est donc de mobiliser la classe ouvrière contre la menace fasciste qui se développerait grâce à la passivité du gouvernement. Cette orientation est

I **Édouard de Curières de Castelnau** (1851-1944) : Né dans une famille noble désargentée, de Castelnau sert comme sous-lieutenant en 1870-1871. Après une carrière jalonnée de polémiques, il se signale en 14-18 comme un des meilleurs commandants de l'armée française. Député en 1919, il fonde en 1924 la Fédération Nationale Catholique, opposée à la politique laïque du Cartel. Il devient la même année président de la Ligue des Patriotes.

largement liée à la perspective d'un prochain remplacement du gouvernement Herriot par un gouvernement SFIO, celui-ci devant être la dernière étape avant la révolution prolétarienne[380]. Dans ce contexte qui doit naturellement être marqué par un accroissement de la lutte des classes, il devient vital de préparer la défense du mouvement ouvrier contre les attaques prévisibles des ligues fascistes, et de se préparer au combat pour la prise du pouvoir, comme l'exprimait clairement un orateur non-identifié lors d'une réunion du BP en novembre 1924 :

> En Italie, Salandra et Giolitti ont préparé le fascisme. En Allemagne, le même processus à lieu. En France, c'est le réveil du Millerandisme et du Renaudelisme. Herriot s'appuie déjà sur les conservateurs contre nous. L'offensive contre le prolétariat a commencé : arrestations d'Italiens, Herriot a promis de battre le communisme. […] Le Parti doit se préparer à battre le fascisme. Dans la lutte contre le fascisme, le Parti, avec ses centuries ne peut que fournir les cadres. Il faut gagner de vitesse la bourgeoisie fasciste. […] Préparer l'état d'esprit du Parti pour la bataille en vue de la conquête du pouvoir et alerter l'ensemble de la classe ouvrière. Le fascisme pose la question du pouvoir. Le Parti doit avoir le cran de faire de même. En Allemagne, l'erreur [commise] par le Parti a été de ne pas le faire[I]. La préparation militaire se pose en conséquence avec une grande urgence. Condition tactique, stratégique et politique de la prise du pouvoir.[381]

On le voit, la question est même posée de la possibilité pour le PC de prendre rapidement le pouvoir, tandis que la SFIO et le Cartel sont rejetés du côté des ennemis du prolétariat, en complète rupture avec la politique de Front unique adoptée moins de deux années auparavant.

Cette « course de vitesse » avec le fascisme, relativement déconnectée de l'emprise réelle du parti sur la classe ouvrière, ne fait pas l'unanimité dans la direction. Certains de ses membres pensent en effet que la lutte « contre les JP » ne nécessite pas la mobilisation de tout le parti, mais que les « sections actives » pourraient largement s'en charger toutes seules. Pareillement, l'opposition communiste de gauche (groupée alors autour de Loriot et Dunois après l'exclusion de Rosmer et Monatte) accuse la direction du parti de jouer « au petit jeu de la guerre civile et de l'illégalité » et de favoriser l'essor d'un état d'esprit putschiste au détriment de la nécessaire conquête des masses[382]. Aucune de ces oppositions, dont certaines sont activement réprimées, ne réussit à faire dévier la nouvelle ligne, qui entre en pratique peu à peu à la fin de 1924.

Premiers affrontements

Pour mettre en pratique cette politique de lutte antifasciste, la SFIC se met en ordre de bataille, en créant des structures clandestines inspirées de l’expérience de la FNJC et adopte comme principe l'organisation systématique de contre-manifestations à chaque réunion ou manifestation organisée par les ligues, ou par les organisations soupçonnées d'en être proches. C'est le cas notamment de l'Union Nationale des Combattants (UNC) ou des sociétés de gymnastique « apolitiques », accusées de favoriser la « préparation militaire bourgeoise »[383]. De nombreuses manifestations de droite sont

I Il s'agit là d'une référence à l’échec de « l'Octobre allemand », en septembre-octobre 1923.

ainsi accueillies par des contre-manifestations communistes, ce qui débouche systématiquement sur des affrontements, avec les manifestants de droite ou avec les forces de l'ordre[384]. L'inverse n'est par contre pas vrai, la plupart des rassemblements publics organisés par le PC se déroulent « sans incidents »[385], très largement du fait de la disproportion des forces entre une SFIC unifiée et comptant des dizaines de milliers d'adhérents et des ligues dispersées, concentrées en région parisienne ou dans quelques bastions (telles l'Alsace-Lorraine pour la LP et la Bretagne pour la FNC).

L'un des premiers affrontements de l'année 1925 se produit le 28 janvier 1925 lors d'un meeting de la Ligue des Patriotes au manège Japy à Paris. Un groupe d'environ 200 contre-manifestants communistes (rejoints semble-t-il, par quelques anarchistes), parmi lesquels Renaud Jean[I], Jean Garchery[II], Charles Joly, Camille Renault et Jacques Doriot, affrontent les Patriotes et tentent d'occuper la tribune avant d'être contraints à la retraite et d'être expulsés de la salle par le service d'ordre, un quart d'heure après le début du meeting. Saluée comme un succès par *l'Humanité*[386], l'opération est néanmoins vue comme un demi-échec par le Bureau Politique, faute de réelle préparation au combat[387], ce qui pose la question de l'organisation rapide des sections actives alors en cours de formation. Ce constat d'échec se retrouve dans une réunion d'une cellule surveillée par la sûreté, lors de laquelle un militant appelait à « habituer les camarades à la discipline » pour pouvoir, la prochaine fois, « intervenir énergiquement et […] transformer la réunion fasciste en réunion communiste »[388]. On peut aussi s'interroger sur le choix de placer en première ligne d'affrontements violents autant de dirigeants de premier plan du parti. Renaud Jean et Doriot sont en effet alors membres du CC, Renaud Jean et Garchery sont même députés, tandis que Renault et Joly sont élus municipaux à Paris. Si l'on pense aux consignes de prudence dictées par les besoins de la préparation à la clandestinité, cette exposition de dirigeants aux coups et à la répression est assez surprenante. Cela change assez vite et lors des affrontements suivants, peu de grands noms sont aux premières lignes des bagarres.

Quelques jours plus tard, le 9 février 1925, un meeting de la FNC débouche à Marseille sur les premiers morts d'une longue série cette année-là. Cet événement, décrit comme une réunion privée par *l'Écho de Paris*[389], doit rassembler plusieurs orateurs nationaux de la Fédération, notamment le général de Castelnau mais aussi Xavier Vallat[III] (qui était alors aussi membre de l'Action Française – illustrant ainsi les rapprochements fréquents parmi les ligues) et l'évêque de Marseille Daniel

I **Renaud Jean (1887-1961)** : Fils de paysan, Jean adhère en 1908 à la SFIO et combat en 14-18 dans l'infanterie coloniale. Spécialiste de la paysannerie, Renaud Jean est membre du CD, puis du CC du PC pendant tout l'entre-deux-guerres. Il reste largement au second plan des conflits internes de la direction. Ébranlé par le pacte germano-soviétique, il reste à l'écart de la résistance tout en restant membre du PC après-guerre. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article49864, « Notice JEAN Renaud », Claude Pennetier, version mise en ligne le 14 avril 2009, dernière modification le 9 février 2019).

II **Jean Garchery (1872-1957)** : Adhérent au Parti Socialiste de Jean Allemane dès 1890, Garchery rejoint le PC après Tours et siège au CD de 1921 à 1923. Responsable de la commission de contrôle en 1924, il entre au CC en 1926. Il est exclu avec Louis Sellier en 1929 et milite au POP, puis au PUP avant de revenir en 1937 à la SFIO. Sous l'occupation, il se rapproche du RNP de Marcel Déat et de différents journaux collaborationnistes. Il participe en 1945 à la création du PSD. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article76169, « Notice GARCHERY Jean », Jean Maitron, Claude Pennetier, Justinien Raymond, version mise en ligne le 3 février 2010, dernière modification le 19 août 2017).

III **Xavier Vallat (1891-1972)** : Né dans un milieu catholique, Vallat adhère à l'Action Française en 1908. Il combat en 14-18 et perd une jambe. Député à partir de 1919, il reste sympathisant de l'AF, puis rejoint les Croix de Feu en 1928, avant de participer à la scission menée par Joseph Pozzo di Borgo en 1936. Sous Vichy, il est chef de la Légion française des combattants et commissaire général aux questions juives. Condamné en 1947 à dix ans de prison, il est libéré dès 1949 et milite ensuite dans un groupe héritier de l'AF. (Fiche biographique de Xavier Vallat sur le site internet de l'Assemblée Nationale, http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/7283 [consulté le 26 juin 2019]).

Champavier. Tout cela lui donne une importance particulière dans cette ville traditionnellement ancrée du côté de la gauche républicaine, et où la SFIO, comme le PC, compte de nombreux adhérents.

Une manifestation de protestation est très vite organisée, appelée par le PC d'une part, et de l'autre par les organisations proches du Cartel des Gauches, parmi lesquelles se trouvaient notamment la SFIO, le parti radical, les loges maçonniques marseillaises, l'union locale CGT ou encore la Fédération de la Libre Pensée[390]. Craignant (à juste titre) des affrontements, la préfecture fait protéger le lieu du rassemblement par près de 800 agents de police et militaires. Le jour du meeting, la contre-manifestation groupe près de 4 000 manifestants, majoritairement communistes ou socialistes. Le dispositif de sécurité mis en place par la préfecture réussit à protéger le meeting en lui-même, qui regroupe lui aussi autour de 4 000 personnes, mais c'est après la dispersion du meeting que des affrontements éclatent entre des groupes de retardataires quittant les lieux et des contre-manifestants[391]. Dans la bagarre, deux catholiques sont tués, l'un d'une balle probablement tirée par un militant communiste italien, l'autre d'un coup à la tête[392]. Plusieurs contre-manifestants sont arrêtés, dont au moins deux auraient été armés[393]. Cet épisode déclenche une polémique féroce, les ligues accusant Siméon Flaissières, maire SFIO de Marseille, d'avoir encouragé les violences et de les avoir même facilitées en faisant éteindre l'éclairage public municipal autour du lieu du meeting. Pour l'*Humanité* par contre, toute la responsabilité des affrontements repose sur le climat de guerre civile que les ligues fascistes favoriseraient:

> Le drame de lundi soir n'est-il pas l'aboutissant fatal des provocations qui depuis des mois ont libre cours en France? Affiches, manifestes, démonstrations des ligues cléricales et fascistes se multiplient. Chaque semaine nous apporte la nouvelle d'autres incidents. Chaque jour la presse réactionnaire amasse, contre la classe ouvrière un peu plus de haine, par l'injure, par le mensonge, par les faux, par d'insolentes provocations, elle crée en France cette atmosphère favorable à la bataille, à la guerre civile.[394]

Ou comme l'exprime plus prosaïquement François Chasseigne, alors dirigeant des groupes de combat de la FNJC : « À Marseille, [les ligues] ont reçu la raclée qu'elles avaient largement cherchée »[395]. Cette attitude du PC vis-à-vis des affrontements qui se produisent alors de plus en plus fréquemment, consistant à en rejeter la responsabilité sur le « fascisme » et à appeler à l'organisation de forces d'autodéfense ouvrière, restera le ton dominant pour toute l'année 1925, et même au-delà.

En réaction à la fusillade de Marseille, le PC décide de relancer la campagne pour un front unique « à la base » en organisant une série de meetings devant déboucher sur la création d'organes spécifiquement dédiés à la lutte antifasciste, les Comités d'Unités Prolétariennes (CUP)[396]. Ceux-ci avaient été imaginés peu de temps auparavant et présentés par Albert Treint comme un moyen d'organiser « la masse [par] elle-même » au-delà des querelles de parti ou de syndicat

> Le Comité d'Unité prolétarienne ne doit pas être une création artificielle du Parti communiste. Il doit être l'expression de tous les travailleurs de l'usine. Si, ce qui est peu probable, des opinions divergentes se font jour à l'assemblée générale de l'usine, la

> minorité se soumet à la majorité. Le Comité d'Unité prolétarienne exécute les décisions de la Majorité.[397]

On le voit, les CUP ne sont en fait pas, comme le pensait la Sûreté[398], une copie de leurs homonymes, les ComProlEd russes (qui étaient un moyen d'organiser les travailleurs « sans-parti » autour du PC). Il s'agit plutôt d'une tentative de constitution de soviets « à la française », qui grouperaient la majorité des travailleurs sans distinction de parti, sur la base de la lutte contre la répression et la menace fasciste « apparue brusquement devant le prolétariat français »[399]. Les CUP sont supposés s'étendre par la suite jusqu'à devenir un véritable contre-pouvoir, se dotant de groupes d'action chargés de « diriger la formation des troupes prolétariennes » en cas d'insurrection[400]. Là encore, le parallèle avec le rôle joué par les soviets russes en 1917 est évident, mais ne fait que renforcer le caractère artificiel de ces structures révolutionnaires. Reflet de l'isolement croissant du PC et de l'absence de réelle mobilisation de masse, les CUP n'ont que peu de succès et, en mars 1925, la sûreté peut rapporter qu'ils ne sont souvent composés que de militants du PC ou des JC, auxquels s'ajoutent quelques rares sympathisants[401]. Maintenus plus ou moins artificiellement en activité pendant l'année 1925, ils disparaissent peu à peu. Ils permettent néanmoins de voir clairement quel rôle la direction du PC entendait donner à la lutte antifasciste ; loin de permettre la mise en place d'une politique de front unique, il s'agissait de s'appuyer sur cette lutte « défensive » pour favoriser la préparation d'une insurrection révolutionnaire. Dans ce schéma, les affrontements avec les ligues doivent donc jouer un rôle de catalyseur pour la mobilisation des masses.

Une guerre civile « en gestation » ? De la « descente » de Sèvres à la rue Damremont

Cette série d'affrontements connaît une brusque escalade en avril 1925, lorsque deux événements rapprochés rendent crédible l'hypothèse d'une guerre civile « en gestation ». Le 15 avril 1925, les Jeunesses Patriotes organisent une véritable démonstration de force à l'occasion d'un meeting de Pierre Taittinger et Georges Bonnefous à Sèvres. Craignant une attaque communiste et se souvenant que Taittinger avait été empêché de parler lors d'un précédent meeting dans cette ville, ils mobilisent près de 400 de leurs militants[402]. Parmi eux, les membres de leur « brigade de fer », qui groupe les anciens combattants ayant effectué un service armé et censés être disponibles à toute heure[403]. Le meeting se déroule sans que les communistes n'interviennent. Cette opération est ensuite largement décrite par la presse d'extrême-droite, notamment par *l'Écho de Paris*, qui lui donne les traits d'une véritable opération militaire. La « brigade de fer » a occupé le bâtiment du meeting et les rues avoisinantes plusieurs heures à l'avance, tandis que des réserves motorisées se positionnaient aux abords de la ville dans un lieu peu fréquenté (aux abords du cimetière municipal). En cas de problèmes, les troupes du centre-ville devaient pouvoir appeler à l'aide ces réserves au moyen de fusées de signalisation tirées depuis le toit du bâtiment. L'ensemble du dispositif était transporté sur des camions automobiles[404]. Même s'il faut juger avec distance les affirmations d'un journal très proche des JP et partisan de l'emploi de la manière forte contre les communistes, cet article est néanmoins révélateur des ambitions et des objectifs des JP. Pour la Sûreté, il est alors évident que l'action de Sèvres est un « essai ». Les JP s'entraîneraient à pénétrer en force dans une zone de banlieue vulnérable, dans laquelle le PC est faible, avant de se tourner contre les quartiers plus solidement tenus par les communistes autour de Paris[405].

Cette préparation paramilitaire n'est que la partie visible d'une intense activité. Comme beaucoup de ligues, les JP se livrent alors à un véritable travail de préparation à la lutte contre-révolutionnaire, en se basant notamment sur l'étude des combats urbains livrés dans l'Allemagne des années 1919-1923 entre révolutionnaires et forces de l'ordre (*Freikorps* ou *Reichswehr*). Lors d'une perquisition dans un de leurs locaux, la police saisit ainsi un document d'une trentaine de pages, traduction d'une brochure rédigée en Allemagne qui condensait les enseignements tactiques de ces années de combats en une sorte de manuel de la lutte anti-insurrectionnelle en milieu urbain[406]. L'expérience des combats de la Ruhr en 1919 ou de Hambourg en 1923 y est condensée pour produire une série de leçons sur les méthodes, les équipements et les tactiques les plus adaptées à la lutte contre des insurgés communistes. Un tel document indique assez clairement ce à quoi se destinent alors les JP. Dès le mois de mars 1925, un rapport de la Sûreté affirme que les JP organisent des groupes paramilitaires prêts à mener des raids motorisés contre la « zone rouge » de la banlieue parisienne[407]. Ils bénéficient aussi de la complaisance de certains cadres militaires, qui leur fournissent des armes de guerre pour l'entraînement des militants à travers une association sportive agréée, en toute connaissance de cause, par le Haut Commissariat subordonné au ministère de la guerre[408]. Plus inquiétant encore pour les communistes, le 5 octobre 1925, deux industriels du Nord, membres de l'Action française, sont arrêtés par la douane alors qu'ils transportent des fusils de guerre allemands Mauser et plusieurs centaines de cartouches, qui doivent servir à équiper les camelots de Lille en cas d'insurrection communiste[409]. Quelques mois, plus tard, ce sont deux aristocrates de la région qui sont à leur tour compromis dans une affaire du même genre, pour n'être condamnés qu'à six mois de prison avec sursis[410]. Tous ces efforts de préparations militaires correspondent aux intentions affirmées des ligues de seconder les forces de répression en cas d'insurrection communiste, et rejoignent les plans élaborés progressivement dans les années 1920 par les sommets de l'armée française, qui prévoient l'intégration des groupes paramilitaires de droite à la défense de Paris en cas de soulèvement révolutionnaire ou de guerre avec l'Allemagne (l'ex-Reich étant toujours perçu comme un allié objectif de l'IC)[411].

Quoi qu'il en soit de la réalité des effectifs mobilisés et des moyens mis en œuvre à Sèvres, cet épisode a un impact très important sur les communistes. *L'Humanité* publie dès le 17 avril un article de Paul Vaillant-Couturier qui se réfère directement aux deux articles publiés dans *La Liberté* et *l'Écho de Paris*. Pour lui, cette mobilisation aux allures militaires emmenant des miliciens en camions dans les communes ouvrières évoque les raids des *squadristes* contre les municipalités socialistes ou communistes en Italie du nord pendant l'automne 1921. Il l'estime « grosse de conséquences prochaines » et affirme que, « part du bluff » mise à part[I], elle doit inciter les travailleurs à organiser leur propre défense[412]. C'est la même attitude qui est adoptée par le BP lorsqu'il aborde la question. François Chasseigne, dirigeant des groupes de combat, y affirme notamment que, même si « la manœuvre de la réunion de Sèvres [était] du bluff », ce serait un « désastre » de ne pouvoir empêcher « une réunion dans une ville prolétarienne de banlieue, Clichy-Levallois par exemple »[413]. Un meeting réussi dans une ville ouvrière, et a fortiori un raid JP contre un meeting communiste, serait ainsi une preuve de l'incapacité des communistes à « défendre » leurs positions et la classe ouvrière. Il s'agit donc de se préparer à défendre les villes de la banlieue rouge et, éventuellement, à contre-attaquer. On voit bien ici comment l'agitation d'extrême-droite nourrit son adversaire communiste (et vice-versa), ce qui, dans une période économiquement et politiquement assez troublée, concourt à une radicalisation politique pouvant sembler générale.

I Cette « part du bluff » doit bien sûr être appliquée à la présentation faite par la presse communiste de ses propres organisations d'autodéfense, un de leurs principaux rôles de propagande étant justement de démontrer les capacités d'organisation du PC.

La question de la défense des meetings face aux fascistes est donc récurrente dans les discussions du Bureau Politique de ces mois-là, et est toujours liée à celle des méthodes à adopter pour développer les organes d'autodéfense du Parti. Le débat qui s'ouvre alors sur cette question oppose les formes embryonnaires des deux positions récurrentes sur cette question pour toute notre période. D'une part, les tenants d'une organisation du Parti, intégrée au Parti (comme l'étaient les groupes de combat formés sous le contrôle des secrétaires de cellules et de sections), qui aurait vocation à ne se développer massivement que lors d'une mobilisation révolutionnaire. De l'autre, les partisans d'une organisation d'autodéfense de masse, intégrant les sympathisants et formellement autonome par rapport au Parti. Au-delà de ces différences, le consensus est assez large sur la nécessité de renforcer largement l'autodéfense et d'en faire une école de formation pour les « cadres » d'une future armée rouge. Quelques jours avant les affrontements de la rue Damremont, Albert Treint, alors champion de la deuxième option au sein du BP[I], prône encore l'élargissement du service d'ordre en faisant appel aux sympathisants les plus proches :

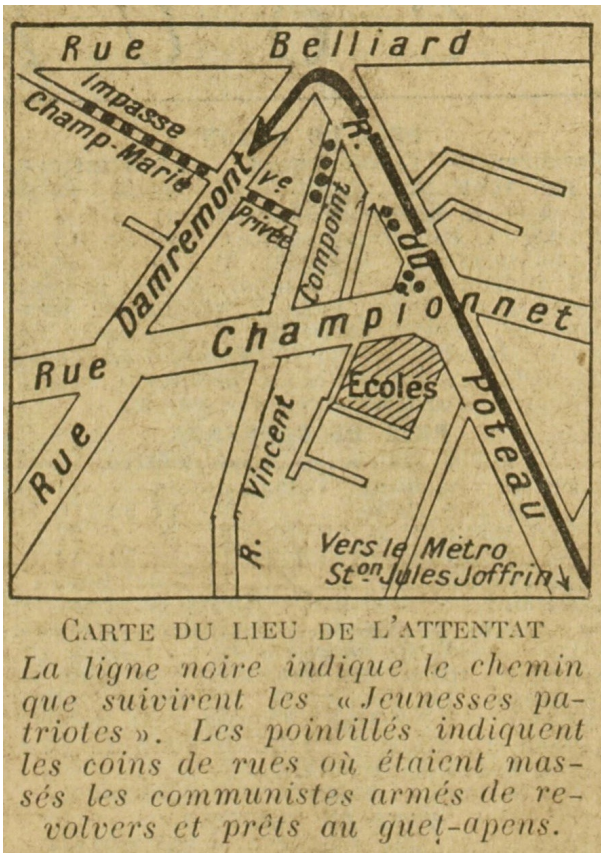
> Nous n'empêcherons pas une descente bien préparée, avec nos propres forces. Il faut faire appel aux ouvriers sympathisants qui acceptent la discipline et les directives du Parti, cela n’exclura pas un appel aux prolétaires dans les réunions. Il faut lier nos organisations à un mouvement de masses.[414]

On peut noter en passant l'hypothèse bizarre d'ouvriers prêts à accepter la discipline et les consignes du parti, hors de tout organe de démocratie ouvrière qui donnerait une légitimité supérieure à ce parti (comme le pourraient des *soviets* groupant adhérents et sans-parti par exemple), mais qui se refuseraient quand même à adhérer à la SFIC. Treint touche là du doigt sans s'en rendre compte la contradiction entre la politique d'autodéfense qu'il défendait et son hostilité récente à la politique de front unique, appliquée comme un outil de « conquête des masses ».

C'est dans cette ambiance de crainte et de préparation réciproque à l'affrontement qu'un meeting électoral débouche sur la fusillade politique la plus meurtrière de l'année 1925. Alors que les élections municipales approchent, un meeting contradictoire doit opposer, dans une école du quartier des Grandes-Carrières à Montmartre, un candidat de la Ligue Nationale Républicaine (Raoul Sabatier) au conseiller municipal sortant SFIO (Jean Varenne) et à la candidate communiste (Lucienne Marranne[II]). Cette dernière, militante communiste de longue date (elle sera membre en août 1925 de la délégation envoyée auprès d'Abd-el-Krim par la SFIC en pleine guerre du Rif), était aussi la femme de Georges Marranne. Ce membre du Bureau politique depuis 1922 avait été emprisonné quatre mois l'année précédente en raison de son rôle dans la lutte contre l'occupation de la Ruhr. Plusieurs dirigeants de premier plan des deux bords sont donc au soir du 23 avril dans l'école de l'angle de la rue Championnet et de la rue du Poteau. Pierre Taittinger, accompagné de gardes du corps, est venu apporter son soutien à Sabatier. François Chasseigne, dirigeant de premier plan de la JC et membre du comité central, est venu renforcer de sa présence les JC présents, tandis que Camille Larribère dirige personnellement le SO qui entoure la salle. Le meeting se déroule à

I Cette position d'une autodéfense de masse, empruntant des traits à la politique du front unique, est celle qui prévalut ensuite lors de la création des GDA, avant d'être abandonnée par l'IC en 1928 puis condamnée de façon catégorique par le PC en 1933-34.

II Le PC avait pris l'habitude de présenter des femmes à des élections pour protester contre le fait qu'elles soient privées du droit de vote et d'éligibilité. Voir : Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, *op.cit*, pp.262-267.



Plan des lieux de la fusillade de la rue Damrémont. Source: l'Excelsior, 25 avril 1925.

peu près normalement, malgré quelques affrontements peu importants, lorsque à 23h15, une petite colonne de JP marchant au pas par rangs de quatre se présente à l'entrée de la salle. Il s'agit de renforts envoyés par les JP mobilisés à l'origine pour assurer la sécurité d'un meeting tenu au Cirque de Paris mais appelés suite aux premiers affrontements de la soirée, peut-être par erreur. Les policiers présents, pour éviter tout affrontement avec le service d'ordre communiste présent aux abords de la salle, leur enjoignent de s'éloigner. Peu disposés à obéir, ils continuent leur marche par la rue du Poteau puis tournent rue Damrémont, afin de contourner le barrage de police et de tenter d'approcher la salle du meeting par un autre côté. À l'intersection de l'impasse Champ-Marie et de la rue Damrémont, ils tombent probablement nez-à-nez avec un groupe de membres du SO communiste et un affrontement éclate. Des communistes ouvrent le feu et tuent trois JP en fuite (un quatrième décédera plus tard des suites de sa blessure). La police, alertée par les déflagrations, accourt et arrête deux communistes armés de pistolets, Jean-Pierre Clerc et Marc Bernardon, tandis que d'autres réussissent à s'enfuir[415]. Les affrontements ne s'arrêtent pas là. Lorsque Taittinger et Sabatier quittent la salle, d'autres bagarres éclatent sur leur trajet jusque sur les quais du métro.

Immédiatement, la version mise en avant par la presse quotidienne est que ce « guet-apens » a été organisé sciemment par le PC contre les JP, avec l'aide d'un complice ayant donné un faux coup de téléphone au Cirque de Paris pour appeler à l'aide[416]. *Le Journal* titre ainsi sur le « guet-apens communiste »[417], tandis que *Le Matin* affirme que les premières perquisitions ont confirmé le caractère prémédité de « l'assaut livré à l'ordre public », des « directives » en ce sens ayant soi-disant été retrouvées par la police. Cela était faux, ce que le journaliste reconnaissait lui-même dans le corps de l'article, contredisant son propre titre[418]. La police s'oriente au contraire très tôt vers la thèse d'un affrontement provoqué par « l'excitation » du SO communiste à la vue d'une colonne de JP au comportement « trop exubérant ». La Sûreté insiste alors sur le fait que les dirigeants du parti comme l'ambassade soviétique avaient été pris au dépourvu par l'affaire[419]. Cette hypothèse d'un affrontement « accidentel » reste encore aujourd'hui la plus probable et correspond assez bien à l'état d'esprit dans lequel se trouvaient alors les militants communistes, anxieux à l'idée d'une offensive des ligues. Dans ce contexte, l'arrivée nocturne d'une colonne de plusieurs dizaines de JP manœuvrant au pas et armés de cannes plombées n'était pas faite pour rassurer les membres du SO communistes, dont plusieurs sont toujours armés, comme lors du meeting de la Grange-aux-Belles. Alors que l'épisode de Sèvres est encore dans tous les esprits, il n'en faut sans doute pas plus pour qu'une escarmouche se transforme en bataille rangée dans laquelle les revolvers l'emportent sur les gourdins. L'affrontement commencé, il est difficile d'y mettre fin, chaque camp s'estimant alors en

position défensive, les communistes pour avoir « repoussé » la colonne de JP, et les JP pour s'être défendus face à « l'embuscade ». De son côté, la direction du PC diligente immédiatement après les faits une enquête interne, auditionnant des militants témoins de la bagarre, et conclut en rappelant que l'usage des armes à feu était réservé à la seule « défense », ce qui indique que ce ne fut pas le cas ce soir-là[420].

C'est d'ailleurs à cette thèse d'un affrontement spontané qu'aboutit le procès officiel, qui se tint un an plus tard en avril et mai 1926. Il conclut à l'innocence de Bernardon, contre lequel aucune preuve n'avait pu être retenue, et à un meurtre sans préméditation pour Clerc, auquel étaient même reconnues comme circonstances atténuantes les « provocations » des JP[421]. Ce verdict est acclamé comme une victoire par *l'Humanité*, qui le considère comme une reconnaissance de la position qu'elle avait adoptée aux lendemains de la fusillade, en présentant celle-ci comme la légitime réponse du prolétariat au fascisme agresseur, s'armant au grand jour depuis la fin de 1924[422].

La proximité de cet épisode avec le 1er mai comme avec les élections municipales (3 et 10 mai) fit craindre à nombre de militants communistes que les JP ne cherchent à se venger[423]. La manifestation parisienne du 1er mai ayant été interdite par le ministre de l'intérieur Abraham Schrameck, des meetings sont organisés en remplacement et les sections actives mobilisées pour leur protection comme pour celle des locaux du parti lors des élections municipales[424]. Ces mesures semblent n'avoir pas été particulièrement imposantes, une bonne part des sections n'étant mêmes pas été mobilisées. Loin des hantises des militants du rang, la direction du PC ne croyait à juste titre pas que les JP se risqueraient à des représailles[425]. Ceux-ci semblent en effet largement atteints par la fusillade de la rue Damrémont et ne sont alors pas en état de contre-attaquer, Taittinger lui-même éprouve le besoin de prendre du repos loin de Paris[426]. Conséquence sans doute de la rue Damrémont, la menace active de la première vague fasciste semble ensuite s'éloigner pour la propagande du PC. L'antifascisme reprend les couleurs d'une lutte avant tout internationale, sans pour autant oublier complètement les ligues.

En août 1925, une manifestation est ainsi organisée par le PC pour protester contre la répression qui frappe les communistes dans trois pays d'Europe orientale : la Bulgarie, la Pologne[I] (notamment autour du cas de trois militants, accusés du meurtre d'un provocateur et condamnés à mort[427]) et la Roumanie. L'idée d'une telle manifestation, prévue à l'origine pour être dirigée contre l'ambassade de Pologne, a été avancée publiquement par Albert Treint, lui attirant les reproches d'autres dirigeants, partisans pour leur part d'une manifestation préparée de façon plus clandestine[428]. Avant la manifestation elle-même, ont lieu quelques actions préparatoires des JC contre le consulat de Pologne. À plusieurs reprises, quelques équipes de communistes (ou supposés tels selon les renseignements de la Préfecture) arrivent à lancer des pierres sur le bâtiment, brisant des vitres et forçant les agents de surveillance à les poursuivre sans arriver à en appréhender un seul[429]. Finalement, et après une campagne d'articles dans *l'Humanité*, la manifestation se tient le 28 août 1925. Son objectif officiel est de faire entendre la « protestation des travailleurs » devant le siège des journaux ayant, selon *l'Humanité*, « fait l'apologie des crimes des gouvernants de Pologne, de Roumanie et de Bulgarie »[430]. Il s'agit de *l'Action Française* (qui prétend ce jour-là que 500 polonais ont été exécutés en URSS en représailles pour les trois communistes exécutés à Varsovie), de *l'Écho de Paris*, de *La Liberté* (qui accrocha pour l'occasion un grand drapeau tricolore à son

I Le PC polonais, dont la direction oppositionnelle avait récemment été démise suite aux manœuvres des dirigeants de l'IC, était victime de la répression du gouvernement « démocrate-chrétien » de Wincenty Witos, qui était menacé sur sa droite par le général Piłsudski et sur sa gauche par les communistes. Voir : Pierre Broué, *Histoire de l'internationale communiste*, *op.cit*, pp.375-379.

balcon), de *L'Éclair*, de *La Victoire* de Gustave Hervé, du *Matin*, de *l'Avenir*, du *Temps*, du *Gaulois* et enfin du *Figaro*. Le propriétaire de ce dernier, le sénateur bonapartiste d'Ajaccio François Coty, est alors un admirateur déclaré de Mussolini et le mécène de plusieurs ligues dont l'AF et le Faisceau. Les sièges desdits journaux sont entourés par « un grand nombre » d'agents de police, apparemment autant dans le but de les protéger que d'empêcher des affrontements entre les manifestants et les Camelots du Roi ou les Jeunes Patriotes mobilisés pour empêcher un éventuel assaut de leurs rédactions[431]. Il s'agit d'un point à noter, la police ne vise alors pas les sites de concentration des manifestations, elle cherche à défendre avant tout les lieux visés par les manifestants[432]. Cela changera avec l'arrivée de Chiappe[I] à la préfecture de police. Le 28 août, en tout cas, consigne est donnée par le PC « d'éviter toute provocation et tout conflit avec la police » et *l'Humanité* conseille même aux manifestants, en cas de blocage par les forces de l'ordre, « de se disperser et de se reformer plus loin » suivant les consignes du service d'ordre[433]. Le 28 août étant un vendredi, jour de travail, le PC commence par organiser des meetings devant certaines usines pour permettre à des travailleurs sortant du travail de se joindre à la manifestation[434]. La manifestation est au final assez courte, rassemblant environ un millier de personnes dispersées en groupes de quelques dizaines à quelques centaines de manifestants[435]. Si elle est émaillée de quelques affrontements, elle ne déborde pas du quartier des grands boulevards et les manifestants ne tentent pas de s'approcher des ambassades. *L'Humanité* du lendemain peut tourner en ridicule les fascistes « apeurés » et retranchés dans leurs rédactions et se féliciter de l'esprit de discipline des manifestants et des militants qui ont fidèlement appliqué les consignes données la veille (malgré certaines provocations de la police et de provocateurs ligueurs dont la présence dans la manifestation, dénoncée par *l'Humanité*, est confirmée par un rapport de police)[436]. Cette manifestation, appelée sur un motif purement politique, illustre assez bien à la fois le repli manifeste des Ligues, placées alors en position purement défensive, et la nouvelle interprétation du péril fasciste qui commençait à s'imposer au sein de la direction du PC, rompant progressivement avec la thèse du risque d'une « fascisation » du Cartel des gauches, qu'avait avancée Treint dans les six premiers mois de 1925, parallèlement à l'idée de la prochaine arrivée au pouvoir de la SFIO.

La menace fasciste au second plan ?

À partir de l'automne 1925, la direction du PC commence en effet à réviser l'orientation assez « alarmiste » qui avait été la sienne depuis l'automne précédent. Cela s'explique par plusieurs facteurs, au premier plan desquels la situation politique nationale et, surtout, l'évolution de la politique de l'IC. À partir du printemps 1925 en effet, la phase offensive du Komintern Zinovievien, incarnée par les outrances de Ruth Fischer ou les aventures armées d'Estonie ou de Bulgarie, cède du terrain face à un intérêt renouvelé pour la politique de Front unique, mais cette fois-ci « au sommet ». Celle-ci devient la base principale du travail de l'IC, et est poussée très loin malgré les critiques de l'opposition russe (unifiée à partir d'avril 1926). Ce sont les épisodes célèbres du comité

I **Jean Chiappe (1878-1940)** : Haut-fonctionnaire auprès du ministère de l'Intérieur, Chiappe est directeur de la Sûreté générale de 1924 à 1927 avant d'être nommé préfet de police de Paris. Proche de l'extrême-droite et notamment de l'Action Française, il est démis de ses fonctions en février 1934, ce qui débouchera sur l'émeute du 6 février. Député en 1936, il est nommé Haut-commissaire de France en Syrie par Pétain en 1940. Son avion est abattu au-dessus de la Méditerranée par des chasseurs italiens. (Fiche biographique de Jean Chiappe sur le site internet de l'Assemblée Nationale, http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/1792 [consulté le 26 juin 2019]).

syndical anglo-soviétique[I], et de l'entrée du PC Chinois dans le Guomindang de Sun Yixian[437]. En France aussi, la politique de Front unique doit donc revenir à l'ordre du jour.

Cela d'autant plus que les ligues sont alors plongées dans une série de scissions et de recompositions, qui leur rendent plus difficile de jouer un rôle aussi important que lors des premiers mois de 1925. Dans les mois qui suivent la fusillade de la Rue Damrémont, les JP rompent leurs liens avec la LDP et fusionnent avec les Légions d'Antoine Redier, tandis que Georges Valois et ses proches quittent l'AF pour fonder le faisceau, que Redier rejoint ensuite avec ses hommes après avoir écourté la fusion avec les JP. Ces dissensions débouchent même sur des affrontements violents, dont le point d'orgue fut la tentative d'assaut contre le local de l'AF menée par le Faisceau à l'automne 1926. Confronté quelques mois plus tard à une brève résurgence des ligues lors de la création du Faisceau, Treint conclut que ces disputes, loin d'être des symptômes de crises internes, étaient des signes de vitalité politique[438]. Assez paradoxalement, il fait dans le même texte le constat des erreurs passées en matière de lutte contre le fascisme :

> Nous avons braqué notre canon de 420 sur le fascisme naissant et notre fusil-mitrailleur sur le cartel. C'est le contraire qu'il aurait fallu faire[439].

Cet aveu semblant donner raison aux oppositionnels exclus entre-temps, venant de celui qui semblait jusqu'alors le principal promoteur de la ligne « antifasciste » peut surprendre, mais il correspond à l'avis dominant du CC[440], comme à l'affaiblissement de la position de Treint. Très lié à Zinoviev, qui vient alors de rompre l'alliance conclue en 1924 avec Staline contre Trotski, Treint est alors de plus en plus contesté à la tête du PC et en est d'ailleurs écarté dès le congrès suivant en juin 1926.

Le PC s'oriente donc progressivement vers une relance de la politique de Front unique en direction de la SFIO, tandis que la lutte contre le fascisme est appelée à se concentrer sur le plan politique, au détriment de l'action directe. Dès novembre 1925, le CC estime en effet que le parti a commis l'erreur de surévaluer la menace fasciste, négligeant de faire de la critique du gouvernement du cartel des gauches l'axe principal de sa propagande[441]. La nouvelle orientation repose sur une analyse différente de la menace fasciste, jugée toujours réelle – notamment grâce au soutien de la bourgeoisie – mais moins immédiate. Dans une série d'articles publiés à partir de décembre 1925 dans les *Cahiers du Bolchevisme*, le futur dirigeant Fernand Grenier[II] développe longuement cette analyse, présentant les différentes organisations existantes, leurs chefs et leurs terrains de prédilection. Il faut noter que la division des organisations fascistes s'explique alors pour lui, non pas par des « querelles de chefs », mais par la volonté consciente des dirigeants bourgeois, qui

---

I Ce comité, créé en décembre 1924 groupait les directions des syndicats soviétiques et britanniques, pour aider à l'unité syndicale internationale mais aussi au rapprochement soviéto-britannique entamé sous le gouvernement travailliste de Mac Donald (1924). L'IC avait imposé alors au PC britannique une politique d'opposition « loyale » vis-à-vis des directions syndicales. Lorsque la grève générale de 1926 échoua du fait des réticences de celles-ci, le PC ne pût en tirer aucun bénéfice. Le Comité fut finalement dénoncé par les syndicats britanniques eux-mêmes au grand dam de leurs partenaires soviétiques. Cet épisode fut un des premiers sur lequel s'articulèrent les critiques de l'opposition unifiée sur la politique de l'IC.

II **Fernand Grenier (1901-1992)** : Adhérent au PC dès 1922, il suit les cours de l'École léniniste de Bobigny en 1924. Il est dirigeant de la région Nord du PC en 1927, puis membre du CC en 1932. Il est élu maire (puis député) de Saint-Denis face à Doriot en 1937. Arrêté en 1940, il s'évade et gagne Londres en janvier 1943 comme représentant du PC auprès de la France Libre. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24320, « Notice GRENIER Fernand , Joseph », Yves Le Maner, version mise en ligne le 18 janvier 2009, dernière modification le 14 mai 2019).

auraient créé des organisations distinctes pour répondre à des situations et des états d'esprit différents : le Faisceau de Valois vise les ouvriers, alors que la FNC de Castelnau est « active surtout dans les coins réactionnaires (Vendée, Bretagne, Est, Flandres) [et] dans les cercles d'officiers »[442]. Cette analyse, assez superficielle, illustre bien les difficultés à assumer le virage brusque en matière de politique antifasciste. Les conflits entre ligues sont alors, comme on l'a vu, pourtant bien réels et reflètent, au-delà des divergences politiques entre ces courants, l'impasse dans laquelle se trouvent les ligues après la chute du gouvernement Herriot (10 avril 1925) et alors que la droite s'est à nouveau concentrée sur le champ parlementaire. Pour le théoricien communiste Grenier, il est sans doute difficile de présenter comme une menace de premier plan ces organisations divisées et dispersées, ce qui explique le raccourci adopté en présentant leur division comme une situation volontaire.

Au-delà de cette question, l'influence « fasciste » dans l'armée, notamment celle de la FNC et du journal *l'Écho de Paris*, est un sujet particulier d'inquiétude pour Grenier qui y consacre un article spécial dans lequel il insiste sur la nécessité de conquérir les soldats « ouvriers et paysans » pour les grouper et les opposer aux officiers fascistes. Cet aspect nouveau de l'antimilitarisme doit selon lui être une motivation supplémentaire pour que le travail « anti » ne soit pas abandonné aux JC mais soit investi par le parti tout entier[443]. Malgré tout, la conclusion de Grenier (et de la direction du PC) est que la bourgeoisie « ne croit pas encore venue l'heure du fascisme » mais est plutôt favorable à un renouveau du bloc national (ce qui sera effectivement le cas moins de six mois plus tard, avec le retour au pouvoir de Raymond Poincaré en juillet 1926). Grenier considère ainsi que même si de grands bourgeois soutiennent le fascisme (voire y adhèrent), c'est de façon individuelle et pas comme un phénomène de masse, le fascisme étant toujours une solution de dernier recours face à la montée de la révolution[444]. Ce constat achève alors de rompre avec l'orientation antifasciste de la fin 1924, qui présentait la menace fasciste comme une réalité immédiate.

Comme le formulait Treint, il s'agit à présent de « disputer les masses pied à pied [au fascisme, et] développer devant ces masses un programme politique et social qui enlève au fascisme sa base politique. » Ce n'est qu'à ce moment-là que la création de groupes de combat pourrait être envisagée[445], alors qu'elle avait été présentée comme une première étape en novembre 1924. Ce tournant, qui semble donner raison aux critiques récurrentes des oppositionnels de gauche (dont les derniers avaient été écartés de la direction dans le courant de 1925), suppose donc de changer de cheval de bataille sur la question du fascisme. Il s'agit maintenant d'appliquer la politique de Front unique à la lutte antifasciste, en prenant en défaut la volonté des chefs sociaux-démocrates de combattre le fascisme et ses bases économiques et sociales. Il serait ainsi possible de conquérir politiquement à la fois la base sociale de la SFIO et celle du fascisme, notamment en proposant à la petite bourgeoisie un programme capable de mettre un terme à sa paupérisation. En empêchant le fascisme de devenir un « mouvement de masse », le PC priverait la bourgeoisie d'une de ses armes. C'est là, et non dans la lutte contre la menace immédiate d'une prise de pouvoir par Valois ou un de ses semblables, que doit alors reposer l'objectif pour le PC. Enfin, « l'organisation sérieuse de la défense face aux violences fascistes » reste d'actualité mais doit s'appuyer sur la mobilisation des masses, y compris en lien avec d'autres organisations.[446] Ce sont ces critères qui vont servir de guide à la réorganisation de la politique militaire du PC dans les années 1926-1927, et en fait jusqu'à l'adoption par la SFIC de la politique « classe contre classe ».

La question du fascisme a été abordée très tôt par l'Internationale communiste et par sa section française. Sur la base de l'exemple italien, le PC prend très au sérieux la vague de ligues fascistes qui émerge au début de 1925, après l'arrivée au pouvoir du Cartel. Pour le PC, la menace est alors sérieuse, d'autant plus que ces ligues s'entraînent activement à la guerre civile et mettent en scène leurs capacités militaires. Des affrontements réguliers opposent les communistes aux Jeunes Patriotes ou aux Camelots du Roi, culminant avec la fusillade meurtrière de la rue Damrémont. Ce n'est qu'à l'automne 1925 que la menace semble s'éloigner pour le PC, lorsque la chute des cabinets Herriot et Painlevé rend moins probable l'hypothèse d'un coup de force contre la république.

DE LA « BOLCHEVISATION » À « CLASSE CONTRE CLASSE » (1926-1928)

Chapitre 6 : La naissance des Groupes de Défense Antifasciste

L'année 1926 marque un tournant dans la politique d'autodéfense du PC. La création des Groupes de Défense Antifasciste (GDA) initie la création d'un Front unique de l'autodéfense, chargé de défendre physiquement le mouvement ouvrier contre les ligues. Orientés vers les organisations politiques et syndicales ouvrières ou de « gauche », les GDA ont pour but d'asseoir l'autorité du PC dans le cadre d'un regain d'activité du fascisme français et de populariser le mot d'ordre de « l'armement du prolétariat ». Portant l'uniforme, les GDA rompent avec les traditions des services d'ordre ouvriers et socialistes, mais s'inscrivent dans une orientation générale de l'IC, qui favorise la multiplication des organisations d'autodéfense paramilitaires de front unique dans ces années 1926-1927.

L'attaque de la Salle des Sociétés savantes

Le 9 mars 1926, *l'Humanité* annonce la tenue d'un grand meeting sur les « travailleurs intellectuels et la révolution russe », qui doit se tenir le soir même, salle des sociétés savantes, dans le 6e arrondissement de Paris. Paul Vaillant-Couturier, alors député de la Seine et membre de la direction de l'ARAC, y est annoncé comme orateur, au côté de Jacques Sadoul. Celui-ci est alors un symbole. Avocat d'origine petite-bourgeoise, il adhère à la SFIO avant la guerre. Partisan de l'union sacrée en 1914 et mobilisé, il est membre du cabinet d'Albert Thomas, socialiste sous-secrétaire d'État aux munitions et aux armements, puis ministre de l'armement. Le capitaine Sadoul est envoyé en 1917 avec la mission militaire française en Russie où il se rallie au communisme après la révolution d'octobre. Lorsque la mission française doit partir, il déserte et reste à Moscou où il rencontre Trotski, collabore avec Christian Rakovski[I], président de la République Soviétique d'Ukraine, et sert même brièvement dans l'Armée Rouge avant de travailler pour l'exécutif de l'IC. Membre du groupe communiste français de Russie[II], il entretient des liens assez distendus avec la SFIC des premières années. Condamné à mort par contumace puis amnistié par le Cartel des gauches, il rentre en France, réintègre l'ordre des avocats et joue un rôle assez important dans la propagande de la SFIC sur la Russie en raison des longues années qu'il y avait passé. Cela lui vaut une haine féroce de la droite et l'extrême-droite qui voient en lui un symbole de l'anti-patriotisme des communistes et de la trahison, puisque Sadoul a servi dans l'armée rouge alors que celle-ci combattait des troupes françaises en Ukraine.

I **Khristian Gueorguievitch Rakovski (1873-1941)** : Médecin bulgare issu d'une famille riche exilée en Roumanie, Rakovski adhère au socialisme pendant ses études en Suisse. Fondateur du Parti Social-Démocrate de Roumanie en 1910, il se lie à de nombreux dirigeants ou futurs dirigeants socialistes internationaux, dont Trotski, Plekhanov ou Rosa Luxemburg. Participant à la conférence de Zimmerwald, il est emprisonné à son retour en Roumanie mais est libéré par des soldats révolutionnaires russes. En exil en Russie, il adhère au parti bolchevik et devient président de l'Ukraine Soviétique. Diplomate pour la jeune URSS, il est partisan de l'opposition de gauche. Exclu du PCUS en 1928, il est déporté sur la Volga et en Sibérie. Il abandonne l'opposition en 1934, mais est à nouveau arrêté en 1937 et condamné en 1938 à une peine de prison. Rakovski est exécuté sans jugement par le NKVD en juin 1941 après l'invasion allemande. (« Khristian Gueorguievitch Rakovski » in. Georges Haupt et Jean-Jacques Marie (*dir*.), *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Pantin, Les Bons caractères, 2018 [1e édition 1969], pp.444-467).

II Ce groupe était composé de Français vivant en Russie et ralliés au communisme sur place, et était donc directement rattaché au parti bolchevik puis à l'IC et non à la SFIC. Il y fut finalement intégré après le congrès de Tours.

La salle est comble (rassemblant probablement autour d'un millier d'auditeurs) et le meeting va commencer, lorsqu'un fort contingent de Camelots du roi prend d'assaut la tribune au cri de « Silence au traître ! ». Le service d'ordre communiste, impuissant, ne peut empêcher les Camelots de passer à tabac Sadoul et les autres personnes présentes sur la tribune, puis de chasser violemment le public de la salle. Plusieurs coups de feu sont tirés dans la bagarre par des militants d'AF, et un militant communiste est blessé à la main par une balle. Alors que les camelots sont presque maîtres de la salle, la police intervient sans ménagement, frappant communistes et monarchistes et arrêtant sept personnes (dont quatre camelots). Il s'agit là d'une opération assez importante pour l'AF, qui a mobilisé au bas mot plusieurs dizaines de Camelots. *L'Humanité* comme *l'Action française* s'entendent sur un effectif de près de 300 militants monarchistes, mais il faut garder à l'esprit que ces deux journaux ont alors intérêt à annoncer un chiffre important, que ce soit pour montrer leur force ou pour souligner la menace du fascisme[I].[447] Même s'il est sans doute exagéré, un chiffre de l'ordre de plusieurs dizaines, voire une ou deux centaines reste néanmoins relativement crédible, compte tenu des effectifs de l'AF à l'époque et du nombre des assistants au meeting. Un contingent plus réduit n'aurait sans doute pas réussi à déborder le service d'ordre et à chasser près d'un millier de personnes de la salle en quelques minutes. Lors du meeting de la Grange-aux-Belles deux ans plus tôt, quelques dizaines d'anarchistes (certes moins bien organisés que l'AF) n'avaient pas pu prendre d'assaut la tribune, ni même à s'en approcher. Cet épisode du 9 mars 1926 montre donc assez bien de quelles capacités d'action disposent alors certaines ligues.

Le lendemain, alors que l'AF célèbre la « déroute » des communistes en première page, *l'Humanité* accuse la police de complicité et compare la situation à celle ayant prévalu en Italie en 1921 et 1922, comparaison assez exagérée si on prend en compte les centaines de morts et les dizaines de milliers de blessés que causèrent les expéditions des fascistes italiens en 1921[448]. Face à l'inaction du gouvernement et à la « complicité » des socialistes qui le soutiennent, le journal appelle les travailleurs à organiser leur propre défense :

> La leçon est chère. Mais le prolétariat va prendre pour se défendre les mesures qui s'imposent. Au premier attentat contre nous et nos amis nous frapperons les complices comme les assassins. Et nous frapperons à la tête.[449]

L'événement est au centre des discussions lorsque le Bureau Politique se réunit le 11 mars. Le premier constat fait alors par les présents est celui de l'inefficacité du service d'ordre, dont l'organisation aurait été « négligée » par le parti. Un consensus se dégage aussi pour souligner que même si « la grande bourgeoisie a trouvé le moyen de remettre la main sur la démocratie » avec la chute du gouvernement Herriot et le virage à droite des gouvernements Painlevé et Briand, le fascisme reste une menace, même sous la forme de « petits groupements » tels qu'ils existent alors, car la grande bourgeoisie pourrait ensuite à partir de cette base arriver à créer un mouvement fasciste de masse. Il est donc impératif d'infliger une « série d'échecs » aux fascistes avant qu'ils ne s'organisent et se massifient. Le BP adopte en conséquence deux priorités, la première étant de favoriser « l'organisation [du] service d'ordre », la seconde de relancer la campagne pour le front unique en abandonnant les « propositions locales », qui ont été un « échec », en les remplaçant par une campagne publique.[450] On le voit, ce tournant s'inscrit nettement dans la remise à l'honneur du Front unique au sommet, après la chute de Zinoviev et l'arrivée de Boukharine à la tête de l'exécutif

I Il est aussi tout à fait possible que *l'Humanité* reprenne tout simplement le chiffre annoncé par *l'Action Française*, ou par les premières dépêches du soir.

de l'IC en 1926. Quoi qu'il en soit, ces deux aspects prioritaires fixés par le BP, meilleure organisation de l'autodéfense et front unique, vont être à la base de la création des Groupes de Défense Antifasciste (GDA), deux mois plus tard.

Les Groupes de Défense Antifasciste – un front unique de l'autodéfense

Le 29 mai, une cérémonie martiale tenue au Gymnase Huygens à Paris marque la naissance des « Groupements de Défense Antifasciste » de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC)[451]. Annoncé à l'avance dans plusieurs articles de *l'Humanité*[452], l'événement se place ostensiblement sous le patronage de la Commune de Paris. Il se tient en effet la veille du défilé devant le mur des fédérés, où avaient été fusillés et enterrés les derniers combattants de la Commune de 1871. Depuis 1883, ce rassemblement groupant toutes les organisations du mouvement ouvrier symbolise l'attachement de celles-ci à la mémoire de la Commune. La date choisie est d'autant moins un hasard que l'événement est centré sur la remise par Zephyrin Camelinat d'un drapeau rouge de la Garde nationale de 1871 à la nouvelle génération révolutionnaire, incarnée par le jeune dirigeant Jacques Duclos. La présence de ces deux militants symbolise alors en effet le lien entre le passé et le présent (voire l'avenir) du mouvement ouvrier français, dont on peut dire que Camelinat a presque vécu la naissance. Né en 1840, il devient ouvrier bronzeur à 17 ans et participe à la création des premiers syndicats alors illégaux. Proche de Proudhon, il signe le Manifeste des soixante[I] et est un membre fondateur de la première Internationale. Sous la Commune, il est directeur de la Monnaie, puis porte-drapeau d'un régiment de la garde nationale pendant la semaine sanglante. Exilé, il ne rentre en France qu'après l'amnistie de 1879. Il participe alors à la création de l'Alliance Républicaine et socialiste dirigée par Charles Longuet et est élu député en 1885. Lors de la création de la SFIO, il en devient le trésorier national. Après Tours, Camelinat partage les actions de *l'Humanité* au pro-rata des votes du congrès et offre les siennes propres à la nouvelle SFIC, renforçant encore la majorité qui donne le journal de Jaurès à la SFIC[453]. La présence ce soir-là de l'ancien porte-drapeau de la garde nationale[II] doit marquer la filiation entre les combattants de 1871 et ceux de 1926, dirigés alors par le jeune Jacques Duclos. Né en 1896 et fils d'un charpentier pyrénéen, Jacques Duclos est apprenti pâtissier à douze ans avant de monter à Paris où il découvre le socialisme, notamment à travers la lecture de *la Guerre sociale* de Gustave Hervé. Mobilisé en 1915, il combat dans l'infanterie, comme son frère Jean, et est fait prisonnier. Rentré en France après avoir participé à la révolution allemande de 1918, il est démobilisé en 1919 et adhère à l'ARAC, puis à la SFIC le soir même du congrès de Tours. En 1924, il est candidat aux législatives, puis sélectionné pour suivre les cours de « l'école léniniste » de Bobigny. Il devient ensuite permanent, à vingt-neuf ans et entre au CC en juin 1926[III]. C'est alors un

I Datant de 1864, ce manifeste annonçant le programme de revendications sociales d'un candidat ouvrier à des élections partielles est parfois vu comme l'acte de naissance du mouvement ouvrier français en même temps que sa rupture avec les républicains « bourgeois ».

II **Zephyrin Camelinat** meurt en 1932, après avoir été le premier candidat communiste à l'élection présidentielle en 1924. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24586, « Notice CAMÉLINAT Zéphirin, Rémy », version mise en ligne le 16 février 2009, dernière modification le 1er juin 2019).

III **Jacques Duclos**, devenu clandestin lors de l'affaire du « complot » de 1928, entre au BP en 1931. Amnistié en 1933, il prend de plus en plus d'importance au sein de la direction du parti, suivant sans faiblir les oscillations de la ligne de l'IC. Pendant la guerre, il est à nouveau clandestin et assure la direction du PC illégal, alors que Thorez est à Moscou. Vice-président de l'assemblée constituante de 1945, il est un des trois principaux dirigeants du PC d'après-guerre, avec Thorez et Frachon. Candidat communiste à l'élection présidentielle de 1969, il meurt en 1975.

parfait représentant de la « génération de guerre », et c'est à ce titre qu'il assure la direction des nouveaux GDA.

L'aspect commémoratif du rituel est complété par son évident caractère militaire, ou au moins militarisant. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier français, les « combattants rouges » portent un uniforme, composé d'un béret noir et d'une chemise ou vareuse bleue (cette couleur provoquant l'étonnement moqueur du journaliste de *l'Écho de Paris* qui rapporte l'événement[454]), et prêtent serment sur le drapeau rouge « de combattre jusqu'à sa mort le fascisme français »[455]. Prestations de serment, uniforme et défilés renforcent l'aspect militaire d'une organisation déjà marquée par sa vocation combattante. De son côté, l'aspect international est symbolisé par la présence d'un délégué allemand du *Roter Frontkämpferbund* (Ligue des Combattants du Front Rouge ou RFB), Friedrich Selbmann, portant lui aussi l'uniforme de son organisation[456]. Le ton est donné, les GDA vont être une Armée rouge en miniature.

Plusieurs éléments peuvent expliquer la création à ce moment-là des GDA. Après l'abandon de la priorité donnée à la politique antifasciste à l'automne 1925, le PC s'est orienté à nouveau vers une politique de Front unique et a décrété prioritaire la « conquête des masses ». Pour autant, l'activité des ligues, bien que réduite, reste importante et représente toujours une menace pour le mouvement ouvrier, comme le montre bien l'épisode du 9 mars. Elle est en même temps un puissant motif de recrutement pour le PC. Lors d'une réunion du BP, un dirigeant peut ainsi affirmer que la plupart des adhésions dans sa fédération sont motivées par l'antifascisme du parti[457]. Après l'attaque de la salle des sociétés savantes, la création des GDA est apparue comme un moyen de professionnaliser l'autodéfense, pour la rendre plus efficace, tout en l'élargissant pour en faire un organe de front unique (ce qui était une proposition de longue date d'Albert Treint). Les GDA (et les Jeunes Gardes Antifascistes – JGA – qui leur seront adjointes ensuite) entendent grouper toutes les tendances politiques du mouvement ouvrier, au-delà des différences de partis ou de syndicats. Comme l'explique clairement une résolution sur ce sujet adoptée par le premier congrès des JGA :

> Ses caractéristiques d'organisation de lutte directe contre la bourgeoisie, en même temps que d'auto-défense prolétarienne, lui permettent de rassembler dans son sein toutes les tendances de la jeunesse ouvrière paysanne et les éléments révolutionnaires des classes moyennes qui sont orientées dans les sens de la lutte contre la bourgeoisie.
>
> […], la Jeune Garde ne peut en aucun cas se substituer ou apparaître comme une organisation concurrente des autres groupements ou organisations des jeunes travailleurs. Chaque groupement qui participe à la Jeune Garde donne son adhésion de principe et s'engage à faire la propagande dans ses rangs et à l'extérieur en faveur de la Jeune Garde, mais garde son caractère spécifique et sa pleine liberté d'action en dehors de la Jeune Garde.
>
> […] la Jeune Garde doit prendre l'initiative de faire appel aux organisations révolutionnaires de la jeunesse ouvrière sans jamais pour cela se départir de son caractère d'organisation de classe. Ces actions communes peuvent se dérouler sur le plan local, régional ou même centralement, sous réserve d'acceptation par ces

(http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article23160, « Notice DUCLOS Jacques », Stéphane Courtois, Jean Maitron, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 4 mars 2019).

> organisations de la plate-forme politique en vue de l'action à mener qui sera déterminée par la Jeune Garde.[458]

Les organisations visées (outre celles liées au PC : JC, FST et CGTU) comprennent bien sûr les organisations proches de la SFIO, telles la Jeunesse socialiste et l'Union des sociétés sportives et gymniques du travail (USSGT[I]), la CGT, mais aussi les syndicats chrétiens et autonomes et la Jeunesse Laïque et Républicaine (JLR)[459]. Cette organisation, issue de la fusion en 1924 des Jeunesses Laïques et des Jeunesses Républicaines, est alors très proche de l'aile gauche (voire extrême-gauche) du parti radical et fait l'objet d'une attention particulière des JGA, qui débouche apparemment sur plusieurs ralliements individuels, mais aussi sur une coopération ponctuelle en région parisienne. Point extrême de cette « ouverture » des GDA, des tracts destinés aux scouts unionistes protestants sont imprimés en juin 1927. Ils insistent sur les différences de classe au sein des scouts et sur l'orientation fasciste de certains chefs[460].

La création des GDA est aussi à rattacher au maintien des tendances insurrectionnelles qui s'étaient exprimées dans le PC à partir de la fin de 1924. Les GDA, organe de défense, doivent ainsi jouer un rôle de préparation à l'insurrection, en habituant les travailleurs à la discipline et à l'uniforme et en diffusant l'idée de la nécessité de la lutte violente contre l'ordre capitaliste. Cela s'accorde assez aux conceptions révolutionnaires héritées du bolchevisme, telles que Lénine les résumait en 1916, dans un article cité par *la Caserne* en janvier 1926 :

> Une classe opprimée qui ne s'efforce pas d'acquérir la science des armes, de s'exercer au maniement des armes, de s'emparer des armes, une telle classe opprimée ne mérite que d'être opprimée, maltraitée et réduite en esclavage. Nous ne devons pas nous abaisser au pacifisme bourgeois et à l'opportunisme, ne pas oublier que nous vivons dans une société de classes et qu'en dehors de la lutte des classes aucun salut n'est possible ni concevable.
>
> [...] Nous, nous disons : armement du prolétariat pour vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie, telle est la seule tactique possible de la part des révolutionnaires, tactique qui a été préparée, expliquée et enseignée par tout le développement objectif du militarisme capitaliste.[461]

Jacques Duclos, président de l'ARAC, explique donc assez logiquement en juin 1926 que le rôle des GDA est aussi d'aider à la marche vers « la conquête du pouvoir » et la « dictature du prolétariat »[462]. Ils se rapprochent là encore assez largement du rôle qui avait été celui des Centuries prolétariennes du PCI. Le but de cette orientation est peut-être aussi pour l'IC d'aider à l'activation du PC, considéré longtemps comme trop attentiste, en le forçant à prendre à bras le corps les

---

I Après le congrès de Tours, la Fédération Sportive du Travail s'était divisée comme l'ensemble du mouvement ouvrier français, la majorité faisant adhérer la FST à l'Internationale Rouge Sportive (créée en 1921) tandis que la majorité socialiste créait l'USSGT. La FST ne compta jamais plus de 12 000 membres, et l'USSGT autour de la moitié de ce chiffre. En 1934, dans le cadre du Front populaire, les deux organisations se réunifient dans la Fédération Sportive et Gymnique du Travail. A ce sujet, on pourra consulter : Nicolas Ksiss *et al.* (préf. Danielle Tartakowsky), *La FSGT : Du sport rouge au sport populaire*, Paris, La ville brûle, 2014.

problèmes pratiques posés par la révolution future, ce que Léon Trotski résume de la façon suivante en 1924 :

> Dans ces conditions, poser carrément la question de l'insurrection, c'est arracher le parti à la passivité et au fatalisme, c'est le mettre en face des principaux problèmes de la révolution, notamment de l'organisation consciente du soulèvement qui chassera l'ennemi du pouvoir[463]

« Les combattants rouges de l'ARAC »[464]

Pour remplir leur rôle d'organisation commune, « de front », les GDA sont placés sous l'autorité d'une organisation de masse dotée d'une direction prestigieuse, l'Association Républicaine des Anciens Combattants. Créée en 1917 par le jeune écrivain socialiste Raymond Lefebvre[I] et Henri Barbusse, alors auréolé du succès de son récent roman *Le Feu*, l'ARAC s'est très vite orientée vers la révolution russe. Barbusse, devenu son principal dirigeant et porte-parole, adhère au PC en 1923, rejoignant Treint, Vaillant-Couturier, Souvarine, et d'autres combattants de la guerre mondiale ralliés au communisme. L'ARAC est ensuite devenue progressivement une des « organisations de masse » du mouvement communiste. Liée aux questions militaires par sa vocation même et comprenant aussi des militants non-communistes, l'ARAC semble particulièrement adaptée pour organiser une autodéfense de front unique, comme l'affirme ensuite l'ancien dirigeant des JC de Charente Maurice Birolleau dans le Front Rouge :

> Il fallait aussi regrouper les forces ouvrières pour la lutte contre l'ennemi commun. Nulle mieux que l'ARAC où se coudoient anarchistes, socialistes, communistes, syndicalistes, sans-parti, ne pouvait entreprendre cette action de Front Unique.[465]

Cela avait aussi l'avantage de mettre fin à une longue interrogation sur la place que devait occuper l'ARAC dans le mouvement communiste. Dirigée par des militants souvent intellectuels (Barbusse ou Vaillant-Couturier par exemple) venant du pacifisme et proches du mouvement *Clarté* inspiré au début par le « tolstoïen » Romain Rolland, l'ARAC suscite jusqu'en 1926 quelques inquiétudes au sein de la direction communiste. Celles-ci sont renforcées par les velléités d'autonomie de l'ARAC, qui envisage ainsi la création de Jeunesses « ARACistes » en 1924, avant que le Bureau d'organisation du PC n'y mette son veto avec l'approbation de Barbusse[466]. En 1925 encore, un projet de thèse sur les anciens combattants pour le congrès du PC affirme :

I **Raymond Lefebvre (1891-1920)** : Issu d'une famille de bourgeois protestants, Lefebvre devient militant par pacifisme et se rapproche avant-guerre du groupe de *la Vie Ouvrière* de Monatte. Mobilisé, il sert comme infirmier et est blessé à Verdun. Réformé, il participe à la création de l'ARAC et se lance dans l'écriture. Il adhère pendant la guerre à la SFIO et est proche des Longuettistes, avant de se rapprocher progressivement des partisans de l'adhésion à l'IC. En 1920, il fait un voyage clandestin en Russie soviétique avec deux syndicalistes-révolutionnaires pour assister au II^{e} congrès de l'IC. Ils meurent noyés dans la Mer de Barents dans une tentative de retour en France en contournant le blocus de l'Entente. Plusieurs militants anarchistes ou anti-communistes évoqueront à ce propos un assassinat organisé par l'IC, sans en apporter la preuve. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article117117, notice LEFEBVRE Raymond par Nicole Racine, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 4 juin 2019).

> Depuis plusieurs années, chez un grand nombre de militants du parti, se manifeste une indifférence non dissimulée à l'égard de l'ARAC et quelquefois même, des circonstances particulières aidant, cette indifférence prend un caractère d'opposition ; d'où provient cette attitude ? Elle exprime quelquefois la réaction naturelle d'éléments communistes ardents et convaincus contre les nébuleuses théories qui, sous le couvert de l'ARAC, ont été propagées, et contre les déviations de certains membres du Parti au sein de cette organisation.[467]

Avec la création des GDA, l'ARAC se voit donc adjoindre (en plus de son rôle ancien de défense des « revendications matérielles » des anciens combattants et de lutte contre les « dangers de guerre ») la nouvelle tâche de « conduire le [mouvement ouvrier] à la victoire dans le domaine de la lutte active »[468]. Puisque les ligues de droite s'appuient sur les anciens combattants nationalistes pour former leurs troupes, la classe ouvrière doit mettre à profit l'expérience militaire des anciens combattants ouvriers pour :

> assurer l'ordre et la protection prolétarienne ; ordre prolétarien contre le désordre fasciste et provocateur policier, ordre dans les meetings et les manifestations de la classe ouvrière.[469]

Les anciens combattants regroupés au sein de l'ARAC doivent donc devenir, grâce leur expérience passée pendant la guerre mondiale, des cadres spécialisés dans le travail militaire, chargés notamment de faire accepter la discipline et l'uniforme aux combattants ouvriers mais aussi de transmettre cette expérience du combat aux jeunes militants.

La question de l'uniforme

Une des particularités des GDA parmi toutes les structures d'autodéfense du mouvement ouvrier français ayant existées jusqu'alors est son uniforme. Pour la première fois, en effet, une organisation socialiste française fait porter un uniforme complet aux membres de son service d'ordre. Symbole visible de la militarisation de celui-ci, mais aussi de la revendication de l'armement du prolétariat, l'uniforme des GDA occupe une place centrale dans la propagande de l'ARAC des années 1927-1928. Largement présent sur les affiches de recrutement ou sur les hauts de tête des journaux de l'ARAC[470], il montre de façon très visible les prétentions paramilitaires de la nouvelle organisation. L'uniforme adopté, loin de l'uniforme de l'Armée rouge ou de celui-ci du Front rouge allemand qui en était inspiré, se compose d'un béret basque et d'une veste dont la coupe est bizarrement plutôt proche de celle de l'uniforme de l'armée britannique[I]. Celle-ci devait être grise, mais des difficultés d'approvisionnement ont contraint le tailleur à se rabattre sur le bleu pour la fabrication des

I Le journaliste de *l'Echo de Paris* présent lors de la fondation des GDA y voyait lui plutôt une blouse « à la russe » (c'est-à-dire inspirée de la *gymnastyorka* de l'armée rouge). Cette confusion s'explique sans doute par la présence au gymnase Huyggens d'un délégué du *RFB* allemand portant l'uniforme de son organisation, qui est lui clairement inspiré de celui de l'armée rouge, avec casquette militaire à visière et blouse à col rabattu. Il peut aussi s'agir d'un pur élément polémique, visant à souligner le caractère « moscoutaire » du PC.

premières séries, ce qui suscite des critiques des militants et l'ironie de la presse d'extrême-droite[471]. En effet, non seulement le bleu « horizon » est associé depuis 1915 à l'uniforme de l'armée française, mais la chemise bleue est de surcroît le signe de ralliement de la plupart des ligues d'extrême-droite, des Jeunesses Patriotes au Faisceau. Ce n'est qu'à partir de l'automne, après plusieurs mois d'attente, qu'un nouvel uniforme du ton gris terreux prévu originellement est disponible[472], permettant à *L'Humanité* de désigner en mai 1927 les GDA-JGA comme nos « jeunes gars en kaki »[473]. Comme cela avait été le cas avec les *Centuries antifascistes* formées par le PCI en France, cet uniforme s'accompagne d'insignes de grades, de fanions, etc. qui marquent encore plus clairement le caractère militaire de cette structure.

L'ensemble n'a pas été adopté sans réticences à tous les niveaux. En effet, si la nécessité d'une organisation militaire de l'autodéfense fait largement consensus au sein des organes dirigeants du PC, ce n'est pas le cas du port de l'uniforme. Ce sujet est ainsi abordé en Bureau Politique le 12 mai, alors que se prépare la première sortie publique des GDA, lors de la manifestation au mur des Fédérés, le 30 mai 1926. La discussion est limitée car, comme l'apprennent les membres du BP, la décision de faire porter l'uniforme aux futurs GDA a déjà apparemment été prise au plus haut niveau, c'est-à-dire à la direction de l'IC. Il s'agit pour elle de suivre le modèle du RFB allemand ou des défunts groupes de combat du parti communiste bulgare. Le BP étant placé devant cette décision impérative de Moscou, la discussion tourne sur en fait deux axes: la pertinence de défilés publics en uniforme, rejeté alors unanimement par le BP ; et la nécessité d'identifier le service d'ordre par un uniforme complet ou par un simple béret, jouant le rôle d'un succédané d'uniforme. Après un vote serré (3 voix pour l'uniforme complet et deux voix pour le béret), la décision est finalement renvoyée au Comité Central qui se réunit dès le lendemain.[474] Le débat s'y oriente dans les mêmes cadres que celui de la veille, en séparant la cérémonie du gymnase Huygens, tenue dans une salle fermée, de la manifestation du Mur des fédérés, qui est un défilé public et, enfin, sur l'opportunité même d'un service d'ordre en uniforme pour cette manifestation. Si un membre du comité central (l'ancien anarchiste Paul Cadeau[I]) critique l'idée même d'un uniforme, la majorité des intervenants affirment qu'il faut limiter le SO et les membres de l'ARAC au seul béret pour ne pas risquer de donner une « allure militaire » au défilé (comme le craint Jacques Doriot), surtout après les événements de la Rue Damrémont auxquels François Chasseigne fait alors explicitement référence. Il ne se trouve qu'un seul membre du CC, « Robert », (peut-être Robert Alloyer[II] qui vient alors juste de rentrer de Moscou?) pour défendre l'idée d'un défilé en uniforme au nom du rôle spécifique d'organisation antifasciste que doit jouer l'ARAC. Finalement, lors du vote, une courte

---

I **Paul Cadeau (1890-1978)** : Cadeau était après-guerre employé et proche des tendances libertaires de la CGT. Après la scission de 1921, il est un des trois membres de la direction provisoire de la nouvelle CGTU. Hostile tout d'abord au PC, il y adhère ensuite et entre même en 1924 au CC, et assiste même à des réunions du BP. Proche de Treint, il est exclu de la direction avec lui en novembre 1927. Il quitta le PC vers la fin des années 1920 et se rapproche d'abord de l'opposition « unitaire » de la CGTU, puis du Front commun de Bergery, avant d'adhérer au PPF à la fin des années 1930. Sous l'occupation, il dirige une partie de la presse du PPF tout en renseignant la résistance communiste. Après la guerre, il adhère à la CGT-FO. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article18305, « Notice CADEAU Paul, Léon », Jean Maitron, Claude Pennetier, Gilles Morin, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 23 juillet 2017).

II **Robert Alloyer (1900-1935)** : Typographe, il accomplit son service militaire en 1920-22 en Rhénanie. Il adhère ensuite à la JC, puis au PC. Secrétaire de la IVe Entente des JC en 1924, il représente la FNJC auprès de l'exécutif de l''ICJ l'année suivante. Il est élu au CC en 1926, mais doit retourner en Russie suite à plusieurs condamnations. Cadre clandestin en 1930-31, il est arrêté puis retourne au CC en 1932 et devient responsable de la section d'organisation du parti. Il meurt d'un cancer en 1935. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article90547, « Notice ALLOYER Robert, Pierre », Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 2 novembre 2010, dernière modification le 22 août 2017).

majorité de 6 voix contre 5 se prononce contre le port de l'uniforme à cette occasion[475]. Le « service d'ordre de l'ARAC » ne portera donc que le seul béret basque le 30 mai 1926[476].

Il est intéressant de noter que les réticences (voire les résistances) au port d'un uniforme apparaissent ainsi au sommet du mouvement communiste avant de se retrouver à sa base. Le port de l'uniforme s'impose néanmoins assez vite à la direction, sans doute sous la pression de l'IC sur cette question, et est ensuite défendu par des délégués de la direction dans les sections locales de l'ARAC ou du PC face à des résistances locales tant l'uniforme est associé à l'institution militaire et aux ligues fascistes, c'est-à-dire à l'ennemi[477]. Sans aller forcement jusqu'à voir dans cette opposition le maintien de tendances pacifistes durement combattues par la direction de la SFIC depuis 1922, il est clair qu'elles expriment l'antimilitarisme radical omniprésent dans le PC d'alors. Ces réticences se nourrissent aussi des controverses publiques des années précédentes sur le « militarisme rouge » et sur les « centuries » communistes, qui avaient beaucoup fait parler d'elles notamment lors de l'affaire de la rue Damrémont. Des réflexes défensifs sont alors sans doute nés chez un grand nombre de militants et trouvent à s'exprimer avec la création des GDA.

Quelles que soient leurs origines politiques, ces réticences se concrétisent de façon récurrente dans la première année d'existence des GDA-JGA, que ce soit en province (dans la fédération du Rhône par exemple) ou en région parisienne. Outre des oppositions ouvertement déclarées au principe même de l'uniforme, certaines critiques l'accusent de dissuader les recrutements[478], ou mettent en cause son prix, refusant que l'ARAC assume les frais d'entretien des GDA[479]. L'uniforme est en effet payant, pour un total de 60 francs ce qui n'est pas rien, quand on pense qu'un salaire d'ouvrier qualifié à Paris s'élève alors à peine à près d'un millier de francs. Pour contourner cette difficulté, seul le port du béret, de l'insigne (qui coûte 75 centimes[480]) et de la canne sont obligatoires dès le début, le reste pouvant être acheté après l'adhésion selon les capacités financières du combattant[481]. C'est pour ces raisons d'économie que la question de la suppression de l'uniforme complet est mise en discussion par la direction des GDA au début de l'été 1927, pour ne laisser aux gardes que les seuls béret, canne et insignes[482]. Cela a déjà été le cas à plusieurs reprises durant l'année 1927, les GDA mobilisés ayant été appelés à ne porter que le béret et les insignes pour certaines manifestations.[483] L'uniforme est finalement conservé jusqu'à la disparition officielle des GDA-JGA en 1928, mais pour pallier le manque de tenues, celles dont les propriétaires sont empêchés de participer aux activités sont parfois rassemblées pour être portées par les militants disponibles mais non encore habillés[484].

Une Internationale de l'Autodéfense ?

La création des GDA fait aussi écho à ce qui se passe alors dans d'autres partis membres de l'IC. Outre les *Centurie Proletaria* du PCI en exil, déjà étudiées plus haut, le KPD allemand s'est doté dès juillet 1924 d'une organisation très proche par son principe des GDA, le *Roter Frontkämpferbund* (ou Ligue des Combattants du front Rouge – RFB). Il s'agit pour le KPD de disposer d'une organisation capable de remplacer les Centuries prolétariennes, interdites en 1923, pour protéger manifestations et meetings contre la police ou le *Stalhelm*. En Allemagne aussi, les ligues de droite s'appuient alors sur des organisations d'anciens combattants pour lutter contre le mouvement ouvrier, malgré la fin des années de quasi-guerre civile qu'a connue le pays entre 1919

et 1923[485]. Le Casque d'Acier (en allemand : *Stahlhelm, Bund der Frontsoldaten*) est alors la plus importante de ces structures. Cette organisation paramilitaire, monarchiste, antirépublicaine et proche des idées Völkisch, est née en 1918 et est devenue un point de rassemblement pour bon nombre de vétérans des *Freikorps*[I]. À côté de cette organisation presque fasciste, existe aussi une structure combattante proche du SPD, la *Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold (*Bannière d'Empire Noir-Rouge-Or – d'après les couleurs du drapeau de la république de Weimar haïe par les nationalistes qui lui préfèrent l'ancien drapeau impérial noir-rouge-blanc). Cette organisation paramilitaire a été fondée par les partis de la « coalition de Weimar » qui se partagent le gouvernement pendant les premières années de la république (le SPD, le *Zentrum* et le Parti démocrate). Proche surtout du SPD, elle assure la protection des meetings politiques et syndicaux des organisations sociales-démocrates[II]. Les combats entre ces différentes organisations ne sont alors pas rares, ce qui justifie pour les communistes la création de leur organisation d'autodéfense, chargée de protéger leurs activités politiques et de concurrencer la *Reichsbanner*. Pour le KPD, le RFB doit comme les GDA jouer le rôle d'une organisation de front unique, rassemblant socialistes, communistes et sans-parti dans la lutte contre la menace fasciste. Celle-ci semble alors toute proche, après la tentative de putsch menée par Hitler et Ludendorff en novembre 1923[486]. Le RFB attire très vite des effectifs importants et regroupe en 1927 près de 100 000 membres[487], dont une partie notable n'est pas adhérente au KPD. Il s'est aussi doté d'une *Rote marine* (Marine rouge), active dans les villes portuaires, et d'un *Rote Jungfront* (Front de jeunesse Rouge), spécialisations qui sont toutes deux reprises par les GDA, avec les Groupes de Marins Rouges (GMR) et les Jeunes Gardes Antifascistes (JGA).

Une coopération régulière lie les deux organisations durant toute leur existence, des délégués des GDA et des JGA assistent par exemple aux manifestations organisées à Berlin par le RFB contre la guerre impérialiste du 3 au 5 juin 1927[488]. De leur côté, des délégués du RFB sont présents lors de nombreuses activités des GDA, comme ce fut le cas lors de leur cérémonie de fondation, tandis que des échanges de drapeaux des deux organisations avaient lieu de façon régulière[489]. Ces échanges sont présentés alors comme le « symbole des luttes que [les GDA devaient] poursuivre sans défaillances, en liaison avec les forces organisées des prolétariats voisins »[490]

Dans ces années 1926-1927, les GDA ne sont en effet pas les seuls imitateurs du RFB. Un second RFB a ainsi été créé par le PC autrichien[491], faisant concurrence là encore aux milices du Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ), la *Republikanischer Schutzbund* (Ligue de protection républicaine, couramment abrégée en *Schutzbund*). Ce RFB autrichien, comme le PC auquel il est rattaché, n'a jamais eu d'effectifs très élevés. Cela le rapproche de la *Ligue Ouvrière des anciens Soldats* (*Labour League of ex-Servicemen,* parfois abrégé en LLX), organisation paramilitaire proche du PC de Grande-Bretagne créée en septembre 1927 et héritière des Groupes de Défense Ouvriers créés par le PC lors de la grève générale de 1926. Placée sous l'autorité d'un ancien lieutenant nommé Snooks, la LLX fait sa première apparition publique en novembre 1927 lorsque une centaine de ses combattants assurent le service d'ordre d'une manifestation contre la faim. En mars 1928, un uniforme est adopté, il est très proche de celui du RFB, avec casquette et blouse à la russe, se distinguant seulement par le port d'une cravate rouge. Le mois suivant, 130 membres (hommes et femmes) se livrent à une démonstration publique d'exercices paramilitaires dans la banlieue de Londres. Quelques groupes et districts locaux furent ensuite créés près de Newcastle et au Pays de Galles (c'est-à-dire dans des foyers industriels très développés). La LLX resta durant

I Elle fut finalement dissoute en 1935 et ses membres intégrés à la SA.

II Elle compta jusqu'à 3 millions de membres avant d'être dissoute par les nazis en 1933.

toute son histoire une organisation peu nombreuse, rassemblant au maximum quelques centaines de personnes.[492] En 1929, la LLX devient la Légion Ouvrière (en anglais : *Workers Legion*), ouverte à tous « les ouvriers conscients », mais qui semble disparaître très vite.[493] D'autres organisations comparables sont aussi créées dans d'autres pays européens, sans disposer des moyens ou de l'envergure des exemples dont elles s'inspirent, déjà assez limités si l'on excepte le RFB. Ce type de structures semble se multiplier dans l'IC des années 1926-1928 au point qu'on peut parler d'une politique internationale à ce sujet.

Toutes ces organisations partagent, en effet, les mêmes caractéristiques générales : autodéfense de front unique, caractère de propagande évident, port d'un uniforme de type militaire et rappels réguliers du rôle à venir lors de l'insurrection révolutionnaire future. Comme le rappelle en 1928 un article sur le RFB :

> […] politiser ne signifie pas faire perdre à l'organisation son caractère particulier d'organisation de protection et de défense du prolétariat. Au contraire, le RFB souligne que son but est de mettre le prolétariat en état de défense au fur et à mesure que les dangers de guerre impérialiste deviennent plus grands et plus proches. Mettre le prolétariat en état de défense signifie aussi bien le rendre corporellement fort que de l'armer de la science politique de la théorie révolutionnaire.[494]

Leur multiplication semble donc relever, au-delà de mécanismes d'imitation et de la circulation transnationale des formes d'organisation, d'une orientation définie de l'IC, ce que montre le rôle joué par Moscou dans la création des GDA. Les coopérations bilatérales entre RFB, GDA, LLX, etc. sont progressivement perçues comme une première étape, l'objectif devenant assez vite la création d'une « internationale de défense prolétarienne », qui regrouperait toutes les structures d'autodéfense du mouvement communiste à l'échelle européenne, au moins. En mars 1928, la Ve Conférence nationale du RFB déclare ainsi :

> […] C'est dans cet esprit que l'activité du RFB s'est manifestée comme un exemple qui devait stimuler un certain nombre de pays. Au cours de l'année 1927, les efforts pour créer une Internationale de défense prolétarienne ont pris plus d'ampleur. Le RFB entretient des relations fraternelles avec l'ARAC en France, avec la « *Labour League of Ex-service Men* » en Angleterre, avec l'Union des combattants du Front rouge d'Autriche, avec l'organisation de défense ouvrière en Suisse et avec des organisations antifascistes en Tchécoslovaquie, en Grèce, au Danemark et en Suède.[495]

Ces efforts sont finalement abandonnés par l'Internationale communiste à partir de l'été 1928, en même temps que la tendance à créer des milices de front unique, véritables avant-goût en uniforme des gardes rouges de 1917. La « fascisation » de la société, comme de la social-démocratie, rend alors théoriquement impossible tout travail de front unique entre organisations et « oblige » les communistes à s'orienter vers une autodéfense à nouveau clandestine.

Chapitre 7: Les Groupes de Défense Antifasciste en action 1926-1927

Les GDA entrent en action très peu de temps après leur création, lors d'une contre-manifestation organisée contre un meeting du Faisceau. Cette mobilisation dans le cadre d'un front unique de circonstance est la première de nombreuses autres. Les GDA-JGA se manifestent par des actions diverses et variées : protection du mouvement communiste ou ouvrier, raids contre des meetings « fascistes » ou défilés publics. Mais leurs activités comprennent aussi une dimension de préparation active, pratique ou théorique, à l'insurrection révolutionnaire que le PC estime alors inévitable. Cet activisme des GDA, alors que leurs effectifs se stabilisent autour de quelques milliers et que leurs structures se complexifient, finit par inquiéter la droite et les forces de répression, celles-ci voyant leur capacité de maintien de l'ordre menacée.

La mobilisation de Reims – un exemple de front unique ?

Très peu de temps après leur création, les GDA connaissent leur baptême du feu à Reims après que le Faisceau annonce la tenue dans cette ville le 28 juin 1926 d'une « assemblée générale », qui fait suite à un rassemblement publique à Verdun le 21 février. Pour Georges Valois, créateur et principal dirigeant du Faisceau, cette nouvelle manifestation à Reims doit marquer l'ascendant pris sur les autres ligues par cette scission de l'Action Française. Créé en 1925 par cet ancien journaliste admirateur déclaré de Mussolini et inspiré par les idées de Georges Sorel[I], le Faisceau part du principe que le monarchisme de l'Action Française, archaïque, a fait son temps et que l'heure est à la fusion entre le « nationalisme intégral » et l'anticapitalisme révolutionnaire du socialisme. Cette fusion sur le modèle du fascisme italien doit culminer, après la prise du pouvoir, avec l'instauration d'un État et d'une économie corporatiste. Appuyé par quelques riches industriels, tels le parfumeur François Coty ou l'industriel Jacques Arthuys (qui était un des principaux membres de sa direction), et doté d'un journal, *le Nouveau siècle*, le Faisceau s'impose très vite comme une des principales organisations d'extrême-droite. Parmi les groupes de la « première vague » des ligues de l'entre-deux-guerres (1924-1926), il est celui qui revendique le plus clairement sa filiation avec le fascisme italien, depuis son nom jusqu'à son programme. Son dynamisme et la publicité qu'il arrive à organiser lui permettent d'attirer très vite de nombreux militants, à l'image de Philippe Barrès, fils de Maurice Barrès l'un des principaux maîtres à penser du nationalisme français et président de la Ligue des Patriotes de 1914 à 1923. Signe de ce succès, le Faisceau double ses effectifs entre avril et juin 1926, atteignant près de 40.000 membres. Cette nouvelle manifestation à Reims doit marquer l'ascendant pris par Valois sur les autres ligues en même temps que son statut de meneur des forces «nouvelles», au détriment de la suprématie des JP sur les autres ligues[496].

I **Georges Sorel (1847-1922)** : Ingénieur formé à Polytechnique, il démissionne de toutes ses fonctions à 45 ans en 1892, avant de se déclarer socialiste. D'abord réformiste et partisan de Bernstein contre Kautsky et Luxemburg en 1898, il devient ensuite partisan du syndicalisme révolutionnaire. Marginal au sein de ce courant, il entame une relation ambiguë avec l'Action Française et les cercles nationalistes et antisémite (alors qu'il était dreyfusard au début du siècle). Opposant à l'union sacrée en 14-18, il soutient la révolution russe mais reste éloigné du mouvement ouvrier organisé, auquel il n'a jamais vraiment participé. Son « marxisme » reste largement idéaliste, influencé par les idées de Bergson et par sa croyance dans le rôle central de la violence. Sa principale influence de son vivant s'exerce sur certaines franges « socialisantes » du nationalisme français et sur des tendances du socialisme italien. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article76073, « Notice SOREL Georges », Joanna Gornicka, version mise en ligne le 27 janvier 2010, dernière modification le 24 février 2019).

Dès l'annonce de ce rassemblement, un « Comité d'entente contre le fascisme » est formé à Reims et rassemble la SFIO et la SFIC, la CGTU et la CGT, l'Union Socialiste-Communiste, l'ARAC, les Jeunesses Laïques et Républicaines, l'Union Anarchiste, etc.[497]. Une contre-manifestation suivie d'un meeting est organisée, malgré l'interdiction prononcée par la municipalité radicale, tandis que les militants du PC de la région organisent des réunions d'usines pour mobiliser les travailleurs contre la menace fasciste, que l'*Humanité* décrit en prédisant l'arrivée prochaine de « chemises bleues en camions »[498]. La manifestation du Faisceau réunit au bout du compte quelques milliers de personnes[I], tandis que la contre-manifestation groupe une dizaine de milliers de personnes[499], « précédées et gardées par les combattants du Front Rouge », c'est-à-dire par les militants des GDA, membres de l'ARAC « en tenue »[500]. Malgré une présence importante de la gendarmerie, plusieurs bagarres opposent fascistes et contre-manifestants, trois fascistes sont blessés – ou « corrigés par la foule » selon *l'Humanité* -, qui signale aussi des affrontements à Paris, à la gare de l'Est, entre groupes des deux bords revenant de Reims[501]. Pour la SFIC, cette démonstration réussie de « Front unique » doit servir d'exemple pour mener la lutte antifasciste «biceps contre biceps, matraque contre matraque »[502]. Jacques Duclos, concluant le meeting en tant que président de l'ARAC, et nouveau spécialiste de la lutte antifasciste, présente les GDA comme devant aider à la marche vers « la conquête du pouvoir » et la « dictature du prolétariat » et protéger le mouvement ouvrier :

> « Vous avez pu voir, dit-il, en tête de votre défilé, en uniformes de soldats rouges, des anciens combattants anti-militaristes qui ont compris que leur devoir était de résister au fascisme, non avec des discours, mais avec une organisation de force. Vous avez des hommes qui sont « prêts à agir » ! Il faut de l'action, car si vous comptez sur la Chambre des députés pour vous sauver, vous êtes des malheureux. Il ne faut compter que sur vos forces à vous.[503]

Cette première expérience correspond parfaitement au but premier que se fixaient les GDA, c'est-à-dire, à travers l'organisation d'une autodéfense de front unique, la diffusion de mots d'ordres révolutionnaires sur l'armement du prolétariat, mais aussi la démonstration des capacités d'organisation du mouvement communiste. Alors que les structures des GDA se mettent en place graduellement à Paris et en province, c'est ce modèle d'organisation et d'action que les dirigeants de l'ARAC essayent de généraliser.

La formation des structures des GDA

Après la fondation au gymnase Huyggens, les GDA se voient adjoindre en août, d'abord les Groupes de Marins Révolutionnaires (GMR), composés d'anciens combattants ou conscrits de la marine de guerre, et surtout les « Jeunes Gardes Antifascistes » (JGA), créés pour grouper sous l'égide de l'ARAC les jeunes de 18 à 25 ans, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas accompli leur service

I Robert Soucy estime l'affluence à 100 000 personnes (Robert Soucy, *Le fascisme français*, *op.cit*., p.165) mais aucune source n'est citée pour justifier ce chiffre qui apparaît largement excessif, compte tenu du fait que la réunion s'est tenue en salle et que, d'après le même auteur, le meeting de Verdun, cinq mois plus tôt, n'avait réuni que 4 000 personnes. *L'Action Française*, rivale acharnée du Faisceau, ne parle que de 3 000 personnes, ce qui paraît crédible et plus proche des capacités réelles de mobilisation de Valois (« Gorenflot dit au Verbiage : tu t'appelles action. », *l'Action française*, 28 juin 1926, p.2).

militaire en temps de guerre.[504] Deux jeunes cadres des JC, Armand Latour[I] et Maurice Deglise[II], sont chargés de préparer la création de cette nouvelle organisation, qui doit être dotée de ses propres structures mais reposer largement sur les JC pour son encadrement, de même que les GDA s'appuient sur le PC et l'ARAC. Il ne s'agit pas pour autant de remplacer ou de dissoudre au sein des GDA toutes les forces déjà organisées par le PC, notamment les Groupes de combat créés en 1925, ou de confier aux GDA toutes les missions de service d'ordre du mouvement communiste. Le PC et la JC sont censés conserver leurs propres forces d'autodéfense, car comme le dit alors un responsable du service d'ordre du PC, ces tâches ne peuvent « pas toujours être confiées aux membres de l'ARAC »[505] qui reste une organisation « de front » et donc naturellement moins fiable que les services du PC. Les membres du SO du PC doivent par contre jouer un rôle dirigeant dans l'organisation « de front ». Cette séparation continuera malgré les changements de nom, comme le précise encore en mars 1928 une circulaire interne du PC :

> 1° - Service d'ordre intérieur du Parti assurant la protection de ses cellules et l'ordre des réunions privées. Les membres du service d'ordre du PC seront les animateurs des organisations politiques plus larges, leurs instructeurs politiques et techniques. Ce service d'ordre formera la fraction des différentes organisations de défense.
>
> 2° - Le *Front Rouge*, organisation assez large groupant déjà des ouvriers assez éduqués pour accepter le port de l'uniforme et le maintien d'une certaine discipline. Le Front Rouge participera à toutes les manifestations publiques des organisations de la classe ouvrière et sera toujours à leur disposition pour leur protection. [506]

En pratique, et malgré les intentions affichées lors de leur création, le SO du PC et les GDA vont très souvent se composer des mêmes personnes.

Les structures des GDA se constituent progressivement d'abord à Paris entre mai et août 1926 puis en province durant l'été et l'automne 1926, en s'appuyant sur celles de l'ARAC, du PC et de la JC[507]. L'organisation ne réussit pas, malgré les efforts de sa direction, à se doter d'une présence nationale. Elle reste centrée sur la région parisienne et sur quelques bastions dispersés, qui recoupent en partie l'implantation d'alors du mouvement communiste, mais pas uniquement. Les zones rurales où le PC est alors déjà présent, par exemple dans le Midi rouge, semblent absentes. Les GDA-JGA sont avant tout un phénomène urbain, ou à tout le moins, industriel. Les concentrations d'usines de la vallée du

---

I **Armand Latour (1900-1982)** : Né dans la petite-bourgeoisie de Guérande, Latour se rapproche du communisme pendant son service militaire et adhère aux JC en 1923. Secrétaire de la 4e Entente en 1925, il s'occupe notamment du travail « anti », et entre à ce titre au Comité Executif de la FNJC à la fin de l'année 1925. Il est un des principaux organisateurs de la création des JGA en 1926 et remplace Deglise à leur tête l'année suivante. Il devient responsable de l'autodéfense du PC en 1928, et rédige alors la brochure *Problèmes de l'autodéfense*. Formé peut-être en URSS à la clandestinité, il quitte pourtant le PC au début de la guerre et rejoint semble-t-il le PPF. Une biographie détaillée est notamment disponible sur le blog de David François : http://communismeetconflits.over-blog.com/article-armand-latour-biographie-du-dirigeant-du-front-rouge-fran-ais-97313561.html [consulté le 15 juin 2018].

II **Maurice Deglise (1903-1972)** : Ouvrier tourneur, Déglise est en 1925 membre du CC des JC et est chargé en 1926 de la direction des JGA. Proche de Treint et de Barré, il est exclu avec eux et participe au groupe Redressement communiste, avant de se rapprocher des trotskistes de la Ligue communiste. « Bolchevik-leniniste » au sein de la SFIO en 1934-36, il participe à la création du Parti Communiste Internationaliste (PCI) en 1936. Pendant la guerre, il suit Molinier et essaie de pratiquer l'entrisme au sein du RNP, avant de s'y intégrer réellement. A la libération, il est brièvement détenu puis quitte la politique. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article21824, « Notice DÉGLISE Maurice », Jean-Michel Brabant, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 25 octobre 2008).

Gier (Lyon – Saint-Chamond – Saint-Etienne), de la Lorraine, du Nord, ou les ports de Normandie, qui tous voient naître des GDA groupant au moins quelques dizaines de combattants actifs (voire quelques centaines comme en Lorraine), sont aussi des terrains traditionnels de luttes ouvrières assez dures, marquées par la répression. Les places fortes de province du mouvement d'autodéfense recoupent en grande partie la carte des départements les plus touchés par des grèves pour la période 1915-1935[508]. Dans ces zones, l'attrait d'une organisation de défense collective comme les GDA-JGA est sans doute plus important du fait de l'expérience de la répression du mouvement ouvrier et des traditions de luttes violentes plus implantées qu'ailleurs. Plusieurs cadres locaux des GDA ont d'ailleurs participé à des grèves assez dures et sont devenus à cette occasion des dirigeants relativement respectés dans le mouvement ouvrier de leur localité. C'est le cas par exemple de Marius Dauvergne, dirigeant de l'ARAC et des GDA du 7e arrondissement de Lyon[509] et qui avait joué un rôle notable et avait été condamné pendant une grève des coiffeurs en 1910, ou de Paul Nicolini, dirigeant de la grève de l'arsenal de Toulon en mai 1920 et dirigeant de l'ARAC dans sa région[510]. L'autodéfense révolutionnaire rejoint là les luttes plus traditionnelles du mouvement ouvrier.

Combien de GDA et de JGA ?

Les GDA comme les JGA, même s'ils groupent plus de monde que les groupes de combat qu'ils doivent suppléer, n'attirent que des effectifs relativement faibles en regard de l'organisation de front qui les a créés. En septembre 1926, la 20e section de l'ARAC en région parisienne ne compte ainsi qu'un membre des Groupes de défense pour 10 adhérents[511]. Quelques mois plus tard, les JGA, quant à eux, non seulement n'ont toujours pas grandi, mais ont même vu leurs effectifs baisser depuis leur création – ne groupant plus que 300 jeunes gardes en région parisienne[512]. Ce chiffre semble s'être globalement maintenu en avril. Il est alors rappelé dans un rapport de police, et corroboré par les observations faites lors d'une une sortie champêtre qui rassemble environ 250 participants[513]. Une des raisons de cette stagnation est sans doute que l'effort de recrutement s'est concentré à l'automne sur la province, plusieurs dirigeants nationaux (comme Duclos dans l'ouest ou Desphilippons dans le Rhône) faisant la navette entre différents congrès locaux et régionaux, mais aussi quelques meetings de recrutement[514].

Les résultats de ces efforts restent modestes, même s'ils ne sont pas négligeables, En province, les effectifs se comptent généralement en dizaines de combattants par implantation, au mieux en centaines. C'est le cas en Lorraine (que l'on traitera en détail au chapitre suivant) ou en région lyonnaise. Les GDA sont ainsi une cinquantaine à Lyon lors de leur création en juillet 1926, mais huit mois plus tard, en février 1927, on y compte déjà une centaine de GDA et 30 JGA, et l'organisation peut mobiliser près de 100 d'entre eux pour un exercice[515]. Ils collaborent par ailleurs régulièrement avec leurs camarades de Saint-Etienne, qui sont alors près d'une trentaine, mais dont l'organisation est signalée comme étant en nette croissance depuis sa création en septembre 1926[516]. À Rouen, un groupe d'une soixantaine de Jeunes Gardes a été mis sur pied par l'ARAC en août 1926[517] et participe en novembre à une réunion publique au Havre[518]. Un autre petit groupe de JGA existe alors aussi à Troyes et un autre à Avignon (celui-ci comprend même notamment quelques jeunes socialistes)[519]. Dans le Nord, les GDA-JGA sont suffisamment nombreux en août 1927 pour tenir un congrès régional, et la section Lilloise compte encore en novembre de la même année près

de 50 adhérents, alors que le déclin numérique est bien entamé au niveau national[520]. Pareillement, un petit groupe de JGA existe à Toulon à la fin de 1927 et un autre à Marseille début 1928, celui-ci dirigé par le secrétaire de rayon de la JC et responsable du SRI Alphonse Levrino[521].

Au total, en avril 1927, un rapport de police estime que l'effectif national total des GDA-JGA est de près de 4 400 hommes dont 1 200 JGA et 200 marins rouges. Sur ce total, la région parisienne groupe alors le quart des effectifs (un millier de GDA, 300 JGA, et 50 marins rouges)[522]. Ce chiffre, qui peut paraître impressionnant, semble pour autant crédible si l'on fait le total des forces mobilisées pour les différentes activités publiques des GDA-JGA ou de l'ARAC. Pour la cérémonie du 11 novembre 1927, la police dénombre ainsi près de 200 GDA en uniforme à Courbevoie, une centaine à Saint-Ouen et près de 80 à Vitry[523]. En prenant en compte le fait que ces secteurs ne sont pas forcément les plus nombreux, des effectifs totaux de l'ordre du millier en région parisienne ne sont pas excessifs. Il faut noter que cela représente une part non négligeable des effectifs du mouvement communiste : les 3 200 GDA et GMR représentent près de 6 % des 53 000 cartes placées par le PC cette année-là[524]. Pour les JC, estimés à 10 000 membres par la police à la même période[525], le pourcentage grimpe jusqu'à 12 %. Cela est certes largement en dessous de la réussite qu'a été le RFB en Allemagne, comptant à son maximum presque autant d'adhérents que le parti qui l'avait créé, mais on reste quand même loin de l'échec caractérisé.

Un élément notable s’observe dans les différences de chiffres selon le type d’activités. À la mi-avril 1927, une sortie champêtre, groupant les Jeunes Gardes de plusieurs secteurs parisiens, rassemble près de 250 participants en uniforme complet, dont un groupe d'enfants et quelques jeunes filles[526]. Quelques semaines plus tard, lors d'une réunion visant à réorganiser le 1er secteur JGA de Paris, qui correspond plus ou moins aux onze premiers arrondissements de la capitale, seule une vingtaine de personnes répondent présent[527]. Ce type d’écarts, qu’on retrouve dans d’autres régions (Lorraine, Rhône, ou Alsace, notamment), tend à montrer que tous les adhérents ne partagent pas le même niveau d'engagement ou de constance et, donc, que selon le type d'activité, les effectifs observés peuvent varier assez largement. Si plusieurs centaines de militants sont là en uniforme pour les cérémonies du 11 novembre en 1926 ou 1927, seuls 200 combattants se présentent pour assurer le service d’ordre d'une manifestation potentiellement dangereuse contre l'Action française en mai 1926[528]. C'est que défiler en uniforme pour ensuite assister à un dépôt de gerbes n’est pas la même chose qu’aller s’exposer volontairement aux attaques possibles des Camelots du roi ou de la police. Pour autant, même les « simples adhérents » ne participant par exemple « qu'aux » sorties champêtres (et pas aux missions de service d'ordre, souvent plus dangereuses et moins « dépaysantes » pour de jeunes parisiens que ces sorties à la campagne accompagnées de jeux et de bals) restent suffisamment engagés pour payer l'uniforme, le porter parfois en public et risquer les néanmoins toujours possibles affrontements avec la police ou l'extrême-droite que cela suppose. L'adhésion aux GDA implique par ailleurs de partager en grande partie leurs orientations politiques, qui sont clairement affirmées et répétées à chaque occasion. Si deux types d'adhérents de niveaux d'engagement différents ont globalement cohabité, il ne s'agit pas tant d'opposer adhérents passifs à adhérents actifs, ou adhérents conscients à adhérents accidentels, mais plutôt deux degrés différents *d'activité* : d'une part, des militants moins disponibles pour des tâches organisationnelles ou risquées, de l'autre des cadres impliqués dans la construction de l'organisation et pas seulement dans ses activités publiques. Les réunions d’organisations, comme les missions de service d’ordre supposaient souvent une grande réactivité de leurs membres, parfois prévenus le matin même par les convocations de *l’Humanité*. Des adhérents salariés ou avec charge de famille étaient donc

forcément moins disponibles, ce qui explique aussi le poids pris par les JGA dans les activités de ce type.

L'organisation est par contre touchée par un turn-over permanent, marqué par des départs fréquents de cadres dirigeants[529]. La moitié des délégués au congrès régional des JGA de Paris en 1927 a ainsi adhéré depuis moins de trois mois[530]. En croisant diverses sources, notamment les rapports de police, la presse (le *Figaro* se faisant ainsi une spécialité de donner le nom et la profession des communistes arrêtés), et bien sûr les notices biographiques de l'indispensable *Maitron*, on peut essayer d'avancer quelques analyses de la composition sociale des cadres et militants identifiés des GDA et JGA, qui nous semble clairement proche de celle du PC de la même époque[I]. Sur 92 membres dont nous avons pu identifier la profession, près de la moitié (45) sont des ouvriers, tandis que la part d'autres petits groupes « prolétariens » est aussi notable (tels 15 employés des chemins de fer). Pareillement, nous avons pu identifier l'âge de 55 membres des GDA ou JGA, souvent des cadres ou des animateurs de groupes. Le plus âgé, un militant de l'Oise, a 52 ans, et les plus jeunes, autour de 16 ans. Entre ces deux extrêmes, la moyenne se situe autour de 32 ans pour le total, mais en fait, 21 ans pour les JGA et 36 ans pour les GDA (ce qui donnerait à ces derniers 26 ans en 1918 – un chiffre assez proche de l'âge moyen des combattants de 14-18). Ces chiffres, qui correspondent d'ailleurs plus ou moins à l' âge de la nouvelle génération de dirigeants du PC de 1925, tels Treint (37 ans), Duclos (30 ans), Doriot (28 ans) ou Thorez (26 ans)[II], nous poussent à relativiser en partie les conclusions de David François, qui concluait à l'absence de la génération de guerre parmi les GDA[531], et semblent indiquer qu'une bonne partie des cadres des GDA sont issus de la génération de guerre et bénéficient donc sans doute d'une expérience de la vie militaire en temps de guerre et peut-être même du combat. Cela est bien sûr le cas pour la quasi-totalité de la direction officielle des GDA, issue de la première génération d'adhérents de l'ARAC. Les frères Duclos, Henri Barré, Francis Desphilippon, Georges Beaugrand, etc, ont été mobilisés en 14-18 et ont combattu, et parfois même été blessés. C'est aussi le cas pour un certain nombre de dirigeants locaux, tels Marius Dauvergne[532] ou Antoine Dutrievoz dans le Rhône[533], Charles Hoeffel ou Adolphe Hungler en Lorraine (qui ont combattu dans l'armée allemande)[534], ou encore Clotaire Delourme dans le nord[535] pour n'en citer que quelques-uns. Pour ce qui est de l'appartenance à un parti politique, sur 250 membres des GDA-JGA répertoriés, nous n'arrivons à identifier avec certitude que 66 membres d'un parti politique. Là encore, ce pourcentage est peu représentatif, les sources pouvant tout à fait ne pas préciser l'appartenance au PC si celle-ci leur paraît évidente tant celui-ci est lié aux GDA. Parmi ces 66 en effet, seuls deux sont encartés à une organisation différente : un à l'Union Socialiste-Communiste de Paul-Louis[III] et l'autre aux Jeunesses Laïques et Républicaines. Deux autres sont par ailleurs d'ex-membres du PC l'ayant quitté volontairement ou en ayant été exclu. L'objectif fixé aux GDA de devenir une organisation « de front unique » ne cadre donc pas avec la réalité de ses effectifs, la grande majorité de ses membres ayant été soit communiste, soit sans-parti.

I Nous reviendrons au chapitre suivant sur l'étude d'un cas plus spécifique, avec les GDA d'Alsace-Lorraine.

II Il faut noter que sur ces quatre dirigeants, seul Thorez n'a pas combattu. Même Doriot, pourtant très jeune (19 ans), est mobilisé en 1917, combat au Chemin des Dames et est décoré de la Croix de guerre.

III **Paul-Louis, de son vrai nom Paul Levi (1872-1955) :** Paul-Louis adhère au Comité Révolutionnaire Central, organisation blanquiste dirigée par Edouard Vaillant, avant même sa majorité. Il continue ensuite sa carrière militante parmi les blanquistes jusqu'à la SFIO en 1905. Il siège en 1914 au Conseil national de la SFIO et s'oppose à l'Union Sacrée avec les Longuettistes. En 1920, il rejoint le C3I et est élu au CD du PC. Exclu avec Frossard en 1923, il rejoint l'USC, qui le place très vite à la tête de son CC. Après avoir dirigé le Parti d'Unité Prolétarienne entre 1930 et 1936, il rejoint la SFIO. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article125148, « Notice PAUL-LOUIS [LÉVY Paul, dit] », Justinien Raymond, Julien Chuzeville, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 25 novembre 2018).

Par contre, l'interconnexion entre organisations du mouvement communiste est frappante, lorsque l'on observe les parcours des dirigeants des GDA-JGA. Ceux-ci sont systématiquement à la fois membres des directions de l'ARAC et du PC ou de la JC (et sont souvent aussi syndiqués à la CGTU). C'était par exemple le cas d'Henri Barré, responsable de la propagande pour l'ARAC et les GDA en 1926-1927 et membre du CC du PC depuis 1925 ; ou de Francis Desphilippon, responsable des GDA au CC de l'ARAC en 1926-1927 et membre du CC du PC depuis 1926. Tous deux symbolisent assez bien la nouvelle génération des dirigeants du mouvement communiste des années 1920, venus à l'action politique à travers leur expérience de la guerre ou des premières années de luttes de l'après-guerre. Barré est l'exemple même du militant ouvrier autodidacte de cette génération. Né en 1888 dans la Vienne, ce fils d'ouvriers agricoles est garçon de course à 8 ans, puis apprenti forgeron à l'adolescence. Il adhère à la SFIO en 1917 et participe à l'organisation des grèves de 1919 dans sa région. Secrétaire fédéral en 1921, il se solidarise avec l'aile gauche lors de la crise suivant le congrès de Marseille et est élu au CC en janvier 1925[536]. Proche de Treint, il est aussi membre de l'ARAC dont il devient un permanent, tout en participant à la direction nationale des GDA[I]. Desphilippon (que l'on retrouve aussi parfois écrit Desphelippon) est lui aussi d'origine modeste. Orphelin né à Vichy en 1894, il ne dépasse pas l'école primaire et devient très jeune ouvrier mécanicien puis électricien. Mobilisé en 1914 dans l'infanterie, il finit la guerre aviateur. Dès 1918, il rejoint l'ARAC dont il fonde la section de sa ville natale. Il entre au CC de l'organisation antimilitariste en 1923, en même temps qu'il adhère à la SFIO, qu'il quitte rapidement pour rejoindre le PC en 1924. Délégué international de l'ARAC en 1924, il entre au Comité central du PC en 1926, après une ascension très rapide favorisée par son rôle au sein de l'ARAC. Il était à la même date membre du CC du Secours Ouvrier International (SOI).[537] Desphilippon joua ainsi un rôle central dans les liens entre les différentes organisations de masse du PC, et notamment au niveau international, assistant notamment plusieurs fois à des meetings du RFB en Allemagne.[II]

À travers l'analyse des cadres dirigeants ou intermédiaires de l'autodéfense du PC (et a fortiori des GDA-JGA), un autre élément est frappant, et a déjà été remarqué par Sylvain Boulouque dans son travail[538]. Il s'agit de la forte proportion de ceux de ces cadres qui quittent ensuite le parti, soit volontairement, soit parce qu'ils en ont été exclus. On peut citer ainsi Henri Barré ou Maurice Deglise, dirigeant national des JGA en 1926 – tous deux exclus en 1928 – ou Francis Desphilippon, responsable national des GDA en 1927 – qui quitte le parti lui aussi en 1928. À l'échelle locale et régionale (en mettant de côté les scissions « de groupe » comme celle du « PC-Opposition » de Charles Hueber en Alsace), on peut aussi citer Etienne Gundram, organisateur des GDA de Lorraine

I Exclu en février 1928 en même temps que Treint, après avoir été qualifié de « démolisseur du parti » par *l'Humanité*, **Henri Barré** participe au journal *l'Unité léniniste* et au groupe Redressement communiste avant de rejoindre la SFIO en 1931. Il en est exclu en 1938 et participe à la création du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP). Partisan du passage du PSOP dans la clandestinité en 1939, il participe sous l'occupation à la fondation et à l'activité du Mouvement National Révolutionnaire (MNR), qui groupe des pacifistes intégraux de gauche resté fidèles à leurs mots d'ordres d'avant-guerre. Arrêté et condamné par Vichy aux travaux forcés, il est libéré en 1945 et retourne à la SFIO. Il meurt en 1972. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article15761, « Notice BARRÉ Henri, Alphonse », Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 13 juin 2010).

II **Francis Desphilippon** quitte le PC la même année que Barré en 1928, mais connaît ensuite une trajectoire plus contrastée. Revenu à la SFIO vers 1930, il se range tout d'abord brièvement dans son aile gauche, avec la *Bataille Socialiste* de Zyromski, avant de se rallier l'année suivante aux « planistes » de *l'Offensive socialiste*, située à l'extrême droite du parti. Militant contre les grèves de la métallurgie en 1938, il adhère dès 1940 au Rassemblement National Populaire de Déat et devient un de ses dirigeants nationaux, animant même un comité de propagande pour le STO. Arrêté en 1945, il n'est condamné qu'à 15 ans d'indignité nationale. En 1952, il est membre de la direction du groupe néo-fasciste Mouvement Social Européen (MSE). (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article22521, « Notice DESPHELIPPON Francis [DESPHELIPPON Francisque, Jean-Marie, dit] », Justinien Raymond, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 25 octobre 2008).

- exclu en 1932 – ou Clotaire Delourme[I], dirigeant des GDA du Nord – qui quitte le PC en 1930. Il ne faut pas pour autant conclure de cette énumération, forcement limitée par nos sources, que l'autodéfense et les GDA sont des viviers d'oppositionnels. Cette question de la place de l'autodéfense dans le *cursus honorum* communiste, privilégiée ou marginale, a en effet fait couler beaucoup d'encre.

Georges Vidal achève ainsi son analyse de l'autodéfense des années 1930 par la conclusion que l'autodéfense et ses membres sont l'objet d'une méfiance constante de la part de la direction communiste :

> On constate ainsi que dans la construction de l'identité communiste à l'époque du Front populaire, la violence physique relève pour l'essentiel du non-dit et que l'autodéfense a peu marqué la mémoire du parti. Corrélativement, au sein de l'appareil communiste, les responsabilités dans le service d'ordre et l'autodéfense ne peuvent être considérées comme une étape du « cursus *honorum* » des cadres communistes. Excepté J. Duclos, aucun de leurs principaux responsables n'intégrera ultérieurement le noyau dirigeant du parti. Au contraire, ils paraissent avoir souvent suscité la suspicion des instances de direction, indiquant par là que l'autodéfense, touchant au secret et à l'illégalité, a été considérée avec une certaine méfiance par les sommets de l'appareil communiste, toujours hantés par les risques de provocation et d'infiltration policière. Non seulement on constate une absence constante d'influence des cadres de l'autodéfense en tant que groupe au sein du PCF, mais il semble que cette appartenance ait souvent été un facteur de marginalisation au sein du parti.[539]

On observe en effet qu'alors que les GDA devaient former les chefs de la « future armée rouge »[540] (et donc logiquement aussi, ceux du parti – ne serait-ce qu'au vu du rôle joué par le parti bolchevik dans la formation des cadres dirigeants de l'Armée rouge russe), l'autodéfense a vu passer peu de cadres nationaux de premier plan présents de façon durable à la direction du PC, si l'on excepte les frères Duclos. Pour autant, l'appartenance aux GDA ne nous semble pas avoir été le critère principal dans ces départs et ces exclusions, non plus que dans la méfiance de la direction à l'égard des cadres en question. L'autodéfense a en fait été marquée par les mêmes crises que le reste du parti, et a été touchée par les mêmes vagues de départs[II].

De son coté, Sylvain Boulouque tire de son travail une conclusion inverse à celle de Georges Vidal. Même s'il reconnaît que la violence est un « aspect parmi d'autres » des « carrières militantes », qui ne « garantit pas l'orthodoxie des militants y ayant participé », Sylvain Boulouque affirme

---

I **Clotaire Delourme (1877-1950)** : Instituteur, il adhère au POF de Guesde, puis à la SFIO. Mobilisé en 1914, il est grièvement blessé. Partisan de l'adhésion à l'IC dès janvier 1920, il est après Tours le principal dirigeant du PC dans le Nord. Il participe aussi à la direction des CSR puis de la CGTU des instituteurs du Nord. Député du Nord de 1924 à 1928, il est signataire de la « lettre des 250 » en 1925 et abandonne la vie politique au début des années 1930. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article109246, « Notice DELOURME Clotaire », Yves Le Maner, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 24 novembre 2010).

II On peut citer pour exemple l'exclusion des zinovievistes français autour de Treint en 1928, qui touche durement l'ARAC et les GDA, ou encore les nombreux virages de la « ligne générale » entre 1928 et 1939 : l'application de « classe contre classe » à la politique électorale en 1929, la reprise en main de la commission des cadres par l'IC en 1931-32, la crise de 1933-34 suivie de l'approbation de l'entrevue Laval-Staline en 1935, et bien sûr le pacte germano-soviétique en 1939.

néanmoins que l'appartenance aux organes du service d'ordre est un atout pour rejoindre le groupe dirigeant du PC :

> […] à quelques reprises, des membres des services de sécurité du parti sont mis à l'écart dudit service en raison de fautes, comme des entraînements de type paramilitaire. Ces erreurs techniques entraînent la disgrâce temporaire ; la participation aux actions violentes est un élément permettant de passer à l'échelon supérieur du parti, il est une preuve du dévouement du militant à son organisation[541]..

Il nuançait d'ailleurs lui-même cette analyse en notant que les « promotions demeurent suspendues par ailleurs à la bonne compréhension de la ligne du parti »[542].

C'est à notre avis ce deuxième élément qui est le plus important. À une époque où le PC se replie progressivement sur lui-même et où les missions d'autodéfense (mais aussi « anti » à partir de 1928) prennent une importance croissante, il est logique que les cadres locaux du parti et de la JC s'y investissent plus. Or, ce sont ces mêmes jeunes cadres qui deviennent ensuite des cadres nationaux, pas tant grâce à leur appartenance à l'autodéfense, que parce que celle-ci se rattache à la question plus centrale de leur fidélité à la ligne du parti, même lorsque celle-ci est mouvante. Les GDA (et l'autodéfense en général) ne sont donc pas un passage obligé *en soi* mais un élément parmi d'autres marquant la fidélité à la ligne du parti. Et qui n'est absolument pas indispensable, ce que rappelle la composition du Bureau politique élu à la fin de notre période, lors du congrès de Villeurbanne en janvier 1936[543]. Sur les neuf membres de plein droit, seul Jacques Duclos a participé directement à l'organisation et à la direction de l'autodéfense, en y ajoutant André Marty, dont le rôle est notable sur ces questions, cela laisse sept membres qui n'ont pas participé de façon active à ce travail militant particulier.

Même si l'on ne dispose pas d'un échantillon suffisamment nombreux pour qu'il soit réellement représentatif, nos maigres données nous poussent à penser que la base militante n'est pas très différente de sa direction, pour ce qui est de l'âge, de la composition sociale, etc. Toutes ces données sont, bien sûr, à relativiser. Elles ne concernent qu'une petite partie d'un effectif en constante évolution, et dont l'échelle réelle reste sujette à réserves, mais elles permettent de se faire une idée approximative de la taille et de la composition de l'appareil d'autodéfense relativement au parti qui l'a créée, à l'époque où il est le plus imposant par rapport aux effectifs du PC.

À ce propos, même si les GDA restent largement en dessous de leurs objectifs affichés, notamment au regard de leur nature affichée d'organe de Front unique, ils représentent néanmoins une certaine réussite. Ils sont ainsi d'une taille largement comparable à leur principal adversaire, les JP, qui organisent à cette époque près de 4 500 personnes[544], et dont tous les membres ne sont pas versés dans les forces d'autodéfense (qui sont censées être organisées dans des « phalanges »), alors que les 4 400 militants que la police attribue aux GDA-JGA-GMR en avril 1927 sont théoriquement tous des « combattants », même si comme on l'a vu, cela reste souvent théorique. Les GDA-JGA sont certes loin du Front rouge allemand, mais, en organisant plusieurs milliers de membres alors même que le PC est en crise et voit ses effectifs stagner, voire commencer à baisser en 1927, ils ne semblent pas pour nous être l'échec que David François décrit dans ses travaux[545]. En tout cas, leur existence et leur histoire ne nous apparaît pas comme la seule tentative d'une direction communiste portée à la violence révolutionnaire qui se serait heurté à la résistance d'une base militante

majoritairement « anti-paramilitariste » avant de disparaître presque naturellement. Les GDA-JGA ont au contraire connu une nette phase de croissance, avant de s'effondrer à l'automne 1927 sous l'impact de facteurs multiples.

« Barrer la route à la réaction, quel que soit son visage »[546]

Pour les dirigeants de l'ARAC et du PC, en tout cas, les effectifs déjà organisés ne suffisent pas. Face à la faiblesse relative des effectifs et à la lenteur du recrutement, que les dirigeants des JGA et de la FNJC (ainsi que ceux du PC) attribuent à la mauvaise coopération des responsables des rayons[547], de nombreuses solutions sont envisagées, allant des appels à l'intensification de la propagande générale à des solutions plus spécifiques. L'une d'entre elles, avancée en janvier 1927, est de renforcer le caractère d'organisation de front unique des JGA en orientant des efforts particuliers de recrutement vers les Jeunesses socialistes ou la Jeunesse Laïque et Républicaine. Une campagne de recrutement en ce sens est prévue du 15 février au 15 mars et doit s'effectuer avec l'aide de la FNJC et de la FST. À côté des classiques meetings et tracts, des bals et des concerts doivent aussi être utilisés pour faciliter le recrutement[548], cet effort spécifique étant à lier aux tentatives de création d'une « sociabilité communiste », un héritage des traditions de la SFIO et plus largement du mouvement ouvrier d'avant-guerre. La JC est particulièrement associée à cet effort[549], dont on peut imaginer qu'il est susceptible de déboucher sur l'adhésion de jeunes gens plus attirés par les bals que par « l'armement du prolétariat ». Une campagne spéciale est aussi prévue pour faciliter le recrutement de travailleurs syndiqués aux JGA ou aux GDA (selon leurs âges). L'ARAC veut ainsi organiser des « conférences industrielles » avec l'aide de la JC pour appeler les syndiqués (de la CGTU comme de la CGT), mais aussi les ouvriers socialistes ou sans-parti, à rejoindre les GDA-JGA. Il s'agit d'appliquer la formule du Front Unique contre le fascisme aux organisations de jeunesse, en proposant des réunions communes (les « conférences industrielles ») aux Jeunesses socialistes, aux syndicats confédérés et aux organisations sportives ouvrières. Les objectifs principaux de cette campagne unitaire, associant JGA, CGTU et FNJC, doivent être : le développement de « la campagne antimilitariste, le renforcement des JGA, l'accentuation du travail sportif, l'établissement de la campagne des cahiers de revendications par usine et le développement du travail syndical ».[550] Les sources étant très parcellaires et lacunaires, il reste difficile de suivre l'impact de telle ou telle campagne de recrutement particulière, mais dans l'ensemble, les effectifs semblent s'être stabilisés à Paris à partir de l'automne 1926, sans que les multiples efforts envisagés ou entrepris permettent réellement de les accroître. À partir de ce moment, c'est plus par une extension géographique que par un accroissement des groupes déjà existants que les GDA-JGA vont se développer.L'évolution des effectifs mais aussi les problèmes de fonctionnement entraînent des modifications régulières de l'organigramme théorique des GDA et JGA. Le fonctionnement d'origine adopté en mai 1926 est assez simple et repose sur deux structures parallèles. L'organisation politique, composée de sections locales, se superpose à « l'organisation de défense »[551], formée sur une structure ternaire typique des organisations militaires. Cinq gardes et un chef forment une « équipe », trois équipes et un chef forment un groupe, trois groupes, un chef et un agent de liaison, forment un sous-secteur, eux-mêmes rassemblés par trois en secteurs, dotés chacun d'un chef et de deux agents de liaison[552]. Chaque secteur doit ainsi théoriquement compter 180 combattants, un effectif qui ne semble avoir été atteint par aucun secteur identifié. Cette organisation ne donne apparemment pas satisfaction, et elle est plusieurs fois remaniée, pour aboutir en mars 1927 à un modèle qui ne sera plus modifié que marginalement. La nouvelle organisation

n'est plus ternaire, mais binaire, sans doute en conséquence de la faiblesse des effectifs. Deux équipes forment un groupe, deux groupes formant une trentaine. Celle-ci dispose d'un commandement renforcé, se composant d'un chef, d'un adjoint et de deux agents de liaison. Cette insistance sur le renforcement de la chaîne de commandement se retrouve à chaque niveau du nouvel organigramme, reflet sans doute des problèmes de discipline, politiques et pratiques, toujours présents dans l'appareil d'autodéfense depuis sa création. Trois trentaines composent une brigade, dotée elle aussi d'un état-major renforcé, pourvu de plantons et d'agents de liaison à bicyclette. Les brigades (qui sont supprimées en juillet 1927[553]) sont ensuite regroupées en secteurs géographiques, eux-mêmes groupés en régions[554]. À la différence de ce qui se passait dans l'Armée rouge russe ou dans les Centuries prolétariennes du PCI, les chefs doivent être élus par leurs hommes, mais leur nomination doit être confirmée par des assemblées générales de secteur[555]. Les secteurs doivent se doter aussi d'un « secrétaire technique » chargé de la préparation pratique des opérations et de la formation des combattants[556]. Cette structure reste largement théorique. En juillet 1927, le 1er secteur GDA de Paris (correspondant alors aux 11 premiers arrondissements) comprend 57 hommes organisés en deux trentaines (1e : 1-9e arrondissements; 2e : 10e et 11e arrondissements), la première comprenant trois équipes de 10 et la seconde deux équipes de 10 et une de sept)[557]. L'organisation ternaire reste donc en œuvre plus de trois mois après avoir été abandonnée officiellement. Un comité de secteur commun aux GDA et aux JGA a par contre été mis en place, conformément aux consignes données par la direction nationale des GDA-JGA.[558] Pour ce qui est des « secrétaires techniques », ils ne sont pas tous affectés aux missions prévues par le centre national. À Lyon, le secrétaire technique de la fédération du Rhône est ainsi avant tout un secrétaire administratif et, lors de son rapport annuel devant les adhérents, n'aborde que des questions purement administratives (envoi de courriers, etc.)[559]. Quant aux cours « de militants » prévus par la même fédération, ils ont dû être abandonnés faute d'un nombre suffisant d'assistants[560].

La communication entre organisations est une autre préoccupation de la direction de l'ARAC, pour « permettre l'unité d'action pour l'exécution des ordres donnés par le centre »[561] mais aussi pour renforcer la discipline et le contrôle politique sur l'autodéfense. Des délégués des GDA et des JGA doivent donc siéger aux exécutifs réciproques de leurs secteurs respectifs, tandis que l'exécutif régional, qui doit correspondre aux régions de l'ARAC, doit comprendre des représentants des GDA et des JGA.[562] De même, le trésorier et le secrétaire de chaque groupe local de JGA doivent siéger à l'exécutif de la section GDA correspondante, celle-ci devant déléguer un de ses membres à chaque réunion de groupe local JGA, tandis que les sections locales de JGA et des GDA sont supposées se réunir en commun tous les trimestres[563]. Enfin, un exécutif commun rassemblant les dirigeants du Parti, des JC, de l'ARAC et de la CGTU est aussi projeté pour permettre une meilleure coordination de l'autodéfense entre toutes les organisations du mouvement communiste[564]. Là encore, il s'agit de la formalisation d'une situation réelle, les liens étant souvent matérialisés par les appartenances à de multiples organisations de la galaxie communiste. Ce qui ne rendait pas très facile pour la police de faire la distinction entre GDA et JGA, et entre ces derniers et les JC. En pratique, la communication, outre les liens internes et les agents de liaison à bicyclette (dont on ne sait pas s'ils roulèrent en dehors de l'imagination de leurs créateurs), s'appuie sur *l'Humanité* et sa rubrique « convocations » (voire sur des articles spéciaux dans le cas d'événements importants) qui fixe les rendez-vous et rappelle les instructions quant à l'habillement ou à l'équipement, comme c'est le cas dans l'exemple ci-dessous :

> Convocation des GDA. A 13h30 très précises, en tenue complète : Porte Chaumont, secteurs 6 et 8 ; Porte Brunet, secteurs 1 et 10 ; Métro Danube, secteur 7 ; Métro Pré-

> Saint-Gervais, secteurs 2, G.M.R. ; Porte du Pré-Saint-Gervais, secteurs 4 et 9 ; Porte des Lilas, secteurs, 5 et 3. Liaison et Exécutif, service sanitaire, à 13h30, permanence face métro Pré-Saint-Gervais.
>
> Rassemblement des Jeunes Gardes. Rassemblement de l'Exécutif et de la liaison, à 13 heures, métro Pré-Saint-Gervais. Rassemblement général de tous les Jeunes Gardes, 13h30, même lieu. Prière d'être absolument exacts.[565]

Des précisions sont parfois même données sur la nourriture ou les frais à prévoir, comme pour cette sortie champêtre en avril 1927 :

> 13e, JEUNES GARDES – Rassemblement JGA Place d'Italie, à 7h30, en costume complet ou béret, insigne et canne. Apporter un déjeuner et 2fr.55 pour transport chemin de fer.[566]

Il est à noter qu'il s'agit de la même méthode de convocation que celle adoptée par les Jeunesses Patriotes dès leur création. Les groupes de JP mobilisés pour l'action ou la défense sont en effet avertis de leurs lieux de rassemblement et des effectifs convoqués par voie d'annonces spécialisées dans *Le National*[567].

Leurs structures locales ne s'étant mises en place que très graduellement, à partir de mai 1926 en région parisienne et de septembre en province, les GDA et les JGA ne débutent leurs activités régulières que progressivement dans la deuxième moitié de l'année. C'est alors qu'ils commencent à apparaître largement dans les rapports de police et dans la presse communiste. Ces deux sources nous les montrent en train de remplir les missions qui leur ont été fixées lors de leur création, c'est-à-dire avant tout défendre le mouvement ouvrier.

La protection des meetings et des manifestations occupe ainsi une place centrale dans l'activité des Groupes de défense. Ceux-ci sont mobilisés régulièrement pour fournir le service d'ordre des activités publiques du mouvement communiste, mais aussi parfois de mouvements unitaires, proches des aspirations au Front unique qui sont à leur origine. C’est cet aspect de leurs activités qui est mis en avant prioritairement par le mouvement communiste, qui énumère même à l’occasion la liste de leurs mobilisations les plus importantes[568]. L’échelle de ces mobilisations dépend de l'ampleur de l’événement et peut concerner des secteurs plus ou moins éloignés de leurs objectifs. En février 1927, le secteur G de la région parisienne, correspondant alors au nord-est de Paris, est ainsi mobilisé pour assurer la protection d'un meeting à Levallois-Perret[569], sans qu'il soit possible de savoir s’il s'agit de renforcer le secteur concerné (secteur F – qui est situé dans l'ouest parisien et est un des plus faibles des GDA de la capitale) ou de le remplacer. De véritables coopérations régionales peuvent aussi être mises en place, comme c’est le cas en février 1927 encore, pour le service d'ordre d'un meeting organisé à Saint-Etienne en présence de Jacques Sadoul. Sa présence laissant craindre une attaque comme celle qui s'était produite l'année précédente à Paris, les GDA de Saint-Etienne demandent l'aide de leurs homologues du Rhône et mobilisent aussi des effectifs supplémentaires, sous la forme de supplétifs volontaires parmi les cellules du PC de l’agglomération stéphanoise. Le jour venu, deux équipes de GDA (de 7 combattants chacune) font escorte à l'orateur depuis la gare, tandis que des GDA porteurs du seul béret assurent l'ordre dans le

meeting qui rassemble près de 1 500 personnes, sans qu'aucun incident ne se produise dans cette ville industrielle où le PC est solidement implanté[570]. Jacques Sadoul a à nouveau l'honneur d'être l'objet d'une mobilisation générale en juin de la même année, à Paris. Tous les secteurs GDA-JGA de la capitale sont en effet mobilisés le 17 juin pour un meeting au Cirque de Paris auquel il devait participer[571]. On voit bien là l'impact du meeting de la salle des Société savantes qu'il s'agit de ne pas laisser se reproduire. Un autre meeting d'importance au cirque d'Hiver est à nouveau l'objet d'une mobilisation générale le 12 juillet 1927. Plusieurs dirigeants de premier plan, dont Cachin, Barbusse, Doriot, et Racamond[I], doivent y prendre la parole pour réclamer l'amnistie des condamnés politiques. À cette occasion, les « camarades femmes » des GDA-JGA sont, elles aussi, appelées à être présentes en tenue pour assurer la quête et la vente du matériel.[572] Ces activités de vente sont, semble-t-il, assez fréquentes, et doivent permettre d'assurer un début d'autofinancement des GDA-JGA, au-delà des faibles revenus des ventes d'uniformes et d'insignes aux adhérents. La protection des manifestations est aussi une bonne occasion de montrer l'utilité des GDA-JGA face à la police mais surtout au fascisme. En juin 1926, Camelinat et une centaine de GDA, dont une vingtaine marche en tête en tenue complète avec bandes molletières et ceinturon de cuir, assurent ainsi la protection d'une manifestation organisée au cimetière Montparnasse[573]. En novembre, lors de la première grande revue publique des GDA-JGA de la région parisienne, plus de 300 « gardes » assurent la protection du défilé du 11 novembre à Saint-Denis[574]. L'événement, qui doit aussi protester contre les menaces de guerre avec l'Italie[II], est de taille, avec près de 4 500 manifestants, mais sa dispersion, mal organisée, tourne à la « pagaille »[575].

Leur justification première restant la lutte contre le fascisme et les ligues, les GDA-JGA ont naturellement un rôle primordial à jouer à ce sujet. Les événements de Montmorency en avril et mai 1927 en sont une bonne démonstration, illustrant à la fois leurs rôles de défense et de propagande. Le 28 avril, une fusillade éclate dans cette ville assez bourgeoise de Seine-et-Oise après une réunion publique de l'Action française, consacrée à « la guerre qui revient » et présidée par le commandant Ferdinand Beau, « délégué de monseigneur le Duc de Guise[III] »[576]. Après la manifestation, les Camelots, groupés en colonne, défilent dans la rue, suivis par une petite contre-manifestation communiste à laquelle se sont joints quelques socialistes et républicains. C'est alors qu'une bagarre éclate. Supérieurs en nombre et en armement, les Camelots ouvrent le feu et blessent plusieurs communistes. Un blessé tombé au sol est passé à tabac par les monarchistes, tandis que la contre-manifestation reflue en désordre. Des agents de police accourus sur les lieux sont à leur tour pris pour cible par les Camelots et un policier est touché par une balle. La police riposte et touche cinq

I **Julien Racamond (1885-1966)** : Ouvrier agricole à douze ans, Racamond devient garçon boulanger en 1903 et adhère à la CGT l'année suivante. Mobilisé en 1914, il est blessé deux fois et décoré. Secrétaire de la fédération des ouvriers boulangers (restée pacifiste pendant toute la guerre), il participe à la création des CSR puis à celle de la CGTU. Orateur très populaire, il reste toute sa carrière un militant avant-tout syndical. Élu au secrétariat de la CGTU en novembre 1923, il adhère au PC en 1925 et sera membre de son BP de 1926 à 1930. Après la réunification syndicale, il intègre la direction de la CGT. Arrêté en janvier 1940, il est libéré en 1942 en échange d'une déclaration écrite controversée, puis passe dans la clandestinité. Revenu à la direction de la CGT à la libération, il n'y joue plus qu'un rôle secondaire. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article127903, « Notice RACAMOND Julien », Jean Charles, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 10 octobre 2018).

II Dès son arrivée au pouvoir, Mussolini remet en avant les revendications sur les Terres « irredentes », notamment sur les territoires concédés à la Yougoslavie en 1919, mais aussi (au moins en parole) sur Nice et la Savoie, cédées à la France en 1860. Ces revendications, comme la recherche par l'Italie d'une alliance avec la Hongrie, mettent en péril l'équilibre militaro-diplomatique forgé par la France en Europe centrale avec la « Petite Entente ». En novembre 1926, la crise est à son paroxysme, alors que des chemises noires font le siège des consulats français. Elle se résout finalement par un traité italo-yougoslave parrainé par Paris en 1928.

III Le Duc de Guise était alors Jean d'Orléans, prétendant orléaniste à la couronne de France depuis mars 1926.

« partisans du Duc de Guise », dont le commandant Beau. Les militants d'AF se replient alors vers la maison de l'un d'entre eux, qui sert aussi de siège à la section locale monarchiste, en continuant à échanger des coups de feu avec la police. Peu après, à l'arrivée d'un commissaire de police, la maison est perquisitionnée et un camelot armé est arrêté. Les autres se sont enfuis par l'arrière de la maison[577]. Le lendemain, *l'Action Française*, passant complètement sous silence le blessé policier, accuse le PC d'avoir tenté de reproduire « le coup de la rue Damrémont », mais cette fois-ci avec la complicité de la police[578].

Au sein du PC, l'idée d'une manifestation de protestation fait assez vite son chemin, à la fois pour protester contre le « guet-apens » des « gens du Roy »[579] et pour saisir l'occasion de faire de la propagande en faveur de l'autodéfense prolétarienne. Cette manifestation, prévue pour le 22 mai, coïncide avec la manifestation parisienne du Mur des Fédérés et correspond presque au premier anniversaire de la création des GDA. Ceux-ci sont largement mobilisés à cette occasion. Tous les secteurs JGA sont ainsi convoqués, en tenue complète, et près de 200 des leurs combattants parisiens empruntent le train depuis la Gare du Nord pour se rendre sur place, alors que la police n'en attendait qu'une centaine[580]. La manifestation, encadrée par les GDA-JGA parisiens et accompagnée par la fanfare municipale de Bobigny jouant *l'Internationale*, est suivie d'un meeting lors duquel plusieurs dirigeants nationaux et régionaux des GDA, dont Armand Latour, Henri Barré ou encore Charles Lautard, prennent la parole[581]. Deux jours plus tard, dans un rapport interne intercepté par la police, l'exécutif régional des Jeunes Gardes se félicite de la réussite d'une opération considérée comme exemplaire et souligne les progrès accomplis depuis la naissance de l'organisation :

> Discipline meilleure, compréhension plus nette du rôle de notre Jeune Garde, nous montrent les progrès accomplis depuis Meudon et le congrès. Mettons en garde, cependant, nos camarades contre le danger des réactions individuelles en face des moindres incidents.[582]

Les meetings et manifestations politiques ne sont pas les seuls événements publics dont les GDA-JGA assurent le service d'ordre. Le 15 mai 1927, les JGA du 2e secteur de Paris sont en effet appelés à protéger contre toute attaque la fête donnée par l'Orphelinat ouvrier *L'Avenir Social* à la Villette-aux-Aulnes (Seine et Marne)[583]. Cet exemple, bien qu'anecdotique, illustre parfaitement à la fois les liens existants entre toutes les composantes de la « galaxie » des organisations communistes ou apparentées, mais aussi la volonté de montrer l'utilité des Groupes de défense dans tous les aspects de la vie des travailleurs organisés. Reprenant ainsi une vieille habitude du mouvement ouvrier, les GDA-JGA sont aussi mobilisés pour empêcher des expulsions locatives. Un cas particulièrement symbolique concerne l'appartement occupé par Charles Lautard, un des dirigeants parisiens des GDA. En octobre 1926, dans le cadre d'une campagne pour demander la révision de la loi sur les loyers de mai 1926, Lautard, membre du syndicat des locataires et membre de la direction régionale des GDA de Paris, occupe avec sa famille un logement vide au 238 rue Daumesnil. Une première tentative d'expulsion par la police se produit en janvier 1927, mais est empêchée par la mobilisation d'une dizaine de GDA.[584] Une sorte de garnison permanente est même établie dans l'immeuble, alors que le PC essaie de relier cet épisode à la crise du logement, mobilisant le syndicat des locataires[585]. Lautard est finalement contraint de quitter son appartement en mai, les GDA ne pouvant rester indéfiniment sur le pas de sa porte[586]. Cette affaire fait alors un certain bruit

et est rapportée par L*e Populaire* et le *Figaro*[587]. Ce dernier journal qualifie Lautard de « commissaire du peuple en expectative », et rapporte l'épisode avec moult exagérations, parlant de la mobilisation de 600 GDA sur cette seule question. Cette implication des GDA dans la question du logement montre la place qu'ils essaient de se faire comme bras armé du mouvement ouvrier dans les différents aspects de ses luttes quotidiennes. Une autre expulsion, moins médiatisée, est peut-être à l'origine de la mobilisation de plusieurs GDA devant une maison privée de Montrouge le 24 juillet de la même année à 7h du matin[588].

Parmi les missions dévolues aux GDA et les JGA figure aussi la protection des vendeurs de journaux du parti contre les attaques des ligues ou de leurs vendeurs[589]. En février 1928, plusieurs affrontements opposent ainsi à Bagnolet des vendeurs du *National*, protégés par des JP, à des vendeurs de *l'Avant-garde,* appuyés par des JGA. Une première incursion des Patriotes dans cette banlieue rouge se produit le 19 février, lorsque plusieurs vendeurs appuyés par des « équipes de soutien » des JP tentent de vendre leur journal dans la rue. Leur arrivée ayant été précédée par plusieurs collages d'affiches dans la ville, les JGA de la localité sont sur le pied de guerre et l'affrontement éclate dès l'arrivée des JP.[590] D'autres affrontements plus importants se produisent le 26. L'exagération est de mise dans les deux camps, et particulièrement du côté de la presse des Ligues. Alors que *L'Humanité* annonce que 150 fascistes protégeaient trois vendeurs du *National*, *l'Écho de Paris* dénonce l'arrivée en camions de 600 communistes, appuyés par les JC de Bagnolet[591]. Les deux journaux sont par contre d'accord pour reconnaître que la police est intervenue du côté des JP, arrêtant quatre militants communistes qui sont condamnés au mois de mai à plusieurs mois de prison[592]. Dès les premiers heurts, les vendeurs communistes sont accompagnés par des JGA, dont le premier secteur reste mobilisé au moins jusqu'au 4 mars. Pour faire face à une éventuelle offensive en nombre des JP, un système de réserves a même été organisé, les sections JC de Bagnolet et du XXe arrondissement devant rester sur le pied de guerre pour pouvoir envoyer rapidement des renforts en cas de besoin[593]. Suite à ces incidents, un meeting de protestation est organisé par le PC de Bagnolet et rassemble 600 personnes, dont un assistant partisan du Faisceau de Valois, venu bizarrement prôner l'unité d'action pour « un État syndicaliste » malgré l'hostilité de l'assistance[594]. La défense des vendeurs de journaux ouvriers est même alors l'objet d'une affiche tirée par la Jeune Garde à un millier d'exemplaires et collée dans la banlieue parisienne[595]. À nouveau, le 20 octobre 1928, les JGA survivants du 1er secteur se plaignent en assemblée générale du manque de détermination de leur ancien chef, Kaiser, qui a permis à 10 vendeurs du *National* de résister et de mettre en fuite une trentaine de jeunes gardes[596]. Ces affrontements entre vendeurs de journaux sont assez représentatifs de la bataille que se livrent ligues et PC pour le contrôle de la rue. Les ligues essaient périodiquement de pénétrer en force dans les villes de la banlieue rouge, solidement défendue par les GDA et les JGA.

Au-delà des opérations défensives, GDA et JGA mènent aussi des « raids » contre les meetings organisés par les ligues. Gustave Hervé, unanimement détesté dans le mouvement ouvrier depuis son ralliement au nationalisme en 1914, est ainsi personnellement visé en décembre 1927. Le 15 décembre, deux opérations doivent être menées simultanément par les JGA et les GDA, contre un meeting où l'ex-socialiste-révolutionnaire doit prendre la parole d'une part ; et contre une réunion publique des JP d'autre part. Le retard pris par les groupes de défense ayant permis aux JP de renforcer leur service d'ordre, toutes les forces disponibles sont réorientées contre Hervé. Celui-ci, hué et insulté dans son propre meeting par une bonne partie de l'assistance – qui a débordé le service d'ordre, ne peut prendre la parole et doit évacuer la salle[597]. Ces opérations offensives, au début assez rares, sont devenues plus fréquentes dans le courant de 1927 et l'habitude a alors été

prise de réunir les responsables des secteurs GDA-JGA de Paris devant l'exécutif après chaque raid pour en faire « l'auto-critique ». Armand Latour se charge par exemple de l'analyse de l'action manquée en décembre 1927 contre les JP et conclut à la nécessité de renforcer la communication entre les secteurs pour faciliter la réactivité « sur le terrain »[598]. Les mêmes conclusions s'appliquent donc aux opérations offensives comme défensives, et reviennent comme un *leitmotiv* des circulaires de l'organisation : il y a besoin d'une meilleure coordination entre secteurs et d'une plus grande discipline.

Les groupes de défense comprennent aussi, on l'a vu, une forte dimension de propagande. Il s'agit pour le PC de démontrer la nécessité de l'armement du prolétariat, et de prouver sa capacité à la mettre en pratique. Les GDA ajoutent donc à leurs activités des démonstrations publiques qu'ils organisent eux-mêmes pour se montrer et faire la démonstration de leur force. Les GDA peuvent ainsi être mobilisés pour des occasions liées au travail de l'ARAC en direction des anciens combattants, notamment lors des dépôts de gerbe par l'association à l'occasion du 11 novembre. En 1927 dans de nombreuses villes de banlieue parisienne, les délégations de l'ARAC prennent la forme de Groupes de défense en uniforme portant des gerbes rouges au pied des monuments aux morts[599]. Un autre type d'événement est aussi particulièrement utilisé à partir du printemps 1927 pour combiner propagande et formation pratique : les sorties champêtres. Héritées elles aussi des traditions du mouvement ouvrier (notamment allemand) qui jugeait important d'aérer les jeunes ouvriers en les emmenant loin des faubourgs industriels, ces sorties champêtres s'accompagnaient traditionnellement d'exercices sportifs. Tout cela convient à merveille au caractère paramilitaire des GDA-JGA. Le jour prévu, les Jeunes Gardes des secteurs concernés se retrouvent à proximité d'une gare parisienne en uniforme, le trajet s'effectuant généralement en train jusqu'à une ville de lointaine banlieue. Il y a bien sûr des exceptions. Le 19 juin 1927, précédé de quinze « cyclistes rouges » en uniforme, un convoi de 11 camions emmène 350 jeunes gardes vers la forêt de Senart. Les véhicules sont chargés de banderoles couvertes de slogans. Parmi ceux-ci figurent notamment des slogans liés au recrutement (« Adhérez aux Jeunes Gardes, 241 rue Lafayette » ou « Jeunes travailleurs, adhérez aux Jeunes Gardes Antifascistes »), au rôle des JGA (« Contre les matraques du Roi, adhérez aux Jeunes Gardes » ou « A bas le fascisme assassin, vive la Jeune Garde »), à l'antimilitarisme (« À bas l'armée bourgeoise, vive l'armée prolétarienne » ou « À bas les projets militaires »), mais aussi à des questions plus générales (« Vivre en travaillant, Mourir en combattant » ou « Vive l'Armée Rouge ») ou à des questions d'actualité (« A-t-il trouvé Cremet ? »[I]). Le cortège motorisé est salué au passage par les GDA de Maisons-Alfort, rassemblés pour l'occasion[600]. La journée est ensuite occupée à des exercices sportifs : course à pied, boxe, football, etc. À chaque fois, des jeunes filles en uniforme, préposées au rôle d'infirmière, sont du voyage, des sections sanitaires ayant été créées dès l'automne 1926[601]. La journée comprend toujours un défilé en uniforme, drapeau en tête, dans la commune communiste la plus proche, une bonne occasion de montrer les Groupes de défense et de susciter peut-être des adhésions[602]. En l'absence de sorties champêtres, les entraînements et les exercices peuvent aussi être l'occasion de défilés publics. C'est par exemple le cas à Vaise, quartier ouvrier du nord-ouest de Lyon, en février 1927. Le secteur GDA y a organisé un essai de mobilisation, consistant à rassembler près d'une centaine de JGA selon un plan établi préalablement. L'exercice réussi, les Jeunes Gardes se forment en cortège pour traverser le quartier[603]. Au-delà de ces mobilisations publiques ou semi publiques, les nécessités financières de la construction de l'organisation rendent aussi nécessaire de recourir à

I Du nom de Jean Cremet, cadre du PC organisateur d'un réseau d'espionnage soviétique dans l'industrie militaire qui, démasqué, venait de fuir en URSS et était activement recherché par la police.

des campagnes de collecte, telle celle des « 100.000 Francs pour la lutte antifasciste », lancée en janvier 1927, avec des résultats apparemment assez médiocres[604]. Dans l'ensemble, la propagande en faveur de l'organisation est considérée comme insuffisante par les exécutifs des différents échelons de l'ARAC[605], soit que la motivation générale fasse défaut, soit que les groupes locaux se concentrent sur la construction pratique de l'organisation.

Des meetings publics sont pourtant organisés par les groupes locaux de l'ARAC ou des JGA, la plupart du temps dans le but d'aider au recrutement. Ainsi, comme on l'a vu plus haut, après les affrontements de Bagnolet, un meeting antifasciste est organisé le 1er mars 1928, pour appeler à adhérer à la Jeune Garde[606]. Des cadres nationaux de ces organisations interviennent à ces occasions, mais aussi dans nombre de meetings organisés par le PC, pour appeler les « ouvriers communistes, socialistes ou non-organisés à prendre rang dans l'ARAC », comme le fait Jacques Duclos en janvier 1927 à Chalons-sur-Saône[607]. Selon les capacités des groupes locaux, ces meetings peuvent être de taille variable : de quelques dizaines ou une centaine, comme c'était le cas à Chalons-sur-Saône, à près de 600 à Lyon en juin 1927. Lors de ce meeting, Armand Latour, alors dirigeant national des GDA, souligne en particulier dans son intervention le lien entre les GDA et le RFB et le rôle « révolutionnaire » et pas seulement défensif que sont appelés à jouer les GDA[608].

Grouper communistes et sans-parti – le front unique de l'autodéfense en pratique ?

Leur objectif affiché reste de grouper la majorité de l'avant-garde de la classe ouvrière sans distinction de parti et les GDA-JGA tentent régulièrement de jouer un rôle de premier plan dans le rapprochement sous leur protection des organisations ouvrières ou de gauche. Fin 1926, une attaque des JP contre un meeting des Jeunesses Laïques et Républicaines leur donne l'occasion d'un travail spécifique en direction de cette organisation, proche du parti radical[609].

Le 20 décembre 1926, un groupe de Jeunes Patriotes attaque en effet un meeting des JLR présidé par le professeur Paul Langevin[I], coupable d'après eux d'avoir témoigné pour la défense lors du procès de la fusillade de la rue Damrémont. En l'absence de tout service d'ordre, la tâche leur est facile et la réunion est dispersée par les matraques des JP. Quelques jours après, les JGA offrent leurs services, directement d'organisation à organisation mais aussi par affiches et articles de presse interposés, au professeur Langevin et aux JLR pour l'organisation d'un meeting de protestation[610]. Après une période de préparation assez longue, ce meeting se tient le 1er février suivant. Taittinger, chef des JP, a été invité à venir apporter la contradiction et défendre publiquement son mouvement dans ce meeting présidé par Langevin en personne. La liste des intervenants est assez longue et semble une bonne démonstration de front unique antifasciste, avec la participation d'Henri Desphilippon de l'ARAC et des GDA ; d'Alcide Delmont de la Ligue des Droits de l'Homme et du

I **Paul Langevin (1872-1946)** : Physicien français de premier plan, le professeur Langevin est aussi un militant. Dreyfusard convaincu et pacifiste avant 1914, il participe à la création du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes en 1934. Pendant la guerre, il est arrêté puis assigné à résidence par la Gestapo. Il adhère au PC en 1944, mais en était déjà très proche dès les années 1930. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article89644, « Notice LANGEVIN Paul », Nicole Racine, version mise en ligne le 9 octobre 2010, dernière modification le 30 novembre 2015).

Parti Républicain Socialiste[I] ; du colonel Métois de la SFIO[II] ; d'un représentant inconnu du Parti Radical et Radical-Socialiste ; de Pierre Mendès France, des JLR ; de Francis Delaisi, proche alors de Jouhaux et de la CGT[III] ; de deux représentants des JC, Henri Barbé[IV] et Ambroise Croizat[V] ; de Jacques Duclos pour le PCF et Maurice Déglise pour les JGA[611]. L'ensemble est placé sous la protection des GDA, dont près d'une centaine ont été mobilisés et patrouillent dans les rues du quartier, par groupes d'une dizaine de combattants marchant « en ordre militaire, par trois, au pas cadencé sur la chaussée, sous le commandement de l'un d'eux ». Le meeting, qui groupe entre 500 et 1 500 personnes, expose les contradictions entre le « pacifisme » des JLR et du PRRS et l'optique révolutionnaire des communistes, mais le rôle des GDA-JGA est cordialement salué par plusieurs participants, dont Mendès France et Langevin[612]. Du point de vue de la propagande, l'opération semble largement réussie et débouche même sur quelques adhésions de membres des JLR aux JGA. L'un d'entre-eux est ensuite élu délégué au congrès régional des Jeunes Gardes de Paris, qui se tient fin avril 1927[613].

Cette réussite relative, appuyée sur une expérience locale, contraste avec les nombreux refus qu'essuient les GDA. C'est ainsi une fin de non-recevoir qu'opposent la SFIO et le parti radical de Belfort, à la proposition du PC local de s'associer à la création des GDA[614]. À Rouen, la SFIO refuse là encore, mais le secrétaire du parti radical local semble, d'après le préfet, près de se laisser tenter par la jonction avec les JGA[615]. Contrairement à certains groupes des JLR ou du PRRS, la SFIO, qui était pourtant une des cibles principales, s'est montré peu réceptive à toute participation. On peut percevoir certains signes montrant l'existence d'une relative pression à la base du parti pour un travail commun avec le PC. Ainsi, au printemps 1926, la direction de la SFIO édicte des consignes strictes quant aux collaborations politiques avec les communistes, s'appuyant sur le souvenir des

---

I **Alcide Delmont** sera ensuite sous-secrétaire d'État aux colonies en 1929-1930. (Fiche biographique d'Alcide, Jean-Baptiste, Saint-Ange Delmont sur le site internet de l'Assemblée Nationale, http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/%28num_dept%29/2318 [consulté le 26 juin 2019]).

II **Alexis Metois (1868-1956)** : Ce militaire de carrière, membre de la SFIO, a servi en Afrique du Nord et a écrit de nombreux documents et témoignages sur le Sahara. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article121940, « Notice MÉTOIS Alexis, Florentin », version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 2 novembre 2016).

III **Francis Delaisi (1873-1947)** : Journaliste de formation, Delaisi adhère d'abord au PSOR d'Allemane, puis à la LDH pendant l'affaire Dreyfus. Proche ensuite de Gustave Hervé et collaborateur de la *Guerre sociale*, il rompt avec lui en 1912 pour se rapprocher de *la Bataille syndicaliste*. Proche du ministre Caillaux en 1913, il rompt alors avec Merrheim et Monatte et se rapproche des anarchistes. Après-guerre, il se rapproche de Jouhaux et soutient les courants réformateurs de la direction de la CGT. Devenu partisan de la « paix par le droit », qu'il moquait en 1907, et de la SDN, il participe au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes dans les années 1930. Pacifiste intégral en 1938-39, il participe à partir de 1942 à la direction du RNP de Déat. Il meurt avant que son procès d'épuration ne s'ouvre. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article21920, « Notice DELAISI Francis », Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 25 juillet 2018).

IV **Henri Barbé (1902-1966)**: Ouvrier métallurgiste, Barbé adhère à 15 ans aux JS. Affecté dans la Ruhr pendant son service militaire, il reste militant actif et participe à la campagne organisée par la FNJC. Entré au CC du PC en 1925, il est secrétaire général des JC en 1926. Membre de l'exécutif de l'IC en 1928, il est un fervent partisan de « Classe contre classe ». Rival possible de Thorez, il est évincé de la direction en 1931 lors de « l'affaire Barbé-Celor ». Il se rapproche alors de Doriot, et est exclu du PC avec lui. Fondateur en 1936 du PPF, il le quitte en 1939 pour le RNP de Déat. Après guerre, il collabore au journal de Souvarine, *Est et Ouest*. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article15633, « Notice BARBÉ Henri », Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 3 mai 2019).

V **Ambroise Croizat (1901-1951)** : Fils d'ouvrier entré en usine à 13 ans, Croizat adhère aux JS en 1917 et à la SFIO en 1918. Participant aux grèves de l919, il est un des dirigeants nationaux de la FNJC entre 1920 et 1928. Secrétaire de la CGTU des métaux en 1928, il entre au CC du parti en 1929. Député de la Seine en 1936, il est arrêté en octobre 1939. Libéré en 1943 à Alger, il siège à l'assemblée provisoire du GPRF, et est à nouveau député en 1945. Ministre du travail de 1945 à 1947, il participe à la création de la Sécurité Sociale. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article21126, « Notice CROIZAT Ambroise », Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 4 juin 2019).

errements des premières tentatives de front unique en 1922-23 (largement sabotées alors par la direction Frossard mais aussi par les déclarations à l'emporte-pièce de Treint[616]). Elle ne consent finalement qu'à l'organisation de meetings communs sur la seule question du fascisme[617]. De façon à première vue paradoxale, ces consignes semblent bien indiquer que la base de la SFIO ne reste pas uniformément indifférente à la politique du PC sur la question du fascisme. Il n'y a pas besoin d'interdire quelque chose que personne n'a envie de faire, et ces consignes n'ont pas de sens si personne dans la SFIO ne souhaite coopérer avec le PC sur la question du fascisme – à l'heure où les communistes organisent les GDA. Comme pour les JLR, il y a quelques adhésions individuelles de socialistes, mais elles restent sans doute une affaire purement locale, comme à Avignon, où quelques JS sont signalés parmi les JGA[618].

Sur le plan syndical, la CGTU reste relativement isolée au sein des GDA-JGA. En Alsace-Lorraine, quelques militants de la CGT adhèrent aux GDA, mais cela reste là encore une exception[619]. À Paris, la Jeune Garde tente en 1928 de renouveler l'expérience réussie après une nouvelle attaque des JP contre un meeting de la Ligue des Droits de l'Homme. La JGA offre ainsi ses services à la LDH, sans réponse positive de cette dernière, et organise seule un meeting protestant contre l'attaque des JP, qu'elle lie en passant à la volonté affichée par Gustave Hervé et son Parti Socialiste National de se doter d'une « garde de 1 000 volontaires » suite aux raids menés par les GDA-JGA[620]. Les efforts des GDA-JGA pour grouper des militants issus de toutes les organisations ouvrières ou de gauche ont donc été un échec, à l'exception de quelques cas individuels et de quelques expériences réussies sur le plan local.

« L'avant-garde de l'Armée prolétarienne »[621]

Les GDA-JGA ne doivent pas se limiter à assurer une protection immédiate contre le fascisme, mais ont aussi pour but de préparer les cadres de l'insurrection prolétarienne à venir. Jean Duclos[I], secrétaire général de l'ARAC, s'adresse ainsi à des GDA rassemblés en forêt de Senart en juin 1927 en les désignant comme les « chefs de la future armée rouge »[622], tandis que, le mois précédent, *l'Humanité* parle des GDA comme des « bataillons rouges du prolétariat […], premier effort vers le prolétariat armé »[623]. Lors d'un meeting de recrutement à Vienne, en août 1926, Jacques Duclos renchérit en appelant les travailleurs à constituer dans les GDA « l'avant-garde de la révolution » pour permettre « la prise du pouvoir par le prolétariat »[624]. Comme on l'a vu, même si le parti considère que l'heure n'est pas encore venue de l'insurrection immédiate, il reste quand même nécessaire d'y préparer les cadres de la révolution[625].

Comme les Centuries Prolétariennes en leur temps, les GDA ont donc pour but « d'habituer » les travailleurs à la nécessité de l'organisation militaire, et de former ses membres à « l'art de l'insurrection » (selon le mot de Lénine) sur le plan politique mais aussi technique. Cette dimension de préparation révolutionnaire est ouvertement revendiquée par les GDA dans les discours de leurs

I **Jean Duclos (1895-1957)** : Frère aîné de Jacques Duclos, il est mobilisé en 1914 et blessé grièvement à Verdun en 1916. « Gueule cassée », décoré de la croix de guerre et de la légion d'honneur, il adhère au PC et à l'ARAC, dont il devient secrétaire général en 1926. Plusieurs fois candidat aux législatives, il est élu député en 1936. Déchu de son mandat en 1939, il est interné. Libéré en 1941 pour raisons de santé, il est député de 1946 à 1951 puis se retire de la vie politique en raison de son infirmité croissante. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article23162, « Notice DUCLOS Jean », Robert Balland, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 27 mai 2012).

chefs, comme on vient de le voir, mais aussi, de façon plus surprenante, dans leurs tracts de recrutement. Une circulaire d'adhésion éditée en juin 1927 précise ainsi que le rôle de la Jeune Garde est « d'entraîner » ses membres « pour la lutte directe contre les ennemis du prolétariat »[626]. Cet entraînement prend la forme classique d'exercices physiques, sous la forme de préparations sportives pratiquées lors des sorties champêtres, mais aussi de formation à la manœuvre et à la préparation d'opérations paramilitaires. C'est le cas de l'exercice que l'on observe à Vaise en février 1927, qui a pour but de perfectionner les procédures de mobilisation et d'y former les hommes comme les cadres [627]. Les escarmouches et raids contre la police, mais surtout contre les ligues, permettent aussi aux militants d'acquérir l'expérience d'un *ersatz* de combat de rue et d'opérations militaires, alors que l'insurrection urbaine est un des scénarios révolutionnaires les plus probables selon les stratèges de l'IC (comme de l'armée française)[628].

Un accent particulier est aussi mis sur la formation théorique, notamment à travers le lancement en novembre 1925 du journal mensuel *Le Militant Rouge*[629]. Celui-ci est lié de façon tellement directe à la politique insurrectionnelle du PC qu'il convient de s'y intéresser particulièrement, même si sa création précède celle des GDA et qu'elle disparut avant eux. Cette revue, dont le sous-titre précise qu'il s'agit de « l'organe théorique et historique des insurrections », est créée alors que mûrit le projet d'une autodéfense élargie (qui débouche ensuite sur les GDA). Elle est liée directement aux directions du PC et de l'ARAC à travers les personnes de Jacques Duclos et de Camille Larribère[I], qui participent à sa direction, et est placée sous la direction officielle de l'ancien communard Zephyrin Camelinat[630]. Le patronage de cette figure respectée du mouvement ouvrier vise sans doute à éviter les poursuites judiciaires, autant qu'à souligner la continuité avec l'histoire révolutionnaire française symbolisée par la Commune de Paris. Tirée à 2 000 exemplaires et vendue 1 franc 50 (*l'Humanité* coûtant alors 20 centimes), elle a pour but de fournir aux militants les plus investis un bilan des expériences insurrectionnelles du mouvement ouvrier mondial. Ses articles se partagent donc en trois grandes catégories : d'une part des articles classiques du marxisme ou du socialisme sur l'insurrection, la guerre civile ou la violence de façon plus générale. Marx, Engels, Lénine, Trotski, mais aussi de façon plus surprenante Blanqui ou Jaurès, sont ainsi régulièrement mis à contribution pour aborder le rôle de violence dans l'histoire ou l'attitude que doit observer un parti révolutionnaire vis-à-vis de l'insurrection. D'autres articles abordent de façon critique l'expérience des luttes insurrectionnelles des révolutions, des plus anciennes (jusqu'à la révolution française) jusqu'aux plus récentes expériences d'Allemagne ou de Chine. Les combats de rue de Hambourg ou les luttes des partisans communistes bulgares[II] sont ainsi décortiqués pour servir de leçon aux futurs insurgés communistes français[631]. Ces articles, très détaillés (l'insurrection bulgare de septembre 1923 fait ainsi l'objet d'une série de cinq articles), s'appuient souvent sur des récits ou des rapports rédigés par des militants qui y ont pris part. Ceux-ci sont même parfois directement les auteurs d'articles publiés dans le journal. Le communiste hongrois Bela Szanto, vétéran de la République soviétique hongroise de 1919, signe ainsi un article sur les raisons de la chute de cette dernière dans le premier numéro[632]. Enfin, d'autres articles détaillent l'évolution et l'organisation de « l'ennemi », qu'il s'agisse des forces impérialistes françaises combattant aux colonies ou des ligues d'extrême-droite. S'y ajoutent quelques éléments culturels : des poèmes d'Alexandre Blok ou d'Eugène Pottier voisinent avec des pièces de théâtre « prolétarien » de Vaillant-Couturier.

I Qui écrit sous le pseudonyme Labairou et signe notamment des articles sur la guerre du Rif (une série de 8 articles) ou sur la nécessité de la discipline prolétarienne.

II En septembre 1923, une insurrection organisée par le PC bulgare contre le régime militaire issu du coup d'État du 9 juin se solde par un échec meurtrier, qui mène à des massacres de masse et à l'interdiction du PC.

La composition de cette revue, dont le caractère officieux des liens avec le PC ne doit pas être pris pour plus qu'un camouflage légal, illustre bien quelles sont alors les perspectives vers lesquelles s'oriente une bonne partie de la direction du PC. Priorité donnée à la conquête des masses ou pas, la préparation de l'insurrection révolutionnaire reste à l'ordre du jour et nécessite de former sérieusement des cadres militaires. Les liens entre *le Militant rouge* et les GDA sont par conséquent assez rapprochés dès la création de ces derniers, le bureau d'organisation de l'ARAC demandant même que la revue y soit largement diffusée[633]. Elle parait pendant un an de façon régulière puis encore en janvier et février 1927 avant de disparaître sans doute suite aux multiples problèmes financiers et politiques qui agitent l'ARAC et les GDA tout au long de l'année 1927.

Cette insistance sur la formation théorique à l'insurrection correspond aux désirs de certains des plus hauts cadres de l'IC. Ainsi, Trotski dans une conférence prononcée en juillet 1924, plaidait pour la rédaction d'un « règlement de la guerre civile » s'appuyant sur l'expérience des insurrections russe d'octobre 1917, bulgare de septembre 1923 et des luttes révolutionnaires s'étant déroulées en Allemagne entre 1918 et 1923. Il proposait alors de mettre à profit l'expérience des militants politiques exilés en Russie, et notamment des Bulgares ayant fui la répression du régime de Tsankov[634]. Ce travail de rédaction et d'analyse, entamé au printemps de 1924, est ensuite interrompu dans le cadre de la lutte contre le trotskisme[635], avant d'être repris par l'IC pour déboucher vraisemblablement sur la fameuse brochure sur *l'Insurrection armée*, rédigée dans les années suivantes sous le pseudonyme de « Neuberg » par une commission d'experts de l'Armée Rouge, assistée de vétérans étrangers[636]. Cette conférence de Trotski du printemps 1924, qui faisait l'ébauche d'une analyse de l'expérience de la révolution russe et des années de guerre civile, est publiée courant 1926 sous la forme d'une brochure intitulée *Problèmes de la guerre civile* par la Librairie du Travail, peu de mois après la création des GDA. Se plaçant dans la même veine que le lancement du *Militant rouge*, cette publication doit être comprise comme participant de la constitution d'une sorte de corpus théorique sur la tactique insurrectionnelle par le mouvement communiste. Le fait qu'un écrit de Trotski, comprenant pourtant des critiques implicites (mais facilement décelables) des méthodes de la direction de l'IC, puisse être publié par une librairie encore relativement proche de la SFIC apporte aussi un éclairage intéressant sur le monolithisme souvent attribué au mouvement communiste de l'entre-deux-guerres. Malgré les exclusions d'oppositionnels, il reste encore possible de publier fin 1926 des textes d'auteurs ouvertement opposés à la politique de la direction de l'IC. Cela est à relativiser cependant, que ce soit par le sujet traité, qui reste relativement technique et secondaire pour nombre de militants, mais aussi par l'origine de la publication. La librairie du Travail n'est en effet pas directement rattachée à la SFIC et dispose donc d'une plus grande liberté de publication. Il n'empêche que cette relative liberté de débat sur la question de l'autodéfense disparaît assez rapidement au tournant de 1928 pour ne réapparaître que brièvement (et sous une forme très encadrée) à la fin de 1933.

« Le péril communiste » : les GDA vus par leurs ennemis

La constitution par le PC d'une force paramilitaire aux prétentions révolutionnaires ne peut laisser ses adversaires déclarés indifférents. Après avoir été tout d'abord marquée par l'ironie à l'annonce de leur création, l'ambiance dans la presse de droite tourne rapidement à la crainte (réelle ou simulée) de ces groupes, dont la puissance est largement surestimée. En avril 1927, le *Figaro* publie

ainsi une série d'articles au ton alarmiste sur les GDA et le «péril communiste » qui menacerait alors Paris d'une véritable guerre civile. Cette publication ne vient pas de n'importe où. Le *Figaro* est depuis 1922 la propriété du richissime parfumeur François Coty, très proche des ligues. Il est alors en effet membre du Comité Central Bonapartiste (CCB), une organisation d'extrême-droite corse admiratrice du fascisme italien[I], et joue depuis (au moins) 1924 le rôle de mécène de nombreuses organisations factieuses. Initialement proche de l'Action française, il suit Valois dans sa scission et adhère au Faisceau, finance son journal (*Le nouveau siècle*) et son organisation, avant de revenir auprès de l'AF à partir de 1926[II]. Ayant pris la tête du *Figaro*, il en renforce l'orientation conservatrice et met le journal au service de la droite radicale, souvent extra-parlementaire. Il se met largement en avant dans ce cadre, et un des deux articles dont il est ici question est ainsi signé de sa main[637].

Reprenant un discours assez classique (tout en l'amplifiant largement), ces deux articles dénoncent l'organisation par les communistes d'une véritable force armée de guerre civile, prête à tout moment à « porter dans les quartiers bourgeois de l'ouest le pillage, l'incendie et la mort ». L'article du 9 avril affirme ainsi qu'un dénommé Dancart (qui n'a à l'époque pas été identifié par la police et que nous n'avons pas retrouvé dans nos sources) a réussi l'année précédente à doter le PC d'un arsenal permettant « l'armement complet de deux cents hommes, fusils de guerre, brownings, trois cents cartouches par fusil, deux cents cartouches par pistolet ». L'article précise que cette cache d'arme aurait été découverte par la police, mais le gouvernement du Cartel, aux ordres des soviets ou de l'Allemagne, aurait fait enterrer l'affaire et restituer les armes aux communistes. Ceux-ci, forts de ce soutien occulte, auraient pu continuer à s'armer et procéder à l'équipement complet de deux mille hommes et à la constitution d'un dépôt d'armes clandestin contenant « dix mitrailleuses, soixante-cinq fusils mitrailleurs, la charge de trois camions en fusils de guerre et brownings de grand modèle, avec deux cent mille cartouches ». Le nommé Dancart serait en fait le « chef des services d'armement, désigné par le député Vaillant-Couturier […] lui-même promu général en chef des troupes communistes en France […] après la disgrâce du capitaine Treint ». L'article a par ailleurs un caractère antisémite assez marqué, insistant sur l'origine juive des dirigeants de l'Internationale et du « chef supérieur envoyé de Moscou (« Russe » comme Apfelbaum, Braunstein et Soblesohn) » – c'est-à-dire les noms de naissance (mal orthographiés) de Zinoviev, Trotsky et Kamenev. La soi-disant « Horde communiste » de trente mille hommes que dépeint l'article est en fait la région GDA-JGA de Paris dont l'organisation en 7 secteurs superposés de GDA et de JGA est décrite en détail, allant jusqu'à donner les initiales et l'adresse du domicile des officiers de liaison assurant la communication entre les secteurs et le centre. L'article suivant, daté du 29 avril, comprend aussi un plan détaillé des différents secteurs des GDA-JGA, et précise pour chacun un lieu destiné à servir d'État-major en cas d'insurrection. Une partie de ces lieux sont effectivement liés aux GDA, des locaux de l'ARAC ou des GDA, et sont connus de la police. C'est le cas, par exemple, pour l'appartement au 42 rue d'Argout, dans le 2e arrondissement, qui servait effectivement de lieu de réunion pour la trentaine de membres du 1er secteur GDA (correspondant au centre-ville) ou de la permanence du 48 rue Duhesme, dans le 18e arrondissement, dans laquelle se réunissaient les membres du sous-secteur de la Goutte d'Or et de Montmartre (affilié au 7e secteur GDA)[638].

I François Coty est élu maire d'Ajaccio sous les couleurs du CCB de 1931 à sa mort en 1934. Le CCB se divisera durant la guerre, sa majorité collaborationniste soutenant le régime de Vichy tandis qu'une faible minorité se ralliait au gaullisme.

II Coty jouera ensuite un rôle de premier plan dans le renouveau des ligues au début des années 1930 et sera brièvement le chef d'une d'entre elles, le « Francisme ».

Au-delà de l'apparent luxe de détails donnés par ces deux articles, leur caractère d'exagération et de propagande est flagrant, même en laissant de côté l'évidente contradiction qui voudrait que les communistes aient besoin de se préparer à l'insurrection si gouvernement et police sont à leurs ordres. La connaissance de ces « Etat-major » par la police et leur caractère public assumé dans certains cas rendent ainsi peu probable qu'ils soient utilisés comme des postes de commandement insurrectionnels. Dans certains cas, leur adresse est même publiée dans *l'Humanité*, comme pour la permanence de la rue Duhesme, dont l'adresse est ouvertement donnée à la rubrique « Convocations » comme lieu de réunion des GDA du 18e arrondissement[639]. Force est de reconnaître que cela correspond assez peu aux précautions nécessaires devant entourer le choix d'un quartier général clandestin. De même, la plupart des informations sur des personnes données dans l'article sont (au mieux) exagérées. Malgré son appartenance à l'ARAC presque depuis sa création, Vaillant-Couturier, censé avoir été promu « commandant militaire des soviets dans la capitale », ne joue en réalité aucun rôle spécifique dans l'organisation de l'appareil insurrectionnel ou d'auto-défense du PCF et le fait qu'il soit mentionné dans l'article tient en réalité à sa seule notoriété. Pareillement, si Charles Lautard (désigné par sa seule initiale dans l'article) est effectivement un des dirigeants du secteur C des GDA, rien ne permet d'affirmer qu'il joue aussi un rôle de « chef secret » de l'insurrection prochaine que le *Figaro* lui attribue[640]. Le fait qu'il soit nommé tient là avant tout à son rôle dans la récente affaire de son appartement, largement commentée dans la presse. La police, d'ailleurs, commentant ces deux articles, précise qu'ils comportent de « nombreuses inexactitudes ». Elle signale par exemple que la liste donnée comme étant celle des chefs des différents secteurs des GDA-JGA est en fait une copie d'une liste (parue dans la presse) de personnes arrêtées plus d'un an auparavant pour avoir sifflé ou proféré des injures sur le passage du dictateur espagnol Primo de Rivera en visite en France. L'un d'entre eux est même militant à la SFIO et réside à Clermont-Ferrand, très loin des groupes de combat communistes de la capitale[641]. Les effectifs donnés sont par ailleurs complètement fantaisistes. Loin des 30 000 combattants parfaitement armés, organisés et prêts à l'action que décrit l'article, les GDA-JGA ne comptent alors à Paris qu'un gros millier de membres, et sont loin d'être tous armés.

Malgré ces nombreuses approximations et exagérations, la publication des plans des secteurs et de la localisation des différentes permanences de l'ARAC démontre que les ligues et Coty disposent alors, soit d'un service de renseignement capable au moins de compiler des informations publiques, soit de sources policières, les deux explications n'étant pas exclusives. Ces informations sont même suffisamment précises pour laisser craindre au PC et à l'ARAC des attaques ciblées de groupes fascistes, visant les objectifs désignés dans les articles[642]. Cela pousse l'exécutif des GDA-JGA de la région parisienne à réorganiser leurs structures au début de l'été 1927, faisant passer le nombre de secteurs de 7 à 10 et changeant une partie des permanences[643].

De son côté, la police ne partage pas les inquiétudes bruyamment affichées par les ligues au sujet des GDA-JGA, ne croyant par exemple pas qu'ils sont suffisamment armés ou nombreux pour une insurrection à court ou moyen terme. Leur existence les inquiète néanmoins pour une autre raison à partir du printemps 1927. Leur présence « de plus en plus » importante dans les manifestations communistes, conjuguée à leur armement adapté au corps-à-corps et aux bagarres de rues, laisse craindre à la police qu'elle ne puisse plus contenir de façon certaine un cortège communiste qui déciderait de se défendre[644]. S'ils ne disposent pas de caches d'armes à feu ou d'auto-mitrailleuses improvisées (comme leurs homologues de la Ruhr en leur temps), les GDA et leurs cannes (souvent « plombées ») peuvent, s'ils sont en nombre suffisant, repousser une charge de police. Les policiers ne disposent en effet à l'époque pas de canon à eau ou équivalent et n'ont aucun armement faisant

l’intermédiaire entre la matraque et les armes à feu. S’ils sont repoussés au corps-à-corps, ils n’ont le choix qu’entre ouvrir le feu ou abandonner le pavé aux manifestants, comme le montreront quelques années plus tard les affrontements du 6 février 1934. Les 250 hommes des GDA et JGA mobilisés pour le service d'ordre du 1er mai 1927 apparaissent ainsi à la préfecture de police comme une lourde menace[645].

Cette inquiétude spécifique entre en confluence avec la crainte qui agite le gouvernement Poincaré après « l’affaire Doriot » de 1927[I] et l’affaire Cremet. La répression contre le PC s’accentue alors largement et une partie importante de sa direction se retrouve en prison durant l’été 1927[646]. Ces attaques se déclinent aussi naturellement contre les GDA sous l'autorité de Jean Chiappe, proche de l'Action Française et nouveau préfet de police de Paris depuis avril 1927[647]. Les GDA-JGA voient donc certaines de leurs manifestations publiques interdites[648], leurs sorties champêtres perturbées[649] et leurs locaux perquisitionnés. À Lyon, une opération est ainsi entreprise le 11 juin 1927 contre tous les locaux dont la police pense qu'ils sont liés aux GDA : le siège fédéral du PC, les domiciles du nouveau secrétaire fédéral de l'ARAC, de son prédécesseur, du secrétaire régional de l'ARAC du Rhône, du secrétaire et du trésorier de l'ARAC de la petite ville de banlieue rouge de Saint-Fons et bien sûr le siège de l'ARAC de Lyon. Tout cela pour un résultat assez médiocre : en tout, la police n'a pu mettre la main que sur quelques tracts et une circulaire organisationnelle[650]. Les manifestations où les GDA assurent le service d'ordre sont particulièrement visées par la répression. Ainsi, le 4 août 1927, la police parisienne attaque les GDA en uniforme du 3e secteur de la région parisienne qui assurent la protection des abords d'un meeting de solidarité avec Sacco et Vanzetti. Pour la première fois, semble-t-il, la police parisienne s'oppose à l'occupation de l'espace public par les Groupes de défense, au prix d'une dizaine de manifestants et GDA blessés, dont Jacques Duclos lui-même[651]. Il s'agit là d'une politique nouvelle de la part de la préfecture de police. Cela n'est pourtant qu'un avant-goût des affrontements que les rues de Paris vont connaître dans les mois suivants.

I Après son voyage en Chine révolutionnaire, Jacques Doriot est accusé d’avoir prôné la révolte aux peuples asiatiques, et notamment aux vietnamiens soumis alors au colonialisme français. Le ministère de l’Intérieur cherche pendant un temps à le faire arrêter sous ce prétexte, avant d’y renoncer au vu de la faiblesse des charges.

Chapitre 8 : Une structure locale : l'exemple des GDA d'Alsace-Lorraine

Dès le mois de septembre 1926, des Groupes de Défense antifasciste se constituent en province, sous la supervision et les encouragements des directions nationales du PC et de l'ARAC. Même si ces structures reprennent dans l'ensemble les formes et les méthodes définies au niveau national, des différences plus ou moins importantes existent néanmoins. La richesse relative des rapports concernant les GDA et l'ARAC d'Alsace-Lorraine permet de les étudier en détail et d'examiner leurs modes de création et de fonctionnement, notamment en l'absence de l'allant donné directement par les dirigeants communistes nationaux, très impliqués en région parisienne. La situation particulière des territoires récemment rattachés a bien sûr pesé largement sur leur création, sur leur fonctionnement, sur les coopérations qu'ils ont nouées avec le *Roter Frontkämpferbund* allemand, mais aussi sur le regard de la police, toujours prompte à voir des agents germaniques dissimulés sous les plis du drapeau rouge. Cette étude de cas permet donc d'observer le développement et le fonctionnement « quotidien » d'une région GDA-JGA pas tout à fait comme les autres.

La SFIC et l'Alsace-Lorraine

Rattachées à la République française en novembre 1918, après près de 50 ans d'intégration à l'Allemagne, les anciennes « terres d'Empire » restent marquées par un particularisme vivace. Des décennies de vie politique au sein du Reich ont notamment produit une génération entière de militants formés à l'école des partis politiques allemands (et notamment du SPD, deuxième parti en nombre de voix aux élections de 1912 – juste derrière le parti régionaliste). Malgré une propagande intensive sur le retour heureux à la France des territoires perdus, le rattachement s'est accompagné d'une suspicion largement répandue de la part du gouvernement et de l'administration contre la population locale. Des commissions de triage ont été instaurées pour répartir la population en quatre classes dotées de droits civiques différents[I], et près de 100 000 personnes ont été expulsées vers l'Allemagne, après avoir été classées comme « allemandes ». L'enseignement et l'administration ont été francisés sans transition, alors que la langue de la majorité de la population est germanique (dialectes alsacien et francique lorrain) et que seule la bourgeoisie parle encore couramment le français[652]. Une surveillance policière spécifique (et pointilleuse) a été mise en place. A contrario et pour s'attacher le soutien de la très influente église catholique, le gouvernement Poincaré a décidé de maintenir le concordat en Alsace et Moselle, de même qu'une bonne partie du droit social hérité de l'Empire allemand, pour éviter que le rattachement ne soit synonyme d'une baisse du niveau de vie des droits de la population et éviter de donner des arguments supplémentaires aux autonomistes.

Ces tendances autonomistes sont largement héritées des années d'avant-guerre. Une partie importante des politiciens alsaciens d'avant 1914 se sont regroupés sur la perspective d'une Alsace-Lorraine dotée d'une très large autonomie au sein du Reich, à l'égal des autres *Lander* constituant l'Empire. L'Alsace-Lorraine allemande n'a en effet été rattachée à aucun des royaumes fédérés

I Ces catégories étaient les suivantes : A – Habitants dont les parents et les grands-parents sont nés en France ou en Alsace-Lorraine avant 1870 et sont considérés comme Français ; B – Habitants dont un parent ou un grand-parent n'est ni Français ni Alsacien-Lorrain d'origine ; C – Habitant dont les parents ou les grands-parents sont originaires d'un pays neutre ou allié de la France ; D – Habitants dont les parents ou les grands-parents sont originaires de l'Empire allemand ou de l'Empire austro-hongrois.

constituant l'Empire, mais est gérée directement au niveau impérial, d'où la dénomination de Terres d'Empire (*Reichsgebiet* en allemand). La revendication d'une plus grande autonomie administrative, portée par une partie des milieux politiques partisans de la « participation » à la vie politique de l'Empire après l'annexion, a été partiellement satisfaite par la nouvelle constitution de 1911, qui crée notamment une chambre représentative pour l'Alsace-Lorraine. En 1918, ce *Landtag* de Strasbourg défend même brièvement l'idée d'une indépendance à la fois vis-à-vis de l'Allemagne et de la France, et espère que la conférence de paix de Versailles reconnaîtra le droit à l'auto-détermination pour l'Alsace. À la même période, une éphémère « république des conseils d'ouvriers et de soldats d'Alsace » est proclamée par des dirigeants sociaux-démocrates et des soldats mutinés. Ces deux conceptions rivales du particularisme alsacien s'effacent sans résistances à l'arrivée des troupes françaises fin novembre.

Lors de la campagne électorale qui devait amener le Cartel des Gauches au pouvoir en 1924, Edouard Herriot promet d'étendre l'ensemble de la législation française aux territoires rattachés, ce qui menace à la fois l'église catholique, très influente en Alsace, et les droits sociaux d'une bonne partie de la population. C'est en s'appuyant sur la vague massive d'opposition qui en résulte que l'autonomisme alsacien réapparaît, notamment avec la publication en 1926 d'un manifeste du *Heimatbund* (« Ligue de la Patrie »). Cette rupture du front uni de l'opposition au Cartel des gauches provoque la fureur d'une partie de leurs anciens alliés de la droite française. Signe de ce « retournement d'alliance », les autonomistes bénéficient par contre depuis 1925 du soutien officiel de la SFIC.

Le BP du parti communiste adopte en effet en septembre 1925 le mot d'ordre de l'autonomie administrative et du droit à l'autodétermination pour les Alsaciens-Lorrains, y compris jusqu'à la séparation d'avec la France, malgré les critiques de l'opposition communiste de gauche[653]. Sur le modèle des alliances avec la bourgeoisie « nationale » prônées dans les territoires coloniaux[I], cette orientation se poursuit même à partir de février 1926 avec une alliance avec l'aile autonomiste de l'Union Populaire Républicaine, dont les députés ont pourtant été élus en 1919 et 1924 sous l'étiquette du Bloc national de Poincaré. Poursuivie jusqu'au début des années 1930, cette politique débouche au bout de quelques années sur la scission du PC en Alsace, les militants les plus engagés dans l'alliance avec les autonomistes la poussant jusqu'à s'appuyer sur le soutien des partis catholiques « cléricaux » pour gagner la mairie de Strasbourg. Condamnés par la direction du parti, une large partie des militants suivent en septembre 1929 le nouveau maire communiste de Strasbourg Charles Hueber[II] dans la création de la *Kommunistische Partei-Opposition* (KPO – Parti communiste d'opposition). D'abord forgé sur le modèle de la KP-O allemande de Brandler et Thalheimer, qui regroupe l'ancienne opposition « de droite » du KPD, le KP-O alsacien se

I Par exemple en Chine, où l'alliance avec le Guomindang de Sun Yìxian (Sun Yat-sen) avait été imposée au tout jeune parti communiste par les délégués de l'IC.

II **Charles Hueber (1883-1943)** : Né dans une famille ouvrière de Guebwiller (Haut-Rhin), il commence à travailler en usine à 17 ans et milite dès cette époque dans le mouvement syndical et le SPD. Après son service militaire dans la *Heer*, il s'installe à Strasbourg. Secrétaire régional du SPD en 1910, il joue en 1918 un rôle dirigeant dans la révolution à Strasbourg, avant de rejoindre après-guerre la SFIO, et après Tours, devient le dirigeant régional du PC. Elu en 1929 à la Mairie de Strasbourg en alliance avec un parti « clérical », il est exclu du PC et fonde la KP-O d'Alsace-Lorraine. En 1935, une purge interne exclut l'aile antifasciste de la KP-O, qui devient le Parti Alsacien Ouvrier et Paysan (EABP) et s'oriente de plus en plus vers le national-socialisme, jusqu'à fusionner en 1939 avec l'organisation nazie alsacienne. Après 1940, il occupe divers postes secondaires dans l'administration d'occupation. Une biographie détaillée est notamment disponible sur le site de l'université de Strasbourg : Pierre Krieger, «Charles Hueber (1883-1943) : un militant alsacien aux identités plurielles», *Strathèse*, 5/ 2017. Identités plurielles, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, disponible en ligne : http://strathese.unistra.fr/strathese/index.php?id=1023 [consulté le 19 juin 2018].

transforme en 1935 en *Elsässische Arbeiter-und-Bauernpartei* (Parti ouvrier et paysan alsacien) qui glisse de plus en plus du stalinisme « régionaliste » au séparatisme pro-nazi, et sombre dans la collaboration pendant la deuxième guerre mondiale.

En 1926, en tout cas, cette nouvelle orientation contribue largement à conforter l'amalgame existant déjà pour la droite française entre Berlin et Moscou. La politique autonomiste du PC s'explique pour les nationalistes par sa subordination à l'Allemagne, toujours suspecte de velléités de revanche. Le PC est ainsi suspecté par la police de préparer un soulèvement en Alsace coordonné avec l'Allemagne dans le cas d'une évacuation de la Rhénanie par les alliés[654]. La grande proportion d'alsaciens-lorrains « de souche » dans les rangs communistes locaux et le bilinguisme de ses organisations renforcent encore cette suspicion de la police, souvent composée de Français « de l'intérieur » peu enclins à distinguer l'allemand de l'alémanique alsacien. La classe ouvrière est en effet très peu bilingue dans l'entre-deux-guerres et s'exprime avant tout en dialecte. Le principal dirigeant communiste de la région, Charles Hueber, parle ainsi très mal français et lors de ses interventions en tant que député à l'assemblée nationale doit s'exprimer en alsacien, provoquant la fureur des députés de droite.[655] La presse du parti (d'abord *Die Neue Welt* et *Volkstribune*, puis *l'Humanité* à partir de 1923) est donc publiée en alsacien, puis en français et en alsacien seulement à partir de 1929. Les tracts diffusés par l'ARAC sont eux aussi bilingues[656] ; tandis que les chants sont souvent des chants du KPD ou du mouvement ouvrier allemand d'avant-guerre, chantés en alsacien ou directement en allemand[657]. Bref, le PC et ses organisations de masse, utilisant « l'allemand » comme langue principale[658], semblent ne faire aucun effort d'intégration et suscitent donc une attention particulière de la police, cumulant la crainte du communisme à celle de l'Allemagne. Cette attention spécifique débouche sur une production importante de rapports et notes sur le communisme alsacien-lorrain et sur l'activité de l'ARAC dans la région. Ce « prisme de source » explique sans doute l'écart important entre l'activisme des GDA d'Alsace-Lorraine et l'apparente tranquillité d'autres départements, même si certains traits spécifiques y sont néanmoins remarquables.

La création des GDA en Alsace -Lorraine

L'apparition des Groupes de défense en Alsace-Lorraine est la conséquence directe de la politique de soutien aux autonomistes adoptée par la SFIC. Le 22 août 1926, en effet, un meeting commun organisé à Colmar en Alsace par le *Heimatbund* et le PC est la cible d'attaques de plusieurs ligues coalisées – oubliant pour l'occasion leurs divergences. Cette réunion consacrée à la dénonciation du traité de Versailles doit se tenir dans une salle qui est prise d'assaut, avant même le début de la réunion, par une force groupant quelques centaines de militants de l'Action française, de l'Union Nationale des Combattants, du Faisceau, et de la Fédération Nationale des Combattants Volontaires. Après un long affrontement et de nombreux blessés, la salle est finalement fermée d'autorité par la gendarmerie, contraignant les manifestants autonomistes et communistes à se replier sur deux autres salles qui sont à leur tour assaillies par les « patriotes »[659]. Le même jour, une autre réunion de *l'Heimatbund* est dispersée par des ligueurs de l'AF à Sarreguemines, en Lorraine[660]. C'est à la suite de ces attaques que le PC d'Alsace-Lorraine se lance dans la constitution de forces d'autodéfense, capables de s'opposer aux attaques des Ligues dans la région, auxquelles sa politique alsacienne l'expose particulièrement[661]. Comme l'explique un dirigeant local des GDA de Metz un an plus tard :

> À la suite de nombreuses attaques que les fascistes ont lancées contre nous, notamment au cours de réunions publiques à Colmar, Mulhouse et Strasbourg, nous avons, après avoir étudié à Paris l'organisation de l'ARAC, créé en Alsace et en Lorraine des sections analogues, avec siège régional à Metz.
>
> […] En 1926, voyant que les éléments réactionnaires et fascistes devenaient un danger menaçant pour la classe ouvrière, le prolétariat de Paris a créé l'ARAC qui devait être une troupe de combat républicaine prête à défendre notre cause et nos institutions.[662]

Cette façon de présenter la naissance des GDA est intéressante en ce sens qu'elle confond complètement l'ARAC et ses groupes de défense. Alors que l'association a été créée en 1917 pour représenter les anciens combattants et défendre parmi eux les idées pacifistes et républicaines, elle est ici présentée avant tout comme une organisation paramilitaire chargée de défendre les conquêtes et les organisations de la classe ouvrière, cette représentation la rendant (d'une façon surprenante) plus proche du *Republikanischer Schutzbund* du SPD autrichien que du RFB allemand. Le futur rôle révolutionnaire qu'ont à jouer les GDA n'est pour autant pas oublié et le même orateur cité plus haut les définit par ailleurs comme le « noyau solide de la future armée rouge en Moselle »[663], alliant de façon apparemment naturelle leurs missions défensives à leur vocation d'offensive révolutionnaire. Les autres missions de l'ARAC ne sont pas pour autant mises de côté et sont rappelées par l'édition locale de *l'Humanité* :

> Il y a environ un an que l'Association des Anciens Combattants a pris pied dans notre région. Elle compte déjà un certain nombre de membres. Elle a pour but : 1° de lutter contre la guerre ; 2° de lutter en faveur des victimes de la guerre ; 3° de lutter contre le fascisme. Des groupes de défense antifasciste qui portent l'uniforme ont été créés dans ce dernier but. [664]

C'est bien ce dernier aspect qui focalise les efforts du mouvement communiste dans la région, à cause de la menace que représenteraient les ligues fascistes, toujours à l’affût :

> Des groupes de défense antifasciste qui portent l'uniforme ont été créés dans ce dernier but. Il en existe à Metz, Basse-Yutz, Algrange, Sarrebourg, Sarreguemines, Strasbourg et Mulhouse. D'autres suivront. Ils sont constitués d'après le modèle de la ligue des anciens combattants rouges allemands. Tout le monde sait que c'est grâce à cette ligue que le fascisme n'a pu accomplir son œuvre de destruction comme en Italie.
>
> Les bandes fascistes attendent également, chez nous, le moment propice pour abattre les travailleurs. Tout travailleur a le devoir d'adhérer à l'ARAC et de défendre les quelques libertés que nous possédons encore.
>
> Tout travailleur quelles que soient ses opinions politiques peut être membre de l'ARAC à la condition qu'il veuille lutter pour les buts sus-indiqués.[665]

Un point notable est qu'alors que la question de l'autonomisme alsacien joue un grand rôle dans la création des GDA dans la région, elle n’apparaît jamais, ni dans leurs discussions internes, ni dans les rapports que fait la police de leurs activités. De façon assez révélatrice, un seul membre identifié des GDA de la région rejoint le KP-O de Hueber lorsque celui-ci est créé, alors qu'il semble que ce soit le cas de la majorité des militants du PC alsacien. Les membres de l'auto-défense sont donc apparemment plus disciplinés que la majorité de leurs camarades.

Les GDA d'Alsace-Lorraine sont d'abord apparus dans la région de Metz, s'organisant autour de la section SFIC de Montigny-lès-Metz, et dirigés sur place par Étienne Gundram, ouvrier-charron des chemins de fer, adhérent relativement récent au parti (1924)[666]. Celui-ci prend d'ailleurs la parole comme représentant des « GDA d'Alsace-Lorraine » dès novembre 1926 lors de plusieurs meetings parisiens, à la tête d'une délégation d'une trentaine de combattants en uniforme[667]. Signe de l’interpénétration des différentes organisations du mouvement communiste, mais aussi de leur ancrage local, cette création a été financée à hauteur de 4 000 francs par des dons de la CGTU de Montigny et de Metz, par un don de 1 000 francs de la CGT locale (une exception au niveau national) ainsi que par des collectes effectuées dans les usines et les entreprises ferroviaires de l'agglomération et l'organisation de fêtes diverses[668]. Cette somme importante (quatre fois le salaire mensuel d'un ouvrier spécialisé parisien) a permis de financer l'achat de matériels de propagande (tracts, affiches, cartes postales, etc.), mais aussi de payer l'impression de cartes de membres et, par un procédé original, d'avancer aux adhérents actifs les frais des insignes et de l'uniforme[669]. Cette collectivisation des frais d'habillement est ensuite systématisée en Alsace-Lorraine, tout nouvel adhérent se voyant automatiquement avancer les frais d'uniformes, quitte à repousser certaines adhésions, faute de fonds disponibles[670]. Cet effort permet de mettre sur pied un service d'ordre conséquent, qui apparaît pour la première fois en public à l'occasion du 1er mai 1927, lorsque 60 GDA en tenue assurent la protection du défilé à Metz[671]. La section de Montigny-lès-Metz, dans son développement ultérieur, s'organise en sous-groupes, basés sur le lieu de travail[672]. Ce développement est facilité par le fait que le recrutement s'effectue largement à travers la CGTU et organise des combattants présents dans les mêmes entreprises ou usines. Deux groupes au moins existent ainsi dans des ateliers de chemins de fer d'État[I] tandis qu'un troisième est créé à la manufacture de tabacs de la ville. S'y ajoutent d'autres groupes composés d'ouvriers et de salariés dispersés dans d'autres entreprises, qui sont regroupés en attendant d’éventuels recrutements.

Pour aider à mettre en place le travail d'organisation des GDA dans la région, la SFIC nomme comme responsable de l'ARAC pour l'Alsace-Lorraine, le secrétaire du syndicat des métaux CGTU de Knutange depuis 1921, Conrad. Alors que le développement des formations de combat est une priorité pour le PC de la région et que Conrad semble avoir peu avancé, il est démis de ses fonctions et remplacé par un militant beaucoup plus expérimenté, mais qui n'a pas combattu en 1914-1918, Emile Beron[673]. Celui-ci, né en 1896, avait rejoint à 20 ans le mouvement révolutionnaire allemand, et avait intégré le bureau permanent de l'IC en 1922. Exclu en 1924 pour des raisons peu claires, il est réintégré en 1926, juste avant d'être chargé de la création des GDA dans la région. C'est sous son autorité que les GDA sont implantés dans d'autres villes de la région, et d'abord en y envoyant des combattants de Montigny-lès-Metz pour servir d'exemple. Ces trajets sont facilités par le fait que les cheminots, nombreux parmi le Groupe de défense de Montigny, peuvent bénéficier de trajets

I Depuis 1919 et le rattachement, les chemins de fer des anciennes Terres d'Empire étaient en effet exploités par une compagnie publique, l'Administration des Chemins de Fer d'Alsace et de Lorraine. La Compagnie privée qui assurait l'exploitation avant 1870 n'avait pas voulu les récupérer en raison du coût qu'auraient représenté les différences de normes entre réseaux français et ex-allemands.

gratuits en leur qualité de salariés des chemins de fer et ne se privent pas de les utiliser[674]. Le 3 juillet, alors que le reste du groupe reste à Montigny pour y défendre la fête organisée par le PC, 30 combattants en uniforme partent assurer le service d'ordre d'un meeting organisé à Knutange sous la direction de Gundram, assisté de deux autres cadres locaux, Steiger, secrétaire du SRI de Moselle, et Adolphe Hungler, responsable de *l'Humanité* pour Montigny, et tous trois salariés des Chemins de fer[675].

Les GDA Alsaciens-Lorrains en action

Un premier congrès régional de l'ARAC, tenu fin avril 1927, rassemble déjà des délégués de Metz, Nancy, Etain, Verdun, Sarrebourg, Strasbourg et Colmar.[676] Deux mois plus tard, à la fin juin 1927, un groupe GDA apparaît à Strasbourg, l'assemblée qui annonce formellement sa création se tenant le 30 août. En juillet 1927, après plusieurs « essais infructueux », une nouvelle section ARAC est à son tour constituée à Thionville, dans le nord de la Moselle. Sa création s'effectue sous la supervision personnelle de Beron, envoyé spécialement sur place[677]. Cette difficulté est étonnante, surtout quand on note qu'à peine trois ans auparavant, la préfecture indiquait que les Centuries Prolétariennes du PCI y étaient bien implantées et qu'une section nombreuse existait à Knutange, en banlieue de Thionville. C'était d'ailleurs aussi le cas à Metz, où une centurie existait encore en 1925. En l'absence de sources continues, il est difficile de savoir si elle existait encore ou ce que sont devenus ses membres en 1927, ses premiers animateurs ayant eux été frappés par la répression et souvent expulsés[678]. Le recrutement des GDA semblant s'y être effectué principalement parmi les travailleurs locuteurs du francique lorrain, on peut imaginer que les immigrés italiens membres du PCI n'ont pas été touchés par les efforts d'organisation de l'ARAC. Quoi qu'il en soit, au début de l'été 1927, l'Humanité d'Alsace-Lorraine pouvait lister les GDA existant dans la région et en annoncer à « Metz, Basse-Yutz, Algrange, Sarrebourg, Sarreguemines, Strasbourg et Mulhouse »[679]. Toutes ces sections, dont la grande majorité (6 sur 8) se situent en Lorraine ont été créées en quelques mois grâce à l'aide de celle de Montigny-lès-Metz, pourvoyeuse aussi bien d'hommes (détachés ponctuellement ou à plus long terme) que d'argent, et en s'appuyant sur les sections du PC ou de la JC, voire sur les syndicats CGTU existant dans les localités. *À* Metz, c'est ainsi au secrétariat de la CGTU qu'il faut s'adresser pour rejoindre les groupes de défense, tandis qu'à Strasbourg, c'est à l'auberge Au Tonnelet, dans le quartier de la Petite France, que les GDA recrutent[680]. Ces différentes sections s'attellent dès leur création à l'organisation d'activités publiques visant à les faire connaître et à montrer leur utilité pratique pour le mouvement ouvrier. Les 14 et 15 août 1927, la section de Strasbourg, fondée le mois précédent, organise ainsi une fête sportive et y invite ses homologues des trois départements (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle)[681]. Ce type d'action mêlant événement festif et propagande est assez caractéristique de l'activité de l'ARAC et des GDA dans d'autres départements. Le développement de l'organisation nécessite l'existence d'un courant d'esprit favorable parmi la classe ouvrière (ou au moins une partie d'entre elle) et justifie donc l'organisation de démonstrations publiques. Le 2 octobre, l'ARAC de Strasbourg prévoit ainsi qu'un de ses meetings publics soit précédé d'un défilé des militants en uniforme dans les rues de la ville[682]. On peut rapprocher ce type d'événement des sorties « champêtres » parisiennes, qui s'achèvent souvent par un défilé dans les communes avoisinantes, ou encore du défilé public organisé par les GDA du Rhône après un exercice au début de 1927[683]. Lorsque cela est possible, ces sorties se doublent de collectes de fonds, comme dans le cadre d'une quête publique organisée (encore à

Strasbourg) en novembre 1927 pour aider à financer un local de l'ARAC[684], qui se réunit alors toujours dans une brasserie.

En novembre 1927, faisant le bilan du travail accompli, la section de Montigny-lès-Metz propose un certain nombre d'améliorations spécifiques dans ce domaine, notamment la création d'une section spéciale chargée d'exécuter des chants et des excursions de propagande, afin d'aider le recrutement[685]. Cela existe déjà à Strasbourg où une « marche à pied » de propagande accompagnée d'une fanfare a été organisée à la fin de l'été entre le centre-ville et Eckbolsheim (en banlieue de la ville)[686]. Poursuivant la marche à la spécialisation des cadres qui s'observe aussi au niveau national, un adhérent propose même en novembre 1927 la création d'une section sanitaire, dont les membres seraient formés par deux médecins volontaires pour dispenser des cours médicaux. Il s'agirait en somme de former des infirmiers pour servir en cas d'affrontement ou de blessures lors d'entraînements, semblables aux brancardières en uniforme dont le recrutement avait été souhaité par Desphilippons en septembre 1926 et qui avaient été remarquées par la police parmi les GDA parisiens en juin 1927[687]. La faiblesse des sources empêche de savoir si cette proposition fut suivie d'effet. Par contre, un « dirigeant technique » (*Techniker leiter*), l'ouvrier des chemins de fer Jean Rougel, est bien nommé pour élaborer les plans d'opérations, donner des instructions aux sous-sections, s'occuper de la propagande *anti*, de la surveillance des membres et des rapports avec la direction régionale (*Gauleitemgen*) du RFB de Sarrebruck et Trêves (les deux agglomérations allemandes frontalières proches de Metz). Son rôle est donc en réalité celui d'un responsable à l'organisation, complétant le secrétaire politique, plus qu'un spécialiste des questions militaires, comme devaient l'être les « secrétaires techniques » imaginés par la direction nationale des GDA[688]. Là encore, les consignes envoyées depuis le centre parisien sont appliquées avec plus ou moins de fidélité. Autre élément de professionnalisation, l'adoption d'un règlement de service, présenté en l'occurrence en juin 1927 à la section de Strasbourg :

> 1) Tout camarade qui a rempli et remis son bulletin d'adhésion doit se conformer immédiatement au règlement.
>
> 2) Tout membre du groupement doit savoir qu'il n'est qu'un agent d'exécution de ce groupement.
>
> 3) Une discipline sévère est à la base de l'action de l'organisation. Tout camarade doit se soumettre à cette discipline et contribuer à son maintien.
>
> 4) Les membres doivent être ponctuels et assister à l'heure fixée aux réunions. L'ivresse est un motif d'exclusion.
>
> 5) Les camarades doivent obéir aux instructions, quelles qu'elles soient, qui leur seront données à l'occasion de manifestations. Tout incident doit être signalé. N'agir qu'avec circonspection et réflexion, en service. Montrer cependant l'énergie nécessaire.
>
> 6) Tout camarade est tenu de déposer son uniforme une heure après la manifestation et d'en prendre soin.
>
> 7) L'uniforme est et demeure la propriété de l'organisation et doit être remis dans les trois jours suivant la démission du membre qui le portait.

> 8) Soldat du prolétariat, chacun doit s'efforcer d’être ponctuel dans son service, se montrer conscient de sa classe et d'être discipliné.[689]

Ce règlement, semblable sur le fond aux résolutions organisationnelles adoptées par les GDA et les JGA au niveau national[690], est par contre d'un ton beaucoup plus militarisant, et se rapproche assez des serments et des consignes des Centuries prolétariennes ou des règles de service adoptées par les Sections actives en 1925. L'influence du RFB, beaucoup plus militarisé que les GDA parisiens, se faisait sans doute là aussi sentir. Ces différences illustrent encore une fois les nuances pouvant exister dans ce type d'organisation, officiellement très centralisée, mais ou l'application concrète peut évoluer selon les particularités locales, voire les affinités ou inclinations individuelles.

Effectifs et composition : combien étaient les GDA Alsaciens-Lorrains et qui étaient-ils ?

Les effectifs des GDA nouvellement créés atteignent assez vite des chiffres assez importants. La section de Montigny-lès-Metz compte ainsi 143 adhérents en avril-juin 1927[691]. Étant donné que la ville ne comptait alors que 11 000 habitants, ces chiffres sont assez élevés : un « combattant rouge » pour 77 habitants. Même en y ajoutant les 70 000 habitants de l’agglomération de Metz, dont Montigny était contiguë et où étaient salariés certains des GDA de Montigny, cela représente encore un GDA pour près de 560 habitants. Si l'on compare ces chiffres à ceux de Paris, où à la même période la police estimait qu'il y avait 1350 GDA, JGA et « Marins rouges » (sur plus de 5 millions d'habitants, soit un combattant pour 3 800 personnes), on perçoit l'énorme succès des communistes lorrains dans la création de ces premiers GDA dans la région. La section de Montigny continue d'ailleurs à croître jusqu'à atteindre 276 membres en novembre, avant que l'amenuisement des sources ne rende plus difficile de la suivre[692]. À ce moment-là, cette seule section comptait donc à elle seule le quinzième des effectifs nationaux des GDA-JGA ! Ces chiffres illustrent de façon assez claire la difficulté à travailler sur une organisation nationale d’après des sources locales, les échelles d'effectifs d'une section comme celle de Montigny, appuyée sur une histoire militante locale et un foyer de recrutement particulièrement fertile, ne pouvant être extrapolées à l'échelle nationale, au risque de déboucher sur des résultats complètement irréalistes.

Cette croissance continue comme ces effectifs doivent toutefois être relativisés. Tout d'abord, parce que ces 276 membres ne sont pas tous des combattants au même niveau d'engagement. La section de Montigny elle-même distingue entre les membres en uniforme et les autres. Les premiers étant 60 en juin, et 73 en novembre[693]. Cela veut dire que sur les 276 membres du mois de novembre, seuls 73 sont engagés au point de revêtir l'uniforme, soit pour des raisons financières, soit parce que leur motivation fait que leur engagement ne va pas jusque-là. De la même façon, alors que les effectifs globaux ont presque doublé entre juin et novembre, ceux des combattants n'ont augmenté que d'un sixième. Si l'on prend en compte le fait que les réunions internes groupaient entre 15 et 60 personnes au maximum[694], on comprend que ces effectifs importants recouvrent plusieurs réalités, comme on a pu l'observer déjà dans les GDA parisiens. Un noyau dur de militants, assistant à la plupart des réunions et assurant la direction et l'animation de l'organisation, est entouré par des combattants engagés au point de porter l'uniforme et d'assister de façon régulière aux réunions – et souvent de participer aux missions de service d'ordre. Une couche de simples adhérents apporte

ensuite un appui financier ou militant sans pour autant porter l'uniforme ou participer à des opérations actives. Ce schéma est en fait assez classique pour la plupart des organisations militantes.

Ailleurs qu'à Montigny-lès-Metz, les sources sont moins précises mais les effectifs sont semble-t-il assez importants, même si le recrutement fut jugé « insuffisant » à Strasbourg en juin 1927 ou « décevant » à Algrange (Moselle) en novembre de la même année[695]. La section de Thionville, lors de sa création subventionnée par celle de Montigny-lès-Metz en juin, compte ainsi 27 membres[696]. Quant à celle de Strasbourg, si l'on ne dispose pas de chiffres quant à ses effectifs globaux, ses réunions internes groupent en général plus d'une trentaine de personnes[697]. Si l'on se rappelle que celles de la section de Montigny rassemblent 15 à 60 personnes, cela peut laisser supposer que la section de Strasbourg est d'une taille semblable ou légèrement inférieure à celle de Montigny. Cette supposition est corroborée par le fait que la police rapporte l'existence de rivalités entre les deux sections à propos à la direction des GDA dans la région[698], chose difficilement imaginable si la section de Strasbourg avait été d'une taille très réduite.

Au-delà de ces simples chiffres, il est intéressant de s'attarder plus en détail sur la composition des GDA d'Alsace-Lorraine. Cette analyse s'appuie sur le recensement et la compilation de sources diverses, aboutissant à une liste et à un début d'organigramme des GDA d'Alsace-Lorraine pour l'année 1927[I]. Cette liste est naturellement extrêmement partielle et concerne surtout les cadres et les dirigeants locaux ou régionaux. Pour autant, ces données restent intéressantes, car si l'on observe les quelques groupes de base dont les effectifs sont plus largement connus (c'est le cas de la section de Basse-Yutz par exemple), le recrutement semble s'opérer par proximité, les combattants ayant souvent des profils ou des professions semblables.

Ceci posé, le recrutement semble être avant tout local, les combattants sont pour la majorité originaires de la région, et seuls quelques spécialistes semblent venir de la France « de l'intérieur ». Cela explique sans doute la facilité des rapports avec le RFB, mais aussi le caractère dialectophone de l'ensemble de l'organisation (la langue de la majorité des militants a sûrement été l'alémanique alsacien ou le francique lorrain selon la région – deux dialectes proches de l'allemand). Les ouvriers forment la catégorie sociale la plus nombreuse (14 sur 24 membres dont la profession est identifiée), suivie par les ouvriers des chemins de fer (9 sur 24). Cette surreprésentation des ouvriers des ateliers ferroviaires et des cheminots s'explique largement par le fait que le noyau fondateur des GDA dans la région était composé d'un groupe de cheminots communistes de Montigny-lès-Metz et que les premiers recrutements se sont appuyés sur les réseaux de la CGTU des chemins de fer. Sans surprise, le seul parti politique identifié parmi les GDA de la région est le PC, qui est l'organisation de 8 combattants sur les 43 que nous avons recensés. Cette faible proportion reflète bien sûr plus le caractère parcellaire de nos sources que le poids véritable du PC dans l'organisation.

Le principal organisateur et porte-parole des GDA de Montigny, Etienne Gundram, est un bon exemple des liens entre organisations et des appartenances multiples de la plupart des cadres. Né autour de 1895 en Lorraine annexée, il exerce plusieurs activités. D'abord cordonnier, puis forgeron, il devient ensuite cheminot, puis après la guerre ouvrier dans les ateliers des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine. Après avoir été peut-être mobilisé dans la *Heer* en 1914-1918, il adhère à la CGTU au lendemain de la scission de 1921, puis au PC en 1924. Il est tête de liste pour le Bloc Ouvrier et Paysan aux élections municipales de 1925, puis signataire du manifeste de l'*Heimatbund* après le ralliement du parti à la cause de l'autonomie Alsacienne. Au sein de l'ARAC, il est à la fois

I Ces documents sont disponibles en annexe.

secrétaire de la section ARAC de Montigny-lès-Metz et responsable régional pour la Moselle, avant de devenir président de l'ARAC pour l'Alsace-Lorraine entière. Resté au PC après la scission de Hueber, il est exclu du parti en 1932 comme « provocateur ». Après avoir demandé sa réintégration à plusieurs reprises dans les années 1930, il rejoint finalement le parti à la libération sans y exercer de responsabilités particulières[699]. Comme lui, beaucoup d'autres militants sont encartés à la fois au PC, à la CGTU et à l'ARAC. Cette multiplicité des engagements, si elle rend l'organisation plus difficile à suivre pour l'historien, devait sans doute faciliter le travail des organisateurs, en rendant plus évidente la coopération. Le fait que la CGTU ait largement subventionné l'ARAC apparaît ainsi logique quand on prend en compte l'interconnexion des directions locales des deux organisations.

Autre cadre dont le parcours est intéressant, le responsable régional des GDA Emile Béron a, lui aussi, un parcours militant tumultueux. Né en 1896, il devient ouvrier métallurgiste et rejoint en 1916 le mouvement révolutionnaire, très puissant alors dans les syndicats de métallos allemands. En 1919, il participe aux grèves du printemps, et rejoint l'année suivante la SFIO ou il soutient l'adhésion à l'IC. Arrêté en 1921 pour avoir introduit clandestinement en Moselle des brochures éditées par le KPD, il assiste au IV^{e} congrès de l'IC et est nommé à son bureau permanent. Il assiste ensuite à la conférence organisée à Francfort contre l'occupation de la Ruhr. Il est exclu une première fois du PC au début de 1924 pour des motifs peu clairs. Réintégré en 1926, il est maintenu dans des positions subalternes, notamment à la demande de Pierre Semard, qui lui est hostile. Sa réintégration semble avoir provoqué des troubles dans le PC Mosellan. Florent Stenger, un des dirigeants du groupe GDA de Montigny, l'a alors apparemment soutenu auprès de Paris pour lui permettre de prendre la tête des GDA de la région. Il est élu député en 1928. Membre de la direction régionale du PC après la scission de Hueber, il est exclu suite à des accusations d'abus de pouvoir en 1932. Devenu indépendant de gauche, il est réélu en 1932 alors que sa demande de réintégration est refusée. Proche un temps de Doriot après l'exclusion de celui-ci du PC, il reste socialiste « indépendant ». Après 1940, il se rapproche de Gaston Bergery[I] et défend des positions maréchalistes avant de passer dans la clandestinité au début de 1944. Après-guerre, il est contraint de se retirer de la vie politique après un échec cinglant aux élections cantonales de 1945[700]. Là encore, plusieurs éléments de son itinéraire sont communs à d'autres GDA de la région, voire à l'échelle nationale. La formation militante de Béron s'est faite sous le Reich, comme il semble que ce soit le cas pour la majorité des GDA d'Alsace-Lorraine ; ses liens avec le KPD sont réguliers ; et, comme beaucoup de cadres de l'autodéfense, ses rapports avec le PC sont conflictuels, culminant avec son exclusion en 1932. De ce point de vue-là si l'on excepte les aspects « allemands » de leur biographie et leur âge relativement plus élevé que celui des cadres parisiens, ces dirigeants régionaux ont des profils assez proches de leurs homologues de Paris

I **Gaston Bergery (1892-1974)** : Élevé dans la bourgeoisie parisienne, il est d'abord militaire puis avocat et haut fonctionnaire. Membre de l'aile gauche du parti radical, il quitte le parti, alors dominé par la droite, pour créer sa propre organisation, le Front Commun, qui devient en 1934 le Parti Frontiste. Proche d'Amsterdam-Pleyel et marqué par le planisme, ce parti rejoint le Front populaire, mais se divise assez vite alors que Bergery entame un virage de plus en plus nationaliste. Après avoir approuvé les accords de Munich, il est le seul député à s'opposer aux crédits de guerre en 1939. Après la défaite de 1940, il se rallie au régime de Vichy et tente sans succès de le doter d'un parti unique en fusionnant les différents partis collaborationnistes. Ambassadeur à Moscou, puis Ankara, il est arrêté à son retour en France en 1945. Acquitté lors de son procès, il redevient avocat et participe à l'association pour la défense de la mémoire du maréchal Pétain. (Fiche biographique de Gaston Bergery sur le site internet de l'Assemblée Nationale, http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/672 [consulté le 26 juin 2019]).

L'âge moyen des militants des GDA des anciennes terres d'Empire (près de 31 ans et donc 23 ans en 1918) est en effet plus élevé qu'à Paris, où près du quart des effectifs est composé de JGA. Ceux-ci sont semble-t-il inexistants dans la région, même si leur création a été envisagée en avril 1927[701]. Cet âge moyen assez élevé laisse augurer d'une expérience militaire assez probable, ce qui est le cas de façon certaine pour trois militants identifiés : Adolphe Hungler, Charles Hoeffel, tous deux de Montigny-lès-metz ; et Marcel Hurstel de Basse-Yutz. Tous trois ont été mobilisés pendant la grande guerre du côté allemand. Il est probable que cela fut le cas pour la majorité des GDA alsacien-lorrains en âge d'avoir combattu, la mobilisation n'ayant pas épargné plus de monde dans le Reich qu'en France. Le caractère internationaliste de l'ARAC touche là à un point d'orgue, puisqu'elle organisait des anciens combattants « ennemis » alors que la propagande française avait porté au pinacle les Alsaciens insoumis ayant traversé la frontière pour s'enrôler dans l'armée française en 1914. Cette expérience militaire du côté allemand était un des nombreux points qui facilitaient la coopération avec le RFB d'outre-Rhin.

Les rapports transfrontaliers avec le *Roter Frontkämpferbund*

Comme l'indiquent les tâches attribuées au «dirigeant technique » de Montigny-lès-Metz, les rapports avec le *Roter Frontkämpferbund* sont particulièrement importants pour les GDA d'Alsace-Lorraine. Cette proximité, qu'on retrouve au niveau national, est flagrante dans les départements rattachés. La proximité linguistique (durant les premières années, une partie de la propagande écrite était importée directement d'outre-Rhin), la proximité géographique (la section GDA de Strasbourg n'a ainsi qu'à traverser le pont sur le Rhin pour rencontrer le RFB de Kehl), mais aussi les expériences passées des militants les rapprochent. Certains dirigeants des GDA ou du PC dans la région (comme Beron ou Hueber) ont en effet commencé leur vie politique pendant la période allemande dans les mêmes organisations syndicales ou politiques que leurs homologues du KPD ou du RFB. La coopération a donc été resserrée et précoce entre KPD et PC en Alsace. Des délégations des GDA de Montigny-lès-Metz assistent ainsi à des meetings du RFB dès le printemps 1927, quelques semaines seulement après leur première apparition publique[702]. Le 5 juin, Etienne Gundram participe, avec d'autres délégués des GDA et des JGA, au gigantesque meeting organisé par le Front rouge à Berlin, avant d'en faire le rapport à son retour. À cette occasion, rendant la politesse aux GDA lorrains, trois membres du RFB de la ville frontalière sarroise de Völklingen, située à une cinquantaine de kilomètres de Metz, assistent à la réunion qui se tient à Montigny[703].

Ce genre d'échange transfrontaliers se multiplie dans les mois suivants. Trois membres de l'ARAC de Montigny-lès-Metz, Eugène Mathis, Emile Ott et Florent Stenger assistent ainsi au congrès du RFB de Bade et du Palatinat qui se tient à Mannheim le 5 août[704]. D'après un article rédigé pour *l'Humanité* d'Alsace-Lorraine par Mathis, Stenger y prend la parole au nom des GDA pour déclarer que si une nouvelle « guerre devait se déclencher » :

> Eh bien ! Nous prendrons les armes, mais plus comme en 1914 pour détruire le prolétariat oppressé d'autres pays, mais pour marcher contre les responsables de la guerre, les impérialistes avides d'argent. […] Il ne s'agit pas seulement d'éviter une nouvelle guerre contre l'union des soviets, mais aussi d'inviter les prolétaires des autres pays à imiter leurs frères russes, c'est-à-dire d'envoyer leurs exploiteurs au diable et de

> mettre les pays unis des soviets d'Europe sous la tutelle de Conseils d'ouvriers et de paysans ! […][705]

Ces invitations à des congrès régionaux sont fréquentes comme le montre l'invitation faite au comité directeur de l'ARAC de Montigny-lès-Metz de venir assister au congrès du RFB de l'autre province frontalière, la province prussienne de Rhénanie, qui se tient à Trèves le 9 octobre suivant. À cette occasion, plusieurs membres du CD de la section de Montigny font le trajet (en uniforme !) grâce à des billets gratuits obtenus en tant qu'employés des chemins de fer[706].

D'autres visites sont effectuées à l'occasion d'événements moins importants. Le 15 août 1927, une « importante délégation de la ligue des anciens combattants rouges allemands » est par exemple invitée à venir participer à la fête sportive organisée à Strasbourg par la FST, l'ARAC et le PC[707]. De simples visites de courtoisie, destinées à renforcer les liens de solidarités existant entre les deux organisations, se produisent aussi. Le 4 septembre, une trentaine de GDA de Montigny-lès-Metz (transportant cette fois leurs uniformes dans des paquets) vont ainsi rendre visite au RFB de Sarrebruck, tandis que le 15 octobre, la section de Strasbourg au complet traverse le Rhin pour fraterniser avec le RFB de Kehl[708].

Des GDA comme les autres ?

Cette étude du cas des GDA d'Alsace-Lorraine est éclairante parce qu'elle montre le poids de facteurs très diversifiés dans la création et le développement de l'organisation au niveau national. Certains aspects sont atypiques et paraissent spécifiques du cadre alsaco-lorrain, tandis que d'autres se retrouvent à l'échelle nationale.

On l'a vu, la création des GDA Lorrains est marquée par le contexte politique régional, et avant tout par les attaques des Ligues contre les autonomistes et leurs alliés communistes. Les deux villes où ont lieu les affrontements d'août 1926 (Colmar et Sarreguemines) voient ainsi au printemps et à l'été suivant naître des sections GDA. Pour autant, la question de l'autonomie semble n'avoir aucun impact sur la vie intérieure des GDA de la région, ce qui peut s'expliquer à la rigueur pour les groupes lorrains, mais est plus surprenant pour les sections de Strasbourg ou de Colmar. Autre élément typique de la région, la proximité frontalière avec l'Allemagne et le RFB débouche sur une coopération avec les communistes allemands beaucoup plus intense que dans le reste du pays. Seuls les GDA de Paris connaissent, semble-t-il, une coopération internationale de ce type. Cette proximité de la frontière a aussi eu pour conséquence de doter les communistes lorrains d'une certaine habitude du travail clandestin. Ce sont en effet les réseaux du PC dans ce département nouvellement rattachés qui assurent à partir de 1923 le transport illégal du matériel de propagande antimilitariste à destination des troupes d'occupation françaises en Rhénanie[709]. Cette ancienneté du travail illégal explique aussi sans doute en partie la facilité avec laquelle le projet des GDA, qui tendait naturellement à l'illégalité – vu ses objectifs insurrectionnels et paramilitaires-, s'est implanté dans la région. Une particularité locale qui reste difficile à expliquer tient dans l'absence apparente de Jeunes Gardes Antifascistes dans la région, ainsi que dans l'âge assez élevé des GDA de la région, le plus jeune identifié (l'ancienne cadre régional des JC Jeanne Bauer) ayant déjà 25 ans en 1927.

Des similitudes se retrouvent par contre avec les GDA d'outre-Vosges. La très forte interpénétration entre organisations, tout d'abord, est remarquable. Le rôle de la CGTU locale dans la création de la section de Montigny, la proportion importante de communistes dans les GDA de la région, et les activités organisées en commun avec la FST ou la CGTU, tout cela montre bien la façon dont les différentes composantes de la « galaxie » communiste s'enchevêtrent au quotidien, même si la direction régionale du parti semble globalement se désintéresser de cette question. Charles Hueber n'est ainsi cité dans aucun rapport et n'a, semble-t-il, assisté à aucune activité des GDA. Dernier élément rapprochant ces GDA de ceux de l'intérieur, les relations difficiles de leurs cadres avec le parti durant leur vie militante. Si l'on met de côté la question de la scission du KP-O, les deux principaux dirigeants régionaux, Béron et Gundram, ont tous deux été ensuite exclus du parti, comme une proportion importante de cadres nationaux de l'autodéfense.

Les effectifs très importants qu'arrivent à organiser les GDA de Lorraine, notamment ceux de Montigny-lès-Metz, montrent que le projet dans son ensemble n'était pas complètement irréaliste, mais dépendait sans doute beaucoup pour réussir de l'investissement des organisations communistes, semble-t-il moins important dans d'autres régions, en même temps que d'un contexte politique favorable, qui était moins évident au niveau national au printemps 1927, alors que les ligues commençaient à refluer avec le retour de Poincaré au gouvernement.

Ce succès régional semble enfin dû au caractère politique particulier de la région, dotée d'une forte implantation communiste largement héritée du SPD d'avant-guerre. Une comparaison avec les GDA d'autres régions permettrait sans doute (si les sources étaient disponibles) de distinguer plus sûrement parmi les traits caractéristiques de ces GDA ex-allemands, les aspects généraux de l'autodéfense du PC et de pouvoir mieux percevoir les différentes stratégies d'implantation qui ont pu être mises en place depuis Paris, mais aussi depuis des centres locaux ou régionaux.

Chapitre 9 : L'antimilitarisme entre 1925 et 1927 : théorie et pratiques

En même temps qu'il dote sa politique militaire d'un aspect nouveau avec les GDA-JGA, le mouvement communiste n'abandonne pas pour autant le travail antimilitariste qu'il a initié pendant la crise de la Ruhr. Au contraire, les leçons de cette campagne sont intégrées par la direction du parti, notamment à travers de larges renouvellements entre 1923 et 1926, au gré des départs ou des exclusions d'oppositionnels, de droite puis de gauche. Ce d'autant plus que ces années sont marquées par les guerres coloniales du Rif et de Syrie, par les projets de réformes militaires du Ministre Painlevé et, à partir de 1927, par la crainte d'une offensive militaire contre la révolution chinoise, puis contre l'URSS. C'est dans ce contexte relativement propice que le travail *anti* atteint une première forme de maturité. Les thèmes, les slogans et les méthodes de propagande sont perfectionnés, en même temps que les techniques de pénétration de l'armée. Les cellules de soldats fonctionnelles à l'intérieur même d'une unité militaire, véritable apothéose du travail *anti* réussi, se retrouvent alors dans nos sources, certes pas de façon aussi massive que le souhaiterait la propagande du parti mais néanmoins bien réelle, certaines résistant même plusieurs mois aux efforts de la répression policière et militaire. Dans le même temps, c'est à travers le travail *anti* que s'expriment les premiers signes du basculement qui va s'opérer en 1927-1928 dans l'équilibre de la politique militaire du PC, entre préparation à l'insurrection et défense de l'URSS.

Avant-propos : retour sur les sources

Avant de s'atteler à l'analyse du travail mené par le mouvement communiste, il est indispensable d'effectuer un retour rapide sur les sources disponibles pour l'historien et leurs nombreuses failles ou imperfections. À commencer par le fait que, comme toute police, la Sûreté n'est pas omnisciente, ignore beaucoup de choses ou les découvre parfois avec beaucoup de retard. De leur côté, les sources internes du PC sur cette question sont maigres et se composent surtout de circulaires de consignes internes. Pour se faire une idée des résultats obtenus par ce travail, l'on est obligé de s'appuyer sur la presse, et surtout la presse communiste, ou sur les sources de la répression. Ce qui pose deux problèmes assez semblables.

Lorsqu'elle rapporte des faits qui se déroulent à l'intérieur du milieu fermé par excellence qu'est la caserne, les informations données par la presse communiste sont parfois exagérées, voire carrément fausses – sans qu'il soit possible de savoir d'où vient la malhonnêteté ou l'erreur, du journal ou de son informateur dans une unité[710]. Ce qui ne veut pas dire pour autant que toutes les informations de la presse communiste sont mensongères à un degré ou un autre. En effet, si la presse communiste a intérêt pour sa propagande à diffuser des nouvelles compromettantes pour l'armée, diffuser des nouvelles fausses peut aussi être contre-productif. Si l'on se rappelle que le but d'un article sur un régiment particulier est notamment d'aider au travail à l'intérieur de ce même régiment, on comprend sans peine pourquoi un article inventé de toutes pièces peut être nuisible. Aucun soldat ne prendra au sérieux un journal mentant sur des faits dont il a les moyens de vérifier l'authenticité.

La même problématique se pose du côté adverse. Si la Sûreté reste dépendante de ses informateurs au sein du PC, parfois peu fiables, l'armée aussi a tendance à exagérer ou à minorer certaines informations, même dans ses rapports internes. Un acte de propagande communiste rapporté par un

officier particulièrement anticommuniste sera souligné, pour justifier la répression. A contrario, certains officiers peuvent avoir tendance à minimiser des incidents bien réels pour ne pas nuire à leur carrière ou à la réputation de leur unité.

L'exemple suivant est révélateur de ces deux biais. En mai 1926, *l'Humanité* rapporte qu'au camp d'Avord, dans le Cher, un groupe assez nombreux de soldats a chanté *l'Internationale* malgré les menaces des officiers[711]. Dans son rapport répondant aux questions du ministère de l'Intérieur, l'autorité militaire commence par démentir tout incident avant de reconnaître, presque en passant, que deux incidents distincts se sont bien produits au lieu dit le jour en question : deux soldats ont été punis, le premier pour avoir crié « à bas l'armée ! » et le second pour avoir chanté *l'Internationale*, devant d'autres soldats alors qu'il venait d'être puni pour ivresse[712]. On a là un bon exemple des déformations que l'on peut trouver dans ces sources opposées. D'une part, la presse communiste tente d'exagérer l'ampleur d'un fait et transforme deux actes individuels en une révolte collective, tandis que de son côté, l'autorité militaire tente de dénier à ces épisodes tout caractère politique. Malgré tout, et faute d'autres sources disponibles ou accessibles, ce n'est qu'en croisant ces différentes informations et déformations et en les soumettant à une analyse critique que l'on peut essayer de percevoir la réalité de ce que fut alors le travail antimilitariste révolutionnaire du PC.

Le travail *anti* entre la révolution à venir et les guerres coloniales

Comme on l'a vu, après la campagne contre l'occupation de la Ruhr, un énorme transfert d'expérience s'est produit entre la FNJC et le parti communiste. Plusieurs dirigeants notables des Jeunesses, dont Doriot, Péri ou encore Lozeray (qui ont tous trois été victimes de la répression pendant « la Ruhr »), intègrent la direction du PC, et amènent sans doute avec eux une partie au moins des habitudes prises durant l'année 1923. Ce même processus doit se retrouver pour une partie des militants du rang, même s'il est plus difficile à observer à travers les sources dont nous disposons. Ils viennent renforcer encore le tournant pris à partir de 1924 vers une augmentation de l'importance du travail militaire, notamment dans sa dimension antimilitariste. Un document interne de la FNJC datant de l'automne 1926 et portant sur l'incorporation de la classe 26-2[I], précise ainsi que le travail *anti* est d'une importance « considérable », et est même en fait :

> la condition préalable du renforcement de toute l'activité de notre appareil dans la période de lutte particulièrement vive entre le prolétariat et la bourgeoisie que provoquera inévitablement l'application du plan de stabilisation financière du Comité des Experts.[713]

Ce même texte prévoit notamment le recours de plus en plus fréquent à l'armée dans la lutte contre les grèves, qui sont censées se multiplier dans la période à venir. On peut noter dans cette perspective le prolongement des théories avancées autour de 1924, pendant la période activiste de

I C'est-à-dire du deuxième appel de conscrits de l'année 1926, portant sur les jeunes hommes nés en 1906, et se tenant à l'automne. Le premier (26-1) a eu lieu au printemps et au début de l'été. Chaque appel de classe correspond aussi théoriquement à la libération d'une classe précédente. En l'occurrence, le service durant alors encore 18 mois, c'est la classe 25-1 qui devrait être libérée lorsque la 26-2 est appelée.

l'IC, sur l'inévitable « radicalisation croissante et ininterrompue du prolétariat », analyse qui perdure de façon intermittente dans le mouvement communiste avant d'être remise à l'honneur à la fin de 1927 avec le passage à « Classe contre classe »[714].

Les premières motivations avancées pour justifier cette importance sont alors, comme lors des discussions et débats de 1921-1922, de lutter contre l'impérialisme français et de préparer la révolution. Les communistes doivent s'atteler à préparer la « désagrégation » de l'armée, « meilleur soutien de la bourgeoisie », pour permettre le succès de la révolution prolétarienne prochaine[715]. C'est, par exemple, ce que défend l'orateur d'un « congrès de conscrits » à Creil en avril 1926 lorsqu'il appelle les futurs conscrits révolutionnaires à devenir de « bons soldats » pour pouvoir un jour retourner contre la bourgeoisie les armes qu'elle leur met entre les mains « pour défendre ses coffres-forts »[716]. Ces appels, réguliers dans les réunions publiques de 1925-1926[717], sont aussi parfois directement liés à la question du fascisme qui nourrit alors tout l'argumentaire de l'autodéfense communiste et justifie la création des GDA en ce même mois d'avril 1926[718]. Par contre, le thème de la défense de l'URSS, qui jouera un rôle particulièrement important dans les années suivantes, n'apparaît en 1925-1926 dans les textes traitant du travail *anti* qu'en lien avec l'Armée Rouge russe. Il semble bien que ce soit alors sa mission réservée, alors que la lutte contre la menace d'une nouvelle guerre est directement liée (quand elle est présente) à la nécessité de renverser le « régime bourgeois ». Les mots d'ordre importants sont alors ceux de la « fraternisation » avec les grévistes ou encore de la lutte contre les nombreux projets de réorganisation de l'armée[719]. Le thème de la menace d'une nouvelle guerre, toujours présent néanmoins, se focalise courant 1926 d'abord autour de la question de la révolution chinoise, lorsque l'envoi de renforts français et britanniques à Shanghai et Hong-Kong laisse craindre une possible intervention militaire contre le Kuomintang encore unifié à ce moment-là. Après le massacre des communistes par Jiang Jieshi et l'accumulation des crises diplomatiques (rupture des relations diplomatiques entre l'URSS et la Grande-Bretagne en mai 1927, expulsion de l'ambassadeur Christian Rakovski en octobre 1927), c'est autour de la défense de l'URSS que se recentre ce thème. Nous y reviendrons dans un prochain chapitre, mais il faut noter que ce motif de la « guerre prochaine contre l'URSS » remplace progressivement en 1927 celui de la préparation à la révolution, qui n'est plus alors évoquée qu'en lien avec la menace de guerre[720]. La transition est complète au début de 1928, la révolution à venir n'étant plus mentionnée que de façon épisodique parmi les justifications du travail *anti*[721]. Cet aspect n'est ainsi plus évoqué qu'une seule fois en passant dans un document interne pourtant assez long de cette période. Celui-ci propose par ailleurs une liste de thèmes de propagande, dont « l'armement du prolétariat », qui était si important auparavant, est absent, et qui tournent tous autour de la défense de l'URSS, « patrie des travailleurs ».[722] Au début de la période que nous abordons ici, l'objectif principal du travail *anti* est néanmoins toujours de se préparer à briser l'armée bourgeoise « de l'intérieur » pour préparer la révolution prolétarienne.

Pour justifier cette politique, et montrer qu'elle est réalisable, la propagande fait référence aux luttes révolutionnaires des soldats russes de 1917, ou à la révolution allemande de 1918[I], à la campagne contre l'occupation de la Ruhr en 1923 et aussi, de façon très régulière, aux mutineries « de la Mer

I Celle-ci commence en effet par la mutinerie des marins de Kiel le 30 octobre 1918. Les conseils de marins révolutionnaires, largement inspirés de l'exemple russe, s'étendent ensuite aux ouvriers et aux soldats et en quelques jours, le gouvernement impérial, privé de toute base sociale, est renversé. Cette mutinerie a été précédée par un intense travail de propagande révolutionnaire dans la flotte, où une organisation clandestine de marins socialistes s'est constituée avant d'être démantelée à l'été 1917. A ce sujet, on pourra consulter l'excellent et très complet ouvrage de Pierre Broué : *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, Paris, Éditions de Minuit, 1971.

noire » en 1919[I]. Cet exemple de la Mer noire pousse d'ailleurs à une insistance particulière sur la Marine de guerre, qui est traitée comme un cas à part et bénéficie même de consignes de propagande particulières, sans doute du fait du rôle personnel de plus en plus important d'André Marty dans le travail *anti*, mais aussi de la place de son « personnage » dans la propagande *anti*, ce qui tend naturellement à donner une place importante à la marine.

La dimension anticoloniale que comprend aussi le travail *anti* prend une importance particulière en 1925-1926 avec les guerres du Rif et de Syrie. À partir de 1925, et pendant environ un an, la France mène en effet deux guerres coloniales relativement oubliées aujourd'hui, contre la République du Rif au Maroc et contre la révolte des populations arabes et druzes de Syrie. Lors du partage colonial de l'Afrique du Nord, le Maroc s'est vu réparti en 1912 entre la France, pour le plus gros de son territoire d'Ifni à Rabat, et l'Espagne qui hérite du désert saharien au sud et des montagnes du Rif au nord du Pays[II]. Français comme Espagnols s'étaient alors lancés dans des campagnes de pacification visant à écraser les résistances à la colonisation. Relativement marginale au Maroc sous protectorat français[III], la rébellion armée remporte une victoire écrasante contre l'armée espagnole en 1921, à Anoual. Le 21 juillet, une colonne de 18 000 soldats espagnols est en effet écrasée par l'armée riffaine menée par Abdelkrim el-Khattabi. Celui-ci proclame quelque temps après la République du Rif, à majorité berbère, mais qui se place sous l'autorité théorique du sultan du Maroc. Malgré l'envoi de renforts et l'utilisation massive d'armes chimiques, l'armée espagnole est mise en difficulté, jusqu'à l'intervention de la France à ses côtés durant l'été 1925. Cet encerclement signera la fin de la République du Rif qui est vaincue au printemps 1926. Premier mouvement de révolte armée à avoir réussi à mettre en difficulté le pouvoir colonial, la guerre du Rif coïncide avec la grande révolte menée en Syrie par les populations arabes et druzes contre le pouvoir français. La Syrie, ancien territoire ottoman, avait été attribuée à la France sous mandat de la SDN après la première guerre mondiale. Sa transformation en colonie de facto et une vague de répression déclenchent une insurrection des montagnards druzes à l'été 1925. Là encore, c'est une victoire indigène, celle d'al-Mazraa en août 1925, qui ouvre la voie à l'insurrection généralisée. Le djebel druze est libéré pendant près de 7 mois de la présence coloniale et la révolte gagne jusqu'à Damas, qui est pilonnée par l'armée française. Isolée, la révolte s'essouffle malgré tout sous les coups des renforts français et s'achève au début de 1927.

Ces deux épisodes conjoints peuvent faire penser à l'époque aux prémices d'une insurrection anticoloniale généralisée. Le PC mène sur ces deux guerres, et particulièrement sur le Rif, une campagne politique intensive et mobilise au côté des arguments de propagande classiques, d'autres relativement nouveaux (comme cet article de 1926 dénonçant la torture des prisonniers rebelles et des suspects civils en Syrie, avec – déjà – l'utilisation de la « gégéne »[723]), voire surprenants. Le journal de la cellule communiste de l'usine Renault appelle ainsi, en complète contradiction avec

---

I Ces soulèvements de marins français ont acquis une dimension quasi-mythique dans le mouvement communiste. Poussés par des motivations multiples, allant de la solidarité politique active avec la Russie bolchevique aux réclamations sur les conditions de service, ils commencent à toucher les unités navales envoyées combattre l'Armée rouge en Crimée et en Ukraine, avant de s'étendre assez vite à des unités terrestres combattant les troupes soviétiques, et aux ports militaires de Métropole et de certaines colonies. Ils poussent le gouvernement à abandonner l'intervention militaire directe aux cotés des armées blanches.

II Le sud saharien est abandonné par l'Espagne au Maroc en 1976, malgré l'opposition du Front Polisario. Il recouvre le territoire revendiqué aujourd'hui par la République arabe sahraouie démocratique, mais administré pour la plus grande par le Maroc. Au Nord, le Rif est rattaché au Maroc en 1956 (à l'exception des enclaves de Ceuta et Melilla).

III Mais pas inexistantes, des combats opposent des groupes rebelles à l'Armée française jusque dans les années 1930.

toutes les positions de l'IC sur la question, les ouvrières à saboter les machines pour éviter qu'elles ne servent à fabriquer des obus si la production de guerre devait recommencer :

> […] Ouvriers de chez Renault ! Des ateliers où vous peinez, en 1914 sont sortis les premiers obus. Veillez à ce qu'il n'en ressorte jamais ! Femmes ! Mères ! Coupez les courroies des tours que l'on voudrait remettre en marche pour la fabrication meurtrière, c'est votre devoir ! Défendez vos fils, défendez votre chair, mères ![724]

La fraternisation, appel récurrent du travail *anti*, est orientée vers les Riffains ou les rebelles syriens, auxquels les soldats français sont appelés à s'adresser en frères de classe et de lutte, opprimés par un même ennemi, l'impérialisme français[725]. Cette campagne de grande ampleur dure presque toute l'année 1925-1926 avec interpellations parlementaires, envoi d'émissaires auprès d'Abdelkrim, et une propagande publique intensive. Une journée spéciale de mobilisation est organisée en août 1925 à Clichy, qui rassemble 60 000 personnes (d'après *l'Humanité*[726]) sous des mots d'ordre assez hétérogènes, groupant la « paix immédiate avec le Rif », la lutte contre les « nouveaux impôts Caillaux », ou encore la « défense de la Révolution russe »[727]. De façon complètement atypique, et qui montre toute l'importance de cette campagne, une grève générale de protestation est même organisée contre la guerre du Rif le 12 octobre 1925. Même si elle fut d'une ampleur assez modeste, elle montre quand même que les capacités de mobilisation du PC et de la CGTU ne sont alors pas négligeables. Ils réussissent en effet à mobiliser dans cette grève purement politique plusieurs centaines de milliers de travailleurs, malgré une répression intense et l'hostilité de tous les autres courants politiques – de la droite nationaliste à la SFIO et la CGT[728]. La direction du PC n'est pourtant pas unanime sur cette question et une bonne partie de la commission coloniale, notamment parmi les militants d'origine indigène, s'oppose au soutien accordé au chef féodal Abdelkrim[729], au nom des positions d'indépendance prolétarienne dans la lutte anticoloniale adoptées dans les thèses du II^{e} congrès de l'IC[730]. Malgré ces oppositions, la répression, l'appui de l'IC et les attaques diverses confortent les militants dans leur conviction de défendre une position correcte et les guerres du Rif et de Syrie occupent une grande place dans la propagande *anti* des années 1925-1926, prolongeant d'une certaine manière la campagne de la Ruhr.

Les militants de l'antimilitarisme

Les méthodes appliquées alors dans le travail *anti* restent largement héritées des débats des années 1920-1922 et de la campagne de la Ruhr, même si elles sont perfectionnées et si l'ampleur en est élargie. La FNJC reste alors la principale organisation responsable de ce travail dans la galaxie communiste. La plus grande partie des militants impliqués sont des JC, qu'il s'agisse de coller des papillons ou des affiches sur les murs d'une caserne, comme ces quatre JC surpris devant une caserne d'une gendarmerie du Loiret en 1926[731], ou d'organiser une cellule de soldats dans un régiment, comme ce conscrit de 21 ans, arrêté à Nancy alors qu'il vient faire le plein de brochures communistes pour la cellule de son régiment[732]. Ses cadres nationaux sont eux aussi mobilisés, et sont par exemple au premier plan de toutes les campagnes *anti* régulières. Maurice Deglise, membre du CC de la Fédération, participe ainsi en avril 1926 à plusieurs réunions publiques autour de Saint-Nazaire lors du premier appel de la classe 26[733].

Pour autant, et c'est une différence notable avec les premières années de la SFIC, la FNJC n'est pas seule dans ce travail. Les appels réguliers à « *faire lutter contre le militarisme toute la classe ouvrière et non seulement la jeunesse (collaboration avec le Parti, direction politique de celui-ci)* »[734], semblent porter en partie leurs fruits dans le mouvement communiste dont les organisations s'impliquent plus largement dans le travail *anti*, notamment pour l'organisation de la propagande « légale » et des grandes campagnes thématiques, mais pas seulement. L'impulsion en ce domaine est souvent donnée depuis Paris, comme lorsque la fédération du Vaucluse est incitée en mars 1926 à reprendre la propagande *anti* autour de la guerre du Maroc, alors qu'elle avait abandonné ce type de travail militant depuis de nombreux mois. Comme pour la FNJC, c'est l'exécutif central du parti qui essaie de piloter l'ensemble de ce travail depuis Paris. Pour le Vaucluse, cela se traduit par l'envoi de plusieurs kilogrammes de tracts, affiches et papillons[735]. La CGTU, elle aussi, participe à la lutte antimilitariste, y compris dans des tâches illégales, comme en gare de Clamart en février 1926 lorsqu'un syndicaliste cheminot est surpris en train de distribuer des exemplaires du journal *La Caserne* à des soldats[736]. Ces prises de risques exposent naturellement ses membres à la répression. En novembre 1925, c'est Arthur Molines, secrétaire général de la bourse du travail d'Alais et adhérent au PC et à la CGTU, qui est condamné à deux mois de prison pour « excitation de militaires à la désobéissance », un délit qui est alors encore théoriquement passible de la relégation en Guyane[737] ! Lorsqu'il est finalement emprisonné en mai 1926, un cortège syndical CGTU l'accompagne jusqu'aux portes de sa prison, témoignage de l'approbation de l'antimilitarisme par le syndicat[738]. Enfin, l'ARAC est naturellement associée à ce travail, ayant trouvé sa place dans le mouvement communiste depuis 1925. En 1927, la section de Bordeaux de l'organisation d'anciens combattants envoie ainsi à ses adhérents une lettre qui affirme :

> Seule l'armée gagnée au prolétariat par un travail incessant peut faire la paix car elle permettra la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et d'instaurer un régime non basé sur le profit, la concurrence et la guerre. Un tel travail incombe dans une large part aux anciennes et futures victimes des tueries capitalistes, à ceux qui se sont évadés des morales fausses imposées par un gouvernement bourgeois.[739]

Cet alignement sur le PC, notamment sur la question de la guerre du Rif n'est pas sans conséquence pour l'ARAC qui est frappée par une crise des effectifs en 1926-1927. La place nouvelle de l'association dans le mouvement communiste – qui met fin à son indépendance politique et philosophique (qu'avait notamment illustrée le mouvement *Clarté*), tout comme le caractère très minoritaire de la position communiste sur le Rif, provoquent une vague de départs parmi les adhérents les moins politisés[740]. Par contre, même si ce processus aboutit à une baisse des effectifs de l'ARAC, il a semble-t-il « l'avantage » d'homogénéiser politiquement l'association, notamment sur cette question de l'antimilitarisme, puisqu'il ne semble pas que des oppositions se manifestent face à son intégration dans le travail *anti*.

Naturellement, les autres organisations du mouvement communiste participent, elles aussi, selon leurs spécialités au travail *anti*. Ainsi, le Secours Rouge International, créé en 1922 pour venir en aide aux prisonniers politiques révolutionnaires, fournit par exemple l'aide de ses avocats dans la défense des militants accusés.

Armées bourgeoises ou Armée rouge ?

Pour ce qui est des méthodes, un des piliers est bien sûr d'insister sur les différences de classes entre les officiers (d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise) et la troupe, largement d'origine paysanne ou ouvrière. Cela veut dire aussi dénoncer les tendances fascisantes du commandement, ses liens avec la droite parlementaire ou les ligues et lier ainsi cet aspect du travail à la question de l'autodéfense, qui s'articule alors autour de l'antifascisme et des GDA nouvellement créés. On peut signaler que c'est d'ailleurs la même approche qui est adoptée, sans doute à l'imitation du travail *anti*, dans la propagande dirigée par les JGA en direction des scouts unionistes protestants[741]. Par contre, pour rompre avec les traditions du service militaire et favoriser la solidarité de classe parmi les soldats, les communistes sont appelés à favoriser la fraternité entre les « bleus », conscrits nouvellement incorporés, et les anciens[742]. Dans la marine, il faut aussi s'atteler à lier les officiers mariniers et subalternes (équivalents des sous-officiers de l'armée) aux hommes du rang, à cause de leur situation intermédiaire pendant les luttes, entre officiers et matelots, mais aussi à cause de leur origine souvent prolétarienne :

> […] la mécanisation complète des marins de la flotte militaire fait que l'officier, en général complètement incapable au point de vue professionnel, se discrédite aux yeux de l'équipage chaque fois qu'il veut diriger un travail technique. Il y aurait donc très souvent lutte violente entre l'équipage et l'état-major si celui-ci ne s'arrangeait habilement à diminuer le plus possible les contacts entre matelots et officiers. […] La haine du matelot est détournée et au lieu de s'exercer contre l'état-major, se manifeste contre celui qui en est le jouet inconscient : le sous-officier, le « fayot » comme on dit en France. Il faut donc travailler avec acharnement à montrer aux équipages que leurs ennemis sont les officiers, leurs subordonnés n'étant que des exécuteurs. […] En période révolutionnaire, les sous-officiers sont d'ailleurs portés à hésiter entre leur devoir de classe et leur devoir militaire. Il semble que par peur chez les uns, par réflexion chez les autres, la majorité soit tentée de s'allier à l'équipage et qu'il suffirait d'un travail intelligent pour la rapprocher des marins.[743]

C'est là encore la figure de Marty, officier mécanicien d'origine ouvrière, qui vient à l'esprit.

Dans l'armée de terre, par contre, les sous-officiers ne sont pas épargnés par la propagande *anti*, qui fait des « gueules de vache » une cible récurrente. Devenu classique, ce terme désigne pour la propagande de *l'Humanité* et *La Caserne* les supérieurs maltraitant leurs hommes, et vise très souvent des adjudants et des sous-officiers ou officiers subalternes car ceux-ci sont les plus proches physiquement des soldats et donc les plus à même d'abuser de leur autorité. *La Caserne* organise même en 1926-27 un « concours des gueules de vaches ». Le principe est simple : les soldats envoient des photos ou des caricatures de leurs supérieurs les plus insupportables, des dessins basés sur ces portraits sont publiés dans *La Caserne* et les lecteurs sont appelés à voter pour élire la plus laide ou la plus méprisable des « gueules de vache ». Le soldat ayant envoyé le portrait du « vainqueur » gagne ensuite une bicyclette de marque, ce qui n'est alors pas rien.[744] Cette hostilité s'incarne visuellement, avec la fameuse affiche « Painlevé en veut 300.000 comme celui-là »

utilisée à partir de 1927, représentant un sous-officier à l'air bovin attablé devant un verre de vin et sur l'épaule duquel la Mort elle-même appuie sa main[745].

Cette affiche est d'ailleurs directement liée aux projets de réforme de l'Armée portés par Paul Painlevé, républicain-socialiste et ministre de la guerre de 1925 à 1929, et Joseph Paul-Boncour, qui était alors député de la SFIO (il reviendra au Parti Républicain-Socialiste en 1931). Cette réforme, qui ne sera finalement adoptée qu'en 1938, prévoit d'introduire un élément de professionnalisation dans l'armée, en incitant au réengagement volontaire des conscrits et en augmentant massivement le nombre des cadres professionnels, et notamment par la formation d'un véritable « corps » des sous-officiers de carrière[746]. Le service militaire devait être, dans cet esprit, réduit à un an, mais conjugué avec des périodes préalables de préparation militaire.

Ces projets Painlevé-Boncour sont au centre d'une longue campagne de propagande entamée dès l'ébauche du projet en 1926, dénoncés par le PC comme menant à la formation d'une armée de guerre civile anti-ouvrière. Des réunions publiques sont organisées dans toute la France, comme à Aubenas en Ardèche, où 60 personnes viennent en avril 1926 écouter les appels de l'orateur à « apprendre le métier des armes » pour préparer « la révolution et l'Armée rouge internationale »[747]. Un an plus tard, alors que le projet de loi se précise, c'est toute une série de réunions qui sont organisées par l'ARAC, en région parisienne : le 24 février 1927 à Saint-Ouen, avec 50 orateurs[748] ; le 9 mars, à Pantin, 600 personnes viennent écouter Jacques Sadoul protégé par des GDA[749] ; ou encore à Vitry, le 24 mars avec une cinquantaine d'orateurs[750]. Cette campagne reste longtemps d'actualité pour le PC mais se mêle souvent à d'autres thèmes tels que la guerre du Rif, l'armement du prolétariat ou la défense des revendications des conscrits[751].

La propagande communiste s'attache en effet à dénoncer les mauvais traitements dont sont victimes les soldats. Plusieurs articles de *l'Humanité* et de *La Caserne* décrivent en détail le suicide d'un conscrit communiste après sa punition pour ivresse et refus d'obéissance[752] et le numéro de *La Caserne* faisant le point sur l'affaire est l'objet de plusieurs diffusions clandestines[753]. En insistant sur ces mauvaises conditions de service, il s'agit aussi de les comparer à celles qui sont supposées exister alors dans l'Armée rouge de Russie. Celle-ci est ainsi décrite comme une armée fraternelle, où des rapports polis et respectueux existent entre commandants rouges[I] et hommes du rang, et où les supérieurs sont punis plus durement que les hommes du rang, car leur responsabilité est plus grande. De nombreux textes sont alors publiés qui développent cet argument, qu'ils paraissent dans *La Caserne* :

> La discipline est observée d'une façon tout à fait amicale. Les punitions sont appliquées sur la base de la récidive. Lorsqu'un soldat commet une faute, on réunit la compagnie : ce sont ses camarades eux-mêmes qui infligent la peine. On pourrait croire pourtant que les officiers de l'Armée Rouge ressemblent à ceux de l'armée française. Pas du tout. Dans une caserne située à quelques kilomètres de Moscou, un jour un

I Il faut rappeler que l'Armée rouge a aboli les grades militaires lors de sa création, les remplaçant par deux catégories : les soldats de l'armée rouge (*Krasnoarmeyets*), qui groupent les hommes du rang et la plupart des sous-officiers, et les commandants rouges (*Kraskom*), c'est-à-dire tous les soldats ayant suivi une formation spécifique et occupant une position de commandement. Le grade ne s'applique plus à l'individu mais à la fonction qu'il occupe (par exemple un Commandant de Bataillon – *Kombat*). Ce système est aboli en 1935, lorsque Staline restaure les grades militaires anciens, du simple soldat jusqu'à la dignité de Maréchal, mais en gardant les insignes adoptés en 1918. Ceux-ci sont à leur tour supprimés en 1943, lorsque Staline décide du rétablissement pur et simple des insignes de grades et de l'uniforme de l'ancienne armée tsariste (l'étoile rouge remplaçant simplement les symboles de la Russie impériale).

> officier s’est avisé de vouloir bousculer un jeune soldat ; il a été condamné à trois ans et demi de prison.[754]

ou dans d’autres publications, comme cet extrait d’un long texte sur l’Armée rouge inséré dans *l’Almanach Ouvrier et Paysan* de 1926 :

> […] Il n'y a pas longtemps, dans un régiment, on eut à juger un chef de peloton ; il était accusé d'avoir puni un soldat rouge, en le faisant courir pendant quinze minutes avec un masque à gaz. Et le conseil de guerre révolutionnaire condamna ce chef, pour avoir abusé de son autorité, à une année de prison, avec isolement complet. Est-ce que chez vous dans l'armée, les chefs sont jugés de la même façon ?[755]

L’armée rouge est aussi décrite comme une école politique et sociale, où les soldats sont éduqués et rendus conscients de leur mission révolutionnaire :

> […] Tandis que les armées bourgeoises sont, pour les fils d'ouvriers et de paysans que l'on oblige à endosser l'uniforme militaire, une école de démoralisation où on ne leur enseigne que l'obéissance passive, l'Armée Rouge constitue une *école d'éducation*, au meilleur sens du mot. À côté de la formation purement militaire, la plus grande attention est apportée à la formation intellectuelle, morale et politique des jeunes fils d'ouvriers et de paysans, qui possèdent le « droit d'honneur » de servir dans l’Armée Rouge […]. Au total, six heures par jour sont consacrées à l'instruction, après quoi le soldat rouge est exempt de service et utilise son temps à son gré, après avoir mis au courant de ce qu'il fait son plus proche supérieur.[756]

L’armée Rouge, « véritable armée populaire » formée pour défendre « l’État ouvrier et paysan » et « protéger les conquêtes de la classe ouvrière »[757], est alors présentée comme un modèle d’organisation militaire pour la classe ouvrière, dont l’existence doit par opposition démontrer le caractère de classe de l’armée « impérialiste et bourgeoise » française. Répondant aux attaques régulières sur le militarisme rouge et la menace militaire soviétique (d’une façon plus nuancée que ne l’avait fait Albert Treint en son temps), il s’agit aussi de prouver que l’URSS est toujours une forteresse assiégée. Pour autant ce thème reste alors secondaire et est surtout utilisé pour répondre aux attaques de la droite et de la SFIO :

> L’Armée Rouge [...] n'est pas une armée de conquête destinée à servir les fins du « militarisme rouge ». Il n'y a pas de militarisme rouge, comme le montrent les chiffres suivants relatifs à l'Armée Rouge. Les effectifs de l'Armée Rouge sont actuellement de 563.000 hommes, c'est-à-dire qu'il y a un soldat rouge pour 231 habitants de l'URSS. Comparons à cela les effectifs des deux États frontières de la Russie, c'est-à-dire la *Pologne* et la *Roumanie*, et de la grande puissance européenne qui possède la plus grande armée permanente et qui est la *France*. En *Pologne* (effectifs militaires 263.000

> hommes) il y a un soldat pour 197 habitants, en *Roumanie* (169.929), un pour 103, et en *France* un pour 57.[758]

Le journal de la FNJC, *L'Avant-Garde*, célèbre en « Une » le huitième anniversaire de l'Armée Rouge en février 1926. Ce numéro résume bien l'articulation entre la propagande sur l'Armée rouge et le travail *anti*. Des articles comparent l'armée rouge et l'armée française, et appellent à la désagrégation de cette dernière. Des portraits de Trotski, Mikhail Frounzé[I], Semion Boudienny[II] et Kliment Voroshilov[III] montrent le visage des chefs les plus connus ou les plus populaires de l'Armée rouge.[759]

Cette propagande visant l'Armée française ayant atteint son but, il s'agit ensuite de lier les soldats aux communistes, leurs « meilleurs défenseurs »[760]. Sans surprise, cette mission s'accomplit notamment en insistant sur les conditions matérielles des conscrits et en défendant leurs revendications immédiates, dans la droite ligne de la « politique des fayots » de 1923. Les communistes luttent contre les mauvaises conditions de service dénoncées dans la presse révolutionnaire, mais aussi contre le « rabiot », c'est-à-dire le prolongement du service militaire[761]. Une campagne spécifique est d'ailleurs lancée à ce sujet par *l'Humanité* à l'automne 1926. Le journal communiste demande à ses lecteurs conscrits, victimes de « rabiotages », d'écrire au journal, en précisant bien les circonstances exactes et les prétextes invoqués par le commandement[762]. Pour approcher les soldats coloniaux, les communistes revendiquent aussi la fin des différences de services entre indigènes et métropolitains ou colons[763]. Seule particularité véritablement notable par rapport à 1922-1923, la FNJC et le PC se sont ralliés à la revendication du service d'un an, auparavant condamnée comme réformiste[764]. Ce changement s'explique sans doute notamment par la volonté d'insister sur le non-respect d'une promesse électorale du Cartel des Gauches[IV]. Comme le résumait un tract de 1926, le PC et les JC doivent apparaître aux soldats comme ceux qui « luttent pour le service d'un an ; pour le prêt à 40 sous ; pour les « permes » plus

---

I **Mikhaïl Vassilievitch Frounzé (1885-1925)** : fils d'un médecin militaire affecté dans le Turkestan russe, Frounze adhère au POSDR pendant ses études. Bolchevik dès 1903, il est ouvrier dans une usine textile et participe à l'insurrection de Moscou en 1905. Militant clandestin jusqu'à la guerre, il s'engage en 1915 sous un faux nom et mène de la propagande antimilitariste et révolutionnaire dans son unité. Il participe à la création de l'Armée Rouge. A la suite d'une lutte féroce contre Trotski, il est nommé au poste de Commissaire du peuple à la guerre à la place de ce dernier. Partisan de Zinoviev, il meurt lors d'une opération médicale imposée par la direction stalinienne du parti après la rupture de la Troïka. (« Mikhaïl Vassilievitch Frounzé » in. Georges Haupt et Jean-Jacques Marie (*dir*.), *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Pantin, Les Bons caractères, 2018 [1e édition 1969], pp.158-162).

II **Semion Mikhaïlovitch Boudienny (1883-1973)** : Paysan pauvre, il s'engage dans l'armée et sert dans la cavalerie pendant la guerre russo-japonaise puis la première guerre mondiale. Officier décoré en 1917, il se rallie à la révolution et à l'Armée rouge. Il commande une unité de cavalerie devenue légendaire (la « Première armée de cavalerie ») et devient proche de Voroshilov et Staline. Héros stalinien typique, il s'oppose à toute innovation technique et doctrinale et soutient les grandes purges. Notoirement incompétent, il est relégué à un poste honorifique dès 1941. Après la guerre, il prend sa retraite et ne participe plus à la vie politique. (Biographie disponible sur le blog *The Great Patriotic War* : https://thegreatpatrioticwar.wordpress.com/semyon-budyonny/ [consulté le 26 juin 2019).

III **Kliment Iefremovitch Voroshilov** (1881-1969) : Ouvrier dès l'adolescence, Voroshilov adhère au POSDR dès 1903 et se rallie aux bolcheviks. Mobilisé en 1914, il est commissaire du peuple aux affaires intérieures de la république soviétique d'Ukraine en 1918. Il se rapproche de Staline lors de la désastreuse bataille de Tsarytsine. Membre du CC en 1921, il remplace Frounze au commissariat du peuple à la guerre en 1925 et entre au bureau politique en 1926. Opposé à la modernisation prônée par Toukhachevski, il organise les purges de l'Armée rouge en 1937. Après les défaites subies en Finlande en 1939, il est relégué à des postes honorifiques. Après la mort de Staline, il se rallie d'abord à Krouchtchev et Malenkov avant de participer au « groupe anti-parti » de 1957. (« Klimenti Efremovitch Vorochilov » in. Georges Haupt et Jean-Jacques Marie (*dir*.), *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Pantin, Les Bons caractères, 2018 [1e édition 1969], pp.327-334).

fréquentes et les voyages gratuits »[765]. Ceci doit permettre de gagner politiquement les soldats à la nécessité de la révolution prolétarienne.

Le principal moyen de diffusion de cette propagande, qui est supposée être aussi le meilleur vecteur de la désagrégation de l'armée bourgeoise lorsque la révolution sera à l'ordre du jour, repose sur la constitution « à l'intérieur de l'armée d'une organisation de cellules liées au Parti et à la Jeunesse » communiste.[766] C'est à ce but qu'est consacrée la plus grande part du travail accompli par le mouvement communiste dans ses efforts de pénétration de l'armée.

Le travail « extérieur » – toucher les soldats

Le travail *anti* peut être grossièrement divisé en deux objectifs successifs, le premier étant de disposer de militants actifs à *l'intérieur* des casernes, le deuxième de réussir à les grouper en cellules clandestines, qui devront assurer la propagande (le « travail intérieur » qui répond au « travail extérieur » mené, comme son nom l'indique, hors des casernes) et *in fine* le recrutement de nouveaux membres parmi leurs camarades conscrits. Pour arriver au premier objectif, la méthode la plus simple – objet d'une insistance particulière des cadres et de la direction de la FNJC – est de réussir à maintenir les adhérents actifs et en contact lorsqu'ils accomplissent leur service militaire. Mais elle n'est pas la seule, et le moyen le plus visible est l'organisation de campagnes de propagande avant chaque appel de classe.

Ces campagnes sont préparées relativement longtemps en avance, et l'exécutif comme les centres régionaux envoient des consignes spécifiques aux militants. Celles-ci peuvent être parfois très détaillées, comme cette circulaire saisie et reproduite par la sûreté détaillant l'ensemble d'une campagne *anti* « type » et les tâches des différentes structures militantes[767], ou cette autre envoyée par la 3e Entente (correspondant plus ou moins à la Normandie et à l'embouchure de la Seine), qui conseille fin 1925 à ses membres d'employer des bicyclettes pour diffuser des tracts à des groupes de conscrits pour pouvoir fuir la police si besoin, voire de diffuser des tracts sans s'arrêter en roulant à deux sur le vélo[768] ! Ces échelons supérieurs s'enquièrent aussi des besoins en matériel et en agitateurs des différentes ententes, sections ou cellules et préparent à l'avance les premiers points de chute, qui recevront et seront chargés de répartir les journaux, tracts, etc. qui sont tous illégaux et peuvent donc être saisis[769]. À noter que parmi ce matériel se trouvent de nombreuses publications bilingues en français et en arabe, et notamment un journal – *la Caserne coloniale* – qui vise spécifiquement les soldats d'origine indigène[770]. Avant chaque campagne, les cadres chargés du travail *anti* dans les ententes sont censés se réunir pour faire le bilan de la campagne précédente et fixer les priorités de la suivante. En février 1926, les délégués *anti* des différentes sections de la IVe Entente de la FNJC (qui groupe tous les départements entourant la région parisienne) se réunissent ainsi pour fixer les priorités militantes et les revendications sur lesquelles l'activité devra insister, qui tournent alors principalement autour de la guerre du Rif[771].

Pour superviser l'activité dans certaines régions, des centres locaux peuvent être mis sur pied. C'est le cas dans le Vaucluse, où la Sûreté identifie à l'été 1926, une « troïka » (commission de 3 militants), spécialement mise sur pied pour suivre le travail *anti*[772]. Cette troïka, peut-être mise sur

IV Le service militaire, passé à 3 ans en 1913, avait été ramené à 18 mois par le gouvernement Poincaré en 1923. Il ne passera finalement à un an qu'en 1928, mais sera ramené à deux ans dès 1935.

pied pour activer une région où le travail *anti* est inexistant en début d'année[773], communique avec Paris via une militante communiste marseillaise, la veuve Comba, qui semble servir de boite aux lettres du travail *anti* pour toute la XV[e] région militaire[I]. Celle-ci étant à cheval sur quatre ententes de la FNJC, il est probable que la communication est centralisée entre plusieurs ententes par manque de relais à la fois fiables et discrets pour le travail illégal. Pour le commissaire spécial de Marseille, le rôle de cette militante s'explique aussi par la présence chez elle d'un cadre local de la JC, Henri Vallopez alias Pallares, chargé de suivre le travail pour le sud-est du pays en lien avec Devos, délégué spécial de l'exécutif parisien.[774]

Ce travail de préparation effectué, la campagne sur l'appel de classe suit les différentes étapes de l'appel, des conseils de révision à l'intégration et au départ des conscrits. Au début de la campagne, lorsque les conseils de révision doivent faire le tri parmi les jeunes gens susceptibles de servir, les tâches des militants – outre les classiques distributions de tracts et journaux, comme à Charenton en février 1926, où des militants distribuent *l'Avant-Garde* à l'occasion d'un conseil de révision[775] – sont aussi de commencer à préparer l'organisation de vin d'adieu, de premières réunions publiques et de profiter de l'occasion pour répertorier les adresses des conscrits, afin de pouvoir communiquer avec eux après leur incorporation[776].

Dans l'intervalle qui sépare les conseils de révision du départ de la classe, la campagne *anti* doit commencer véritablement, avec l'organisation de nombreuses réunions publiques et parfois même l'envoi d'agitateurs délégués en province par l'exécutif de la JC, comme pour la classe 26-1 en avril 1926[777]. Les réunions publiques d'agitation organisées à l'occasion de cette campagne particulière permettent de se faire une idée de l'ampleur de la campagne et des résultats qu'elle peut atteindre. L'affluence est très variée, allant de 6 participants au Havre[778] à près d'une centaine à Chambéry[779]. Entre ces deux extrêmes, ces réunions publiques, baptisées cette année-là « congrès de conscrits » – car elles doivent élire des délégués des conscrits pour un futur « congrès » national -, rassemblent généralement quelques dizaines d'assistants dont la majorité n'est pas composée de conscrits. Ceux-ci, véritablement pourchassés du regard par des agents de police aux aguets, sont rares mais pas pour autant inexistants. Deux sont ainsi signalés à Trignac, près de Saint-Nazaire[780] ; trois à Voiron, dans l'Isère[781] ; un seul à Saint-Nazaire[782] ; une quinzaine à Creil, en région parisienne[783] ; mais aucun n'est identifié à Chambéry[784]. Dans certains cas et pour empêcher la police d'y assister, ces réunions publiques sont organisées officiellement comme des réunions « privées » et des cartons d'invitation sont envoyés aux conscrits dont les adresses ont été collectées plus tôt[785]. Cette méthode n'a pas toujours le même succès et sa réussite semble dépendre largement du soutien des municipalités[786].

Dans les jours précédant le départ des futurs soldats, la JC organise aussi là où elle en a les moyens des fêtes, qui permettent d'attirer un plus large public. La fête des conscrits organisée par la JC de Paris à la Grange-aux-Belles le 17 avril 1926 rassemble ainsi près de 700 personnes, venues écouter de la poésie et des chants révolutionnaires, de la musique « fantaisiste » et des allocutions de Vaillant-Couturier et Doriot dénonçant l'armée au service d'une « minorité de banquiers ». Le clou de la soirée est une pièce antimilitariste de Vaillant-Couturier, intitulée « Les trois conscrits » et dont le texte est publié dans *le Militant rouge* de l'été suivant[787]. Sa mise en scène expérimentale fait participer le public à la scène de fin (qui voit ouvriers, paysans, conscrits et anciens combattants se soulever contre le banquier, le prêtre et le général qui symbolisent le capitalisme), via des acteurs

I Cette région militaire comprend les Basses-Alpes, les Alpes-Maritimes, l'Ardèche, les Bouches-du-Rhône, la Corse, le Gard, le Var et le Vaucluse.

disséminés parmi l'audience. Enfin, la soirée s'achève par un bal dansant[788]. Quelques semaines plus tard, c'est à l'occasion de la libération d'une classe, que des bals de retour ou des vins d'honneur sont organisés pour les conscrits libérés, comme à Saint-Denis en juin 1926 pour le retour de la 24-2[789]. L'idée est là de maintenir le lien qui aurait pu être établi avec des conscrits sympathisants pendant le service militaire. Ces événements conviviaux, mêlant divertissement et politique, sont alors un élément obligatoire du mouvement ouvrier depuis des décennies et se reproduisent à chaque appel de classe, fête et bal dansant ou vin d'adieu[790].

L'arrivée des soldats à la caserne après l'appel d'une classe ne signifie pas que les efforts pour les toucher doivent s'arrêter, au contraire. La propagande *anti* change à ce moment-là de nature, car elle devient complètement illégale, s'adressant à des soldats pour leur prôner l'insurrection révolutionnaire. Les fêtes et les réunions publiques devenues impossibles, il ne reste plus que les diffusions de tracts et les collages d'affiches pour diffuser les idées révolutionnaires aux soldats, si l'on excepte quelques épisodes plus atypiques. Ainsi le 12 mai 1926, c'est près de 400[I] ouvriers et cheminots du Paris-Lyon-Marseille qui, attendant le départ du train qui doit les emmener sur leur lieu de travail, se mettent à scander des slogans antimilitaristes à l'attention d'un train de conscrits stationné sur une autre voie. Deux policiers tentent d'intervenir et se précipitent sur les voies, jusqu'à ce que l'un des deux glisse et se blesse[791]. Plus courantes, les distributions de journaux se font à pied, lors de rencontres avec des soldats en permission[792], ou plus rarement depuis une voiture de passage, comme à Dunkerque en juillet 1926, lorsque des militants montés sur une voiture jettent des tracts sans s'arrêter à un groupe de soldats du 190e Régiment d'Artillerie Lourde[793]. Plus original, des exemplaires de *La Caserne* sont laissés dans une voiture militaire du même régiment, alors que les soldats qui la conduisaient accomplissaient une course en ville[794]. Pour contourner la répression, le PC envisagerait à l'hiver 1926 de vendre des produits de première nécessité aux abords de certaines casernes, après les avoir emballés dans des tracts *anti*[795]. Cette méthode, qui suscite une petite appréhension au ministère de la guerre, n'est semble-t-il jamais mise en pratique[796].

Le modèle de l'activité reste la diffusion de journaux par des militants, étrangers à la localité (pour éviter qu'ils ne soient identifiés trop facilement par des gendarmes), aux soldats en permission. En janvier 1926, c'est à une telle équipée que se livrent deux militants communistes de Reims près du camp de Mourmelon-le-Grand. Les deux hommes, venus en train de Reims à Mourmelon-le-Petit, commencent à diffuser des exemplaires du numéro de *La Caserne*, décrivant notamment les conditions du suicide d'un conscrit, autour d'une des casernes de cette ville avant de se rendre à pied à Mourmelon-le-Grand. Après avoir abandonné quelques tracts et journaux sur la route, qui est empruntée par des soldats en permission ou allant à l'exercice, ils reprennent leur distribution devant la caserne du 508e Régiment de Chars de Combat. Surpris par un officier, ils fuient mais l'un d'eux, un manœuvre de 28 ans, est arrêté par des policiers appelés en renfort[797]. Autre activité régulière, les collages d'affiches et de papillons visent les lieux de passages des soldats, qu'il s'agisse des abords d'une caserne, comme à Strasbourg en février 1926 où trois casernes sont visées la même nuit par des militants communistes[798], ou des lieux de passage. En avril de la même année, des policiers sont prévenus après coup que des papillons antimilitaristes ont été collés dans les compartiments d'un train qui vient de transporter des conscrits de Marseille à Toulon[799]. Renseignements pris par la Sûreté, cette méthode, qui suppose sans doute la complicité des

I Un chiffre impressionnant et sans doute exagéré. On peut imaginer que 400 est le nombre total de passagers, pas celui des acteurs de la « provocation ».

cheminots, est alors préconisée depuis peu par l'exécutif de la FNJC pour contourner les arrachages et lacérations qui visent les affiches collées dans les rues ou près des gares[800].

Cette propagande n'est pas spécifique à la métropole et s'exerce également dans les colonies et aussi, toujours, dans les territoires allemands occupés. La Ruhr, occupée de Duisburg à Dortmund sous Poincaré, est évacuée en 1925, mais la Rhénanie, elle, est toujours soumise à l'occupation alliée et le reste jusqu'en 1930 (1935 pour la Sarre). Depuis 1923, la Sûreté, en lien avec le renseignement militaire attache un soin particulier à suivre et à démanteler les réseaux de distribution de *La Caserne* et de *l'Humanité* et à arrêter les passeurs identifiés[801]. Le PC, quant à lui, a développé tout un système de distribution appuyé sur de nombreux militants communistes de Lorraine, qui franchissent la frontière régulièrement pour leur travail et remettent ensuite leurs colis à des militants français ou allemands. L'ensemble est régulièrement modifié pour déjouer la répression, qui réussit malgré tout à ralentir le rythme de la propagande dans le courant de 1926[802]. Ce travail, mené jusqu'en 1927 en coopération avec les PC allemand et belge, est ensuite assumé par le seul PC français, jugé plus compétent dans ce travail par l'IC[803].

Pour essayer de toucher les soldats, certains militants se rabattent sur une méthode plus primitive que les distributions en jetant des journaux ou des papillons par-dessus les murs des casernes. Il s'agit parfois de quantité assez importantes, comme à Strasbourg en février 1926, où c'est près de 400 exemplaires du journal *La Caserne*, qui sont jetés de nuit dans la cour du quartier Baratier (stationnement du 3e Régiment de Hussards), tandis que quelques autres exemplaires sont aussi jetés dans la cour des casernes Stirn (158e Régiment d'Infanterie) et Turenne. L'ensemble est retrouvé au matin par des soldats qui alertent les officiers de service[804]. Si la plupart de ces épisodes se produisent de nuit, à Carnolès, près de Menton, c'est en pleine journée que des témoins voient deux enfants d'une dizaine d'années jeter une cinquantaine d'exemplaires de *La Caserne* par dessus les murs de la caserne du 25e Bataillon de Chasseurs à Pied. La police n'arrive ensuite pas à identifier les enfants, qu'elle soupçonne d'être soit des enfants de militants communistes, soit des élèves de l'instituteur local, dont les sympathies politiques seraient subversives[805]. Cette méthode, telle qu'elle apparaît dans nos sources, ne peut que surprendre, tant le matériel militant semble ici sacrifié au hasard. Dans la totalité des cas, il est retrouvé par des officiers ou des sous-officiers de service effectuant leur tour du matin, et ne touche donc pas sa cible. Une des motivations, à part l'espoir ténu que des soldats intéressés trouvent ces journaux en premier et arrivent à en dissimuler un ou deux exemplaires à la curiosité de leurs supérieurs, est peut-être à chercher dans la volonté de certains militants de se débarrasser au plus vite et à moindre risque d'une tâche illégale et donc dangereuse : jeter des journaux par-dessus un mur en pleine nuit est moins risqué que d'essayer de le distribuer à un groupe de permissionnaires. Même si cette explication est sans doute à l'origine de nombreux jets de journaux, une autre explication est aussi possible, celle qu'une partie de ces projections de journaux soient en fait des envois de matériel à des soldats communistes actifs dans les régiments visés et qui n'auraient pu récupérer le « colis » avant leur supérieur. Dans ces cas-là, seuls les échecs apparaîtraient dans nos sources, tandis que les succès déboucheraient sur des diffusions discrètes, et si le militant est efficace, insoupçonnées par le commandement.

Le travail intérieur : organiser les soldats révolutionnaires

En effet, l'objectif recherché en touchant les soldats est de disposer de cellules actives dans les unités. Cela réussit de façon certaine dans plusieurs régiments apparaissant dans nos sources, que ce soit au 39e Régiment d'Infanterie où un groupe de quatre communistes est signalé en mars 1926[806], ou au dépôt d'artillerie de Sainte-Menehould (dans la Marne) où ce ne sont pas moins de trois cellules qui sont identifiées par la Sûreté[807]. À Poitiers, face à une cellule d'une dizaine de membres au 514e Régiment de Chars de Combat (dont l'un avait même réussi à se faire affecter au secrétariat de l'État-Major de son corps d'armée), le commandement doit disperser les soldats qui la composent dans plusieurs unités, espérant ainsi la briser. Cette cellule, bien que recevant de l'argent par mandat, ne s'est livré à aucune activité clairement identifiée[808]. D'autres cellules de soldats, au contraire, mènent un travail de propagande et d'organisation, visant à les doter d'un réseau de soldats sympathisants. Ces activités sont extrêmement variées, et comprennent notamment des actes de propagande relativement symboliques, comme des chants révolutionnaires ou de petites rebellions. En mars 1926, c'est une section entière d'Infanterie coloniale, et le sous-officier qui l'accompagne, qui entonne *l'Internationale* aux portières d'un wagon de train à la gare de Belfort[809]. L'épisode est assez atypique, les chants étant plus souvent le fait de petits groupes, comme au 3e Régiment d'Infanterie à Dieppe, où trois soldats chantent eux aussi *l'Internationale* devant leurs camarades. Le « meneur » est facilement identifié et est puni de 30 jours de prison[810]. C'est en effet le risque de ces actes démonstratifs que d'exposer leurs initiateurs à la répression. En novembre 1926, c'est la récolte de signatures pour une pétition au ministre de la guerre (et qui devait sans doute être aussi envoyée à *l'Humanité*) qui vaut 60 jours de prison à plusieurs soldats communistes du 118e Régiment d'Artillerie Lourde stationné à La Rochelle[811].

Outre le fait d'arriver à mobiliser les soldats dans la lutte contre leurs supérieurs, le but de ces petits incidents est en effet de nourrir la rubrique « *Chez les soldats et les marins* » de *l'Humanité*. La correspondance avec la presse communiste est en effet une constante de l'activité *anti*, qu'il s'agisse de lettres envoyées par des conscrits, comme ces soldats de Cherbourg qui écrivent à l'organe central du PC pour l'assurer de leur sympathie[812], ou de photos. À l'automne 1927, c'est un groupe de réservistes qui se met en scène autour d'un exemplaire de *l'Humanité* avant de transmettre la photo au PC, qui la publie dans un journal *anti* spécialement créé à l'occasion des périodes de réserves de l'été 1927[813]. L'inconvénient est que c'est parfois cette correspondance qui déclenche la répression. En septembre 1926, un conscrit communiste réussit à déclencher un petit mouvement de contestation dans son unité, qui refuse de partir en manœuvre sans « casse-croûte ». L'incident est rapporté avec une légère exagération dans *l'Humanité*[814]. L'article suscite la curiosité du ministère de l'Intérieur, une enquête est ouverte, et l'instigateur du mouvement est identifié et puni[815].

D'autres actes sont par contre beaucoup plus difficiles à réprimer pour l'autorité militaire, car ils exposent moins leurs auteurs. On peut ainsi penser aux actions de propagande menées dans les casernes, comme l'accrochage de drapeaux rouges à l'intérieur des murs d'une caserne. C'est ce qui se produit à Blois dans la caserne du 135e Régiment d'Infanterie en juillet 1917, et est ensuite mentionné dans une brève de *l'Humanité*[816]. Autre exemple, les collages de papillons. Collés dans des endroits où les officiers se rendent peu souvent (latrines, chambrées, etc.), ils peuvent rester visibles des soldats quelques heures ou quelques jours. À Colmar, en février 1926, c'est peu avant le départ de troupes pour le Maroc, que des papillons dénonçant la guerre du Rif sont collés sur les portes des chambrées de la Caserne Macker, où stationne le 152e Régiment d'Infanterie[817]. L'enquête, assez poussée, ne débouche sur rien[818]. Au camp de Sainte-Marthe, situé en banlieue de Marseille et qui sert de lieu de transit aux troupes métropolitaines avant leur envoi outre-mer, ce sont des tracts protestant contre la guerre du Rif qui sont trouvés en octobre 1925. Signés des

« anciens marins et soldats de la Mer Noire », ils rappellent les mutineries de 1919 et appellent les soldats de 1925 à « refuser d'être des assassins » pour le compte de « Painlevé-Briand-Caillaux » et à « fraterniser avec les Riffains »[819]. À Valence, en mai de la même année, ce sont des journaux *anti* qui sont retrouvés dans la caserne du 504e Régiment de Chars de Combat. Disséminés par petits paquets dans les locaux fréquentés par les soldats, ils n'ont pu être placés là que par des militaires. De même, plusieurs articles parus dans le journal local du PC (*La Provence ouvrière et paysanne*) n'ont pu être rédigés que par des soldats du régiment. Aucun conscrit n'a pourtant été signalé comme communiste ou sympathisant, et ni les enquêtes ni la surveillance ne permettent de découvrir quoi que ce soit[820]. Le cas se répète dans une autre caserne de Valence en septembre 1926, là encore sans que la police ou l'autorité militaire ne trouve le moindre suspect[821].

Certaines cellules de soldats arrivent en effet à maintenir leur existence pendant d'assez longues périodes malgré les efforts du commandement. En 1926, plusieurs cellules se maintiennent ainsi à Toulon, en dépit d'une vague de répression. Elles sont identifiées pour la première fois par la Sûreté au début de février 1926, et comptent alors 14 membres équitablement répartis entre le 4e Régiment de Tirailleurs Sénégalais (qui a combattu en Syrie en 1925) et le 56e Régiment d'Artillerie Coloniale. Quatre délégués de ces cellules assistent le 2 février à une réunion avec un soldat communiste de Marseille et le secrétaire de la 22e Entente de la JC (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes). Ils apportent notamment l'argent des cotisations de leurs adhérents (6 francs et 95 centimes par membre) et repartent avec des tracts[822]. La rencontre, qui s'est tenue au siège du PC à Toulon, est connue de la police, et une vague de répression se déclenche au 4e RTS, où fouilles et perquisitions visent à débusquer les communistes dont l'identité est inconnue. Ces efforts sont vains, et à la fin du mois, les deux cellules sont toujours actives, même si elles se plaignent des cotisations trop élevées. Pour les aider dans une potentielle campagne clandestine de propagande antifasciste, le PC décide d'essayer de mobiliser des militants vétérans des mutineries de 1919[823]. Ces deux groupes disparaissent ensuite de nos sources, sans qu'il soit possible de savoir si cela est dû à leur disparition ou à l'assèchement de la source d'informations de la police.

Autre exemple de cellules de soldats assez durables, les groupes de soldats communistes de Nancy, qui sont peut-être restés actifs pendant près d'un an ! Le premier signe visible de l'existence d'une structure militante communiste active dans les casernes de la capitale lorraine apparaît à la fin du printemps 1926, lorsque des tracts communistes sont retrouvés près de la porte et dans la cour de la caserne Thiry, où est établi le 26e Régiment d'Infanterie (26e RI). Après une analyse technique des tracts (notamment grâce à l'examen de l'impression et du papier) le commissaire spécial de la ville en attribue la paternité au comité du PC de Nancy : en effet, celui-ci publie alors un journal *anti* local, *l'Encaserné,* qui est imprimé sur la même presse manuelle « Rotary » clandestine que le tract en question[824]. En septembre de la même année, c'est un jeune conscrit de 21 ans, Lucien Fischer, qui est arrêté alors qu'il sort du local de la JC de Nancy, le sac chargé d'exemplaires de *l'Encaserné*, qu'il ramenait à la caserne Thiry. Ces journaux sont destinés à alimenter le travail de propagande de son groupe clandestin, passé jusque-là inaperçu[825]. Ce journal local *anti*, sous-titré « Journal de défense des ouvriers et paysans, soldats dans la région de Nancy », est un bon exemple de l'usage fait alors localement des différents thèmes de la propagande *anti* nationale. Le numéro saisi alors par la police comprend en effet des appels à la fraternisation en cas d'envoi de la troupe contre des grévistes ou des manifestants et mentionne ce qu'il décrit comme un cas de mutinerie. Le 11 août, des cavaliers du 8e Régiment d'Artillerie Divisionnaire auraient en effet, d'après *l'Encaserné*, refusé de charger une manifestation communiste à Nancy. Cette manifestation est rapportée par la presse de droite locale, qui mentionne des affrontements violents mais ne

mentionne aucun cas de refus d'obéissance[826]. *L'Encaserné* publie aussi des appels à lire la presse communiste et à participer au concours des « gueules de vaches », citant par ailleurs plusieurs cas d'officiers et de sous-officiers violents ou malhonnêtes dans les unités de la garnison de Nancy. Enfin, il comprend aussi un paragraphe comparant la façon dont l'éducation des soldats s'accomplit dans l'Armée rouge et dans les armées bourgeoises[827]. Nos sources restent par contre silencieuses sur les suites de l'arrestation de Lucien Fischer, mais il ne semble pas que la répression ait été couronnée de succès, puisque neuf mois après son arrestation, les soldats communistes du 26e RI font à nouveau parler d'eux. Le 1er mai à l'aube, un petit fanion rouge flotte en effet quelques heures à une lucarne de la caserne Thiry[828], ce que *l'Humanité* et *la Caserne* se font une joie de rapporter à travers une illustration largement exagérée, montrant un étendard marqué du marteau et de la faucille flotter au sommet de la vieille caserne[829]. Près d'un an après le premier signe de leur activité, des soldats communistes sont donc toujours actifs au 26e RI, même pour des actes symboliques et susceptibles d'attirer sur eux la répression. Une des raisons de cette longévité se trouve sans doute, outre la présence de militants JC parmi les conscrits de la 26-1 affectés au régiment, dans la bonne organisation du comité *anti* du PC local, pourtant identifié et décrit par la Sûreté dès mai 1926. En dehors de ces quelques exemples, le travail *anti* intérieur semble être alors resté le fait de petits groupes, assez éphémères, malgré les efforts des spécialistes envoyés de Paris par le PC.

Les délégués *anti*, commis-voyageurs de l'antimilitarisme

Pour le PC, il était en effet nécessaire de suivre, et parfois même d'initier, le travail *anti* en province, notamment en y envoyant des militants professionnels, chargés d'y mettre sur pied des appareils efficaces et capables de résister à la répression. On a pu apercevoir plus haut un de ces délégués, Devos, logé chez une militante à Marseille, et chargé probablement de suivre le travail *anti* dans la XVe région militaire[830]. Les inspecteurs de la Sûreté traquent en effet ces cadres spécialisés, militants illégaux, quitte à commettre des erreurs d'appréciation. En août 1926, la police de Fréjus signale ainsi la présence d'un propagandiste *anti* d'origine indigène qui viserait les tirailleurs sénégalais et malgaches casernés dans la ville[831]. Il s'agit de Lamine Senghor[I], et il se trouve en réalité en convalescence à Fréjus, pour soigner ses poumons gazés pendant la guerre. Il s'éloigne alors progressivement de la direction du PC suite à la « bolchevisation » de la commission coloniale par Doriot et à l'orientation vers la recherche d'alliances avec les « bourgeoisies nationales » indigènes[832]. Cela ne l'empêche pas de se tenir très proche des tirailleurs de Frejus, auxquels il promet même dans certains cas personnels l'assistance de parlementaires de ses amis, sans qu'il soit possible de savoir si les accusations de propagande *anti* qui lui vaudront quelques mois plus tard une brève incarcération sont fondées ou non.

I **Lamine Senghor (1889-1927)** : Fils de paysans sénégalais, Senghor s'engage en 1914 et combat en France ou il devient sous-officier. Blessé et gazé, il finit la guerre pensionné à 100 % et retourne au Sénégal en 1919. Il revient en France en 1921 et travaille dans les PTT. Marié à une française, il adhère en 1923-1924 à la CGTU et au PC. Membre de la commission coloniale, il s'oppose au soutien du PC au « féodal » Abdelkrim et démissionne du PC en octobre 1925. Sa démission refusée, il continue à s'impliquer dans un « Comité de défense de la race nègre » subventionné par le parti. Venu dans le Var pour raisons de santé, il est arrêté brièvement pour propagande *anti* en mars 1927. Toujours souffrant, il meurt en novembre 1927. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article130989, « Notice SENGHOR Lamine », Jacques Girault, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 11 avril 2014).

Par contre, nos sources nous permettent de suivre entre Cherbourg et Brest l'activité d'un de ces délégués, envoyé en novembre 1925 par la FNJC pour superviser le travail *anti* en Bretagne et en Normandie. Le jeune[I] délégué en question, Raoul Jany, s'installe à Brest à l'automne 1925, et effectue des tournées dans les ports de l'Atlantique. En février 1926, il passe ainsi trois jours à Cherbourg, pour essayer de pousser à la création de nouvelles cellules de marins. Il y rencontre d'abord l'ancien secrétaire fédéral du PC ainsi qu'un ouvrier de l'Arsenal, Robert Letellier, un militant de confiance, qu'il charge de le mettre en contact avec les rescapés de la cellule du contre-torpilleur Rageot-de-la-Touche. Celle-ci a en effet été dispersée par la répression et l'arrestation de ses trois organisateurs (les matelots Bruchec, Haller, et Gosselin). Après l'échec de Letellier à contacter un quelconque matelot communiste servant sur le Rageot-de-la-Touche, Jany convoque donc deux « communistes sûrs » : le matelot Jean-Baptiste Rochedreux, du contre-torpilleur Mazaré et Henri Leveille, du 1er dépôt militaire. Seul le premier se présente mais, bien que peu optimiste, il promet de se mettre en contact avec Bruchec dès sa libération, et de renouer le lien entre le parti et la cellule du Rageot-de-la-Touche[833]. L'attitude de ces militants est remarquable à plus d'un titre. D'abord, parce qu'elle montre les réticences nombreuses qui peuvent s'exprimer à la base du PC face à une activité aussi risquée que le travail antimilitariste, et deuxièmement parce qu'elles démontrent que la répression, bien appliquée, peut avoir un véritable impact, notamment en coupant le lien entre les soldats et leur organisation. Les contacts de Jany semblent ainsi convaincus de la subsistance d'un groupe de marins communistes sur le Rageot-de-la-Touche, mais ils sont incapables de les contacter. Indépendamment de leur travail personnel, la visite des délégués *anti* peut aussi avoir pour effet de motiver les militants. Quelques semaines après le passage de Jany à Cherbourg, l'activité s'y est ainsi largement étoffée. Le rayon a été réorganisé et compte notamment deux cellules actives à l'Arsenal militaire. Une campagne de propagande *anti* est organisée en mai 1926[834] et les militants de la ville servent maintenant d'intermédiaires entre le PC et des JC actifs au 43e Régiment d'Artillerie, stationné à Caen[835]. L'ouvrier Letellier, sélectionné par Jany en février comme militant de confiance, est devenu quelques mois plus tard secrétaire des JC de l'Arsenal et distribue des numéros du *Libéré* aux abords des établissements militaires à l'automne 1926[836].

Jany profite par ailleurs de son séjour à Cherbourg en février pour collecter les rumeurs qui circulent à l'arsenal : un officier aurait fait réparer son automobile personnelle gratuitement par l'atelier automobile de l'arsenal et obligerait des soldats punis à travailler à son domicile (notamment pour y installer l'électricité et y faire des travaux de menuiserie) tandis qu'un sous-officier du 1er Régiment d'Infanterie Coloniale frapperait ses hommes[837]. Ce sont de telles informations qui nourrissent les rubriques *anti* de *l'Humanité* et de *la Caserne*[838] et Jany en les collectant ne fait que profiter de l'occasion de son voyage pour engranger des nouveaux exemples. Ce n'est pas sa seule incursion connue dans l'écriture de propagande *anti* : il aurait auparavant rédigé une chanson intitulée « les gueules de con » visant le ministre de la marine Georges Leygues[II] et le corps des officiers, dont les paroles sont distribuées aux marins de Brest par des militants communistes[839].

I Il est en effet né en 1900, mais les données biographiques fournies par les rapports de la Sûreté sont plus que succinctes.

II Cet avocat, républicain modéré, entame sa carrière ministérielle à 39 ans comme Ministre de l'Intérieur (1894-1895). Plusieurs fois ministre à divers postes, il interrompt en 1909 sa carrière politique pour gérer la fortune dont il vient d'hériter. Il devient ministre de la Marine en 1917 et le restera presque continuellement jusqu'en 1933 (1917-1920, 1925-1930, 1931-1932) sous des gouvernements de droite comme de gauche. (Fiche biographique de Jean, Claude, Georges Leygues sur le site internet de l'Assemblée Nationale, http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/7840 [consulté le 26 juin 2019]).

Jany est secondé dans la région par le matelot démobilisé Robert Picaud, qui habite au Mans et assure probablement la liaison avec le centre parisien. Ce jeune militant d'une vingtaine d'années est alors déjà assez expérimenté dans ce domaine puisque, adhérent à la JC avant son incorporation, il s'est livré à une propagande intense pendant tout son service militaire (d'abord au dépôt militaire de Brest puis sur les torpilleurs Pierre Durant et le Chastang), ce qui lui vaut une condamnation à un an de prison avec sursis pour refus d'obéissance[840]. Les réseaux de Jany s'étoffent au fur et à mesure de son séjour. Outre Picaud, il réussit à nouer le contact avec un groupe de quatre matelots du croiseur Jules Ferry, dont l'un aurait écrit de brefs articles pour *l'Humanité*, et avec un JC conscrit au 135e Régiment d'Infanterie à Cholet, qui assurerait la distribution d'un petit nombre de *La Caserne* dans son unité. Par contre, une perquisition chez le militant JC qui lui servait de boite aux lettres l'a obligé à en changer et même, provisoirement, à monter à Paris pour se réapprovisionner en journaux anti[841]. À l'automne 1926, après presque un an d'activité dans la région, Jany rentre à Paris, et est remplacé en novembre par Picaud. Celui-ci se voit alors chargé du travail *anti* dans « 17 départements de l'Ouest et du Sud-Ouest » et commence sa mission sous la couverture d'un voyageur de commerce itinérant, en attendant de se fixer ultérieurement à Rennes[842].

La répression

L'État français ne reste pas inactif face à l'intensification du travail *anti* des communistes à partir de 1923-1924. Certaines méthodes existent déjà bien avant 1914, tel que le fichage des antimilitaristes notamment à travers le fameux « carnet B », mis en place sous le ministère du général Boulanger et qui répertorie à la fois les étrangers suspects d'espionnages et les militants suspectés de s'opposer à une éventuelle mobilisation, devant tous être arrêtés préventivement en cas de guerre. Ce principe est ensuite appliqué aux militants révolutionnaires bientôt appelés au service militaire, les conscrits « propagandistes révolutionnaires » ou « PR », presque exclusivement communistes, dont les listes doivent être compilées par gendarmerie ou la police département par département, puis transmises par les préfets au ministère de l'Intérieur, enfin au Ministère de la guerre[843]. Charge est ensuite donnée à ce dernier d'assurer une surveillance particulière de ces militants pendant leur temps de service. Malgré une certaine impression de systématique imparable, cette méthode préventive connaît des ratés, soit que des conscrits soient classés « PR » par erreur (assister à un meeting communiste ne signifie pas que l'on soit forcément un propagandiste dévoué de l'antimilitarisme révolutionnaire), soit plus fréquemment, que des militants motivés et prêts à se livrer au travail *anti* échappent à la perspicacité des gendarmes chargés du fichage. Ainsi en mai 1926, une caserne de Valence est le théâtre d'une campagne de propagande *anti*, lors de laquelle de nombreux exemplaires de *La Caserne* sont disséminés dans des locaux réservés aux militaires alors que le journal communiste local se met à publier des articles sur la vie dans le régiment en question. La coïncidence entre cette campagne et la récente arrivée de conscrits de la classe 26-1 fait suspecter la présence de communistes parmi ces derniers, mais aucun d'entre eux n'a été signalé préalablement comme « PR »[844]. Faute de renseignements pertinents de la part de la police, et face à la prudence des conscrits communistes, il semble bien que l'autorité militaire n'ait pas réussi à percer à jour cette affaire, une conclusion qui n'est pas isolée. De façon similaire, après un acte de propagande *anti* dans une caserne de Bourges en 1927, quatre des six soldats identifiés par l'enquête de l'autorité militaire, n'ont pas été signalés comme PR avant leur appel[845].

En 1926, les services du ministère de l'Intérieur compilent toutes les lois qui pourraient être utilisées pour réprimer la propagande *anti* menée par le PC[846]. Parmi elles, l'arme judiciaire la plus utilisée est la poursuite pour « provocation de militaires à la désobéissance », selon la loi du 28 juillet 1894 – une des « lois scélérates » votées sous le gouvernement Casimir-Perier pour réprimer le mouvement anarchiste. Elle rend passible de jusqu'à deux ans de prison tous les appels faits pour « détourner les soldats de leur devoir d'obéissance », dans un but de « propagande anarchiste ». Élargie aux communistes par les procureurs, elle est régulièrement utilisée contre des militants pour toute la période qui nous intéresse. Pour ce qui est de la propagande menée depuis l'extérieur des casernes, c'est la lacération des affiches et papillons et l'arrestation des militants qui reste la méthode la plus fréquente et fournit une bonne partie des sources disponibles sur ce travail. La répression nourrit une crainte permanente de l'arrestation et de la prison, déjà mentionnée lors des discussions internes à la JC en 1921-1922. Les sentences peuvent être lourdes comme le montre la condamnation de quatre militants communistes à des peines de prison allant de 15 mois ferme à un mois avec sursis en novembre 1925 à Toulouse[847]. Comme en 1923, de nombreux militants sont touchés par la répression, qu'il s'agisse de cadres dirigeants comme François Chasseigne, condamné à 30 jours de prison pour avoir participé à un congrès de conscrits[848], ou de simples conscrits, comme le matelot Roger Petitot, accusé d'incitation à la désobéissance pour avoir distribué des tracts à ses camarades matelots du croiseur « Mulhouse »[849].

La répression de l'antimilitarisme prend parfois des formes plus originales. Pour limiter l'impact de la propagande *anti*, certains lieux sont interdits aux militaires. À Toulon, le *Musical Bar*, tenu par un communiste, est ainsi conduit à la faillite après que le commandant de la garnison a interdit aux soldats de fréquenter son établissement, connu pour être un haut lieu de propagande révolutionnaire[850]. Elle est même parfois le fait de militaires agissant de leur propre initiative. Ainsi, en septembre 1927 près de Lyon, des sous-officiers logés chez un aubergiste pendant des manœuvres, s'aperçoivent que ce dernier est communiste. Après qu'il s'est couché, ils fouillent sa maison discrètement et lui volent des documents militants et plusieurs livres « subversifs » pour les remettre à leur supérieur. L'aubergiste est ensuite dénoncé au préfet par le commandant de la XIVe Région militaire[851]. On ne peut que s'interroger sur le sens de cette dénonciation, puisque de l'aveu des militaires eux-mêmes, l'aubergiste ne s'est en effet rendu coupable de rien, alors qu'eux-mêmes lui ont au contraire dérobé des livres et des documents privés ! Enfin, cas extrêmes de répression « symbolique », les élus communistes de Paris (députés et conseillers municipaux) sont exclus en 1925 de la présidence des distribution de prix dans les écoles, car ils ont protesté contre la guerre du Rif[852], tandis que l'ARAC est exclue des « États généraux de la France Meurtrie », organisés en novembre 1927 pour grouper les revendications des anciens combattants de 14-18[853].

Au-delà de ces cas plus anecdotiques, la répression a un véritable effet dissuasif et pousse certains groupes communistes à éviter de mener de véritables campagnes de propagande *anti*. Dans l'Isère, la répression intensive ordonnée en 1926 par le préfet dissuaderait ainsi même le PC local de distribuer des tracts[854]. Il faut dire en effet que même une réunion publique peut déboucher sur des poursuites si l'orateur va trop loin ou si le préfet est plus combatif que certains de ses collègues. Une réunion à Poitiers en avril 1926 débouche ainsi sur des poursuites pour « incitation à la désobéissance » pour Maurice Garnier, ouvrier cartonnier membre du CC de la FNJC, qui a appelé ses auditeurs conscrits à la « fraternisation »[855]. Certaines organisations locales assument au contraire publiquement l'activité *anti* qui vaut des condamnations à leurs militants. Lorsque le secrétaire général de la bourse du travail d'Alais, condamné pour incitation de militaires à la

désobéissance, se rend à la maison d'arrêt pour purger sa peine, il est accompagné par un cortège de son syndicat, avec bannières et fanfare[856].

Pour contrer les efforts répressifs de la police, le PC et la FNJC mettent en place un certain nombre de mesures. Certaines sont classiques et assez logiques, tel l'usage de noms d'emprunts pour la correspondance[857], ou ce conseil donné aux militants de se débarrasser de leurs tracts ou papillons si ils sont surpris par la police, pour ne risquer qu'une amende et pas des poursuites correctionnelles[858]. D'autres s'appuient sur la décentralisation de l'activité. À l'automne 1926, la XIX[e] Entente des JC décide ainsi de ne plus envoyer de propagandistes dans les cellules, car ceux-ci étaient trop facilement repérés et identifiés par la police du fait de leurs tournées régulières[859]. Au niveau national, la FNJC se livre à la même période dans une circulaire interne à un véritable travail de compilation des erreurs fréquentes dans le travail *anti*. La circulaire en question propose même l'analyse d'un exemple de cas pratique, dans lequel l'arrestation d'un militaire permet la liquidation de tout un réseau de propagande à cause d'une série d'erreurs dans la mise en place du travail clandestin. En même temps que la lecture du livre de Victor Serge dont nous avons déjà parlé (*Les coulisses d'une Sûreté générale*), toute une série de solutions pratiques sont préconisées dans ce document par la JC : la destruction systématique du courrier dès réception ; l'usage dans la correspondance de termes vagues ou ambigus ; le renoncement aux listes et aux carnets au profit de feuilles volantes, plus faciles à faire disparaître en urgence ; le strict compartimentage des différentes cellules de soldats ; ou encore le choix de vêtements discrets et « adaptés au pays dans lequel on se trouve »[860]. Un des problèmes les plus difficiles à régler pour le mouvement communiste concerne bien sûr la sécurité intérieure de ses organisations. Une bonne partie des informations dont dispose la Sûreté lui sont fournies par des agents à l'intérieur du parti ou de la JC, qui transmettent des compte-rendus de réunions clandestines[861] ou des rapports sur la tournée de tel ou tel spécialiste[862]. Il faut le rappeler, une bonne part de nos sources pour ce travail nous vient d'indicateurs de police au sein du mouvement communiste. Peu sensible aux efforts des historiens futurs, la JC est consciente de ce problème et tente de le régler par de multiples moyens. En septembre 1926, un indicateur signale ainsi à la Sûreté que le comité *anti* de la JC de Bordeaux sait qu'il est infiltré par des « mouches » et tente de les identifier[863]. Cette tâche, indispensable à tout travail clandestin, reste pour autant un travail de Sisyphe si l'on en juge par l'abondance de matériel qui nous est livré par les archives de la police sur le travail *anti* jusqu'à la fin de la période qui nous intéresse.

Cas individuels ou bataille admirable : comment juger des résultats du travail *anti* ?

Au début de 1927, un rapport de la Sûreté affirme que lors d'une réunion de la direction de l'IC, le PC a été accusé (à nouveau) de délaisser le travail *anti*. Pierre Semard répond en citant les tirages des journaux spécialisés du parti : 16 000 exemplaires pour *La Caserne et* 4 000 pour *Jean le Gouin*, et en affirmant que ces chiffres prouvent l'investissement du PC dans la lutte révolutionnaire contre l'armée bourgeoise[864]. Quelques mois plus tard, l'IC semble se ranger à cet avis flatteur pour le PC, puisqu'elle le charge d'assurer seul la propagande en direction des troupes d'occupation de l'Entente en Rhénanie[865].

Cette controverse interne à l'IC montre bien la difficulté (qui existe déjà alors) à trouver des critères fiables pour juger du travail antimilitariste *intérieur* sur un plan qualitatif comme quantitatif (pour

ce qui est du travail extérieur, on a déjà pu voir qu'il s'était largement accru dans la période 1924-1926 par rapport aux débuts du parti communiste). Le nombre largement plus conséquent de sources disponibles sur ce sujet peut être interprété comme une preuve du succès de ce travail, mais ce serait oublier, par exemple, qu'en matière de cellules de soldats, ces sources ne comptabilisent en majorité que des échecs, c'est-à-dire des cellules identifiées et démantelées. Pour autant, on peut voir que certaines de ces cellules peuvent survivre quelque temps à la répression – et durent même parfois plusieurs mois. Elles sont de plus presque toujours le fait de plusieurs militants, les actes de propagande ne sont que rarement le fait d'un individu isolé, contrairement donc à ce qu'affirme un rapport de la Sûreté du printemps pour lequel les cellules de militaires ne représentent que des « cas individuels »[866]. On peut noter, en passant, que le même rapport signale comme symptomatique de l'échec du PC dans sa politique *anti*, le fait qu'aucune cellule d'officiers ou de sous-officiers n'a jamais été signalée[867]. Cette « faiblesse » est pourtant assez logique et même en quelque sorte inévitable, si l'on prend en compte la propagande du PC sur ces mêmes officiers et sous-officiers. Le PC ne veut pas organiser les « gueules de vaches », il veut amener les soldats à s'opposer à eux. Un autre rapport moins général et plus détaillé datant de quelques mois plus tard affirme, lui, que la campagne *anti* du printemps et de l'été 1927 a surpris les autorités et a eu un véritable impact sur les périodes de rappel de réservistes. Il signale ainsi quatre incidents « sérieux », dont l'un a même obligé l'autorité militaire à envoyer tous les réservistes d'un régiment dans un autre camp d'entraînement que celui prévu à l'origine pour contenir l'extension d'un mouvement de refus d'obéissance[868]. Ce qui confirme largement les bilans postérieurs de la FNJC qui juge que cette campagne de 1927 sur les réservistes a été une « bataille admirable »[869]. Cet exemple montre la difficulté de faire le tri entre ce qui peut ressortir de la propagande « à usage interne » et de véritables exercices d'autocritique objective dans les documents que le mouvement communiste destine à ses adhérents et cadres. Ces mouvements de contestation de l'autorité militaire ne débouchent jamais sur des actes de véritable mutinerie, mais cela n'est pas étonnant, puisque cela n'est de toute façon pas le but recherché par le PC. Par contre, ces mouvements sont rarement d'ampleur et ne touchent souvent que de petites unités, pelotons ou sections et rarement plus. Les contestations de l'été 1927 marquent en ce sens un maximum de l'activité *anti* intérieur dans notre période, qui retombe d'ailleurs assez vite face aux mesures d'urgences prises par le gouvernement et l'autorité militaire[870].

Loin de chercher à voir si le PC a réussi à « désagréger » l'armée, ce qu'il ne pouvait matériellement pas faire au vu de ses effectifs et de la situation politique générale (et qu'il ne cherchait de toute façon pas à faire alors, puisqu'il s'agissait plutôt d'y préparer le parti pour le moment où la révolution viendrait), l'élément le plus marquant de ces années-là pour évaluer le travail *anti* est sans doute à trouver dans le simple fa*it qu'il a été mené*. Ce constat démontre en effet une évolution assez nette du PC et de ses militants, surtout si l'on se remémore les profondes controverses du début de notre période. Les plaintes émanant de la JC ou de la direction du parti sur des refus de mener le travail sont beaucoup moins fréquentes (même si elles existent toujours) et surtout cette inactivité n'est plus assumée, voire revendiquée, et cesse même parfois lorsqu'arrive un spécialiste ou du matériel supplémentaire. Contrairement à ce qui se passait en 1922 – lorsque les principales motivations au refus de mener le travail *anti* étaient idéologiques ou liées à sa mauvaise organisation par le « centre » – en 1924-1927, c'est la répression (aussi bien par ses effets directs que par la crainte qu'elle inspire) qui semble la principale raison de l'inactivité quand celle-ci existe. L'opposition idéologique organisée au travail *anti* semble avoir quitté le parti en 1923 à la suite de Frossard, tandis que les oppositionnels de 1925-1926 (Rosmer, Loriot, Souvarine) n'y sont

pas hostiles. Au contraire, ils en ont été les promoteurs face aux « pacifistes » et ne le critiquent pas lorsqu'ils passent à l'opposition, même si ils s'attaquent aux excès de la politique « insurrectionnelle » de Treint. Bref, on peut dire que le travail *anti* fait maintenant partie de l'activité militante « normale » du PC, comme part de son travail de préparation insurrectionnelle à égalité avec le travail d'autodéfense. C'est ce rapport entre ces deux ailes de la politique militaire qui va changer dans la période suivante.

Chapitre 10 : La fin des GDA-JGA

À la fin août 1927, un épisode de violence relativement incontrôlée en plein cœur de Paris fait éclater la crise interne qui couvait au sein de l'ARAC et des GDA-JGA. La crise politique que traversent l'IC et le PC, mais aussi l'isolement croissant de ce dernier ou la nouvelle politique « classes contre classes » adoptée depuis peu par l'Internationale sont autant de facteurs qui pèsent sur une organisation déjà affectée par la crise des effectifs que connaît l'ARAC. Après une tentative de reprise en main de l'autodéfense « de front » à travers une nouvelle organisation, c'est la répression qui contraint finalement le PC à réorienter complètement sa politique militaire.

La « manifestation Sacco et Vanzetti » du 23 août 1927

Le 23 août 1927, les deux anarchistes d'origine italienne Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti sont exécutés sur la chaise électrique dans l'État du Massachusetts, malgré une campagne de solidarité internationale. Accusés et condamnés à mort sans preuve après une attaque à main armée en 1919, les deux hommes ont surtout été victimes du climat de répression anti-socialiste et anti-syndical qui règne alors outre-Atlantique.

Face aux révolutions européennes de 1917-1919 et à la vague montante du socialisme qu'ont connue les Etats-Unis avant leur entrée en guerre[I], la classe dirigeante américaine a recours à une répression féroce, envoyant l'armée ou des milices privées contre les grévistes, tandis que des pogroms ciblant les noirs et les syndicats éclatent à l'été et à l'automne 1919[871]. La figure de l'immigré se mêlant à celle du révolutionnaire, les deux anarchistes italiens font figure de coupables parfaits. Leur condamnation, confirmée en 1925 malgré l'aveu de culpabilité d'un criminel déjà condamné à mort (et qui est exécuté le même jour qu'eux), suscite une campagne de protestation organisée par le syndicat *Industrial Workers of the World*. L'Internationale communiste s'y joint assez vite et dès le 19 septembre 1921, *l'Humanité* dénonce « un crime de la justice américaine », initiant une campagne de protestations et de manifestations qui va durer plusieurs années jusqu'à l'exécution des deux hommes.

Alors que celle-ci semble imminente, une première manifestation se tient le dimanche 21 août 1927 au Pré-Saint-Gervais. Moins de 48h après, les deux hommes sont exécutés tandis que *l'Humanité*, imprimée avant que la nouvelle ait traversé l'atlantique, titre: « en cas d'exécution tenez-vous prêts à manifester ce soir à 21 heures sur les boulevards[872] ». Quelques heures après, une édition spéciale donne les détails du rassemblement devant avoir lieu le soir même. Deux cortèges distincts ont été appelés, l'un par la SFIO et les anarchistes, qui doit se rendre des places d'Iena et de l'Alma jusqu'à l'ambassade américaine, et l'autre appelé par les organisations du mouvement communiste (SFIC, SRI, ARAC et CGTU notamment), qui doit commencer par un regroupement sur les grands boulevards. La préfecture de police a prévu une répression d'ampleur, et a mobilisé 3 580 agents de forces de l'ordre, policiers, gardes mobiles à pied et à cheval[873]. Ceux-ci doivent viser les lieux de

I Le candidat socialiste Eugene Debs avait ainsi multiplié ses résultats électoraux par 10 entre 1900 et 1912, passant de 0,6 % à 6 %. Il fut arrêté en 1918 pour son opposition à la guerre et condamné à 10 ans de prison, ce qui le conduisit à mener sa dernière campagne électorale (1920) depuis sa cellule.

rassemblements pour empêcher que les manifestations ne se tiennent, selon la nouvelle tactique initiée depuis la nomination du préfet Chiappe. Face à l'ampleur de la mobilisation, cette stratégie policière est pourtant partiellement mise en échec. La police réussit à briser les rassemblements mais échoue à disperser complètement les manifestants. Le cortège anarcho-socialiste éclate ainsi en une multitude de petits groupes qui affrontent la police à partir de la tombée de la nuit dans les rues du quartier de Chaillot, avant de se regrouper place de l'Etoile (aujourd'hui place Charles-de-Gaulle). De leur côté, les communistes, empêchés de se réunir par les forces de l'ordre, se concentrent en de nombreux petits groupes de manifestants, comme le décrit Albert Treint quelques semaines plus tard :

> La majeure partie de la manifestation a été morcelée par la police en petits paquets infimes qui, formés de travailleurs ne se connaissant pas, se suspectaient les uns les autres et qui, n'étant pas encadrés, ne purent pas se regrouper.[874]

Malgré l'arrestation le matin même d'un de leurs dirigeants, Henri Barbé[875], les JC sont préparés à l'affrontement et se sont dotés de lance-pierres et de billes destinées à gêner les chevaux des gardes mobiles. Ils réussissent assez vite à déborder la police malgré leur éparpillement, avant de se disperser en petit groupes qui prennent rapidement le contrôle de certains quartiers[876]. Un des groupes les plus importants, profitant de la dispersion des forces de l'ordre, entame un trajet ponctué de bagarres jusqu'à Châtelet. Bloqué par la police, il se disperse dans les ruelles avoisinantes. Dans le même temps, d'autres manifestants se rassemblent au pied de la butte avant de traverser Montmartre, considérée comme le quartier de l'amusement bourgeois, « capitale du dollar qui s'amuse » selon le récit de Paul Vaillant-Couturier :

> Et, terrée au fond des boîtes de nuit tandis que la colère populaire déferle, l'internationale de la noce fait la connaissance du vrai Paris, du Paris des fils de la Commune, sur le terrain même où s'élevèrent ses dernières barricades...[877]

Ce deuxième cortège se disperse ensuite près de la gare Saint-Lazare[878]. Durant toute la soirée, des affrontements sporadiques se poursuivent dans plusieurs quartiers de Paris. Le lendemain, tandis que la droite dénonce « l'émeute communiste » et loue la fermeté du nouveau préfet de police Chiappe[879], *l'Humanité* titre « Paris ouvrier, maître du pavé ! Montmartre et le centre en état de siège ! La foule ouvrière en deuil impose silence aux « boites » où l'on s'amuse »[880] et rejette sur la police la responsabilité des affrontements.

Vers le « Front Rouge »

En réalité, loin des titres triomphalistes de *l'Humanité*, lorsque le Bureau Politique aborde la question du bilan de la manifestation, le rapporteur Alfred Costes trace le tableau d'un échec et accable les GDA-JGA de reproches. Il les accuse notamment de s'être montrés « en dessous de leur tâche » en ne « [protégeant] pas les manifestants »[881]. Ce reproche entraîne une réponse d'Henri

Barré, membre du CC de l'ARAC, responsable de la propagande au sein des GDA et proche de Treint. Pour lui, l'échec de la manifestation est de la responsabilité de la direction du parti qui n'a pas mobilisé les GDA et ne les a pas associés à la préparation de la manifestation. En effet, lors de la phase préparatoire de la manifestation, les différentes structures proches du PC (ARAC, FST, etc.) n'ont pas été intégrées à l'organisation de l'autodéfense, les responsables pour le PC se justifiant ensuite en expliquant qu'ils s'attendaient à ce qu'elles s'organisent séparément avant de se joindre au travail du parti, comme l'auraient fait alors les JC :

> COSTES : […] Quant à la faiblesse des GDA, nous l'avons relevée nous-mêmes et constaté la nécessité de constituer un front rouge ouvrier. L'ARAC, ayant été alertée au même titre que toutes les organisations, avait le devoir de faire le maximum dans un laps de temps très court, comme les jeunesses et le Parti. L'avant-veille de la manifestation, nous lui avons demandé : comment allez-vous organiser les GDA ? Mais c'était à eux de donner les mots d'ordres techniques adéquats à cette organisation. Les points de rassemblement étaient fixés, et puisqu'ils connaissaient la technique de notre manifestation, c'était à eux de l'adapter à cette technique.[882]

Comme on peut le noter, Costes en profite pour soulever la question de la faiblesse des GDA et de leur « nécessaire » remplacement par une autre organisation. À travers cette discussion de bilan, c'est en fait le rôle et la fonction première des GDA qui sont remis en cause :

> Si nous pensons que nous entrons dans une période de plus en plus aiguë de lutte et que nous serons appelés à manifester encore dans Paris malgré l'interdiction du gouvernement, nous devons examiner les précautions à prendre. On a pensé que les GDA correspondaient à une période de lutte contre le fascisme. Nous ne devons pas déclarer close cette période, loin de là, mais il s'agit de savoir si nous ne devons pas élargir l'organisation des GDA ou bâtir à côté un organisme de défense de la classe ouvrière.
>
> […] Les camarades ont proposé la constitution réelle du Front Rouge en France. Au Congrès de l'ARAC, cette question est venue, et des camarades de province disaient eux-mêmes que les GDA ne correspondaient plus aux nécessités actuelles de la politique en France.[883]

La direction du PC est poussée dans cette voie par celle de l'IC qui, après le 23 août, s'inquiète des défaillances manifestes du parti français en matière de clandestinité et d'appareil illégal[884]. Le règlement de cette question cruciale au moment où la SFIC est confrontée à une répression accrue se conjugue avec l'évolution de la perception qu'ont la direction de l'IC et ses partisans de la situation politique et des tâches de l'heure. Pour les partisans de la majorité de la direction, la période a changé et les GDA-JGA n'ont pas su s'adapter aux nouvelles conditions de la lutte révolutionnaire. La priorité des organisations d'autodéfense ne doit plus être alors la lutte contre les organisations fascistes dont la menace n'est plus aussi prégnante, mais bien la protection des

manifestations contre les diverses forces d'une société bourgeoise en voie de fascisation. La lutte contre le fascisme en tant que mouvement politique passe ainsi au second plan, comme le montrera quelques mois plus tard, en mai 1928, la suppression de la mention « antifasciste » dans les dénominations des GDA-JGA, même si l'habitude semble être restée de continuer à les désigner sous ce vocable pendant quelque temps[885].

Dans ce contexte, l'ennemi principal devient omniprésent et protéiforme : les Ligues toujours, mais aussi l'État et sa police, voire la SFIO ou la CGT, accusées d'être en voie de « fascisation »[886]. Les structures de Front Unique destinées à grouper les militants et organisations ouvrières, réformistes ou révolutionnaires et les ouvriers sans-parti, comme les GDA, doivent donc laisser la place à des organisations mises sur pied par les seules organisations liées à l'IC (CGTU, JC, FST, etc.). À charge ensuite au parti de les structurer et de les coordonner dans un « Front Rouge », intégrant des sans-parti sympathisants et des réformistes en rupture de ban, et dont la direction a été « décidée par l'Internationale »[887] :

> Les groupements antifascistes, ou du moins tels à leur origine, de l'ARAC, GDA et JGA, ont, malgré les quelques erreurs initiales, convenablement rempli et remplissent encore au mieux leurs obligations. Si des critiques leur peuvent et même leur doivent être faites, si des perfectionnements nombreux sont à attendre, ils ont jeté les premiers une base élargie de l'idée de « self-defense » de la classe ouvrière. Ils auront été une étape, mais une étape qui, aujourd'hui, doit être franchie. C'est vers le développement d'un vaste front rouge ouvrier, synthétisant les diverses formes d'organisations de résistance créées pour briser les tentatives violentes et variées de nos adversaires (fascisme, police, provocateurs, etc., etc.) encadrant dans toutes ses actions de classes les efforts du prolétariat que nous devons sans tarder orienter notre travail. Certes, il convient de perfectionner et GDA et JGA, mais il faut comprendre que ceux-ci ne sauraient plus constituer aujourd'hui qu'une forme spéciale de ses organismes de lutte. L'idéal en la matière, consisterait à créer des milices ouvrières adaptées aux diverses formes de l'action ouvrière.[888]

Ce projet, qui reprend par sa forme certaines des idées avancées à la fin de 1924 - lorsque la question de la professionnalisation de l'autodéfense avait commencé à être posée -, doit aussi permettre de « poser la question de l'armement du prolétariat »[889].

Les GDA de leur côté essayent de passer outre ces menaces sur leur existence et tentent de se réorganiser pour parer aux critiques sur leur efficacité. Le défilé de l'*American Légion*[I] organisé à Paris le 19 septembre pour commémorer le 10e anniversaire de l'entrée en guerre des États-Unis leur en donne l'occasion. Alors que le comité d'action appelle à la mobilisation contre les « légionnaires fascistes américains, assassins de Sacco et Vanzetti »[890], la direction nationale des GDA-JGA, en la personne d'Henri Barré et de l'ancien officier Albert Poulain, expose son projet à une réunion d'information des GDA-JGA, regroupant le 16 septembre 120 GDA et 195 jeunes

I L'*American Legion* est une organisation d'anciens combattants américains créée en 1918. Nationaliste et conservatrice, elle joua un rôle de premier plan dans la répression du mouvement syndical et ouvrier des années 1920. Ce sont, par exemple, certains de ses membres qui lynchèrent le syndicaliste Wesley Everett en novembre 1919.

gardes[I]. Il s'agit notamment de faire encadrer et « discipliner » l'ensemble du cortège par les GDA-JGA. Chacun des cinq groupes formant la manifestation doit être placé sous l'autorité d'un triumvirat composé d'un chef de secteur GDA, « assisté » d'un délégué du PC et d'un délégué de la CGTU.[891] En bref, il s'agit de faire ce qui n'a pas été fait en amont du 23 août, de mobiliser largement les GDA-JGA et d'assurer la coopération entre les organisations participantes.

Fruit peut-être d'une préparation trop courte (3 jours à peine) autant que de la crise interne qui commence à toucher l'organisation, le résultat est peu probant. Beaucoup de militants ne répondent pas à l'appel, des affrontements ont quand même lieu après la manifestation et la discipline comme la communication entre les groupes sont jugées insuffisantes. Les solutions envisagées ensuite par la direction nationale des GDA-JGA sont diamétralement opposées à celle adoptée par le PC, qui plaide pour un élargissement de l'autodéfense et sa reprise en main par le parti, là où les GDA semblent partisans d'une spécialisation. Il est ainsi proposé de créer des « équipes spéciales » chargées du combat plus que de l'encadrement des manifestations, devant « répondre coup pour coup » aux attaques fascistes ou de la police[892]. Bref, il s'agirait de concentrer encore plus les troupes de choc et de les séparer de l'autodéfense, en créant des structures de combat placées sous le contrôle de l'ARAC et non plus du parti. C'est la position du parti, diamétralement opposée, qui l'emporte finalement ce qui signe la fin des GDA-JGA tels qu'ils existaient jusqu'alors.

La crise politique au sein du PC et de l'ARAC

Si l'échec de la manifestation Sacco et Vanzetti pèse lourdement dans la nouvelle orientation sur l'autodéfense, il n'explique pas tout et semble surtout avoir servi de prétexte à l'éclatement d'une crise qui couvait depuis de nombreux mois. Le mouvement communiste international est en effet traversé par une crise quasi-ouverte depuis 1926 et le passage de Zinoviev et de ses partisans à l'opposition. Après la rupture de la Troïka par Staline en 1925, Kamenev et Zinoviev se sont rapprochés de Trotski et de l'opposition de gauche pour fonder « l'opposition unifiée ». Celle-ci dispose de bastions locaux importants, notamment à Leningrad, et est assez influente dans la Jeunesse communiste et dans les structures du parti au sein de l'Armée rouge[893]. Elle a adopté comme chevaux de bataille les questions de la lutte contre l'élargissement de la NEP, de l'industrialisation du pays, de la défense de la révolution mondiale, de la lutte contre la bureaucratisation du parti et du régime, et enfin de l'opposition à la stratégie défendue par Boukharine et Staline, qui privilégient « le socialisme dans un seul pays » construit sur la base de l'alliance avec la paysannerie riche et de l'appui international à des bourgeoisies « progressistes ». Trotski et Zinoviev, démis de ses fonctions à la tête de l'IC en 1926, ont quand même conservé des partisans dans les PC étrangers, par exemple en Belgique[894]. En France, l'opposition interne au PC se limite en pratique aux seuls zinovievistes, menés par Suzanne Girault et Albert Treint, les partisans français de l'opposition de gauche et de Trotski (Souvarine, Rosmer, Loriot, etc.) ayant été exclus les uns après les autres sous la direction de Treint lui-même en 1924-1925.

I Des chiffres intéressants à deux titres, premièrement parce qu'ils montrent la part importante prise par les JGA dans les Groupes de Défense de la région parisienne, et deuxièmement, parce qu'ils montrent que même si l'organisation a perdu une partie de ses membres, elle garde alors encore une base solide. Presque 200 jeunes gardes mobilisés pour une réunion interne d'information, c'est presque autant que les 250 qui participaient à une sortie champêtre, activité ô combien plus attirante, en avril 1927.

La question chinoise concentre en 1927 toutes les oppositions dans l'IC[895]. Celle-ci tente de cacher les fractures importantes qui couvent au sein du Parti Nationaliste Chinois (ou Guomindang – GMD) auquel est intégré le PC Chinois, et l'a même accepté au sein de l'Internationale. Mais en 1927, la crise chinoise de l'IC atteint son paroxysme lorsque la droite du GMD, dirigée par Jiang Jieshi, brise l'alliance avec les communistes, et les massacre par milliers à Shanghai, puis à Canton. Pour la direction de l'IC, cet échec est d'autant plus dangereux que les dirigeants de la fraction stalinienne se sont souvent personnellement engagés pour défendre le loyalisme de Jiang[I]. L'offensive contre l'opposition redouble, Zinoviev et Trotski, déjà exclus du BP du PCUS en juillet et octobre 1926, sont exclus du parti en novembre 1927. Parallèlement à cette purge, la direction se divise : le « centre », incarné par Staline, rompt avec la « droite » de Boukharine, et initie un tournant « à gauche », motivé par la crainte de l'encerclement de l'URSS couplée à celle d'un soulèvement de la paysannerie riche, alors que la crise provoquée par l'approfondissement de la NEP menace l'approvisionnement des villes. La défense de l'URSS menacée devient une priorité, et les PC sont appelés à se lancer dans la lutte immédiate contre tous ses ennemis, groupés sous l'épithète « fascistes », qu'il s'agisse des conservateurs anglais, des radicaux français ou des socialistes réformistes, qui appuient les projets militaires et approuveraient donc l'offensive militaire contre l'URSS[896].

Cette nouvelle orientation, souvent désignée par le mot d'ordre « Classe contre classe » ou « Troisième période »[II], s'impose donc à tous les PC occidentaux, au nom d'une supposée radicalisation croissante de la classe ouvrière et de la fascisation de la société, dont la répression accrue contre les communistes est censée être un symptôme. Elle suppose aussi une rupture immédiate avec les autres organisations du mouvement ouvrier, en complète opposition avec la politique de « front unique » adoptée en 1921 par l'IC. Les socialistes et les sociaux-démocrates deviennent pour le PC l'aile gauche d'une bourgeoisie fascisée – et donc eux-mêmes des fascistes, ou à tout le moins des « sociaux-fascistes ». Sur le plan électoral, cela suppose l'abandon de la politique du traditionnel report des voix sur le candidat ouvrier le mieux placé au second tour, qui vient justement d'être adopté pour les élections législatives d'avril 1928. Alors que le PC vient tout juste de proposer un accord de ce type à la SFIO, l'exécutif de l'IC condamne l'initiative et le CC du parti finit par s'exécuter[897]. Pour l'autodéfense, cela doit signifier l'abandon des structures larges, ouvertes aux « socialistes, anarchistes et sans-parti » comme l'étaient les GDA, et leur remplacement par des structures directement subordonnées au parti et devant lui permettre de grouper sous son autorité la partie la plus radicalisée de la classe ouvrière. Des luttes féroces se profilant à l'horizon, il devient nécessaire que le parti et toutes ses structures s'y préparent sérieusement, alors que l'IC considère que le parti français n'a « jamais vu le feu », comme le déclare Boukharine au plénum de l'exécutif de l'IC en février 1928[898].

Ce tournant politique est adopté par la SFIC en novembre 1927 lors d'une session du comité central, qui se tient du 8 au 10 novembre dans des circonstances particulières, puisqu'elle est organisée de

I Doriot fait ainsi le voyage de Canton en mars 1927 pour soutenir la révolution chinoise, « partie de la grande révolution mondiale » (« Canton révolutionnaire acclame les délégués du prolétariat mondial », *L'Humanité*, 2 mars 1927, p.1.). Le 9 mars, soit à peine un mois avant le massacre de Shanghai et alors que Jiang Jieshi a déjà entamé sa scission, *l'Humanité* titre encore : « Aucune division ne menace le Kuomintang ». Le 12 avril 1927, alors même que Jiang fait arrêter et exécuter les communistes de Shanghaï, un article de Pierre Semard paru dans *l'Humanité* affirme que le Kuomintang reste assez fort pour « surmonter les difficultés » causées par ses « divergences » internes (Pierre Semard, « Ce que signifient les divergences au sein du Kuomintang », *l'Humanité*, 12 avril 1927, pp.1-2).

II Ainsi nommée car elle fait suite à la première période d'offensive révolutionnaire et de constitution de l'Internationale (1919-1921) et à la seconde, de stabilisation du capitalisme et de « Front unique » (1921-1928).

façon à ce qu'aucun oppositionnel ne puisse y assister. Ni Treint ni aucun de ses partisans ne peuvent donc voter contre la ligne « Classe contre classe », qui annonce la politique des années à venir[899]. Pour la direction de la SFIC (comme pour celle de l'IC), la crainte est alors réelle de l'éclosion d'une opposition unifiée en France, qui regrouperait les partisans de Treint, toujours membres du parti, et les exclus de 1924-1925, qui sont parfois restés adhérents des organisations proches du PC, et notamment de la CGTU et de l'ARAC.

Pour la direction du Parti, cette dernière structure semble alors être un vivier d'oppositionnels en tous genres, « anarchisants, trotskistes et exclus de toutes catégories » comme le dira Jacques Duclos deux ans plus tard[900]. Une impression renforcée par les rumeurs de scissions qui circulent alors dans l'organisation. Fin novembre 1927, Bouthonnier rapporte ainsi au Bureau politique que l'oppositionnel Marcel Roy a déclaré vouloir « fonder un nouveau parti » en « s'appuyant sur l'ARAC » tandis qu'un autre oppositionnel, Henri Barré, utiliserait ses fonctions de délégué à la propagande au CC de l'ARAC pour faire du mauvais travail[901], c'est-à-dire de la propagande en faveur de l'opposition[I]. On comprend mieux alors les difficultés de communication entre l'ARAC (et les GDA-JGA) et le PC, qui jouent un si grand rôle dans la désorganisation du service d'ordre de la manifestation du 23 août 1927. Ce d'autant plus que ces conflits de fractions au sein des GDA se doublent de conflits de personnes et que des accusations de « favoritisme » déchirent une direction parisienne déjà affaiblie[902]. La décision de créer le Front rouge, qui implique assez logiquement de retirer le contrôle de l'appareil d'autodéfense à l'ARAC, apparaît dans ce contexte à la fois comme un moyen d'affaiblir l'opposition, en lui retirant les organisations qu'elle contrôle ou dans lesquelles elle est influente, mais aussi de reprendre en main un appareil d'autodéfense devenu trop vacillant politiquement, et donc moins fiable.

Une question s'impose alors, celle de la façon dont le PC réussit à reprendre la main sur l'ARAC, si la situation est alors si critique. Deux facteurs entrent à notre sens en ligne de compte. D'une part, la fidélité de la majorité de l'équipe dirigeante de l'ARAC, et notamment de Desphilippons, de Barbusse et surtout des frères Duclos[903], permet au PC de s'appuyer sur la direction de l'organisation pour en exclure les oppositionnels et ramener au pas les structures les plus touchées par la contestation, sans arriver à l'éteindre complètement comme on le verra ensuite. D'autre part, le rôle prépondérant des JC dans les JGA. Ceux-ci pèsent déjà près d'un tiers des effectifs en avril 1927 et, comme on l'a vu plus haut, semblent avoir été moins touchés par la fonte des effectifs que leurs aînés des GDA[904]. Les JC, bolchevisées dès 1924, restent ensuite sous le contrôle strict de la fraction dirigeante de la SFIC, notamment grâce à l'intermédiaire de leur ancien dirigeant Doriot. En novembre 1927, la majorité des combattants penchent donc, via les JGA, pour la direction du parti, alors que les oppositionnels malgré leurs positions dans la direction n'ont pas de troupes organisées. La réorientation de l'autodéfense peut donc s'opérer sans rencontrer de résistance organisée.

La création du Front Rouge

I Il est à noter que si Marcel Roy est proche de l'opposition « de 1925 » (et a notamment signé avec Fernand Loriot et d'autres « l'Appel des 250 » qui condamne la bolchevisation et la direction Treint-Girault), Henri Barré est lui un proche de Treint, qu'il suivra après son exclusion au sein du groupe de l'*Unité Léniniste* puis du *Redressement communiste*. La crainte d'une alliance entre oppositionnels, malgré les réticences des exclus de 1924-1925 à s'allier avec leurs anciens persécuteurs, semble n'avoir pas été dénuée de tout fondement.

Un premier « programme de recrutement » ainsi qu'un « projet de réorganisation » de l'ARAC ont été confiés à Desphilippons en octobre-novembre 1927, après la vague de répression ayant suivi la manifestation du 23 août et l'éviction de l'ARAC des « États Généraux de la France Meurtrie »[905]. À ce moment-là, les GDA-JGA sont encore chargés d'assurer le service d'ordre des cortèges communistes lors de manifestations unitaires, telle celle du 9 octobre 1927 en hommage à Sacco et Vanzetti, à laquelle le PC adjoint le mot d'ordre de la solidarité avec l'URSS menacée[906]. La création de la nouvelle structure qui doit émerger dès la fin de 1927 n'est confiée qu'au début décembre par le Bureau politique à Georges Beaugrand[907]. Cet ancien combattant, après avoir participé comme prisonnier libéré à la révolution allemande de 1918, est chargé dès 1924 de l'organisation du service d'ordre du PC en région parisienne et commande personnellement celui qui ouvre le feu le 11 janvier 1924 à la Grange-aux-Belles[908]. Pour la direction, il s'agit donc d'un militant de confiance, éprouvé dans l'action. Cette réorganisation ne va pas sans susciter des résistances à la base des GDA-JGA[909], dont la majorité s'oppose ainsi sans succès à la désignation de Beaugrand par l'exécutif national comme délégué du Front Rouge au congrès du *Rote Frontkampferbund* en mars 1928.[910] Ce simple épisode donne la mesure de l'opposition à la refonte de l'autodéfense, comme de l'ampleur de la tâche qui attend ses artisans.

La mission qui est confiée à Beaugrand, la réorganisation des « groupements de défense ouvriers »[911], est en fait double. Il lui faut, d'une part, séparer l'ARAC de l'appareil d'autodéfense et, d'autre part, créer un organisme, le Front rouge, chargé de structurer au niveau national toutes les forces d'autodéfense dont peut disposer le parti, à l'exception de son service d'ordre intérieur qui doit rester indépendant même si ses militants doivent intégrer individuellement le Front Rouge. La rupture du lien entre ARAC et autodéfense, s'explique comme on l'a vu avant tout par des raisons politiques internes au PC, même si certains dirigeants communistes pensent aussi que cela permettrait de concentrer l'ARAC sur sa mission première de défense des intérêts des anciens combattants. Cette rupture, effective en juin 1928[912], marque aussi une césure symbolique avec l'idée d'intégrer massivement la « génération de guerre » aux troupes du PC. Si les anciens combattants restent nombreux parmi les cadres et les dirigeants, il semble bien que les Jeunesses deviennent alors l'élément presque exclusif de l'autodéfense, au fur et à mesure que les militants les plus âgés désertent le Front Rouge. La préfecture de police ne signale ainsi quasiment plus d'activité des GDA « adultes » pour la première moitié de 1928, mais uniquement des Jeunes Gardes[913].

Le terme « Front rouge », qui fait référence au premier modèle des GDA-JGA, le fameux *Roter Frontkämpferbund* allemand, n'est alors pas nouveau et a été abondamment utilisé pour décrire l'objectif fixé : la création d'une autodéfense de masse, « arme de défense qui s'opposera aux légions criminelles armées par le capitalisme, […] vaste et puissant front rouge »[914], mais il a toujours été conçu au futur, devant résulter du ralliement de la majorité, ou au moins d'une partie notable, de la classe à la nécessité de l'armement du prolétariat. Le projet de Beaugrand et Desphilippons entend faire l'économie de cette étape et faire émerger à court terme une sorte de « cartel » de l'autodéfense communiste. Celui-ci grouperait les militants du service d'ordre interne du parti, qui auraient à y assurer une sorte de rôle dirigeant, et les autres services d'ordre des organisations proches du PC, les GDA-JGA et le service d'ordre de la CGTU, par exemple. Le Front rouge doit aussi prendre en charge la formation technique et militaire des cadres des différentes forces d'autodéfense. C'est Desphilippons qui supervise la mise en place de cet aspect de la création du Front rouge[915], concrétisé en mars 1928 par l'annonce de la création d'une « commission d'étude technique et de stratégie militaire » du Front rouge. Son but est de « préparer et organiser les exercices de cadres des GDA, JGA et MR » et de réunir la « documentation nécessaire » au travail de l'état-major de

l'autodéfense, et notamment des « cartes et plans d'état-major de la région parisienne »[916]. Les GDA-JGA ne sont donc théoriquement plus qu'une organisation parmi d'autres au sein de cette nébuleuse[917]. En pratique, leur caractère spécialisé et le fait qu'elles restent globalement les seules organisations à rejoindre le Front rouge font que les deux organisations se superposent assez largement. Le « Front rouge » apparaît très vite n'être en fait qu'un nouvel habillage des anciens GDA-JGA, sans que cela ne fasse quoi que ce soit pour enrayer la fonte des effectifs entamée après l'été 1927.

Le Front rouge en action, continuité et ruptures

Le nouveau Front rouge poursuit en effet les pratiques qui ont été celles des GDA-JGA : sorties champêtres comme à Saint-Leu-la-Forêt en mai 1928 ou à Valenton en juin de la même année, avec à chaque fois « exercices physiques », « entraînement » et défilés public[918] ; soirée dansante, encore dans la petite commune communiste de Valenton le 14 juillet 1928, précédée à nouveau « d'exercices physiques »[919] ; ou encore fête publique de propagande à la Grange-aux-Belles le 12 février pour commémorer les 10 ans de l'Armée rouge[920]. Petite différence, qui était déjà visible à l'automne 1927, les convocations publiques pour les sorties champêtres et les événements internes disparaissent de *l'Humanité*. La mobilisation ne se fait plus que par voie hiérarchique, marquant l'atténuation du caractère public de l'organisation. Ce n'est pas toujours le cas par contre lorsque les GDA-JGA assurent le service d'ordre de certaines manifestations. Ces activités, raison d'être même de l'organisation, continuent d'être assurés sans changements notables durant l'hiver et le début du printemps 1928. Le 25 mars, une soixantaine de GDA-JGA assurent ainsi le service d'ordre d'une course de vélo, le « circuit de la région parisienne » organisé par la FST. Le même jour plusieurs dizaines d'autres, en uniforme et sous la supervision d'Armand Latour, doivent assurer au Cirque d'hiver la protection d'une « assemblée populaire » contre la répression[921].

La nouveauté se manifeste en fait surtout dans les intentions de la direction du parti, qui s'oriente alors vers un « premier mai de combat », et plus largement vers une confrontation de plus en plus dure avec la police de « Benito Chiappe »[922]. Cette « activation » se retrouve alors dans l'ensemble de l'Internationale suite à l'adoption de la ligne classe contre classe et s'accompagne d'une insistance sur le rôle de l'autodéfense. Exemple de cette campagne générale, la tentative de créer des « milices syndicales ». Pour la préparation du 1er mai, décrit à l'avance comme un « premier mai de lutte », la direction du parti remet à l'ordre du jour cette idée déjà maintes fois avancée, jusque-là sans résultats. Dans une circulaire envoyée aux différentes structures du parti et notamment aux fractions communistes dans les syndicats, le PC appelle donc début mars à « poser partout devant le prolétariat la question de la formation des organisations de défense », qui doit être la priorité de la préparation syndicale du 1er mai. Celles-ci doivent se calquer sur l'organisation du syndicat lui-même pour faciliter leur développement, et grouper « les camarades disposés à accepter déjà une certaine discipline [pour] protéger le syndicat dans toutes ses manifestations d'activité et lui assurer la liberté d'action dans l'usine et autour de l'usine »[923]. Le but est donc de recruter largement pour l'autodéfense au sein des syndicats, suite à une campagne de propagande à ce sujet des membres du parti dans la CGTU. Les convaincus doivent ensuite été regroupés et encadrés par des membres des GDA-JGA, chargés par le parti d'assurer leur « éducation d'organisation technique militaire »[924]. La première conférence nationale du Front rouge, fixée après plusieurs reports au 5 mai, doit ensuite

concrétiser ce travail de construction de l'autodéfense syndicale et « tracer […] la ligne de conduite » de l'organisation, ainsi que les tâches organisationnelles[925]. En pratique, il s'agit surtout de donner de la consistance au Front rouge qui, loin de sa conception originelle d'un regroupement de structures d'autodéfense autonomes, ne groupe alors en réalité que les restes des GDA-JGA anciennement subordonnés à l'ARAC. Cet appel à la création de milices syndicales, comme réponse à « l'offensive de la bourgeoisie contre le niveau de vie de la classe ouvrière », se retrouve aussi dans le Bulletin hebdomadaire de la presse envoyé aux propagandistes du parti[926]. Malgré ces efforts, les milices syndicales restent comme lors des tentatives précédentes sur le papier des résolutions.

Le 1er mai est finalement assez calme de l'aveu de la plupart des journaux. Il faut dire que la mobilisation de la police a été d'envergure : des milliers d'agents, des auto-blindées et même un avion, chargé de repérer d'éventuels groupes d'émeutiers. Tout a été prévu pour éviter une répétition du 23 août[927]. Quelques jours plus tard, la conférence nationale du Front rouge, bien qu'elle ait été annoncée dans *l'Humanité*[928], ne fait même pas l'objet d'un article après qu'elle se soit tenue. Plus largement, c'est l'ensemble de l'activité de l'autodéfense communiste au premier semestre 1928 qui semble relever d'un bluff gigantesque. L'application verbale de la ligne « classe contre classe » se heurte au désintérêt des masses, qui sont alors bien loin de la radicalisation révolutionnaire décrite par la presse communiste, et à la fonte du nombre d'adhérents de l'autodéfense

La chute des effectifs, déjà sensible à l'automne 1927 lorsque la police affirme que la moitié des effectifs étaient partis en trois mois[929], se poursuit manifestement au premier semestre 1928. Alors que la préfecture estimait les membres des seuls GDA-JGA en région parisienne à près de 1350 en avril 1927, ses services ne chiffrent qu'à 300 combattants les effectifs du nouveau Front rouge à Paris un an plus tard[930]. Lors de la course cycliste du 25 mars, c'est la direction du parti elle-même qui demande ainsi à Armand Latour de réduire le nombre de Jeunes Gardes mobilisés pour des « raisons d'économie »[931]. Cette hémorragie militante est perceptible même à travers les activités publiques. En comparant les effectifs mobilisés lors des sorties champêtres, on constate une baisse régulière des effectifs, dont se désespèrent les dirigeants eux-mêmes. 160 Jeunes Gardes se réunissent en mai 1928, soit à peine la moitié de l'effectif total estimé par la préfecture et une centaine de moins que l'année précédente. Un mois plus tard, une sortie champêtre de Valenton ne mobilise plus que 120 participants, bien qu'elle se soit tenue un dimanche[932].

Cette fonte des effectifs fait suite aussi à celle qui touche certaines fédérations de l'ARAC en 1926-27, après que l'association a concrétisé son alignement sur le PC et s’est ouvertement opposé à la guerre du Rif. Dans la Fédération du Rhône, c'est dès l'automne 1927 que les cadres locaux font ce constat du départ de nombreux adhérents qui ne saurait donc s'expliquer par la seule crise politique interne au PC[933]. Pour autant cette hémorragie n'a pas empêché les GDA-JGA de croître durant la même période. Au début de 1928, c'est l'autodéfense qui est touchée à son tour. Cela s'explique sans doute par la conjonction de plusieurs facteurs, dont le plus important est la poursuite de la crise politique profonde dans l'organisation. L'opposition interne à la nouvelle direction, particulièrement marquée durant l'hiver[934], débouche sans doute sur de nombreux départs lorsqu'il devient clair dans les premiers mois de 1928 que la nouvelle orientation ne sera pas révisée. La suspicion jetée sur l'ARAC et les GDA-JGA doit encore accentuer cette vague de départs, alors même que le renforcement de la répression policière pousse vers la sortie les militants les plus hésitants. Cette baisse graduelle des effectifs correspond d'ailleurs à celle qui frappe le PC. Après une stagnation et un début de recul entre 1924 et 1928 (période durant laquelle le PC passe de 57 000 à 52 000

adhérents), la fin de 1928 et surtout l'année 1929 correspondent à un effondrement numérique du parti qui ne place plus que 38 000 cartes[935]. De ce point de vue, la crise numérique de l'autodéfense semble précéder celle du parti.

Août 1928, la fin du Front rouge

Après plusieurs mois d'un déclin initié dès sa création, le Front rouge disparaît finalement sous le coup de la répression policière au début du mois d'août 1928. C'est à l'occasion de la semaine antimilitariste que la police du préfet Chiappe frappe et paralyse l'appareil d'autodéfense du PC. Depuis la fin de la guerre mondiale, la première semaine d'août, anniversaire de l'entrée en guerre en 1914, est devenue une occasion régulière de campagnes de propagande antimilitariste. En 1928, cette campagne est d'autant plus urgente que la crainte d'une offensive impérialiste contre l'URSS s'accentue largement après la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne et les nombreux actes d'hostilités du nouveau gouvernement nationaliste chinois de Jiang Jieshi.

Durant cette semaine du 29 juillet au 5 août, plusieurs meetings ont donc été planifiés, notamment dans différentes villes de banlieue parisienne les 2 et 3 août[936]. Un meeting central au Cirque de Paris le 4 août doit précéder une « fête antimilitariste » le lendemain à Garches. Celle-ci est rapidement interdite par la préfecture de police et remplacée par des rassemblements dans des salles municipales à Ivry, qui sont interdits à leur tour. Face à ces interdictions en cascade, le PC décide de relever le gant et de maintenir ce rassemblement malgré l'interdiction, trouvant là une bonne occasion de « conquérir la rue », malgré la répression[937].

Comme le PC s'y attendait, la police frappe donc, mais elle n'attaque pas le 5 à Ivry, mais dès le 4 août au soir au Cirque de Paris. Ce meeting, assez réussi, rassemble autour 3.500 personnes et est en train de s'achever lorsque la police pénètre dans le bâtiment pour arrêter tous les GDA-JGA présents sur place et qui ont assuré le service d'ordre[938]. Les arrestations sont d'autant plus faciles que les militants identifiables par leur uniforme ne sont pas munis de leur canne de défense et que toutes ces informations ont été publiées le matin même dans *l'Humanité*[939]. Près de 150 GDA et Jeunes gardes sont ainsi arrêtés et maintenus en détention pendant près de 24 heures. Dans le même temps, Vaillant-Couturier, qui doit prendre la parole à Ivry, est lui aussi arrêté près des locaux de *l'Humanité* pour « outrage à agent »[940]. Ces arrestations décapitent le service d'autodéfense du PC, alors même que celui-ci compte sur les GDA/JGA pour occuper et maintenir ouvertes les salles municipales d'Ivry, ainsi que pour servir de liaison entre la direction et les manifestants. Les arrestations de la veille ont apparemment désorganisé complètement les GDA/JGA, dont les militants qui ont échappé à l'arrestation n'arrivent à Ivry que dans l'après-midi[941]. La police, débarquée en masse dès le matin, a donc pu occuper presque sans résistance les salles municipales et les bâtiments publics prévus pour les meetings. Après quelques échauffourées, 1 399 arrestations sont encore opérées dont un adjoint au maire de la ville[942]. L'ensemble de l'opération s'achève en désastre pour le PC et finit de démontrer l'inadéquation des GDA-JGA, hérités de la période précédente, à la nouvelle phase dans laquelle le PC vient de s'engager. Un nouveau processus de réorganisation va donc s'opérer pour mettre l'autodéfense en accord avec la nouvelle stratégie, marquée par la primauté de la « défense de l'URSS » et donc un retour au premier plan de la politique « anti ».

Les raisons d'un échec global : des GDA-JGA au Front rouge

Cette période de deux ans, du printemps 1926 à l'été 1928, représente une phase atypique dans la politique militaire du PC dans l'entre-deux-guerres. Alors que l'autodéfense est sur le reste de la période un élément relativement secondaire vis-à-vis de la politique anti, les GDA-JGA puis le Front Rouge tentent de les faire passer au premier plan, et même de les utiliser comme un outil de propagande, voire un argument de recrutement. Face à l'échec manifeste de cette politique, abandonnée dans le courant de l'automne 1928, il convient de s'interroger sur ses causes.

Comme l'a bien remarqué David François, le retour aux affaires de Poincaré en juillet 1926 qui contrecarre le développement des Ligues, prive ainsi les GDA d'une de leurs justifications premières, en rendant moins immédiate la menace d'un « coup fasciste »[943]. Pour autant, force est de constater que leur recrutement n'est alors pas interrompu. Les effectifs continuent nettement à augmenter à Paris et surtout en province, où la plus grande part du travail de construction des GDA-JGA s'opère durant l'automne et l'hiver 1926-27. La question du fascisme, loin de perdre de son acuité pour une partie des sympathisants du PC, reste d'actualité, ne serait-ce qu'à travers l'exemple italien. Autre explication avancée notamment par David François pour expliquer l'échec des GDA, l'opposition ou les réticences de la majorité du parti à la forme d'organisation paramilitaire qu'ils représentent. L'antimilitarisme du PC aurait ainsi dressé ses membres contre cette tentative de constitution d'une armée rouge française :

> Mais ce modèle militaire de militantisme, s'il est rejeté par l'ensemble de la gauche non-communiste, l'est également par la majorité des militants et sympathisants communistes. [...] Pour désarmer les réticents devant l'aspect trop militariste des GDA, Jacques Duclos affirme que les groupes ne cherchent pas « des héros comme pendant la guerre, mais des hommes capables d'affirmer qu'ils veulent être respectés ». Mais le refus du militarisme est plus puissant et s'accompagne également du rejet de la discipline de type militaire recherchée au sein des GDA. L'antimilitarisme vivace des militants se concentre donc sur deux symboles du militarisme honnis, l'uniforme et la discipline pour condamner des organisations qui ne sont qu'une « mascarade […] d'anciens combattants vêtus de tenues ridicules ». La masse communiste refuse d'intégrer des groupes qui semblent, en revanche, attirer une minorité sensible aux formes nouvelles de militantisme qu'ils représentent et qui perpétuent l'activisme des anciens groupes de combats.[944]

Il faut pourtant admettre que les chiffres des adhérents (qui sont relevés par David François) semblent contredire cette thèse. Même si les 3 000 GDA et les 1 200 JGA pèsent peu par rapport aux effectifs du RFB allemand, ils représentent quand même respectivement près de 6 % des effectifs du parti et 12 % de ceux de la FNJC, ce qui n'est pas rien. Surtout, il n'apparaît pas dans nos sources que cette opposition supposée au paramilitarisme communiste dépasse largement la question emblématique de l'uniforme. Nourries par des facteurs très différents (allant de l'opposition à la militarisation à des considérations financières), les réticences à son sujet se

maintiennent sur la durée, allant presque jusqu'à imposer son abandon au niveau national à l'été 1927, mais elles ne s'étendent pas à une opposition au principe même des GDA. Ceux-ci (et plus particulièrement les Jeunes Gardes) sont contraire assez bien accueillis dans les meetings communistes (un rapport de police parle même d'un auditoire « électrisé » lors de leur première apparition publique au Havre en novembre 1926[945]). De plus, après sa création à Paris où les effectifs restent globalement constants durant l'année 1926-27, l'organisation connaît une réelle phase de croissance à l'échelle nationale. Des sections apparaissent et se développent dans de nombreuses villes, toujours sur la base des structures locales du PC, de la JC ou de la CGTU mais en s'élargissant parfois en de rares occasions à d'autres organisations. Contrairement à celle de l'ARAC (qui suit la guerre du Rif), la crise des effectifs des GDA semble en fait apparaître à Paris durant l'été et l'automne 1927, à un moment où la crise politique du PC s'aggrave du fait de la crise dans le PCUS, de l'échec de la révolution chinoise, et des problèmes d'effectifs du PC. Même si il ne faut pas confondre corrélation et causalité, la correspondance est d'autant plus troublante que sont mêlés à cette crise des dirigeants de premier plan de l'ARAC et des GDA, tel Henri Barré, et que lors d'un BP du parti, des dirigeants mentionnent explicitement le risque d'une scission de l'ARAC.

Pour nous, loin d'être l'histoire d'un échec annoncé et inévitable, les GDA et leur fin sont l'expression de la contradiction entre une politique mise en place à l'époque du « front unique » et le changement brutal amorcé par l'IC dans le courant de 1927. La création des GDA correspond en un certain sens aux besoins du moment, alors que le PC cherche un moyen de matérialiser ses appels au front unique. La recrudescence de l'activité des ligues fascistes ou fascisantes lui en donne le moyen alors que la crise du cartel débouche sur des tensions au sein de la SFIO et du PRRS. De ce point de vue, les adhésions individuelles de quelques membres des JLR, mais aussi de la CGT ou de la SFIO, comme les meetings communs organisés sous la protection de GDA avec la SFIO ou le PRRS, montrent qu'un réel potentiel existe alors.

Le problème majeur vient de l'hostilité grandissante de la direction de l'IC à la perspective même d'un front unique à partir de l'été 1927. La SFIO devenue social-fasciste, comment envisager organiser la lutte antifasciste à ses côtés ? Autre problème, avec « Classe contre classe », l'isolement du parti et l'aggravation de la répression, c'est dans un environnement radicalement différent que se retrouvent les membres des GDA-JGA, structure relativement publique et ouverte, conçue dans un but de Front unique ouvrier de l'autodéfense. L'isolement croissant du PC, comme sa crise interne, facilite l'isolement des GDA-JGA et le délitement général de l'autodéfense. Au point, comme on l'a vu, que structures internes des JC et du PC d'une part et des GDA-JGA de l'autre se boycottent mutuellement lors de la préparation de la manifestation Sacco et Vanzetti en août 1927. Tout cela aboutit à une organisation déconnectée de la réalité militante de la classe ouvrière, isolée du fait même de sa crise interne et donc d'autant plus vulnérable à la répression. C'est ce constat que trace quelques années après, un dirigeant communiste lorsque la question de l'autodéfense revient au premier plan et que les GDA sont soumis à plusieurs essais de bilan critique :

> La faute de ce mouvement, c'est que celui-ci n'était aucunement lié aux masses des ouvriers et des paysans et lorsque la police a jugé le moment opportun pour le liquider, il a disparu sans que les masses ne réagissent. Le but du mouvement, qui était l'encadrement des masses contre la police et des fascistes, ne fut pas réalisé.[946]

Le diagnostic nous semble correct dans l'ensemble, à ceci près qu'il oublie de mentionner le rôle de la politique du PC dans cet isolement du mouvement, annonciateur de la crise du PC dans les années « Classe contre classe ».

DE LA « TROISIÈME PÉRIODE » AU FRONT POPULAIRE (1928-1939)

Chapitre 11: la « troisième Période » de l'autodéfense : Manifestations clandestines et défense de l'URSS

L'échec du Front rouge à lutter contre la répression policière débouche sur une phase d'expérimentation militante pour le PC, visant à rendre ses activités publiques plus résistantes à la répression. Du fait de l'atmosphère de complot et des menaces gouvernementales, le parti s'attend en effet à être interdit et commence à se comporter comme s'il l'était déjà, en accord avec les perspectives défendues par l'IC depuis l'adoption de « classe contre classe ». Celles-ci affirment, en effet, que la société bourgeoise est en marche vers le fascisme, accompagnée par la social-démocratie devenue « social-fasciste ». Dans ce contexte, le PC essaie de mettre en place une forme d'autodéfense nouvelle, clandestine, les « piquets », qui doivent permettre au parti de « conquérir la rue ». Cette évolution s'accompagne paradoxalement de l'abandon discret de la préparation de l'insurrection au profit de la priorité donnée à la défense de l'URSS.

Les « manifestations clandestines »

Après les arrestations massives du 4 août 1928 et l'occupation d'Ivry le lendemain, la question de la capacité du PC à défendre ses mobilisations de masse devient brûlante, et, avec elle, celle du rôle et de l'avenir du Front Rouge. Le 10 août, lorsque le Bureau politique se réunit, il acte l'échec complet des GD-JG à assurer leur mission principale, défendre les meetings et manifestations du Parti[947]. Non seulement le transfert des GDA-JGA sous l'autorité du nouveau Front Rouge n'a pas enrayé les problèmes qui se posent à l'intérieur de l'organisation, tels que la fonte des effectifs et la contestation politique interne, mais ce sont leurs caractéristiques mêmes qui les exposent aujourd'hui à la répression. Prévus à l'origine pour accentuer le caractère de propagande de l'organisation, les uniformes aident la police à les cibler, comme en août 1927 – quelques jours avant la manifestation Sacco et Vanzetti – ou un an plus tard, au Cirque de Paris[948]. Pareillement, la publicité des actions, qui devait aider la massification du mouvement en rendant la communication plus souple, permet à la police de décapiter à volonté l'autodéfense communiste. Il est en effet facile aux stratèges de la Préfecture de Police de prévoir que les chefs de l'autodéfense – chargés d'organiser et de diriger la prise et la défense des salles de réunion d'Ivry – seront la veille au Cirque de Paris, si la mobilisation générale des Groupes de défense est annoncée dans *l'Humanité*[949].

La solution choisie par le BP est d'abandonner pour de bon le système des GD-JG en uniforme, au profit d'un service d'ordre « clandestin », uniquement composé de militants du Parti mais pouvant être « élargi » à des sympathisants. En pratique, cela veut dire revenir au fonctionnement antérieur aux GDA-JGA, mais cette fois sur la base d'un parti en crise politique dont les effectifs ont entamé une longue chute, et dans une optique radicalement différente. On verra plus loin ce qu'il advient de ce projet. Dans l'immédiat, c'est la crédibilité même du parti qui est engagée comme l'affirme Monmousseau lors du BP du 10 août :

> Les masses ont maintenant la preuve de notre impuissance devant les forces de l'ordre qui ont été déployées et cette impression-là peut être dangereuse pour notre parti. S'il n'y a pas une démonstration qui relève le moral, cela peut conduire les masses à une certaine passivité.[950]

En effet, alors que le PC proclame depuis des mois sa volonté de passer à l'offensive et annonce qu'il faut lutter directement contre la police et les forces de répression, comment peut-il être pris au sérieux si ses propres forces sont dispersées et rendues impuissantes aussi facilement ?

Il est donc indispensable d'effacer l'impression causée par cet échec et de mettre en scène un succès, pour prouver que, contrairement à la démonstration faite par le préfet Chiappe le 5 août, le PC est capable de passer outre les interdictions gouvernementales. C'est le but de la « manifestation » du 27 août, qui doit protester contre la signature du « pacte Briand-Kellog ». Issu d'une initiative d'Aristide Briand et de Frank Kellog, ce traité devait mettre la guerre « hors-la-loi ». En effet, les signataires « condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ». Signé par la quasi-totalité des pays du monde, y compris l'URSS et l'Allemagne, le pacte est pourtant lourdement handicapé par l'absence de toute sanction, comme par le flou volontaire de ses dispositions. Ainsi, la légitime défense y est reconnue mais n'est pas définie, et peut donc englober des guerres « préventives », voire des guerres d'agression pour « défendre » les « intérêts » des puissances – ce qui est le cas des expéditions menées alors par les États-Unis au Nicaragua, ou par le Japon au Shandong, en Chine du Nord. Condamné comme un « chiffon de papier » par le PC, le pacte Briand-Kellog est dénoncé par la rhétorique communiste comme faisant partie d'une campagne de propagande pacifiste visant à camoufler les préparatifs d'une guerre d'agression contre l'URSS (qui l'a pourtant signé – illustrant les contradictions de la politique étrangère soviétique d'alors)[951].

La manifestation prévue à Saint-Denis ayant été interdite, elle est remplacée par plusieurs petites « manifestations clandestines »[952]. Au-delà de l'apparente contradiction dans les termes, il s'agissait en réalité d'envoyer de petites équipes de « manifestants », transportés en automobile, sur des marchés ou des sorties d'usines pour y distribuer des tracts et improviser des meetings de quelques minutes. «Réussies » à Ménilmontant, Boulogne et place de la Concorde, ces opérations sont ensuite transformées en manifestations ouvrières de centaines de personnes par les comptes-rendus qu'en donne *l'Humanité*[953]. Malgré les arrestations préventives de centaines de cadres du parti, ce « succès » est considéré comme un exemple à suivre par le BP, qui estime avoir su éviter le double écueil de l'erreur « blanquiste » et des « méthodes social-démocrates d'agitation »[954]. Le tournant est donc pris de pousser à la systématisation de l'organisation clandestine des manifestations[955].

Ce virage « illégal » ne va pourtant pas de soi. L'échec d'une nouvelle manifestation contre la guerre et la « rationalisation » de l'économie débouche à nouveau sur des « manifestations » dispersées sur des marchés de la région parisienne le 9 septembre[956]. Celles-ci ont été difficiles à organiser, tant il était escompté que la manifestation prévue à l'origine à Saint-Denis pour clôturer la relativement inoffensive « Semaine Internationale des Jeunes Ouvriers », serait autorisée. Interdite, elle est remplacée par des sorties publiques de militants communistes, préparées en

urgence durant la nuit du samedi 8. Un mois plus tard, Paul Bouthonnier[I], auteur alors prolifique d'articles offensifs sur la « conquête de la rue »[957], dénonce à ce propos une rechute dans « l'erreur d'Ivry », qui consiste d'après lui à ne pas orienter le parti vers l'adoption de méthodes clandestines de travail[958]. Cette affaire de Saint-Denis, au-delà de son caractère relativement anecdotique, montre que ce tournant « clandestin » du travail public du parti rencontre, sinon des résistances, du moins des réticences.

Après le 5 août 1928 : réorganiser l'autodéfense ?

Si l'organisation de telles manifestations « spontanées » de militants entraînant derrière eux des travailleurs, sur les marchés ou à la sortie d'une usine, est pourtant vue alors par la direction du parti comme un des moyens de « conquérir » la rue face aux forces de l'ordre, la question de la nécessaire réorganisation de l'autodéfense reste posée[959]. C'est pour y répondre que le bureau d'éditions de la SFIC publie à l'automne 1928 une brochure publiée intitulée *Les problèmes de l'autodéfense – quelques leçons…*[960]. Nous allons y consacrer une partie notable du présent développement, d'abord parce qu'elle représente une étape marquante dans les tentatives faites par le PC pour « théoriser » sa conception de l'autodéfense – au même titre que les articles parus dans le *Militant rouge* en 1925-1926, ou ceux de la controverse publique de 1933-34 – mais aussi parce qu'elle représente une rupture nette sur plusieurs points avec les méthodes et les idées développées jusque-là sur ce sujet au sein de la SFIC.

Publiée sans mention d'auteur, elle a en fait été rédigée par Armand Latour, qui est alors le principal responsable de l'autodéfense du parti après la destitution de Georges Beaugrand au printemps 1928[961]. Latour commence par placer son travail de réflexion dans le cadre général de la période « Classe contre classe »[II], et examine l'expérience passée du parti dans le domaine de ses actions publiques (manifestations, grèves, etc.) et de la lutte contre la répression. Dénonçant des « erreurs social-démocrates » et la survivance de « courants opportunistes » sur la « question de l'action directe », il prône une transformation complète de la conception et des buts de l'organisation d'autodéfense du PC. Pour lui (et pour le PC qui publie sa brochure sous son nom), il s'agit de mettre en place une nouvelle structure : les « piquets ».

Ceux-ci doivent consister en des groupes de combat « non apparents » et complètement clandestins constitués autour des cellules d'usines et de quartiers du parti plutôt que dans le cadre d'une organisation « large », publique et distincte de l'appareil du parti, comme l'est le Front Rouge[962]. Bien que son existence ne soit alors pas officiellement remise en cause, celui-ci se retrouve ainsi privé de sa principale raison d'être, la protection des activités du mouvement communiste. La

I **Paul Bouthonnier (1885-1957)** : Né dans un milieu aisé, Paul Bouthonnier est enseignant, d'abord répétiteur, puis diplômé de l'ENS de Saint-Cloud. Franc-Maçon, il adhère à la SFIO en 1908 et est élu secrétaire de la Fédération de Dordogne en 1912. Réformé en 1914, il est pendant la guerre proche de l'opposition, d'abord Longuettiste, puis du CRRI. Révoqué de l'enseignement en 1920, il est membre du CD de la SFIC de 1921 à 1922 au sein de la « gauche ». Redevenu enseignant en 1924 grâce à l'amnistie du Cartel des gauches, il est élu au Comité central en 1926. Condamné à deux ans de prison pour des articles antimilitaristes en 1929, il devient permanent à sa libération et donne notamment des cours dans les écoles du parti tout en restant membre de la Fédération de l'enseignement. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article17668, « Notice BOUTHONNIER Paul, Joseph, Numa », Jacques Girault, René Lemarquis, Jean Maitron, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 21 janvier 2010).

II La première partie de la brochure est ainsi titrée « La tactique classe contre classe et l'autodéfense ».

rupture la plus nette se trouve cependant, non pas dans la forme de l'organisation mais dans le but qui lui est assigné. Il ne s'agit plus de protéger les manifestations par une structure spéciale, formant un « mur de protection » entre la manifestation et les forces de l'ordre ou d'éventuels assaillants fascistes, mais « d'encadrer les travailleurs » dans la lutte directe contre la police[963] . On passe de la notion de service d'ordre, voire de milice, à celle de cadres spécialisés agissant parmi la masse des manifestants et les entraînant au combat :

> [Il faut] placer non pas nos camarades les plus solides en serre-file, mais au milieu, avec les ouvriers, à une série d'intervalles, pour constituer d'un bout à l'autre une armature, et de forts groupes en tête, en queue, au centre du cortège s'il est important.[964]

Latour oppose ainsi à l'idée d'une organisation d'autodéfense spécialisée la nécessité pour le parti de faire la preuve de sa capacité, non pas à encadrer et protéger les masses, mais à organiser des forces clandestines pour mener des affrontements ciblés avec la police. Cette évolution est justifiée par le changement de contexte que représente pour lui l'entrée dans la période « classe contre classe » :

> Il fallait entendre qu'à cette lutte plus brutale de la part de la bourgeoisie devaient s'opposer des manifestations plus vigoureuses du prolétariat, par des contacts de masse plus directs avec les forces de répression.[965]

Pour ce faire, il faut abandonner toutes les mesures publiques d'organisation du service d'ordre, et remplacer les convocations publiées dans *l'Humanité* par des comités d'organisation secrets de trois militants[I]. En effet, d'après la nouvelle conception, la presse communiste ne doit plus se comporter comme un « organe d'appel immédiat à la manifestation [mais comme un] organe de préparation de la manifestation »[966]. La brochure prône aussi l'abandon des efforts visant à constituer des milices syndicales, ou à agglomérer des services d'ordre d'organisations distinctes dans une sorte de cartel de l'autodéfense – comme voulait le faire le Front Rouge. Il s'agit au contraire de constituer une structure unique d'autodéfense, directement intégrée au parti, mais servant à la fois à celui-ci et à ses organisations de masse (CGTU, SRI, etc.)[967]. Cette évolution est parfaitement conforme à l'orientation adoptée par l'IC lors de son congrès de 1928 et qui stipule que « l'existence d'une milice prolétarienne ou d'une garde rouge dans le cadre de l'État bourgeois en temps de paix générale est inadmissible et impossible. »[968]

Pour composer cette structure, Latour propose de constituer des groupes de combats composés dans un premier temps uniquement de « militants éprouvés » du parti, et basés sur les cellules d'usines ou de quartiers. L'ensemble aurait été coiffé par un appareil et un État-major nouveaux, initié par des cadres spécialisés nommés à tous les échelons du parti[969], ne reprenant aucune des structures des GDA-JGA ou du Front Rouge. Ce n'est que dans le cadre de grèves ou de « luttes de masse » que le recrutement doit s'élargir. Et encore doit-il être limité à des adhésions individuelles, pour éviter

I Le principe du comité d'organisation de trois personnes sera repris pendant la guerre au sein des Francs-Tireurs et Partisans, pour se composer alors d'un responsable politique, d'un responsable militaire et d'un responsable à la logistique (Pierre Broué et Raymond Vacheron, *Meurtres au maquis*, Grasset, Paris, 1997, p.62 ; Fabrice Grenard, *Une légende du maquis : Georges Guingouin, du mythe à l'histoire*, Paris, Vendémiaire, 2014.). Il ne faut pas pour autant y voir un héritage direct des piquets de 1928, tant ce système est courant (et logique) dans les organisations militaires clandestines.

l'infiltration de la nouvelle structure[970]. L'idée générale est que le groupe de combat ne doit devenir actif que pendant une grève (ou n'importe quelle autre forme de lutte ouvrière locale). Il doit alors recruter de nouveaux membres parmi les ouvriers radicalisés dans l'action, et les convaincre ensuite de la nécessité de le maintenir et de le renforcer même après la fin du mouvement. Il s'agit donc de créer des groupes qui soient théoriquement complètement clandestins, tout en étant directement subordonnés au PC, qui est alors lui toujours légal. Au passage, cela doit aboutir à la disparition des « hommes de confiance » de la CGTU, dont la nécessité est complètement niée par le constat que dresse Latour de la nouvelle situation politique. Pourquoi désigner en effet des intermédiaires lors des manifestations pour limiter les heurts avec la police, si ceux-ci sont inévitables, du fait de la fascisation de la société bourgeoise, et en réalité sont même positifs, car ils aident à dresser la classe ouvrière contre l'État ?

La composition purement locale de ces groupes de combat doit permettre de limiter les risques d'infiltration par des provocateurs ou des ennemis politiques, mais aussi de regrouper les habitants d'un même quartier, pour pouvoir bénéficier de leur connaissance du terrain lors d'affrontements avec la police[971]. Il n'est en effet plus question de mobiliser ces forces d'autodéfense pour des manifestations centralisées et légales, mais de les utiliser pour combattre la police dans des démonstrations « d'usines » ou « de quartier » qui doivent être organisées dans le cadre du travail militant quotidien. La multiplication de ces épisodes doit aboutir à diviser les forces de répression, en une sorte d'*ersatz* de guérilla urbaine :

> Ces manifestations constitueront une sorte de lutte de positions permettant d'immobiliser des forces policières considérables et d'empêcher le déplacement de ces forces d'un point à un autre.[972]

Face à la répression policière, le PC choisit donc de passer à l'offensive contre les forces de l'ordre.

« Fascisation » et répression

Cette orientation est partagée alors par la direction de la IIIe Internationale. Après l'échec de la révolution chinoise en 1926-27 et la crise agraire de 1927 en URSS (entre autres facteurs), la direction soviétique abandonne l'orientation qu'elle défendait depuis 1924 – qui prônait la recherche d'alliances avec la bourgeoisie nationale dans les pays colonisés et avec les syndicats réformistes en occident (comme lors de l'épisode du comité syndical anglo-soviétique). La nouvelle orientation affirme au contraire que la bourgeoisie, dans le cadre de la préparation d'une guerre contre l'URSS, s'oriente rapidement vers le fascisme alors que les contradictions du capitalisme poussent des masses croissantes de travailleurs dans la lutte[973]. Dans ce contexte, les PC ont le devoir de passer à l'offensive comme l'explique Boukharine dans son rapport sur l'activité de l'exécutif lors du VI^{e} congrès de l'IC en juillet 1928 :

> Les contradictions intérieures de la stabilisation dans chaque pays capitaliste enveniment la lutte de classes. Or, étant donné les changements survenus dans la structure organique de l'État et du capitalisme contemporains, ces contradictions

> internes transforment toute grève plus ou moins importante, en un événement politique de première importance. […] Ainsi se développent les contradictions internes dans chaque pays capitaliste. Elles ont pour résultat d'intensifier la lutte des classes, d'étendre l'influence communiste. [...] Le processus de stabilisation est plein de contradictions, c'est pourquoi nous nous développons également. Si ce n'est pas toujours numériquement, nous étendons du moins notre influence politique.
>
> […] En ce qui concerne le Parti communiste de France, il y eut encore d'autres facteurs qui nous incitèrent à changer de tactique. Chacun sait que l'on observe encore dans le Parti français certains vestiges des illusions parlementaires. Les élections récentes furent un tournant pour le Parti, lequel doit être considéré non pas sous l'angle des élections, mais sous celui de la politique ultérieure du Parti communiste de France. Du fait que nous aurons à faire face à de grands combats de classe, pendant lesquels le parlementarisme, au pire sens de ce mot, pourra jouer un rôle très pernicieux, nous devions faire tout ce qui dépendait de nous pour rompre avec cette tradition.[974]

Un aspect important de ces perspectives repose sur l'intensification de la répression, ce qui peut apparaître crédible à une époque marquée par un très net anti-communisme gouvernemental. À peine un an et demi auparavant, le ministre de l'Intérieur Albert Sarraut a prononcé à Constantine l'apostrophe restée célèbre : « Le communisme, voilà l'ennemi ! »[975]. Depuis, la répression n'a effectivement fait que s'accentuer, frappant militants et dirigeants. Alors que les arrestations se multiplient[976], le PC doit mettre en place des mesures de sécurité pour protéger ses dirigeants. Ceux-ci ne peuvent alors plus parler en public sans que des mesures spéciales de protection ne soient prises, la nature de celles-ci étant même parfois discutée jusqu'au Bureau politique[977]. À cette répression « immédiate » s'ajoute la préparation de la répression de futurs soulèvements. Latour, dans sa brochure d'octobre 1928, examine ainsi l'évolution des mesures et méthodes des forces de l'ordre et mentionne la modernisation de l'armement et de l'équipement de la police et de la gendarmerie (« radios, voiturettes de patrouille, fusils-mitrailleurs »), l'augmentation de leurs effectifs, et le fameux « plan Z »[978].

Ce nom mystérieux désigne les révélations faites dans un article de *La Revue des Vivants*, journal pacifiste « tolstoïen », qui dans son numéro de septembre 1928 décrit les préparatifs de l'armée française face à une éventuelle insurrection communiste à Paris[979]. D'après l'article du journal « des générations de la guerre », l'État-major prévoit dans l'hypothèse d'un soulèvement du PC d'abandonner Paris à l'insurrection, à l'exception d'un îlot de résistance volontairement encerclé (ce que les théoriciens militaires allemands appelaient un « hérisson ») comprenant le palais de l'Élysée et les principaux ministères. Les principales forces fidèles au gouvernement repliées à l'extérieur de la ville, et notamment à Versailles, doivent ensuite se lancer à la reconquête de la ville. Fondée sur l'idée que « Paris ne se défend pas par le dedans, mais se reprend par le dehors » et nourrie de réminiscences évidentes de la Commune de 1871, cette conception s'opposerait alors à celle défendue par le préfet de police Chiappe et par le gouverneur militaire de Paris, le général Gouraud. Tous deux seraient en effet partisans de la lutte dans Paris même, en disputant chaque quartier aux insurgés grâce à des forces mobiles motorisées et blindées, stationnées dès le temps de paix à des points névralgiques de la capitale – une stratégie que Chiappe a déjà essayé d'appliquer à

petite échelle, par exemple lors de la manifestation Sacco et Vanzetti d'août 1927. Ce plan n'est pas une élucubration de la *Revue des vivants*, mais correspond à des travaux bien réels – dont les prolongements ultérieurs ont notamment été étudiés par l'historien Georges Vidal[980].

Le plan Z continue ensuite à être consciencieusement mis à jour et préparé par l'État-major de l'armée, puisqu'une note de 1932 citée par Georges Vidal, continue à envisager la lutte contre une insurrection selon le principe de l'abandon de Paris à l'exception d'un :

> « îlot central, véritable citadelle de l'agglomération parisienne, situé à l'intérieur de Paris, renfermant les ministères de guerre [guerre, marine et air], l'Hôtel de Ville la Banque de France, le Central des PTT, de la DAT [Défense Aérienne du Territoire], le poste de TSF de la Tour Eiffel, la prison du Cherche-Midi[I]... avec en son milieu un réduit comprenant les Invalides et l'École militaire, à la fois siège du commandement, de ses réserves et de l'ultime défense »[981].

Seules nouveautés de cette note de 1932, élaborée à l'inspiration du Maréchal Pétain, l'usage intensif de l'aviation et de forces supplétives composées de civils « ayant l'amour de la patrie pour premier idéal »[982], c'est-à-dire de membres des organisations d'anciens combattants, très souvent orientées à l'extrême-droite. Après sa révélation par la *Revue des Vivants* en 1928, le « Plan Z » (et ses équivalents étrangers[II]) rejoint la liste des arguments avancés par le PC pour prouver les velléités répressives du gouvernement « fasciste » ou en voie de le devenir[983].

En accord avec la ligne « troisième période », le PC prévoit en effet l'instauration rapide d'une dictature fasciste – soit de façon ouverte, soit plus probablement par un processus bizarre et peu explicité de « fascisation » de la société bourgeoise démocratique. Là encore, derrière une apparence de continuité, la rupture théorique est sensible. L'Internationale communiste des premières années décrivait en effet le fascisme comme un « boulangisme qui a réussi », selon le mot déjà cité d'Amédée Dunois[984], c'est-à-dire comme la mobilisation d'aventuriers, de petit-bourgeois, chassant les politiciens « classiques » de la bourgeoisie pour instaurer une dictature de fer. La nouvelle vision du fascisme qui prévaut maintenant dans la SFIC postule plutôt que la démocratie va progressivement se durcir, à l'instigation de la grande bourgeoisie, jusqu'à devenir un authentique régime fasciste[985]. Dans cette optique, toutes les attaques contre le PC sont interprétées comme des éléments de la « marche au fascisme », dont le couronnement doit être l'interdiction du parti, voire de la CGTU, comme le décrit un article de Berlioz, datant de 1930 :

> L'aspect le plus visible de la marche au fascisme est l'accentuation de la répression et le développement des moyens répressifs de la bourgeoisie. Le rythme des inculpations de travailleurs et en particulier des communistes s'accélère et les condamnations sont plus lourdes. […] Tout le comité central du parti est inculpé de complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État, et l'accusation vise, non pas des faits précis, mais

I Celle-ci devant même accueillir une « juridiction spéciale rapide » de la justice militaire capable de donner une base juridique à la répression de l'insurrection.

II La *Correspondance Internationale* mentionne ainsi en août 1930 que les dernières grandes manœuvres de l'armée autrichienne étaient basées sur le scénario d'une insurrection à Vienne et dans le bassin industriel de Gratz (« Manœuvres de guerre civile et propagande antimilitariste en Autriche », *Correspondance internationale*, n°71, 27 août 1930, AN F-713189).

> l'activité générale du communisme et sa doctrine. […] Nous allons à pas rapides vers la mise dans l'illégalité du parti et même des syndicats unitaires.[986]

Cette crainte de l'interdiction devient alors une sorte de leitmotiv des perspectives que trace le PC[987], et dont l'IC l'appelle à tirer les conclusions organisationnelles :

> Notre parti frère français a déjà senti ce qui l'attend à l'avenir. Les attaques contre notre parti deviendront progressivement plus violentes. Il ne subsiste aucun doute qu'à la veille de la guerre, voire même quelque temps avant, nos partis tomberont sous le coup de lois d'exception. C'est une chose incontestable qu'il faut prévoir. Aussi est-il nécessaire de jeter dès à présent la base de nos organisations illégales, en particulier dans la flotte, dans l'armée, etc. Dans le cas contraire, les événements nous prendront au dépourvu et nous perdrons beaucoup du fait de notre préparation insuffisante. [988]

Une chose pourtant surprend dans ce contexte. L'article de Berlioz cité plus haut ne mentionne à aucun moment la question des moyens à employer pour lutter contre cette probable interdiction, ni même pour la dénoncer publiquement (il ne mentionne plus généralement aucun moyen de lutter contre le fascisme, dont il semble considérer l'avènement comme inéluctable)[989]. L'impression générale qui se dégage de la plupart de nos sources est que le parti prévoit d'être interdit mais se refuse à engager la lutte pour s'y opposer. Cela est même dit explicitement par Courtade[I] au BP en septembre 1928. Pour lui, la mise au « premier plan [de la] lutte pour la légalité » du parti est une « déviation politique »[990]. L'avènement du fascisme étant un phénomène inévitable, la priorité doit être de se préparer à l'illégalité, quitte à se passer d'un argument de poids sur la nature fictive de la démocratie bourgeoise. Lorsque la question est abordée d'une lutte pour la légalité, elle est subordonnée à la défense de l'URSS[991].

Ce sont ces perspectives qui expliquent l'évolution de l'autodéfense de la SFIC. Si le PC va de toute façon être interdit, il ne lui faut pas une organisation spécifique d'autodéfense, « publique » et mêlant propagande et action, mais une méthode de lutte clandestine, et impliquant toutes les structures « normales » du parti. On peut noter d'ailleurs que ce type d'autodéfense n'était pas supposé disparaître avec la création des GDA-JGA, puisque ceux-ci ne devaient pas remplacer le service d'ordre du Parti (les fameuses « sections actives » réorganisées en 1925). La mise à l'ordre du jour de ce travail après l'abandon officiel des GDA confirme notre analyse des chapitres précédents, et montre bien que l'autodéfense du parti s'est en réalité largement fondue dans l'organisation « large ». L'inspiration vient dans ce domaine, non plus seulement du Front rouge allemand (qui va être frappé par la répression après son tournant « classe contre classe »), mais aussi dans une large mesure des groupes de combat du parti communiste polonais, qui est alors

I **Henri Courtade (1902-1984)** : Adhérent au JC de Bordeaux en 1922, Courtade rentre à la commission politique de la FNJC en 1924. Condamné en 1925 pour son travail *anti*, il fait six mois de prison avant de monter à Paris pour devenir permanent de la section « lutte économique et syndicale » de la JC. Il participe à des réunions de la direction du parti dès 1928 (sans doute comme représentant de la FNJC) et entre au CC probablement en 1929. Arrêté à Villeneuve-Saint-Georges en 1929, il est brièvement représentant de la CGTU auprès de l'ISR, avant de revenir en France pour animer l'Agit-Prop nationale. Installé près de Rouen, il est critiqué par Thorez lors du congrès de Villeurbanne (1936). Il quitte le CC cette année-là et cesse son activité politique peu avant la guerre. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article50901, « Notice COURTADE Henri, Antoine », Jean Maitron, Jean-Luc Pinol, version mise en ligne le 19 juillet 2009, dernière modification le 13 mai 2018).

interdit par la dictature militaire de Pilsudski[I]. Le travail du PC polonais contre la répression est en effet cité en exemple aussi bien dans des discussions au Bureau politique que dans des circulaires organisationnelles, alors même que la situation des deux partis est alors encore radicalement différente[992]. Autre source d'inspiration internationale, les affrontements du 1er mai 1929 à Berlin plus connus sous le nom de *Blutmai*. La manifestation habituelle du KPD ayant été interdite par le chef de la police de Berlin, le social-démocrate Karl Zörgiebel, le parti décide alors de la maintenir et de mobiliser massivement le RFB pour se placer à sa tête. Il en résulte trois jours de combat, près de 33 morts, et l'interdiction du RFB, immédiatement remplacé par la *Kampfbund gegen den Faschismus* (« Ligue de combat contre le fascisme »)[993]. Ces affrontements meurtriers sont ensuite cités en exemple par la SFIC pour la « conquête de la rue » en août 1929, non pas parce qu'ils seraient cohérents avec la défense des « droits démocratiques » mais parce qu'ils sont censés aider à gagner les ouvriers à la formation de l'auto-défense[994].

Une autodéfense orientée à gauche – contre le « social-fascisme »

Les heurts de Berlin servent aussi d'arguments à la désignation d'un nouvel ennemi prioritaire. Alors que le KPD dénonce les social-démocrates comme des traîtres et appelle à frapper les « petits Zörgiebel » jusque dans les cours de récréation[995], de nouvelles cibles apparaissent pour l'autodéfense : la social-démocratie, devenue « social-fasciste », et les communistes oppositionnels, trotskistes et autres qui, de frères égarés, sont devenus des complices du fascisme. Même si des attaques ont déjà été menées contre des rassemblements de la SFIO, notamment lors de la campagne électorale de mars 1925[996], elles gardaient un caractère relativement limité. En effet, si l'épithète « social-fasciste » est utilisée par Treint dès 1924 et que, cette même année, Staline développe sa fameuse définition d'une sociale-démocratie « aile modérée du fascisme »[997], cela ne débouche pas pour autant sur une évolution de la tactique générale. Au contraire, après la chute de Zinoviev, la reprise en main de l'IC et du pouvoir soviétique par le tandem Boukharine-Staline s'accompagna d'un virage « à droite », vers la recherche d'alliances avec les dirigeants réformistes, que ce soit les syndicalistes britanniques ou les sociaux-démocrates français. Les choses changent dans le courant de 1928, et la SFIO devient un des premiers ennemis désignés de l'autodéfense « nouvelle ».

Dans la brochure de Latour, il est ainsi explicitement dit que les « piquets » devront combattre les forces de l'ordre et leurs supplétifs, dont les « bandes de la social-démocratie »[998]. La référence sur ce point est l'insurrection de Vienne le 15 juillet 1927 lors de laquelle la *Republikaner Schutzbund* socialiste a joué un rôle particulièrement controversé[II]. Les communistes l'accusent en effet d'avoir

I En mai 1926, le général et ancien président Józef Piłsudski profite de la crise économique et politique qui frappe alors la Pologne pour renverser le gouvernement de Wincenty Witos. Soutenu par les nationalistes et par la gauche (y compris brièvement par le parti communiste polonais), il met en avant un programme relativement progressiste qu'il abandonne très vite. Piłsudski abandonne le poste de président à un homme de paille, et devient le véritable chef du gouvernement, notamment en matière de sécurité et de politique internationale. Bien que la dictature ne soit jamais officiellement proclamée, une répression féroce frappe l'opposition libérale comme le parti communiste. Le régime militaire se maintient après la mort de Piłsudski en 1935 et n'est brisée que par l'invasion allemande et soviétique de 1939. Le PC polonais a entre-temps été liquidé par la répression stalinienne : quatorze de ses dirigeants ont été fusillés en 1937, et le parti lui-même dissous en bloc pour « trotskisme » en 1938.

II La situation politique autrichienne est particulièrement tendue à la fin des années 1920, des ligues nationalistes s'opposant les armes à la main au mouvement ouvrier. L'acquittement de trois miliciens de droite qui avaient tué un travailleur immigré et un enfant de huit ans provoque le 15 juillet 1927 une émeute insurrectionnelle lors de laquelle le palais de justice de Vienne est incendié. La répression fait près de 90 morts parmi les manifestants, tandis que cinq policiers sont tués. L'événement marque aussi la rupture de l'alliance entre la social-démocratie et

aidé à la répression, en prêtant la main à la police pour « maintenir l'ordre »[999] tandis que *le Populaire* se félicite de ce que « le régime bourgeois défaillant abandonne au prolétariat organisé le maintien de l'ordre à Vienne »[1000]. Généralisant sur cette expérience lors du VI[e] congrès de l'IC, Boukharine déclare dans son discours de clôture que « *les événements d'Autriche ont souligné avec une force particulière la justesse de la thèse sur le rôle des social-démocrates « de gauche », qui constituent les ennemis les plus dangereux du prolétariat révolutionnaire*[1001]. » Position que le programme de l'IC adopté lors du congrès a répétée en de nombreux points :

> S'adaptant aux changements de la conjoncture politique, la bourgeoisie utilise tour à tour les méthodes du fascisme et celles de la coalition avec la social-démocratie, qui elle-même joue fréquemment, aux heures les plus critiques pour le capitalisme, un rôle fasciste. […] En politique intérieure, la social-démocratie se donne pour tâche de soutenir le régime capitaliste et de collaborer avec lui. Appui sans réserves à la rationalisation et à la stabilité du capitalisme, paix des classes, « paix industrielle », politique d'intégration des organisations ouvrières aux organisations patronales et à l'État impérialiste spoliateur, application de la « démocratie économique » qui n'est en réalité que la subordination complète au capital trusté, culte de l'État impérialiste et particulièrement de ses enseignes pseudo-démocratiques, participation à la formation des organes de cet État (police, armée, gendarmerie, justice de classe), défense de cet État contre toute attaque du prolétariat communiste révolutionnaire, rôle de bourreau de la social-démocratie dans les crises révolutionnaires, telle est la politique intérieure du réformisme. Simulant la lutte syndicale, le réformisme se donne pour tâche, dans ce domaine également, d'éviter tout ébranlement à la classe capitaliste et d'assurer en tout cas l'inviolabilité complète de la propriété capitaliste. [1002]

C'est de ce constat que découle la théorie du « social-fascisme », le réformisme n'est plus considéré comme une aile du mouvement ouvrier « soumise à l'influence bourgeoise », mais uniquement comme une aile de la politique capitaliste subissant, comme elle, un processus général de « fascisation », d'autant plus marqué dans les pays de tradition démocratique, comme l'explique ensuite Joanny Berlioz :

> Mais nous savons que le fascisme doit s'appuyer sur un mouvement réactionnaire de larges couches de la population, et en premier lieu d'éléments sociaux corrompus ou déclassés. D'où une formidable campagne systématique de la grande presse, visant à effrayer la petite bourgeoisie et les travailleurs arriérés par le spectre d'une révolution effroyable et aussi à achever de discréditer toutes les institutions parlementaires. […] Dans un pays où les traditions démocratiques sont très vivaces, où dans les larges masses on continue à croire à une idéologie « gauche », il est certain que le régime fasciste serait plus facilement accepté par les couches sociales désaxées par la crise de stabilisation s'il était exercé par des gens de « gauche ». Il est donc probable qu'il prendra l'aspect du social-fascisme.[1003]

---

les sociaux-chrétiens, prélude à la « guerre civile » de 1934.

Face à une telle « menace », l'attitude des partis communistes doit bien entendu changer, comme l'explique Boukharine au congrès :

> Ainsi, notre changement de tactique est en liaison avec le changement objectif de la situation. Ce fut ce changement qui a donné le signal du revirement dans nos Partis communistes les plus importants. L'axe politique de ce tournant est le changement d'attitude envers les Partis social-démocrates. La question de l'attitude envers les Partis social-démocrates est une question politique essentielle. L'intensification de la lutte contre la social-démocratie, telle est l'orientation politique de l'Internationale communiste, et j'estime, que ce mot d'ordre, cette orientation politique, doivent être adoptés aussi par le VIe Congrès. En même temps je dois souligner que l'acuité des méthodes de lutte contre les Partis social-démocrates ne signifie nullement un renoncement à la tactique du front unique comme le pensent certains camarades. Au contraire, plus nous nous dresserons violemment contre la social-démocratie, contre sa ligne politique, plus nous devons soulever avec force le problème de la conquête des masses, y compris les masses social-démocrates et les masses ouvrières qui les suivent, plus nous devons lutter énergiquement pour gagner ces masses.[1004]

En pratique, cela signifie que les attaques contre les socialistes vont continuer et se développer, même si elles n'atteignent jamais le point des attaques menées par les groupes de combat du PC polonais. Dans ce pays dont le parti communiste est cité en exemple par la direction de la SFIC, le PC est passé à la vitesse supérieure, et organise carrément des assassinats et des attaques à main armée contre les militants sociaux-démocrates ou *Bundistes*, au nom de la lutte contre le social-fascisme[1005].

En France, les attaques contre des réunions publiques SFIO finissent par pousser sa fédération de Paris à se doter de structures d'autodéfense en 1929. Ce sont les Groupes de Défense (GD) chargés d'empêcher la perturbation des meetings par les militants communistes ou ligueurs. Dès leurs premiers mois d'existence, ils permettent à la SFIO parisienne de reprendre le contrôle de ses événements publics, comme lors d'un meeting au Manège Japy le 18 octobre 1930 : la seule présence du service d'ordre y dissuade les communistes présents d'intervenir comme ils avaient l'habitude de le faire. L'autodéfense organisée, disparue de la SFIO à la veille de la guerre, y réapparaît ainsi sous les coups de la SFIC autant que des Camelots du Roi[1006]. Cette désignation des organisations socialistes comme cibles ne se limite pas à l'autodéfense. Elles sont aussi visées par le travail antimilitariste. Un plan de travail *anti* pour l'Est saisi par la police en janvier 1930 désigne ainsi le PS et la JS comme les « meilleurs auxiliaires de la bourgeoisie contre l'URSS » et fait de leur dénonciation un des premiers mots d'ordre du travail *anti*[1007].

Autres cibles, les trotskistes. Jusque-là expulsés parfois sans ménagement mais sans violences excessives des réunions publiques, voire tolérés dans certaines, ils sont devenus des « éléments contre-révolutionnaires ». Le 27 juillet 1932, salle Bullier à Paris, des militants de la Ligue

Communiste[I] sont pour la première fois victimes du service d'ordre d'une réunion publique communiste dans laquelle ils étaient venus apporter la contradiction[1008]. Fait encore plus surprenant, le lendemain, *l'Humanité* reconnaît les faits et se félicite même en *une* de ce que « les ouvriers [aient chassé] les trotskistes qui tentaient de saboter le meeting »[1009].

La défense de l'URSS et le « danger de guerre impérialiste »

La création des piquets en 1928 doit bien sûr être accompagnée de la diffusion d'une propagande spécifique. La brochure de Latour aborde cette question et énumère les principaux thèmes qui doivent être utilisés : d'abord la défense de l'URSS, ensuite la lutte contre la répression et pour la défense des grèves et enfin, la lutte antifasciste[1010]. De façon assez intéressante, il s'agit presque d'une inversion de l'ordre des thèmes de la période 1924-1928, à ceci près que la défense de l'URSS n'était alors traitée que très rarement, et surtout vis-à-vis du travail *anti*. On notera aussi que ce thème, qui vient en premier, doit pourtant apparaître lointain à des ouvriers non communistes qu'il s'agirait d'organiser contre la répression policière. Malgré tout l'attrait de la révolution de 1917, la primauté accordée à la « défense de l'URSS », avant la lutte antifasciste et même avant la lutte immédiate contre la répression, doit leur sembler assez déconnectée des luttes immédiates. Des ouvriers pouvant être facilement convaincus que la défense de leur pain quotidien passe par la défense de la Russie soviétique sont probablement déjà gagnés aux idées du PC, et le caractère « de masse », « large » des piquets disparaît donc logiquement si ses membres doivent adopter les positions de l'IC avant de les rejoindre. C'est la même contradiction que l'on observe déjà chez Treint en 1925, lorsqu'il propose d'élargir l'autodéfense à des « sans-parti » prêts à « accepter la discipline et les directives du parti »[1011].

Cette primauté absolue accordée à la défense de l'Union soviétique a besoin d'être expliquée, tant elle surprend dans ce genre de contexte. Jusqu'en 1927-1928 en effet, la menace d'une attaque des puissances impérialistes contre l'URSS n'est pas absente de la propagande de la SFIC. Le souvenir des « interventions » entre 1918 et 1922, qui ont vu les armées de presque toutes les grandes puissances de l'époque (la France, la Grande-Bretagne, le Japon, les États-Unis, et d'autres encore y compris l'Italie et la Grèce!) attaquer la jeune Russie soviétique, est toujours bien vivace. Mais cette menace est presque toujours traitée soit de façon assez générale, soit en lien avec l'Armée rouge russe, dont elle est la mission principale. Les choses commencent à changer dans le courant de 1927, alors que l'avance de « l'Expédition du Nord »[II] fait craindre une intervention directe de la

I La Ligue communiste (LC) est fondée en avril 1930 comme tendance clandestine au sein du PCF et vise à regrouper les deux principales organisations de l'opposition de gauche en France : le groupe de l'ancienne revue *Clarté*, devenue *La Lutte des* classes, dirigé notamment par le surréaliste Pierre Naville ; et le groupe de *La Vérité*, dirigé par Raymond Molinier. Menée d'abord brièvement par Alfred Rosmer, la LC est traversée par de nombreuses brouilles et scissions, au désespoir de Trotski lui-même. Le groupe se dissout en 1934 lors du « tournant français » vers l'entrisme et l'entrée des « bolcheviks-leninistes » dans la SFIO.

II Déclenchée en juillet 1926 depuis les bases nationalistes du Sud de la Chine, l'Expédition du Nord voit l'Armée nationale révolutionnaire (ANR) du Guomindang progresser vers le nord, à travers les zones tenues par les Seigneurs de la guerre qui se partageaient le pays depuis la tentative ratée de restauration monarchique de 1916. Précédée et appuyée par une vague d'insurrections paysannes, l'ANR atteint Shanghai au printemps 1927, puis Pékin en juin 1928. Après l'assassinat du dernier des grands seigneurs de la guerre (Zhang Zuolin) par ses protecteurs japonais, son fils se rallie au Guomindang avec ses troupes. La Chine est officiellement « réunifiée » sous la férule de Jiang Jieshi. Mais dans l'intervalle, celui-ci a rompu avec les communistes et a massacré leur avant-garde militante à Shanghai, sous les applaudissements des puissances. Une nouvelle guerre civile commence qui durera jusqu'en 1949. (Voir notamment : Michael Lynch, *The Chinese Civil War 1945–49*, Oxford, Osprey

France et de la Grande-Bretagne contre la révolution chinoise[1012]. La défense de la révolution chinoise devient donc un thème régulier de la propagande communiste et se voit rapidement adjoindre celui de la défense de l'URSS[1013]. Comme le résume en février 1928 le *Bulletin* de la section d'Agit-Prop, « l'axe [du] travail antimilitariste, c'est la lutte contre les préparatifs de guerre, pour la défense de l'URSS et de la révolution chinoise »[1014].

Dans le même temps, une crise politique et sociale a surgi en URSS et complètement fracturé la direction du parti jusque-là soudée autour de l'alliance entre la « droite » incarnée par Boukharine et le « centre » de Staline. Enrichie par la NEP, une partie de la paysannerie devient de plus en plus ouvertement hostile au contrôle du parti sur les campagnes. Des émeutes et des affrontements opposent collecteurs et paysans, voire paysans riches (*koulaks*) et ouvriers des villes envoyés chercher du blé pour mettre fin à la disette née du refus des paysans de livrer leur blé au prix fixé par l'État. C'est toute l'orientation politique fixée par la direction du PC depuis 1924 qui est remise en question et qui pousse Staline à rompre avec Boukharine et à lancer l'URSS dans l'aventure de la collectivisation forcée et du « tournant à gauche ». Les plans d'industrialisation de l'opposition de gauche, jusque-là jugés inutiles et utopiques, sont adoptés sous une forme caricaturale par la direction du parti, qui purge en même temps à gauche et à droite[1015]. L'URSS se retrouve donc particulièrement affaiblie. Basée jusque-là sur une mobilisation massive de la paysannerie en cas de guerre, son armée est désorganisée et paralysée par sa participation à la répression des soulèvements de *koulaks* et la mise en place de la collectivisation[1016]. Dans le même temps, l'échec de la grève générale anglaise et de la révolution chinoise[1017], et la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne en mai 1927 marquent un isolement croissant de l'URSS. Dans cette situation, les appels de plus en plus réguliers à une « croisade des patries » contre la Russie[1018] semblent de plus en plus crédibles pour la direction du parti communiste de l'URSS. Dans ce contexte, le rôle du PC français est d'autant plus important que la France reste considérée comme une des principales menaces contre l'URSS, au côté d'une Grande-Bretagne en apparence plus offensive du fait de la réticence du gouvernement français à mettre inutilement en danger le délicat équilibre issu du traité de Versailles[1019]. Depuis 1926, les services de renseignements de l'Armée Rouge considèrent en effet que c'est Paris qui est à la manœuvre derrière la plupart des menaces d'agressions contre l'Union soviétique, que celles-ci viennent des pays baltes, de la Pologne ou de la Roumanie[1020].

La menace impérialiste est donc régulièrement mise en avant par la propagande communiste comme un moyen de montrer l'urgence de la situation. La presse communiste dénonce ainsi les « préparatifs de l'intervention contre l'URSS de la part de la France », qui comprendraient notamment le financement d'une « armée de gardes blanches de 60.000 hommes sous la direction du Général tsariste Miller », le sabotage de l'économie soviétique, ou encore les efforts personnels de Poincaré pour « l'unification des forces pour la lutte contre l'URSS »[1021]. Dans le même temps, au Bureau politique, les discussions courent sur les préparatifs guerriers des pays d'Europe de l'Est, et notamment ceux de la petite Entente, et tracent même un parallèle avec la période des guerres balkaniques de 1912-1913, qui avaient précédé et tracé le décor pour la première guerre mondiale[1022].

Cette crainte d'une attaque contre l'URSS s'impose donc au PC et à sa propagande. Elle devient une sorte de leitmotiv, mis en avant dans presque tous les domaines, proches ou lointains, y compris lorsqu'elle peut sembler assez déconnectée du sujet abordé, comme c'est le cas avec les piquets. Elle marque de façon visible un des traits les plus nets de la stalinisation des partis communistes

Publishing, 2010).

occidentaux : leur soumission aux intérêts diplomatiques (en l'occurrence militaro-diplomatiques) de l'URSS. Cela est aussi visible dans un autre domaine, celui de l'insurrection qu'il s'agit de préparer.

La rupture du lien théorique entre autodéfense et insurrection

Parmi les autres thèmes de propagande mentionnés par Latour dans sa brochure, on peut noter une différence avec ceux avancés (au moins en interne) du temps des GDA-JGA. Si l'antifascisme et la lutte immédiate contre la répression sont toujours là, la nécessité de l'armement du prolétariat pour préparer l'insurrection future et la formation des futurs cadres militaires de la révolution sont absentes. Ce n'est pas un hasard.

La question de l'insurrection fait l'objet d'une insistance particulière de la part de l'IC dès ses origines et encore plus particulièrement entre 1924 et 1926. Comme on l'a vu dans notre première partie, en 1922, déjà, Trotski écrit à Rosmer que « *le moment approche où les ouvriers européens devront méditer concrètement les questions de la violence révolutionnaire sous tous ses aspects* ». Quelques années après, il souligne encore la nécessité d'étudier l'expérience des insurrections passées pour pouvoir aboutir à un manuel de préparation des PC occidentaux[1023]. Loin d'être une obsession propre au seul Trotski, ce lien entre autodéfense et préparation à la future révolution est fait de manière très fréquente (et en fait quasi-systématique dans les articles théoriques sur la question), que ce soit en Bureau politique (en 1924, un orateur non identifié affirme ainsi que « *la préparation militaire se pose en conséquence avec une grande urgence. Condition tactique, stratégique et politique de la prise du pouvoir* »[1024]), ou dans des manifestations publiques (Jacques Duclos déclare en 1926 que le rôle des GDA est d'aider à la marche vers « la conquête du pouvoir »[1025]).

À partir de 1928, ce lien se délite progressivement et finit par se rompre nettement, dans un processus qui n'est pas moins qu'encouragé par l'Internationale Communiste. Le programme adopté lors de son VI[e] congrès en 1928 ne mentionne ainsi l'insurrection qu'en passant et sans développer aucunement les nécessités d'organisation qu'elle suppose :

> Lorsqu'une poussée révolutionnaire a lieu, lorsque les classes dirigeantes sont désorganisées, les masses en état d'effervescence révolutionnaire, les couches sociales intermédiaires disposées dans leurs hésitations à se joindre au prolétariat, lorsque les masses sont prêtes au combat et aux sacrifices, le Parti du prolétariat a pour but de les mener directement à l'assaut de l'État bourgeois. Il le fait par la propagande de mots d'ordre transitoires de plus en plus accentués (Soviets, contrôle ouvrier de la production, comités paysans pour l'expropriation de la grande propriété foncière, désarmement de la bourgeoisie, armement du prolétariat, etc.) et par l'organisation d'actions des masses, auxquelles doivent être subordonnées toutes les formes de l'agitation et de la propagande du Parti, y compris l'agitation parlementaire. À ces actions de masses se rapportent: les grèves et les manifestations combinées, les grèves combinées avec les manifestations armées, enfin la grève générale liée à l'insurrection armée contre le pouvoir d'État de la bourgeoisie. Cette dernière forme supérieure de la

> lutte est soumise aux règles de l'art militaire; elle suppose un plan stratégique des opérations offensives, l'abnégation et l'héroïsme du prolétariat. Les actions de cette sorte sont obligatoirement conditionnées par l'organisation des grandes masses en formation de combat, dont la forme même entraîne et met en branle le plus grand nombre possible de travailleurs (Soviets des députés ouvriers et paysans, Soviets de soldats, etc.) et par un renforcement du travail révolutionnaire dans l'armée et dans la flotte.[1026]

Allant plus loin, le même congrès condamne comme irréalisable la constitution de milices ouvrières légales ou semi-légales en période non révolutionnaire, condamnant du même coup l'école d'insurrection que devaient être ces milices, sans leur proposer d'alternative. Toujours présente dans les textes officiels de l'IC, l'insurrection y est maintenant présentée comme l'évolution presque naturelle d'un processus révolutionnaire mécanique, sans que son programme ne mentionne par exemple la nécessité pour le parti d'y préparer ses cadres[I].

À la lecture du texte de Latour, l'impression est encore plus nette et il apparaît évident que c'est l'équilibre même de la politique militaire du PC qui a changé en 1928. L'autodéfense n'a plus pour but affiché de préparer la révolution future en habituant les militants les plus avancés à la discipline et aux opérations militaires et en diffusant au sein de la classe ouvrière l'idée de la nécessité de l'armement du prolétariat. Elle est devenue un moyen de mettre en place des démonstrations de force, qui pourraient « battre l'impérialisme »[1027]. L'évolution est nette, bien que discrète et se produisant dans le cadre d'une radicalisation générale du discours – qui voit le PC appeler à la « conquête de la rue » et à la lutte contre l'ensemble de la société bourgeoise.

Malgré ses 30 pages, la brochure de Latour ne fait ainsi pas mention une seule fois de l'insurrection future, comme si l'autodéfense était devenue une tâche purement immédiate – ou comme si l'insurrection ne devait plus être préparée. La contradiction est encore plus criante quand on note que cette disparition des tâches de préparation pratique de la révolution se produit alors même que la France est proclamée par la direction de l'IC comme se trouvant au bord d'une situation révolutionnaire[1028] !

Cette absence de l'insurrection se retrouve dans les années suivantes, que ce soit dans des publications ou dans les discussions internes à la direction[II]. En 1929 par exemple, lorsque

---

I Cette brièveté est d'ailleurs durement critiquée par l'opposition de gauche (« trotskiste ») dans un document clandestin, qui réussit à toucher quelques délégués internationaux lors du VI[e] congrès. Abordant le passage traitant de l'insurrection, Trotski y écrivait :

> « *Toutes ces vérités élémentaires, indiscutables en elles-mêmes, sont simplement énumérées les unes à la suite des autres, c'est-à-dire sans être reliées au caractère historique de l'époque* [...]. *Le problème essentiel du programme, c'est-à-dire la stratégie du coup d'État révolutionnaire – les conditions et méthodes menant à l'insurrection, l'insurrection proprement dite, la conquête du pouvoir –, est examiné, sèchement, parcimonieusement,* […] *Il suffit de remarquer que le projet répudie l'esprit révolutionnaire d'aventure (« le putschisme ») sans essayer de dire, par exemple, si le soulèvement en Estonie, l'explosion dans la cathédrale de Sofia en 1924, ou la dernière insurrection de Canton furent des manifestations héroïques de l'aventurisme révolutionnaire ou au contraire des actions méthodiques entrant dans la stratégie révolutionnaire du prolétariat.* » (Léon Trotski, « Critique du programme de l'Internationale communiste », 1928, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ical/ical.html [consulté le 3 janvier 2019]).

II On verra notamment au chapitre 3.3 la façon dont l'équilibre entre ces deux aspects de la politique militaire du PC est abordé aux lendemains du 6 février 1934 et de l'insurrection des Asturies.

l'autodéfense se voit fixer des buts politiques lors d'une discussion en Comité Central, ceux-ci sont extrêmement limités. Il ne s'agit plus de former les « futurs chefs » de la « future armée rouge » française[1029], mais plus prosaïquement de permettre au parti de manifester dans la rue, comme l'affirme Pierre Célor[I] en juin 1929 :

> Si nous sommes convaincus, si nous voulons réellement aller au 1er août et en faire un premier août de démonstrations de rues, nous n'avons pas le droit de ne pas prendre toutes les mesures pour assurer ces démonstrations. Les démonstrations du 1er août seront des démonstrations qui se feront envers et contre la police. Nous devons prendre des dispositions pour faire cela.[1030]

Seule exception (de taille) à la disparition théorique du thème de l'insurrection, la brochure de « Neuberg » sur *l'Insurrection armée*, devenue presque légendaire, malgré sa diffusion très limitée. Publié en France en 1931, ce document est le fruit d'un travail collectif regroupant sous le pseudonyme de Neuberg un comité groupant des officiers supérieurs de l'Armée rouge, dont les « commandants rouges » Blyukher[II] et Toukhachevski[III], l'ex-cadre dirigeant de la Tcheka et du

---

I **Pierre Célor (1902-1957)** : Né au Maroc, Célor est d'abord employé des chemins de fer d'État à Paris avant de retourner au Maroc et d'y travailler comme comptable. Adhérent à l'éphémère « Fédération Communiste des Soviets » de Raymond Pericat, il rejoint le PC en 1923, après l'exclusion de Frossard et la lutte contre l'occupation de la Ruhr. Licencié et renvoyé en métropole suite à sa participation à la lutte contre la guerre du Rif alors qu'il était conscrit, il devient un clandestin de la JC chargé de participer au travail illégal en Algérie. Secrétaire de la section coloniale du PC en 1926, il est aussi membre de la direction de la JC. Coopté au BP fin 1928, il redevient illégal pendant l'affaire du « complot ». En disgrâce à partir de 1930, il est accusé avec Barbé d'être responsable des échecs du PC dans la période précédente. Relevé de toutes ses fonctions en décembre 1931, il est exclu du PC en octobre 1932 comme « agent policier ». Sans activités politiques jusqu'en 1941, il adhère alors au PPF et devient membre de sa direction nationale. Parti avec Doriot en Allemagne, il y dirige l'école des cadres du PPF. Après-guerre, il est condamné à sept mois de prison, puis gracié. Il collabore ensuite au bulletin d'information anti-communiste de Souvarine et devient catholique intégriste. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article50880, « Notice CELOR Pierre, Louis, Joseph, Jean », Claude Pennetier, version mise en ligne le 18 juillet 2009, dernière modification le 25 septembre 2010).

II **Vassili Konstantinovich Blyukher (1889-1938)** : Né dans une famille paysanne de Russie centrale, Blyukher est d'abord ouvrier puis sous-officier. Adhérent au parti bolchevik en 1916, il combat dans l'Armée rouge et progresse régulièrement dans la hiérarchie militaire. Stationné en Extrême-Orient, il dirige les troupes soviétiques lors de la brève guerre victorieuse contre la Chine (1929) et fait partie de la première promotion de Maréchaux lors du rétablissement des grades militaires en 1935. Après avoir présidé le tribunal militaire qui condamne à mort Toukhachevski en 1937, il est à son tour arrêté et meurt sous la torture l'année suivante. (Biographie de Blyukher , *in*. Pierre Broué, *Le parti bolchevique*, Paris, Editions de Minuit, 1963, p.564).

III **Mikhaïl Nikolaïevitch Toukhachevski (1893-1937)** : Issu d'une famille de la petite noblesse d'origine polonaise, Toukhachevski devient « naturellement » officier dans l'Armée impériale russe et combat héroïquement pendant la première guerre mondiale. Rallié à la révolution dès ses débuts, comme nombre de jeunes officiers réformateurs, il devient un des commandants rouges les plus talentueux de la guerre civile. Commandant de l'Académie militaire en 1921, il devient ensuite chef d'État-major général de 1924 à 1928. Commissaire du peuple adjoint à la guerre en 1931, il préside à la modernisation et à la mécanisation de l'Armée rouge et est le principal parrain de la théorie des « Opérations dans la profondeur ». Partisan d'une guerre préventive contre l'Allemagne nazie, il est arrêté et fusillé en 1937. (Biographie de Toukhachevski, *in*. Pierre Broué, *Le parti bolchevique*, Paris, Editions de Minuit, 1963, p.602).

directorat politique de l'Armée rouge Jozef Unszlicht[I], et les militants de l'IC Nguyen Ai Quoc[II] (futur Ho Chi Minh) et Hans Kippenberger[III].[1031] Ce document atypique semble bien être le prolongement du « règlement de la guerre civile » appelé de ses vœux par Trotski en 1924 et dont nous avons déjà plusieurs fois parlé[1032]. À ceci-près qu'il se concentre sur les aspects purement techniques et militaires de l'insurrection, au détriment de son caractère politique – ce que la préface rédigée par le CC de la SFIC ne manque pas de faire remarquer.

Cette brochure peut se diviser en deux grandes parties : d'abord une analyse des insurrections révolutionnaires récentes, dont celle de Reval en 1924, de Hambourg en 1923 (où Kippenberger a joué un grand rôle en organisant les centuries clandestines du KPD), de Canton et Shanghaï en 1926 et 1927 (à laquelle ont assisté ou participé à la fois Blyukher et Nguyen Ai Quoc) ; s'ensuit une longue analyse « technique » des principes généraux et de la tactique d'une insurrection prolétarienne.

Au-delà de son apport propre, cette somme théorique est particulièrement intéressante pour nous du fait des suites de sa publication. Si le texte lui-même traite assez peu du rôle politique du parti (bien qu'il souligne la nécessité de préparer longtemps en avance l'appareil militaire du parti), c'est surtout sa préface qui retient l'attention. Approuvée par le CC de la SFIC, celle-ci insiste particulièrement sur la nécessité de former les masses prolétariennes à l'art de l'insurrection, semblant renouer ainsi avec les formules de la période 1923-1928 :

> Les gardes rouges du prolétariat insurgé obtiendront le maximum d'effet dans le combat et subiront le minimum de pertes si leurs soldats les mieux exercés et leurs chefs sont convenablement armés et connaissent bien l'art militaire, tout au moins le maniement des armes, la tactique du combat de rues ou en rase campagne, etc. […] la condition obligatoire du succès est la diffusion de l'idée de l'insurrection armée dans les masses, la bonne compréhension par les simples ouvriers de l'évolution des

I **Jozef Unszlicht (1879-1938)** : Né dans une famille juive de Pologne russe, Unszlicht adhère au SDKPiL de Rosa Luxemburg, et rejoint le POSDR en 1906. Après la révolution d'octobre, il est un des adjoints de Dzerjinski à la Tcheka et participe au Comité Révolutionnaire Provisoire Polonais lors de la guerre soviéto-polonaise de 1920. Il quitte la direction de la Tcheka en 1924 et rejoint alors le commissariat du peuple à la guerre. En 1927, il est aussi nommé à la tête de l'OSOAVIAKHIM, l'organisation de préparation militaire de la jeunesse. Accusé d'être un « espion polonais », il est arrêté et fusillé en 1937. (Branko M. Lazić et Milorad M. Drachkovitch, *Biographical dictionary of the Comintern*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986, pp-488-489).

II **Nguyen Sinh Cung, alias Nguyen Tat Thanh, Nguyen Ai Quoc, Hô Chi Minh (1890-1969)**: Fils d'un mandarin vietnamien ruiné, Nguyen Sinh Cung devient très tôt indépendantiste. Il part à l'étranger en 1911, et se fixe en France en 1917. Adhérent à la SFIO en 1919, il soutient l'adhésion à l'IC. Devenu un cadre de l'Internationale dès 1923, il est en mission en Chine de 1924 à 1927, puis dans differents pays d'Asie. En disgrace dans les années 1930, il semble n'échapper aux purges que grâce à son absence d'URSS. Il est en effet envoyé en Chine auprès de Mao de 1938 à 1941. Cette année-là il rejoint le Viet-Nam et fonde la Ligue pour l'Indépendance du Viêt Nam (abbrégé en « Viet-Minh »). Il proclame l'indépendance du Viet-Nam le 2 septembre 1945, devient président de la République Démocratique du Viet-Nam et le reste jusqu'à sa mort. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article123912, « Notice NGUYEN AI QUOC, connu sous le nom de HO CHI MINH », Daniel Hémery, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 30 novembre 2015).

III **Hans Kippenberger (1898-1937)** : Né à Leipzig, Kippenberger est apprenti imprimeur lorsqu'il s'engage volontairement dans la *Heer* en 1915. Plusieurs fois blessé, il est lieutenant-chef à la fin de la guerre. Membre de l'USPD, il rejoint le KPD avec la majorité de son parti en 1920. Permanent dès 1922, il joue un rôle clé dans l'insurrection de Hambourg en octobre 1923. Clandestin, il est formé dans une académie militaire soviétique, avant d'être un des organisateurs du *M-Apparat* du KPD (appareil militaire clandestin), puis du *BB-Resort*, la structure secrète du KPD liée au GRU. Elu au Reichstag en 1928 et membre du CC du KPD, il reste en Allemagne après 1933 et tente de maintenir dans la clandestinité les structures militaires du parti. En butte à l'hostilité d'Ulbricht et Pieck, alors favoris de Staline, il est arrêté lors d'un séjour en URSS en 1935, puis fusillé en 1937. (Notice biographique disponible dans: Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Éditions de Minuit, 1971. En ligne sur: https://www.marxists.org/francais/broue/works/1971/00/broue_all_bios.htm [consulté le 26 juin 2019]).

> événements, du sens des manifestations armées et des grèves politiques de masses de plus en plus fréquentes, des devoirs incombant à chaque prolétaire en cas de combat entre les forces armées de la révolution et celles des classes dominantes.[1033]

Mais cette publication est immédiatement condamnée par l'IC. Depuis Moscou, André Marty « écrit alors à Paris que la préface est une erreur dont le comité central doit publiquement se désolidariser »[1034]. C'est que les conclusions d'une telle analyse sont en réalité, malgré ce que prétend le préfacier, en contradiction avec l'application pratique des décisions du VI[e] congrès. Elle juge en effet possible de préparer activement une partie de l'avant-garde aux tâches qui lui incomberont pendant la révolution à travers les « organisations de défense prolétarienne » et ce dès la « période actuelle de paix »[1035]. C'est en fait exactement ce que se proposaient de faire les GDA et que le congrès de 1928 a jugé impossible. Après l'intervention de Marty, le CC s'exécute et Albert Vassart[I], jusque-là chargé de la diffusion de la brochure, doit se démener pour en empêcher la circulation[1036].

Cette disparition est à notre avis à lier à la crainte d'une offensive militaire contre l'URSS, qui existe alors dans les couches dirigeantes soviétiques. Avec le renforcement de la mainmise stalinienne sur la direction des partis communistes – notamment au travers du processus de « bolchevisation » –, ce sont de plus en plus les intérêts diplomatiques et militaires de la direction soviétique qui s'imposent aux différents PC. Or, comme on l'a vu, les multiples crises de 1928 débouchent sur une véritable panique de l'invasion parmi les dirigeants de l'URSS (même si celle-ci n'a sans doute été que temporaire). La priorité du travail du parti n'est plus de préparer la prise du pouvoir par l'insurrection révolutionnaire mais d'empêcher ou de compliquer une éventuelle « offensive impérialiste ». Dans ce cadre, l'autodéfense est limitée à la protection des activités « normales » du parti, voire à la défense de son existence. Il importe en effet pour l'IC de conserver des PC fonctionnels, capables de mener des actions spécialisées contre la politique militaire des puissances occidentales. C'est ce qui explique que l'autodéfense du PC français passe au second plan derrière le travail *anti*, qui lui-même se focalise de plus en plus sur la lutte contre les capacités offensives de l'armée française et de moins en moins sur la préparation de la désagrégation révolutionnaire de l'armée. L'importance croissante du thème de la « fraternisation avec l'Armée rouge » illustre bien cette évolution. Lorsque la crainte d'une invasion imminente se dissipe progressivement, la faiblesse des partis occidentaux (à l'exception du KPD) explique que la direction soviétique n'ait pas remis à l'ordre du jour la préparation de la révolution socialiste. Issue d'un courant qui avait placé l'intérêt de l'URSS avant la « révolution mondiale » après la mort de Lénine, elle est confortée dans ce désintérêt par la crise profonde que subissent alors les PC occidentaux : comment ces partis isolés, affaiblis, coupés d'une bonne partie de la classe ouvrière,

---

I **Albert Vassart (1898-1958)** : Enfant d'une famille ouvrière, Vassart commence à travailler à 12 ans et adhère à la CGT en 1913. Mobilisé en 1917, il sert dans un régiment de chars qui est employé après-guerre dans la lutte contre les grévistes du Nord. « Anarcho-syndicaliste » jusqu'en 1923, il adhère au PC après l'occupation de la Ruhr et est élève de l'École léniniste de Bobigny en 1924. Élu au CC en juin 1926, il est aussi et surtout membre de la direction de la fédération des métaux de la CGTU. Membre du BP par intermittence jusqu'en 1934, il est hostile à « Classe contre classe » en 1927 et est aussi opposé à l'alignement total de la CGTU sur le parti que promeut alors Monmousseau. Critiqué par Marty, il reste néanmoins au CC et est orienté vers l'activité électorale. Hostile au pacte germano-soviétique, il quitte le PC en 1939 et rejoint en 1941 le POPF collaborationniste de Barbé et Gitton. Rallié à la résistance gaulliste en 1943-1944, il devint après-guerre un propagandiste anti-communiste, proche à la fois de la *Révolution prolétarienne* et des « Amis de la Liberté ». (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article50868, « Notice VASSART Albert », Claude Pennetier, version mise en ligne le 17 juillet 2009, dernière modification le 25 octobre 2017).

pourraient-ils prendre le pouvoir ? La révolution en France est donc en pratique repoussée à des temps meilleurs. L'analyse de ce tournant est rendue difficile par la radicalisation verbale apparente qui l'accompagne, radicalisation qui cache en fait l'abandon de la préparation pratique de la révolution.

Quelles réalisations ?

L'adoption d'un projet d'autodéfense aussi audacieux que celui de Latour pose en effet naturellement la question de sa réalisation pratique. Y répondre est difficile pour un certain nombre de raisons. Et d'abord, parce que, contrairement aux GDA-JGA et au Front Rouge qu'ils remplacent, les « piquets » comme l'autodéfense du parti sont supposés être complètement clandestins. Cela signifie donc que d'une part, ils ne pratiquent aucune des activités publiques qui permettent aux policiers (et à l'historien) de compter les effectifs des GDA, et d'autre part, qu'il est difficile de les identifier dans les affrontements. En effet, un « piquet » efficace doit être invisible pour l'observateur extérieur comme pour les autres manifestants, alors qu'un service d'ordre classique (et a fortiori une section GDA) doit être visible pour être efficace. Cette relative disparition de l'autodéfense du parti dans les affrontements ne signifie bien sûr pas qu'elle n'existe pas, mais elle rend plus difficile de distinguer le militant actif et organisé d'un groupe d'autodéfense du militant « normal » ou du sympathisant participant à l'action de sa propre initiative. Il est donc difficile de juger des progrès de l'autodéfense par des sources l'abordant de l'extérieur, c'est-à-dire par le biais des affrontements et des manifestations. Par contre il reste possible de distinguer les grandes dynamiques de son évolution à travers les rapports des indicateurs de police infiltrés au sein du parti (la « troisième période » et l'atmosphère de « complot » rendant la Sûreté particulièrement attentive aux activités communistes), et, surtout, à travers les rapports et les documents internes au PC. En effet, même si ce travail n'est plus une priorité au point où il l'était en 1926-1928, il reste néanmoins régulièrement discuté par la direction, qui pousse aussi dans ce sens les structures régionales.

Dans certaines fédérations, le service d'ordre « du parti », distinct des GD-JG et fonctionnant de façon théoriquement clandestine, est apparemment déjà en place à l'été 1928. Cela semble être le cas à Lille où existe, à côté du « service d'ordre en costume », un « service illégal qui comprend 200 camarades », et qui est doté d'un responsable dans chaque cellule, qui est le seul à connaître ses subordonnés ». L'ensemble peut être convoqué rapidement.[1037] Mais cette autodéfense lilloise n'est pas une application de la nouvelle ligne en train d'être élaborée, mais plutôt une solide survivance de l'appareil d'autodéfense tel qu'il existe avant 1926 : un service d'ordre composé uniquement de militants du parti et mobilisé uniquement en cas de besoin, pour assurer la protection du travail militant quotidien. Il semble bien que ce soit ce modèle qui s'impose pour répondre aux nécessités, alors que les piquets restent au rang des projets malgré plusieurs tentatives de mobilisation de la base et de transfert des effectifs de l'ex-Front rouge. Ainsi en septembre 1929, les Jeunesses Patriotes de Bordeaux sont informées que la JC locale cherche à relancer le travail antimilitariste, et leur font passer un message pour les prévenir qu'ils sont prêts à utiliser la force pour empêcher toute distribution de tracts ou de journaux. La réaction de la JC est révélatrice à la fois de l'état de l'autodéfense locale des organisations communistes, comme de l'ignorance complète des consignes sur les piquets. En effet, la JC n'essaie pas de recruter des volontaires parmi les ouvriers ou les

sympathisants, mais s'adresse au parti pour qu'il constitue des groupes de défense ad-hoc, révélant aussi au passage qu'il n'existe donc pas de structures d'autodéfense permanente à Bordeaux[1038]. La situation au niveau national semble osciller entre ces deux pôles « lillois » et « bordelais », sans qu'on ne trouve trace d'une mise en pratique des consignes de Latour.

Pourtant, le PC tente régulièrement de faire plus, notamment lors des mobilisations du 1er Mai et du 1er Août 1929. Comme en 1928, le 1er Mai est proclamé « 1er Mai de combat », et l'autodéfense est mise à l'honneur lors des circulaires envoyées aux structures régionales, d'après lesquelles les manifestations doivent permettre de constituer partout des « piquets » tels qu'envisagés par Latour dans sa brochure :

> Le "piquet" doit devenir ensuite, au cours de la journée, dans la ou les démonstrations, l'organisation primaire de la défense ouvrière contre les attaques de la police et des adversaires du prolétariat. Les "piquets", bien organisés et dirigés, resteront et se développeront au cours des luttes ultérieures. (Se référer aux instructions sur l'auto-défense). […] Le 1er Mai doit permettre de poser largement le problème de l'autodéfense, conçu non comme un appareil étroit et peu nombreux, séparé de la masse, mais au contraire envisagé comme la forme large de participation de la masse, encadrée et disciplinée sous la conduite de chefs de groupes connus et pourvus de l'autorité basée sur la confiance de leurs camarades d'ateliers ou de quartiers.[1039]

D'ailleurs, les thèmes de propagande prévus pour ce 1er mai sont exactement ceux envisagés par Latour, mêlant revendications économiques, lutte contre la « rationalisation » de l'industrie, et défense de l'URSS[1040]. En pratique, il faut remarquer que ces sujets sont devenus communs à toute la propagande du PC, un marqueur supplémentaire du fait que l'autodéfense n'est plus un sujet de propagande particulier mais a réintégré le travail régulier du parti.

La répression est de grande ampleur. C'est en effet l'époque des rafles du préfet Chiappe. Pour le 1er mai, c'est à plus de 3 400 arrestations « préventives » que se livre la police, sous les applaudissements de la droite et de l'extrême-droite, et sous les critiques de *l'Humanité* qui dénonce des mesures de guerre civile, preuves du fascisme gouvernemental[1041]. Cette manœuvre semble en tout cas avoir rempli ses objectifs. La mobilisation de forces de police extrêmement nombreuses dans les rues de Paris et l'arrestation au petit matin d'une bonne partie des dirigeants et des cadres de la CGTU, du PC et de leurs organisations « sœurs » ont empêché que se tiennent des manifestations de grande ampleur à Paris et dans la plupart des grandes villes. Pour autant, dans d'autres agglomérations où le PC disposait de forces importantes, comme à Marseille, Lille, Lens ou Lorient, des défilés ont pu avoir lieu, parfois ponctués d'affrontements avec la police[1042]. Aucun de ces combats ne semble pour autant avoir débouché sur la constitution d'un quelconque piquet.

En effet, moins de deux mois plus tard, lorsque le CC réfléchit à la préparation du 1er août, plusieurs membres constatent qu'en matière d'autodéfense, « rien n'a été fait » et que le parti n'est pas plus prêt à « conquérir » la rue que lorsqu'il s'est fixé pour la première fois cet objectif, comme le résume Célor dans son intervention :

> Quand on examine l'état politique du parti, on est inquiet sur la capacité du parti à être effectivement à la tête des ouvriers, sur la capacité du parti de passer, dans un laps de

> temps assez court, sans trop de casse, à la quasi illégalité. […] Je pense qu'un problème tout-à-fait important et qui est négligé, c'est la question de l'auto-défense. On en parle dans toutes les réunions. Il n'y a pas un appel, pas un papier qui sorte sans que cette question soit posée. Mais quand on examine ce qui est réalisé, on s'aperçoit qu'il n'y a rien de fait. […] Si nous sommes convaincus, si nous voulons réellement aller au 1er août et en faire un premier août de démonstrations de rues, nous n'avons pas le droit de ne pas prendre toutes les mesures pour assurer ces démonstrations. Les démonstrations du 1er août seront des démonstrations qui se feront envers et contre la police. Nous devons prendre des dispositions pour faire cela.[1043]

Et Bonnefons de rappeler qu'il s'agit bien non pas de constituer des organisations spéciales d'autodéfense mais de « mettre en état d'auto-défense l'ensemble [des] organisations » du parti[1044]. Le même constat se répète deux mois plus tard, lorsque Berlioz trace le bilan du 1er aout :

> […] Enfin, notre préparation à l'illégalité restait très incomplète. Dans certaines de nos régions, dans des organisations syndicales unitaires, on était loin de s'attendre à une telle violence systématique et l'on n'avait pas encore pris de mesures en conséquence. [...] Nos comités ont vu parfois leurs membres se disperser pour échapper au complot policier sans que de suffisants moyens de protection aient été organisés. Toutes les mesures de précautions nécessaires n'ont pas été prises ou l'ont été tardivement. Il est évident que nous manquions d'expériences dans ce domaine, sans compter les illusions qui pouvaient encore exister dans nos propres rangs, et que nous avons beaucoup à apprendre pour réduire absolument à néant un effort policier inouï et inconnu jusqu'à ce jour.[1045]

Pour la direction du parti, cette absence de résultats s'explique entre autres par la répression. Celle-ci a été effectivement imposante. Entre vingt-deux mille et trente mille membres des forces de l'ordre occupent Paris au matin du 1er août[I], réduisant à néant tout espoir de conquête de la rue[1046].

Mais cet échec a aussi d'autres causes, d'après Berlioz, et notamment la passivité, voire la résistance de nombre de cadres et de militants, qui protestent contre ce qu'ils considèrent comme un retour aux « méthodes Suzanne Girault »[1047]. Même la direction de l'ARAC semble être passée à l'opposition sur cette question, en refusant de faire plus pour le 1er août que les traditionnels dépôts de gerbes aux monuments aux morts suivis de réunions ouvertes sur les dangers de guerre[1048]. Exclue de l'autodéfense avec la création du Front rouge, l'organisation d'anciens combattants ne semble pas décidée à y retourner, alors même qu'elle a été vidée de ses oppositionnels déclarés en 1927-1928 et qu'elle devrait donc être fidèle à la nouvelle « ligne générale ». Cette passivité n'est pas la seule forme d'opposition ou de déviation que suscite la troisième période.

En effet, il se développe aussi parallèlement des tendances « putschistes », qui sont en pratique encouragées par le discours offensif et l'insistance sur la clandestinité. Les partisans de cette

I C'est-à-dire plus que les effectifs militants du PC en région parisienne (Roger Martelli, *Prendre sa carte : 1920-2009, données nouvelles sur les effectifs du PCF*, *op.cit*.).

« déviation » se proposeraient purement et simplement « d'abandonner le travail de masse » pour constituer des groupes armés en prévision d'un 1er août insurrectionnel. Il est intéressant de noter qu'alors qu'il s'agit là assez clairement d'une déviation que l'on pourrait qualifier de « gauchiste », le discours officiel du parti n'y voit qu'une « déviation de droite » se camouflant sous un « verbiage extrême-gauchiste », comme si, pour la direction du parti, il ne pouvait exister de déviation qu'à droite[1049]. De telles tendances conspirationnistes ne peuvent pourtant qu'être suscitées par le discours officiel du parti, qui ne cesse d'appeler à la « conquête de la rue », à la « bagarre avec les flics », et considère même que la chute des effectifs ou la répression sont positives, car elles font avancer la « bolchevisation » du parti en séparant le bon grain militant de l'ivraie opportuniste[1050].

Quelques mois plus tard, lorsque la JC avance des mots d'ordres nationaux pour l'autodéfense, elle continue sur la ligne des « piquets » de travailleurs encouragés par les communistes à combattre la police :

> […] en vue des chocs inévitables et violents entre la police et les ouvriers, il faut poser actuellement comme tâche de premier plan le développement de l'auto-défense, [...] en clarifiant aux yeux des ouvriers, le problème de l'armement primaire. Il faut dire aux ouvriers d'utiliser leurs outils, les boulons, etc. pour se défendre contre la police. Il faut organiser maintenant les jeunes ouvriers à l'usine sur cette base.[1051]

Mais malgré ces échecs, l'orientation générale ne change pas[1052]. Et l'échec de ces journées de « conquête de la rue » se reproduit d'année en année. C'est le cas en 1931 avec la journée de mobilisation contre le chômage organisée le 25 février par l'IC[1053]. Alors qu'en Allemagne, le KPD a fait descendre des milliers de personnes dans la rue malgré l'interdiction de ses manifestations et que des affrontements à Leipzig ont même fait trois morts, en France, la journée a été relativement calme[1054]. À Paris, où quelques dizaines d'arrestations ont été opérées, l'activité communiste s'est surtout concentrée sur des réunions publiques dans des locaux et des mairies du parti[1055]. Un échec que *l'Humanité* attribue surtout à la répression et à un déploiement de force policière impressionnant, mais qui repose à notre avis surtout sur le manque de troupes disponibles pour former des piquets et partir à l'assaut des cordons de police, comme l'ont fait les communistes allemands.

En effet, même si les analyses de la direction font reposer la responsabilité des problèmes de l'autodéfense sur des facteurs extérieurs à « la ligne » (déviations de droite, répression policière, etc.), c'est en réalité le parti dans son ensemble qui semble alors en crise, confronté au problème de la « désertion des cadres » et plus généralement de la fonte de ses effectifs[1056]. C'est en effet en 1929 que la stagnation du nombre d'adhérents, qui tourne autour de 50 000 depuis 1923, se transforme en une décrue marquée. Le parti ne délivre en effet cette année-là que 38 477 cartes, contre 52 372 l'année précédente[1057]. Le PC, en se coupant du reste du mouvement ouvrier organisé, tend à isoler ses membres les plus convaincus par la ligne de la troisième période, qui leur décrit un parti entouré d'ennemis. Et ce d'autant plus que cette politique attire la répression, ce qui a naturellement tendance à chasser les militants les moins convaincus, ou les plus fatigués après presque deux ans de « classe contre classe ».

Le gouvernement craint en effet que les communistes français n'essaient « d'imiter » leurs camarades allemands et leur vague d'affrontements sanglants, voire ne se préparent réellement à

l'insurrection. Il multiplie donc les arrestations « préventives » et les poursuites judiciaires. Après l'arrestation des participants à une réunion clandestine à Villeneuve-Saint-Georges le 21 juillet 1929, une information judiciaire pour complot contre la sûreté de l'État est ouverte. Elle vise les quatre-vingt-quatorze militants et cadres arrêtés à Villeneuve-Saint-Georges, mais aussi vingt-six membres du comité central, dont Vaillant-Couturier, Célor, Latour, Semard ou Monmousseau. Quelques semaines plus tard, c'est la Banque Ouvrière et Paysanne, mise sur pied par le PC en 1926, qui est visée par une instruction judiciaire et finit par disparaître[1058]. Le gouvernement et le ministre Tardieu ont en effet alors choisi de « régler son cas » au PC à travers une affaire judiciaire de complot, comparable aux poursuites contre Déroulède au tournant du siècle. L'affaire se dégonfle assez vite, mais en décembre, dix-sept membres du CC sont encore en prison. Les derniers emprisonnés ne seront libérés qu'en mai 1930[1059]. C'est dans cette atmosphère de crise permanente et de répression continue que les efforts du PC pour « conquérir la rue » se déploient mais ne se retrouvent qu'à tourner à vide. L'autodéfense se réduit progressivement à la mobilisation de militants du parti, dans une proportion qui reste difficile à chiffrer, mais qui reste très loin des effectifs rêvés par les stratèges des piquets, comme de ceux des GDA-JGA. De leur côté, ceux-ci survivent alors même qu'ils étaient destinés à disparaître après 1928, illustrant bien les difficultés de réorganiser l'autodéfense communiste contre la volonté d'une partie de sa base.

La survie des Groupes de Défense Antifasciste après 1928

Au sein des GD-JG, l'annonce de la réorganisation de l'autodéfense autour des piquets débouche sur une nouvelle crise, qui dresse une partie des militants contre leurs dirigeants. La situation était déjà tendue avant l'été 1928, la période du Front rouge n'ayant comme on l'a vu rien fait pour résoudre les tensions apparues à l'automne 1927. Après les arrestations d'Ivry, de nombreux problèmes remontent à la surface et débouchent sur une fronde ouverte dans certaines sections. Le I^er^ secteur des Jeunes Gardes de Paris se révolte ainsi contre la direction centrale en septembre et octobre 1928. Le 29 septembre 1928, ce secteur, qui regroupe les JG des six premiers arrondissements de Paris, convoque une assemblée générale au 241 Rue Lafayette[I]. 17 militants y participent, ainsi que Latour lui-même, comme envoyé du CN de la Jeune Garde. L'ambiance y est très tendue. Latour exige une enquête pour éclaircir le cas d'un dénommé Paul, qui a été exclu comme « oppositionnel » de la JC et d'un autre secteur des JG mais dont la demande de réadmission a été malgré tout acceptée par le I^er^ secteur. Quatorze militants contre trois s'opposent à cette exigence de Latour et approuvent l'adhésion de Paul à leur secteur, malgré les plaintes de l'envoyé du CN qui qualifie cette décision « d'anti-statutaire ». L'opposition ne s'arrête pas là. Le sujet suivant à l'ordre du jour concerne le militant Victor Godonnèche[II], pourtant bien vieux pour être un « jeune » garde (il a alors 42 ans). Exclu du PC avec Monatte quatre ans auparavant, cet ancien combattant et vétéran du travail militant (aussi bien dans la CGT que dans le mouvement

I On peut noter que les convocations sont entre-temps réapparues dans *l'Humanité*, sans que les raisons en soient très claires.

II **Victor Godonnèche (1886-1941)** : Né dans le Puy-de-Dôme, Godonnèche est linotypiste et militant syndicaliste-révolutionnaire. Ancien combattant, il monte à Paris autour de 1920, rejoint les CSR et participe à leur direction. Membre du C3I et du PC, il quitte le parti avec Monatte en 1924 et rejoint le groupe de la *Révolution prolétarienne*. Il meurt de maladie sous l'Occupation. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article93624, « Notice GODONNÈCHE Victor, Francis », Jean Maitron, version mise en ligne le 2 novembre 2010, dernière modification le 4 juin 2019).

communiste) est toujours membre du Front Rouge, mais vient d'être suspendu pour deux mois par le comité régional pour « indiscipline », en même temps que cinq autres adhérents. Une mesure qu'il critique, notamment en accusant le parti de mener une politique « criminelle » et d'être responsable de l'échec de la manifestation de Saint-Denis le 9 septembre. Latour en appelle à l'obéissance des adhérents et la discussion s'envenime lorsqu'un militant accuse l'envoyé de la direction d'être dépendant financièrement du PC et donc d'être motivé par des motifs qui ne sont pas seulement politiques. Des injures et même des coups sont alors échangés, avant que, le calme revenu, la réunion ne vote par onze voix contre quatre l'annulation des sanctions contre Godonnèche.[1060] Quelques jours plus tard, le même secteur proteste auprès du centre contre le fait que celui-ci n'ait pas encore reconnu l'élection d'une nouvelle direction de secteur, pour remplacer un chef accusé de « lâcheté » pendant les affrontements et de manquement à ses devoirs[1061]. Même si la faiblesse des effectifs présents à cette réunion montre l'affaiblissement de l'organisation, le fait reste qu'un des secteurs centraux des JG de Paris héberge et protège des oppositionnels déclarés, tout en mettant en cause « l'autoritarisme » du centre et la politique générale du parti[1062]. Ce type d'épisode ne peut que conforter celui-ci dans sa décision de liquider les GD-JG et de refondre complètement l'autodéfense, en n'y intégrant que les combattants prêts à se soumettre à la discipline du parti[1063].

Malgré tout et de façon assez surprenante, le Front rouge continue à exister quelques mois, tandis que des GD-JG subsistent jusqu'en 1933 au moins. La désorganisation frappe néanmoins lourdement une organisation qui semble abandonnée à ses militants par le PC[1064]. En août 1929, la direction centrale des GD-JG appelle ainsi ses membres à ne pas céder à la démoralisation causée par la répression et envisage un travail d'ampleur pour redresser les GD-JG et lancer une vaste campagne de propagande[1065]. Quelques réunions et des sorties en autocars se tiennent auxquelles participent même des membres de la JC mais l'ensemble mobilise peu de monde[1066]. À l'automne 1929, les responsables des GD de Paris s'adressent à la direction régionale du parti pour tenter de réorganiser l'autodéfense en y réintégrant les GD survivants. Sans réponse du PC, les responsables des GD se réunissent seuls le 14 octobre 1929 et décident de convoquer une réunion de la « fraction communiste » du Front Rouge, à laquelle doivent être délégués des représentants de chaque rayon de la RP mais aussi des représentants de la CGTU[1067]. Là encore, ces efforts ne semblent pas avoir eu beaucoup d'impact sur une organisation en déliquescence.

Malgré tout, des GD-JG, dont certains se sont entre-temps redonné leur adjectif « antifasciste », subsistent sans que leur rapport au parti soit très clair. En Moselle, un militant apparaît en tenue complète de GDA à la fête d'hiver de l'ARAC de Montingy-les-Metz en février 1930[1068]. Le fait ne semble pas surprendre la police outre mesure, ce qui semble indiquer que l'ARAC local, autrefois à l'origine de GDA particulièrement actifs, a gardé l'habitude de l'uniforme. À la même période, une lettre de la FNJC mentionne encore la Jeune Garde parmi les organisations « auxiliaires » du PC, aux cotés de la FST, alors qu'un membre du CC du parti en parlait pourtant au passé six mois plus tôt.[1069] Au début de 1929, Legrand, membre du secrétariat du Front rouge et qui s'est opposé personnellement à Latour lors de la réunion du Ier secteur le 29 septembre, prévoit ainsi de faire imprimer 5 000 cartes de membres pour 1929[1070]. Alors qu'on pourrait s'attendre à ce que le PC s'oppose à la survie administrative d'une organisation dont il a condamné le principe, les cartes sont pourtant imprimées et l'une d'elles est même saisie lors d'une perquisition chez le secrétaire de rayon des JC de Marseille en juillet 1930[1071]. Force est donc de constater que la confusion qui règne à l'intérieur du PC sur cette question est suffisamment importante pour que, près de deux ans après leurs dissolutions officielles, deux organisations de masse continuent de compter parmi leurs

membres un dirigeant local ou d'être cités dans des circulaires officielles de la FNJC comme des organisations légitimes. Plus de trois ans plus tard, en septembre 1933, les JGA du XXe arrondissement de Paris organisent une réunion publique contre la guerre et le fascisme qui attire vingt-cinq personnes. Organisée en lien avec le Comité Amsterdam-Pleyel[I], cette réunion semble ne pas déboucher sur grand-chose en dehors de la constitution d'un « comité d'initiative » antifasciste de l'arrondissement, groupant des délégués des JGA, de la JC, de la FST et du « Club populaire israélite » mais aussi deux « inorganisés »[1072]. Outre la confirmation que les efforts de Front unique « à la base » mené par le PC touchent alors surtout des militants déjà organisés dans des organisations proches du PC, il est remarquable de constater que cette organisation, censée avoir été dissoute en 1928, subsiste encore cinq ans plus tard. Le fait est d'autant plus remarquable qu'alors que les GD-JG « survivants » de 1928 semblaient avoir basculé dans l'opposition à la ligne générale, ceux de 1933 sont revenus dans le rang, défendent la théorie de la fascisation « façon troisième période » de manière explicite pendant la réunion et participent aux efforts de la ligne « antifasciste » mise en avant par l'IC, via le comité Amsterdam-Pleyel.

Le Front rouge, né en grande partie des suites d'une question politique interne (« l'affaire » Treint et la crise de l'ARAC à l'automne 1927), doit être abandonné suite à la démonstration de son inefficacité à régler la crise des GDA mais aussi de son inadaptation à la nouvelle orientation générale de l'IC. Dans le cadre de « classe contre classe », le PC essaie de mettre en place une autodéfense d'une nature nouvelle, orientée vers la défense de l'existence du parti et non plus vers la préparation de la prise du pouvoir. La crainte d'une attaque contre une URSS en crise est sans doute un des principaux éléments expliquant ce changement. À l'origine offensive et devant préparer la prise du pouvoir en France, l'autodéfense devient défensive et doit aider à protéger l'URSS contre toute agression militaire. D'où l'accent mis sur la politique antimilitariste au détriment de l'autodéfense (alors que les deux étaient précédemment assez liées) et l'abandon des efforts massifs consentis par le Parti dans l'organisation de milices de différentes formes entre 1924 et 1928. L'année 1928 apparaît comme une rupture fondamentale dans la politique militaire du PC. Jusque-là, le but premier de sa politique militaire était la préparation technique et idéologique à la révolution, il devient alors un élément visant à défendre l'existence du parti et à travers lui, l'URSS. Le PC abandonne donc ses efforts de préparation à l'insurrection, au moment même où le gouvernement et les sommets de l'armée française adoptent l'hypothèse de la réalité de cette menace et se mettent à s'y préparer sérieusement. Cette orientation gouvernementale est renforcée par le discours offensif de la « troisième période », auquel elle fournit en retour des arguments de propagande. Pour la politique d'autodéfense du PC, ce tournant s'accompagne du passage d'une autodéfense largement ouverte, ayant autant valeur de propagande que de protection des manifestations, à des structures fermées, clandestines, destinée non plus à la protection des manifestants mais à l'affrontement avec la police et éventuellement avec la social-démocratie. Néanmoins, les applications pratiques de cette nouvelle ligne restent extrêmement limitées, à cause de la crise générale du PC mais aussi de l'aggravation de la répression.

I En mai 1932, Barbusse et l'ex-Tolstoïen devenu « ami de l'URSS » Romain Rolland publient dans *l'Humanité* un appel contre la guerre et le fascisme. Ce texte débouche sur un congrès organisé en sous-main par l'IC à Amsterdam au mois d'août suivant. Il fusionne ensuite avec le « Congrès Européen contre le fascisme et la guerre » de la salle Pleyel pour lancer au début de 1933 le mouvement Amsterdam-Pleyel. Cette campagne de propagande de l'IC vise principalement à grouper pour la défense de l'URSS un grand nombre d'intellectuels sympathisants, effrayés par la montée du fascisme, mais réticents à la ligne officielle de l'IC, qui condamne toujours toute tentative de Front unique avec la social-démocratie.

Chapitre 12: le travail *anti* en 1929-1934

Le passage à la troisième période influe largement sur le travail antimilitariste. Les perspectives développées par le PC à cette occasion accordent, en effet, une place centrale à la défense de l'URSS contre une potentielle agression militaire des pays impérialistes. L'antimilitarisme doit donc jouer un rôle croissant dans un contexte de plus en plus répressif, que les communistes attribuent à ce qu'ils désignent comme la « fascisation » de la société capitaliste.

Le travail *anti* dans « classe contre classe »

D'après les perspectives de l'IC, la radicalisation croissante des masses, censée être une constante de la nouvelle période historique, est supposée s'exprimer aussi à travers les luttes des soldats, « partie intégrante du nouvel essor révolutionnaire »[1073]. Le travail *anti* voit donc logiquement son importance croître sans que son rôle immédiat ne change particulièrement : il doit servir à « gagner » au communisme « les 300.000 jeunes prolétaires appelés, gagner une partie des soldats de carrière, la partie saine des engagés dupés, des chômeurs poussés aux rengagements par la misère »[1074]. Son importance est encore renforcée par le fait que l'armée est appelée à jouer un rôle de plus en plus important dans la répression du mouvement ouvrier, comme on l'a déjà vu avec le fameux « plan Z ». Enfin, la menace d'une attaque contre l'URSS, jugée toujours imminente, donne au travail *anti* un caractère de véritable urgence.

Dans ce contexte qu'il estime changé, le PC s'attache régulièrement à définir les objectifs prioritaires qu'il fixe à son travail *anti*, à travers des publications dans ses journaux, des circulaires internes ou les discussions de ses organes dirigeants[1075]. Certains thèmes classiques demeurent, comme la lutte contre le « pacifisme bourgeois » et les appels au désarmement, considérées comme hypocrites ou utopiques sous le régime capitaliste[1076]. Ce point est en effet un thème ancien du débat sur la question militaire dans le mouvement communiste, et a été au centre de nombre de controverses en 1920-1923, voire avant la guerre comme on l'a vu dans notre premier chapitre. Il se maintient sous une forme presque inchangée en 1928-1934. Pareillement, la lutte contre les projets de réformes militaires continue en même temps que les lois Painlevé-Boncour poursuivent leur interminable marathon législatif[I]. Pareillement, l'insistance sur le travail dans les usines de matériel militaire est un classique de l'*anti*, aussi bien pour les besoins des services soviétiques[II] que parce qu'elle permet de lier facilement ce travail aux luttes des ouvriers industriels. Les ouvriers des usines de matériel militaire sont en effet concernés à la fois en tant qu'ouvriers et en tant que partie intégrante du complexe militaire français. Mais cette insistance prend un caractère particulier à la fin des années 1920. Avec la menace d'une guerre contre l'URSS, l'implantation de noyaux communistes dans les usines de guerre, mais aussi dans les « centres décisifs (ports, nœuds ferroviaires, etc.) » devient une priorité pour préparer le passage à une lutte active contre la guerre lorsque celle-ci éclatera[1077]. Le thème de la défense de l'URSS, apparu dans le travail *anti* en 1927,

I Issues de réflexions doctrinales et politiques des années 1919-1920, elles ne seront finalement adoptées qu'en 1938!

II Les services soviétiques continuent en effet à espionner les industries de guerre françaises, parfois en se servant des réseaux du PC. À ce sujet, voir notamment : Georges Vidal, « L'affaire Fantômas (1932). Le contre-espionnage français et les prémices de la préparation à la guerre », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2013/3 (N° 119), p. 3-14.

y devient en effet de plus en plus important et finit même par en devenir l'axe central[1078]. Nous y reviendrons plus largement ci-dessous.

Dans les moyens utilisés aussi, la nouveauté côtoie l'habituel. La politique des fayots est poursuivie, par exemple à travers la lutte pour l'augmentation des permissions, de même que l'utilisation militante de « sous du soldat » et de meetings d'adieu, organisés notamment par les municipalités communistes[1079]. L'importance grandissante du travail *anti* implique par contre que le besoin en militants formés grandit lui aussi, d'où l'organisation « d'écoles nationales » de formation au travail *anti*, comme celle qui se tient en janvier 1930 en banlieue parisienne[1080]. De même, pour aider à la coopération sur ce travail, des Commissions *Anti* Mixtes (« CAM ») sont instituées en 1927 et commencent à être mises en place l'année suivante. Supervisées par le jeune cadre François Billoux[I], elles sont censées grouper des représentants du PC, de la JC, et des différentes organisations de masse (CGTU, SRI, FST, etc.) pour préparer le travail *anti* quotidien ou les différentes campagnes spécifiques[1081]. Des conférences spéciales doivent aussi être organisées par les différents exécutifs, notamment à l'échelle régionale, pour préparer les campagnes d'agit-prop. C'est le cas par exemple lors de la semaine *anti* de novembre 1928, qui est précédée de conférences régionales mixtes du PC et de la JC[1082]. À noter que celles-ci doivent se tenir le 4 novembre, trois jours à peine avant le début de la campagne. Il est donc douteux qu'elles puissent réellement jouer un rôle important dans son organisation. Ces campagnes *anti* deviennent d'ailleurs de plus en plus fréquentes, avec les « semaines antimilitaristes » d'août ou de novembre, ou les « journées rouges » contre la guerre. En 1928 et 1929, on compte ainsi deux périodes de mobilisation internationale *anti*, qui s'ajoutent aux moments forts de ce travail que sont déjà les appels de classe pour le service militaire au printemps et à l'automne et les périodes de réserves toute l'année. Il peut sembler alors que le parti est en permanence impliqué dans une campagne anti ou une autre. Malgré cette charge de travail accrue, le PC pousse quand même en plus à une réactivité accrue aux exercices de mobilisations et aux manœuvres « surprises », notamment pour s'entraîner « à la situation de guerre pendant laquelle les mouvements de troupes sont secrets et inattendus »[1083].

Autre nouveauté testée pendant cette période, le « Camp du Jeune travailleur » (souvent abrégé en « CaJeuTra ») veut mêler l'antimilitarisme, la préparation militaire à l'autodéfense, et les loisirs. L'initiative semble venir de la direction du parti, qui envisage alors de concurrencer les camps de jeunesse mis en place par les sociétés de préparation militaire et les associations sportives patronales dans le cadre de la réforme de l'armée. À une réunion du comité central de juin 1929 quelques semaines avant l'ouverture de la première édition du « CaJeuTra », Billoux, responsable national au travail *anti*, déclare qu'il faut :

I **François Billoux (1903-1978)** : Fils de métayers, Billoux adhère aux JS en 1917 sous l'influence de son père socialiste. Employé, il devient après 1920, responsable des JC de la Loire. Permanent en 1923, il est chargé de missions diverses pour le PC avant de faire son service militaire – semble-t-il sans incidents – en 1925-1926. Membre du CN de la JC en 1922-1924, puis de son CC après 1926, il est la même année au CC du parti et soutient la lutte menée contre Treint et Girault. Membre du « noyau des jeunes » mené par Barbé et Célor, il participe à la promotion de la ligne « classe contre classe ». Il est chargé de l'appareil *anti* illégal en 1928. Lors de l'affaire Barbé-Celor, il fait son autocritique et se rallie à la majorité. Envoyé à Marseille, il y occupe une place centrale dans l'organisation régionale du parti pendant le Front populaire. Envoyé en mission en Espagne pendant la guerre civile, il y participe à la surveillance politique des Brigades. Arrêté en 1939, il est déchu de son mandat de député et semble suivre alors l'attitude de Duclos et Thorez. Libéré en Algérie en 1943, il est ensuite ministre de l'économie en 1945, puis de la reconstruction en 1946-1947. Membre de la direction du PC jusqu'au début des années 1970, il participe notamment à l'exclusion de Marty, puis à l'abandon de la « dictature du prolétariat ». (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article16741, « Notice BILLOUX François », Antoine Olivesi, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 8 décembre 2015).

> […] en face de la préparation militaire de la bourgeoisie organiser la préparation militaire du prolétariat. Il est clair qu'à l'intérieur des campings, des camps de vacances, etc. nous devons en même temps que nous lançons le mot d'ordre « désagrégeons les camps de la bourgeoisie, les sociétés de préparation militaire de la bourgeoisie », donner un mot d'ordre positif, c'est-à-dire : organisez-vous pour apprendre à lutter pour votre classe.[1084]

Le « CaJeuTra doit concentrer ces efforts « positifs » en proposant un camp d'été pour les jeunes ouvriers, participant de la sociabilité parallèle des organisations communistes, où ils pourront à la fois profiter de la vie au grand air et se préparer à la lutte active contre la bourgeoisie. Son axe politique principal reste la lutte contre la « préparation militaire de la bourgeoisie » et pour la défense de l'URSS, ce qui le rattache directement au travail *anti* beaucoup plus qu'à l'autodéfense[1085]. Celle-ci est en effet restée largement marginale dans sa conception et se devine dans la nature de certains exercices supposés être pratiqués au camp[1086] :

> VENDREDI – Le matin était utilisé à la baignade et à la préparation du jeu de l'après-midi. Car ce jour était réservé au grand jeu collectif surnommé la "bataille de pins". Le jeu utilisait les pommes de pins comme arme de guerre, mais le jeu était surtout l'étude de la défense, de l'attaque, du combat, de la surprise de l'initiative et surtout le développement du collectif et de l'enthousiasme.[1087]

Nous reviendrons plus loin sur les résultats de cette tentative originale de mêler loisirs ouvriers et travail *anti*, mais on peut déjà noter que ce mélange est révélateur de la place grandissante de cet aspect du militantisme communiste. Certains cadres dirigeants souhaitent même qu'il cesse d'être une tâche spécifique et fasse partie intégrante du travail quotidien du mouvement communiste, en devenant une composante de toutes les activités du parti[1088]. Les directions du parti comme des jeunesses appellent ainsi à populariser la « plate-forme d'action *anti* » (qui liste les revendications immédiates du parti pour les soldats) et à les faire reprendre dans les luttes ouvrières par les travailleurs grévistes[1089]. Cette fusion va même encore plus loin dans la JC et on a l'impression que sa direction entend faire du « travail *anti* » l'axe principal de son activité. Les militants JC sont ainsi appelés à diffuser *la Caserne* auprès des ouvriers, et plus seulement aux conscrits. On peut noter en passant, qu'outre la diffusion d'idées *anti* parmi les travailleurs, cela aurait aussi l'avantage de faire grossir les chiffres du journal spécialisé *anti*, chiffres utilisés par l'IC et l'ICJ pour juger du travail accompli par les différentes sections nationales[1090]. Les jeunes communistes sont aussi appelés à lier les revendications des travailleurs aux luttes antimilitaristes : connecter par exemple la lutte pour l'augmentation des salaires à la revendication de plus de « permes » par les conscrits ou encore la « rationalisation de l'économie » (et l'augmentation des cadences de travail qu'elle entraîne) à la préparation de la guerre contre l'URSS. Enfin, les JC sont même encouragés à pousser à des grèves « sur le tas » sur le seul motif de la solidarité avec les revendications immédiates des soldats[1091]. Les militants sont donc incités à introduire le travail *anti* dans tous les aspects de leurs activités. La propagande doit les y aider en glorifiant les succès obtenus par le travail *anti* dans les casernes, et donc pousser les travailleurs à s'y intéresser et à soutenir la lutte qui y est engagée. Là encore, on peut noter que cet appel à produire des résultats utilisables par la propagande peut

pousser à grossir les résultats, voire à inventer purement et simplement des succès pour fournir de la matière à la propagande du parti, mais aussi se révéler contradictoire avec la recherche de résultats durables. Un succès exploité par la propagande attire en effet l'attention du ministère de l'Intérieur et donc la répression[I]. Mais cette insistance semble alors justifiée par l'urgence du moment, et notamment par la nécessité de défendre l'URSS menacée.

La défense de l'URSS et l'Armée rouge dans le travail *anti*

La hantise d'une guerre déclenchée par les puissances impérialistes contre l'URSS continue de régner dans l'Internationale communiste durant toute la fin des années 1920 et le début des années 1930. Il faut dire que le contexte et les événements internationaux semblent donner de la substance à cette crainte. Après la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, les foyers de crise semblent se multiplier aux frontières de l'URSS et notamment en Extrême-Orient. La courte guerre qui oppose la Chine à l'URSS en 1929 apparaît ainsi aux communistes comme le premier acte d'une campagne d'agression contre l'URSS en Asie orientale[1092]. Au cours du printemps et de l'été 1929, le gouvernement chinois, unifié depuis peu sous l'égide du Kuomintang, veut en effet forcer Moscou à lui abandonner le contrôle du chemin de fer Transmandchourien, qui permet de relier Vladivostok au reste de l'URSS plus rapidement qu'avec le Transsibérien. Fruit d'un des « Traités inégaux » de la fin du XIXe siècle[II], ce chemin de fer était géré par une entreprise mixte sino-soviétique depuis un traité diplomatique conclu en 1924. Des troupes chinoises envahissent le consulat soviétique à Harbin et arrêtent des diplomates soviétiques, tandis que des escarmouches se multiplient à la frontière – marquées notamment par des raids de « Russes blancs » qui se sont réfugiés en Mandchourie après leur défaite dans la guerre civile russe. Le bref mais meurtrier conflit armé qui suit de juillet à décembre 1929 s'achève sur une écrasante victoire soviétique. Le retour à une gestion commune du Transmandchourien est acté[1093].

Pour autant, la perspective d'une offensive contre l'URSS en Extrême-Orient reste crédible pour l'IC, et si la faiblesse de la Chine semble la rayer de la liste des agresseurs potentiels, sa place est prise par le Japon. Après avoir joué un rôle de premier plan dans l'intervention contre la Russie soviétique en 1918-1922[III], l'Empire du Japon mène en effet une politique expansionniste particulièrement agressive en Asie orientale[IV]. Occupant déjà la Corée depuis la fin du XIXe siècle, ses troupes envahissent la Mandchourie en 1931 et tentent d'occuper Shanghai en 1932. Chacun de ces actes est alors interprété par l'IC comme une étape vers une offensive généralisée contre

I Nous reviendrons plus bas sur les conséquences de cette tendance croissante du travail *anti* à rechercher avant tout des résultats exploitables par la propagande.

II L'expression « Traits inégaux » est utilisée en Chine pour désigner les accords diplomatiques conclus entre la Chine et les puissances coloniales (dont le Japon et la Russie tsariste) souvent sous la menace d'une invasion militaire.

III Le Japon intervient en effet dès 1918 en Sibérie, où ses troupes constituent le plus important contingent étranger. Elles y restent jusqu'en octobre 1922, alors que la majorité des troupes interventionnistes avaient été évacuées en 1920. Les troupes japonaises n'évacuent le nord de l'île de Sakhaline qu'en 1925, soit près de trois ans après la fin de la guerre civile russe. (David Bullock, *The Russian Civil War*, Oxford, Osprey Publishing, 2008, pp.91-95).

IV Cette politique place d'ailleurs le Japon dans une opposition frontale à l'Union soviétique et à son allié de la République Populaire de Mongolie. Cette confrontation débouche sur deux brefs conflits armés en 1938 et 1939. Si le premier s'achève sur une victoire soviétique sur le lac Khassan, celle-ci a été si chèrement payée que les stratèges japonais croient qu'une victoire est possible à condition d'y mettre le prix. La confrontation armée qui en découle à Kahlkhin-gol à l'été 1939 s'achève sur une défaite désastreuse pour les forces japonaises, qui sont proprement anéanties par les troupes soviéto-mongoles dirigées par le futur maréchal Georghi Joukov. (Jacques Sapir, *La Mandchourie oubliée, grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, *op.cit.*).

l'Union soviétique[1094], qui est jugée imminente par les *Cahiers du Bolchevisme* en juin 1932[1095] et dont André Marty prophétise même le déclenchement lors d'un plénum de l'exécutif de l'IC la même année :

> […] voici que maintenant nous sommes habitués aux hostilités en Mandchourie, nous serons demain habitués à la guerre en Mongolie et un beau matin, nous serons tout surpris d'apprendre que Vladivostok est couvert de nuages de gaz des escadrilles japonaises.[1096]

Cette perspective est d'autant plus crédible que les relations diplomatiques et militaires entre la France et le Japon sont alors au beau fixe. C'est une mission militaire française qui a aidé le Japon à se doter d'une aviation militaire, et des projets d'alliance officielle sont régulièrement évoqués par les diplomates et la presse durant une bonne partie des années 1920[1097]. Or, la France est considérée par les services soviétiques comme la principale organisatrice de la future croisade contre l'URSS et est régulièrement dénoncée comme telle par la presse communiste. C'est ce qu'explique, par exemple, un dirigeant des JC dans une circulaire en janvier 1930 :

> La puissance militaire et navale de l'impérialisme Français place le gouvernement en tête de la coalition anti-soviétique ; et c'est bien ce rôle de premier plan qui lui est défini au cours des multiples bavardages sur la « paix et le désarmement » (SDN, La Haye, Conférence navale, etc...). […] La nomination de Weygand[I] comme chef de l'état-major est animée du même désir […] Weygand qui sous Clemenceau fut le chef de la contre-révolution sur les frontières de la Pologne, […] est bien un des agents les plus actifs de la coalition impérialiste anti-soviétique.[1098]

Ce statut de véritable priorité politique de la défense de l'URSS est supposé apparaître dans tout le travail du parti, et conditionner toute son activité, comme le formule à nouveau une circulaire de l'exécutif lyonnais du PC en 1928:

> Il ne s'agit pas pour nous de dire à chaque instant, la guerre est pour demain, mais nous devons raisonner ainsi.[1099]

I **Maxime Weygand, né Maxime de Nimal (1867-1965)** : Né de parents inconnus en Belgique, Maxime Weygand est naturalisé français en 1888 et commence une carrière militaire. Antidreyfusard pendant « l'Affaire », il est promu chef d'État-major de la IXe Armée en 1914. Proche de Foch, il suit celui-ci dans sa carrière ascendante pendant la guerre. Envoyé en Pologne en 1920, il contribue à la défaite de l'offensive Toukhachevski. Il est promu chef d'État-major général de l'Armée en 1930 et le reste jusqu'en 1931. Proche de l'Action Française depuis longtemps, il se radicalise encore après le Front populaire, adhère brièvement au « Rassemblement national pour la reconstruction de la France » d'Abel Bonnard et signe un manifeste de soutien à Franco en 1937. Nommé à la tête de l'armée en pleine débâcle en mai 1940, il est le premier à plaider pour l'armistice en conseil des ministres. Ministre de la guerre de Pétain pendant trois mois, il apporte un soutien enthousiaste à la Révolution nationale et contribue notamment à aggraver les mesures antisémites lors de son passage en Afrique du Nord. Arrêté par les Allemands en 1942, il bénéficie d'un non-lieu après-guerre. Pro-atlantiste, il participe ensuite aux activités de nombre de groupements d'extrême-droite catholiques et monarchistes, de la défense du Maréchal Pétain à l'Algérie française. (Voir : Max Schiavon, *Weygand. L'intransigeant*, Paris, Tallandier, 2018).

Ou dans une version plus concrète, selon les mots d'un document interne de la JC saisi en janvier 1930 :

> Pas une réunion d'usine ou locale, pas un meeting, un tract, un journal d'usine, un hebdo régional, etc. où ne soit posée l'imminence de la guerre et l'agression contre l'URSS.[1100]

Cela s'applique bien sûr avant tout (mais pas exclusivement) au travail *anti*, et ce pour une raison assez logique : si la France doit jouer un rôle moteur dans l'agression contre l'URSS, la lutte pour désagréger l'armée française devient une question vitale. La défense de l'Union soviétique est donc définie dès 1928 comme « l'axe » de tout le travail antimilitariste[1101].

Ce thème se retrouve jusque dans les activités pour enfants. Le *Bulletin du travail intérieur* recommande ainsi pour les groupes d'enfants animés par le parti le jeu des « terroristes blancs », version communiste du jeu de « chat ». Les enfants sont divisés en deux groupes, l'un représentant les « terroristes » et « gardes blancs » tentant de franchir la frontière de l'URSS pour y saboter la « construction du socialisme », et l'autre les forces de l'armée rouge devant les intercepter en les attrapant avant qu'ils n'aient franchi une certaine limite[1102].

Pour les adultes, la plus grande part de la propagande sur la défense de l'URSS reste consacrée à la préparation de la guerre, « à l'usine » comme dans les casernes – en dénonçant par exemple le rôle de la rationalisation de la production industrielle dans la préparation d'une guerre contre l'URSS[1103]. Cette propagande doit prendre aussi un tour « positif » en vantant les mérites de la « construction du socialisme » en URSS et en mettant en valeur l'Armée rouge dès que possible[1104].

Mais cela ne va pas de soi. Le traitement de la guerre sino-soviétique est ainsi l'objet d'une discussion animée au comité central de décembre 1929. Semard y affirme en effet qu'au point culminant du conflit, *l'Humanité* a pu donner l'impression qu'elle avait « honte » des victoires de l'Armée rouge, et qu'elle aurait dû accorder plus de place à l'avancée des troupes soviétiques en territoire mandchou[1105]. Comme le fait remarquer Semard, celle-ci n'a en effet tout d'abord été l'objet que de courts articles en troisième page du journal communiste, dans la rubrique des actualités internationales[1106]. La dynamique change le 27 novembre, c'est-à-dire au moment exact où l'offensive s'interrompt et où le gouvernement chinois accepte l'ouverture de négociations de paix. Dans *l'Humanité* de ce jour-là, la guerre sino-soviétique est en « Une », de même qu'un portrait du *KrasKom* Blyukher, commandant en chef de « l'Armée spéciale de la Bannière rouge d'Extrême-Orient » créée à l'été 1929 pour regrouper les forces soviétiques aux frontières de la Mandchourie[1107]. Le conflit reste en première page pour les deux éditions suivantes avant de repasser aux pages internationales[1108]. Cette évolution laisse deviner de la part des dirigeants du journal communiste une réticence à mettre en avant les victoires militaires de l'Armée rouge, qui peuvent à première vue apparaître en décalage avec l'ensemble du discours sur le besoin de défendre l'URSS. En effet, si l'Armée rouge est si puissante, pourquoi la défense de la Russie soviétique représente-t-elle une telle urgence ? Il peut aussi s'agir d'une crainte de déplaire à un lectorat qui pourrait n'y voir qu'une version « peinte en rouge » des communiqués triomphalistes et du « bourrage de crâne » des années de guerre. Pour autant, cet épisode s'explique aussi sans doute par d'autres facteurs distants des questions militaires, et avant tout par l'actualité nationale, particulièrement riche à ce moment-là. Le PC fait alors campagne pour la survie de *l'Humanité* face à une répression toujours pesante, l'affaire du « complot » bat son plein et l'ancien champion de la

lutte anticommuniste et antisoviétique des années 1918-1920, Georges Clémenceau, meurt le 24 novembre. D'ailleurs, si après l'intervention de la direction du parti, la forme change et si l'Armée rouge a même les honneurs des photographies publiées en première page la représentant en action sur « le front de Mandchourie », le ton reste globalement le même. Ce n'est pas tant sur le fond politique que sur la place à donner à ce thème que le recadrage s'opère. Et ce problème de la trop faible visibilité de l'Armée rouge ne concerne pas que *l'Humanité*. À la même période, le *Journal des journaux*, destiné à aider les militants chargés d'animer et de produire les journaux de cellules, signale parmi les carences des publications locales le manque d'insistance sur l'Armée rouge. Il souligne notamment que les journaux spécialisés *anti* n'insistent pas assez sur les différences entre les forces armées soviétiques et l'armée française[1109].

Ce thème est en effet toujours considéré comme un élément central de la propagande *anti*. Il s'agit de comparer les forces armées soviétiques avec l'armée française sur le plan de leurs régimes internes, présenté comme plus favorable aux soldats et à leur épanouissement moral et politique dans l'Armée rouge, mais aussi de leurs buts. En bref, la propagande doit opposer l'armée bourgeoise de défense de l'impérialisme à l'armée prolétarienne défendant la patrie du socialisme et de la classe ouvrière mondiale[1110]. C'est ce que fait par exemple un tract bilingue trouvé dans une caserne du 507e régiment de chars (507e RCC) à Montigny-les-Metz en décembre 1929[1111]. Après la rupture de l'alliance entre le Kuomintang et le PCC en 1927, cette mise en valeur s'applique aussi de façon très occasionnelle à l'Armée rouge chinoise, qui est le sujet de plusieurs articles dans la *Correspondance internationale*[1112]. Mais c'est bien l'Armée rouge soviétique qui reste le centre de l'attention et des efforts des communistes français.

Elle est même l'objet d'une campagne de solidarité spécifique : celle des « trois mitrailleuses ». Organisée par la FNJC à partir de 1929, cette campagne vise à récolter suffisamment de dons pour offrir trois mitrailleuses à la première division de cavalerie des « Cosaques rouges de Zaporijia » (stationnée en Ukraine)[1113]. Le choix de l'unité n'est pas fait au hasard, cette unité est évocatrice de la guerre civile et de la mythique « cavalerie rouge » de Boudienny et est déjà particulièrement liée au mouvement communiste français puisqu'elle est « parrainée » par le parti communiste de France depuis 1925[1114]. Cette campagne avait pour but à la fois d'aider au renforcement de l'Armée rouge et à la défense de l'URSS, mais aussi de dénoncer les préparatifs de guerre et d'aider au rapprochement des soldats français avec les soldats soviétiques pour mieux combattre leurs ennemis communs, les officiers bourgeois et le capitalisme[1115]. En décembre 1929, un tract *anti* résume cet objectif en appelant les soldats à « donner » pour payer les mitrailleuses qui, la guerre venue, tireront sur les « gueules-de-vaches » qui leur « en font baver » pendant les exercices et les manœuvres[1116]. La collecte est un succès en demi-teinte pour la FNJC qui a, semble-t-il, réussi à récolter une somme d'argent non négligeable, mais reste insatisfaite des résultats politiques – notamment parce que peu de journaux locaux et de tracts ont, semble-t-il, eu l'audace de lier la campagne à la « lutte contre la bourgeoisie », c'est-à-dire à la lutte directe contre l'armée et le corps des officiers[1117]. L'expérience n'est donc pas renouvelée[1118].

Les visites de délégations de communistes français dans des casernes de l'Armée rouge restent au contraire un élément incontournable du voyage militant en URSS à la fin des années 1920. Un article du *Bulletin hebdomadaire de la presse*, qui regroupe des articles « tout faits » destinés aux journaux locaux du parti, est assez caractéristique de ces récits de visite de casernes :

> Nous avons visité une caserne-école où les jeunes ouvriers et soldats reçoivent l'éducation nécessaire pour devenir officier. […] Nous avons passé une soirée avec eux,

> et il est impossible de décrire la fraternité qui règne dans les casernes ; nous avons mangé avec eux, leur nourriture habituelle, après discours d'officiers et de soldats et réponse par les camarades du Front Rouge Allemand, des GDA et [des camarades] de Colmar qui se sont déclarés convaincus de la nécessité d'une Armée Rouge […] et devant les dangers de guerre, ils ont déclaré qu'ils conseillaient si l'on déclarait la guerre contre l'URSS de prendre les armes contre la bourgeoisie. [...][1119]

Ce dernier élément est particulièrement important. Avec l'approche de la guerre anti-soviétique se pose aussi la question de l'attitude que devront adopter le mouvement ouvrier mais aussi les militants communistes servant dans l'armée. Si le PC appelle les soldats à « fraterniser » avec les ouvriers lorsqu'ils sont déployés contre des grèves[1120], ce mot d'ordre ne s'applique pas dans le cas d'une guerre opposant l'armée française à l'armée rouge. Le mot d'ordre de « fraternisation » suppose en effet que les troupes en présence cessent le combat. Or, l'Armée Rouge ne doit pas arrêter de se battre, elle doit vaincre les armées impérialistes. Le mot d'ordre donné dans ce cas est donc celui du « ralliement » et non plus de la « fraternisation ». Les soldats communistes ne doivent pas cesser de se battre, mais passer dans l'armée rouge en entraînant le maximum de leurs camarades avec eux pour se battre avec elle contre leur ancienne armée « bourgeoise »[1121]. Cette position, glorifiée à l'époque par le parti sous l'appellation de « défaitisme révolutionnaire », suscite l'hostilité de la quasi-totalité du paysage politique français. En effet, le PC n'est plus seulement un mouvement révolutionnaire et subversif mais un agent de l'étranger. Il ne se contente pas de prôner en cas de guerre la désertion comme le faisait l'AIA d'Hervé avant-guerre, mais défend le passage à l'ennemi avec armes et bagages ! Cela nourrit les accusations de « complot » et renforce encore l'isolement politique du PC.

Au-delà de l'attitude individuelle des soldats communistes, c'est la question plus large de la tactique que doit adopter le parti en cas de guerre qui se pose. Les *Cahiers du Bolchevisme* publient ainsi en juillet 1927 un article de Boukharine qui s'oppose à la vieille thèse adoptée avant 1914 d'une grève générale qu'il faudrait déclencher lors de la déclaration de guerre. Rejetée par Lénine dès novembre 1914[1122], cette idée est à nouveau condamnée par Boukharine dans son article. Celui-ci affirme qu'il est « ridicule » de prétendre « répondre » à la guerre par la grève générale, comme si la classe ouvrière était une armée sur le pied de guerre n'attendant qu'un ordre pour se mobiliser. Il oppose à cette conception « réformiste » (car elle tend à désarmer la classe ouvrière et à la cantonner dans l'attentisme) la conception communiste selon laquelle la grève générale et l'insurrection sont des méthodes adaptées à la lutte contre la guerre impérialiste mais doivent être préparées en amont. Cela suppose la création d'un appareil illégal, un travail de propagande dans les forces armées et un travail de diffusion des idées du bolchevisme contre la guerre en liant travail légal et illégal.[1123] On peut noter en passant que la préparation à l'insurrection est absente de cette liste, ce qui est cohérent avec l'évolution en cours à ce moment de la théorie insurrectionnelle de l'IC – et ce qui devient ensuite la norme pour la période 1928-1934. Lorsque la révolution à venir en France est mentionnée, elle l'est de façon très différente de ce qui était fait en 1926-1927, et sans mentionner le besoin de la préparer activement. Elle en fait est presque renvoyée à un rôle secondaire. Lors d'un meeting de l'ARAC, Jean Duclos illustre bien ce processus en ne la mentionnant qu'en lien avec la défense de l'URSS :

> Anciens combattants, en défendant la révolution russe, vous préparez la vôtre.[1124]

On est relativement loin des discours faits par le même militant deux ans auparavant, dans lesquels il appelait à former les chefs de la « future armée rouge » française[1125]. Par contre, la nécessité de préparer le parti à l'illégalité gagne une nouvelle justification avec le risque d'une interdiction du parti lors de l'éclatement de la guerre, comme le rappelle encore André Marty en 1932 à un plénum de l'ICJ :

> […] Avez-vous songé à ce que représente pour nous le déclenchement de la guerre, ou le déclenchement de grandes batailles révolutionnaires avec état de siège, ce qui est identique ? C'est la dictature militaire, la plus brutale, pire encore que la dictature fasciste.[1126]

Une pénétration communiste en déclin

La fin des années 1920 est le théâtre d'un phénomène remarquable dans l'histoire du mouvement communiste, qu'on peut résumer en notant une déconnexion croissante entre l'ampleur et la radicalité du discours et la réalité des réalisations. Le parti proclame l'urgence de tâches à l'allure de plus en plus radicale[I] au moment même où ses effectifs commencent à fondre, et où ses capacités d'action deviennent donc moindres. Les résultats s'en ressentent, particulièrement dans le travail *anti*. Pourtant « prioritaire », celui-ci obtient des résultats de plus en plus médiocres. Le contraste est particulièrement notable avec ceux obtenus en 1926-1927, alors que le travail *anti* n'était pas aussi central qu'en 1928-1932. La comparaison est particulièrement flagrante dans les sources de la répression, dans lesquelles les actes de propagande antimilitariste se raréfient de plus en plus, particulièrement ceux dirigés directement vers les soldats, alors même que les dossiers de la Sûreté suivent de façon de plus en efficace et de plus systématique les résultats du travail *anti*. C'est en fait à un véritable assèchement de nos sources que nous avons affaire ici.

Alors que les distributions de tracts ou de journaux et les collages d'affiches ou de papillons devant des casernes se comptaient par dizaines en 1926-1927, ceux de la période suivante sont incomparablement plus rares et n'apparaissent dans les sources de la Sûreté que de façon très ponctuelle. C'est le cas en septembre 1929 d'une brève distribution d'un journal *anti* (*Le Libéré*) devant la caserne Niel à Toulouse, où est cantonné le 14e Régiment d'Infanterie (14e RI)[1127]. À la même période, le camp de Chalons, qui avait été relativement agité pendant les années précédentes[1128], est signalé comme calme, à l'exception de deux collages de tracts qui n'ont pas touché la troupe, car ils ont été très vite repérés par l'encadrement[1129].

Les périodes de réserve sont, elles aussi, assez tranquilles. Elles font pourtant l'objet d'une insistance spéciale de la part de la direction du parti qui espère rééditer ses succès de l'année 1927. Le *Bulletin hebdomadaire de la presse* du 2 juin 1928, comprend ainsi un article « à insérer obligatoirement », qui affirme :

I Ce discours radical allant pourtant de pair avec le passage au second plan de la révolution en France, au profit de la défense de l'URSS.

> L'action contre les périodes de réserve reste donc la tâche immédiate des organisations ouvrières. Que pas une localité, pas un village n'ignore que nous réclamons avec les réservistes la suppression des 21 jours. Que partout où il est possible de le faire, des organisations de réservistes soient créées et développées. Cette première phase de la lutte conditionne le succès des manifestations dans les camps. Au travail, tout de suite, pour l'organisation en masse des réservistes.[1130]

Pourtant, et malgré les proclamations triomphales de *l'Humanité*, le nombre d'incidents dans les camps de réservistes se compte sur les doigts d'une main pour l'année 1928. Après les avoir listés, un rapport de la Sûreté signale même que plusieurs articles de *l'Humanité* qui décrivaient des camps de réservistes plus qu'agités sont « dénués de tout fondement »[1131].

Cette dynamique se reproduit en 1929 et en 1930. Durant cette dernière année, quelques incidents se produisent certes pendant les « périodes », mais ils restent relativement marginaux : une distribution de journaux à Reims en août[1132] ; une séance photo de soldats avec une ardoise portant l'inscription « Vive les Soviets ! » à Mourmelon[1133] ; et quelques épisodes auxquels il est difficile de rattacher une motivation politique claire. À Reims, des soldats improvisent ainsi un feu d'artifice avec des munitions à blanc auxquelles ils mettent le feu, tandis qu'un de leurs camarades crie « Vive la faucille et le marteau ! »[1134]. Exprime-t-il les sentiments de l'ensemble du groupe ? Il est permis d'en douter. Quelques affrontements avec des gendarmes sont aussi signalés, non qu'il faille là encore forcément les rattacher à l'action du PC, tant l'hostilité aux « pandores » est répandue[1135]. À Chalons, des soldats qui se battent avec des gendarmes sont même soutenus par le sous-officier chargé de les encadrer. Un rapport de gendarmerie met certes en cause l'action possible de mystérieux provocateurs « civils » (dont elle n'a pourtant pas trouvé la moindre trace) mais signale surtout le « zèle » desdits gendarmes à l'encontre des réservistes, qui apparaît donc en filigrane comme la cause première de l'affrontement[1136]. Une seule action de groupe est signalée, marquée notamment par des « tiraillements » et des « cris séditieux », pendant l'entrée au camp. Si son orientation politique reste peu claire, elle se solde quand même par six emprisonnements, sans que d'autres incidents éclatent ensuite[1137].

Cette situation semble se maintenir sur une période assez longue. En 1932, un article des *Cahiers du bolchevisme* trace le même tableau général. Pour faire le bilan de la situation du travail *anti*, il liste les incidents advenus dans l'armée pour le mois de septembre 1932[1138]. Ceux-ci vont de protestations pour la nourriture ou pour réclamer un surplus de vin à des protestations « contre la guerre impérialiste ». Toutes ne sont bien sûr pas des manifestations collectives, et certaines peuvent ne mobiliser qu'un ou deux soldats. Il n'empêche que sur ces dix-sept manifestations recensées par l'organe théorique du parti, seules cinq portent sur des motifs directement politiques – ce qui n'est pas forcement révélateur, du fait de la « politique des fayots ». Surtout, l'auteur de l'article souligne qu'aucun de ces incidents n'a été réellement organisé et dirigé. Ils sont restés largement spontanés, même lorsque des communistes ou des sympathisants y participaient. Ce constat en dit long sur l'état dans lequel se trouve alors le travail *anti*.

Comme le remarquait déjà Georges Vidal[1139], le travail *anti* à l'intérieur des casernes est lui aussi significativement inférieur à ce qu'il était en 1926-1927. L'année charnière 1928 mise à part, le nombre de cellules de soldats est particulièrement bas. Un questionnaire sur le travail *anti* dans l'Est de la France saisi par la police est à ce sujet particulièrement révélateur. Alors que cette région avait

connu une activité *anti* assez intense dans la période précédente, il n'y existe plus aucune cellule de soldats et des liaisons (c'est-à-dire des militants acceptant de correspondre avec le parti) n'y sont établies que dans six des 21 régiments qui y sont stationnés. Le travail organisationnel est à l'avenant : aucun des trois journaux de régiments produits par le parti n'est régulier ; la tribune *anti* du journal local n'est alimentée que par des « techniciens » et ne peut publier aucun article de soldat, faute d'arriver à en récolter ; il n'existe qu'un seul comité local (à Nancy) et il n'a pas contacté toutes les adresses récoltées par la FNJC pour son département.[1140] Le tableau est clair ; non seulement le PC local n'a plus de contacts dans les régiments, mais les cadres régionaux qui assuraient auparavant ce travail, sont soit devenus subitement incompétents, soit ont cessé de le mener ou ont quitté le parti.

Des exceptions existent bien sûr, et certaines structures du parti, voire certains militants, sont plus actifs et efficaces que d'autres. En septembre et octobre 1929, la région PC du Rhône fait ainsi distribuer à plusieurs reprises des tracts dans la caserne du 405e Régiment d'Artillerie à Sathonay pour prévenir les soldats que le journal régional du parti se dote d'une page *anti* spécialisée, ouverte aux communications des soldats. Les militants chargés de cette distribution sont d'ailleurs particulièrement audacieux et n'hésitent pas à s'introduire en plein jour dans la caserne sous un faux prétexte pour y coller tracts et papillons. Leur audace est payante : ils ne sont pas pris et leurs tracts arrivent à toucher quelques soldats avant d'être découverts.[1141] Un militant communiste qui accomplit son service militaire en Allemagne occupée a moins de chance. Stationné à Biebrich, il profite d'une séance de cinéma pour placer des exemplaires de *l'Avant-garde* dans les chambrées vides. Facilement identifié puisqu'il est un des seuls à avoir quitté la salle de cinéma pendant la projection, il est arrêté et revendique son geste[1142].

Comme dans la période précédente, la Sûreté attribue certaines phases de regain d'activité *anti* à la présence d'un seul cadre spécialisé particulièrement motivé. C'est le cas à Nantes en septembre 1929, où une phase de propagande *anti* plus intense que la normale est attribuée à la présence du « dynamique » cadre national Charles Tillon[I], qui est alors secrétaire régional et a participé aux mutineries de la flotte de guerre en 1919[1143]. Un seul cadre motivé peut même parfois suffire à reconstituer un réseau, mais celui-ci est alors particulièrement vulnérable. C'est ce qui se produit en Alsace-Lorraine en fin d'année 1929. Un délégué au travail *anti*, « Roger », arrive de Paris à l'automne. Il pousse les groupes locaux au travail et s'appuie sur quelques conscrits communistes ou sympathisants pour mener de premières actions de propagande dans les casernes de la région[1144]. Dans le mois de décembre, des tracts sont trouvés dans plusieurs casernes de Montigny-les-Metz, où le PC est toujours bien implanté, tandis que des exemplaires de *la Caserne* sont répandus dans les cantonnements du 152e Régiment d'Infanterie (152e RI) à Colmar[1145]. Cette poussée d'activité va déboucher sur « l'affaire de la propagande communiste dans l'Est », la grande affaire judiciaire du travail *anti* en cette fin des années 1920 et mettre à bas l'appareil *anti* dans la région.

I **Charles Tillon (1897-1993)** : Ajusteur à l'arsenal de Rennes en 1914, il s'engage dans la Marine en 1916 et participe aux mutineries de 1919. Condamné aux travaux forcés en 1920, il est libéré pour raisons de santé et adhère au PC dès 1921. Cadre régional de la CGTU, il est aussi conseiller municipal à Douarnenez après la grève de 1924. Secrétaire régional du PC en 1929, il entre au CC et au BP en 1932. Sorti du BP en 1936, il passe dans la clandestinité en septembre 1939. Membre de la direction clandestine du PC, il incarne le courant « résistant » durant la confusion de l'été 1940. Responsable national des FTPF après 1941, il est réélu au BP après la libération et est trois fois ministre de 1945 à 1947. Victime de l'affaire Marty-Tillon en 1951-1952, il est exclu du BP, puis du CC. Opposé à l'écrasement du printemps de Prague en 1968, il est exclu du PC en 1970. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24280, « Notice TILLON Charles, Joseph », Denis Peschanski, version mise en ligne le 17 janvier 2009, dernière modification le 21 février 2016).

Très vite en effet, un soldat du 12e Régiment d'Artillerie Divisionnaire (12e RAD), stationné à Haguenau, avoue à ses supérieurs être membre d'une cellule secrète communiste de trente membres, qui organiserait la propagande dans son régiment[1146]. Celle-ci est mise au jour quelque temps plus tard[1147.] Les interrogatoires de ces peu nombreux membres (ils ne sont en réalité que cinq) permettent ensuite de démanteler une bonne partie des réseaux *anti* du PC en Alsace-Lorraine. Ces soldats parlent et affirment qu'ils sont en contact avec deux responsables du travail anti (« Roger » puis « Auguste ») venus de Nancy. Lors de son audition, le soldat Domart (qui n'a été adhérent que pendant à peine une dizaine de jours à la JC avant son incorporation) expose l'ensemble du processus des rendez-vous et dénonce plusieurs autres soldats communistes, y compris dans d'autres régiments[1148]. « Auguste » est identifié et arrêté à son tour. La police commence à remonter la piste jusqu'à Louis Lhote, qu'elle suspecte d'abord d'être le fameux « Roger », responsable du travail *anti* pour toute l'Alsace-Lorraine[1149]. Lors de la perquisition de son domicile, les limiers mettent la main sur toute une série de documents compromettants : du matériel permettant de produire des tracts et des papillons, des lettres de soldats, et des rapports divers sur le travail *anti*, dont un faisant le bilan pour la région et qui est sans doute destiné à la direction nationale de la FNJC[1150]. Une photo représentant des conscrits posant avec un slogan révolutionnaire permet même d'identifier un nouveau militant qui était resté dans l'ombre jusque-là et qui est donc à son tour arrêté[1151]. Mais Lhote n'est pas « Roger », il n'est que sa « boite aux lettres » pour les communications clandestines et le stockage du matériel[1152]. La police mène aussi des arrestations à Colmar et interpelle un conscrit, Marius Brunand, et un jeune militant de la JC locale, Emile Burgard, chez qui la police saisit de la correspondance, des tracts et des journaux qui devaient être distribués par Brunand dans son régiment. Si Brunand ne dit rien et réclame un avocat, Burgard, lui, est bavard. Il se désolidarise complètement du parti, dénonce Brunand, et raconte toute la procédure par laquelle « Roger » l'a chargé de l'activité *anti* dans la ville. Il charge même encore un peu plus Louis Lhote en le dénonçant comme l'intermédiaire du courrier entre lui et « Roger ».[1153] Celui-ci a alors déjà quitté la région en catastrophe pour fuir la répression, et, le fil étant rompu, la police n'arrive pas à remonter plus loin, malgré ses efforts tout au long du mois de février.[1154] Le procès se tient en avril 1930 et débouche sur des condamnations relativement légères, de six à deux mois de prison, sauf pour « Roger », condamné par contumace à trois années de réclusion[1155]. On reviendra plus en détail sur les leçons à tirer de cette affaire, mais on peut déjà noter qu'alors que durant les années précédentes, de telles affaires, sans être courantes, étaient quand même fréquentes, celle-ci frappe l'opinion surtout parce qu'elle est isolée.

Une tendance notable pour cette « troisième période » de l'antimilitarisme tient à une pente, semble-t-il, de plus en plus importante à grossir l'importance des incidents. *L'Humanité* publie ainsi en avril 1930 un article relatant plusieurs épisodes de rébellion durant une période de réserve au camp de Mourmelon : des soldats auraient chanté *l'Internationale*, plusieurs réservistes auraient refusé d'obéir aux ordres, et un officier aurait même été frappé parce qu'il distribuait *l'Ami du peuple*, journal « à deux sous » du parfumier fasciste Coty[1156]. Deux jours après, le temps d'une visite à Mourmelon, *l'Ami du peuple* publie à son tour un article démentant les informations de *l'Humanité* et l'accusant de « bluff »[1157]. Trois jours plus tard, *l'Humanité* réplique et publie une série de témoignages de réservistes anonymes, qui confirment les affirmations de son premier article[1158]. La présidence du conseil s'émeut et sollicite un rapport. Après enquête, la Sûreté conclut qu'il ne s'est rien passé de notable à Mourmelon en avril, et encore moins des incidents du type de ceux que rapporte *l'Humanité* – et qui auraient difficilement pu passer inaperçus[1159]. Durant cette période, on trouve ainsi un nombre important d'épisodes *anti* relatés dans la presse communiste, qui

apparaissent après enquête « dénués de tout fondement » selon les mots d'un rapport de police[1160]. Même si tous ne sont sans doute pas complètement inventés, il est difficile de faire le tri entre ce qui découle de l'imagination d'un correspondant qui transforme en « action de masse » un incident minime et passé inaperçu du commandement, et ce qui relève de l'invention pure et simple par un « technicien » *anti*.

Si cette tendance à l'exagération (voire à l'invention) a toujours été présente dans le travail *anti*, elle est encouragée par les priorités fixées avec le passage à la « troisième période ». Le cadre *anti* « Roger » discutant avec son contact Domart semble insister beaucoup plus sur la production d'articles de propagande que sur la constitution d'une cellule ou sur la propagande à l'intérieur de la caserne[1161]. Cela peut s'expliquer parce qu'il considère que cette tâche est plus aisée et donc plus adaptée aux capacités du jeune conscrit, mais cela reflète aussi de nouvelles priorités. La propagande est devenue en effet un élément essentiel de l'antimilitarisme communiste, dont elle doit « glorifier » les succès[1162]. Ceux-ci devenant rares, les militants peuvent être tentés d'y suppléer par leur imagination, ou en organisant des actions « pour le communiqué », destinées uniquement à fournir la matière d'un article de propagande. C'est le cas par exemple des photos de conscrits posant avec des insignes communistes, qui n'ont aucune utilité en dehors de prouver l'attachement de conscrits au communisme mais qui exposent leurs sujets à la répression. Ces photos de groupes deviennent, semble-t-il, plus fréquentes après 1928. Difficulté supplémentaire pour l'historien, cette tendance à l'exagération est aussi un symptôme des problèmes nombreux que rencontre alors le travail *anti*, y compris à l'extérieur des casernes et des camps d'entraînement.

Une propagande *anti* en berne ?

L'activité *anti* « légale », publique, n'est guère plus efficace durant cette période. Alors qu'en 1925 la SFIC arrivait à organiser une grève de protestation contre la guerre du Rif, la SFIC peine à organiser une semaine de protestation contre les menaces de guerre en 1928. Après les échecs de l'été 1928 à Ivry et ailleurs, le parti se lance dans l'organisation d'une « semaine *anti* » du 7 au 11 novembre, c'est-à-dire du 11e anniversaire de la révolution d'octobre au 10e anniversaire de l'armistice[1163]. Cette semaine doit préparer une « journée rouge », qui doit être organisée partout dans le monde par les PC légaux et illégaux pour dénoncer les préparatifs de la guerre anti-soviétique. Le principe d'une telle journée a été décidé par le VIe congrès de l'IC durant l'été 1928, mais aucune date n'a été fixée par le congrès avant qu'il ne se termine[1164]. En préparation de cette semaine, les cellules sont mobilisées, comme par exemple dans le Rhône où elles sont mises sur le pied de guerre dès le début d'octobre[1165]. Malgré tout, le bilan de la semaine est très mauvais. D'après la Sûreté, le parti reproche même aux dirigeants régionaux de s'être montrés en « dessous de leurs tâches »[1166]. Effectivement, le petit nombre d'actions dont on retrouve la trace dans les rapports de police est assez peu impressionnant, qu'il s'agisse d'un banal dépôt de gerbe par l'ARAC, sans pancartes ni drapeaux à Saint-Quentin dans l'Aisne, ou d'un meeting à Montluçon, lors duquel l'orateur se montre « très modéré dans ses termes »[1167]. Au final, en province, on ne rapporte que quelques meetings, et des tentatives de propagande *anti* directe ne sont rapportées qu'à Saint-Etienne. À Paris, la semaine n'est pas une réussite, elle s'achève par exemple par un meeting à la Grange-aux-Belles, qui ne compte que 900 personnes, alors que la salle peut en accueillir au moins le double[1168].

La nouveauté, elle aussi, n'est pas forcément réussie. La première édition du « CaJeuTra », qui devait permettre de diffuser massivement les mots d'ordre *anti* en les liant à un camp d'été et de loisirs[1169], n'est perçue par ses organisateurs de la FNJC que comme un demi-succès. En effet, pour eux, le camp établi à Sens dans l'Yonne[1170] a raté sa cible. S'il a attiré près de trois cents jeunes ouvriers, dont près d'un tiers de jeunes femmes et une bonne moitié de jeunes « sans-parti », il a été perçu dans le parti et par ses participants, avant tout comme un camp de loisirs. C'est ce que souligne un rapport datant de l'automne 1929, qui fait le bilan de cette première édition :

> Du côté du camp du "Jeune travailleur" le désaxement fut encore aggravé par la fausse ligne suivie en pratique dans le camp du "Jeune travailleur". Le manque d'extériorisation de nos buts avec la Cajeutra, et leur incompréhension par l'ensemble des camarades chargés de diriger politiquement le camp, fit que l'état d'esprit des campeurs fut au début : « Nous venons pour nous reposer ». […] L'agitation autour de la préparation du camp fut menée sous le signe suivant : jeune ouvrier, vas au camp du « Jeune travailleur » pour te reposer, profiter de tes vacances, etc... [...] Parfois, on parlait timidement de la lutte contre la préparation militaire et sans lien avec l'activité générale du camp. […] Nous voyons donc que la faiblesse essentielle du camp fut justement ce qui aurait dû être son activité principale : comment organiser la lutte dans les camps de la bourgeoisie.[1171]

Par ailleurs, l'activité dans les campings « bourgeois » a été aussi assez limitée, la campagne sur le boycott des camps mené par la JC ayant aussi débouché sur l'absence de militants communistes dans ces camps, et donc sur l'absence de propagande menée à l'intérieur des camps à l'exception d'un incident isolé dû à deux sympathisants[1172]. L'expérience est rééditée les années suivantes, sous une forme légèrement corrigée. La propagande fait cette fois la part belle à son caractère antimilitariste[1173] – sans qu'il soit possible, en raison de la faiblesse de nos sources, d'estimer vraiment l'impact d'une telle modification. La direction de la FNJC en tout cas semble être restée insatisfaite du nombre d'inscrits et de participants[1174]. Le CaJeuTra continue ensuite à exister mais en changeant plusieurs fois de forme, comme si ses organisateurs ne savaient pas vraiment que faire de cet outil inadapté à sa tâche. La FNJC était manifestement placée devant un choix : soit elle maintenait une dimension politique active au CaJeuTra, mais perdait une bonne part des campeurs ; soit elle continuait à attirer plus de monde mais en diluant le contenu politique dans les loisirs. La solution choisie a été finalement de dissocier les deux activités. En 1930 et 1931, il semble que le CaJeuTra se soit confondu avec les sorties champêtres organisées autrefois par la FNJC et la JGA, tout en continuant à prendre la forme d'un camp permanent à Sens durant l'été[1175]. Après l'édition 1930, nouveau changement, dans une direction opposée : le camp permanent de Sens n'est plus un camp destiné à accueillir immédiatement des masses de jeunes ouvriers comme c'était le cas à ses débuts, mais une école de « moniteurs révolutionnaires », qui devront ensuite désagréger les camps de la bourgeoisie[1176]. Cette évolution témoigne à notre avis d'un échec, à la fois pour le nombre de personnes touchées et pour les motivations de leur séjour.

Certaines campagnes plus spécifiques rencontrent parfois des succès surprenants, même si ceux-ci ne changent pas la dynamique générale du travail *anti* de cette période. C'est le cas par exemple d'une des campagnes menées par le SRI contre la justice militaire, celle du procès de Calvi en 1931.

Plusieurs marins de la flotte de guerre détenus à la prison militaire de Calvi en Corse sont en effet inculpés de violences contre des supérieurs. Ils se sont en effet mutinés face aux mauvais traitements subis, sans que leur révolte ait pris une dimension politique très claire. Apprenant que leur procès se tiendra à Toulon, la section toulonnaise du Secours Rouge International prend l'initiative d'une campagne, l'occasion à la fois de dénoncer la justice militaire, vieille ennemie du mouvement ouvrier français, et l'armée dans son ensemble[1177]. Les organisations communistes de la ville participent bien entendu à l'effort. Le journal *anti* de la JC locale, *La Houle*, rend ainsi compte de l'affaire[1178]. L'initiative est reprise et soutenue par la direction nationale du PC, qui met l'affaire en « Une » de *l'Humanité* pour la durée du procès et mobilise des cadres nationaux, comme Couteilhas, de la FNJC, ou Rouffianges, le secrétaire national du SRI. André Marty fait ainsi le trajet jusqu'à Toulon, pour témoigner de son expérience dans les prisons militaires[I]. Lui aussi ancien condamné, Jacques Sadoul assure la défense des inculpés pour le compte du SRI dans un procès très agité[1179]. Après une série de réunions publiques organisée par le PC et le SRI à Toulon, la première audience s'ouvre en effet le 25 février 1931 et dès le premier jour, le ton est donné : les mutins accusent en bloc un des officiers pénitentiaires d'être homosexuel, « accusation grave » que *l'Humanité* rapporte dans deux articles successifs[1180]. Le lendemain, Sadoul est pris à partie par des officiers pendant une interruption de séance, au point qu'une bagarre éclate et que le tribunal doit présenter ses excuses à l'avocat, qui plaide avec un œil au beurre noir pour le reste de la journée[1181]. Le lendemain, nouvel éclat. Alors que les cinq accusés ont décidé d'assumer leurs actes et expliquent s'être mutinés pour pouvoir dénoncer leurs conditions de vie au tribunal, les parents de l'un d'entre eux sont venus demander la clémence du tribunal et expliquer que leur fils avait été égaré par les mauvais conseils de provocateurs communistes. Le lendemain, en pleine séance, Marty conclut sa déposition en accusant un militant SFIO présent dans la salle d'avoir poussé lesdits parents à ce désaveu de leur fils. Scandale, insultes, échauffourées, la séance est à nouveau levée. Finalement, l'accusation demande l'indulgence et les cinq marins sont acquittés[1182]. Une victoire que le PC célèbre par une réunion publique à la Grange-aux-Belles et le SRI par une brochure spéciale[1183], mais qui reste isolée. En août de la même année, malgré une campagne comparable, neuf mutins sont condamnés à 27 années de bagne par le même tribunal[1184]. Cela avait déjà été le cas d'autres mutins du bagne d'Oléron l'année précédente à Bordeaux[1185]. Ces campagnes de mobilisation restent en effet dépendantes de la très opaque justice militaire, dont l'abolition reste leur objectif. La multiplication de ces campagnes de propagande dans ces années-là, au-delà d'une possible augmentation du nombre des procès qui reste à démontrer, tient à notre avis beaucoup au faible coût de ces mobilisations, qui reposent surtout sur les militants des PC locaux, et sur quelques cadres spécialisés du SRI. En ce sens, elles sont plus proches de l'antimilitarisme d'avant-guerre, qui se faisait surtout de l'extérieur des casernes.

Une répression accrue

I Après sa libération, Marty a déjà raconté son expérience de détenu militaire dans une brochure intitulée *Dans les prisons de la République*, parue en 1924. Editée par la Librairie de l'Humanité et préfacée par Barbusse, ce pamphlet est lié à une campagne au long cours contre la justice militaire et pour l'amnistie des mutins. André Marty, *Dans les prisons de la République*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1924, disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/?Dans-les-prisons-de-la-republique [consulté le 4 juillet 2019].

Si l'on trace le bilan de l'activité *anti* du mouvement communiste dans la période « classe contre classe », force est de constater qu'elle se solde par des échecs répétés – qui tranchent avec la progression qu'on peut observer dans la période précédente. Et il ne s'agit pas seulement d'une conjoncture temporaire. La dynamique générale de ce travail est alors négative. Il n'y pas plus que très peu de cellules de soldats, et de moins en moins de propagande réellement diffusée, malgré tous les appels de la direction du parti.[1186] Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer cet échec global.

Comme pour l'autodéfense, la première explication tient dans l'accroissement de la répression. En effet, aucune activité liée à l'activité *anti* ne semble à l'abri de la répression. Même le « camping rouge » du « CaJeuTra » de Sens en est victime en 1931. La gendarmerie intervient plusieurs fois contre des sorties champêtres tandis que la préfecture interdit ses marches sportives avec drapeaux et bannières[1187]. Cette répression est d'ailleurs aussi le fait des milices d'extrême-droite. En 1929, ce sont ainsi les Jeunesses Patriotes de bordeaux qui menacent les JC de la ville si ceux-ci devaient se livrer à de la propagande antimilitariste. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, cette répression se place à partir de 1927 dans une dynamique nouvelle d'intensification des attaques contre le PC. Ce changement s'opère d'abord à Paris à partir du printemps 1927 sous l'égide du préfet Chiappe, puis au niveau national sous le gouvernement Poincaré. Les gouvernements suivants, de Briand à Tardieu, suivent la même dynamique, qui ne semble s'atténuer qu'à l'orée des années 1930. Culminant avec les accusations pour complot de l'été 1929, cette répression accrue est aussi marquée par une nette professionnalisation des méthodes employées.

Dans l'affaire d'Haguenau en 1929, la Sûreté agit ainsi relativement vite, sur la base des premières déclarations faisant suite à des tracts à Haguenau, Metz et Colmar. Elle préconise des perquisitions simultanées et l'ouverture d'enquêtes coordonnées dans les trois villes, auxquelles doit être adjointe Strasbourg, qui reste le centre névralgique du communisme alsaco-lorrain. Toutes ces enquêtes doivent être placées sous une autorité unique, qui doit recenser les conscrits suspectés d'être communistes dans les villes concernées, mais aussi les civils locaux soupçonnés de leur servir de relais avec le parti et exploiter de façon systématique les documents saisis. Comparée aux enquêtes disparates des années 1924-1925, l'intégralité de la procédure donne une indéniable impression d'efficacité et évoque plus les enquêtes criminelles que les habituelles investigations politiques de la Sûreté[1188]. Celle-ci semble d'ailleurs être au rendez-vous puisque, à l'exception de « Roger » qui réussit à fuir, c'est semble-t-il la grande majorité du réseau qui est identifiée et, sinon démantelée, au moins neutralisée. Deux uniques ratés sont signalés au ministère : à Colmar, un délai d'une journée entre deux perquisitions donne peut-être l'occasion à un militant de cacher du matériel[1189], et à Metz, le commissaire spécial du cru hésite à adopter la nouvelle méthode des perquisitions simultanées préalables aux interrogatoires[1190].

Il ne faut pas pour autant tirer des conclusions trop hâtives. L'efficacité de cette enquête alsacienne tient peut-être au terrain particulier dans laquelle elle est menée : les anciens « territoires d'Empire » étant toujours sujets à la même suspicion de la part des services de l'État, ce qui peut favoriser l'efficacité de la répression en augmentant la motivation des policiers. Reste qu'on peut se demander si l'adoption par le ministère de l'Intérieur d'une attitude particulièrement ferme contre le communisme a pu pousser à l'adoption de mesures habituellement réservées à la répression du banditisme, à tous les niveaux des forces de répression. La meilleure organisation des archives de la Sûreté répertoriant le travail *anti* du PC est aussi une preuve de cette amélioration. Là où les dossiers par années du début des années 1920 étaient surtout des collections de rapports épars, ceux

de la fin de la décennie comprennent de véritables répertoires des actes signalés, par départements et se divisent même parfois en plusieurs dossiers selon le type d'action par exemple.

Contre le travail *anti*, la police recourt aussi à des pratiques particulièrement controversées, et même théoriquement illégales. C'est le cas au camp de la Martinerie, à Châteauroux, en avril 1929, lors de l'arrestation de trois propagandistes actifs dans un camp de réservistes. Ceux-ci sont dénoncés par un agent de la Sûreté qui s'est introduit dans le camp sous le déguisement d'un simple soldat. Il a donc pu identifier les conscrits communistes sans éveiller leur attention. Efficace à défaut d'être morale, cette pratique est pourtant proscrite officiellement comme le rappelle le rapport qui signale au ministère ce succès de la répression. Pour éviter que des policiers puissent être accusés lors des procès d'avoir provoqué les accusés à commettre le délit dont ils sont accusés, le ministère de l'Intérieur et celui de la Défense ont résolu de ne plus recourir à ce type de méthodes. Une résolution qu'ignorent donc certains responsables policiers ou militaires locaux[1191].

Le refus du travail anti

Cette répression accrue ne semble pas encourager les vocations au sein du mouvement communiste. En 1931, la JC de l'Aude n'accomplit ainsi aucune activité *anti*, car celle-ci sont jugées « trop dangereuses »[1192]. Et le cas n'est pas isolé. Une part de plus en plus importante des militants et des cadres éprouvent alors de véritables réticences vis-à-vis de l'antimilitarisme révolutionnaire et de nombreuses structures locales ou régionales abandonnent purement et simplement le travail antimilitariste. À l'occasion de la « semaine *anti* » de novembre 1928, seul le PC de Saint-Etienne organise ainsi en province des actions de propagande antimilitariste, tandis que les autres structures régionales s'y montrent réticentes[1193]. L'année suivante, des documents saisis par la police montrent que le délégué au travail *anti* dans l'Est fait le même constat : en matière de propagande *anti*, « rien n'existe » et le peu d'actions entreprises ne le sont qu'en dernier recours, lorsqu'il est envisagé que des soldats soient employés contre des grévistes[1194]. En 1931, à Lyon, dans une région pourtant assez active en 1926-1927, le comité régional s'abstient même de communiquer aux JC de Saint-Etienne le plan de travail *anti* élaboré par l'exécutif national, sans doute de peur que leur action ne débouche sur un accroissement de la répression[1195].

Alors que le PC entend faire du travail *anti* un élément quotidien de l'activité du parti[1196], un nombre croissant de militants et de cadres considèrent au contraire que l'antimilitarisme doit être réservé à la JC, espérant ainsi revenir à la situation qui existait au début des années 1920. C'est le cas par exemple du secrétaire du PC à Haguenau, qui déclare à la police qu'il ne s'occupe pas du travail *anti*, qui est « particulièrement entre les mains des jeunesses communistes »[1197]. Quant au responsable national du travail *anti*, Billoux, il constate en juin 1929 que celui-ci est mené « largement » par les jeunes et que les CAM, mises en place pour aider à l'investissement du parti, ne « fonctionnent pas »[1198]. La situation n'est pourtant pas beaucoup plus exemplaire dans la JC. Et on remarque à partir de 1929 des cas où des militants JC se refusent expressément à mener le travail *anti*[1199]. C'est le cas à Valenciennes en septembre 1929, où la JC laisse dormir le matériel *anti*, mais aussi à Colmar, où les jeunes communistes refusent de mener un travail public de la JC, et particulièrement tout ce qui a trait au travail *anti*[1200]. Dans la même région, la JC se refuse apparemment en bloc à participer à la « campagne des trois mitrailleuses » mise en place par la JC en 1930[1201].

L'historien Georges Vidal souligne ces réticences et signale bien qu'elles touchent en réalité jusqu'à la direction du parti qui s'abstient par exemple de punir les dirigeants défaillants ou réticents, et montre qu'un très faible nombre de militants JC se livrent à des activités *anti* durant leur service militaire :

> […] autre indice allant dans le même sens, les biographies de cadres communistes ayant fait leur service à cette époque révèlent souvent leur absence d'engagement militant à la caserne ou une activité assez faible. Ainsi, Laurent Casanova, pourtant devenu ultérieurement un dirigeant de « l'appareil anti », ainsi que Waldeck Rochet, futur secrétaire général du PCF, n'ont pas appartenu à l'appareil militaire et ne paraissent pas avoir fait preuve d'activisme au sein de leur régiment.[1202]

Pour lui, ces réticences au travail *anti* s'expliquent par la répression, particulièrement efficace après l'arrivée de Sarrault au ministère, mais surtout par ce qu'il appelle la « persistance du facteur national » et du pacifisme. Celui-ci serait d'après lui un élément permanent de la mouvance communiste, et la « politique militaire volontariste » de l'IC se heurterait donc à l'héritage pacifiste de l'antimilitarisme de l'avant-guerre[1203].

Plusieurs remarques s'imposent à ce sujet et rendent nécessaire d'affiner cette analyse. On peut d'abord noter que la « tradition » antimilitariste d'avant-guerre est en réalité, comme on l'a vu, double, voire triple. L'antimilitarisme révolutionnaire d'Hervé et d'une partie de la CGT voisine avec le pacifisme et les appels « humanistes » au désarmement d'une partie de la SFIO, sans même mentionner les ambiguïtés d'un Jaurès – qui appelle à l'arbitrage tout en proposant au parlement la réorganisation de l'armée française. Le pacifisme dont parle Georges Vidal semble pour nous surtout s'exprimer de façon active à travers Verfeuil et ses semblables en 1920-1923, et n'a pas empêché la victoire du courant antimilitariste révolutionnaire avec le départ de Frossard. Ce type de pacifisme cesse alors d'apparaître dans la presse centrale du parti autrement que comme un ennemi à combattre, c'est d'ailleurs le seul sens donné alors au mot pacifiste dans la presse centrale du PC[I]. Même si il est probable (et en fait évident) que des idées pacifistes (au sens où on l'entend actuellement) restent prégnantes au sein du PC, même si probablement sous une forme marginale et rarement explicite, elles ne peuvent expliquer l'échec du travail anti à la fin des années 1920. C'est en fait le cas à notre avis de toutes les explications faisant appel à une cause permanente. En effet, la dynamique de la politique *anti* du PC entre 1920 et 1935 n'a pas été constante.

L'exemple donné par Georges Vidal de l'absence d'activité *anti* lors du passage de futurs cadres à la caserne est éclairant car les exemples qu'il donne correspondent aux années 1928-1933. Or, comme on l'a vu, le tableau n'est pas exactement le même pour les années précédentes. Au début des années 1920 dans la JC et à partir de 1925 pour le PC, la politique *anti* rencontre des succès certains – et lors de l'occupation de la Ruhr ou de la guerre du Rif, elle touche même au-delà de la seule sphère communiste. Le travail *anti* est alors un élément fréquent du *cursus honorum* des dirigeants du PC des années 1930, notamment ceux de « l'équipe des jeunes » autour de Barbé ou de l'équipe dirigeante qui se constitue ensuite autour de Thorez. Tréand, Barbé, Célor (pour ne citer qu'eux) ont bel et bien participé au travail *anti* lors de leur service militaire accompli dans la période 1920-1928

I Cela peut bien sûr être différent dans la presse locale, même si là encore, nous n'avons pas trouvé d'exemple d'une utilisation positive du mot « pacifiste » dans la presse communiste locale que nous avons dépouillée pour la période 1923-1934.

et pour Célor, il l'a fait en pleine guerre du Rif [1204]! Les choses changent clairement à partir de 1928, avec la réapparition d'un phénomène qui avait disparu lors des années précédentes, l'existence d'une hostilité assumée de la part de militants et de cadres locaux ou régionaux au travail *anti*, alors même que celui-ci est devenu entre-temps un élément officiellement central de la « ligne » du parti. En 1926-1927, il suffisait parfois de la simple visite d'un délégué pour qu'une région inactive mette en place des réseaux *anti*, tandis qu'en 1929, le délégué dans l'Est ne peut que se lamenter en constatant l'apathie ou l'hostilité du parti, à l'exception d'une ou deux poignées de militants hésitants[1205]. Il y a donc là un phénomène nouveau, ou, *a minima*, une sévère accentuation d'un processus préexistant.

Pour nous, le problème rencontré par le PC est alors double. D'une part, la répétition des campagnes *anti*, des journées exceptionnelles, des appels à la « mobilisation générale » débouche de façon assez logique sur l'épuisement des militants, surtout lorsque les pronostics répétés d'une radicalisation croissante et inexorable, ou d'une agression imminente contre l'URSS, sont démentis par les faits. C'est ce qui explique sans doute « l'adhésion de principe » d'un certain nombre de « camarades » que dénonce une circulaire interne du PC sur la question des dangers de guerre[1206]. Il ne s'agit là pas d'une opposition de principe au travail anti, mais plutôt d'un épuisement ou d'un découragement militant que l'on peut aussi observer d'ailleurs sur la question de l'autodéfense.

Ce processus déjà mortifère est accentué par les difficultés de plus en plus importantes que rencontre le parti depuis 1926. Cet élément est à notre avis déterminant : la crise du travail *anti* est inséparable de la crise générale du parti communiste. L'exclusion des différentes oppositions « de gauche » de 1924 à 1928 le prive de militants motivés et souvent expérimentés, le sectarisme de son attitude vis-à-vis du reste du mouvement ouvrier, surtout à partir de 1927, rend stériles tous les appels aux ralliements des ouvriers socialistes[I] et l'ultra-radicalisme de son discours l'expose à la répression (dans un processus que prédit déjà l'opposition de gauche de la SFIC en 1924[1207]).

À ce sujet, on peut noter que ce radicalisme l'entraîne parfois (au moins en paroles) au-delà des positions couramment admises par les marxistes, et à renouer avec celles défendues avant-guerre par Gustave Hervé par les anarchistes de la CGT. On observe par exemple des oscillations brutales sur la question du sabotage des manœuvres aériennes que l'armée française mène au début des années 1930. En janvier 1931, un article des *Cahiers du bolchevisme* appelle ainsi les ouvriers à « briser » les masques à gaz qui pourraient leur être distribués durant ces manœuvres et à saboter celles-ci par tous les moyens, notamment en brisant le black-out demandé par les autorités :

> Si on coupe le gaz et l'électricité, allumez des lampes à pétrole, des bougies, lancez des fusées, allumez des feux de Bengale, des lanternes vénitiennes ![1208]

Ce sont là des consignes qui tranchent avec la position que défendent traditionnellement les marxistes sur le sabotage individuel, et la formation militaire. Un an plus tard, le même journal

I Surtout à partir du congrès de Toulouse (1928) lors duquel « La Bataille socialiste » de Jean Zyromski réussit à imposer à la direction de la SFIO une politique « d'unité ouvrière », marquée notamment par l'appel au désistement systématique des candidats socialistes arrivés derrière des communistes. Parallèlement, d'après les engagements pris à Toulouse (et répétés aux congrès suivants), la SFIO ne doit pas s'appuyer sur des partis bourgeois pour lutter contre le PC, leur affrontement devant rester une « affaire de famille ». La méthode du Front unique se retourne alors contre le PC puisque c'est lui qui apparaît alors comme refusant l'unité du prolétariat et offrant des victoires électorales aux candidats bourgeois. (Frank Georgi, « Au carrefour des gauches de la S.F.I.O. : la première «Bataille socialiste» (1927-1935) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 38 N°1, Janvier-mars 1991, pp. 141-153.)

défend en effet sous une autre plume des mots d'ordre opposés, leur conseillant de « prendre » les masques à gaz qui leur sont donnés car « les masques à gaz, comme toutes les armes, sont indispensables au prolétariat dans la lutte pour son émancipation»[1209]. Quelques mois plus tard, un autre article enfonce le clou et condamne explicitement les consignes de sabotage individuel données en janvier 1931, comme « puéril et coupable » au nom de la supériorité de l'action de masse[1210].

Il faut dire qu'entre temps, la direction du parti a aussi changé, avec la purge menée sous l'égide d'Eugen Fried[I] contre le « groupe Barbé-Celor », qui avait pourtant été un des champions de la ligne de l'IC jusqu'alors. La direction de l'IC est en effet dubitative face à la crise que traverse le PC français, et ce dès 1930. Lors d'un plénum de la direction de l'IC en avril 1931, la direction de la SFIC est même publiquement critiquée par Dimitri Manouilski[II], notamment parce qu'elle ne mettrait pas assez en avant la nécessité de la « défense de l'URSS ». Quelques semaines plus tard, Thorez rentre à Paris accompagné d'un « collège de direction », composé de cadres fidèles de l'IC, parmi lesquels Eugen Fried joue le rôle principal, flanqué entre autres de la militante roumaine Anna Pauker[III] et du hongrois Ernö Gerö[IV]. En juillet 1931, Manouilski vient en personne superviser l'expulsion de Barbé et Célor de la direction. Accusé d'avoir formé un « groupe secret »[V], ils sont

I **Eugen Fried (1900-1943)** : Fils de commerçants juifs slovaques, Fried adhère au PC lors de la révolution hongroise de 1919. Membre dans les années 1920 du PC Tchécoslovaque, il est membre de son BP avant de devenir un cadre itinérant de l'IC. Envoyé en France en 1931 pour redresser le parti, alors en pleine déliquescence, il organise la purge contre le groupe Barbé-Célor, et promeut une nouvelle équipe dirigée par Thorez, Jacques Duclos, André Marty, Benoit Frachon et Maurice Tréand. Proche personnellement de Thorez dont il a épousé la femme, il réorganise complètement le fonctionnement du PC, créant notamment la « commission des cadres ». Dirigeant de l'IC pour l'Europe de l'Ouest depuis Bruxelles après 1939, il est assassiné par la Gestapo en 1943. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article114275, « Notice FRIED Eugen », Stéphane Courtois, Michel Dreyfus, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 19 février 2019 ; on consultera aussi avec profit : Annie Kriegel et Stéphane Courtois, *Eugen Fried : le grand secret du PCF*, Paris, Seuil, 1997).

II **Dimitri Manouilski (1883-1959)** : Né en Ukraine, Manouilski adhère au POSDR en 1904 et est d'abord Otzoviste (partisan du boycott des élections) en 1907. Internationaliste en 1914, il participe au journal Nache Slovo à Paris avec Trotski et Antonov-Ovseenko. En 1917, il est d'abord membre de l'organisation Inter-rayons, puis rejoint avec elle le parti bolchevik. Après la révolution, il occupe différents postes au sein des gouvernements soviétiques d'Ukraine et de Russie. Élu au CC du PCUS en 1923, il est chargé de suivre le PC français depuis 1922. A ce titre, il est envoyé en France en 1924 pour assurer l'éviction de la direction des partisans français de Trotski. Il joue le même rôle à de multiples reprises dans des PC d'Europe occidentale (en Allemagne, il impose puis expulse la direction Fischer-Maslow, en France, il impose, puis expulse la direction du groupe des jeunes autour de Barbé et Célor, etc.). Il joue à partir de 1928 le rôle d'homme de confiance de Staline dans la direction de l'IC et en accompagne tous les tournants jusqu'à sa dissolution sans congrès en 1943. Malade, il est progressivement écarté des responsabilités à partir de 1952. (Branko Lazić et Milorad Drachkovitch, *Biographical dictionary of the Comintern*, op.cit., pp.295-296).

III **Anna Pauker (1893-1960)** : Née dans une famille juive de Roumanie, Anna Pauker adhère au PS roumain en 1915. Membre du CC du PC roumain dès 1922, elle devient permanente de l'IC. Elle est déléguée de l'IC en France de 1930 à 1934, année où elle retourne en Roumanie et est arrêtée par la police. Échangée contre des prisonniers roumains en URSS en 1940, elle revient en Roumanie en 1944 et entre à la direction du parti roumain et devient même ministre des affaires étrangères. En 1952, elle est démise de toutes ses fonctions dans le cadre des « purges anti-titistes ». (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article75911, « Notice PAUKER Anna », Michel Dreyfus, version mise en ligne le 13 janvier 2010, dernière modification le 20 mai 2019 [consulté le 7 juillet 2019]).

IV **Ernö Gerö (1898-1980)** : Partisan du gouvernement de l'éphémère République des conseils de Hongrie, Gerö fuit en URSS en 1919 et devient un cadre itinérant de l'IC. Envoyé en France en 1931, il est ensuite en Espagne en 1936 et y participe à la liquidation des oppositions « trotskistes » et du POUM. Rentré en Hongrie à la fin de la guerre, il devient le principal bras droit du dictateur stalinien Matias Rakosi et lui succède lorsque celui-ci doit abandonner le pouvoir après le XXe congrès du PCUS. Chassé par la révolution hongroise de 1956, Gerö est exilé en URSS jusqu'en 1960 et ne rentre en Hongrie que pour être exclu du parti par le régime pro-soviétique de Janos Kadar qui entendait ainsi marquer une rupture avec la période antérieure à 1956. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article73191, « Notice GERÖ Ernö », Peter Huber, version mise en ligne le 10 août 2009, dernière modification le 10 août 2009 [consulté le 7 juillet 2019]).

V Ce qui était vrai, à ceci près que ledit groupe avait été mis en place à l'initiative de la direction de l'IC en 1927 pour reprendre en main la direction du PC et appliquer sans faillir la ligne « classe contre classe ». (http://maitron-en-

exclus du BP, puis contraints à des autocritiques publiques. À partir de ce moment, c'est le « collège » emmené par Fried, puis Fried lui-même, qui va assurer la direction de facto du PC, assumée officiellement par Maurice Thorez. On imagine sans peine l'impact d'une telle purge dirigée contre des promoteurs de la « troisième période » sur les militants les plus impliqués dans le travail *anti*. Si les champions français de « classe contre classe » et du travail *anti* se révèlent subitement être des saboteurs (et même pour certains des agents policiers), c'est sur l'ensemble de ce travail que la suspicion est naturellement jetée. Dans un tel contexte de crise interne et externe, les effectifs du parti baissent de façon quasi naturelle en même temps que le moral de la majorité des militants.

Cette baisse des effectifs renforce encore les problèmes qui touchent le travail *anti*. Elle débouche en effet sur une pénurie de militants formés et pousse le parti à s'appuyer sur ce qu'il lui reste. Des militants expérimentés restent bien entendu présents, tels le soldat Brunand, qui est à sa façon une sorte de vétéran du travail clandestin. Déjà arrêté à Lyon en mars 1929 en possession de tracts *anti* de la JC et d'un pistolet browning chargé, il donne lors de son arrestation en décembre de la même année l'adresse de l'avocat du SRI Pierre Berthon, qu'il connaît apparemment par cœur[1211]. Mais de tels militants expérimentés sont rares, malgré les projets « d'écoles de formation » anti[1212]. À Epinal en 1929, un permanent chargé du travail *anti* s'attire l'hostilité des militants locaux en se vantant d'être intouchable, car « payé par Moscou »[I]. La brève intensification de la propagande qu'il suscite s'éteint ensuite sans déboucher sur un groupe constitué dans une caserne[1213]. « L'affaire » de Haguenau est particulièrement révélatrice de la pénurie de cadres *anti* expérimentés, tant les différents échelons du parti y accumulent les erreurs. Le travail n'y est pas du tout cloisonné, alors que les consignes du parti l'exigent depuis des années. Le cadre *anti* « Roger » discute même devant le jeune conscrit Domart du travail dans d'autres régiments, avec des conscrits communistes que ce dernier ne connaissait pas ![1214] La « boite aux lettres » de « Roger », le militant Lhote, sert pour communiquer à la fois avec la direction du parti et avec toutes les cellules de soldats de la région, et stocke par-dessus le marché du matériel illégal dans sa cuisine[1215]. Un des relais « clandestins » du parti dans la région se présente, quant à lui, à des conscrits sous son vrai prénom[1216]. Pour constituer son réseau, « Roger » est obligé de s'appuyer sur des militants récents et donc peu fiables. Le soldat Domart n'a ainsi été adhérent qu'une dizaine de jours avant d'être appelé, et Burgard n'est choisi que parce qu'il est le seul de son groupe JC à ne pas refuser de participer au travail *anti*, ce qui ne l'empêche pas d'être dénoncé comme traître par *l'Humanité d'Alsace-Lorraine* après ses aveux[1217]. Tous ces facteurs se conjuguent pour rendre le travail *anti* d'autant plus difficile à mener et d'autant plus exposé à la répression, poussant le PC de plus en plus dans un isolement dont il ne sort qu'avec le tournant de 1934-1935, mais au prix d'un sévère virage de sa politique *anti*.

La fin des années 1920 est donc une période cruciale pour la politique antimilitariste du PC. Alors que les menaces contre l'URSS (réelles ou supposées) se multiplient, le travail *anti* est promu au rang d'élément central, et même « quotidien », de l'activité du parti. Pourtant, malgré une pression verbale et des outrances programmatiques régulières, les résultats restent faibles, et même inférieurs à ceux de la période précédente. Comment l'expliquer ? La répression féroce comme l'existence possible de courants pacifistes, hostiles au « défaitisme révolutionnaire » ou à l'antimilitarisme

ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article15633, « Notice BARBÉ Henri », Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 3 mai 2019 [consulté le 5 juillet 2019]).

I Une critique que l'on a déjà vu émerger contre Latour lors de la crise du Front Rouge en 1928. Voir chapitre 3.1.

« léniniste », peuvent jouer un rôle dans cet état de fait. Mais l'élément le plus important tient sans doute à l'affaiblissement général du parti qui se produit dans la même période. Un facteur que la forme nouvelle prise par le travail *anti* ne peut qu'aggraver. Les oppositions qui émergent à la base restreignent le nombre de militants sur lequel le parti peut compter, et deviennent même si massives que le parti renonce à punir les fautifs. L'échec d'un travail *anti* reposant sur un faible nombre de militants et la répression qui en découle renforcent ensuite encore l'opposition à toute sorte de travail clandestin. À la fin de la période, le PC isolé et affaibli est à nouveau frappé par une nouvelle crise, lorsque l'IC intervient directement pour reprendre en main sa direction, semant sans doute le trouble parmi les dirigeants épargnés par la purge mais qui ont été des éléments moteurs dans la troisième période du travail *anti*. Finalement, alors que la direction du parti semble ne plus l'attendre, la radicalisation qu'elle prophétise depuis 1927 finit par arriver, sans qu'elle en soit d'ailleurs vraiment consciente. La crise économique, la victoire d'Hitler en Allemagne et la résurgence des ligues vont pousser sur le devant de la scène les questions de l'autodéfense et du travail *anti*. Mais l'IC entre alors dans une nouvelle période, marquée par un brusque changement de ligne.

Chapitre 13: De Berlin à Paris : permanence de l'autodéfense communiste face au retour du fascisme

Après 1929, l'appareil national d'autodéfense du PC est de facto en sommeil et disparaît même progressivement. La tâche de protéger les activités militantes se réduit donc à la forme basique qu'elle recouvrait avant 1925, celle du volontariat (ou de la désignation) de militants à l'échelle locale ou régionale. Aucune tentative d'organisation nationale de cette activité n'apparaît dans toute cette période, en parfait accord donc avec les conclusions du VI[e] congrès de l'IC, comme avec le rejet que suscite (pour des raisons variées) le souvenir des « années Treint-Girault ». C'est le changement brutal de la situation qui va remettre au premier plan la question de l'autodéfense. Avec la crise de 1929, la radicalisation politique que prédit le PC depuis la fin de 1927 finit par émerger, mais en prenant au premier abord des formes opposées à celles qu'il espérait. En Allemagne, Hitler se hisse au pouvoir sur le cadavre du KPD et de la social-démocratie, tandis qu'en France, les ligues connaissent une nouvelle jeunesse et tentent même maladroitement de prendre d'assaut l'assemblée nationale au soir du 6 février 1934. Le débat qui émerge au sein du PC prend pour partie la forme originale d'une discussion publique par articles interposés et se joue sous les influences contradictoires des évolutions de la ligne de l'IC sur la question de l'antifascisme, mais aussi de l'exemple donné par la SFIO, qui réorganise alors radicalement sa propre autodéfense, et de l'intervention dans le débat des dissidents du mouvement communiste, marqués par la « tragédie » allemande[1218].

La résurgence des ligues et de la question de l'autodéfense

Après les différents échecs des années 1928 et 1929 (Front Rouge ; « piquets » ; « conquête de la rue » ; etc.), l'organisation nationale de l'autodéfense communiste se réduit progressivement à sa forme élémentaire : comme avant 1925, des militants sont sélectionnés (ou se portent volontaires) ponctuellement pour la protection des vendeurs de journaux et des diverses activités militantes du parti. Cet abandon est tel qu'en 1936, André Marty peut déclarer qu'en matière d'autodéfense, « il n'existe plus rien du tout »[1219]. Aucune tentative n'est plus faite pour donner une forme organisationnelle à l'autodéfense. Pour autant, pendant cette période, la question n'est pas une priorité et ne semble pas avoir été beaucoup discutée dans les rangs communistes. C'est la crise économique mondiale de 1929 et la radicalisation politique qu'elle génère qui vont brutalement remettre cette question à l'ordre du jour.

La crise qui suit le Krach boursier d'octobre 1929 touche la France tardivement mais brutalement. Le chômage et la misère augmentent et l'action du gouvernement semble ne rien pouvoir faire pour l'empêcher. Les cabinets ministériels se succèdent à un rythme impressionnant, même pour la IIIe République : aucun gouvernement ne dure plus d'un an entre 1930 et 1934[1220]. Ils sont d'autant plus fragiles qu'une succession de scandales financiers met à mal l'image du régime. Les escroqueries de Marthe Hanau, d'Oustric ou de Stavisky, ou encore la faillite de l'Aéropostale, semblent autant de signes que la démocratie parlementaire est en faillite[1221].

C'est dans ce contexte que les ligues factieuses refont surface, alors qu'elles étaient marginalisées depuis la chute du Cartel des gauches. Certaines sont déjà connues depuis longtemps et ont participé

à la « première vague » des ligues dans les années 1920 ; c'est le cas notamment des Jeunesses Patriotes et de l'Action française, mais beaucoup sont nouvelles et se revendiquent ouvertement du fascisme italien. Ainsi de la Solidarité Française, créée en 1933 par le parfumeur Coty, ou des Francistes de Marcel Bucard – une scission de l'organisation fantomatique du vieux socialiste insurrectionnel devenu fasciste Gustave Hervé. Mais l'organisation la plus importante de ces années-là, les Croix-de-Feu, est plus ambiguë, à tel point que la réalité de son caractère fasciste fait encore l'objet d'importants débats historiographiques[1222]. Elle reste néanmoins une ligue paramilitaire au discours anti-démocratique et anti-communiste revendiqué, qui bénéficie au surplus du soutien d'une bonne partie de la hiérarchie militaire, et notamment des maréchaux Lyautey[I] et Pétain.

La croissance de ces organisations, mais aussi l'arrivée au pouvoir du fascisme hitlérien, suscitent dans le PC une discussion interne sur le besoin de rénover l'autodéfense du parti qui couve sans doute depuis quelque temps lorsqu'elle prend une forme publique et inédite à l'été 1933. Plusieurs articles contradictoires sont alors publiés dans les numéros du 15 juin et d'août des *Cahiers du Bolchevisme*, l'organe théorique du parti. Cette publicité donnée à une discussion interne est surprenante quand on songe au monolithisme revendiqué alors par le mouvement communiste, et ce d'autant plus que le sujet est extrêmement sensible. Cette méthode est révélatrice de l'ampleur de la discussion à la base du parti comme de l'indécision qui règne alors dans sa direction. Celle-ci met d'ailleurs près de six mois à apporter une clôture réelle à ce débat, dans le numéro de février 1934 des *Cahiers*.

Les différents articles publiés entre juin 1933 et février 1934 permettent d'éclairer les questions qui se posent alors à la base du parti. Il est d'ailleurs frappant de constater que, que ce soit à travers les termes utilisés ou les solutions proposées, c'est presque l'ensemble de la discussion qui s'était déroulée au sein de la direction du parti en 1924-1926 qui semble se reproduire en public moins d'une décennie après : formes d'organisation, front unique, et même la question de l'uniforme (même si le thème est ici mobilisé de façon uniquement négative). Cela illustre sans doute autant les similitudes de la situation objective (crise politique, arrivée au pouvoir d'un nouveau Cartel en 1932, croissance des ligues, etc.) que la relative amnésie militante du parti sur cette question. Celle-ci est encouragée tant par la condamnation officielle des dérives des directions « Treint-Girault » et « Barbé-Celor » que par les départs de nombreux cadres de l'autodéfense. Un des articles propose même d'ailleurs de « *créer* le Front rouge »[1223], comme si cette création n'avait pas été publiquement proclamée en 1928 (et comme si des GDA marginaux ne continuaient pas à le faire survivre officiellement dans le XX^{e} arrondissement de Paris[1224]). Une seule exception, mais elle est de taille : la question de l'insurrection et du rôle de l'autodéfense dans sa préparation n'est pas abordée une seule fois dans ce débat interne au PC. Cela s'explique à notre avis à la fois par l'origine du débat, à savoir le besoin d'une organisation plus efficace de la défense militante face à une menace fasciste réelle ou supposée, mais aussi par la faiblesse du parti et la situation défensive

I **Hubert Lyautey (1854-1934)** : Né dans une famille de la noblesse normande installée en Lorraine et d'orientation monarchiste et catholique, Lyautey commence une carrière d'officier de cavalerie en 1875. Affecté dans les colonies, d'abord en Algérie, puis en Indochine, il reste proche des milieux intellectuels catholiques et du monarchisme, et rencontre même le prétendant légitimiste Henri d'Artois. Après avoir participé à la conquête de Madagascar, il est affecté en Algérie et devient un spécialiste de la « pacification » coloniale. Résident général au Maroc de 1912 à 1925, il est brièvement ministre de la guerre en 1916-1917. En 1924, il hésite à tenter un coup d'État pour maintenir Millerand au pouvoir contre le Cartel des gauches et reste ensuite très proche des ligues. Monument vivant de la légende du colonialisme « humaniste » et pacificateur, il dirige l'exposition coloniale de 1931. (Pierre Vermeren, « Lyautey, le "Marocain" », mai 2006, disponible sur le site *Histoire coloniale et postcoloniale* : https://histoirecoloniale.net/Lyautey-le-Marocain-par-Pierre.html [consulté le 26 juin 2019]).

dans laquelle il est alors placé, et sans doute aussi par le rejet de ce thème associé aux années 1925-1928 et aux errements « à la Suzanne Girault ».

Front unique, refus d'une « organisation spéciale », … : le débat sur l'autodéfense

La discussion publique est donc lancée en juin 1933 par deux articles signés par des militants que nous n'avons pas réussi à identifier (Claude Darbori et « Stéphane »)[1225]. Publiés sans introduction ni commentaire de la rédaction des *Cahiers du Bolchevisme*, ils abordent la plupart des points qui vont ensuite être au cœur du débat : le mouvement communiste a-t-il besoin d'une organisation nationale d'autodéfense ? Si c'est le cas, quelle forme doit-elle prendre, celle d'une autodéfense limitée au parti, ou d'une organisation « de masse » ? Doit-elle être un organe de « Front unique » ? Sans surprise, ils répondent tous deux à la première question par l'affirmative, du fait de la menace que représenteraient alors la police et les fascistes. Tous deux sont aussi d'accord sur le fait qu'une telle organisation ne doit pas se limiter aux seuls communistes mais au contraire prendre la forme d'une « milice de masse », « à l'exemple de nos camarades espagnols » selon les mots de « Stéphane ». Le PC espagnol s'est en effet lancé dans la création d'une organisation d'autodéfense large après la révolution de 1931, une initiative qui a été rapportée par la presse communiste, permettant à des militants comme Stéphane de se saisir de cet exemple[1226]. Pour eux, seul ce caractère « de masse » permettra d'éviter à l'autodéfense de sombrer dans les aventures isolées :

> Bien sûr, il faudra veiller que cette milice antifasciste ne dégénère pas en organisation étroite et terroriste. Sa tâche sera d'organiser la lutte de masse contre le fascisme. Elle devra lutter contre le fascisme, non pas seule et isolée, mais en liaison étroite avec les masses.[1227]

L'organisation que proposent de créer les deux militants doit donc être une autodéfense large, mais néanmoins disciplinée et organisée presque militairement, comme la décrit Claude Darbori :

> Il faut à chaque réunion, à chaque grève, à chaque manifestation, à chaque vente de journaux dans la rue, des groupes très larges d'autodéfense encadrant les travailleurs ; des groupes avec un responsable, de façon à ce qu'il n'y ait aucun flottement.[1228]

L'organisation qu'il décrit partage d'ailleurs de nombreux traits avec les anciens GDA-JGA de 1926-1927, notamment l'insistance sur la nécessité d'un entraînement physique régulier et d'une préparation aux sports de combats, mais aussi par la préparation des actions en avance (grâce à l'usage de cartes et de plans préalables), l'utilisation d'avant-gardes, de détachements distincts organisés par groupe de 10, puis en échelons locaux par quartiers et arrondissements. De même si aucun uniforme n'est proposé, Darbori mentionne quand même la nécessite d'insignes spécifiques et de brassards rouges comme signes distinctifs de l'autodéfense. Bref, l'ensemble donne une impression très proche du fonctionnement réglementaire (et pour une part exclusivement théorique) des GDA-JGA, beaucoup plus que des « piquets » mort-nés en 1928-1929.

Tous deux abordent aussi un point particulièrement polémique : la coopération avec la SFIO. Pour eux, celle-ci est nécessaire dans la lutte contre les fascistes. Darbori cite l'exemple d'un affrontement dans le XVIII[e] arrondissement de Paris où socialistes et communistes auraient combattu et vaincu ensemble des « fascistes », et Stéphane propose même que la future milice antifasciste étende sa protection aux vendeurs du *Populaire*[1229]. Si l'on pense que la presse du parti qualifie alors régulièrement la SFIO d'organisation « social-fasciste »[I], une telle perspective est plus que surprenante et est d'ailleurs particulièrement critiquée par les premiers articles de réponse publiés dans le numéro d'août.

Quatre articles paraissent en effet dans ce numéro, signés sous des pseudonymes restés presque tous opaques : l'article intitulé « Comment organiser l'autodéfense ? »[1230] est signé de l'inconnu « L. Albert » ; le militant Deny, peut-être un ancien candidat aux élections municipales de 1929 à Montreuil[1231], signe un article sur « Les groupes d'autodéfense et la lutte antifasciste »[1232] ; un article titré « Encore sur l'autodéfense »[1233] est signé du militant Semat, qui réside peut-être dans l'Est parisien (comme « Deny »?). Au final, seule l'auteure du dernier article, intitulé « Comment lutter contre le fascisme ? »[1234], est clairement identifiée. Il s'agit de la militante Jeanne Rougé (ou Rouget), de son vrai nom Perla Kagan, qui est alors une des responsables de l'éducation politique interne du parti, après avoir été la secrétaire de Jacques Duclos[II].

Les trois premiers articles reprennent globalement le constat fait par Stéphane et Darbori et partagent un certain nombre de leurs propositions, même s'ils penchent plus en faveur de la création d'une autodéfense limitée au parti. Tous trois insistent pour qu'une telle organisation nationale d'autodéfense antifasciste ne soit dans un premier temps composée que de communistes et soit clairement distincte d'une éventuelle autodéfense de masse, qui pourrait être constituée plus tard :

> Le Parti, composé de la partie la plus avancée de la classe ouvrière la plus disciplinée et la plus éduquée politiquement, doit avoir son organisation d'autodéfense propre à lui. Organisation qui ne peut être confondue avec l'organisation de défense antifasciste de masse, qui en fait englobera dans son sein, toutes les forces antifascistes appartenant aux différentes couches de la classe ouvrière, petit-bourgeois et intellectuels. Les groupes disciplinés et entraînés du Parti formeront au sein des organisations de masse, et dans le front antifasciste, les cadres entraînant et guidant les masses à autodéfense ouvrière de masse.[1235]

La formation d'une telle autodéfense communiste est, pour Deny, à accomplir dans les « plus brefs délais », alors que Semat parle d'une « priorité » dans le travail du parti.

I Maurice Thorez signe d'ailleurs un éditorial « contre le bloc avec le social-fascisme » encore à la mi-avril 1934 (Maurice Thorez, « Pour l'unité du prolétariat – contre le bloc avec le social-fascisme », *l'Humanité* 19 avril 1934, p.1.), c'est-à-dire plus de deux mois après le 6 février 1934 et à peine deux mois avant d'appeler à Ivry à « l'unité d'action » avec la SFIO.

II **Perla Kagan (1902 ou 1903-2002)** : Née dans une famille de la bourgeoisie ukrainienne de Pologne qui émigre en France, Kagan adhère aux JC de Pologne et milite ensuite en France. Responsable de l'école par correspondance du parti de 1930 à 1934, elle est aussi responsable d'une section d'éducation. Epouse du militant Victor Fay, elle rejoint comme lui le groupe « Que Faire ? » en 1936. Après la guerre, elle participe à diverses organisations situées à la gauche de la SFIO, dont le Mouvement Uni de la Nouvelle Gauche (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article129777, « Notice ROUGÉ Jeanne, née BASIA KAGAN Perla », version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 30 novembre 2010).

La question d'un « front unique » de l'autodéfense est l'objet de beaucoup moins d'unanimité. Albert accepte ainsi le principe de la défense des vendeurs du *Populaire*, mais à condition qu'elle s'accompagne d'appels aux vendeurs à cesser de le vendre en raison de son « contenu contre-révolutionnaire » et de ses « campagnes anti-soviétiques »[1236] – c'est-à-dire légèrement plus que la liberté de critique que Lénine (et l'IC des premières années) jugeait indispensable à tout accord de Front unique. Semat refuse, lui, toute autodéfense coordonnée avec les vendeurs du *Populaire*, même si il accepte que celle-ci puisse se produire de façon spontanée, en cas d'agression :

> Peut-on théoriquement défendre les vendeurs du *Populaire* en tant que vendeurs, même si ce sont des ouvriers socialistes ? n'abritons pas sous le manteau de l'unité la prose contre-révolutionnaire du *Popu* que les vendeurs du *Populaire* dans le groupe d'autodéfense de la presse seraient en droit de légitimer. Défense des vendeurs du *Popu* attaqués par les fascistes, oui ! Unité avec les vendeurs du *Popu* pour la diffusion en commun avec les vendeurs de *l'Huma*, non ![1237]

L'article de Jeanne Rougé publié dans le même numéro d'août tranche avec tous les autres articles, et ce dès son titre. Alors que les autres contributions faisaient de l'autodéfense leur principal sujet, la sienne est intitulée « Comment lutter contre le fascisme ? ». Le ton est donc donné. Pour elle, la question de l'autodéfense doit rester subordonnée à celle de l'antifascisme dont elle n'est qu'une des composantes. La priorité dans ce domaine doit, d'après elle, rester la lutte pour la conquête politique de la petite bourgeoise, sans aucune compromission avec la social-démocratie – qu'elle estime seule responsable de l'écrasement du prolétariat allemand. Pour ce qui est de l'autodéfense, ses positions sont largement en deçà de celles des autres articles. Elle s'oppose notamment à la création d'une organisation nationale de l'autodéfense, qui serait d'après elle prématurée :

> Une organisation pareille ne peut être créée d'une façon artificielle, elle doit s'appuyer sur un courant de masse déjà existant ; or ce courant n'existe, à l'heure actuelle, que dans certains points. Il faut utiliser les conditions favorables et constituer des groupes d'autodéfense là où les masses en sentent déjà la nécessité avec la perspective d'une organisation nationale d'autodéfense au moment où la situation s'y prêtera.[1238]

Dans l'hypothèse où un tel mouvement se produirait et fournirait la base d'une autodéfense de masse, Rougé est en faveur d'une organisation la plus large possible, car une autodéfense du parti telle que l'envisagent Deny et d'Albert risquerait d'isoler les communistes. Sur le point le plus polémique, celui de la coopération avec la SFIO, elle partage le point de vue d'Albert, et juge qu'il serait dangereux d'organiser une autodéfense avec les vendeurs du *Populaire*, qui déboucherait presque naturellement sur l'organisation de ventes communes. Elle signale d'ailleurs en passant que cela s'est déjà produit récemment dans certains quartiers de Paris, ce qui indique de façon assez claire qu'il n'a pas fallu attendre le 6 février pour que la poussée à la base en faveur de l'unité d'action se manifeste.

Plusieurs éléments nous poussent à interpréter cet article de Rougé/Kagan comme une première tentative de réponse apportée par la direction. Tout d'abord le fait qu'elle ait pu consulter les articles

parus dans le même numéro que le sien – puisqu'elle répond directement à l'article d'Albert –, un privilège dont aucun des autres contributeurs du débat ne semble avoir bénéficié. Sa personnalité aussi nous apparaît éclairante : membre des structures d'éducation politique du parti, proche de Jacques Duclos (ancien cadre de l'autodéfense au sein des GDA), elle publie aussi cet article sous son nom d'usage courant et pas sous un pseudonyme spécial qui cacherait sa proximité avec la direction. Jeanne Rougé intervient ici probablement pour rappeler la ligne du parti en matière d'autodéfense et de lutte antifasciste. Celle-ci a été fixée lors du VI[e] congrès de l'IC en 1928 : pas d'organisation paramilitaire de masse hors d'une période révolutionnaire et pas d'alliances d'organisation à organisation avec la social-démocratie, mais un « Front unique » à la base ![I]

C'est au même exercice de « rappel à la ligne » que se livre ensuite le militant non identifié Gaston Mornet dans un long article publié dans le numéro de février 1934 des *Cahiers*[1239]. Loin d'être une initiative individuelle, la publication de cet article est décidée en Bureau politique le 18 janvier 1934, pour apporter une « contribution » à la discussion. Celle devait en effet continuer mais s'interrompra, probablement suite aux événements de février. Une petite phrase prononcée lors de la séance et ayant trait à la nécessaire « traduction » de l'article peut laisser entendre que l'article en question n'a pas été rédigé en premier lieu en français[1240]. Il est en effet possible que cet article ait été écrit par un cadre de l'IC non identifié, maîtrisant suffisamment la langue française et l'histoire du PC pour répondre aux arguments des articles précédents, sans pour autant écrire suffisamment bien pour produire un article directement en français[II]. Une autre possibilité serait que l'article de « Mornet » soit une adaptation d'un article plus général écrit par un cadre de l'IC, et ensuite enrichi d'arguments portant sur les articles précédents, même si sa forme générale semble plutôt pencher pour la première hypothèse. Enfin, il pourrait tout simplement s'agir d'un article écrit par un cadre français transmettant la ligne générale de l'article inconnu de l'IC, qui n'aurait finalement pas été traduit. La faiblesse de nos sources nous empêche en l'état de trancher avec certitude entre ces hypothèses. Quels que soient son auteur et son origine, la production d'un article de « rappel à la ligne » par un cadre étranger (qu'il ait été publié ou pas) montre bien tout l'intérêt que revêt alors cette question pour l'IC, en même temps qu'elle démontre à nouveau qu'on ne peut séparer les évolutions du PC sur cette question de l'influence de Moscou.

Commençant par rappeler l'échec des GDA-JGA et du Front Rouge (qu'il attribue à leur éloignement des masses), il rappelle ensuite les décisions du VI[e] congrès de l'IC :

> Dans les pays impérialistes, l'existence d'une milice prolétarienne ou d'une garde rouge dans le cadre de l'État bourgeois en temps de paix générale est inadmissible et impossible. Pas de GDA, pas d'organisation spéciale, détachée de la masse, pas d'organisation spéciale qui aura par exemple, comme le SRI pour la défense des emprisonnés, la tâche plus spéciale de former des soldats de la lutte révolutionnaire. Toutes les organisations révolutionnaires doivent donner des soldats pour la lutte révolutionnaire.[1241]

I Cela est d'autant plus intéressant que Jeanne Rougé rejoint ensuite le groupe *Que Faire ?*, qui défend, comme on le verra plus bas, des positions sur l'autodéfense plus proches de celles de Darbori, que de celles qu'elle prône ici, avant d'entrer à la SFIO et d'y rejoindre la tendance « défensiste » de gauche de Zyromski, *La Bataille socialiste*.

II Il est difficile de s'empêcher de penser à ce sujet à Eugen Fried.

Il est surprenant de noter que « Mornet » mentionne presque explicitement la brochure « Problèmes de l'autodéfense », en la classant dans la rubrique des « erreurs sectaires de 1928 », alors qu'il défend pourtant presque exactement la même perspective que cette « vieille » publication. En effet, la tâche des communistes n'est, d'après lui, pas « d'encadrer » les travailleurs (c'est-à-dire de mener le combat pour les protéger) mais « d'organiser » leurs luttes spontanées contre les fascistes et la police – c'est presque au mot près ce que proposait Latour en 1928. Cette condamnation en apparence étrange peut s'expliquer par la méconnaissance du contenu de la brochure de 1928 par Gaston Mornet, qui la confondrait ainsi avec le Front Rouge et les GDA, abandonnés quelques semaines à peine avant la parution de la brochure de Latour. Une telle confusion semble peu crédible eu égard à la connaissance de l'histoire du parti et de son autodéfense dont l'auteur fait preuve par ailleurs. Il est donc plus probable que cette condamnation s'explique par le statut d'alors de l'auteur de ladite brochure, qui est en disgrâce au sein du parti. Proche du « groupe des jeunes » de Barbé et Célor », Latour est « rentré dans le rang » après avoir été démis de ses fonctions nationales au moment de leur « purge » et se retrouve même suspecté quelques mois après la parution de l'article de Mornet d'être un provocateur policier. Après la rupture de Doriot avec le PC, il est suspecté d'être un partisan caché de celui-ci. Si elle est assez incohérente sur le fond, cette condamnation par Mornet de la brochure de Latour semble en tout cas logique tant le rejet des « erreurs » de la période précédente, qu'il s'agisse de l'activisme forcené des premiers mois de « classe contre classe » ou de la période 1925-1927, semble alors répandu à tous les échelons du parti, même s'il se nourrit sans doute de facteurs différents. La responsabilité du déclin du parti sous la direction précédente (c'est-à-dire en substance sous la responsabilité de « l'équipe des jeunes » de Barbé et Célor, voire dès 1927 alors que la direction de l'IC et du PC se déchire sur la question russe) se mêle ici au rejet d'anciens dirigeants devenus des dissidents, voire des ennemis politiques (comme Albert Treint qui est alors proche des trotskistes). Pour Mornet en tout cas, la situation de janvier 1934 ne suppose absolument pas de renforcer les structures d'autodéfense dont le parti dispose alors (qui sont, comme on l'a vu, réduites alors au minimum). Toute tentative dans ce sens serait pour lui une erreur politique, risquant de déboucher soit sur des « aventures » sectaires, soit sur des compromissions inacceptables avec la social-démocratie. Un avis que ne partage pas manifestement pas l'ensemble de la base du parti, ce que la simple existence de cette discussion suffit à prouver.

La SFIO a joué un grand rôle dans ce débat, et pas seulement autour de la question du Front unique. Sa fédération de la Seine a en effet lancé à partir du printemps 1933 la réorganisation générale des Groupes de Défense qu'elle avait créés en 1929 pour défendre les activités du parti contre les attaques fascistes. Des appels à la création de « milices ouvrières » paraissent même dans la presse socialiste dès janvier 1932[1242]. Cet exemple semble avoir exercé une forte attraction sur les militants communistes et particulièrement sur la JC, comme le fait remarquer un dirigeant non identifié lors du BP du 18 janvier 1934 :

> Dans la jeunesse des courants existent. Il y a les Jeunes Gardes socialistes et les JC posent la question : qu'est-ce qu'on va faire ?[1243]

Et à nouveau le 1er février :

> Les JS – leur grande question c'est les jeunes gardes – cela trouble quelque peu nos camarades et il nous faut répondre.[1244]

Cette évolution se poursuit et il est intéressant de noter qu'alors même que le PC clôt la discussion sur l'autodéfense en condamnant l'idée de refonder les GDA-JGA, la SFIO adopte une solution diamétralement opposée. En 1934, en effet, sous la pression de sa fédération de la Seine dirigée par Marceau Pivert[I], la direction de la SFIO consent à la création des *Toujours Prêts Pour Servir* (TPPS) qui seront à la fois sa milice et son service d'ordre jusqu'à l'exclusion des Pivertistes en 1938[II]. Dans le même temps, les Jeunesses socialistes se dotent de Jeunes Gardes Socialistes en uniforme, sur le modèle de ceux du parti socialiste belge ou de la *Schutzbund* autrichienne[1245].

Les événements de l'hiver 1934 ont pesé d'un grand poids dans ce tournant de la SFIO vers l'autodéfense prolétarienne. Quelques jours à peine après que les *Cahiers du Bolchevisme* ont rappelé la « ligne » du parti et alors que la discussion au sein du PC est censée ne faire que commencer, la crise politique prend en effet un tour dramatique, mettant au premier plan la question de la menace fasciste.

Après le 6 février, autodéfense, insurrection ou « travail de masse » ?

Les débuts de l'année 1934 sont en effet dominés par les retombées de l'affaire Stavisky. L'affaire est au départ assez simple : une escroquerie relativement banale organisée par Alexandre Stavisky, aventurier devenu directeur du Crédit Municipal de Bayonne, mais les complicités et les amitiés de l'escroc parmi la haute société, la presse et les milieux gouvernementaux compliquent l'affaire. Lorsque l'on apprend le suicide de Stavisky (et que l'on soupçonne qu'il pourrait dissimuler un assassinat), l'affaire prend un tour directement politique et devient un symbole de la corruption réelle ou supposée du régime parlementaire de la IIIe République. Alors en pleine expansion, les ligues y trouvent un argument aisé contre la « gueuse ».

Après la démission du cabinet Chautemps emporté par la tourmente de l'affaire, le nouveau gouvernement radical mené par Daladier demande l'appui parlementaire de la SFIO, qui exige en retour que le préfet de police Jean Chiappe, détesté par la gauche (*l'Humanité* l'appelle même parfois « Benito Chiappe »[1246]), soit démis de ses fonctions. C'est chose faite le 3 février 1934. Pour

---

I **Marceau Pivert (1895-1958)** : Fils de petits commerçants, Pivert est admis en École normale d'Instituteurs en 1912. Mobilisé en 1914, il est gravement gazé au combat et reformé en 1917. Il est alors nommé instituteur en région parisienne. Adhérent à la SFIO en 1924, il est membre de la tendance néo-guesdiste de Jean Zyromski (*la Bataille socialiste*), très influente à Paris. Après le 6 février, Pivert s'éloigne de Zyromski, qui prône une alliance avec l'URSS et un front commun avec le PC et les radicaux, tandis que Pivert prône de son côté un front unique sur une ligne de classe, c'est-à-dire une alliance à la base entre communistes et socialistes, sur un programme révolutionnaire. La tendance Gauche révolutionnaire créée en 1935 sur cette perspective, dénonce la stratégie de « Front populaire », avant de s'y rallier en mai 1936. Après les élections, Pivert essaie de pousser Blum à dépasser le programme limité de réformes adopté avec les radicaux, mais se heurte au refus de celui-ci et à l'hostilité du PC. En butte à l'hostilité de la direction de la SFIO, Pivert et ses partisans la quittent en 1938 pour créer le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP), qui est dissous par le gouvernement de Vichy. Exilé au Mexique en 1940, Pivert retourne à la SFIO après-guerre avec la majorité de ses partisans et continue à s'y placer à sa gauche. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article166971, « Notice PIVERT Marceau, Souverain », Quentin Gasteuil, version mise en ligne le 28 octobre 2014, dernière modification le 27 juillet 2018).

II À ce sujet, on pourra consulter l'excellent ouvrage de Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, Libertalia, Paris, 2014, *op.cit*.

les ligues, l'ex-préfet de police – proche par ailleurs de l'Action française – devient alors une victime, le bouc émissaire sacrifié par un régime en bout de course et prêt à capituler devant la SFIO et le PC. Le 6 février, la plupart des groupes d'extrême-droite appellent donc à manifester contre la mutation de Chiappe, présentée comme la première étape d'un putsch socialiste. Ils sont paradoxalement rejoints par des militants de l'ARAC, que leur organisation a appelé à manifester sur des motifs confus, parmi lesquels figure l'arrestation immédiate de Chiappe[1247].

La manifestation dégénère en affrontements avec la police, qui font près de 20 morts, tandis que des groupes de ligueurs tentent d'atteindre l'assemblée nationale et que l'ébauche d'un gouvernement provisoire factieux se regroupe à l'Hôtel de Ville. La marche est finalement un échec et la répression policière, paradoxalement professionnalisée dans les années précédentes sous l'égide de Chiappe, réussit à étouffer l'émeute. Dès le lendemain, le gouvernement démissionne sous la pression des généraux et de la droite. Lyautey, proche des Croix-de-Feu, annonce en effet qu'il prendra la tête d'un mouvement national des anciens combattants contre le régime si le cabinet Daladier ne démissionne pas[1248]. Les radicaux cèdent et un gouvernement de droite dirigé par Gaston Doumergue se met en place.

L'impact de cet épisode est immense. Pour nombre de communistes, comme pour la SFIO et la plus grande partie du mouvement ouvrier, c'est un putsch fasciste qui vient d'échouer ou d'avorter dans les rues de Paris. Une pression de plus en plus forte s'exerce à la base pour l'unité entre les partis ouvriers, et se manifeste notamment lors de la manifestation du 12 février. Dans les mois suivants, les provocations des Ligues continuent et entretiennent parmi les partis ouvriers la crainte d'une « Marche sur Paris », sur le modèle italien. Le 30 septembre 1934, les Croix-de-Feu défilent à Chantilly : 16 000 militants en ordre militaire, survolés même par des avions de tourisme marqués de l'insigne du mouvement[1249]. La menace semble réelle et la question de l'autodéfense antifasciste peut donc sembler à nouveau posée pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

L'Humanité annonce ainsi dès le 15 février 1934 que les ligues se prépareraient à « des coups de main rapides sur les organisations ouvrières » et contre certains dirigeants du parti. Pourtant, le même article condamne l'initiative prise par des structures locales, qui ont « mobilisé » les militants communistes pour garder les locaux. Cette condamnation est motivée par le refus d'une autodéfense faite de « petits groupes étroits », au profit d'une autodéfense de « masse » – à laquelle le parti refuse par ailleurs de donner une forme organisée.[1250] La revue francophone de l'IC, *l'Internationale communiste*, publie ainsi en septembre 1934 un article rédigé par Otto Bewer, un des « spécialistes des questions militaires de l'Internationale », qui confirme et précise la conception défendue par l'IC : l'autodéfense doit rester une question locale et prendre la forme d'une « action de masse »[1251]. Mais, là encore, cette « solution » confine à la quadrature du cercle puisqu'elle suppose que la responsabilité d'organiser un mouvement « de masse » repose de façon autonome sur chaque structure locale du parti, sans que les instances centrales aient à y jouer le moindre rôle. C'est d'ailleurs la même difficulté qui se retrouve dans la conception défendue alors à propos de l'insurrection.

Certains militants poussent pourtant à une inflexion vers plus d'activité dans le domaine de l'autodéfense. Le parti doit ainsi sévir à la fin 1934 contre des cadres du rayon de Villejuif qui ont commencé à stocker de l'armement, notamment des fusils et des mitrailleuses, et à fortifier certains bâtiments municipaux utilisés par le parti. André Marty intervient en personne pour mettre fin à ces opérations, dont les auteurs sont punis[1252]. L'organisateur de la cache d'armes, le secrétaire de rayon Régnier, est même exclu du parti, et dénoncé dans *l'Humanité* comme un provocateur complaisant

avec les conceptions « trotskistes » sur « l'armement du prolétariat »[1253]. Parallèlement, le manuel *l'Insurrection armée*, rapidement retiré de la vente lorsqu'il a été édité en 1931, est réédité en 1934, à l'initiative du cadre national Maurice Tréand[I]. Venant d'un des cadres de confiance de la direction du PC[II], cette initiative n'a rien d'anodin dans le contexte qui règne alors. Elle reflète la véritable confusion qui règne alors dans le PC sur cette question, y compris au plus haut niveau de la direction. Elle vaut en tout cas à Tréand de nombreuses critiques, même s'il échappe à toute sanction grâce à la protection d'Eugen Fried. Le livre de « Neuberg » est ensuite retiré à nouveau de la vente[1254] – nouvelle condamnation des conceptions insurrectionnelles héritées des premières années de l'IC.

Si la direction du PC accepte, en effet, l'hypothèse d'une insurrection révolutionnaire (ou simplement de combats armés) en cas de putsch militaire ou de coup factieux[1255], il n'est pas question de s'y préparer à l'avance – que ce soit en formant une organisation d'autodéfense, en préparant un corpus théorique ou en constituant des dépôts d'armes. Spécialiste des questions militaires dans l'IC et récemment revenu en France, André Marty joue alors un rôle central dans ce domaine. Il prend ainsi la parole en novembre 1934, pour présenter devant le CC son analyse du soulèvement qui vient d'être écrasé dans les Asturies, en Espagne[III]. Publié ensuite dans *les Cahiers du bolchevisme*, son discours peut apparaître ambigu, même si il est en fait parfaitement dans la ligne défendue alors par l'IC. Il affirme en effet d'une part qu'il est possible à des insurgés ouvriers de « battre une armée moderne », bâtie sur le modèle français :

> L'armée espagnole, depuis 1931, s'était complètement modernisée, avait beaucoup d'analogies avec l'armée française, elle était munie d'un matériel des plus perfectionnés. Et malgré cela, elle a été battue par les ouvriers des Asturies. N'est-ce pas, camarades, que nous voici bien loin de ces théories qui prétendaient – visant toute la politique de notre parti – que l'ère des pavés était passée et qu'une mitrailleuse suffit à empêcher tout mouvement de rue.[1256]

Mais c'est pour rappeler par ailleurs que l'insurrection n'a pas besoin d'être préparée préalablement, en raison de la place des travailleurs dans le processus de production, qui leur permet de mettre la main sur les usines d'armements et donc sur les armes qu'elles produisent :

I **Maurice Tréand (1900-1949)** : Fils d'un douanier et d'une hôtelière, Tréand adhère à 19 ans aux JS, puis en 1921 aux JC. Plusieurs fois arrêté et condamné pour propagande *anti*, il arrive à Paris en 1930 comme permanent. Formé notamment à l'Ecole Lénine de Moscou, il devient responsable des liaisons internationales du PC et des questions de sécurité. Il est à ce titre un des principaux rédacteurs des listes noires des années 1933-1934, avant de devenir le responsable de la commission des cadres. À partir de la fin de 1938, il prépare le passage du parti à la clandestinité, avant de passer en Belgique au début de la guerre. Revenu à Paris en juin 1940, il joue un rôle central dans « l'affaire » de la demande de reparution légale de *l'Humanité* auprès des autorités d'occupation. Après avoir rencontré plusieurs représentants allemands, il essuie finalement un refus et est désavoué par Moscou. Disgracié, il reste dans la clandestinité pendant la guerre. Après 1945, il disparaît du CC mais reste membre du parti. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article49975, « Notice TRÉAND Maurice », Roger Bourderon, version mise en ligne le 27 avril 2009, dernière modification le 29 décembre 2018).

II Tréand est même alors responsable de la commission des cadres créée par Eugen Fried pour superviser la sélection des militants et des dirigeants du parti.

III Cette insurrection menée par une alliance rassemblant notamment le Parti socialiste espagnol (PSOE) le PCE et certaines fractions de la CNT éclate en octobre 1934. Après avoir réussi à chasser des Asturies l'armée gouvernementale, elle est écrasée par les troupes coloniales et la Légion étrangère commandées par le général Franco. La défaite peut être imputée à l'échec de l'insurrection dans les autres régions d'Espagne, qui laisse la République Ouvrière et Paysanne des Asturies seule face aux troupes gouvernementales. (Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, op.cit., pp.645-647).

> […] Les Asturies nous permettent de montrer comment doit se poser le problème de l'armement du prolétariat : pour la prise insurrectionnelle du pouvoir, pour la prise des usines de canons, de mitrailleuses, de fusils, de telle sorte que les ouvriers des Asturies étaient armés de fusils nouveaux modèles encore inconnus de la majorité de l'armée espagnole. […] Même aujourd'hui, avec les formidables moyens techniques de la guerre moderne, l'ouvrier est capable de s'armer encore plus puissamment que la bourgeoisie, puisque c'est lui qui détient les moyens de production, ou plus exactement, c'est lui seul qui peut les utiliser.[1257]

Nul besoin, donc, de milices ou d'armement du prolétariat préalable à insurrection. L'armement du prolétariat doit se réaliser spontanément pendant le soulèvement, les travailleurs s'armant eux-mêmes en saisissant les usines ou les stocks d'armement. Le PC n'a donc rien à faire[I] pour préparer une insurrection qu'il estime officiellement pourtant toujours incontournable. Cette analyse peut surprendre à plus d'un titre. En premier lieu parce qu'elle ne reflète pas du tout la réalité d'une insurrection longuement préparée et organisée à l'avance par les différents partis ouvriers espagnols, mais aussi parce qu'elle apparaît comme la négation complète des positions défendues par l'IC sur l'insurrection de sa création jusqu'à la fin des années 1920.

Parlant de cette période, l'historien Georges Vidal a très judicieusement souligné la dimension eschatologique du discours du PC sur l'insurrection[1258], et a souligné « *l'attitude ambiguë des communistes français face à la violence : la référence symbolique et incantatoire à l'insurrection armée exclut simultanément sa préparation effective* »[1259]. Alors que le PC s'oriente en pratique de plus en plus vers une politique de modération et d'alliances électorales avec la SFIO, puis les radicaux, l'insurrection prolétarienne devient une sorte de mythe, toujours repoussé à un avenir à la fois proche, car elle est présentée comme le fruit inéluctable de la situation présente, et lointain, parce qu'elle ne suppose aucune action pratique dans l'immédiat.

L'orientation vers le Front populaire ne change tout d'abord rien à l'attitude du parti sur l'autodéfense. Face aux menaces putschistes (illustrées notamment par le complot du CSAR aussi connu sous le nom de « la cagoule »[II]), ou aux attaques bien réelles de groupes fascistes ou de la police, le PC ne varie pas et interdit toute constitution d'une autodéfense nationale, réservant aux structures régionales ou locales l'organisation de la protection des militants. Certains membres de la direction auraient pourtant aimé aller plus loin, à l'image de Marcel Cachin qui souhaite en 1935 la création « d'une organisation de défense large de la république pour répondre à Pivert ; pas d'armes, pas de chemises, mais des officiers et sous-officiers républicains »[1260]. Cette proposition d'un membre de la direction du parti de créer une milice « républicaine » composée de « Gueules de vaches » permet de mesurer toute l'ampleur et la rapidité de l'évolution du PC sur cette question.

I À l'exception bien sûr de sa politique antimilitariste, dont nous reparlerons plus bas.

II L'Organisation Secrète d'Action Révolutionnaire Nationale (OSARN), aussi connue comme le Comité Secret d'Action Révolutionnaire (CSAR) ou « Cagoule », était une organisation secrète visant à opérer un coup d'état fasciste contre le gouvernement de Front populaire. Fondée en 1936 par des scissionnistes de l'Action française, elle est mise au jour par la police en 1937. Durant sa courte existence, elle a commis plusieurs assassinats et deux attentats à la bombe, dans le but de faire croire à la culpabilité des communistes (appliquant une sorte de « stratégie de la tension » avant l'heure). Soutenue par certains cadres militaires haut placés, par des grands patrons, l'OSARN était aussi financée par les services secrets de l'Italie fasciste. À ce sujet, voir : Frédéric Monier, *Le complot dans la République*, *op.cit.*

L'intervention des communistes « dissidents » dans le débat

Les multiples départs, volontaires ou non, qu'a connus le PC depuis sa création ont débouché sur la constitution de nombreux groupes militants « dissidents ». Les premiers départs, qui constituent en 1923 l'Union Socialiste-Communiste, sont revenus au réformisme et finalement à la SFIO, certains ex-« anarcho-syndicalistes » sont revenus à leurs premières inclinations (c'est notamment le cas de Pierre Monatte et du groupe de *La Révolution prolétarienne*), tandis que d'autres dissidents s'éloignent de plus en plus du communisme et finissent même ensuite par quitter le mouvement ouvrier[I]. Ceux-ci sont sortis du champ de notre étude, mais de nombreux autres groupes continuent au début des années 1930 de se revendiquer du bolchevisme, de la révolution d'octobre et de la fidélité aux idéaux des premières années du PC français[1261]. Ils interviennent, parfois de façon répétée, dans la discussion sur l'autodéfense qui agite alors le mouvement ouvrier, et font même à l'occasion des références directes à la politique adoptée autrefois par le PC pour critiquer celle qu'il défend en 1934-1935.

Tous les communistes oppositionnels ne sont pas à l'extérieur du PC. La prise du pouvoir par Hitler débouche au sein même du parti sur une remise en question de la politique « classe contre classe », qui a mené à l'isolement du KPD. À la fin de 1933, un groupe dissident commence ainsi à s'organiser au sein du PC, autour du journal *Que faire ?* Son principal cheval de bataille est d'abord l'opposition à la politique « classe contre classe », puis à celle de Front populaire élargie aux radicaux et amputée de tout contenu révolutionnaire. Fondé formellement à la fin de 1934, autour d'André Ferrat[II], Georges Kagan[III] et Pierre Rimbert[IV], ce groupe rassemble à la fois des militants du PC, organisés clandestinement jusque dans sa direction (Ferrat est ainsi membre du BP et dirigeant

I C'est le cas de Paul Rassinier qui, après un passage aux côtés de Boris Souvarine et dans la résistance, deviendra un des fondateurs du négationnisme français et un proche des milieux nationalistes et néo-fascistes. A ce sujet, voir : Nadine Fresco, *Fabrication d'un antisémite : Paul Rassinier*, Éditions du Seuil, coll. « La librairie du XX^e siècle », 1999.

II **André Ferrat (1902-1988), de son vrai nom André Morel** : Fils d'un employé des chemins de fer, Ferrat adhère au PC en 1921, et se place résolument à sa gauche. Permanent en 1924, il est élu au CC la même année tout en étant un des principaux cadres des JC. Partisan des « bolchevisateurs » en 1925, il fait son service dans une section disciplinaire après avoir été identifié et accusé de propagande *anti*. Secrétaire national des JC en 1927, il entre au BP du parti en 1928 et devient membre de la direction clandestine du parti pendant l'affaire du complot en 1929. En désaccord avec la ligne de l'IC sur l'Allemagne en 1933, il crée alors le groupe clandestin *Que Faire*, tout en restant membre de la direction du parti. Démasqué et exclu en 1936, il adhère en 1937 à la SFIO avec le groupe *Que faire ?* Blessé au combat en juin 1940, il est un des dirigeants du mouvement de résistance *Franc-Tireur* et participe après-guerre à la direction de la SFIO. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article23899, « Notice FERRAT André », Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 11 décembre 2008, dernière modification le 10 décembre 2014).

III **Georges Kagan (1905-1943)** : Membre des JC polonais dès 1920-1921, Kagan s'exile en France après une arrestation. Il intègre en 1927 la direction du PC polonais avant de revenir en France avec Eugen Fried en 1931. Proche de Ferrat, il rompt avec le PC en 1935 et devient un des organisateurs publics du groupe *Que Faire?* Proche des mencheviks russes en exil au début de la guerre, il gagne les États-Unis fin 1939. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article75585, « Notice KAGAN Georges », Michel Dreyfus, José Gotovitch, version mise en ligne le 30 décembre 2009, dernière modification le 30 décembre 2009).

IV **Pierre Rimbert (1909-1991), de son vrai nom Charles Torielli** : Fils d'immigré italien, Rimbert est apprenti typographe à 14 ans et adhère au PC en 1925 après plusieurs années à la CGTU. Partisan du Front unique avec la SFIO en 1932, il est dénoncé publiquement par un article de Thorez en 1932 et exclu du parti. Brièvement membre de la Ligue Communiste, il devient en 1934 le principal animateur public du groupe *Que faire ?*, créé par Ferrat et Kagan. Adhérent à la SFIO dès 1934, il est proche de la Bataille socialiste de Zyromski. Résistant pendant la guerre, il intègre ensuite la direction de la SFIO de la Seine. Membre fondateur du Parti Socialiste Autonome en 1958, puis du PSU, il se rapproche ensuite de la Révolution prolétarienne dans les années 1960. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article129003, « Notice RIMBERT Pierre », Louis Bonnel, Jean-Michel Brabant, Rodolphe Prager, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 30 novembre 2010).

de la section coloniale du parti tandis que Kagan est un membre du « collège de direction » mis en place par l'IC en 1931 pour diriger la direction du PC), et d'ex-communistes exclus, qui diffusent en dehors du parti le journal dont l'organisation tire son nom.

Défenseur d'une politique de front unique révolutionnaire face à la menace fasciste, le groupe *Que faire ?* critique donc assez logiquement la position adoptée à l'automne 1934 par le PC. Dans son premier numéro en novembre 1934, il publie ainsi un article non signé, véritable manifeste du groupe, qui s'oppose notamment à la politique attentiste du parti en matière d'insurrection et appelle les travailleurs à s'y préparer activement. Pour eux, plutôt que de se reposer sur le républicanisme supposé d'une partie de l'armée ou sur des alliances avec les radicaux (censée soustraire la petite-bourgeoisie au fascisme) :

> [les] ouvriers révolutionnaires [doivent] utiliser le répit que leur offre l'histoire pour développer au maximum leur agitation, leur propagande en faveur de la solution révolutionnaire de la crise, pour l'organisation – politique et technique – de leurs forces en vue des luttes décisives qui s'approchent.[1262]

Leurs critiques entrent en résonance avec les positions défendues par les courants les plus radicaux de la SFIO. À cette période en effet, une frange de la Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert s'oriente d'une façon de plus en plus explicite vers l'armement du prolétariat comme alternative victorieuse à la menace d'un coup fasciste[I]. C'est aussi cette évolution qui explique la trajectoire ultérieure du groupe *Que faire ?* Après l'exclusion du PC de ses derniers dirigeants, ses militants adhèrent en effet à la SFIO et s'y positionnent aux cotés de la tendance de « la Bataille socialiste » dirigée par Jean Zyromski[II].

Cette orientation vers la SFIO n'est pas spécifique à ces dissidents de la dernière vague. Elle est aussi partagée par les trotskistes français, qui suivent ainsi les conseils de Trotski lui-même, dans ce que l'on a appelé le « tournant français »[1263]. Une partie des dissidents exclus entre 1925 et 1928 se sont ralliés en effet à l'opposition unifiée du PC d'URSS et essaient de constituer en France une section de l'opposition de gauche internationale, dirigée alors par Trotski depuis son exil turc. Ils se divisent alors en plusieurs groupes, marqués par des rivalités de personnes ou par le souvenir des oppositions passées. Albert Treint, rallié alors à l'opposition de gauche, est par exemple détesté par

---

I On pensera notamment à Daniel Guérin dont le monumental *Fascisme et grand capital* paraît en 1936. Guérin y défend la révolution socialiste comme seule véritable alternative au fascisme (Daniel Guerin, *Fascisme et grand capital*, Paris, Libertalia, 2014, 1e édition : 1936). (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24776, « Notice GUÉRIN Daniel, Eugène, Edmond », David Berry, Jean Maitron, version mise en ligne le 1er mars 2009, dernière modification le 17 septembre 2018).

II **Jean Zyromski (1890-1975)** : Né dans une famille bourgeoise catholique, Zyromski adhère à la SFIO en 1912 et s'y range à la gauche de la tendance Guesdiste. Patriote en 1914, il est mobilisé et blessé au combat. A Tours, il dénonce le bolchevisme comme un retour à « l'Hervéisme » et reste donc avec Blum à la SFIO. Hostile au Cartel des gauches en 1924, il fonde en 1926 *la Bataille socialiste*, tendance de gauche de la SFIO prônant l'unité d'action avec le PC et le refus des alliances avec les radicaux. Après le 6 février 1934, il devient le principal champion du Front populaire dans la SFIO, et rédige d'ailleurs avec Jacques Duclos sa plate-forme d'action commune. Après avoir rompu avec Blum sur la question de l'intervention en Espagne, il prône la constitution d'une coalition militaire des pays antifascistes, ce qui entraîne la rupture avec Pivert et la Gauche Révolutionnaire. Pendant la guerre, il participe modérément à la résistance socialiste et est brièvement interné comme « juif » (à cause de son patronyme). Après la guerre, il adhère au PCF et y reste jusqu'à sa mort, même si il semble qu'il ait désapprouvé la répression du printemps de Prague. (http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24230, « Notice ZYROMSKI Jean », Éric Nadaud, version mise en ligne le 12 août 2010, dernière modification le 12 décembre 2018. [consulté le 5 juillet 2019])

presque tous les oppositionnels de 1924-1925, dont il a personnellement dirigé l'exclusion, avant de devenir lui-même oppositionnel en 1926 et d'être exclu du parti l'année suivante. En 1930, Alfred Rosmer est chargé par Trotski d'unifier ces différents groupes autour d'un journal, *La Vérité*, et d'une tendance secrète au sein du PC, la Ligue Communiste (LC). Marquée par plusieurs scissions (et notamment par le départ de Rosmer fin 1930), la LC abandonne la perspective d'un redressement de l'IC après l'arrivée au pouvoir d'Hitler et s'oriente vers un travail au sein de la SFIO, à l'heure où l'idée d'une réunification de la SFIO et du PC (« l'unité organique ») commence à se diffuser dans le mouvement ouvrier. Après avoir rencontré un accueil relativement favorable, notamment au sein des Jeunesses Socialistes de la Seine, les « bolcheviks-léninistes » sont exclus de la SFIO en 1935. L'exclusion provoque une scission et l'éclatement de l'organisation en trois fractions rivales – ce qui marque pour Trotski une occasion « gâchée ».[1264]

« L'opposition de gauche » trotskiste s'implique à plusieurs reprises entre 1933 et 1935 dans le débat sur l'autodéfense, que ce soit par la plume d'auteurs français ou celle de Trotski. Ainsi, dans un article non signé publié en décembre 1933 dans *La Vérité*, les « bolcheviks-leninistes »[I] critiquent l'attentisme du PC face aux « provocations » des fascistes et soulignent les différences entre l'attitude du PC d'alors et celle qu'il avait adoptée en 1925. L'article commence par signaler la faible importance donnée par la presse communiste et socialiste à un rassemblement des Jeunesses patriotes, qui ont défilé le 9 décembre en colonnes, quatre par quatre, depuis le monument dédié à Clemenceau jusqu'à l'Arc de triomphe :

> Récemment, c'est une véritable mobilisation à laquelle les groupements de combat de la bourgeoisie ont procédé aux Champs-Élysées. 3.000 à 4.000 Jeunesses patriotes, Chemises bleues de Coty et autres se sont réunies et ont défilé jusqu'à l'Arc de Triomphe[II]. Et notez-le : ils ne sont pas réunis en paquets informes et en braillant. Ils ont tous défilé par compagnie, au pas militaire, sous les ordres de chefs, quatre par quatre, dans un silence rompu seulement par les coups de sifflets du commandement. […] Et cela fait 15 lignes dans le *Populaire*, et 15 lignes dans *l'Humanité* ! La réaction est nulle ou insignifiante contre de telles provocations. Les partis et syndicats ouvriers ne bougent pas ? Ils laissent monter la vague : ils recommencent en pire leur attitude en Allemagne, et qui les a conduits à leur capitulation totale devant le fascisme.[1265]

Il faut noter que si le seul article de *l'Humanité* sur ce défilé est effectivement très court, il conclut néanmoins en affirmant que les travailleurs ayant eu les « yeux ouverts sur ces agissements protégés par la police » formeront « leurs groupes d'auto-défense »[1266]. Pour autant, fidèle à la ligne nationale sur l'autodéfense (rappelée quelques mois plus tôt par Jeanne Rougé), il s'abstient de donner une forme concrète à cet appel. Pour le PC, les groupes d'autodéfense dont il est question doivent être créés spontanément par les travailleurs eux-mêmes, le parti se contentant de leur indiquer la voie. C'est à ce refus du parti de prendre l'initiative de ces groupes que s'attaque ensuite le rédacteur de *La Vérité*, en faisant l'éloge des « centuries » communistes de 1925 et du *Militant rouge* :

I Du nom que se donnent du vivant de Trotski, les militants de l'opposition de gauche, puis de la IV^e^ Internationale.

II D'après *l'Écho de Paris*, cette manifestation n'aurait pourtant rassemblé que 1 500 personnes (« Les Jeunesses patriotes au monument Clemenceau », *l'Écho de Paris*, 10 décembre 1933). Le chiffre de 4 000 semble repris de *l'Humanité* du même jour (« Les JP manifestent sous l'œil bienveillant des flics », *l'Humanité*, 10 décembre 1933).

> Certains esprits bien intentionnés nous disent : vous vous exagérez l'imminence de la menace, vous répétez l'erreur du parti communiste qui déclarait en 1925 : *le fascisme est là !*
>
> Eh bien, cette comparaison avec 1925 est à sa place ! Il est vrai qu'à cette époque il a mal compris la situation politique générale [...]. Mais malgré cela, sa réaction contre les bandes nationalistes fut vigoureuse, entière et sincère. Le Parti tout entier fut mobilisé. L'organisation des « centuries » contribua à développer l'esprit de résistance. Ce furent les meetings des Jeunesses patriotes qui furent bouleversés, comme rue Damrémont[I] ; et cette réaction de l'avant-garde prolétarienne fut pour beaucoup dans le déclin des JP, des groupes d'Hervé et d'autres. Le parti publia une revue *Le Militant rouge*, consacrée aux questions de la lutte contre le fascisme, de la défense militaire, de la théorie et de la pratique de l'insurrection. Qui oserait imaginer cela du parti communiste de 1933 ! Aujourd'hui tout cela est remplacé par les homélies de Litvinov, Barbusse et Lévy Bruhl, sur lesquelles plane l'ombre immense de la capitulation allemande ![1267]

Pour finir, le rédacteur appelle les ouvriers conscients à organiser systématiquement leurs efforts et promet que la Ligue communiste va consacrer la plus grande part de ses forces à cette tâche, c'est-à-dire à l'organisation de groupes d'autodéfense prolétarienne. Cet article témoigne d'un phénomène intéressant : celui de la transmission (et même de la célébration) d'une mémoire militante positive dans l'opposition communiste, là où le courant « orthodoxe » ne mentionne alors les GDA et les centuries que pour les critiquer – et encore le fait-il rarement. Cela est d'autant plus notable que les partisans de l'opposition de gauche dans le PC critiquaient férocement la politique menée en 1925 par Treint et ses partisans, l'accusant comme on l'a vu de jouer « au petit jeu de la guerre civile et de l'illégalité »[1268]. Mais pour les bolcheviks-leninistes de 1933, l'erreur de 1925 n'était pas dans la solution adoptée par le PC, mais dans le diagnostic qu'il posait – celui d'une menace fasciste imminente et d'une possible guerre civile révolutionnaire. Pour eux, si cette perspective était erronée en 1925, elle est correcte en 1934 et rend donc nécessaire l'application d'un programme d'autodéfense antifasciste et d'armement du prolétariat.

Pour bien marquer son refus de laisser « le nombre succomber devant l'organisation », la Ligue communiste intègre même cet objectif de constitution de milices ouvrières pour la lutte contre le fascisme et la bourgeoisie dans son « programme d'action » adopté en 1934. Pour elle, en effet le mot d'ordre de « dissolution » des ligues mis en avant par les directions de la SFIO et du PC[1269] revient à semer des « illusions criminelles » quant à la possibilité « qu'un gouvernement capitaliste puisse réellement procéder au désarmement des bandes du capitalisme »[II]. Elle oppose donc à ce mot d'ordre légaliste celui de l'armement du prolétariat et des paysans pauvres, dans une « milice antifasciste du peuple » :

I En réalité, le meeting de la rue Damrémont après lequel se déroula la fusillade du 23 avril 1925 n'était pas un meeting des JP mais un meeting électoral contradictoire (voir plus haut ch.5). Cette mention témoigne néanmoins de l'impact de cet épisode et de la place qu'il occupe alors encore dans la mémoire militante.

II C'est d'ailleurs la même analyse que partage Marceau Pivert lorsque, après l'agression contre Blum en mai 1936, il appelle à la dissolution de l'Action française par « l'action autonome de classe » et « met en garde contre l'illusion de la seule action gouvernementale » (Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, *op.cit.*, pp.77-78.).

> C'est seulement si les travailleurs sont armés que les exploiteurs, qui ne sont qu'une infime minorité de [la] nation, reculeront devant le déclenchement de la guerre civile et que les bandes fascistes et réactionnaires perdront de leur audace.
>
> C'est seulement si les travailleurs montrent une telle disposition dans le combat que la plus grande partie des soldats et des marins, enfants du peuple travailleur à qui notre propagande doit inlassablement rappeler leurs origines et leur devoir de classe, seront gagnés à la cause des travailleurs et dans les luttes décisives vers lesquelles nous allons, prendront fait et cause pour la masse des ouvriers contre les officiers réactionnaires et fascistes qui voudraient les employer pour écraser dans le sang les masses travailleuses.[1270]

Dans une tentative de mise en pratique de ce mot d'ordre, le Comité exécutif de la LC adopte en janvier 1934, c'est-à-dire à peine un mois après l'article de *la Vérité* dont nous avons parlé, une résolution détaillant la création d'une « milice ouvrière commune ». Déclarant constater que « ni le PS, ni le PC ne placent cette question au premier plan de leur action », la Ligue fixe comme objectif à ses militants d'initier la création de ces groupes de combat là où ils le peuvent:

> Le CE de la Ligue et le CN des Jeunesses léninistes […] :
>
> 1° décident de constituer en commun et sans délai des groupes de défense, localement ou centralement, selon les possibilités et nécessités actuelles ;
>
> 2° Considèrent que l'objectif actuel de ces groupes est la défense contre les troupes de choc fascistes obtenue par une éducation et un entraînement approprié, sur la base d'une stricte discipline de type militaire ; […]
>
> 3° Les groupes constitués proposeront l'action de défense commune aux groupements analogues ou aux organisations régulières des partis et syndicats ouvriers (socialistes, communistes, syndicalistes) sur la base du front unique. […]
>
> 5° Le mot d'ordre sous lequel doit se faire la propagande pour l'organisation de ce front unique doit être : pour la milice ouvrière commune.[1271]

Les bolcheviks-leninistes n'ont pas abandonné cette orientation après leur tournant vers la SFIO. Trotski rédige en effet deux articles en octobre 1934[1272] pour revenir sur cette question de « la milice du peuple », qu'il oppose à la position adoptée par le PC en faveur d'une « autodéfense de masse ». Il s'y oppose à la conception d'une milice formée spontanément par les travailleurs, et met en avant le rôle central du parti dans l'organisation de telles structures, tout en soulignant l'insuffisance du seul travail *anti* pour la lutte antifasciste:

> *L'organisation armée du prolétariat*, qui au moment présent coïncide presque complètement avec la *défense contre le fascisme*, est une nouvelle branche de la lutte de classes. Les premiers pas sont ici aussi inexpérimentés, maladroits. Il faut s'attendre à des fautes. […] Mais l'initiative doit partir nécessairement d'en haut. *Le parti peut et*

> *doit donner les premiers cadres.* Sur la même voie doivent aussi se mettre – et ils s'y mettront inévitablement – les syndicats. Ces cadres se souderont et se renforceront d'autant plus vite qu'ils rencontreront une plus grande sympathie et un plus grand soutien dans les organisations ouvrières, puis dans la masse des travailleurs.
>
> […] Ici, le doctrinaire pacifiste interrompt pour tomber-en paroles d'accord avec nous. « Évidemment-dira-t-il, il faut conquérir l'armée au moyen d'une propagande continuelle. Or, c'est ce que nous faisons. La lutte contre la grande mortalité dans les casernes, contre les deux ans, contre la guerre – le succès de cette lutte rend inutile l'armement des ouvriers. »
>
> Cela est-il vrai ? Non, c'est radicalement faux. Une conquête pacifique, sereine de l'armée est encore moins possible que la conquête pacifique d'une majorité parlementaire. [...] *Plus l'agitation antimilitariste aura de succès, plus le danger fasciste croîtra rapidement*. Telle est la dialectique réelle et non inventée de la lutte. La conclusion est que dans le processus même de la propagande et de la préparation, il faut savoir se défendre les armes à la main, et de mieux en mieux.[1273]

Il reste difficile de savoir quels ont été les résultats obtenus par la LC dans ce domaine. Eu égard à ses faibles effectifs, ils ne pouvaient de toute façon que rester marginaux si ils restaient isolés. L'objectif d'une telle déclaration d'intention était du ressort de la propagande, pour l'opposer à la politique officiellement défendue par la direction du PC et de la SFIO, mais aussi de la CGT et de la CGTU. C'est ainsi que les trotskistes actifs dans la SFIO appuient de toutes leurs forces le développement des TPPS, et participent même à la direction nationale de l'organe d'autodéfense socialiste. Cela leur permet aussi de se rapprocher des Jeunesses socialistes de la Seine, qui ont eux aussi formé leurs groupes de combat – les « Jeunes Gardes Socialistes » (JGS)[1274].

Leur propagande rencontre aussi un certain écho au sein du PC, même si elle est ici difficile à distinguer de celle du groupe « Que Faire ? » et de la « tendance Ferrat »[1275]. Elle fait en tout cas écho aux demandes ou aux initiatives de certains militants du PC. En ce sens, Vaillant-Couturier n'a pas complètement tort de dénoncer la tentative de cache d'armes des militants de Villejuif comme une dérive « trotskiste »[1276], même si il s'agit avant tout pour lui d'utiliser un épithète commode – tant le nom du vieux révolutionnaire de 1917 est devenu une incarnation de la trahison au sein du mouvement communiste stalinisé. Force est de constater, qu'en ces années 1934-1935, l'insistance apportée à la préparation technique et pratique de l'autodéfense, héritée des premières années de l'IC, n'est plus défendue que par les oppositionnels au sein du mouvement communiste. Quatorze ans après la création du PC, sa politique sur l'autodéfense semblait presque être revenue à son point de départ – du moins si l'on en juge par les interventions de Trotski dans ses débats internes. Après être intervenu en 1922 pour défendre le rôle du parti dans la préparation de l'insurrection, de l'autodéfense et pourfendre le « pacifisme bourgeois », il intervient à nouveau pour dire la même chose plus de dix ans après.

La ligne sur « l'autodéfense de masse » adoptée par le PC et l'IC en 1928 est donc maintenue malgré l'impact des événements de 1933-1934. C'est qu'elle correspond en fait à un besoin qui est

resté le même. L'Internationale communiste ayant abandonné la révolution mondiale[I], le rôle du PC français n'est plus de préparer la révolution en France, mais de servir d'outil à la diplomatie soviétique. L'abandon *de facto* du travail d'autodéfense était motivé dans les années 1928-1932 par la crainte d'une attaque militaire française contre l'URSS (qui rendait donc nécessaire d'accorder une priorité absolue au travail *anti*) ; il reste indispensable en 1934-1935 alors que Moscou commence à s'orienter vers la recherche d'une alliance avec la France contre l'Allemagne hitlérienne. Une autodéfense trop voyante, qui serait presque automatiquement liée théoriquement à des conceptions insurrectionnelles, ne pourrait que nuire à cet objectif diplomatique. Pour autant, alors que les ligues multiplient leurs activités, le PC ne peut rester totalement impassible – surtout alors qu'il est soumis à la concurrence de ses dissidents, et surtout d'une SFIO radicalisée. Il est donc placé dans une situation largement contradictoire, puisqu'il confirme les craintes de sa base sur la menace montante du fascisme, tout en lui refusant les moyens immédiats de s'en protéger. La pression qui s'exerce pourtant dans ce sens dans le parti, mais aussi à la SFIO est révélatrice de la profondeur du phénomène. Cela prouve aussi que l'idée de « l'autodéfense prolétarienne » n'est pas réductible à une lubie qui serait apparue en 1925 dans une direction « bolchevisée » à l'excès. Face à la menace réelle que représentent alors les ligues, rendue encore plus réelle par les événements d'Allemagne, un véritable besoin d'une organisation de l'autodéfense émerge parmi les militants, en même temps que la recherche de l'unité des partis ouvriers. Le tournant pris vers le Front populaire en 1934-1935 ne modifie pas les positions du PC sur l'autodéfense, en tout cas pas de façon immédiate, ni profonde. Il a par contre un impact brutal sur le travail *anti*, qui va alors presque complètement changer de nature.

I Comme le confirme Staline dans son célèbre entretien avec Roy Howard, lors duquel il déclare que l'idée que l'URSS ait pu souhaiter la révolution mondiale était due à un « tragique malentendu ». « Interview between J. Stalin and Roy Howard », 1er mars 1936, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/reference/archive/stalin/works/1936/03/01.htm (consulté le 20 mai 2019).

Chapitre 14: Le Front populaire et la politique militaire du PC et de la SFIO

Après le 6 février 1934, la signature du Front populaire puis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Blum pousse encore plus loin l'évolution de la politique militaire du PC. Le travail de « désagrégation » de l'armée est abandonné au profit d'une lutte pour sa « républicanisation », et le discours républicain remplace le discours révolutionnaire. Pareillement, le Front populaire confirme l'abandon et la condamnation théorique de tout travail d'autodéfense organisé de façon centrale. Et ce, alors même que les événements d'Autriche et d'Espagne reposent cette question à tous les partis membres du Front populaire et qu'une frange révolutionnaire pousse dans tous ces partis à l'organisation de « milices du peuple ». Cette évolution est en fait largement cohérente avec celle de la politique étrangère de l'URSS, qui conditionne celle de l'IC. Dépassant le cadre temporel que j'avais originellement assigné à ma thèse, ce court chapitre traite de l'évolution de la politique communiste vis-à-vis de l'insurrection, de l'autodéfense et du travail antimilitariste entre la crise du 6 février et le déclenchement de la guerre. Il s'appuie principalement sur les recherches des historiens Georges Vidal et Mathias Bouchenot, qui ont accompli un énorme travail, respectivement sur la politique militaire du PC pendant le Front populaire (aussi bien sur le travail *anti* que sur l'autodéfense)[1277] et sur l'autodéfense de la SFIO pendant les années 1930[1278]. Je vais ici emprunter beaucoup du fruit de leurs recherches pour ce chapitre, tout en assumant l'entière responsabilité de mes conclusions.

Une nouvelle politique *anti*

Dans les mois qui suivent le 6 février, l'équilibre de la politique militaire du PC français connaît un nouveau tournant. La prééminence du travail *anti* est confirmée mais sa nature change profondément. Il s'agit en fait de la mettre en conformité avec l'orientation qui se profile alors vers le « Front populaire » et la « républicanisation » du parti. Cette évolution est notamment synthétisée dans un document rédigé par André Marty à l'automne 1934. Le travail tel qu'il était accompli jusqu'alors est jugé insuffisant au regard de la nouvelle situation politique, et donc des nouvelles tâches du parti. D'après cette nouvelle ligne, les menaces pesant sur la « démocratie bourgeoise » et les « libertés » de la classe ouvrière imposent aux communistes de faire passer leurs objectifs propres, c'est-à-dire la nécessité d'une révolution socialiste et de l'instauration de la dictature du prolétariat, au second plan du travail *anti*, au profit d'un antimilitarisme plus général, compatible avec la lutte pour la paix et pour la défense de la démocratie. Assez logiquement, ce travail doit s'accomplir prioritairement sous le drapeau des organisations de masse, telles que l'ARAC ou le mouvement Amsterdam-Pleyel, et pas sous celui du PC ou de la JC[1279]. Après avoir été le principal acteur du travail *anti* depuis 1920, la jeunesse communiste est donc priée de s'effacer au profit d'organisations « de front ». Parallèlement, un effort particulier doit être fait en direction des classes moyennes et des paysans, pour les soustraire à l'idéologie fasciste. L'objectif de ce travail *anti* nouvelle mouture n'est, bien sûr, plus de constituer des cellules clandestines qui pourront aider à dissoudre l'armée bourgeoise lorsque la révolution éclatera (même si ce travail est censé être poursuivi), mais d'y former une organisation antifasciste qui devra lutter contre l'influence des ligues dans les rangs.[1280]

Cette évolution commence à se faire sentir dans le courant de 1934 par un changement des thèmes de propagande comme des méthodes de militantisme. La dénonciation de la propagande faite par les ligues dans l'armée, qui était déjà utilisée occasionnellement auparavant, devient un des thèmes principaux du travail *anti*. Mais plutôt que de dénoncer le rôle du corps des officiers dans cette propagande, l'accent est mis sur la nécessité de les gagner aux thèses antifascistes. Marty insiste ainsi dans le document mentionné plus haut sur la nécessité de conquérir les « officiers subalternes »[1281], ce qui impose donc logiquement de mettre une sourdine à la rhétorique sur les « gueules-de-vache »[I]. Cette évolution marque aussi la « politique des fayots ». Là où celle-ci insistait auparavant sur la responsabilité immédiate des officiers dans les problèmes et les carences dans les casernes – afin de fragiliser la chaîne de commandement et donc d'aider à désagréger l'armée – cette responsabilité est maintenant rejetée avant tout sur le gouvernement. C'est celui-ci qui empêcherait en fait les potentiels efforts positifs des officiers par une politique budgétaire inadaptée.[1282] La lutte contre l'augmentation de la durée du service militaire à deux ans en 1935[II] est, elle, menée en coordination avec la SFIO[1283], qui était pourtant récemment encore dénoncée comme un « soutien de l'impérialisme » et un « promoteur de la guerre anti-soviétique ». Ce travail commun est à relier aux efforts de rapprochement opéré par le PC, qui vont jusqu'à susciter l'espoir d'une « unité organique », c'est-à-dire d'une réunification des organisations séparées à Tours.

Comme on le voit, c'est en fait l'ensemble du travail *anti* qui change en même temps que ses objectifs. Le but recherché n'est plus de préparer la destruction de l'armée bourgeoise pour mener le prolétariat à la conquête du pouvoir, mais de réformer l'armée pour combattre le fascisme menaçant. Georges Vidal commente ainsi l'appel lancé en 1935 par *l'Humanité* en faveur d'une refonte des services de santé des armées :

> […] le constat que la réforme de tout un secteur de l'institution militaire est nécessaire constitue un nouveau glissement discret de l'antimilitarisme communiste : jusqu'à présent, il ne pouvait être question pour le PCF d'envisager une quelconque amélioration de « l'appareil militaire de la bourgeoisie », puisque son objectif était de le détruire de fond en comble.[1284]

Ce tournant politique et méthodologique s'accompagne bien sûr d'un changement du vocabulaire utilisé par le PC. Le discours révolutionnaire cède la place à la nécessité de la défense de la république et la lutte « contre la guerre impérialiste » est remplacée par une « lutte pour la paix »[1285], un mot d'ordre pourtant vigoureusement dénoncé autrefois par Lénine[1286] comme par le PC durant sa première décennie de travail antimilitariste[1287]. Si ce tournant reste « discret » dans la mesure où il s'échelonne sur plusieurs mois et n'est pas publiquement reconnu, il n'en reste pas moins profond, particulièrement sur le plan théorique. Son origine ne fait pas vraiment de doute et est indiquée par toute une série d'éléments plus ou moins déterminants, comme le fait qu'il suive le

I Cette volonté de conquérir les « cadres » de l'armée ne s'est alors sans doute pas limitée aux sous-officiers. Dans sa biographie de Lucie Aubrac, Laurent Douzou évoque un « groupe Ricard » qui groupait clandestinement des élèves des grandes écoles scientifiques (Mines, ENS, Ponts et Chaussées, etc.) auxquels était dispensée une formation théorique spécifique. S'agissait-il là de constituer avec ces étudiants logiquement promis à de hautes fonctions techniques dans l'armée ou l'administration un embryon de militants dormants au sein de l'appareil d'État, semblable aux « Cinq de Cambridge » en Grande-Bretagne ? La question reste posée. (Laurent Douzou, *Lucie Aubrac*, Paris, Perrin, 2009, pp. 68-74).

II Après la guerre de 1914-1918, la durée du service avait été réduite d'abord à 18 mois en 1923, puis à 12 mois en 1928. Ce rallongement du service adopté en mars 1935 est justifié à l'époque par le réarmement allemand, que Hitler vient de rendre public en rétablissant officiellement la conscription.

retour en France de Marty et soit présenté par celui qui est alors devenu une sorte de *missus dominicus* permanent de l'IC en France[1288]. Plutôt qu'un développement endogène, la poussée vers cette orientation est bien, à notre avis, venue de Moscou. Si elle n'a été adoptée par l'IC comme politique officielle que plus tard[1289], c'est pour nous avant tout à cause du caractère que prennent les congrès de l'IC stalinisée. Loin d'être des lieux de débats contradictoires (et parfois violents) comme ils pouvaient l'être sous Lénine, les congrès de l'IC sont alors devenus des grand-messes du communisme, qui ne sont convoqués que lorsque les éventuelles oppositions sont déjà vaincues ou réduites à l'impuissance[1290]. Avant de faire adopter par le Komintern une ligne aussi iconoclaste, il fallait d'abord réduire toutes les oppositions potentielles et offrir l'exemple d'un parti « novateur », ayant mis en place avec succès cette nouvelle politique. C'est le rôle que joue alors le PC français.

Pour la paix, contre le fascisme

Cette évolution est en tout cas cohérente avec la politique générale des dirigeants de l'URSS, comme la résume éloquemment Staline lui-même lors de son entretien avec Pierre Laval en 1935 dans le cadre de la préparation du traité franco-soviétique d'assistance mutuelle. Au cours de cet entretien, Staline déclare en effet qu'il « comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ». Cette « petite phrase » symbolise bien ce tournant et marque publiquement la fin des efforts menés par le PC français pour saboter l'appareil militaire de ce qui devient pour la diplomatie soviétique un pays « ami de la paix »[1291]. Si la déclaration en elle-même prend au dépourvu les dirigeants du PC, elle ne fait que révéler d'une façon plus ouverte un tournant déjà pris depuis plusieurs mois sous l'influence de l'IC[1292].

Face à la menace que représente l'Allemagne hitlérienne et après que la disparition du KPD a montré la fragilité des PC – qui interdit donc de pouvoir ne compter que sur eux pour empêcher une offensive militaire –, Moscou s'oriente alors vers la recherche d'alliances au sein du *statu quo* européen. Elle aussi inquiète du réarmement allemand, la France est le principal partenaire de ces efforts diplomatiques, qui mènent même à la signature d'un traité d'alliance (qui est ensuite resté stérile du fait de l'opposition de la hiérarchie militaire française). Pour aider à la conclusion d'une telle alliance, le PC est donc prié de limiter ses efforts *anti*. En 1935, Togliatti critique d'ailleurs la lutte contre les « deux ans » entreprise par le PC français au nom des nécessités de la lutte contre « l'ennemi principal », le fascisme hitlérien[1293]. La révolution socialiste en France, déjà renvoyée aux calendes grecques par les stratèges de l'IC à la fin des années 1920, est donc finalement abandonnée au profit de la défense de la république radicale, comme contrepoids à l'Allemagne nazie. La dénonciation de la SDN cède la place à la politique de soutien aux « amis de la Paix », aux premiers rangs desquels se trouve bien entendu l'URSS. Le VIIe congrès de l'IC appelle le PC à poursuivre l'adaptation de sa politique militaire à cette nouvelle orientation[1294]. C'est ce qui est fait dans les mois et les années qui suivent. Dénoncé à sa naissance par l'IC et le PC comme un instrument d'oppression impérialiste[1295], le traité de Versailles est par exemple progressivement reconnu par le PC en 1935-1936 et devient même pour lui un « facteur de paix »[1296]. Le PC se fixe aussi pour objectif d'aider à renforcer la défense nationale et démocratique en « républicanisant » l'armée française, entre autres par une lutte féroce contre les officiers acquis aux idées fascistes[1297]. Cette évolution accompagne logiquement le tournant patriote pris par le PC en 1935, qui voit

l'adoption de la Marseillaise, du drapeau tricolore et d'un patriotisme « révolutionnaire » dans lequel les références à la révolution prolétarienne de l'avenir sont remplacées par des évocations de la révolution du passé, celle de 1789-1794[1298].

Cette évolution vaut au PC de féroces critiques de la part des courants révolutionnaires du mouvement ouvrier. Au printemps 1935, plusieurs organisations se coordonnent par exemple pour fonder un « Centre de liaison et d'action contre la guerre, contre l'union sacrée », qui est dirigé directement contre le tournant « défensiste » du PC mais aussi contre les courants les plus susceptibles de céder aux appels à une nouvelle union sacrée au sein de la SFIO et de la CGT. Regroupant notamment la Gauche Révolutionnaire de Marceau Pivert, le petit groupe de Doriot (qui reste alors encore ancré à gauche et milite pour « l'unité organique » entre le PC et la SFIO), mais aussi celui de la *Révolution prolétarienne*, ce centre de liaison édite notamment des tracts dénonçant le tournant du PC et l'idée que la lutte contre le fascisme puisse se résumer ou même se traduire en partie par un soutien au gouvernement français dans une guerre contre l'Allemagne hitlérienne :

> Enfin, pour combattre un fascisme étranger, nous n'acceptons pas de confondre notre lutte avec celle que mènerait contre lui, à des fins que nous répudions, notre propre impérialisme. […] Les révolutionnaires clairvoyants, groupés en 1792 autour de Robespierre et de Marat, avaient lumineusement prévu les conséquences de la déclaration de guerre à l'Autriche. Après eux, nous répétons que l'on ne porte pas la liberté aux peuples à la pointe des baïonnettes…, ni sur l'aile des avions de bombardement.[1299]

Ces critiques se retrouvent aussi au sein même du parti communiste, où certains militants vont jusqu'à demander que Staline soit exclu de l'Internationale communiste après son entrevue avec Laval[1300]. Au-delà de l'opposition secrète et clandestine d'un André Ferrat et du groupe *Que faire ?*, cette opposition est incarnée ouvertement au sein de la direction par Renaud Jean, qui exprime peut-être là le souvenir traumatique de la première guerre mondiale répandu dans la paysannerie française, mais plus sûrement un attachement aux principes zimmerwaldiens de 1915-1918, dont le PC revendique l'héritage depuis sa création. Nombre de ces militants craignent que le tournant ne mène en cas de guerre à une nouvelle « union sacrée » dans laquelle le PC prendrait sa place[1301]. Ils ont de sérieuses raisons de s'inquiéter, puisque certains membres de la direction du parti en arrivent effectivement à cette conclusion. Marcel Cachin défend ainsi dès le printemps 1935 qu'il serait possible pour les députés communistes de voter les crédits militaires, pour aider à renforcer les capacités de l'armée française alliée de l'Union soviétique[1302]. Le tournant est finalement accepté, au prix de l'exclusion de nombre de militants, mais aussi du départ discret de nombreux autres[1303].

Après l'éclatement de la guerre d'Espagne, l'évolution du PC sur cette question est confirmée par la priorité finalement donnée en pratique à la recherche d'une alliance entre la France et l'URSS au détriment du soutien à la république espagnole. Malgré l'importance de la question, l'opposition du PC à la politique de non-intervention adoptée par le gouvernement Blum ne débouche en effet pas sur la rupture du Front populaire. Celle-ci aurait en effet mis en danger l'alliance tant espérée par Moscou, ce qui aboutit donc à limiter l'opposition du PC à des déclamations verbales. Même si ils ne partagent pas ces préoccupations stratégiques, les pivertistes ne rompent pas non plus sur cette question et maintiennent l'unité du Front populaire. Ils sont pourtant sur cette question en contradiction complète avec les décisions de la SFIO, puisqu'un de leurs dirigeants, Michel

Collinet, organise l'achat d'armes et leur envoi aux milices du POUM en Espagne. La rupture leur sera finalement imposée par la direction de la SFIO, comme nous le verrons.

Placé dans cette contradiction permanente entre les besoins de l'alliance franco-soviétique et la fidélité verbale aux idées révolutionnaires, le travail *anti* se voit en pratique progressivement limité à des campagnes antifascistes destinées aux soldats[1304]. Ce travail est toujours jugé crucial dans l'hypothèse d'un coup militaire d'obédience fasciste, sur le modèle espagnol[1305]. Malgré tout, la propagande accomplie à l'intérieur des unités se ralentit de plus en plus à partir de 1934, au point que l'organisation nationale du travail *anti* par le PC est même abandonnée en 1937[1306]. L'année précédente, le PC s'est finalement « rallié » à la défense nationale avec l'arrivée au pouvoir du Front populaire, qui a permis de surmonter les dernières résistances internes. La chute du gouvernement Blum en juin 1937 et la rupture de l'alliance avec les radicaux en avril 1938 ne mettent pas un terme à cette dynamique, qui est au contraire encore consolidée par la montée des tensions militaires et diplomatiques.

La campagne pour « l'épuration de l'armée » (qui n'avait de toute façon sans doute jamais été prise au sérieux par la direction du parti) est ainsi abandonnée *de facto* en 1937 et remplacée par des appels au renforcement de la défense nationale[1307]. Les grèves de 1938 sont même jugées « inopportunes » par certains dirigeants du PC car elles risquent de remettre en cause l'effort de défense nationale[1308]. Symbole presque paroxystique de ce « défensisme », les députés du PC votent les crédits de guerre en septembre 1939 tandis que Maurice Thorez accepte sa mobilisation sans sourciller et rejoint son régiment[1309]. Très vite pourtant, le pacte germano-soviétique va pousser à une autre révision et à la désertion de Thorez[1310].

Une autodéfense du Front populaire ?

L'arrivée au pouvoir du Front populaire repose la question de l'autodéfense, surtout après que le coup d'État des généraux espagnols en juillet 1936, mais aussi l'écrasement du parti social-démocrate autrichien en février 1934[I], ont donné une base solide aux craintes d'un coup factieux s'appuyant sur les ligues[II] et sur une partie de l'armée[1311]. Pour éviter d'être surpris sans armes ni organisation, beaucoup à gauche imaginent de fonder une « autodéfense du Front populaire ». Mais la question de la forme qu'adopterait une telle organisation se pose immédiatement, reprenant certains des termes des débats de 1933-1934. Alors que la SFIO tient à maintenir ses TPPS sans pour autant en généraliser le modèle, la Gauche révolutionnaire prône la création d'une milice ouvrière, qui regrouperait les autodéfenses des partis ouvriers (excluant donc le parti radical) mais aussi des ouvriers sans partis, et prendrait pour modèle les milices de la CNT espagnole[1312]. C'est aussi dans cette direction que penchent comme on l'a vu les trotskistes et le groupe *Que faire ?*[1313]

I En mars 1933, le chancelier Engelbert Dolfuss dissout le parlement et interdit le parti communiste et le parti nazi, supprime les droits de grève et de réunion. Dolfuss unifie ensuite son parti Social-Chrétien avec le parti agrarien et plusieurs ligues paramilitaires d'extrême-droite dans un « Front patriotique ». Le parti social-démocrate (SPÖ), dernier parti d'opposition légale, appelle en janvier 1934 à la grève générale. Dolfuss répond par la répression massive qui déclenche le 12 février une insurrection ouvrière à Vienne. Après plusieurs jours de combat, la résistance armée de la *Republikanischer Schutzbund* social-démocrate et de nombre d'ouvriers armés est écrasée par les ligues de droite et l'armée régulière. Les combats et la répression font près d'un millier de morts, dont une dizaine d'exécutions sommaires de militants du SPÖ. Dolfuss proclame alors le Front patriotique parti unique. C'est le début de « l'Austro-fascisme ».

II Celles-ci se sont transformées en partis ou sont devenues clandestines après leur interdiction en janvier 1936.

Une telle organisation aurait pour ces trois organisations la double tâche de défendre le mouvement contre le fascisme mais aussi de préparer la révolution future. C'est donc encore à peu de choses près le modèle d'autodéfense expérimenté par le PC avec les GDA-JGA qui est défendu là par ces courants.

Pour les communistes, par contre, il n'est toujours pas question de créer une organisation ouvrière spécialisée dans l'autodéfense. Maurice Thorez critique même publiquement les TPPS tandis que le PC refuse officiellement tout travail commun avec le service d'ordre de la SFIO (ce qui n'empêche pas de coopérations temporaires d'apparaître à l'initiative de militants isolés ou d'organisations locales)[1314]. Par contre, le parti entreprend discrètement de réorganiser et de renforcer son service d'ordre restreint, sans que ces efforts soient couronnés de succès, comme Georges Vidal le décrit :

> « Pourtant, malgré ces résultats, les dirigeants de Paris-ville tirent un bilan d'ensemble mitigé : dans deux rayons importants, « rien de sérieux » n'a été fait ; par ailleurs, trop de cellules n'ont toujours pas désigné de responsable et, dans l'ensemble, le service d'ordre « fonctionne plus ou moins bien (...) et ne comprend pas toujours les camarades les plus disciplinés, les plus sérieux »[1315].

Il est en effet sans doute assez difficile en effet pour le PC de motiver des cadres et des militants pour accomplir un travail qu'il condamne publiquement.

La direction du parti fait pourtant parfois des entorses à cette condamnation théorique. L'idée d'une organisation regroupant les militaires sympathisants du Front populaire développée par Marcel Cachin en 1935 est ainsi reprise publiquement par Thorez en 1936. Celui-ci propose de créer une « organisation de défense républicaine […] sans uniforme et sans arme », composé d'officiers et de sous-officiers proches du Front populaire, qui s'appellerait le « Drapeau républicain »[I] et dont l'insigne serait une cocarde tricolore portée sur un brassard rouge[1316]. Ce projet assez vague apparaît en fait moins comme un véritable engagement du PC en faveur de l'autodéfense organisée que comme une sorte de contrepoids « républicain » aux propositions des pivertistes et des trotskistes[1317].

À partir de 1934-1935, une véritable vague de radicalisation politique se développe en effet dans le pays, et particulièrement à la SFIO. En mai-juin 1936, la vague de grèves spontanée qui suit la victoire électorale du Front populaire provoque des appels explicites à transformer cette victoire en offensive révolutionnaire contre le capitalisme. C'est ce que réclame notamment Marceau Pivert dans un article resté célèbre, « Tout est possible » :

> Ce qu'ils appellent du fond de leur conscience collective, des millions et des millions d'hommes et de femmes, *c'est un changement radical, à brève échéance, de la situation politique et économique*. On ne pourrait pas impunément remettre à plus tard sous prétexte que le programme du Front populaire ne l'a pas explicitement définie, l'offensive anticapitaliste la plus vigoureuse.[1318]

I On peut se demander si le nom ne ferait pas référence à la « bannière du Reich » (*Reichsbanner*) du SPD allemand ? Un tel hommage est presque comique quand on pense à ce qu'écrivait le PC sur cette organisation social-démocrate à peine trois ans avant.

Le PC est lui plutôt soucieux de mettre fin au mouvement et de contenir le Front populaire dans les limites fixées par l'accord de 1935, ce que symbolise l'appel de Thorez à « savoir terminer une grève ». La mise en place d'une milice ouvrière serait dans un tel contexte une étape vers une révolution que le PC ne souhaite pas. En conséquence, aucun travail d'ampleur n'est fait pour donner une existence réelle au « Drapeau républicain »[1319].

Des initiatives sont néanmoins prises à l'échelle locale et aboutissent à l'émergence dans différentes régions de France d'une véritable « défense populaire de masse », qui groupe des communistes, mais aussi des membres d'autres organisations et des sans-parti. L'ensemble semble bien refléter un mouvement de fond plus que l'application d'une décision du parti[1320]. Par contre, le PC appuie clairement par endroits le développement de structures d'autodéfense de masse, sans qu'il soit possible de dater clairement le début de ces efforts, ni d'en déterminer précisément la motivation. Ce travail reste en effet discret et n'est pas du tout mis en avant, ni même mentionné par la propagande du parti. Il prend malgré tout par endroit des dimensions impressionnantes et s'appuie même sur des militants appointés par le parti. S'appuyant sur un rapport de la Sûreté de 1938, Georges Vidal décrit l'impressionnant dispositif d'autodéfense communiste existant dans les Pyrénées-Orientales, dont il estime qu'il peut aider à donner une idée de ce qui existe alors peut-être dans d'autres départements :

> Dans ce département, la police estime que le service d'ordre du PCF est capable de mobiliser une centaine d'hommes en quarante-cinq minutes, « l'autodéfense populaire de masse » environ 600 en deux ou trois heures. Cette dernière est structurée en groupes, baptisés *listes*, qui comptent une centaine d'hommes chacune et correspondent à un secteur appelé *zone*.[1321]

Un tel tableau montre bien la contradiction qui existe alors entre les mesures prises en pratique et la ligne qui est toujours officiellement défendue par le PC. Ces efforts d'autodéfense nous semblent d'ailleurs plus proches de mesures clandestines de sûreté prises dans l'hypothèse d'un putsch ou d'une interdiction violente du parti que d'une autodéfense « classique ». Preuve en est d'ailleurs l'absence apparente de toute structure nationale, limitant cette autodéfense à un rôle purement local. Cette entorse à la « ligne » s'explique sans doute par la conjonction de plusieurs facteurs, et notamment la multiplication des crises diplomatico-militaires, la chute du gouvernement de Front populaire, et aussi pour les Pyrénées-Orientales, la proximité de la frontière espagnole – et donc de la guerre.

Les autodéfenses et la crise du Front populaire

Dès la création des TPPS, ceux-ci (et la Gauche révolutionnaire qui les anime en grande partie) ont été attaqués par des partisans de l'aile droite de la SFIO, mais aussi par des membres de sa direction. Accusés de « blanquisme » en 1935, la GR doit répondre en se référant à Engels, mais aussi à Rosa Luxemburg et Lénine – c'est-à-dire à des théoriciens qui ont rompu avec la seconde Internationale. Dans un article paru en octobre 1935, un membre de la GR défend ainsi la nécessité de l'insurrection révolutionnaire, si elle s'appuie sur un travail de mobilisation politique de

masse[1322]. C'est en fait le débat sur l'insurrection qui s'était développé dans la SFIO de 1919-1920 qui se rejoue dans une situation à nouveau radicalisée, la direction de la SFIO réutilisant ses arguments « anti-putschistes » de l'après-guerre, tandis que les pivertistes recourent aux mêmes références que les membres du C3I d'avant Tours. Ces derniers sont d'ailleurs très critiques de la loi du 10 janvier 1936, qui dissout les ligues mais frappe aussi d'amendes la possession d'armes à feu non déclarées et interdit la constitution de « milices privées ». Ils auraient préféré liquider les ligues par « l'action ouvrière » plutôt que les dissoudre légalement et reprochent à la loi de pouvoir être utilisée pour empêcher l'armement du prolétariat. Cette opposition sur les méthodes à adopter dans la lutte contre les ligues est révélatrice du fossé qui se creuse progressivement au sein même du front populaire.

Alors que la crise politique s'accentue tout au long de l'année 1936, allant jusqu'à prendre une tournure révolutionnaire pour les pivertistes et les trotskistes, la question de l'autodéfense et des groupes de combat est utilisée comme un argument dans la répression des tendances de gauche du Front populaire.

Celle-ci commence en effet dès l'arrivée au pouvoir du Front populaire. Fondé en juin 1936 pour regrouper les trotskistes français, le Parti Ouvrier Internationaliste (POI)[I] voit les premiers numéros de son journal (*La lutte ouvrière*) être saisis et ses dirigeants poursuivis « pour leur appel à constituer milices ouvrières et comités d'usine »[1323]. Le mois suivant, c'est au tour d'André Ferrat d'être exclu du parti, après qu'il a critiqué publiquement le gouvernement Blum (sa prise de parole est censurée par la presse communiste)[II]. Là encore, la question des grèves et de leur potentiel révolutionnaire joue un rôle clé dans cette purge du groupe clandestin *Que faire ?*

C'est la fusillade de Clichy, le 16 mars 1937, qui achève ce processus et sert de prétexte à la répression contre les TPPS et la GR au sein de la SFIO. Cet épisode confus débute avec l'annonce d'une réunion « privée » organisée à Clichy par le Parti Social Français (PSF), créé par le colonel La Rocque pour prendre la suite des Croix-de-Feu dissous en janvier 1936. Cette réunion d'un parti « fasciste » dans une banlieue ouvrière sonne comme une provocation pour la gauche du Front populaire. Après le refus du ministre de l'Intérieur, le socialiste Max Dormoy, d'interdire la réunion, une manifestation est convoquée à l'appel de la SFIO et du PC de Clichy. Celle-ci groupe des centaines, voire des milliers, de manifestants et dégénère en affrontements avec la police qui protège la réunion du PSF. Les TPPS y jouent un rôle clé et se trouvent souvent à la pointe des combats. Menacée d'être débordée alors que la réunion du PSF a d'ores-et-déjà été abrégée, la police ouvre le feu, tue cinq manifestants et en blesse des centaines d'autres. S'ajoutant à plusieurs dizaines de blessés et un mort du côté de la police[III], le bilan humain est lourd[1324].

L'épisode débouche presque immédiatement sur une crise profonde du Front populaire. Des appels à la démission du ministre Dormoy, responsable de la police qui a « tiré sur des ouvriers », sont lancés par la GR. Par contre, la direction de la SFIO et Blum en personne approuvent la répression et rejettent la responsabilité des morts sur les responsables locaux du Front populaire, qui n'auraient

I Le Parti Ouvrier Internationaliste se divise à nouveau fin 1936, avec la scission du Parti Communiste internationaliste (PCI)

II L'exclusion de Ferrat se déroule de façon presque violente. Dénoncé plusieurs fois, Ferrat est encore officiellement membre du parti en juin 1936 lorsque Duclos le critique férocement durant un meeting auquel il participe. « Ferrat demande la parole qui lui est refusée. Le service d'ordre l'empoigne et le retient derrière la tribune jusqu'à la fin de la réunion. » (Pierre Broué et Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) », *op.cit.*, p.106).

III Blessé par un éclat de fonte utilisé comme projectile par des manifestants, un policier finira par décéder des suites de sa blessure à la mi-mai.

pas dû appeler à la manifestation – puisque le PSF avait légalement le droit de se réunir. Le PC, après une phase d'hésitations et d'ambiguïté, finit lui aussi par se ranger à demi-mot à cet avis, en rejetant la responsabilité de la fusillade sur le seul PSF (exonérant donc finalement Dormoy) et en exigeant que « tous respectent l'ordre républicain »[1325]. À la SFIO, la direction saute sur l'occasion pour s'attaquer à son opposition révolutionnaire et dissout la GR en avril 1937. Après s'être soumis à cette interdiction, les pivertistes réussissent malgré tout à emporter la majorité lors du congrès de la fédération de la Seine en janvier 1938. En réaction, la direction nationale du parti dissout la fédération comme elle l'avait déjà fait avec celle de la JS de la Seine en 1935 après qu'elle avait été gagnée par les « bolcheviks-léninistes ». Exclus de la SFIO, les partisans de Pivert créent le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP) en juin 1938. Entre-temps, le gouvernement de Front populaire s'est effondré, les radicaux revenant à l'alliance avec le centre-droit[1326]. Le départ de la Gauche révolutionnaire marque aussi pour la SFIO la fin des TPPS, dont elle était l'inspiratrice. Une bonne partie des cadres de l'autodéfense semble en effet avoir suivi Pivert et rejoint le nouveau PSOP tandis que la direction de la SFIO ne fait aucun effort pour reconstituer une nouvelle structure d'autodéfense[1327], sans doute de crainte qu'elle ne devienne un nouveau foyer d'agitation et d'opposition. Les directions du PC comme de la SFIO se retrouvent donc alors d'accord pour condamner l'idée d'une autodéfense prolétarienne, prélude à l'insurrection révolutionnaire, c'est-à-dire pour condamner les idées défendues à ce sujet par le PC près de 15 ans auparavant.

Une expérience perdue qui mène à l'effondrement de 1939

L'impact de la période du Front populaire sur la politique militaire du PC, sur son autodéfense mais aussi sur les traditions de son appareil clandestin est énorme. Même si la dynamique qui caractérise cet aspect de la politique du PC précède, comme on l'a vu, l'arrivée au pouvoir du gouvernement Blum, et même la conclusion du Front populaire, cette période courant de 1935 à 1939 la prolonge et y ajoute encore des éléments qui la renforcent. On peut notamment remarquer parmi eux l'explosion des effectifs du PC sur cette période, le PC passant de 28 000 adhérents en 1933 à plus de 250 000 en 1938[1328]. Même si cet afflux s'explique en partie par l'attraction pour le parti qui représente en France la révolution d'octobre et l'URSS, le plus gros de ces adhésions se font alors que le parti a déjà fait évoluer sa politique militaire comme sa position sur le travail clandestin. Les nouvelles recrues sont donc beaucoup moins soumises à une quelconque insistance sur le travail clandestin et sur la future révolution qu'à celle sur la nécessité du respect de la légalité républicaine. Un tel discours impacte à la longue même les cadres plus anciens, ce dont on peut sans doute voir les effets dans les faibles résultats des tentatives de remise à niveau de l'autodéfense en 1936.

Les traditions du PC dans ce domaine évoluent donc vite, et ce d'autant plus que cet afflux de nouveaux militants vient clôturer une longue hémorragie d'autres plus anciens, parmi lesquels un certain nombre de cadres du travail clandestin. Avant leur départ, beaucoup de ceux-ci avaient d'ailleurs défendu la nécessité de ce travail et d'une politique « plus révolutionnaire », qu'il s'agisse des exclus de 1925, des partisans d'Albert Treint en 1927-1928, des fidèles du « groupe Barbé-Célor » en 1931 ou encore des membres du groupe *Que faire ?* Ces appels étaient liés aux formes d'organisation illégales et au travail clandestin. On peut imaginer que la condamnation de leurs « dérives » a pu aussi s'étendre (peut-être de façon implicite) à leurs idées et à leur expérience en matière de travail illégal et d'autodéfense, dans un processus semblable à celui qui touche à la

même période les théories militaires soviétiques après les purges staliniennes[I]. Cette évolution n'a en tout cas pu qu'être renforcée par les multiples condamnations des tentatives de préparation d'une autodéfense organisée comme une « provocation trotskiste » et « contre-révolutionnaire ». Conjugués à des facteurs politiques plus immédiats, ces multiples facteurs expliquent sans doute en partie l'état de l'appareil clandestin du PC à l'automne 1939 et les difficultés qu'a impliqué sa remise en état en 1940-1941[II]. Le PSOP, qui pouvait sembler avoir hérité des traditions révolutionnaires du PC des années 1920, disparaît lui aussi après la déclaration de guerre. En novembre 1939, après un débat féroce, son aile légaliste s'impose et fait abandonner toute préparation à la clandestinité. Son interdiction par le régime vichyste en 1940 ne vient ensuite que sanctionner le fait avéré de sa disparition politique. À la fin de cette période, aucun parti ne porte donc plus en France de discours révolutionnaire face à la guerre qui éclate.

Cette période marque en tout cas la fin d'un cycle, qui voit le PC abandonner même en parole l'objectif d'une révolution socialiste menée à courte échéance sur le modèle soviétique. L'abandon du travail *anti*, la condamnation de l'autodéfense publique et organisée nationalement, sont à notre avis inséparables de la trajectoire politique qui mène le PC à la « voie française vers le socialisme » dans les années d'après-guerre. En ce sens, le PC qui sort du Front populaire n'est plus du tout le même que celui fondé à Tours, de la même façon que l'Internationale communiste dissoute en 1943 n'est plus la même que celle fondée en 1919.

I Selon un processus que décrivait le maréchal soviétique Zakharov dans les années 1960 : « La théorie militaire soviétique devint un assemblage de citations de Staline et, comme Staline n'avait rien écrit à son sujet et que son père spirituel était un « ennemi du peuple », la théorie des opérations dans la profondeur fut regardée comme douteuse. […] les actions indépendantes des forces mécanisées et de la cavalerie furent même qualifiées de sabotage […]. » Cité dans: Jacques Sapir, *La Mandchourie oubliée, grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique, op.cit.*, p.53.

II Grâce à son caractère relativement exceptionnel, « l'anomalie » Guingouin permet, par effet de contraste, de bien mesurer l'état général dans lequel est tombé le PC après son interdiction, la faiblesse des préparatifs à la clandestinité, et la fonte de ses effectifs (Fabrice Grenard, *Une légende du maquis : Georges Guinguoin, du mythe à l'histoire, op.cit*., pp.54-56).

CONCLUSION : DE LA « FUTURE ARMÉE ROUGE FRANÇAISE » À LA DÉFENSE NATIONALE, TRAJECTOIRE D'UNE POLITIQUE MILITAIRE COMMUNISTE

Arrivé au terme de ce travail, il n'est pas facile d'aboutir à une conclusion simple et évidente. D'abord parce qu'il n'est pas possible d'analyser et de résumer d'un bloc la politique militaire du PC de l'entre-deux-guerres. Ensuite et surtout, parce que nombre de questions restent en suspens. Les faiblesses et les lacunes des sources jouent là un rôle certain. Déterminer l'efficacité (voire la réalité) du travail antimilitariste du PC est par exemple beaucoup plus difficile avant 1926-1927, du fait de l'absence d'une véritable systématisation de la répression. Celle-ci n'est en effet mise en place qu'à partir de la deuxième moitié des années 1920, et est en réalité contemporaine du déclin du travail *anti*. Dans la mesure où il était moins surveillée avant cela par la Sûreté, une partie de ce travail nous échappe donc sans doute. De la même façon, comprendre le contenu des discussions qui agitent les directions du PC après les fusillades de la Grange-aux-Belles ou de la rue Damrémont est rendu beaucoup plus difficile par l'absence des comptes-rendus des réunions du BP ou du CC qui suivent ces épisodes. À ce sujet, il est pour nous évident que ces lacunes sont le fruit non pas d'une absence de réunion, mais bien plutôt d'un tri opéré dans les archives visant à en faire disparaître les pièces les plus sensibles. On peut aussi imaginer que ces réunions n'aient pas fait l'objet d'un compte-rendu formel, justement du fait des sujets délicats qu'elles abordaient. Quoi qu'il en soit, les vides restent là béants.

Malgré tous ces manques, il reste néanmoins possible de tracer une réponse générale aux questionnements qui étaient à l'origine de notre recherche, ainsi qu'un portrait général de la dynamique politique du PC sur la question militaire.

Une dynamique complexe et fluctuante

Comme on l'a vu, l'attitude du PC vis-à-vis des questions militaires connut des évolutions nettes, parfois même contradictoires, selon les périodes. Les méthodes ont changé en profondeur, tout comme les priorités. Notre analyse confirme par contre le postulat que nous avons adopté dès le début de notre travail, selon lequel on ne peut complètement dissocier le travail antimilitariste de l'autodéfense ou de la question de l'insurrection. Ceux-ci forment sur la grande majorité de notre période un sujet unique et composite, qu'on peut bel et bien désigner comme la « politique militaire » du PC[I]. Même si ces trois volets ont des dynamiques et des méthodes propres, leurs évolutions sont liées intimement (même si elles ne sont pas parallèles) et dessinent à grands traits quatre périodes distinctes du travail militaire du mouvement communiste en France entre 1918 et 1939.

À partir de la fin de la guerre et jusqu'au départ des dirigeants de la « droite » du parti au début de 1923, le travail militaire n'est pas tant une question pratique que l'objet de débats théoriques et polémiques. Le CRRI doit d'abord lutter pour faire adopter ses conceptions sur ce sujet par la « gauche » du PC, qui reste alors largement informelle, et répondre aux attaques de la direction de

I Nous adoptons ainsi le vocabulaire que le KPD utilisait à la même période pour désigner son propre appareil militaire (*M-Apparat*).

la SFIO. Après Tours, c'est au sein de la nouvelle SFIC que le débat continue, quasiment sur les mêmes lignes. Les appels à la mise en pratique du travail *anti,* de l'autodéfense prolétarienne et à la préparation du parti à l'insurrection future se heurtent alors aux positions « pacifistes » de la « droite » communiste. Celle-ci est appuyée de façon ambiguë par le « centre » du parti, incarné par Frossard, face à la « gauche » et à la FNJC, qui ne sont alors soutenues par l'IC que par des interventions verbales et quelques demandes d'exclusions symboliques. Pour les PC occidentaux, l'heure des expulsions massives d'oppositionnels n'a pas encore sonné. Il est important de souligner d'ailleurs que les idées du CRRI et de la « gauche » du PC ne sont pas seulement le fruit d'une inspiration « moscovite », mais puisent aussi à diverses sources du militantisme révolutionnaire d'avant-guerre, que ce soit en France ou dans l'Internationale. Ainsi, Liebknecht comme la CGT d'avant 1914 ne défendaient pas sur le travail *anti* des positions si différentes que cela de celles des bolcheviques en 1905 ou après 1917. Loin d'être réductible à une seule source russe, la politique militaire de l'IC a bel et bien plusieurs origines, communes souvent à toute la gauche révolutionnaire du mouvement ouvrier d'avant 1914. Comme dans l'Internationale d'avant la guerre, la FNJC joue d'ailleurs un rôle pionnier dans la mise en pratique des méthodes du travail militaire, et en paie le prix fort face à la répression.

Après le départ de Frossard, la situation à la direction de la SFIC n'est pas pacifiée pour autant. Dès le printemps 1924, une intervention de l'exécutif de l'IC propulse à la tête du parti l'ex-capitaine Albert Treint, champion autoproclamé du travail militaire et spécialiste de la métaphore martiale. C'est la première fois que l'IC impose au parti un changement de la composition de sa direction. Ce ne sera pas la dernière. La « gauche » du parti se divise alors, tandis que les partisans de l'opposition de gauche russe sont exclus du parti les uns après les autres. Objet de beaucoup de fantasmes, la « période Treint-Girault » est en réalité assez brève, puisque ces deux cadres perdent la direction du parti dès la fin de 1925. Pour autant, cette succession de changements n'influe pas outre mesure sur la ligne militaire. Celle-ci reste globalement la même. La direction de la SFIC met alors en effet un accent particulier sur ces aspects du travail militant. L'antimilitarisme devient ainsi une composante régulière de l'activité du parti, et remporte même certains succès, notamment lors de la guerre du Rif en 1925-1926. Le pic de ces succès s'observe durant l'année 1927-1928, avec plusieurs cellules clandestines de soldats actives dans leurs régiments sur des périodes parfois longues de plusieurs mois, et un véritable impact sur les périodes estivales de rappel des réservistes. Du côté de l'autodéfense, l'heure est à l'innovation et à des tentatives de professionnalisation. S'inspirant des exemples allemand (*Roter Frontkämpferbund* - RFB) et italien (*Centurie proletarie*), le PC crée les Groupes de Défense Antifasciste (GDA) et les Jeunes Gardes Antifascistes (JGA) et introduit l'uniforme et l'organisation militaire dans le mouvement ouvrier français. Placées sous l'égide de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC), ces organisations réussissent au printemps 1927 à grouper plusieurs milliers de membres au niveau national, dont près d'un millier en région parisienne, et ce malgré de véritables difficultés. Si les réticences qui s'expriment alors face à cette « militarisation » de l'autodéfense sont réelles, il ne faut pas pour autant en exagérer l'importance. Les GDA et les JGA rencontrent un accueil favorable parmi nombre de militants ou sympathisants du parti, mais aussi dans le mouvement ouvrier de façon plus générale. C'est que la menace fasciste n'apparaît alors pas comme une pure construction de propagande. Les Ligues d'extrême-droite connaissent depuis l'hiver 1925 un véritable renouveau, s'attaquent régulièrement au mouvement ouvrier et se livrent à des provocations fréquentes. L'idée de leur opposer une organisation de combat organisée de façon symétrique peut donc apparaître séduisante à nombre de militants ou de sympathisants. Autre élément notable, les GDA-JGA sont

liés à l'échelle internationale avec les structures d'autodéfense d'autres partis communistes, particulièrement avec le RFB mais aussi avec la *Labour League of ex-Servicemen* britannique (LLX). On observe d'ailleurs dans les zones frontalières une véritable coopération et des échanges réguliers. Mis en valeur par la propagande du parti, le travail *anti* comme l'autodéfense, sont aussi liés à la question de l'insurrection future, notamment à travers la revue *le Militant rouge*. Supervisée directement par la direction du parti, celle-ci vise à former un corpus théorique cohérent pour les « futurs chefs » de l'armée rouge française. Cette période apparaît ainsi par rapport aux autres comme celle d'un relatif équilibre entre les différentes composantes du travail militaire.

Les années suivantes voient par contre un lent déclin de l'activité antimilitariste, pourtant promue au rang de priorité absolue du travail du parti pour cause de « défense de l'URSS », en même temps que l'autodéfense est d'abord réorganisée puis complètement transformée. Après être passée par une phase d'activisme verbal avec les « piquets » en 1928, cette dernière abandonne toute tentative d'organiser une structure nationale (en parfait accord avec le VI^{e} congrès de l'IC) pour se cantonner à des tâches quotidiennes. L'autodéfense devient donc une mission limitée aux organisations locales du parti et perd par là même le lien tissé jusqu'alors avec l'insurrection future. Celle-ci reste présente dans la propagande et dans une partie des discours, mais voit toutes les tâches qui étaient jusque-là considérées comme liées à sa préparation être abandonnées par le parti. Il n'est plus question de former de futurs cadres militaires, ni d'entraîner les militants. Si l'insurrection reste un sujet de discours, elle n'est plus une question pratique.

Avec le Front populaire, l'évolution entamée à la fin des années 1920 est poussée à sa conclusion logique. La préparation de l'autodéfense est abandonnée, et les tentatives faites en ce sens par des militants isolés ou par des courants du mouvement ouvrier (principalement par la Gauche Révolutionnaire de la SFIO et les trotskistes) sont même condamnées publiquement. Si des tentatives sont faites à partir de 1936 pour organiser un système de défense du parti, cela n'atteint jamais l'ampleur de ce qui a été fait en 1925-1927, et surtout ces structures semblent n'avoir existé que sur le papier. Pareillement, le travail *anti* révolutionnaire est d'abord laissé en friche avant d'être remplacé par une campagne pour la « républicanisation » de l'armée. Menée sans grand enthousiasme, celle-ci est mise de côté après 1937 alors que les efforts du parti en matière militaire se concentrent sur le renforcement de la défense nationale, dans l'optique d'une prochaine et hypothétique guerre opposant la France et l'URSS à l'Allemagne hitlérienne.

Une constante est observable : pour la plus grande partie de la période étudiée, la question militaire reste largement secondaire. Elle ne devient centrale que pendant quelques brefs épisodes, liés à des événements militaires tels que l'occupation de la Ruhr en 1923 ou la guerre du Rif en 1925-1926. L'autodéfense est légèrement mise en avant en 1926, avec la création des GDA-JGA, mais il est difficile ici de parler d'une centralité tant la propagande à ce sujet reste centrée sur les questions qui y sont directement liées. Par contre, ce qui se produit entre 1928 et 1932 autour de l'antimilitarisme tranche nettement avec le reste. Défense de l'URSS oblige, le travail *anti* est mis au centre de toute l'activité du parti, qui est même par moments présentée comme si elle devait se régler sur lui. Cette brève période de centralité s'achève progressivement avec le délitement graduel du travail *anti* dans la première moitié des années 1930. Cette observation règle aussi, d'après nous, la question de la supposée fascination du PC pour la « violence ». En effet, la question militaire ne devient

réellement centrale dans la vie du parti que lorsqu'elle revêt une dimension défensive en 1928-1932, l'autodéfense est mise en valeur à une période où le besoin semble réel, tandis que le discours général sur l'insurrection ne tranche pas particulièrement avec celui qui avait cours dans les courants révolutionnaires du socialisme international d'avant 1914. Ce caractère secondaire vaut aussi pour la question de la place de la politique militaire dans le *cursus honorum* des dirigeants du parti. L'autodéfense comme le travail *anti* ne semblent pas, d'après nous, avoir été en soi des critères déterminants. Leur présence dans le parcours des cadres oppositionnels ne les protège pas de l'exclusion, et leur absence n'empêche pas ensuite des cadres nouvellement promus de faire de belles « carrières militantes ». Comme nous l'avons déjà signalé au chapitre 7, c'est à notre avis avant tout la fidélité à la « ligne générale » (qui met parfois à l'honneur la question militaire) qui explique les carrières des cadres du parti à partir de 1924.

Des résultats variés

On voit combien il est difficile de résumer cette période à une seule politique, appliquée de bout en bout. Il en va de même lorsqu'il s'agit d'évaluer les résultats de ce travail, tant ceux-ci sont contrastés et fluctuants. La question de l'autodéfense en est un bon exemple. Après 1924, le PC pousse particulièrement ses militants dans ce domaine, aussi bien pour pouvoir résister à la répression (après celle subie en 1923) que pour combler l'amateurisme évident dans « l'affaire de la Grange-aux-Belles » en janvier 1924. Il s'agit aussi de pouvoir préparer les futures « Centuries prolétariennes » pour l'insurrection révolutionnaire, comme Treint l'explique (en public) en novembre 1924. Cela débouche en 1926-1927 sur des résultats relativement positifs. Les GDA-JGA rencontrent ainsi un certain succès et atteignent près de 4 000 membres en avril 1927. Ces chiffres sont corroborés par plusieurs rapports policiers, mais aussi par leur présence régulière et en nombre lors de sorties champêtres, de manifestations du parti, ou dans la protection de meetings. Si on est loin des effectifs globaux du RFB, ces combattants organisés représentent tout de même environ 7 % de l'effectif combiné du PC et de la FNJC (qui comptent alors respectivement 53 000 et 10 000 membres). Pour le peu qu'on peut en observer à travers les profils des militants que l'on a étudiés, il ne semble pas qu'il y ait de différences marquantes entre la composition du parti et celle de l'autodéfense. Tout au plus peut-on y observer une plus forte proportion de jeunes militants – ce qui reste somme toute logique, ne serait-ce que pour des raisons physiques. La part prise par les anciens combattants dans la direction des GDA-JGA, au niveau national et au niveau local (pour les secteurs que nous avons pu observer en détail) montre aussi à quel point l'idée que les anciens combattants de gauche seraient rentrés des tranchées en étant définitivement vaccinés contre l'uniforme est à relativiser. Si nombre d'entre eux sont en effet devenus hostiles au « militarisme », cela ne s'étend pas forcement à toute forme d'organisation militaire. Là encore, le critère de la politique générale semble l'avoir généralement emporté sur les autres considérations. Les arguments du PC expliquant que le port de l'uniforme comme l'organisation militarisante étaient des nécessités pour renverser le capitalisme et ainsi mettre fin aux guerres ont alors rencontré un certain écho. Cet intérêt n'est d'ailleurs alors pas limité au seul PC, comme le montre par exemple

le meeting organisé en 1927 par le PC en commun avec la SFIO et les JLR sous la protection des GDA-JGA. Les GDA-JGA gagnent ainsi des adhérents (très peu nombreux, il est vrai) dans d'autres organisations de gauche, ce qui oblige même la direction de la SFIO à sévir contre ses militants qui veulent y adhérer.

Pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons, l'organisation entre en crise dès l'été et l'automne 1927, et entraîne avec elle l'ensemble de l'autodéfense. Ni le Front Rouge mis en place en janvier 1928, ni les Piquets imaginés par Latour à l'automne de cette année-là[I], ne changeront la donne. Ensuite, presque aucun effort d'organisation n'est observable de la part du PC dans ce domaine entre 1929 et 1936, et ce qui est fait après le Front populaire reste marginal et difficile à estimer numériquement ou politiquement. Le résultat final est donc négatif, au sens où, à la fin de la période étudiée, le PC ne dispose plus d'une organisation d'autodéfense massivement organisée, mais ce bilan ne suffit pas. Il s'agit de la fin d'un processus long qui a connu des périodes de véritables réussites, et qui surtout, a vu ses objectifs changer drastiquement par moment.

On observe une dynamique similaire avec le travail antimilitariste. Sujet d'une hostilité marquée de la part d'une partie de la CGTU et du PC avant 1923-1924, il n'est mis en place à l'échelle du parti que lors de la campagne de la Ruhr. En 1927-1928, après plusieurs années de tâtonnements, il rencontre de véritables succès, avec une présence organisée et relativement durable dans plusieurs régiments, sans compter de nombreux incidents isolés, des sympathisants gagnés ou intégrés au travail. Les années suivantes voient par contre l'effondrement de cette dynamique, alors même que le travail *anti* devient une priorité absolue du parti. La fin de la période voit ce travail abandonné purement et simplement au profit de la lutte pour une armée « républicaine ».

Cette difficulté à tracer une courbe simple ou à donner une réponse évidente à la question des résultats s'explique en large partie par cet abandon progressif du travail militaire. Il convient donc de s'interroger sur les motivations de celui-ci, et des multiples « zig-zags de la ligne » qui l'ont précédé. S'agit-il de raisons internes ou externes ? Ou, dit plus concrètement, ces évolutions sont-elles causées par les échecs rencontrés ou les échecs sont-ils causés par les évolutions imposées ? Bien sûr, ces deux causes ne s'excluent pas complètement. Un échec partiel peut être rendu total par une réaction inadaptée. L'important est de distinguer l'essentiel de l'accessoire – et le prétexte saisi (qui peut tout à fait être réel) de la motivation politique.

Les raisons d'un échec final

Il peut ainsi être tentant d'expliquer l'abandon du travail militaire par les échecs qu'aurait rencontré le parti dans ce domaine, ainsi que par l'hostilité des militants à son encontre. Les échecs partiels rencontrés par le parti dans ces domaines sont réels. La manifestation Sacco et Vanzetti d'août 1927 est ainsi un fiasco organisationnel : aucune autodéfense n'est réellement organisée, toute l'organisation pratique semble improvisée, et les cortèges s'éparpillent sans but précis dans les rues de Paris, allant d'un saccage de café à une bagarre avec la police. De son côté, la laborieuse « affaire de la propagande antimilitariste dans l'Est » en 1931 montre à quel point le travail *anti* a

I De par leur forme même, ceux-ci sont de toute façon impossibles à estimer numériquement. Ils semblent en fait n'avoir jamais réellement existé en dehors de la brochure qui les décrivait.

alors sombré dans l'amateurisme, avec un « délégué spécial » oubliant notamment toutes les consignes des années précédentes sur le cloisonnement et la sécurité des communications.

La défiance de certains militants vis-à-vis des formes prises par l'autodéfense ou le travail *anti* pèse, elle aussi, sur la politique militaire du PC. Plusieurs périodes distinctes voient par exemple une importante hostilité à l'antimilitarisme se faire entendre dans le parti. D'abord entre 1920 et 1923, puis après 1929. Cette année-là, on peut ainsi observer en Alsace-Lorraine une région presque entière de la FNJC refuser pendant un temps de mener une campagne animée nationalement, celle des « trois mitrailleuses ». Cette opposition recouvre d'ailleurs des motifs variés selon le lieu et la période. Dans les premières années, elle se revendique clairement du pacifisme « à la Verfeuil » des années 1910-1914. Ce sont ces courants hérités de la SFIO qui fournissent une bonne part de leurs arguments aux opposants à la politique militaire avant 1923. Après cette date, la question devient plus complexe et suppose de s'attarder un peu sur l'idée d'un PC « pacifiste » durant l'entre-deux-guerres. Il faut distinguer en effet entre l'opposition à la guerre et à l'institution militaire d'une part, et le pacifisme comme tendance idéologique déterminée. Cette dernière est présente dans le PC avant 1923 et y revient progressivement à partir de 1935 (notamment dans la réthorique divisant le monde en « amis » et en « ennemis » de la « paix »), avant d'être adoptée presque comme une composante officielle de l'idéologie du parti après la deuxième guerre mondiale[I]. Dans l'intervalle, le PC mène une polémique parfois féroce contre le pacifisme, et revendique même parfois ostensiblement sa préparation à l'action, tout en dénonçant les menaces de guerre et le militarisme. Il n'y a en réalité pas là de contradiction insoluble, puisque pour les communistes, ces deux maux sont les fruits inévitables du capitalisme. Celui-ci ne pouvant être renversé que par la révolution, l'organisation de la force du prolétariat est donc indispensable. L'hostilité à l'armée et à la guerre, très répandue dans le PC, n'implique pas mécaniquement une réticence de principe à l'autodéfense organisée ou au travail militaire. Si cette conjonction a existé dans certaines structures du PC, elle n'est pas généralisée, loin de là. Il nous faut donc chercher ailleurs la motivation de la réticence au travail *anti* qui se répand après 1928. La plus grande part de ces résistances militantes au travail nous semble~~nt~~ venir de la peur de la répression, qui est alors bien réelle.

Il est en effet notable qu'à partir de 1927, la répression qui vise le PC et ses activités est à la fois plus violente et mieux organisée. Le nouveau préfet de police de Paris, Jean Chiappe, vise ainsi spécialement les GDA-JGA dès l'été 1927, sans réussir semble-t-il à les atteindre en profondeur, et frappe le Front Rouge, cette fois mortellement, en août 1928. Parallèlement, la Sûreté et le Ministère de la Défense améliorent le professionnalisme de la répression du travail *anti*, une évolution visible jusque dans les fonds d'archives. Mais la répression, aussi dure soit-elle, n'explique pas tout. La campagne contre la Ruhr en 1923 ou celle contre la guerre du Rif en 1925 avaient aussi été durement réprimées par la police. C'est peut-être alors du côté de la capacité du parti à résister à ces attaques qu'il faut chercher. Un effort énorme avait pourtant été demandé aux militants dans ce sens entre 1924 et 1928, avec le passage aux cellules et l'amélioration qualitative de l'appareil illégal. Cela avait porté une partie de ses fruits, ce qui se voit même à travers les rapports de police. Des indicateurs se plaignent ainsi en 1925 de ne pas pouvoir accéder aussi facilement qu'avant aux locaux de la direction du parti. Le travail en direction du Front unique devait d'ailleurs lui aussi aider à la lutte contre la répression, en le dotant d'une «épaisseur »

I On pense notamment à la création du Mouvement de la paix en 1947-1948, alors que l'URSS craint la supériorité nucléaire des États-Unis.

supplémentaire de protection. Mais la mauvaise application de certaines de ces mesures, leur conception même parfois[I], et surtout la crise du parti à partir de 1927, les rendent inefficaces.

L'évolution du travail militaire est en effet marquée, voire régulièrement interrompue par les crises internes du PC et de l'IC, et surtout par la crise profonde qui commence en 1927, avec le tournant vers « classe contre classe ». À l'automne 1927, en effet, la crise qui fait rage dans le parti communiste soviétique[II] touche le parti français. Avec l'adoption de la nouvelle politique, c'est une bonne partie des principes qui guidaient bon gré mal gré la politique du PC depuis 1923, notamment en matière électorale, qui sont abandonnés. Plus de retrait au second tour en faveur d'un candidat SFIO mieux placé, plus de propositions de Front unique d'organisations à organisations, mais le front unique « à la base », c'est-à-dire en fait demander aux militants et électeurs SFIO de quitter le parti pour rejoindre le PC. Une des premières conséquences internes de ce tournant pour le PC est l'exclusion des derniers oppositionnels déclarés qui y subsistaient. Les « zinovievistes » français menés par Albert Treint sont exclus à la fin de 1927, et cela a, d'après nous, eu un impact important sur l'appareil militaire. En effet, plusieurs de ces militants occupent alors des postes dirigeants dans les structures des GDA, notamment à Paris. Dans les mois qui ont précédé, cela avait déjà débouché sur un conflit grandissant entre les GDA et les organisations déjà bolchevisées, comme la FNJC et la Fédération de Seine de la SFIC. Les GDA-JGA avaient ainsi été mis à l'écart de l'organisation de la manifestation Sacco et Vanzetti, avant d'être accusés d'être responsables de son échec. À l'automne, le bruit court même dans la direction du parti que ces partisans français de l'opposition de gauche veulent s'appuyer sur les structures d'autodéfense (groupées autour de l'ARAC) pour lancer un « nouveau parti [communiste] », une option qui est alors pourtant formellement exclue par l'opposition unifiée à l'échelle internationale[III]. Ces rumeurs sont néanmoins représentatives de l'ambiance existant alors dans les structures d'autodéfense, et expliquent sa crise bien mieux que l'hypothétique impact démoralisateur de la manifestation Sacco et Vanzetti elle-même. Dans les semaines qui suivent, le PC intervient, fait exclure les oppositionnels de l'ARAC et des GDA-JGA, coupe le lien entre ces organisations et transfère la responsabilité de l'autodéfense à une nouvelle structure confiée à des fidèles de la nouvelle ligne. Effectuée dans la précipitation, sans consultation de la base militante, cette opération « chirurgicale » aggrave la crise plutôt que de la régler. C'est donc une organisation déjà affaiblie qui est frappée par la répression en août 1928, et ce à un moment où sa politique générale lui interdit en plus de compter sur la solidarité du reste du mouvement ouvrier. On observe le même phénomène en 1931 avec la liquidation du « groupe Barbé-Celor ». Comment le travail *anti* pourrait-il rester crédible pour les militants de la base du parti quand ceux qui le défendaient le plus énergiquement (parfois jusqu'à des outrances quasi-anarchistes en prônant notamment le sabotage individuel) sont dénoncés comme des « provocateurs policiers » ? Pareillement, la crise numérique de l'autodéfense, qui est aussi peut-être une des motivations de l'orientation vers les « Piquets » en 1928[IV], ne peut pas, pour nous, être dissociée de la crise générale qui touche le parti à parti de 1927-1928. Comment imaginer que la stagnation, puis

I C'est notamment le cas du passage aux cellules en 1924, qui est imposé aux structures du parti de façon complètement artificielle et bureaucratique. Cela aboutit à un véritable chaos organisationnel dans nombre de fédérations.

II Crise marquée notamment par la rupture entre l'aile stalinienne du « centre » et la « droite » incarnée par Rykov et Boukharine. Bien qu'en disgrâce, c'est à ce dernier que va revenir le « privilège » de présenter et défendre au VI^e^ congrès mondial une ligne qu'il n'a pourtant eu de cesse de critiquer.

III Les partisans français de Trotski, alors regroupés autour de la revue *Clarté* (qui devient *la Lutte de classes* en 1927), sont plus ou moins structurés en tendance clandestine au sein du PC, qu'ils espèrent « redresser ». Les zinovievistes, eux, sont encore pour la plupart membres du parti. Ce n'est qu'après l'arrivée au pouvoir d'Hitler (en grande partie causée par la politique désastreuse du KPD) que l'opposition de gauche abandonne cet objectif et s'oriente vers la construction d'une nouvelle Internationale.

la fonte brutale des effectifs de la SFIC à partir de 1928 n'ait pas eu un impact profond sur ceux de l'autodéfense ? Ces exemples sont pour nous révélateurs d'une des principales causes des problèmes rencontrés par la politique militaire du PC : l'évolution générale de l'IC, c'est-à-dire sa stalinisation progressive.

Le poids de l'IC ou la pression du stalinisme ?

La pression venant d'URSS a en effet joué un rôle central dans l'évolution de la politique militaire du PC, mais elle a pris des formes et poursuivi des objectifs variés au fur et à mesure de notre période. Les premières années, ces interventions sont assez discrètes, et prennent la forme d'un soutien donné, sous couvert de neutralité, à la gauche du parti contre la droite, puis contre Frossard. Les crises de direction se règlent néanmoins avant tout selon les rapports de force internes à la SFIC. Ce n'est qu'à partir de 1924 qu'apparaissent les interventions directes et sans appel dans la composition de la direction du parti et de la ligne à appliquer. Démis de ses fonctions, Albert Treint est ainsi remis en selle par Zinoviev lui-même, tandis que les membres du Bureau Politique apprennent au printemps 1926 que la décision de faire porter l'uniforme au GDA-JGA a déjà été prise « à Moscou ». À nouveau en 1927, puis en 1931, l'IC intervient directement pour imposer des exclusions, des recompositions de la direction et des changements de direction. Avec les années 1930, ses *missi dominici*, auparavant placés en deuxième ligne, jouent un rôle de plus en plus permanent, comme on peut le voir avec les figures d'Eugen Fried ou d'André Marty.

L'évolution de la forme des interventions correspond aussi à un changement de leurs objectifs. Là où il s'agissait auparavant de « forger » le parti pour la révolution, l'IC stalinisée cherche avant tout à créer des organisations disciplinées, c'est-à-dire obéissantes. On est ici loin des objectifs que se fixait l'IC à ses débuts[I]. L'évolution vers le « socialisme dans un seul pays » signifie aussi que la révolution prolétarienne en France passe progressivement au second plan des préoccupations de la politique militaire. Ce changement est très net dans le cas du travail *anti* : celui-ci vise d'abord à préparer la désagrégation de l'armée lors de l'insurrection à venir, avant de se focaliser presque exclusivement sur la défense de l'URSS à partir de 1927. Lorsque l'hypothèse d'une invasion de la Russie soviétique par l'armée française s'éloigne autour de 1934-1935, il n'y a pas de retour à la politique ancienne, mais un abandon quasi total de l'antimilitarisme. À ce sujet, on peut noter que la condamnation finale de la publication de *l'Insurrection armée* en 1931 n'est sans doute pas motivée que par la crainte des poursuites judiciaires. À la même époque, le parti prône en effet ouvertement le sabotage des manœuvres militaires et la désertion, voire la mutinerie, en cas de guerre, deux appels tout aussi condamnables du point de vue de la justice française qu'un manuel de préparation à la guerre de partisans. En fait, *l'Insurrection armée* n'est pas moins « provocatrice » que chacun des numéros du *Militant rouge* de 1926-1927. Ce qui est condamné ici, d'après nous, ce n'est pas seulement un texte dangereux ou une préface « excessive » sur le plan judiciaire, mais bien la survivance dans le parti d'idées insurrectionnalistes.

IV Plus informels, ceux-ci ont en effet peut-être pu apparaître à leurs promoteurs comme plus adaptés à l'hémorragie militante qui touche le parti qu'une structure hiérarchisée comme le « Front rouge ».

I En 1921, Lénine écrit ainsi à Boukharine : « Si vous chassez tous ceux qui ne sont pas très obéissants, mais malins, et ne gardez que les idiots obéissants, vous aurez très certainement ruiné le parti » (cité par Stephen F. Cohen, *Bukharin and the Bolshevik Revolution: A Political Biography, 1888-1938*, New-Yrok, Random House, 1973).

À travers l'ensemble de ce processus, on voit très bien comment la stalinisation du PC, c'est-à-dire la soumission de son orientation politique aux intérêts de la direction de l'URSS, pousse d'abord la perspective d'une révolution en France de côté, puis la liquide purement et simplement. Loin des idées reçues qui peuvent exister sur le sujet, le stalinisme ne pousse donc pas à une politique plus révolutionnaire, mais bien au contraire gomme cet objectif de la politique du parti. Au contraire, ces deux dynamiques apparaissent même contradictoires, tant la poursuite d'une politique révolutionnaire semble de plus en plus secondaire au fur et à mesure de la stalinisation du parti, alors même que son importance avait été croissante dans la SFIO puis la SFIC entre 1918 et 1924 (voire en fait, jusqu'en 1927). De ce point de vue, on peut en pratique distinguer deux périodes de la politique militaire du PC de l'entre-deux-guerres, l'année 1928 faisant plus ou moins la charnière entre ces deux phases. C'est à ce moment que l'accent mis sur la défense de l'URSS participe à la mise de côté, puis à l'abandon de la perspective d'une insurrection révolutionnaire, prélude à l'abandon du travail militaire en général. En effet, dans l'esprit des révolutionnaires de 1920-1928, l'un n'allait pas sans l'autre, et la disparition du premier ne pouvait qu'entraîner la fin du second. Disparue officiellement du PC, cette tradition du travail militaire survit encore quelques années au sein des organisations révolutionnaires du mouvement ouvrier, notamment des trotskistes, mais aussi du courant pivertiste de la SFIO, avant d'être emportée par le cataclysme de 1939.

BIBLIOGRAPHIE

L'histoire du communisme a suscité une historiographie extrêmement riche et variée. Comme l'écrivait Julien Chuzeville en 2017, « on pourrait sur le sujet faire une bibliographie qui prendrait un livre entier, sans atteindre pour autant l'exhaustivité »[1329]. Les références suivantes sont donc données à titre indicatif.

Sur l'histoire générale de l'entre-deux guerres

1. Histoire générale et politique internationale

BECKER Jean-Jacques, BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations*, Paris, Éditions du Seuil, Coll. « Points Histoire », 1990.

BERSTEIN Serge et MILZA Pierre, *L'Italie fasciste*, Paris, Armand Colin, 1970.

BERSTEIN Serge, *La France des années trente*, Paris, Armand Colin, coll. « Cursus », 4 e édition, 2002.

JURADO Carlos Caballero, *The German Freikorps 1918–23*, Oxford, Osprey publishing, 2001.

LYNCH Michael, *The Chinese Civil War 1945–49*, Oxford, Osprey Publishing, 2010.

MAYEUR Jean-Marie, *La vie politique sous la troisième République, 1870-1940*, Paris, Éditions du Seuil, 1984.

MOSSE George L., *De la grande guerre aux totalitarismes. La brutalisation des sociétés*, Paris, Hachette, 1999.

POLAK Christian, « La mission militaire française de l'aéronautique au Japon (1919-1921) », *Ebisu*, n°51, 2014, disponible en ligne : http:// ebisu.revues.org/1459 [consulté le 8 mars 2019].

ZINN Howard, *Une Histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, Paris, Agone, 2005.

2. Questions spécifiques de politique française

ALBERTELLI Sébastien, *Histoire du sabotage – de la CGT à la Résistance*, Paris, Perrin, 2016

BERSTEIN Serge, *Histoire du Parti radical*, tome 1 : La recherche de l'âge d'or, 1919-1926, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980, 486 p.

BERSTEIN Serge*, Histoire du Parti radical*, tome 2 : Crise du radicalisme, 1926-1939, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982, 666 p.

BERSTEIN Serge, « L'affrontement simulé des années 1930 »*,Vingtième siècle. Revue d'histoire,* n° 5, janvier-mars 1985, pp. 39-54.

BOUCHENOT, Matthias, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, Libertalia, Paris, 2014.

BROUÉ Pierre et DOREY Nicole, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) », *Le mouvement social* n°54, janvier-mars 1966.

DOBRY Michel (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

FUCHS Julien, « La jeunesse alsacienne et la question régionale (1918-1939) », *Histoire@Politique* 2008/1 (n° 4).

GEORGI Frank, « Au carrefour des gauches de la S.F.I.O. : la première «Bataille socialiste» (1927-1935) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 38 N°1, Janvier-mars 1991, pp. 141-153.

GOMBIN Richard, *Les socialistes et la guerre, la SFIO et la politique étrangère française entre les deux guerres mondiales*, Paris/La Haye, Mouton, 1970.

GUCHET Yves, « Georges Valois ou l'illusion fasciste », *Revue française de Sciences politiques*, 15-6, 1965

JENKINS Brian (*dir.*), *France in the Era of Fascism – Essays on the French Authoritarian Right*, Oxford, Berghahn Books, 2005

KESTEL Laurent, *La conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'agir, 2012.

MONIER Frédéric, *Le complot dans la République*, Paris, La Découverte, 1997

NOBÉCOURT Jacques, *Le colonel de La Rocque (1885-1946) ou Les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996.

RAJEVS Igors, *The French Army in the Interwar Period*, Tartus, Baltic defence college, 2009.

SCHIAVON Max, *Weygand. L'intransigeant*, Paris, Tallandier, 2018.

SOUCY Robert, *Le fascisme français 1924-1933*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989.

SOUCY Robert, *French Fascism: The Second Wave, 1933–1939,* New Haven, Yale University Press. 1995.

VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, « Jeunesse et mouvements de droite durant l'entre-deux-guerres », *Histoire@Politique* 2008/1 (n° 4).

VERMEREN Pierre, « Lyautey, le "Marocain" », mai 2006, disponible sur le site *Histoire coloniale et postcoloniale* : https://histoirecoloniale.net/Lyautey-le-Marocain-par-Pierre.html [consulté le 26 juin 2019].

WINOCK Michel, *La fièvre hexagonale – les grandes crises politiques 1871-1968*, Paris, Calmann-Levy, 1986.

Sur l'histoire du mouvement communiste international

1. Ouvrages généraux

BROUÉ Pierre, *Histoire de l'internationale communiste, 1919-1943,* Paris, Fayard, 1997.

COURTOIS Stéphane (dir.), *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.

COHEN Stephen F., *Bukharin and the Bolshevik Revolution: A Political Biography, 1888-1938*, New-York, Random House, 1973

DREYFUS Michel ; GROPPO Bruno ; INGERFLOM Claudio ; LEW Roland ; PENNETIER Claude ; PUDAL Bernard et WOLIKOW Serge (dir.), *Le siècle des communismes*. Paris, éditions de l'atelier, 2000.

LAZIĆ Branko et DRACHKOVITCH Milorad, *Biographical dictionary of the Comintern*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986

HAUPT Georges et MARIE Jean-Jacques (dir.), *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Pantin, Les Bons caractères, 2018 [1e édition 1969].

LIEBMAN Marcel, *Le Leninisme sous Lénine*, 2 vol., Paris, Seuil, 1973.

WOLIKOW Serge, *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la Révolution*, Les Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2010.

2. Questions spécifiques et histoire des différents partis communistes

BROUÉ Pierre, *Le Parti bolchevique - histoire du PC de l'URSS*, Paris, Éditions de Minuit, 1963.

BROUÉ Pierre, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, Paris, Éditions de Minuit, 1971.

BROUÉ Pierre, *Communistes contre Staline - Massacre d'une génération*, Paris, Fayard, 2003.

EPSTEIN Catherine, *The last revolutionaries: German communists and their century*, Cambridge, Harvard University Press, 2003.

GUILLERMAZ Jacques, *Histoire du parti communiste chinois : Des origines à la conquête du pouvoir, 1921-1949*, Paris, Payot, 2004.

ROBERTS John Peter, *China, from permanent revolution to counter-revolution*, Londres, Wellred Books, 2016.

3. Historiographie

COURTOIS Stéphane (dir.), *Communisme en France : de la révolution documentaire au renouveau historiographique*. Actes du colloque du 11 Mai 2006 organisé par le centre de recherches Hannah Harendt de l'institut catholique d'études supérieures. Paris, Cujas, 2007.

GÉNEVÉE Frédérick, La *fin du secret : histoire des archives du parti communiste français*. Ivry-sur-Seine, éditions de l'atelier, 2012.

WOLIKOW Serge (dir.), *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, EUD, 1996.

4. Recueil de documents

BROUÉ Pierre (dir.), *La question chinoise dans l'internationale communiste, 1926-1927*. Paris, Études et documentations internationales, 1976.

BROUÉ Pierre (dir.), *Du premier au deuxième congrès de l'internationale communiste, Mars 1919-Juillet 1920.* Paris, Études et documentations internationales, 1979.

Sur le mouvement communiste français

1. Histoire générale

CHUZEVILLE Julien, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, Paris, Libertalia, 2017.

COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *Histoire du Parti Communiste Français*. Paris, Presses Universitaires de France, 2000.

COURTOIS Stéphane, *Le bolchevisme à la française.* Paris, Fayard, 2010.

DUCOULOMBIER Romain*, Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010.

DUCOULOMBIER Romain et VIGREUX Jean (dir.), *Le PCF, un parti global (1919-1989), approches transnationales et comparées*, Dijon, Études Universitaires de Dijon, 2019.

MAITRON Jean, PENNETIER Claude (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, en ligne sur : http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/.

MARTELLI Roger, *Prendre sa carte : 1920-2009, données nouvelles sur les effectifs du PCF*. Bobigny, Fondation Gabriel Péri, 2010.

ROBRIEUX Philippe, *Histoire intérieure du Parti Communiste 1920-1945* (Tome 1). Paris, Fayard, 1981.

ROSMER Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale*, Librairie du Travail, 1936.

TARTAKOWSKY Danielle, *Une histoire du PCF*. Paris, Presses universitaires de France, 1982.

2. Questions spécifiques

BROUÉ Pierre et Raymond VACHERON, *Meurtres au maquis*, Grasset, Paris, 1997.

CHARPIER Frédéric, *L'Agent Jacques Duclos. Histoire de l'appareil secret du Parti communiste français (1920-1975)*, Paris, Éditions du Seuil, 2015.

DREYFUS Michel, *PCF. Crises et dissidences. De 1920 à nos jours*, Paris, Éditions Complexe, 1990.

DURAND Pierre, *Cette mystérieuse section coloniale : le PCF et les colonies, 1920-1962*. Paris, Messidor, 1986.

GRENARD Fabrice, *Une légende du maquis : Georges Guingouin, du mythe à l'histoire*, Paris, Vendémiaire, 2014.

KRIEGEL Annie et COURTOIS Stéphane, *Eugen Fried : le grand secret du PCF*, Paris, Seuil, 1997.

KRIEGER Pierre, «Charles Hueber (1883-1943) : un militant alsacien aux identités plurielles», *Strathèse*, 5/ 2017. Identités plurielles, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg.

KSISS Nicolas *et al.* (préf. TARTAKOWSKY Danielle), *La FSGT : Du sport rouge au sport populaire*, Paris, La ville brûle, 2014.

MEUSY Jean-Jacques (dir.), *La Bellevilloise (1877-1939) – une page de l'histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français*, Paris, Créaphis, 2001.

TARTAKOWSKY Danielle, *Les premiers communistes français. Formation des cadres et bolchevisation,* Paris, Presses de Sciences Po, 1980.

TARTAKOWSKY Danielle et BIARD Joël, *La Grange-aux-Belles – Maison des Syndicats (1906-1989)*, Paris, Créaphis éditions, 2012.

TILLY Charles et SHORTER Edward, « Les vagues de grèves en France, 1890-1968 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 28e année, N.4, 1973. pp. 857-887.

VIGREUX Jean, *La Faucille après le marteau. Le Communisme aux champs dans l'entre-deux-guerres*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2012.

Sur les questions militaires du mouvement communiste international

1. <u>la question militaire et l'antimilitarisme dans l'IC et le mouvement communiste</u>

AUDIGIER François et GIRARD Pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve Editions, Paris, 2011.

BEHAN Tom, *The Resistible Rise of Benito Mussolini*, Londres, London & Sidney, 2003.

COPSEY Nigel, *Anti-fascism in Britain*, Palgrave Macmillan UK, Londres, 2000.

DERBENT T., *La résistance communiste allemande*, Bruxelles, Éditions Aden, 2008.

HANNES Walter, « Uprising of December 1, 1924 », *Baltic Defence Review*, 1999-2, pp.129-140, Tartus, Baltic Defence College, 1999 [http://www.isn.ethz.ch/Digital-Library/Publications/Detail/?ots591=0c54e3b3-1e9c-be1e-2c24-a6a8c7060233&lng=en&id=128851 – consulté le 16 janvier 2015 à 10h]

MARGAIN Constance, « La ligue des combattants du Front rouge (RFB) : une organisation du Parti communiste allemand », *Paprik@2F*, 10 janvier 2014 [http://anrpaprika.hypotheses.org/1419 – consulté le 23 janvier 2014 à 9h54].

Collectif, *Les Internationales et le problème de la guerre au XX e siècle*, Collection de l'École française de Rome, n°95, École Française de Rome/Università di Milano, 1987, 371 p.

2. La question militaire et l'antimilitarisme dans le PCF et le mouvement ouvrier français

BOULOUQUE Sylvain, « 11 janvier 1924, 33 rue de la Grange-aux-Belles », *Le Monde Libertaire*, HS n°24, 25 décembre 2003.[I]

BOULOUQUE Sylvain, « Les cadres communistes et la violence : "Expériences de formation et pratique politique : 1920-1939" », communication lors de la journée d'étude « La violence militante en France des années 1920 aux années 1960 », Nancy, 8 juin 2010.

CARDON Dominique et HEURTIN Jean-Pierre, « Tenir les rangs » Les services d'encadrement des manifestations ouvrières (1909-1936) », *in*. FAVRE, Pierre (dir.) *La Manifestation.* Paris. FNSP. 1990.

COHEN Yolande, « L'antimilitarisme des jeunesses avant 1914 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1989, Volume 16, Numéro 1, pp. 47-48.

COURCELLES-LABROUSSE Vincent, *La guerre du Rif, Maroc 1921-1926.* Paris, Tallandier, 2008.

FRANÇOIS David, *La violence dans le discours et les pratiques du PCF de 1920 à la Seconde guerre mondiale*, thèse sous la direction de Serge Wolikow, Université de Bourgogne, 2 vols., 2012.

I Cet article a été écrit alors que le dossier de l'enquête judiciaire n'était pas encore accessible, ce qui limitait ses sources à la presse et aux témoignages de militants.

Le Blog de David FRANÇOIS propose de très nombreux articles qui synthétisent ou présentent les conclusions de sa thèse : http://communismeetconflits.over-blog.com/ On retiendra notamment :

- FRANÇOIS David, « Les Groupes de défense antifascistes: communisme et militarisation de la politique en France dans les années 1920 », *Communisme, violence, conflits*, 30 octobre 2012 [http://communismeetconflits.over-blog.com/article-les-groupes-de-defense-antifascistes-communisme-et-militarisation-de-la-politique-en-france-dans-le-111901710.html – consulté le 23 janvier 2014 à 10h20]
- FRANÇOIS David, « L'Insurrection armée: destin d'un manuel de guerre civile », *Paprik@2F*, 8 novembre 2013 [http://anrpaprika.hypotheses.org/1001 – consulté le 23 janvier 2014 à 10h07].
- FRANÇOIS David, « Armand Latour, une biographie du dirigeant du Front Rouge français », Blog *Communisme et Conflits*, 17 janvier 2012.
- FRANÇOIS David, « Georges Beaugrand: de la bataille de la Marne au Front rouge », blog Communisme, violence, conflits, 31 janvier 2012.
- FRANÇOIS David, « Le Militant rouge, quand le PCF préparait l'insurrection révolutionnaire », blog *Communisme, violence, conflits*, 12 décembre 2013.

RUSCIO Alain, « 12 octobre 1925 : grève générale contre la Guerre du Rif », *Cahiers de l'Institut CGT d'Histoire Sociale*, n°94, juin 2005, pp.6-11 [disponible en ligne sur http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf_CIHS_94_006.pdf – consulté le 13 avril 2016 à 11h20].

SANTAMARIA Yves, « Les deux incendies. Le PCF face à la guerre d'Ethiopie (1935-1936). » *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 2002/4 nº49-4, p.37-52.

SMIRNOV Vladislav Pavlovic et TOURNIÉ Marie, « Le Komintern et le Parti communiste français pendant la « drôle de guerre », 1939-1940. (D'après les archives du Komintern) », *Revue des études slaves*, tome 65/4, 1993, pp. 671-690.

VIDAL Georges, « Les chefs de l'armée française face au communisme au début des années 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. n°70, avril-juin 2001. pp. 117-126.

VIDAL Georges, « Ouvriers et volontaires dans l'organisation de l'autodéfense communiste de l'entre-deux-guerres : le cas français », in Hubert Heyriès et Jean-François Muracciole (dir.), *Le soldat volontaire en Europe au XXe siècle – de l'engagement politique à l'engagement*

professionnel, Actes du Colloque international de Montpellier, du 3 au 5 avril 2003, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, 2007, p.256.

VIDAL Georges, « *L'Humanité* et la défense nationale dans les années 1930 », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 92 | 2003, 37-50.

VIDAL Georges, *La grande illusion ? Le Parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2006.

VIDAL Georges, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », *Revue Historique*, 4/2006, n°640, pp 901-922.

VIDAL Georges, « L'affaire Fantômas (1932). Le contre-espionnage français et les prémices de la préparation à la guerre », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2013/3 (N° 119), p. 3-14.

VIDAL Georges, *L'armée française et l'ennemi intérieur: 1917-1939, enjeux stratégiques et culture politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015.

VIDAL Georges, *Une alliance improbable: l'armée française et la Russie soviétique, 1917-1939*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015.

3. Sur l'Histoire militaire de la Russie soviétique et de l'URSS

BENVENUTI Francesco, *The bolsheviks and the Red Army 1918-1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

BULLOCK David, *The Russian Civil War*, Oxford, Osprey Publishing, 2008.

DAVIES, Norman, *White Eagle, Red Star – The Polish-Soviet War 1919-20*, Londres, Orbis books, 1983.

DERBENT T., « Pour une politique militaire prolétarienne (ou pas) - Le débat Frounzé-Trotski de 1920-21 », intervention dans le cadre du colloque *Penser l'émancipation*, Université Paris 8, 13 septembre 2017, disponible en ligne sur : http://www.agota.be/t.derbent/articles/FrounzeTrotskiPeriode.pdf [consulté le 12 juillet 2019].

FRANÇOIS David, « Les guerres de la Hongrie rouge », blog *Communisme et conflits*, 24 janvier 2013, disponible en ligne sur : http://communismeetconflits.over-blog.com/article-les-guerres-de-la-hongrie-rouge-avril-aout-1919-1ere-partie-114687314.html [consulté le 4 juillet 2017].

HAGEN Mark von, *Soldiers in the proletarian dictatorship. The Red Army and the Soviet socialist state 1917-1930*, New-York, Cornell University Press, 1990.

KELSEY John M., *Lev Trotsky and the Red army, 1917-192*1, Claremont McKenna College Senior Theses, Paper 105, 2011.

KVOSTOV Mikhail et KARACHTCHOUK Andrei, *The Russian Civil War (1) – The Red Army*, Oxford, Osprey Publishing, 1996.

LENSEN George A., *The Damned Inheritance – the Soviet Union and the Manchurian Crises 1924-1935*, Tallahassee, The Diplomatic Press, 1974.

LEONARD Raymond W., *Secret Soldiers of the Revolution: Soviet Military Intelligence, 1918-1933*, Westport, Praeger Publishing, 1999.

MARIE Jean-Jacques, *La Guerre civile russe, 1917-1922. Armées paysannes, rouges, blanches et vertes*, Paris, Éditions Autrement, 2005.

REESE Roger R., *The Soviet military experience – a history of the Soviet army 1917-1991*, Londres, Routledge, 2000.

SAPIR Jacques, *Le système militaire soviétique*, Paris, La Découverte, 1987.

SAPIR Jacques, *La Mandchourie oubliée – grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Monaco, Éditions du Rocher, 1996.

Sources primaires

Publications d'époque (livres, brochures et journaux)

Bibliothèque Nationale de France :

Nous avons consulté un certain nombre de brochures et de revues conservées à la BNF, pour la plupart sous la forme de microfilms et de microfiches. Parmi les plus importantes, nous signalerons les références suivantes :

- *Le Militant rouge*, 1925-1927 (MFILM 8- LC2- 7026)
- *Le Front rouge*, 1928 (MFILM 8-LC2-6539)
- L.Alfred, J.Dupont et K.Fischer, *L'Antimilitarisme révolutionnaire – Aperçu historique*, Imprimerie du PC, Paris, 1929 (MFICHE 8-G-12102)
- *Le soldat de l'Armée rouge*, Bureau d'Éditions, Paris, 1930 (8-M-23232)
- Neuberg, *L'insurrection armée*, Bureau d'Éditions, Paris, 1931 (8-Z R ROLLAND-10300)
- *Les problèmes de l'autodéfense – quelques leçons…* , La Cootypographie, Paris, 1928 (NUMM-310178)

Le site internet de la Bibliothèque Nationale de France (https://gallica.bnf.fr) permet d'accéder à des archives numérisées de nombreux journaux. Malgré toutes ses mises à jour, il reste d'un usage peu instinctif et son système de recherche en plein texte reste largement défectueux. Nous l'avons malgré tout utilisé très largement ses collections et notamment celles des journaux suivants:

- *L'Humanité* ; *Le Bulletin Communiste* ; *Les Cahiers du bolchevisme* ; *Le Temps* ; *L'Écho de Paris* ; *Le Figaro* ; *Le Populaire* ; etc.

Autres fonds :

L'UNR Paprik@2F a mis en ligne sur un portail dédié de nombreux documents d'archives numérisés, ainsi que des publications en langue française de l'Internationale Communiste (https://pandor.u-bourgogne.fr/pages/paprika2f.html). Une bonne partie de cette œuvre a

malheureusement été accomplie alors que le présent travail de recherche touchait à sa fin. Néanmoins, nous avons pu y consulter entre autres les collections de *La Correspondance Internationale*, revue francophone de l'Internationale Communiste, ou encore les comptes-rendus des réunions des organes de direction de la SFIC (BP, CC ou CD).

L'association RADAR (Rassembler, Archiver, Diffuser les Archives de Révolutionnaires - http://association-radar.org/) a réalisé un important travail de numérisation et de mise en ligne de nombreuses publications du mouvement communiste. Centrée sur l'opposition de gauche et ses héritiers de la IV^{e} Internationale (leur site comprend notamment une collection incomplète du journal *La Verité*, organe central de la Ligue communiste), cette association a aussi mis en ligne de nombreux documents publiés par la SFIC dans les années 1920 et 1930. Ils ont ainsi mis en ligne de nombreuses brochures (dont celle de Trotski sur les *Problèmes de la guerre civile*) ainsi qu'une collection encore incomplète de la revue *Le Militant rouge*.

Pour les textes « classiques » du marxisme mais aussi pour la plupart des documents discutés et adoptés lors des congrès de l'IC, l'abondant travail de mise en ligne réalisé depuis la fin des années 1990 par les animateurs des *Archives Internet des Marxistes* (https://www.marxists.org) a grandement facilité le travail des chercheurs. Chaque texte y est accompagné, dans la mesure ou celle-ci est connue, de la référence de sa première publication, en français ou dans sa langue originale.

Archives privées et publiques

Archives nationales :

Nous avons consulté largement les différents dossiers d'archives issus de la répression conservés sous la cote F/7 sur le site de Saint-Denis. Les variations périodiques de cette source presque inépuisable de documents sont parfois intéressantes en elles-mêmes. On signalera l'évolution très significative des documents sur le travail *anti* après les succès enregistrés en 1927 par le PC. Aux dossiers épars et confus des premières années succède une structure beaucoup plus centralisée et efficace de collecte des informations par le ministère de l'Intérieur. Cela ne reflète pas forcement une implication moins grande du PC dans le travail, mais plutôt une attention plus faible portée à ce travail par les organes de répression de l'État français.

Nous avons consulté les dossiers suivants : sur l'occupation de la Ruhr (F/7/12901) et les premières années du travail *anti* (F/7/12948) ; sur le travail *anti* en général de 1925 à 1934 (F/7/13099 à 13162) ; de documents saisis par la police sur des militants (F/7/13188 et 13189) ; sur les activités de l'ARAC et des GDA/JGA (F/7/13179 et 13180) ; sur les organisations et les activités antifascistes – et notamment sur les Centuries prolétariennes du PCI (F/7/13248) ; sur les activités du PC en décembre 1924 et leur répression (F/7/12897) ; sur les affrontements de Marseille en 1925 (F/7/13313) ou de la rue Damrémont (F/7/13236) ; mais aussi sur les Jeunesses patriotes et la Ligue des Patriotes, ainsi que sur les organisations qui leur étaient liées (F/7/13231 à 13236).

Archives départementales de Seine-Saint-Denis :

Le fond composé des copies sur microfilm des archives de l'Internationale communiste (issues du RGASPI russe) est extrêmement riche. Les deux séries 3 Mi 6 et 3 Mi 7 regorgent de documents précieux sur le PC, la JC, leurs activités, leur vie interne, etc. Il est malheureusement handicapé par un problème d'ordre matériel lié à des autorisations de reproduction extrêmement limitées. Cela obligeait encore lorsque nous avons commencé notre travail à recopier à la main des pages entières, faute de pouvoir les photographier ou les imprimer, faisant perdre au chercheur un temps précieux. Ces fonds peuvent ensuite se révéler extrêmement frustrants, car ils portent à notre avis les traces d'une sélection opérée préalablement à leur restitution. On ne trouve ainsi aucune trace de réunions des organes de direction après plusieurs événements sanglants de notre période (telle que la fusillade de la Grange-aux-Belles en janvier 1924). Deux explications sont possibles, soit la direction du PC n'a pas jugé utile de se réunir pendant une longue période, précisément à ces moments cruciaux ; soit elle s'est réunie mais les comptes-rendus n'ont pas été conservés. Nous penchons pour la seconde explication.

Nous avons consulté les compte-rendus des séances du Bureau politique et du Comité Directeur/Comité Central de 1924 à 1935, des rapports et bulletins internes (notamment des exemplaires du très riche *Journal des journaux*), des copies de tracts, de journaux de cellules de soldats, des projets d'articles ; ou encore des rapports envoyés à l'ICJ par le cadre international chargé de suivre la toute jeune FNJC.

Archives de la préfecture de police de Paris :

Nous y avons consulté plusieurs cartons dont deux sont particulièrement intéressants. Il s'agit d'un fond portant sur les GDA-JGA entre 1926 et 1933 (Bª 1910) et du dossier de l'enquête judiciaire sur la fusillade de la Grange-aux-Belles en janvier 1924 (JA 65). Fruit du travail assidu de fonctionnaires de police consciencieux, ce dernier dossier nous a en particulier permis de mieux comprendre le fonctionnement et les errements de l'autodéfense communiste dans ses premières années.

ANNEXES

Index des noms de personnes citées

ALLOYER, Robert (1900-1935) : Typographe, il accomplit son service militaire en 1920-22 en Rhénanie. Il adhère ensuite à la JC, puis au PC. Secrétaire de la IVe Entente des JC en 1924, il représente la FNJC auprès de l'exécutif de l''ICJ l'année suivante. Il est élu au CC en 1926, mais doit retourner en Russie suite à plusieurs condamnations. Cadre clandestin en 1930-31, il est arrêté puis retourne au CC en 1932 et devient responsable de la section d'organisation du parti. Il meurt d'un cancer en 1935.

ALMEREYDA, **Miguel, de son vrai nom Eugène Vigo (1883-1917) :** Ce militant anarchiste participa avec **Gustave Hervé** à la création de *La Guerre sociale* en 1906, puis à celle du *Bonnet rouge*. Particulièrement actif dans l'action antimilitariste, il fut emprisonné à de nombreuses reprises, notamment suite à un « appel aux conscrits » les poussant à l'insoumission en 1905. Ayant adhéré en 1905 à la SFIO, il se range en 1914 dans le camp des opposants à l'union sacrée et réussit à maintenir son *Bonnet Rouge* malgré la censure. Accusé de sympathies pro-allemandes par l'*Action française*, il fut arrêté. On le retrouva mort pendu dans sa cellule.

AUCLAIR, Emile (1895-1948) : Membre de la JS à la fin de la guerre, Emile Auclair se rallie à l'adhésion à la IIIe Internationale peu avant le congrès de Paris en novembre. Après la création de la FNJC, Auclair devient membre de sa direction en même temps que du Comité Directeur de la SFIC. Il quitte la JC pour le PC en 1922, et devient permanent. Oppositionnel lors du 4^{e} Congrès mondial, il est exclu du parti en janvier 1923 avec **Frossard** et rejoint l'Union Socialiste-Communiste, puis la SFIO.

BARBUSSE, Henri (1873-1935) : issu d'une famille protestante des Cevennes, Henri Barbusse est reconnu très jeune comme un écrivain de talent. En 1914, malgré ses problèmes de santé, il s'engage dans l'infanterie et combat en première ligne jusqu'en 1916. Il en tire un roman, *Le Feu* – prix Goncourt 1916 – et des convictions pacifistes solides. Il participe alors à la fondation de l'ARAC en 1917, puis du mouvement pacifiste « Clarté ». Après avoir brièvement collaboré avec les Longuettistes, il adhère au PC en 1923 et rejoint la direction de *l'Humanité* en 1925. Promoteur de la « Littérature prolétarienne », il est aussi un des porte-paroles du mouvement Amsterdam-Pleyel. Après avoir rédigé une biographie hagiographique de Staline, il meurt à Moscou.

BARBÉ, Henri (1902-1966): Ouvrier métallurgiste, Barbé adhère à 15 ans aux JS. Affecté dans la Ruhr pendant son service militaire, il reste militant actif et participe à la campagne organisée par la FNJC. Entré au CC du PC en 1925, il est secrétaire général des JC en 1926. Membre de l'exécutif de l'IC en 1928, il est un fervent partisan de « Classe contre classe ». Rival possible de Thorez, il est évincé de la direction en 1931 lors de « l'affaire Barbé-Celor ». Il se rapproche alors de **Doriot**, et est exclu du PC avec lui. Membre fondateur en 1936 du PPF, il le quitte en 1939 pour le RNP de Déat. Après guerre, il collabore au journal de Souvarine, *Est et Ouest*.

BARRÉ, Henri (1888-1972) : Garçon de course à 8 ans puis ouvrier forgeron à 14, il adhéra à la SFIO en 1917. Membre du CC du PC et de l'ARAC en 1925 ; il est permanent et délégué à la propagande de l'ARAC en 1926. Partisan de Zinoviev et **Treint**, il est exclu en février 1928, après avoir été qualifié de « démolisseur du parti » par *l'Humanité*[I]. Il participe au groupe « Redressement communiste » avant de rejoindre la SFIO en 1931. Il en est exclu en 1938 et participe à la création du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP) en 1938. Partisan du passage du PSOP dans la clandestinité en 1939, il participe sous l'occupation à la fondation et à l'activité du Mouvement National Révolutionnaire (MNR), qui groupe des « pacifistes intégraux » de gauche resté fidèles à leurs mots d'ordres d'avant-guerre. Arrêté et condamné par Vichy aux travaux forcés, il est libéré en 1945 et retourne à la SFIO. Il meurt en 1972.

BEAUGRAND, Georges (1893-1981) : Ouvrier aux abattoirs comme son père, Beaugrand est proche des JS avant la guerre et lit la *Guerre sociale* d'Hervé. En 1914, il est fait prisonnier sur la Marne en septembre. Il passe toute la guerre prisonnier en Allemagne, où il se rapproche des socialistes locaux. Après la révolution de 1918, il décide de rester en Allemagne et participe pendant quelques mois à la révolution en Bavière. Adhérent à la SFIO et à l'ARAC dès son retour, dirigeant régional parisien de premier plan, il est affecté dès 1924 à l'autodéfense et aurait été le chef des groupes de combat mis sur pied en 1925. Chargé de la création du Front Rouge, il est démis de cette responsabilité au bout de quelques mois. Pendant la guerre, il participe à la résistance et est arrêté avant d'être mystérieusement exclu du parti en 1944 malgré ses protestations. Il ne sera réintégré qu'en 1977. Une biographie détaillée est disponible sur le blog de David François : http://communismeetconflits.over-blog.com/article-georges-beaugrand-du-service-d-ordre-au-front-rouge-98300990.html [consulté le 15 juin 2018].

I « Contre le fractionnisme ! », *l'Humanité*, 4 décembre 1927, p.5.

BERGERY, Gaston (1892-1974) : Élevé dans la bourgeoisie parisienne, il est d'abord militaire puis avocat et haut fonctionnaire. Membre de l'aile gauche du parti radical, il quitte le parti, alors dominé par la droite, pour créer sa propre organisation, le Front Commun, qui devient en 1934 le Parti Frontiste. Proche d'Amsterdam-Pleyel et marqué par le planisme, ce parti rejoint le Front populaire, mais se divise assez vite alors que Bergery entame un virage de plus en plus nationaliste. Après avoir approuvé les accords de Munich, il est le seul député à s'opposer aux crédits de guerre en 1939. Après la défaite de 1940, il se rallie au régime de Vichy et tente sans succès de le doter d'un parti unique en fusionnant les différents partis collaborationnistes. Ambassadeur à Moscou, puis Ankara, il est arrêté à son retour en France en 1945. Acquitté lors de son procès, il redevient avocat et participe à l'association pour la défense de la mémoire du maréchal Pétain.

BERLIOZ, Joanny (1892-1965) : Fils de petits paysans, il entre en 1908 à l'École Normale d'Instituteurs de Lyon, puis à l'École Normale pour préparer un professorat d'allemand et de lettres. Mobilisé en 1914, il est blessé en septembre et démobilisé en 1918. Devenu professeur à Montbrison puis Dijon, il adhère au PC et est membre de son CC de 1925 à 1959. Élu député de la Seine en 1936, il est déchu de son mandat et arrêté en 1939. Pendant la guerre, il est interné en Algérie de 1941 à 1943 puis sera à nouveau élu député pendant toute la IVe République.

BIGOT, Marthe (1878-1962) : Institutrice, Bigot adhère très tôt au socialisme et à la tendance syndicaliste-révolutionnaire de la CGT. Pendant la guerre, elle participe à la direction du CRRI, puis à celles du C3I et des CSR. Élue au CD du PC en 1920, elle y siège (à gauche) jusqu'en 1922. Elle dirige aussi la revue destinée aux femmes ouvrières fondée par le PC, *l'Ouvrière*. Révoquée en 1921 pour raisons politiques, elle ne peut enseigner à nouveau qu'après l'amnistie partielle décrétée par le Cartel des Gauches. Opposée à la bolchevisation, elle signe la lettre des 125 (1925) et quitte le parti (ou en est exclue). Elle se rapproche alors d'abord du « Cercle Communiste Marx-Lenine » de **Souvarine**, puis du groupe de *La Vérité*, organisé notamment par **Rosmer** et Molinier, et enfin de celui de *la Révolution Prolétarienne*, mené par **Monatte**.

BILLOUX, François (1903-1978) : Fils de métayers, Billoux adhère aux JS en 1917 sous l'influence de son père socialiste. Employé, il devient après 1920, responsable des JC de la Loire. Permanent en 1923, il est chargé de missions diverses pour le PC avant de faire son service militaire – semble-t-il sans incident – en 1925-1926. Membre du CN de la JC en 1922-1924, puis de son CC après 1926. Il est la même année au CC du parti et soutient la lutte menée contre **Treint** et **Girault**. Membre du « noyau des jeunes » mené par **Barbé** et **Célor**, il participe à la promotion de la ligne « classe

contre classe ». Il est chargé de l'appareil *anti* illégal en 1928. Lors de l'affaire Barbé-Celor, il fait son autocritique et se rallie à la majorité. Envoyé à Marseille, il y occupe une place centrale dans l'organisation régionale du parti pendant le Front populaire. Envoyé en mission en Espagne pendant la guerre civile, il y participe à la surveillance politique des Brigades. Arrêté en 1939, il est déchu de son mandat de député et semble suivre l'attitude de **Duclos** et Thorez. Libéré en Algérie en 1943, il est ensuite ministre de l'économie en 1945, puis de la reconstruction en 1946-1947. Membre de la direction du PC jusqu'au début des années 1970, il participe notamment à l'exclusion de **Marty** en 1952, puis soutient l'abandon de la « dictature du prolétariat » en 1976.

BINET-VALMER, de son vrai nom Jean-Auguste-Gustave Binet (1875-1940) : Cet écrivain suisse francophile demanda sa naturalisation française en 1914 et s'engagea comme simple soldat. Promu sous-lieutenant en 1915, il fut affecté aux troupes blindées. Après guerre, il fonda en 1919 (ou 1920?) une association nationaliste d'anciens combattants, la Ligue des chefs de section. Binet-Valmer était proche de la Ligue des patriotes (il fut membre de son comité directeur à partir de 1924), et de l'Action Française, qu'il rallia publiquement en 1929.

BLANQUI, Auguste (1805-1881) : Fils d'un immigré italien élu à la Convention, Auguste Blanqui devient militant et révolutionnaire très jeune, sous Charles X. D'abord proche de la Charbonnerie et des Saint-Simoniens, il se rapproche ensuite des républicains. Il devient socialiste après la révolution de 1830, et est emprisonné pour la première fois en 1831 (il passera une grande partie de sa vie en prison). Après 1848, il rompt fermement avec les socialistes modérés. Emprisonné de 1848 à 1859, puis de 1861 à 1865, il s'évade et ne revient en France qu'en 1869, après une amnistie générale. Il a alors parmi ses disciples Paul Lafargue et Charles Longuet. Clandestin après une nouvelle tentative d'insurrection contre l'Empire, il est à nouveau arrêté à la veille de la Commune de Paris et condamné en 1872 à la détention perpétuelle. Libéré en raison de son grand age en 1879, il se relance dans l'action politique. Son cortège funéraire sera suivi par près de 100 000 personnes.

BLYUKHER, Vassili Konstantinovich (1889-1938) : Né dans une famille paysanne de Russie centrale, Blyukher est d'abord ouvrier puis sous-officier. Adhérent au parti bolchevik en 1916, il combat dans l'Armée rouge et progresse régulièrement dans la hiérarchie militaire. Stationné en Extrême-Orient, il dirige les troupes soviétiques lors de la brève guerre victorieuse contre la Chine (1929) et fait partie de la première promotion de Maréchaux lors du rétablissement des grades militaires en 1935. Après avoir présidé le tribunal militaire qui condamne à mort **Toukhachevski** en 1937, il est à son tour arrêté et meurt sous la torture l'année suivante.

BONEFONS, Léon Emile (1895-1978) : Garçon boucher avant la guerre, Léon Bonefons est mobilisé en août 1914 et est blessé pendant la guerre. Après-guerre, il devient métallurgiste et adhère à la CGT dès 1919, Il adhère aussi à l'ARAC et est élu à son comité central en 1923. Membre de la direction de la région parisienne du PC en 1924, il est clandestin pendant la mobilisation contre la guerre du Rif (son action lui vaudra d'ailleurs une peine de prison purgée en 1927) et entre au Comité central en 1926. Il y reste jusqu'en 1932. Il est alors mis en cause par Marty depuis Moscou sans que les motifs ne soient très clairs. Marginalisé dans les années 1930, il reste membre du PC jusqu'à sa mort.

BORDIGA, Amadeo (1889-1970) : Né dans la bourgeoisie intellectuelle de Naples, Bordiga adhère au PSI dès 1910 et se rallie dès 1918 à la révolution russe, fondant le journal *Il Soviet*. Il participe à la création du PCd'I en 1921, et devient son principal animateur, de même qu'un des porte-paroles de la tendance « gauchiste » de l'IC. Il quitte la direction en 1923, après l'échec du PC à s'opposer efficacement à l'arrivée au pouvoir de Mussolini. Toujours placé à l'extrême-gauche du PCd'I, il est exclu du parti en 1930. Arrêté par la police fasciste, il est exilé sur l'île d'Ustica. Libéré, il quitte la vie politique active jusqu'en 1944. Il ralliera alors une scission de gauche du PCd'I, le Parti Communiste Internationaliste, qui éclatera en deux au début des années 1950.

BOUDIENNY, Semion Mikhaïlovitch (1883-1973) : Paysan pauvre, il s'engage dans l'armée et sert dans la cavalerie pendant la guerre russo-japonaise puis la première guerre mondiale. Officier décoré en 1917, il se rallie à la révolution et à l'Armée rouge. Il commande une unité de cavalerie devenue légendaire et devient proche de **Voroshilov** et Staline. Héros stalinien typique, il est nommé à des postes honorifiques dans les années 1920 et 1930 et s'oppose à toute innovation technique et doctrinale et soutient les grandes purges, qui le propulse au poste de vice-commissaire du peuple à la guerre. Notoirement incompétent, il est relégué à un poste honorifique dès 1941. Après la guerre, il prend sa retraite et ne participe plus à la vie politique.

BOUKHARINE, Nikolaï Ivanovitch (1888-1938) : Militant au parti bolchevik à 16 ans en 1904, Boukharine rencontre Lénine en émigration en 1912. Économiste de formation, il compte parmi les théoriciens les plus respectés de la jeune génération du parti bolchevik. En 1918, il est le principal dirigeant des communistes de gauche lors de la crise de Brest-Litovsk avant de se rallier à la majorité du parti. Lors de l'adoption de la NEP, il bascule à la droite du parti et devient le principal théoricien de la nouvelle direction stalinienne jusqu'à sa rupture avec Staline lors de la crise de

1928. Minoritaire, il capitule en 1929 et sera un des principaux accusés du procès du « bloc des droitiers et des trotskistes » en 1937. Il est exécuté le 15 mars 1938.

BOUTHONNIER, Paul (1885-1957) : Né dans un milieu aisé, Paul Bouthonnier est enseignant, d'abord répétiteur, puis diplomé de l'ENS de Saint-Cloud. Franc-Maçon, il adhère à la SFIO en 1908 et est élu secrétaire de la Fédération de Dordogne en 1912. Réfomé en 1914, il est pendant la guerre proche de l'opposition, d'abord Longuettiste, puis du CRRI. Révoqué de l'enseignement en 1920, il est membre du CD de la SFIC de 1921 à 1922 au sein de la « gauche ». Redevenu enseignant en 1924 grâce à l'amnistie du Cartel des gauches, il est élu au Comité central en 1926. Condamné à deux ans de prison pour des articles antimilitaristes en 1929, il devient permanent à sa libération et donne notamment des cours dans les écoles du parti tout en restant membre de la Fédération de l'enseignement.

BRANDLER, Heinrich (1881-1967) : Maçon, Brandler adhère au SPD en 1901 et rejoint la Ligue Spartakus dès sa création. Elu à la tête du KPD en 1921 en remplacement de Paul Levi, il partage cette responsabilité avec **August Talheimer**. Tous deux furent accusés (à tort) par la direction de l'IC d'être les principaux responsables de l'échec de l'Octobre allemand de 1923. Exclus de la direction du KPD et retenus en URSS de 1924 à 1928, ils ne rentrent en Allemagne que contre la volonté de Moscou. Fondateur du KPD-Opposition (KPD-O), il s'exile en 1933.

CACHIN, Marcel (1869-1958) : Licencié de lettres et professeur de philosophie en 1893, il adhère au Parti Ouvrier Français de Guesde en 1891. Député en 1914, il se rallie à l'Union sacrée et est envoyé pour essayer (en vain) de convaincre le parti socialiste italien d'appuyer l'entrée en guerre de l'Italie. Il remplit en 1917 une mission du même type auprès des mencheviks russes. Il devient directeur de l'Humanité en 1918 et le restera jusqu'à sa mort. Il se rallie à l'adhésion à la IIIe Internationale en même temps que **Frossard** lors d'un voyage en Russie dans le courant de 1920. Après le congrès de Tours, il participe à la direction du PC et est emprisonné en 1923 pour avoir protesté contre l'occupation de la Ruhr. Critiqué par une bonne partie des membres de la « gauche » de l'IC et du PC, il reste un des grands noms de la SFIC jusqu'à la guerre. Il est déchu de ses mandats électoraux en 1939 et passe dans la clandestinité. Il sera réélu député en 1944 et à nouveau jusqu'à sa mort.

CADEAU, Paul (1890-1978) : Cadeau était après-guerre employé et proche des tendances libertaires de la CGT. Après la scission de 1921, il est un des trois membres de la direction provisoire de la

nouvelle CGTU. Hostile tout d'abord au PC, il y adhère ensuite et entre même en 1924 au CC, et assiste même à des réunions du BP. Proche de **Treint**, il est exclu de la direction avec lui en novembre 1927. Il quitta le PC vers la fin des années 1920 et se rapproche d'abord de l'opposition « unitaire » de la CGTU, puis du Front commun de Bergery, avant d'adhérer au PPF à la fin des années 1930. Après la guerre, il adhère à la CGT-FO.

CAMELINAT, Zéphirin (1840-1932) : Né en 1840, il devient ouvrier bronzeur à 17 ans et participe à la création des premiers syndicats alors illégaux. Proche de Proudhon, il signe le « Manifeste des soixante » et est un membre fondateur de la première Internationale. Sous la Commune, il est directeur de la Monnaie, puis porte-drapeau d'un régiment de la garde nationale pendant la semaine sanglante. Exilé, il ne rentre en France qu'après l'amnistie de 1879. Il participe alors à la création de l'Alliance Républicaine et socialiste dirigée par Charles Longuet et est élu député en 1885. Lors de la création de la SFIO, il en devient le trésorier national. Après Tours, Camelinat partage les actions de *l'Humanité* au prorata des votes du congrès et offre les siennes propres à la nouvelle SFIC, renforçant encore la majorité qui donne le journal de Jaurès à la SFIC. Zephyrin Camelinat meurt en 1932, après avoir été le premier candidat communiste à l'élection présidentielle en 1924.

CASTELNAU, Édouard de Curières de (1851-1944) : Né dans une famille noble désargentée, de Castelnau sert comme sous-lieutenant en 1870-1871. Après une carrière jalonnée de polémiques, il se signale en 14-18 comme un des meilleurs commandants de l'armée française. Député en 1919, il fonde en 1924 la Fédération Nationale Catholique, opposée à la politique laïque du Cartel. Il devient la même année président de la Ligue des Patriotes.

CHASSEIGNE, François (1902-1977) : Adhérent à la SFIO à 17 ans en 1919, Chasseigne devient un des dirigeants de la JC après sa bolchevisation et est élu au CC du PC en 1925. Responsable du SO lors de la fusillade de la rue Damrémont (avril 1925), il témoigne lors du procès. Il quitte le PC en 1929 lors de l'exclusion de Louis Sellier et suit celui-ci au Parti Ouvrier et Paysan (POP), puis au Parti d'Unité Prolétarienne (PUP) en 1930. Il est élu député de Paris en 1936, puis rentre à la SFIO avec Sellier en 1937. Comme Sellier, il collabore sous l'occupation, devenant même secrétaire d'Etat en 1944. Arrêté à la libération, il n'est condamné en 1948 qu'à une peine de travaux forcés. Il rejoint ensuite le Parti Socialiste Démocratique, qui groupait les anciens cadres et élus SFIO ayant collaboré avec Vichy.

CHIAPPE, Jean (1878-1940) : Haut-fonctionnaire auprès du ministère de l'Intérieur, Chiappe est directeur de la Sûreté générale de 1924 à 1927 avant d'être nommé préfet de police de Paris. Proche de l'extrême-droite et notamment de l'Action Française, il est démis de ses fonctions en février 1934, ce qui débouchera sur l'émeute du 6 février. Député en 1936, il est nommé Haut-commissaire de France en Syrie par Pétain en 1940. Son avion est abattu au dessus de la Méditerranée, probablement par des chasseurs italiens.

CÉLOR, Pierre (1902-1957) : Né au Maroc, Célor est d'abord employé des chemins de fer d'État à Paris avant de retourner au Maroc et d'y travailler comme comptable. Adhérent à l'éphémère « Fédération Communiste des Soviets » de Raymond Pericat, il rejoint le PC en 1923, après l'exclusion de **Frossard** et la lutte contre l'occupation de la Ruhr. Licencié et renvoyé en métropole suite à sa participation à la lutte contre la guerre du Rif alors qu'il était conscrit, il devient un clandestin de la JC chargé de participer au travail illégal en Algérie. Secrétaire de la section coloniale du PC en 1926, il est aussi membre de la direction de la JC. Coopté au BP fin 1928, il redevient illégal pendant l'affaire du « complot ». En disgrâce à partir de 1930, il est accusé avec **Barbé** d'être responsable des échecs du PC dans la période précédente. Relevé de toutes ses fonctions en décembre 1931, il est exclu du PC en octobre 1932 comme « agent policier ». Sans activités politiques jusqu'en 1941, il adhère alors au PPF et devient membre de sa direction nationale. Parti avec **Doriot** en Allemagne, il y dirige l'école des cadres du PPF. Après-guerre, il est condamné à sept mois de prison, puis gracié. Il collabore ensuite au bulletin d'information anti-communiste de **Souvarine** et devint catholique intégriste, comme Barbé.

COURTADE, Henri (1902-1984) : Adhérent au JC de Bordeaux en 1922, Courtade rentre à la commission politique de la FNJC en 1924. Condamné en 1925 pour son travail *anti*, il fait six mois de prison avant de monter à Paris pour devenir permanent de la section « lutte économique et syndicale » de la JC. Il participe à des réunions de la direction du parti dès 1928 (sans doute comme représentant de la FNJC) et entre au CC probablement en 1929. Arrêté à Villeneuve-Saint-Georges en 1929, il est brièvement représentant de la CGTU auprès de l'ISR, avant de revenir en France pour animer l'Agit-Prop nationale. Installé près de Rouen, il est critiqué par Thorez lors du congrès de Villeurbanne (1936). Il quitte le CC cette année-là et cesse son activité politique peu avant la guerre.

COSTES, Alfred (1888-1955) : Né dans un milieu ouvrier du Tarn, il commence à travailler à 12 ans avant de s'établir à Paris en 1904 où il devient ajusteur chez Renault en 1910. Mobilisé en 1914

dans un régiment d'artillerie, il est renvoyé en usine comme ouvrier qualifié en 1917. Il adhère à la SFIO et à l'ARAC en 1920. Partisan de l'IC après Tours, il devient « illégal » pour la Fédération de la Seine en 1923. Elu au CC en 1925, il est candidat aux élections municipales la même année. Secrétaire intérimaire du Bureau politique en 1926, il est arrêté en 1927 et 1929. Député de la Seine en 1936, il est déchu de son mandat et arrêté en 1940. Il n'est pas réélu au CC en 1950.

CROIZAT, Ambroise (1901-1951) : Fils d'ouvrier entré en usine à 13 ans, Croizat adhère aux JS en 1917 et à la SFIO en 1918. Participant aux grèves de l919, il est un des dirigeants nationaux de la FNJC entre 1920 et 1928. Secrétaire de la CGTU des métaux en 1928, il entre au CC du parti en 1929. Député de la Seine en 1936, il est arrêté en octobre 1939. Libéré en 1943 à Alger, il siège à l'assemblée provisoire du GPRF, et est à nouveau député en 1945. Ministre du travail de 1945 à 1947, il participe à la création de la Sécurité Sociale.

DEGLISE, Maurice (1903-1972) : Ouvrier tourneur, Déglise est en 1925 membre du CC des JC et est chargé en 1926 de la direction des JGA. Proche de **Treint** et de **Barré**, il est exclu avec eux et participe au groupe Redressement communiste, avant de se rapprocher des trotskistes de la Ligue communiste. « Bolchevik-leniniste » au sein de la SFIO en 1934-36, il participe à la création du Parti Communiste Internationaliste (PCI) en 1936. Pendant la guerre, il suit Molinier et essaie de pratiquer l'entrisme au sein du RNP, avant de s'y intégrer réellement. A la libération, il est brièvement détenu puis quitte la politique.

DELAISI, Francis (1873-1947) : Journaliste de formation, Delaisi adhère d'abord au PSOR d'Allemane, puis à la LDH pendant l'affaire Dreyfus. Proche ensuite de **Gustave Hervé** et collaborateur de la *Guerre sociale*, il rompt avec lui en 1912 pour se rapprocher de la bataille syndicaliste. Proche du ministre Caillaux en 1913, il rompt alors avec Merrheim et **Monatte** et se rapproche des anarchistes. Après-guerre, il se rapproche de Jouhaux et soutient les courants réformateurs de la direction de la CGT. Devenu partisan de la « paix par le droit », qu'il moquait en 1907, et de la SDN, il participe au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes dans les années 1930. Pacifiste intégral en 1938-39, il participe à partir de 1942 à la direction du RNP de Déat. Il meurt avant que son procès d'épuration ne s'ouvre.

DELOURME, Clotaire (1877-1950) : Instituteur, il adhère au POF de Guesde, puis à la SFIO. Mobilisé en 1905, il est grièvement blessé. Partisan de l'adhésion à l'IC dès janvier 1920, il est après Tours le principal dirigeant du PC dans le Nord. Il participe aussi à la direction des CSR puis de la

CGTU des instituteurs du Nord. Député du Nord de 1924 à 1928, il est signataire de la « lettre des 250 » en 1925 et abandonne la vie politique au début des années 1930.

DESPHILIPPON, Francis, parfois orthographié Desphelippon (1894-1965) : Ouvrier électricien, Desphelippon participe à la fondation de l'ARAC puis adhère au PC en 1924. Il est en 1926 membre de la direction nationale des GDA. Il quitte le PC en 1928. Revenu à la SFIO vers 1930, il se range tout d'abord brièvement dans son aile gauche, avec la *Bataille Socialiste* de Zyromski, avant de se rallier l'année suivante aux « planistes » de *l'Offensive socialiste*, située à l'extrême droite du parti. Militant contre les grèves de la métallurgie en 1938, il adhère dès 1940 au Rassemblement National Populaire de Déat et devient un de ses dirigeants nationaux, animant même un comité de propagande pour le STO. Arrêté en 1945, il n'est condamné qu'à 15 ans d'indignité nationale. En 1952, il est membre de la direction du groupe néo-fasciste Mouvement Social Européen (MSE).

DORIOT, Jacques (1898-1945) : Fils d'ouvrier de l'Oise, Doriot rentre en usine à 15 ans et adhère aux JS en 1916. Mobilisé en 1917, il combat sur le chemin des Dames et en Orient et n'est démobilisé qu'en 1920. Elu au CN de la FNJC, il est au CD puis au BP du PC en 1924. Maire de Saint-Denis en 1931, il s'oppose à Thorez et à la ligne classe contre classe et est exclu à l'été 1934. Il crée en 1936 le Parti Populaire Français, qui groupe anciens staliniens et vétérans des ligues de droite. Sous l'occupation, il est un des principaux chefs collaborationnistes.

DUCLOS, Jacques (1896-1975): Né en 1896 et fils d'un charpentier pyrénéen, Jacques Duclos est apprenti pâtissier à douze ans avant de monter sur Paris où il découvre le socialisme, notamment à travers la lecture de *la Guerre sociale* d'**Hervé**. Mobilisé en 1915, il combat dans l'infanterie, comme son frère **Jean**, et est fait prisonnier. Rentré en France après avoir vécu la révolution allemande de 1918, il est démobilisé en 1919 et adhère à l'ARAC, puis à la SFIC le soir même du congrès de Tours. En 1924, il est candidat aux législatives puis sélectionné pour suivre les cours de « l'école léniniste » de Bobigny. Il devient ensuite permanent, à vingt-neuf ans et entre au CC en juin 1926. Devenu clandestin lors de l'affaire du « complot » de 1928, il entre au BP en 1931. Amnistié en 1933, il prend de plus en plus d'importance au sein de la direction du parti, suivant sans faiblir les oscillations de la ligne de l'IC. Pendant la guerre, il est à nouveau clandestin et assure la direction du PC illégal, alors que Thorez est à Moscou. Vice-président de l'assemblée constituante de 1945, il est un des trois principaux dirigeants du PC d'après-guerre, avec Thorez et Frachon. Candidat communiste à l'élection présidentielle de 1969, il meurt en 1975.

DUCLOS, Jean (1895-1957) : Frère aîné de **Jacques Duclos**, il est mobilisé en 1914 et blessé grièvement à Verdun en 1916. « Gueule cassée », décoré de la croix de guerre et de la légion d'honneur, il adhère au PC et à l'ARAC, dont il devient secrétaire général en 1926. Plusieurs fois candidat aux législatives, il est élu en 1936. Déchu de son mandat en 1939, il est interné. Libéré en 1941 pour raisons de santé, il est député de 1946 à 1951 puis se retire de la vie politique en raison de son infirmité croissante.

DUNOIS, Amédée (1878-1945) : Militant anarchiste, il participe au Congrès Anarchiste International d'Amsterdam en 1906 puis rejoint la SFIO en 1912. Pacifiste en 1914-1918, il se rallie à l'adhésion à la IIIe Internationale dans le courant de 1920, rejoint ensuite la « gauche » du PC. Il est membre du CD du PC de 1922 à 1924 et est signataire de la « lettre des 250 » en 1925. Il quitte le PC en 1927 et rejoint le *Parti Ouvrier et Paysan* en 1929 avant de retourner à la SFIO en 1930. Organisateur du Parti socialiste clandestin en 1940, il est arrêté et déporté en 1944 et meurt en déportation à Bergen-Belsen.

FABRE, Henri (1876-1969) : Né en Corrèze, il commence à travailler à 13 ans à Paris avant de se rapprocher des milieux libertaires et participera notamment à *La Guerre sociale* de **Gustave Hervé**. Il fonde en 1916 le *Journal du Peuple*, qui défend des positions libertaires et pacifistes. Proche de la SFIO, il rejoint la SFIC après le congrès de Tours et se rallie à l'aile droite du nouveau parti. Il est exclu en 1922 et continue sa carrière de journaliste libertaire.

FERRAT, André (1902-1988), de son vrai nom André Morel : Fils d'un employé des chemins de fer, Ferrat adhère au PC en 1921, et se place résolument à sa gauche. Permanent en 1924, il est élu au CC la même année tout en étant un des principaux cadres des JC. Partisan des « bolchevisateurs » en 1925, il fait son service dans une section disciplinaire après avoir été identifié et accusé de propagande *anti*. Secrétaire national des JC en 1927, il entre au BP du parti en 1928 et devient membre de la direction clandestine du parti pendant l'affaire du complot en 1929. En désaccord avec la ligne de l'IC sur l'Allemagne en 1933, il crée alors le groupe clandestin *Que Faire*, tout en restant membre de la direction du parti. Démasqué et exclu en 1936, il adhère en 1937 à la SFIO avec le groupe *Que faire ?* Blessé au combat en juin 1940, il est un des dirigeants du mouvement de résistance « Franc-Tireur » et participe après-guerre à la direction de la SFIO

FERRER, Francisco (1859-1909) : militant et pédagogue libertaire et anticlérical espagnol, il fonde en 1901 la première école laïque d'Espagne, ce qui lui vaut l'hostilité du clergé. Après la grève

générale de 1909 et la répression sanglante de la semaine tragique (75 morts à Barcelone), il est accusé à tort d'en avoir été un des organisateurs et est condamné à mort. Il est fusillé le 13 octobre 1909. Sa condamnation suscita un mouvement international de protestation, comparable à celle de Sacco et Vanzetti 20 ans plus tard.

FISCHER, Ruth, de son vrai nom Elfriede Eisler (1895-1961): Née dans la bourgeoisie intellectuelle viennoise, Fischer se rapproche des milieux pacifistes et révolutionnaires pendant la guerre. En 1918, elle participe à la création du PC autrichien, avant de partir en 1919 à Berlin. Elle est élue au CC du KPD en 1921 et rencontre le militant communiste d'origine ukrainienne **Arkadi Maslow**, qui devient son compagnon. En 1924, elle et Maslow sont propulsés à la tête du parti par Zinoviev. Symboles de la bolchevisation du KPD, ils sont pourtant expulsés du BP en septembre 1925 et remplacés par Ernst Thälmann. Exclus du parti en 1926, ils créent tous deux le Leninbund, d'orientation zinovieviste. Après s'être un temps rapproché de Trotski, ils partent outre-atlantique. Maslow est retrouvé mort à La Havane en 1941. Fischer est alors convaincue de la responsabilité du NKVD dans cette mort et, devenue anticommuniste, se rapproche des services secrets américains, dénonçant ses propres frères à la commission McCarthy.

FRIED, Eugen (1900-1943) : Fils de commerçants juifs slovaques, Fried adhère au PC lors de la révolution hongroise de 1919. Membre dans les années 1920 du PC Tchécoslovaque, il est membre de son BP avant de devenir un cadre itinérant de l'IC. Envoyé en France en 1931 pour redresser le parti, alors en pleine déliquescence, il organise la purge contre le groupe **Barbé-Célor**, et promeut une nouvelle équipe dirigée par Thorez, **Jacques Duclos**, **Marty**, Frachon et **Tréand**. Proche personnellement de Thorez, il réorganise complètement le fonctionnement du PC, créant notamment la « commission des cadres », et dirige en fait sa politique durant toutes les années 1930. Dirigeant de l'IC pour l'Europe de l'Ouest depuis Bruxelles après 1939, il est assassiné par la Gestapo en 1943.

FROSSARD, Ludovic-Oscar (1889-1946) : Instituteur d'origine modeste et militant à la SFIO dès sa jeunesse, Frossard est révoqué en 1913 pour antimilitarisme. Il se rallie pendant la guerre à la tendance centriste de Longuet. Il se rallie à l'adhésion à l'IC en 1920 et est élu secrétaire général du PCF au congrès de Tours. Il incarne alors le centre du parti et s'oppose à la gauche menée notamment par **Souvarine** et **Rosmer**. Se refusant à appliquer les sanctions décidées par l'IC contre **Fabre**, à rompre avec la Franc-maçonnerie ou à appliquer la ligne de Front Unique, il quitte le PCF

en janvier 1923 et crée avec **Méric** un éphémère Parti Communiste Unitaire, avant de rejoindre à nouveau la SFIO. Il la quittera en 1934 pour un poste ministériel au sein du gouvernement Laval.

FROUNZE, Mikhaïl Vassilievitch (1885-1925) : fils d'un médecin militaire affecté dans le Turkestan russe, Frounze adhère au POSDR pendant ses études. Bolchevik dès 1903, il est ouvrier dans une usine textile et participe à l'insurrection de Moscou en 1905. Militant clandestin jusqu'à la guerre, il s'engage en 1915 sous un faux nom et mène de la propagande antimilitariste et révolutionnaire dans son unité. Conciliateur avant avril 1917, il participe ensuite à la création de l'Armée Rouge. Il est nommé par Trotski commandant des opérations sur l'Oural, puis le Turkestan et enfin la Crimée. Elu au CC du parti en 1921, il s'oppose au principe d'une armée de milice défendue par Trotski et Lénine et prône, comme Toukhachevski, la professionnalisation de l'Armée rouge. A la suite d'une lutte féroce contre Trotski, il est nommé au poste de Commissaire du peuple à la guerre à la place de ce dernier, grâce au soutien de Staline et Zinoviev. Il meurt lors d'une opération médicale qui entraîna de nombreuses rumeurs d'assassinat déguisé.

GALLACHER, Willie (1881-1965) : Ce militant syndical et socialiste écossais fut un des organisateurs du comité ouvrier de la Clyde, durant l'opposition à la guerre mondiale lors de laquelle il fut emprisonné. Il fut ensuite un des meneurs des grèves de 1919 et 1920 et fut à nouveau arreté. Membre fondateur du PC britannique, il resta un de ses principaux dirigeants jusqu'à sa mort.

GARCHERY, Jean (1872-1957) : Adhérent au Parti Socialiste de Jean Allemane dès 1890, Garchery rejoint le PC après Tours et siège au CD de 1921 à 1923. Responsable de la commission de contrôle en 1924,il entre au CC en 1926. Il est exclu avec Louis Sellier en 1929 et milite au POP, puis au PUP avant de revenir en 1937 à la SFIO. Sous l'occupation, il se rapproche du RNP de Marcel Déat et de différents journaux collaborationnistes. Il participe en 1945 à la création du PSD.

GERÖ, Ernö (1898-1980) : Partisan du gouvernement de l'éphémère République des conseils de Hongrie, Gerö fuit en URSS en 1919 et devient un cadre itinérant de l'IC. Envoyé en France en 1931, il est ensuite en Espagne en 1936 et y participe à la liquidation des oppositions « trotskistes », et notamment à l'assassinat des dirigeants du POUM. Rentré en Hongrie à la fin de la guerre, il devient le principal bras droit du dictateur stalinien Matias Rakosi et lui succède lorsque celui-ci doit abandonner le pouvoir après le XXe congrès du PCUS. Chassé par la révolution hongroise de 1956, Gerö est exilé en URSS jusqu'en 1960 et ne rentre en Hongrie que pour être exclu du parti

par le régime pro-soviétique de Janos Kadar qui entendait ainsi marquer une rupture avec la période antérieure à 1956.

GIRAULT, Suzanne (1882-1973) : Professeure de français à Odessa avant 1914, Suzanne Girault y rejoint le groupe des communistes français de Russie (qui comprenait notamment **Jacques Sadoul**). Rentrée en France, elle devient une des dirigeantes de la fédération de la Seine et rentre au BP en 1923. Après l'exclusion des partisans français de Trotski en 1924, elle partage la direction du PC avec **Albert Treint**. Fidèle de Zinoviev, elle est exclue du BP en 1925, puis du parti en 1928. Après un bref passage par le groupe « Unité Léniniste », elle demande sa réintégration au PCF en 1930 et redevient permanente. Après la guerre, elle est sénatrice de Paris de 1946 à 1958.

GODONNÈCHE, Victor (1886-1941) : Né dans le Puy-de-Dôme, Godonnèche est linotypiste et militant syndicaliste-révolutionnaire. Ancien combattant, il monte à Paris autour de 1920, rejoint les CSR et participe à leur direction. Membre du C3I et du PC, il quitte le parti avec Monatte en 1924 et rejoint le groupe de la *Révolution prolétarienne*. Il meurt de maladie sous l'occupation.

GRENIER, Fernand (1901-1992) : Adhérent au PC dès 1922, il suit les cours de l'Ecole léniniste de Bobigny en 1924. Il est dirigeant de la région Nord du PC en 1927, puis membre du CC en 1932. Il est élu maire (puis député) de Saint-Denis face à **Doriot** en 1937. Arrêté en 1940, il s'évade et gagne Londres comme représentant du PC auprès de la France Libre.

HERVÉ, Gustave (1871-1944) : Professeur, militant et journaliste d'extrême-gauche. Il fonde en 1906 le journal *La Guerre sociale*, qui exerce une grande influence sur les milieux anarchistes et la gauche de la SFIO. Il se rallie en 1914 au patriotisme et renomme son journal *La Victoire*. Soutien de Clemenceau en 1917-1919, il évolue ensuite vers le fascisme et fonde en 1919 le Parti Socialiste National, puis en 1925 le Parti de la République Autoritaire, et enfin en 1929, la Milice Socialiste Nationale.

HUEBER, Charles (1883-1943) : Né dans une famille ouvrière de Guebwiller (Haut-Rhin), il commence à travailler en usine à 17 ans et milite dès cette époque dans le mouvement syndical et le SPD. Après son service militaire dans la *Heer*, il s'installe à Strasbourg. Secrétaire régional du SPD en 1910, il joue en 1918 un rôle dirigeant dans la révolution à Strasbourg, avant de rejoindre après-guerre la SFIO, et après Tours, devient le dirigeant régional du PC. Élu en 1929 à la Mairie de Strasbourg en alliance avec un parti « clérical », il est exclu du PC et fonde la KP-O d'Alsace-

Lorraine. En 1935, une purge interne exclut l'aile antifasciste de la KP-O, qui devient le Parti Alsacien Ouvrier et Paysan (EABP) et s'oriente de plus en plus vers le national-socialisme, jusqu'à fusionner en 1939 avec l'organisation nazie alsacienne. En 1940, il se rallie à l'occupant nazi. Une biographie détaillée est disponible sur le site de l'université de Strasbourg : Pierre Krieger, «Charles Hueber (1883-1943) : un militant alsacien aux identités plurielles», *Strathèse*, 5/ 2017. Identités plurielles, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, disponible en ligne : http://strathese.unistra.fr/strathese/index.php?id=1023 [consulté le 19 juin 2018].

JEAN, Renaud (1887-1961) : Fils de paysan, Jean adhère en 1908 à la SFIO et combat en 14-18 dans l'infanterie coloniale. Spécialiste de la paysannerie, Renaud Jean est membre du CD, puis du CC du PC pendant tout l'entre-deux-guerres. Il reste largement au second plan des conflits internes de la direction. Ébranlé par le pacte germano-soviétique, il reste à l'écart de la résistance tout en restant membre du PC après-guerre.

KAGAN, Georges (1905-1943) : Membre des JC polonaises dès 1920-1921, Kagan s'exile en France après une arrestation, avant d'être expulsé en Suisse. Il intègre en 1927 la direction du PC polonais avant de revenir en France avec Eugen Fried en 1931. Proche de **Ferrat**, il rompt avec le PC en 1935 et devient un des organisateurs publics du groupe *Que Faire?* Proche des mencheviks exilés au début de la guerre, il gagne les États-Unis fin 1939.

KAGAN, Perla (1902 ou 1903-2002) – aussi connue sous le nom de Jeanne Rougé : Née dans une famille de la bourgeoisie ukrainienne de Pologne qui émigre en France, Kagan adhère aux JC de Pologne et milite ensuite en France. Responsable de l'école par correspondance du parti de 1930 à 1934, elle est aussi responsable d'une section d'éducation. Épouse du militant Victor Fay, elle rejoint comme lui le groupe « Que Faire ? » en 1936. Après la guerre, elle participe à diverses organisations situées à la gauche de la SFIO, dont le Mouvement Uni de la Nouvelle Gauche.

KER, Antoine, de son vrai nom Keim (1886-1923) : professeur de français en Allemagne, il doit rentrer en France lorsque la guerre éclate en 1914. Mobilisé, il n'est reformé qu'en 1920. Adhérent à la SFIO en 1919, il est partisan de l'adhésion à l'IC. Élu au CD après le congrès de Tours, il est chargé de la liaison avec le KPD. Réticent à la rupture avec la Ligue des Droits de l'Homme, il tente de s'éloigner de la direction du PC. Il meurt de mort naturelle.

KIPPENBERGER, Hans (1898-1937) : Né à Leipzig, Kippenberger est apprenti imprimeur lorsqu'il s'engage volontairement dans la *Heer* en 1915. Plusieurs fois blessé, il est lieutenant-chef à la fin de la guerre. Membre de l'USPD, il rejoint le KPD avec la majorité de son parti en 1920. Permanent dès 1922, il joue un rôle clé dans l'insurrection de Hambourg en octobre 1923. Clandestin, il est formé dans une académie militaire soviétique, avant d'être un des organisateurs du *M-Apparat* du KPD (appareil militaire clandestin), puis du *BB-Resort*, la structure secrète du KPD liée au GRU. Elu au Reichstag en 1928 et membre du CC du KPD, il reste en Allemagne après 1933 et tente de maintenir dans la clandestinité les structures militaires du parti. En butte à l'hostilité d'Ulbricht et Pieck, alors favoris de Staline, il est arrêté lors d'un séjour en URSS en 1935, puis fusillé en 1937.

LANGEVIN, Paul (1872-1946) : Physicien français de premier plan, le professeur Langevin est aussi un militant. Dreyfusard convaincu et pacifiste avant 1914, il participe à la création du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes en 1934. Pendant la guerre, il est arrêté puis assigné à résidence par la Gestapo. Il adhère au PC en 1944, mais en était déjà très proche dès les années 1930.

LAPORTE, Maurice (1901-1987) : Ouvrier et fils d'ouvrier, il adhère à la Jeunesse socialiste suite à la révolution russe. Elu à la tête de la JS lorsqu'elle se rallie à l'ICJ, il reste son principal dirigeant jusqu'en 1923, avant d'être remplacé par **Jacques Doriot**. Il quitte le PC en 1925 et évolue alors vers l'extrême droite, publiant plusieurs livres anticommunistes. Au milieu des années 1930, se rapproche du PPF, sans pour autant y adhérer. Sous l'occupation, il écrit dans la presse collaborationniste et fuit en Suisse en 1944. Il y meurt en 1987.

LARRIBÈRE, Camille (1895-1970) : Né en 1895 dans les Pyrénées, Larribère est le fils d'un couple d'enseignants nommé en Algérie en 1900. Sa famille est déjà marquée par des sympathies socialistes et le jeune Camille Larribère lit alors *la Bataille syndicaliste*, *l'Humanité* mais aussi *la Guerre sociale*. Après un début d'études de médecine, il est mobilisé en 1914 et combat aux Dardanelles et à Verdun, où il est blessé et décoré. Capitaine lors de sa démobilisation, il est entre-temps passé de l'union sacrée à la lutte révolutionnaire. Adhérent à la SFIO, il soutient l'adhésion à l'IC, puis s'installe à Paris pour finir ses études. Il est élu secrétaire de la commission coloniale lors du congrès de Lyon en janvier 1924 et participe ensuite à la mise sur pied des « sections actives » en janvier 1925. Camille Larribère reste ensuite une personnalité importante de la politique d'autodéfense du PC, à travers son rôle lors de la fusillade de la rue Damremont ou sa participation au *Militant rouge* en 1925-1926. Entré au CC en 1929, il en est exclu suite à l'affaire **Barbé-Célor**.

Resté fidèle au parti, il est néanmoins marginalisé et rentre en Algérie. En 1942, il est volontaire dans un corps franc combattant l'*Afrikakorps* au coté des alliés. Il rentre alors en grâce au sein du monde communiste, et intègre la direction du PCA. Il retrouve des fonctions paramilitaires lors de la guerre d'Algérie. Il est alors en effet membre de la direction de l'organisation armée clandestine du PCA, luttant contre les troupes françaises pour l'indépendance de l'Algérie. A ce titre, il est alors aussi chargé de négocier des fournitures d'armes avec les PC d'Albanie et de Corée du Nord. Il meurt en Algérie

LATOUR, Armand (1900-1982) : Né dans la petite-bourgeoisie de Guérande, Latour se rapproche du communisme pendant son service militaire et adhère aux JC en 1923. Secrétaire de la 4e Entente en 1925, il s'occupe notamment du travail « anti », et entre à ce titre au Comité Exécutif de la FNJC à la fin de l'année 1925. Il est un des principaux organisateurs de la création des JGA en 1926 et remplace **Deglise** à leur tête l'année suivante. Il devient responsable de l'autodéfense du PC en 1928, et rédige alors la brochure *Problèmes de l'autodéfense*. Formé peut-être en URSS à la clandestinité, il est proche du groupe « **Barbé-Célor** » et est en disgrâce dans les années1930. Proche de **Doriot** en 1934, il quitte le PC au début de la guerre et rejoint semble-t-il le PPF. Une biographie détaillée est disponible sur le blog de David François : http://communismeetconflits.over-blog.com/article-armand-latour-biographie-du-dirigeant-du-front-rouge-fran-ais-97313561.html [consulté le 15 juin 2018].

LEFEBVRE, Raymond (1891-1920) : Issu d'une famille de bourgeois protestants, Lefebvre devient militant par pacifisme et se rapproche avant-guerre du groupe de *la Vie Ouvrière* de Monatte. Mobilisé, il sert comme infirmier et est blessé à Verdun. Réformé, il participe à la création de l'ARAC et se lance dans l'écriture. IL adhère pendant la guerre à la SFIO et est proche des Longuettistes, avant de se rapprocher progressivement des partisans de l'adhésion à l'IC. En 1920, il fait un voyage clandestin en Russie soviétique avec deux syndicalistes-révolutionnaires pour assister au IIe congrès de l'IC. Ils meurent noyés dans la Mer de Barents dans une tentative de retour en France en contournant le blocus de l'Entente. Plusieurs militants anarchistes ou anti-communistes évoqueront à ce propos un assassinat organisé par l'IC, sans en apporter la moindre preuve.

LEMIRE, Albert (1902-1980) : Fils d'ébéniste, il adhère en 1918 aux Jeunesses Syndicalistes, puis aux Jeunesses Socialistes, dont il est exclu comme partisan de l'adhésion à l'ICJ en 1919. Réintégré ensuite, il est élu en 1922 au CN de la FNJC et chargé des questions antimilitaristes. Mobilisé en novembre 1922, il est envoyé dans le Palatinat occupé et arrêté l'année suivante pour des contacts

avec le KPD. Amnistié par le cartel des gauches, il rejoint la FNJC, dont il est exclu pour son soutien à **Rosmer**, **Monatte** et Delagarde. Il contribua ensuite à divers groupes d'opposition communiste, dont celui de *La Révolution Prolétarienne* ou *Contre le courant*. Démissionnaire de la CGTU en 1931, il rejoint ensuite la CGT . Pendant la guerre, il participe à la résistance et rejoint en 1947 la CGT-FO.

LIEBKNECHT, Karl (1871-1919) : Fils de Wilhelm Liebknecht, un des fondateur du SPD mort en 1900, Karl Liebknecht adhère au SPD et à la JS allemande en 1900. Président de l'UIOJS de 1907 à 1910, il se rangeait à la gauche du mouvement socialiste international, aux cotés de Rosa Luxemburg. Partisan de l'antimilitarisme révolutionnaire, il est arrêté et emprisonné pendant 18 mois en Silésie en 1907-1908. Élu au Reichstag en 1912, il est le seul (et le premier) député à voter contre les crédits de guerre en décembre 1914. A la même période, il crée avec Luxemburg, **Clara Zetkin**, Leo Jogisches et d'autres, la Ligue Spartakus. Il est mobilisé, puis arrêté après avoir manifesté contre la guerre en uniforme dans les rues de Berlin. Libéré par la révolution de novembre, il participe à la création du parti communiste allemand en décembre 1918. Opposé à l'insurrection de janvier 1919, il y joue néanmoins un rôle dirigeant après qu'elle ait éclaté. Capturé par des troupes d'un Freikorp, il est torturé puis assassiné en même temps que Rosa Luxemburg. Véritable « martyr » communiste, il devint l'objet d'une propagande intense de la part de l'IC.

LORIOT, Fernand (1870-1932) : Instituteur, il adhère au PSF de Jaurès dès 1901 et milite au syndicat CGT des instituteurs en 1906. Il devient son trésorier national en 1912. « Zimmerwaldien » en 1915, il participe à la création du CRRI et devient son secrétaire en août 1917. Il est arrêté en mai 1920 avec **Boris Souvarine** et **Pierre Monatte**. Estimé par Lénine, il devient membre du CD du PC après Tours. Il s'éloigne de la direction courant 1922, rejoint l'opposition interne en décembre 1924 et est signataire de la lettre des 250 en 1925. Il quitte le PC en 1926 et est un temps proche du groupe « Contre le courant » avant d'en être exclu car trop proche des trotskistes.

LOZERAY, Henri (1898-1952) : Né dans une famille ouvrière, Lozeray fut typographe et adhéra très jeune à la CGT et à la SFIO. Membre du CRRI puis du C3I, il est secrétaire de la FNJC en 1921. Il est arrêté en 1923 mais amnistié en 1924. Il devient alors permanent du parti, chargé de sa commission coloniale. Arrêté à nouveau et condamné à deux ans de prison lors de la guerre du Rif, il fait toute sa peine en Algérie. Revenu au CC après sa libération, il est accusé d'avoir été partisan du « groupe **Barbé-Célor** » et éloigné de la direction en 1931. Député en 1936, il est arrêté en 1939 et déporté en Algérie. Il sera à nouveau élu député en 1945.

LYAUTEY, Hubert (1854-1934) : Né dans une famille de la noblesse normande installée en Lorraine et d'orientation monarchiste et catholique, Lyautey commence une carrière d'officier de cavalerie en 1875. Affecté dans les colonies, d'abord en Algérie, puis en Indochine, il reste proche des milieux intellectuels catholiques et du monarchisme, et rencontre même le prétendant légitimiste Henri d'Artois. Après avoir participé à la conquête de Madagascar, il est affecté en Algérie et devient un spécialiste de la « pacification » coloniale. Résident général au Maroc de 1912 à 1925, il est brièvement ministre de la guerre en 1916-1917. En 1924, il hésite à tenter un coup d'État pour maintenir Millerand au pouvoir contre le Cartel des gauches et reste ensuite très proche des ligues. Monument vivant de la légende du colonialisme « humaniste » et pacificateur, il dirige l'exposition coloniale de 1931.

MANOUILSKI, Dimitri (1883-1959) : Né en Ukraine, Manouilski adhère au POSDR en 1904 et est d'abord Otzoviste (partisan du boycott des élections) en 1907. Internationaliste en 1914, il participe au journal Nache Slovo à Paris avec Trotski et Antonov-Ovseenko. En 1917, il est d'abord membre de l'organisation Inter-rayons, puis rejoint avec elle le parti bolchevik. Après la révolution, il occupe différents postes au sein des gouvernements soviétiques d'Ukraine et de Russie. Elu au CC du PCUS en 1923, il est chargé de suivre le PC français depuis 1922. A ce titre, il est envoyé en France en 1924 pour assurer l'éviction de la direction des partisans français de Trotski. Il joue le même rôle à de multiples reprises dans des PC d'Europe occidentale (en Allemagne, il impose puis expulse la direction Fischer-Maslow, en France, il impose, puis expulse la direction du groupe des jeunes autour de Barbé et Célor, etc.). Il joue à partir de 1928 le rôle d'homme de confiance de Staline dans la direction de l'IC et en accompagne tous les tournants jusqu'à sa dissolution sans congrès en 1943. Malade, il est progressivement écarté des responsabilités à partir de 1952.

MARTY, André (1886-1956) : Chaudronnier, Marty s'engage en 1908 dans la Marine Nationale. D'abord franc-maçon, il se rapproche de la SFIO et des thèses hervéistes. En 1914-1918, il est officier mécanicien sur le torpilleur *Protet*, qui est envoyé combattre l'armée rouge à Odessa en 1918. Il participe à un projet de soulèvement des marins, qui doit livrer le navire à la flotte rouge. Arrêté juste avant l'éclatement de la « Mutinerie de la Mer noire », il est condamné à 20 ans de travaux forcés. Le PC et la JC organisent alors une campagne de solidarité et réclament sa libération, en le faisant notamment élire conseiller général de la Seine. Gracié et libéré en 1923, il adhère au PC et est élu député en 1924. Élu au CC en janvier 1925, il est à nouveau condamné à quatre mois de prison pour appel à la désobéissance. Passé dans la clandestinité en 1927, il est

arrêté un mois plus tard et emprisonné à la Santé. Libéré en 9131, il devient délégué de la SFIC à Moscou. Bénéficiant de la confiance de l'IC, il jouit alors d'un statut de spécialiste du travail « anti ». Nommé à la tête des Brigades Internationales en 1936, il y remplit sa mission avec zèle, participant notamment à la répression contre le POUM et les trotskystes. Pendant la guerre, il est d'abord à Moscou puis à Alger dès 1943. Rival supposé de Thorez au sein de la direction, il est brutalement exclu du PC en 1952.

MASLOW, Arkadi, de son vrai nom Isaak Jefimowitsch Tschemerinski (1891-1941): Militant d'origine ukrainienne, Arkadi Maslow adhère à la Ligue Spartakus pendant la guerre, avant d'être élu au CC du KPD en 1920. En 1924, lui et sa compagne **Ruth Fischer** sont propulsés à la tête du parti par Zinoviev. Symboles de la bolchevisation du KPD, ils sont pourtant expulsés du BP en septembre 1925 et remplacés par Ernst Thälmann. Exclus du parti en 1926, ils créent tous deux le Leninbund, d'orientation zinovieviste. Après s'être un temps rapproché de Trotski, ils partent outre-atlantique. Maslow est retrouvé mort à La Havane en 1941.

MÉRIC, Victor, de son vrai nom Henri Coudon (1876-1933) : Anarchiste mais proche de **Gustave Hervé**, Méric rejoint la SFIO en 1908 et est emprisonné pour délit de presse en 1908 et 1909. Il rejoint le Comité pour la IIIe Internationale en 1919 et est élu au CD au congrès de Tours (décembre 1920). Opposé au front unique et au centralisme démocratique, il n'est pas réélu au CD au congrès de Paris (octobre 1922) et est exclu en 1922 pour son appartenance à la LDH. Il fonde le Parti Communiste unitaire qui fusionne au sein de l'Union Socialiste Communiste. Il fonde en 1931 la Ligue Internationale des Combattants de la Paix.

MILLERAND, Alexandre (1859-1943) : Fils d'un négociant parisien, Millerand est avocat à partir de 1881, tout en collaborant au journal de Clemenceau. Député socialiste indépendant dès 1885, il est proche de Jaurès après le ralliement de celui-ci au socialisme. Entré au gouvernement en 1899, il entame une longue dérive à droite. Partisan de la loi des trois ans en 1914, il est ministre de la guerre en 1912-1913, puis à nouveau en 1914-1915. Élu président de la république par le bloc national en septembre 1920, il refuse en 1924 de nommer un gouvernement de gauche alors que le cartel vient de gagner les élections, et est contraint à la démission.

MONATTE, Pierre (1881-1960) : Ce militant syndicaliste, adhérent à la CGT dès les premières années du XXe siècle, est en 1909 le fondateur de la revue *La Vie Ouvrière*. Il s'éloigne progressivement de l'anarchisme et, avec **Alfred Rosmer**, rentre en contact au début de la guerre

avec le groupe de *Nache Slovo*, formé autour de Léon Trotsky et Julius Martov. Créateur des Comités Syndicalistes-Révolutionnaires (CSR), il participe à la création de la CGTU après l'exclusion des CSR de la CGT. Il se rapproche progressivement de l'IC et adhère au PCF en 1923 mais en est exclu en 1924 avec Rosmer. Il s'éloigne alors du communisme et retourne progressivement au syndicalisme-révolutionnaire, animant la revue *La Révolution prolétarienne*.

MONMOUSSEAU, Gaston (1883-1960) : Ouvrier des chemins de fer, Monmousseau est un des dirigeants de la tendance Syndicaliste-révolutionnaire pendant la guerre. Arrêté pour complot après la grève de 1920, il devient secrétaire général de la CGTU dès sa création. Partisan de l'adhésion à l'ISR, il adhère au PC et est élu au BP l'année suivante. Clandestin en 1939, il est placé par le PC à la tête de la région provençale du PC illégal. Après la guerre, il reste membre de la direction du parti jusqu'à sa mort.

NGUYEN Sinh Cung, alias Nguyen Tat Thanh ; Nguyen Ai Quoc ; Hô Chi Minh (1890-1969): Fils d'un mandarin vietnamien ruiné, Nguyen Sinh Cung devient très tôt indépendantiste. Il part à l'étranger en 1911, et se fixe en France en 1917. Adhérent à la SFIO en 1919, il soutient l'adhésion à l'IC. Devenu un cadre de l'Internationale dès 1923, il est en mission en Chine de 1924 à 1927, puis dans différents pays d'Asie. En disgrâce dans les années 1930, il semble n'échapper aux purges que grâce à son absence d'URSS. Il est en effet envoyé en Chine auprès de Mao de 1938 à 1941. Cette année-là il rejoint le Viet-Nam et fonde la Ligue pour l'Indépendance du Viêt Nam (abrégé en « Viet-Minh »). Il proclame l'indépendance du Viet-Nam le 2 septembre 1945 et devient président de la République Démocratique du Viet-Nam et le reste jusqu'à sa mort.

PAUKER, Ana (1893-1960) : Née dans une famille juive de Roumanie, Anna Pauker adhère au PS roumain en 1915 et soutient l'adhésion à l'IC. Membre du CC du PC roumain dès 1922, elle passe dans la clandestinité puis devient permanente de l'IC. Elle est déléguée de l'IC en France de 1930 à 1934, année où elle retourne en Roumanie et est arrêtée par la police. Échangée contre des prisonniers roumains en URSS en 1940, elle revient en Roumanie en 1944 et entre à la direction du parti roumain et devient même ministre des affaires étrangères. En 1952, elle est démise de toutes ses fonctions dans le cadre des « purges anti-titistes ».

PAUL-LOUIS, de son vrai nom Paul Levi (1872-1955) : Paul-Louis adhère à l'organisation blanquiste Comité Révolutionnaire Central dirigé par Edouard Vaillant avant même sa majorité. Il continue ensuite sa carrière militante parmi les blanquistes jusqu'à la SFIO en 1905. Il siège en 1914

au Conseil national de la SFIO et s'oppose à l'Union Sacrée avec les Longuettistes. En 1920, il rejoint le C3I et est élu au CD du PC. Exclu avec Frossard en 1923, il rejoint l'USC, qui le place très vite à la tête de son CC. Après avoir dirigé le Parti d'Unité Prolétarienne entre 1930 et 1936, il rejoint la SFIO.

PÉRI, Gabriel (1902-1941) : Né dans une famille de la petite bourgeoisie corse de Toulon, Péri adhère à la JS en 1917 et est très tôt partisan de l'adhésion à la IIIe Internationale. Nommé responsable de *l'Avant-Garde* en 1921, il est élu au CD du PC en 1922. Il quittera brièvement le CC entre 1929 et 1932, mais ne sera jamais membre du BP. Il est élu député à Versailles en 1932. Engagé volontaire en septembre 1939, il réussit à échapper à l'arrestation lors de la déchéance de ses mandats en octobre 1939. Arrêté dans des circonstances troubles en mai 1941, il est livré par Vichy aux nazis, qui le fusillent comme otage en décembre.

PIOCH, Georges (1873-1953) : Antimilitariste avant 1914, il rejoint la SFIO en 1915 et se rapproche du *Comité pour la IIIe Internationale* à partir de 1919. Secrétaire fédéral de la Seine en 1920, il est élu comme suppléant au CD du PC au congrès de Marseille (décembre 1921) mais est exclu en 1923 notamment pour appartenance à la Ligue des Droits de l'Homme. Il rejoint brièvement l'*Union Socialiste-Communiste* en 1923, il est ensuite président de la LDH de 1931 à 1937, puis participe au journal collaborationniste de Marcel Déat *l'Œuvre* de 1940 à 1942.

PIVERT, Marceau (1895-1958) : Fils de petits commerçants, Pivert est admis en École normale d'Instituteurs en 1912. Mobilisé en 1914, il est gravement gazé au combat et reformé en 1917. Il est alors nommé instituteur en région parisienne. Adhérent à la SFIO en 1924, il est membre de la tendance néo-guesdiste de Jean Zyromski (la « Bataille socialiste »), très influente à Paris. Après le 6 février, Pivert s'éloigne de Zyromski, qui prône une alliance avec l'URSS et un front commun avec le PC et les radicaux, tandis que Pivert prône de son coté un front unique sur une ligne de classe, c'est-à-dire une alliance à la base entre communistes et socialistes, sur un programme révolutionnaire. La tendance « Gauche révolutionnaire » créée en 1935 sur cette perspective, dénonce d'abord la stratégie de « Front populaire », avant de s'y rallier en mai 1936. Après les élections, Pivert essaie de pousser Blum à dépasser le programme limité de réformes adopté avec les radicaux, mais se heurte au refus de celui-ci et à l'hostilité déclarée du PC. En butte à la répression menée par la direction de la SFIO, Pivert et ses partisans quittent le parti en 1938 pour créer le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP), qui est dissous par le gouvernement de Vichy.

Exilé au Mexique en 1940, Pivert retourne à la SFIO après-guerre avec la majorité de ses partisans et continue à s'y placer à sa gauche.

PROVOST, Pierre (1895-1986) : Technicien d'outillage quand la guerre éclate, Provost est mobilisé et sert d'abord dans un régiment d'infanterie coloniale, avant d'être versé dans une unité de tirailleurs sénégalais. Adhérent à la JS puis à la JC, il intègre sa direction dès sa création. Au sein du PC, il reste lié aux missions clandestines et est condamné lors de l'affaire Cremet en 1927. Il travaillait alors comme dessinateur industriel au sein d'une usine aéronautique travaillant pour l'armée. En 1940, il intègre l'organisation spéciale du PC, puis les FTP. Arrêté et déporté en 1943 à Buchenwald, il participe en avril 1945 à l'insurrection de prisonniers qui libère le camp. Après-guerre, il continue à militer au PC sans y jouer un rôle notable.

RACAMOND, Julien (1885-1966) : Ouvrier agricole à douze ans, Racamond devient garçon boulanger en 1903 et adhère à la CGT l'année suivante. Mobilisé en 1914, il est blessé deux fois et décoré. Secrétaire de la fédération des ouvriers boulangers (restée pacifiste pendant toute la guerre), il participe à la création des CSR puis à celle de la CGTU. Orateur très populaire, il reste toute sa carrière un militant avant-tout syndical. Élu au secrétariat de la CGTU en novembre 1923, il adhère au PC en 1925 et sera membre de son BP de 1926 à 1930. Après la réunification syndicale, il intègre la direction de la CGT. Arrêté en janvier 1940, il est libéré en 1942 en échange d'une déclaration écrite controversée, puis passe dans la clandestinité. Revenu à la direction de la CGT à la libération, il n'y joue plus qu'un rôle secondaire.

RADEK, Karl, de son vrai nom Karol Sobelsohn (1885-1939) : Né dans une famille juive de Galicie, Radek rejoint à 16 ans le Parti Social-démocrate de Pologne et Lituanie (SDKPiL), alors dirigé par Rosa Luxemburg. Après la révolution de 1905, il est au centre d'une ténébreuse affaire liant des accusations de vol aux conflits internes du SPD et du SDKPiL. Il se rapproche des bolcheviks en 1914 et est le premier envoyé spécial de l'IC auprès du KPD. Partisan de Trotsky dès 1924, il est envoyé en mission en Chine et assiste à l'échec de la stratégie de l'IC de soutien total au Guomindang. Exclu du PC en 1927, il capitule en 1930 et se distingue alors par son acharnement contre les oppositionnels. Réintégré dans le parti, il participe à plusieurs missions diplomatiques avant de figurer au banc des accusés du deuxième procès de Moscou (1937). Condamné à 10 ans de prison, il meurt en 1939, apparemment battu à mort par ses compagnons de cellule.

RAKOVSKI, Christian Gueorguievitch (1873-1941) : Médecin bulgare issu d'une famille riche exilée en Roumanie, Rakovski adhère au socialisme pendant ses études en Suisse. Fondateur du Parti Social-Démocrate de Roumanie en 1910, il se lie à de nombreux dirigeants ou futurs dirigeants socialistes internationaux, dont Trotski, Plekhanov ou Rosa Luxemburg. Participant à la conférence de Zimmerwald, il est emprisonné à son retour en Roumanie mais est libéré par des soldats révolutionnaires russes. En exil en Russie, il adhère au parti bolchevik et devient président de l'Ukraine Soviétique. Diplomate pour la jeune URSS, il est partisan de l'opposition de gauche. Exclu du PCUS en 1928, il est déporté sur la Volga et en Sibérie. Il abandonne l'opposition en 1934, mais est à nouveau arrêté en 1937 et condamné en 1938 à une peine de prison. Rakovski est exécuté sans jugement par le NKVD en juin 1941 après l'invasion allemande.

RAPPOPORT, Charles (1865-1941) : Né en Lituanie, Rappoport émigre en France en 1887. Proche de Guesde, il est critique de Jaurès et de son parlementarisme. Il rejoint la SFIO dès sa fondation et critique l'union sacrée dès août 1914. Zimmerwaldien « de droite », il ne se rallie à la perspective d'une troisième internationale que peu de temps avant le congrès de Tours. Élu au CD de la SFIC, il est progressivement écarté des responsabilités au fur et à mesure de la stalinisation du PC. Il rompt avec l'IC en 1938, suite à la condamnation à mort de **Boukharine**, et retourne brièvement à la SFIO.

RIMBERT, Pierre (1909-1991), de son vrai nom Charles Torielli : Fils d'immigré italien, Rimbert est apprenti typographe à 14 ans et adhère au PC en 1925 après plusieurs années à la CGTU. Partisan du Front unique avec la SFIO en 1932, il est dénoncé publiquement par un article de Thorez en 1932 et exclu du parti. Brièvement membre de la Ligue Communiste, il devient en 1934 le principal animateur public du groupe *Que Faire ?*, créé par **Ferrat** et **Kagan**. Adhérent à la SFIO dès 1934, il est proche de la Bataille socialiste de Zyromski. Résistant pendant la guerre, il intègre ensuite la direction de la SFIO de la Seine. Membre fondateur du Parti Socialiste Autonome en 1958, puis du PSU, il se rapproche ensuite de la Révolution prolétarienne dans les années 1960.

ROSMER, Alfred, de son vrai nom Alfred Griot (1877-1964) : Né aux États-Unis de parents français, Alfred Rosmer commence à travailler comme employé de mairie et se rapproche des courants libertaires puis syndicalistes-révolutionnaires alors influents dans la CGT. Polyglotte et passionné de théâtre, il emprunte son pseudonyme à un personnage d'Ibsen. Proche de **Pierre Monatte**, il devient le spécialiste des affaires internationales du groupe de *La Vie ouvrière*. Opposé à l'union sacrée, il se lie à partir de 1914 avec Trotsky et le groupe du *Nache Slovo*. Partisan des

thèses bolcheviques dès 1917, il rallie le CRRI en France et fait plusieurs séjours à Moscou de 1920 à 1924. Membre du CD de la SFIC en 1922, puis du BP en 1923, il est exclu du parti en octobre 1924. Il participe alors aux tentatives de création de l'opposition de gauche en France avant de s'en éloigner en 1931 suite à des désaccords avec Raymond Molinier. Ayant renoué avec Trotsky en 1936, il sera son exécuteur testamentaire et le tuteur de son petit-fils Seva. Après-guerre, il resta proche du mouvement ouvrier tout en se limitant à une activité politique littéraire.

RUSSELL, Bertrand Arthur William (1872-1970) : Mathématicien et philosophe britannique, ses prises de positions pacifistes durant la première guerre mondiale lui valurent plusieurs mois de prison. Il fut aussi proche du socialisme réformiste anglais et fut candidat aux élections parlementaires pour le *Labour Party* en 1922 et 1923.

SADOUL, Jacques (1881-1956) : Avocat d'origine petite-bourgeoise, il adhère à la SFIO avant la guerre. Partisan de l'union sacrée en 1914 et mobilisé, il est membre du cabinet du socialiste Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux munitions et aux armements puis ministre de l'armement. Le capitaine Sadoul est envoyé en 1917 avec la mission militaire française en Russie. C'est là qu'il se rallie au communisme après la révolution d'octobre. Lorsque la mission française doit partir, il déserte et reste à Moscou où il rencontre Trotski, collabore avec **Christian Rakovski**, président de la République Soviétique d'Ukraine, et sert même brièvement dans l'Armée Rouge avant de travailler pour l'exécutif de l'IC. Membre du groupe communiste français de Russie, il entretient des liens assez distendus avec la SFIC des premières années. Il est condamné à mort par contumace, mais est finalement amnistié par le Cartel des gauches. Il rentre donc en France, réintègre l'ordre des avocats et joue un rôle assez important dans la propagande communiste sur la Russie soviétique en raison des longues années qu'il y avait passé. Il ne jouera jamais un rôle dirigeant dans le PC.

SEMARD, Pierre (1887-1942) : Secrétaire d'un notaire à 11 ans, Semard s'engage dans l'armée en 1907 pour trois ans. Libéré en 1910, il entre aux chemins de fer comme employé et devient militant syndical. Brièvement mobilisé en 1918, Semard devient le principal animateur des syndicats de cheminots de la Drome, et joua un rôle notable dans la grève de 1920. Secrétaire général de sa fédération en 1921, il est exclu avec elle de la CGT et rejoint la CGTU. Adhérent SFIO depuis 1916, il est élu au CC du PC en janvier 1924 et devient secrétaire général du parti en juillet 1924, sans vraiment en assumer les fonctions. Il garde néanmoins ce titre jusqu'en septembre 1928, et reste ensuite membre du BP. En 1939, il est exclu de la CGT, déchu de son mandat de conseiller

général de la Seine et arrêté. Vichy le livre comme otage en 1942 aux nazis, qui l'exécutent sans jugement quelques semaines plus tard.

SÉMAT, Raymond (1896-1962) : Fils de paysan, Sémat commence à travailler à 11 ans, et est engagé volontaire en 1914. Adhérent à la SFIO en 1919, il milite au C3I et devient après Tours un des animateurs de la tendance révolutionnaire de la CGT. Il quitte le PC après le congrès de Marseille, mais y revient en 1925. Secrétaire de la fédération des Métaux CGTU en 1930, il reste à ce poste après la réunification de la CGT. Interné en 1940, il s'évade en 1941 et passe dans la clandestinité. Il continue après-guerre à assurer des responsabilités dans la fédération des Métaux de la CGT.

SENGHOR, Lamine (1889-1927) : Fils de paysans sénégalais, Senghor s'engage en 1914 et combat en France où il devient sous-officier. Blessé et gazé, il finit la guerre pensionné à 100 % et retourne au Sénégal en 1919. Il revient en France en 1921 et travaille dans les PTT. Marié à une française, il adhère en 1923-1924 à la CGTU et au PC. Membre de la commission coloniale, il s'oppose au soutien du PC au « féodal » Abdelkrim et démissionne du PC en octobre 1925. Sa démission refusée, il continue à s'impliquer dans un *Comité de défense de la race nègre* subventionné par le parti. Venu dans le Var pour raisons de santé, il est arrêté brièvement pour propagande anti en mars 1927. Toujours souffrant, il meurt en novembre 1927.

SERGE, Victor, de son vrai nom Viktor Lvovitch Kibaltchitch (1890-1947) : Né à Bruxelles de parents immigrés russes, il est d'abord influencé par **Gustave Hervé** avant de se rapprocher des milieux anarchistes. Il milite dans les groupes libertaires belges puis français à partir de 1906. Arrêté pour avoir hébergé des membres de la Bande à Bonnot en fuite, il est condamné en 1912 à cinq ans de prison. Libéré, il est à nouveau emprisonné puis envoyé en Russie dans le cadre d'un échange de prisonniers. Rallié au bolchevisme, il travaille pour l'IC dès 1919. Membre de l'opposition de gauche, il est exclu du parti en 1928 et exilé dans l'Oural. Malade, il réussit à sauver sa vie grâce à une campagne de solidarité internationale et est expulsé d'URSS en 1936. Exilé au Mexique en 1940, il y meurt au lendemain de la guerre.

SHATSKIN, Lazar Abramovich (1902-1937) : Lazar Shatskin, fils de bourgeois juifs russes, adhère au Parti bolchevik à 15 ans, en mai 1917. Il devient assez vite l'un des principaux dirigeants des organisations de jeunesse du parti avant de devenir le premier secrétaire de l'ICJ en 1919. Critique « de gauche » de Staline, en 1928-1929, il aurait tenté d'organiser un groupe oppositionnel au sein

du KomSoMoL. Il est accusé d'appartenir au soi-disant « bloc des oppositions » en 1931, est exclu du parti en 1935 et exécuté en 1937.

SOREL, Georges (1847-1922) : Ingénieur formé à Polytechnique, il démissionne de toutes ses fonctions à 45 ans en 1892, avant de se déclarer socialiste. D'abord réformiste et partisan de Bernstein contre Kautsky et Luxemburg en 1898, il devient ensuite partisan du syndicalisme révolutionnaire. Marginal au sein de ce courant, il entame une relation ambiguë avec l'Action Française et les cercles nationalistes et antisémites (alors qu'il était dreyfusard au début du siècle). Opposant à l'union sacrée en 14-18, il soutient la révolution russe mais reste éloigné du mouvement ouvrier organisé, auquel il n'a jamais vraiment participé. Son « marxisme » resta largement idéaliste, influencé par les idées de Bergson et par sa croyance dans le rôle particulier de la violence. Sa principale influence de son vivant s'exerce sur certaines franges « socialisantes » du nationalisme français et sur des tendances du socialisme italien.

SOUVARINE, Boris, de son vrai nom Boris Lifschitz (1895-1984) : Fils d'immigrés juifs ukrainiens, Boris Souvarine est mobilisé en 1914. Membre de la SFIO en 1916, il rejoint le CRRI et est arrêté avec **Loriot** et **Monatte** en 1920. Après Tours, il devient un des principaux porte-voix de la gauche de la SFIC et est élu au secrétariat de l'IC. En 1924, il s'oppose à la direction de l'IC et publie le *Cours Nouveau* de Trotski sous forme de brochure, ce qui lui vaut d'être expulsé du PC. A partir de ce moment, il s'éloigne progressivement du communisme et du mouvement ouvrier, tout en continuant à publier de nombreux ouvrages et brochures sur l'URSS et le mouvement communiste. Après la guerre, il se rapprochera d'officines anticommunistes financées par le patronat français.

TAITINGER, Pierre (1887-1965) : Fils de la grande bourgeoisie industrielle de Moselle ayant fui l'annexion de 1871, Taittinger rejoint la Ligue des Patriotes vers 1907. Officier en 14-18, il est élu député en 1919, puis crée en 1924 les Jeunesses Patriotes. Sous l'occupation, ce pétainiste fervent préside le conseil municipal de Paris mis en place par l'occupant. Déchu de ses droits civiques en 1945, il continue à militer dans des associations d'extrême-droite.

TALHEIMER, August (1884-1948) : Talheimer est issu d'une famille de la bourgeoisie juive et rejoint le SPD en 1907, avant de participer à la Ligue Spartakus. Elu à la tête du KPD en 1921 en remplacement de Paul Levi, il partage cette responsabilité avec **Heinrich Brandler**. Tous deux furent accusés (à tort) par la direction de l'IC d'être les principaux responsables de l'échec de l'Octobre allemand de 1923. Exclus de la direction du KPD et retenus en URSS de 1924 à 1928, ils

ne rentrent en Allemagne que contre la volonté de Moscou. Fondateur du *KPD-Opposition* (KPD-O), il s'exile en 1933.

TILLON, Charles (1897-1993) : Ajusteur à l'arsenal de Rennes en 1914, il s'engage dans la Marine en 1916 et participe aux mutineries de 1919. Condamné aux travaux forcés en 1920, il est libéré pour raisons de santé et adhère au PC dès 1921. Cadre régional de la CGTU, il est aussi conseiller municipal à Douarnenez après la grève de 1924. Secrétaire régional du PC en 1929, il entre au CC et au BP en 1932. Sorti du BP en 1936, il passe dans la clandestinité en septembre 1939. Membre de la direction clandestine du PC, il incarne le courant « résistant » durant la confusion de l'été 1940. Responsable national des FTPF après 1941, il est réélu au BP après la libération et est trois fois ministre de 1945 à 1947. Victime de l'affaire Marty-Tillon en 1951-1952, il est exclu du BP, puis du CC. Opposé à l'écrasement du printemps de Prague en 1968, il est exclu du PC en 1970.

TOUKHACHEVSKI, Mikhaïl Nikolaïevitch (1893-1937) : Issu d'une famille de la petite noblesse d'origine polonaise, Toukhachevski devient « naturellement » officier dans l'Armée impériale russe et combat héroïquement pendant la première guerre mondiale. Rallié à la révolution dès ses débuts, comme nombre de jeunes officiers « réformateurs », il devient un des commandants rouges les plus talentueux de la guerre civile. Commandant de l'Académie militaire en 1921, il devient ensuite chef d'Etat-major général de 1924 à 1928. Commissaire du peuple adjoint à la guerre en 1931, il préside à la modernisation et à la mécanisation de l'Armée rouge et est le principal parrain de la théorie des « Opérations dans la profondeur ». Partisan d'une guerre préventive contre l'Allemagne nazie, il est arrêté et fusillé en 1937.

TRÉAND, Maurice (1900-1949) : Fils d'un douanier et d'une hôtelière, Tréand adhère à 19 ans aux JS, puis en 1921 aux JC. Plusieurs fois arrêté et condamné pour propagande *anti*, il arrive à Paris en 1930 comme permanent. Formé notamment à l'École Lénine de Moscou, il devient responsable des liaisons internationales du PC et des questions de sécurité. Il est à ce titre un des principaux rédacteurs des listes noires des années 1933-1934, avant de devenir le responsable de la commission des cadres. À partir de la fin de 1938, il prépare le passage du parti à la clandestinité, avant de passer en Belgique au début de la guerre. Revenu à Paris en juin 1940, il joue un rôle central dans l'affaire de la demande de reparution de *l'Humanité* auprès des autorités d'occupation. Après avoir rencontré plusieurs représentants allemands, il essuie finalement un refus et est désavoué par Moscou. Disgracié, il reste dans la clandestinité pendant la guerre. Après 1945, il disparaît du CC mais reste membre du parti.

TREINT, Albert (1889-1971) : Fils d'employé, Albert Treint rentre à l'Ecole Normale d'Instituteurs en 1905 avant de s'engager pour devancer l'appel. Il finit son service comme sous-lieutenant et est nommé dans une école d'Asnières. Il adhère alors à la SFIO. Mobilisé en 1914, il est blessé deux fois au feu et est promu capitaine. Après avoir hésité à poursuivre une carrière militaire, il redevient instituteur après l'armistice. Il rejoint alors l'ARAC et le CRRI et est délégué au congrès de Tours. Il est ensuite élu au CD de la SFIC, et est membre de sa « gauche ». Après le départ de **Frossard**, il devient secrétaire général mais est critiqué par **Rosmer** et **Souvarine** pour son autoritarisme et est mis en minorité au congrès de Lyon en janvier 1924. Il est remis en selle par Zinoviev auquel il se rallie dans le conflit opposant la « Troïka » (Kamenev-Zinoviev-Staline) à Trotsky. Il est écarté de la direction dès la fin de 1924. Régulièrement critiqué comme « ultra-gauche », il est exclu en 1928 et essaie de se rapprocher de l'opposition trotskyste. Il rejoint finalement la SFIO avant d'abandonner toute activité politique après la guerre.

UNSZLICHT, Jozef (1879-1938) : Né dans une famille juive de Pologne russe, Unszlicht adhère au SDKPiL de Rosa Luxemburg, et rejoint le POSDR en 1906. Après la révolution d'octobre, il est un des adjoints de Dzerjinski à la Tcheka et participe au Comité Révolutionnaire Provisoire Polonais lors de la guerre soviéto-polonaise de 1920. Il quitte la direction de la Tcheka en 1924 et rejoint alors le commissariat du peuple à la guerre. En 1927, il est aussi nommé à la tête de l'OSOAVIAKHIM, l'organisation de préparation militaire de la jeunesse. Accusé d'être un « espion polonais », il est arrêté et fusillé en 1937.

VALLAT, Xavier (1891-1972) : Né dans un milieu catholique, Vallat adhère à l'Action Française en 1908. Il combat en 14-18 et perd une jambe. Député à partir de 1919, il reste sympathisant de l'AF, puis rejoint les Croix de Feu en 1928, avant de participer à la scission menée par Joseph Pozzo di Borgo en 1936. Sous Vichy, il est chef de la Légion française des combattants et aussi commissaire général aux questions juives. Condamné en 1947 à dix ans de prison, il est libéré dès 1949. Il milite ensuite dans le groupe Restauration nationale, héritier de l'AF.

VALOIS, Georges (1878-1945) : Fils de paysans, Valois est d'abord anarchiste, avant d'adhérer en 1906 à l'Action Française. Il rompt avec l'AF en 1925 pour créer le Faisceau, qui éclate dès 1928, alors que Valois s'oriente vers une forme de syndicalisme réformiste-corporatiste. Pendant la guerre, il participe à la résistance et meurt en déportation. (Yves Guchet, « Georges Valois ou l'illusion fasciste », *Revue française de Sciences politiques*, 15-6, 1965).

VASSART, Albert (1898-1958) : Enfant d'une famille ouvrière, Vassart commence à travailler à 12 ans et adhère à la CGT en 1913. Mobilisé en 1917, il sert dans un régiment de chars qui est employé après-guerre dans la lutte contre les grévistes du Nord. « Anarcho-syndicaliste » jusqu'en 1923, il adhère au PC après l'occupation de la Ruhr et est élève de l'Ecole léniniste de Bobigny en 1924. Elu au CC en juin 1926, il est aussi et surtout membre de la direction de la fédération des métaux de la CGTU. Membre du BP par intermittence jusqu'en 1934, il est hostile à « Classe contre classe » en 1927 et est aussi opposé à l'alignement total de la CGTU sur le parti que promeut alors **Monmousseau**. Critiqué par **Marty**, il reste néanmoins au CC et est orienté vers l'activité électorale. Hostile au pacte germano-soviétique, il rejoint en 1941 le POPF collaborationniste de **Barbé** et Gitton. Rallié à la résistance gaulliste en 1943-1944, il devint après-guerre un propagandiste anti-communiste, proche à la fois de la *Révolution prolétarienne* et des *Amis de la Liberté*.

VERFEUIL, Raoul (1887-1927) : Adhérent à la SFIO en 1905, il est arrêté pour complot en 1920. Il s'oppose à l'adhésion à l'IC au congrès de Strasbourg (février 1920) mais s'y rallie au congrès de Tours (décembre 1920). Il devient membre du CD après le congrès de Marseille (décembre 1921) et y représente l'aile « droite » du PC. Il est exclu en 1922 pour avoir publié un appel à organiser une opposition à l'IC dans le journal « pro-Poincaré » *Le Matin*. Il participe à l'*Union Fédérative Socialiste* en 1922 puis au groupe *La Vague* à partir de 1923, et rejoint brièvement l'*Union Socialiste-Communiste* en 1924 avant de retourner à la SFIO.

VOROSHILOV, Kliment Iefremovitch (1881-1969) : Ouvrier dès l'adolescence, Voroshilov adhère au POSDR dès 1903 et se rallie aux bolcheviks. Mobilisé en 1914, il est commissaire du peuple aux affaires intérieures de la république soviétique d'Ukraine en 1918. Il participe à la création de l'Armée rouge en Ukraine et sur la Volga et se rapproche de Staline lors de la désastreuse bataille de Tsarytsine. Membre du CC en 1921, il remplace **Frounze** au commissariat du peuple à la guerre en 1925 et entre au bureau politique en 1926. Opposé à la modernisation prônée par Toukhatchevski, il organise les purges de l'Armée rouge en 1937. Après les défaites subies en Finlande en 1939, il est relégué à des postes honorifiques. Après la mort de Staline, il se rallie d'abord à Krouchtchev et Malenkov avant de participer au « groupe anti-parti » de 1957. Il est évincé du pouvoir au début des années 1960.

VUJOVIC, Vojislav (1897-1936) : Militant socialiste yougoslave, Vujovic adhère au Parti Social-démocrate serbe en 1912 et devient après-guerre un des cadres dirigeants de l'ICJ. Il en devient le secrétaire général en 1922. Partisan de l'opposition unifiée, il est demis de ses fonctions et exclu de l'exécutif de l'Internationale en septembre 1927. Arrêté et déporté après l'assassinat de Kirov en 1934, il est exécuté lors des purges.

WALECKI, Henryk, de son vrai nom Maksymilian Horwitz (1877-1937): Militant au sein de la fraction gauche du Parti Socialiste Polonais (PPS - à ne pas confondre avec le SDKPiL de Rosa Luxemburg) dès 1906, il entre en 1918 au CC du nouveau parti communiste de Pologne, issu de la fusion de sa fraction avec le SDKPiL. Partisan de l'opposition de gauche en 1924-1925 comme la majorité du PCP, il est démis de ses fonctions par Moscou en 1926. Arreté par le NKVD en juin 1937, il est exécuté en septembre de la même année.

WEYGAND, Maxime, né Maxime de Nimal (1867-1965) : Né de parents inconnus en Belgique, Maxime Weygand est naturalisé français en 1888 et commence une carrière militaire. Antidreyfusard pendant « l'Affaire », il est promu chef d'État-major de la IXe Armée en 1914. Proche de Foch, il suit celui-ci dans sa carrière ascendante pendant la guerre. Envoyé en Pologne en 1920, il contribue à la défaite de l'offensive Toukhachevski. Il est promu chef d'État-major général de l'Armée en 1930 et le reste jusqu'en 1931. Proche de l'Action Française depuis longtemps, il se radicalise encore après le Front populaire, adhère brièvement au « Rassemblement national pour la reconstruction de la France » d'Abel Bonnard et signe un manifeste de soutien à Franco en 1937. Nommé à la tête de l'armée en pleine débâcle en mai 1940, il est le premier à plaider pour l'armistice en conseil des ministres. Ministre de la guerre de Pétain pendant trois mois, il apporte un soutien enthousiaste à la Révolution nationale et contribue notamment à aggraver les mesures antisémites lors de son passage en Afrique du Nord. Arrêté par les allemands en 1942, il bénéficie d'un non-lieu après-guerre. Pro-atlantiste, il participe ensuite aux activités de nombre de groupements d'extrême-droite catholiques et monarchistes, de la défense du Maréchal Pétain à l'Algérie française.

ZETKIN, Clara, de son vrai nom Clara Eissner (1857-1933) : Fille d'un instituteur, Clara se rapproche très jeune des idées marxistes, adhérant au SAP l'année même de son interdiction en 1878. Elle adopte ensuite le patronyme de son compagnon, le révolutionnaire russe en exil Ossip Zetkin (qui meurt en 1889). Exilée à Paris, elle joue un rôle clé dans le parti socialiste illégal, mais aussi dans la nouvelle Internationale socialiste, notamment sur les questions féminines. Rentrée en

Allemagne après la légalisation du parti, elle joue un rôle dirigeant dans l'organisation des femmes socialistes et contribue à la création de l'Internationale Socialiste des Femmes en 1907. Située à gauche du SPD, elle s'oppose avec Rosa Luxemburg et **Karl Liebknecht** aux tendances réformistes de sa direction. Emprisonnée pendant la guerre, elle participe à la Ligue Spartakus avant de rejoindre l'USPD puis le KPD. Déléguée de l'IC au congrès de Tours, elle est élue au CE de l'IC en 1921. Elle meurt à Moscou quelques semaines après avoir dû fuir l'arrivée des nazis au pouvoir.

ZYROMSKI, Jean (1890-1975) : Né dans une famille bourgeoise catholique, Zyromski adhère à la SFIO en 1912 et s'y range à la gauche de la tendance Guesdiste. Patriote en 1914, il est mobilisé et blessé au combat. A Tours, il dénonce le bolchevisme comme un retour à « l'Hervéisme » et reste donc avec Blum à la SFIO. Hostile au Cartel des gauches en 1924, il fonde en 1926 « La Bataille socialiste », tendance de gauche de la SFIO prônant l'unité d'action avec le PC et le refus des alliances avec les radicaux. Après le 6 février 1934, il devient le principal champion du Front populaire dans la SFIO, et rédige d'ailleurs avec **Jacques Duclos** sa plate-forme d'action commune. Après avoir rompu avec Blum sur la question de l'intervention en Espagne, il prône la constitution d'une coalition militaire des pays antifascistes, ce qui entraîne la rupture avec **Pivert** et la Gauche Révolutionnaire. Pendant la guerre, il participe modérément à la résistance socialiste et est brièvement interné comme « juif » (à cause de son patronyme). Après la guerre, il adhère au PCF et y reste jusqu'à sa mort, même si il semble qu'il ait désapprouvé la répression du printemps de Prague.

Index des abréviations utilisées pour les organisations

AF : Action Française

ARAC : Association Républicaine des Anciens Combattants

CGTU : Confédération Générale du Travail Unitaire

CRRI : Comité pour la reprise des relations internationales

C3I : Comité pour la IIIe Internationale

FNJC : Fédération Nationale des Jeunesses Communistes

GDA : Groupes de Défense Antifasciste

IC : Internationale Communiste

ICJ : Internationale Communiste des Jeunes

JGA : Jeunes Gardes Antifascistes

JP : Jeunesses Patriotes

KPD : Parti Communiste d'Allemagne (*Kommunistische Partei Deutschlands*)

LLX : Ligue Ouvrière des Anciens Combattants (*Labour League of ex-Servicemen*)

LP : Ligue des Patriotes

PRA : Parti de la République Autoritaire

PSN : Parti Socialiste National

PRS : Parti Républicain-Syndicaliste

PUP : Parti d'Unité Prolétarienne

RFB : Ligue des Combattants du Front Rouge (*Roter Frontkämpferbund*)

SFIC (PC, PSU) : Section Française de l'Internationale Communiste (Parti Communiste)

SFIO (PS) : Section Française de l'Internationale Ouvrière (Parti Socialiste)

SPD : Parti Social-Démocrate d'Allemagne (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*)

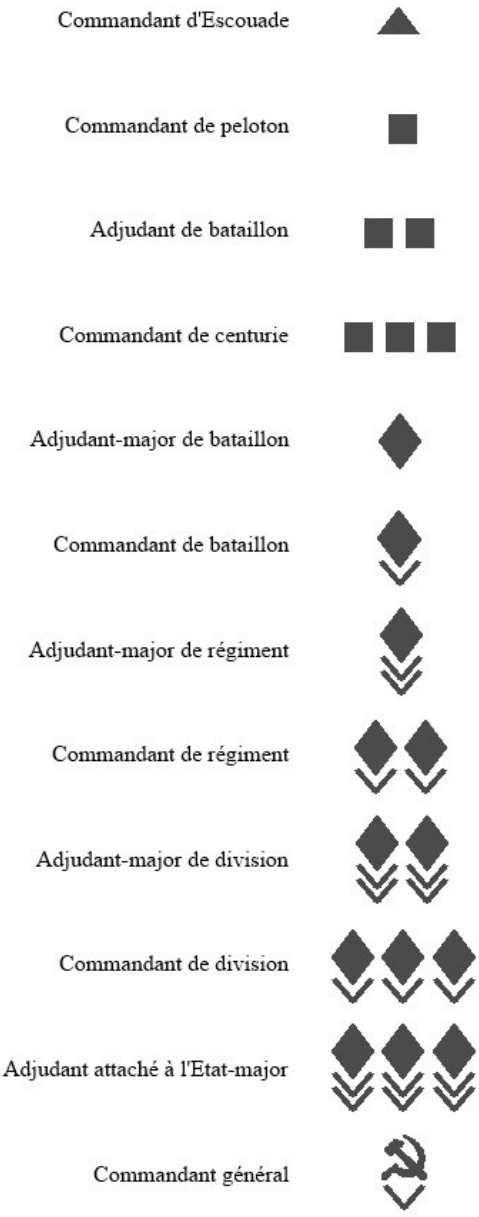
SRI : Secours Rouge International

UdHuK : Union des Travailleurs manuels et intellectuels (*Union der Hand und Kopfarbeiter*)

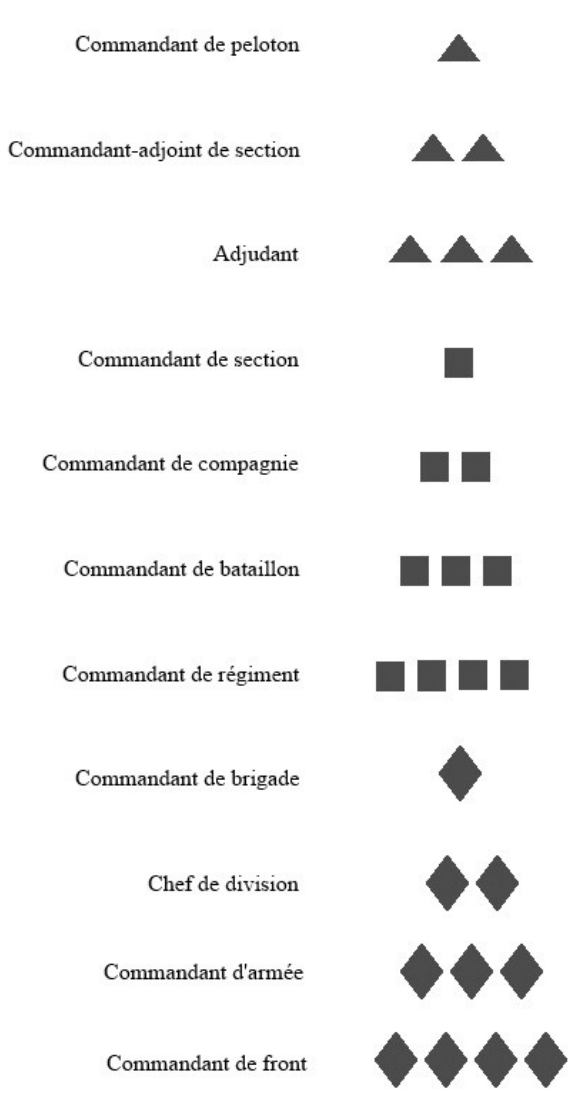
USC : Union Socialiste-Communiste

USPD : Parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne (*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*)

Insignes des Centuries Prolétariennes du PCI en 1924 et de l'Armée rouge russe en 1919



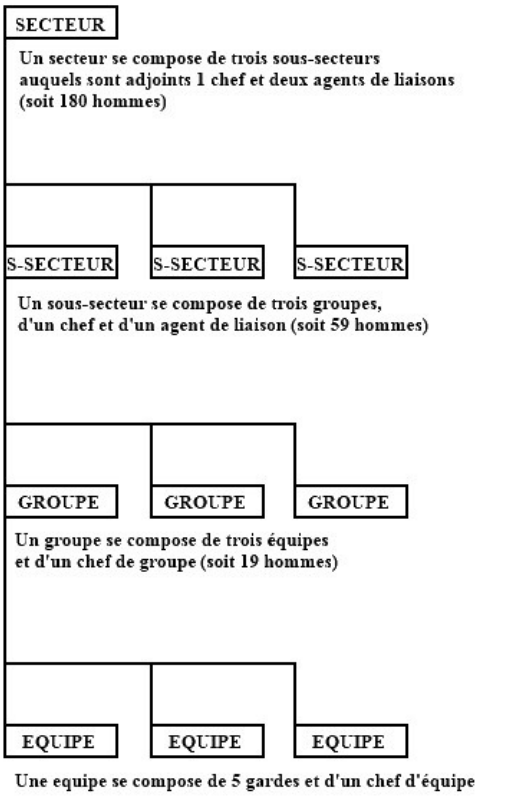
Insignes de grade des Centuries prolétariennes du PCI en France
Source: Rapport du commissaire spécial de Nancy, 9 mars 1925, AN F-7 13248.



Insignes de grades de l'Armée rouge, 1919
Source: Mikhail Khvostov et Andrei Karachtchouk, *The russian civil war (1) The Red Army*
Londres, Osprey Publishing, 1996, p.36.

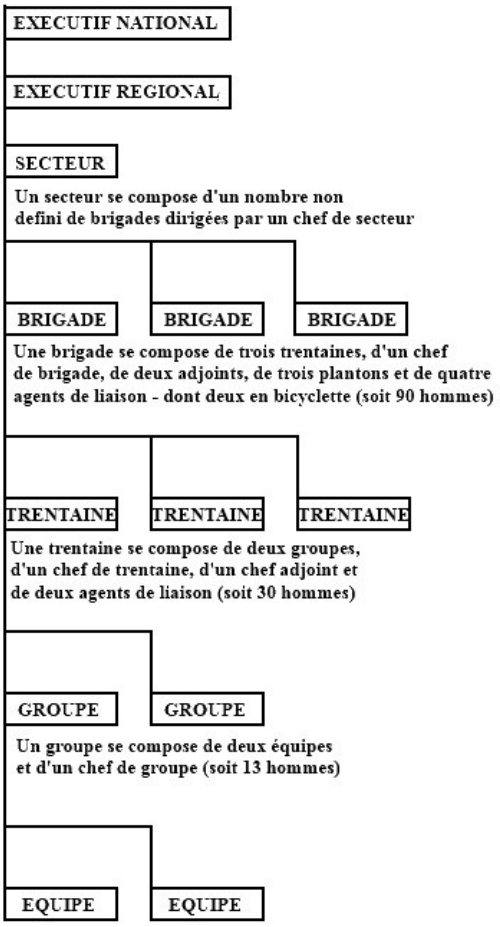
Cette comparaison entre les deux systèmes d'insignes souligne leur proximité et illustre bien l'objectif des créateurs des Centuries prolétariennes : fonder une Armée rouge italienne, ou une section italienne de « l'Armée rouge mondiale » selon le mot de Toukhachevski.

Évolution des structures des GDA-JGA en 1926-1927



Groupes de Defense Antifasciste et Jeunes Gardes Antifascistes, Organisation en Mai 1926

Source: « Réunion des Groupes de Défense Antifasciste des 11 et 20 arrts, Les Lilas, Bagnolet, Montreuil et Romainville, rapport de la Sûreté du 15 septembre 1926 (AN F-7 13179).



Groupes de Defense Antifasciste et Jeunes Gardes Antifascistes, Organisation en Mars 1927

Source: « G.D.A., Jeunes Gardes, G.M.R. leur nouvelle organisation », Bulletin mensuel de l'ARAC n°1, mars 1927.

Les transformations de l'organigramme des GDA montrent qu'il n'est pas complètement resté théorique. Son évolution vers plus de complexité reflète en effet un besoin sans aucun doute réel (au moins en région parisienne) : maintenir l'équilibre entre l'absorption d'effectifs nombreux et un bon encadrement politique et tactique de ces mêmes effectifs.

Structures organisationnelles, cadres et militants identifiés des GDA d'Alsace Lorraine, printemps 1927

Responsable général pour l'Alsace-Moselle :

- CONRAD, métallurgiste, destitué en 1926, puis Emile BERON (31 ans), ouvrier tourneur, exclu du PC entre 1924 et 1926, membre de la direction régionale du PC.

Secrétaire de l'ARAC de Moselle :

- Étienne GUNDRAM (32 ans), ouvrier-charron aux CCF, adhérent au PC depuis 1924 ; orateur lors du meeting du 10 novembre 1926 à Paris[1330].

SECTION DE METZ/MONTIGNY :

Secrétaire du Groupe local :

- Étienne GUNDRAM (32 ans), ouvrier-charron aux CCF, adhérent au PC depuis 1924

Président du CD :

- Georges HARTMANN, ouvrier aux CCF

Vice-président du CD :

- Jacques LADER, ouvrier aux CCF, délégué régional CGTU cheminots.

Secrétaires du CD :

- Charles KRAEMER, ouvrier, remplacé à son poste par BETTINGER.
- Charles BETTINGER, ouvrier à la manufacture des tabacs, membre du PC.
- Marcel LEVEQUE, ouvrier à la manufacture des tabacs.

Contrôleur du CD :

- Maximilien GRAND, ouvrier à la manufacture des tabacs.

***Techniker leiter* (Dirigeant technique) :**

- Jean ROUGEL, ouvrier aux CCF, membre du PC.

Trésorier du Groupe Local :

- Emile OTT, cheminot.

Assesseurs du CD :

- Charles HOEFFEL (33 ans), ouvrier aux CCF, mobilisé dans la *Heer* en 1914-1918, membre du PC.
- LEVY, salarié de l'Humanité d'Alsace-Lorraine (?).
- SCHMITT

Référents pour des groupes ou des usines :

- Adolphe HUNGLER (38 ans), cheminot, mobilisé dans la *Heer* en 1914-1918, membre du PC.
- Ferdinand JOACHIM, ouvrier à la manufacture des tabacs.
- Ernest MANN (48 ans), cheminot, dirigeant régional de la CGTU cheminots.

Militants :

- Eugène Mathis.
- OTT, épouse d'Émile OTT.
- Jacques WINNEMAN, ouvrier aux CCF.

SECTION D'ALGRANGE

Référent pour l'adhésion :

- Alfred MULLER (32 ans), ouvrier, membre du PC.

Militants :

- Stephan DIMMEL.
- FELDEN.
- Max FOEURSCHKE.
- FRSYMUTH.
- GULDNER.
- Jacques KEMPF.
- SCHNEIDER.

SECTION DE BASSE-YUTZ

Président de la section et référent pour l'adhésion :

- Marcel HURSTEL (31 ans), ouvrier, membre du PC.
- **Vice-président de la section :**
- GROSSARD, ouvrier.

Trésorier :

- Joseph WILL, ouvrier.

Secrétaire du CD :

- Nicolas WILL, ouvrier.

Assesseurs du CD :

- Joseph FRITSCH, ouvrier (confusion avec Emile FRITSCH?).
- Joseph STRENG, ouvrier.

SECTION DE STRASBOURG

Président de la section :

- Philippe SCHOTT, membre du PC.

Militants :

- Jeanne BAUER (25 ans), membre du PC.
- Joseph GROSJEAN.
- Emile SCHOTT, fils de Philippe SCHOTT.
- ZOFFNER.

AUTRES

Référent pour l'adhésion à Mulhouse :

- Joseph WALLISER.

Référent pour l'adhésion à Sarrebourg:

- Pierre ALBRECHT.

Évolution chronologique des Ligues et groupes d'extrême-droite français (1920-1930)

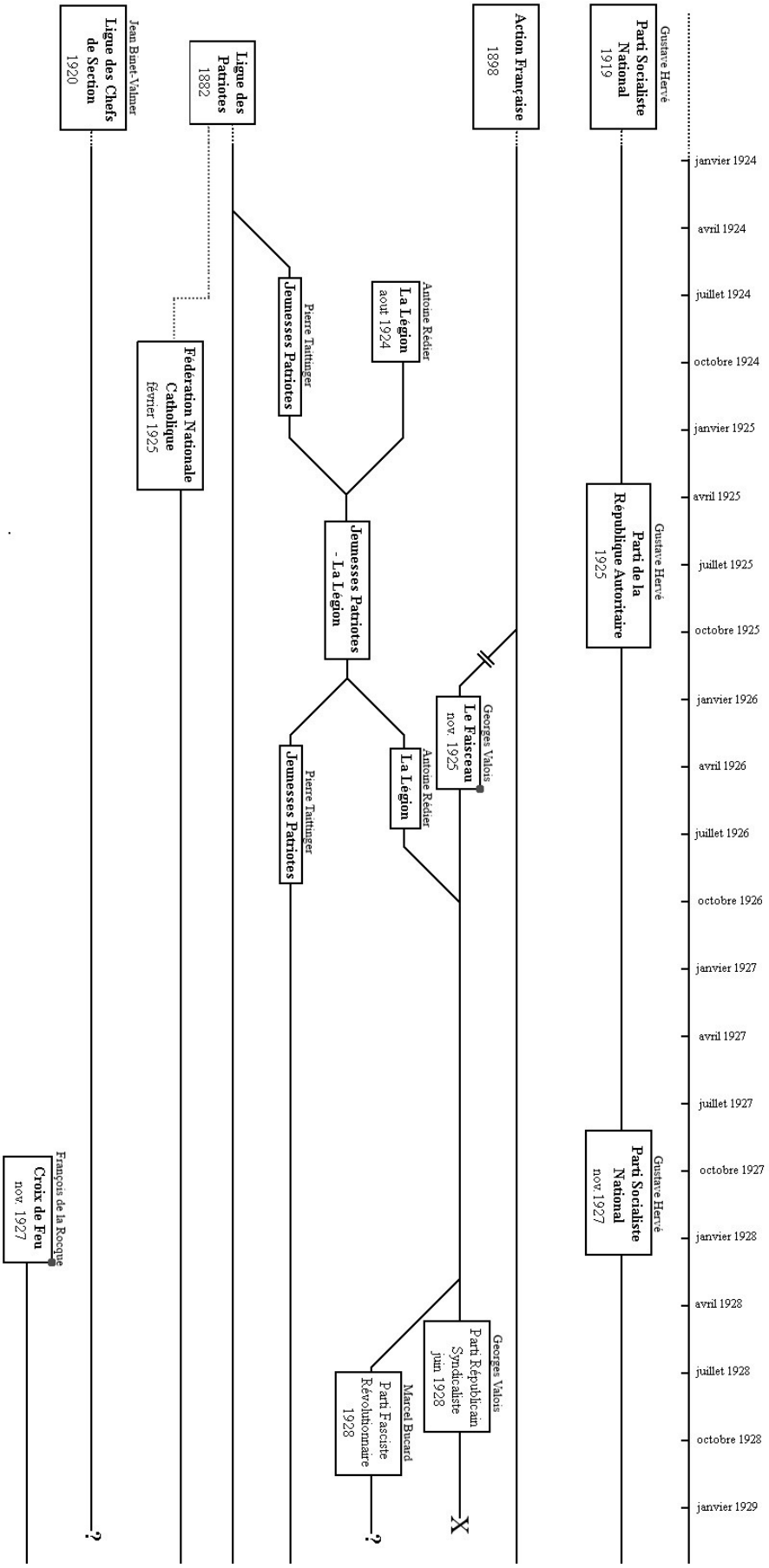


Table des matières

Introduction....8
De Tours à la Bastille — les années de fondation du parti communiste....8
La « politique militaire » du parti communiste....10
Une historiographie réduite mais complexe....11
Violence et révolution....14
La politique militaire comme indicateur de l'évolution du PC et de l'IC....15
Une question récurrente pour le PC de l'entre-deux-guerres....16
Quelles sources ?....18
Chapitre 1 : « Les deux méthodes ». Le débat sur l'insurrection dans la SFIO avant 1914....22
Le marxisme et l'État — la nécessité de l'insurrection révolutionnaire....22
L'héritage de Blanqui et les controverses entre réformistes et révolutionnaires....23
L'antimilitarisme, point de clivage ou de consensus ?....27
L'autodéfense dans la SFIO avant 1914....31
Les années de fondation du communisme français (1918-1925)....34
Chapitre 2 : Dans la SFIO d'après-guerre et les débuts de la SFIC : pacifisme ou violence révolutionnaire ?....36
La question de l'insurrection dans la lutte pour l'adhésion à la IIIe Internationale....36
Pacifisme ou antimilitarisme actif ? Les débats sur l'antimilitarisme révolutionnaire et l'insurrection dans la SFIC....41
Chapitre 3 : La naissance du travail « anti » et le rôle des Jeunesses communistes....50
Les premiers problèmes d'organisation....50
Le rôle de l'ICJ et la coopération internationale antimilitariste....53
Organiser les soldats communistes....54
L'occupation de la Ruhr....56
Chapitre 4 : La transition vers une politique militaire publique....66
Le maintien des méthodes d'autodéfense de la SFIO et les improvisations initiales....66
Les *Centurie proletaria* : une armée rouge italienne en exil0....72
Une direction nouvelle dans un contexte politique changé....75
De Reval à Paris, décembre 1924....77
L'enquête préfectorale de 1924-1925 : à la recherche d'un fantasme ?....80
Le tournant vers le travail illégal et la réorganisation de l'autodéfense....82
Chapitre 5: La SFIC et la « première vague » des ligues, 1924-1926....90
Les leçons de la défaite italienne....90
La menace fasciste en France ?....91
Premiers affrontements....93
Une guerre civile « en gestation » ? De la « descente » de Sèvres à la rue Damremont....96
La menace fasciste au second plan ?....101
De la « bolchevisation » à « classe contre classe » (1926-1928)....106
Chapitre 6 : La naissance des Groupes de Défense Antifasciste....108
L'attaque de la Salle des Sociétés savantes....108
Les Groupes de Défense Antifasciste – un front unique de l'autodéfense....110
« Les combattants rouges de l'ARAC »....113
La question de l'uniforme....114
Une Internationale de l'Autodéfense ?....116
Chapitre 7: Les Groupes de Défense Antifasciste en action 1926-1927....120
La mobilisation de Reims – un exemple de front unique ?....120
La formation des structures des GDA....121
Combien de GDA et de JGA ?....123
« Barrer la route à la réaction, quel que soit son visage »....129
Grouper communistes et sans-parti – le front unique de l'autodéfense en pratique ?....136

« L'avant-garde de l'Armée prolétarienne »....138
« Le péril communiste » : les GDA vus par leurs ennemis....140
Chapitre 8 : Une structure locale : l'exemple des GDA d'Alsace-Lorraine....144
La SFIC et l'Alsace-Lorraine....144
La création des GDA en Alsace -Lorraine....146
Les GDA Alsaciens-Lorrains en action....149
Effectifs et composition : combien étaient les GDA Alsaciens-Lorrains et qui étaient-ils ?. .151
Les rapports transfrontaliers avec le *Roter Frontkämpferbund*....154
Des GDA comme les autres ?....155
Chapitre 9 : L'antimilitarisme entre 1925 et 1927 : théorie et pratiques....158
Avant-propos : retour sur les sources....158
Le travail *anti* entre la révolution à venir et les guerres coloniales....159
Les militants de l'antimilitarisme....162
Armées bourgeoises ou Armée rouge ?....164
Le travail « extérieur » – toucher les soldats....168
Le travail intérieur : organiser les soldats révolutionnaires....171
Les délégués *anti*, commis-voyageurs de l'antimilitarisme....174
La répression....176
Cas individuels ou bataille admirable : comment juger des résultats du travail *anti* ?....178
Chapitre 10 : La fin des GDA-JGA....182
La « manifestation Sacco et Vanzetti » du 23 août 1927....182
Vers le « Front Rouge »....183
La crise politique au sein du PC et de l'ARAC....186
La création du Front Rouge....188
Le Front rouge en action, continuité et ruptures....190
Août 1928, la fin du Front rouge....192
Les raisons d'un échec global : des GDA-JGA au Front rouge....193
De la « troisième période » au Front populaire (1928-1939)....196
Chapitre 11: la « troisième Période » de l'autodéfense : Manifestations clandestines et défense de l'URSS 198
Les « manifestations clandestines »....198
Après le 5 août 1928 : réorganiser l'autodéfense ?....200
« Fascisation » et répression....202
Une autodéfense orientée à gauche – contre le « social-fascisme »....206
La défense de l'URSS et le « danger de guerre impérialiste »....209
La rupture du lien théorique entre autodéfense et insurrection....211
Quelles réalisations ?....216
La survie des Groupes de Défense Antifasciste après 1928....220
Chapitre 12: le travail *anti* en 1929-1934....223
Le travail *anti* dans « classe contre classe »....223
La défense de l'URSS et l'Armée rouge dans le travail *anti*....226
Une pénétration communiste en déclin....231
Une propagande *anti* en berne ?....235
Une répression accrue....237
Le refus du travail anti....239
Chapitre 13: De Berlin à Paris : permanence de l'autodéfense communiste face au retour du fascisme....246
La résurgence des ligues et de la question de l'autodéfense....246
Front unique, refus d'une « organisation spéciale », … : le débat sur l'autodéfense....248
Après le 6 février, autodéfense, insurrection ou « travail de masse » ?....253
L'intervention des communistes « dissidents » dans le débat....257
Chapitre 14: Le Front populaire et la politique militaire du PC et de la SFIO....264

Une nouvelle politique *anti*.....264
Pour la paix, contre le fascisme.....266
Une autodéfense du Front populaire ?.....268
Les autodéfenses et la crise du Front populaire.....270
Une expérience perdue qui mène à l'effondrement de 1939.....272
Conclusion : De la « future Armée rouge française » à la Défense nationale, trajectoire d'une politique militaire communiste.....274
Une dynamique complexe et fluctuante.....274
Des résultats variés.....277
Les raisons d'un échec final.....278
Le poids de l'IC ou la pression du stalinisme ?.....281
Bibliographie.....284
Sur l'histoire générale de l'entre-deux guerres.....286
WINOCK Michel, *La fièvre hexagonale – les grandes crises politiques 1871-1968*, Paris, Calmann-Levy, 1986.....288
Sur l'histoire du mouvement communiste international.....288
Sur le mouvement communiste français.....290
Sur les questions militaires du mouvement communiste international.....291
Sources primaires.....296
Publications d'époque (livres, brochures et journaux).....296
Archives privées et publiques.....297
Annexes.....300
Index des noms de personnes citées.....302
Index des abréviations utilisées pour les organisations.....335
Insignes des Centuries Prolétariennes du PCI en 1924 et de l'Armée rouge russe en 1919.....337
Évolution des structures des GDA-JGA en 1926-1927.....339
Structures organisationnelles, cadres et militants identifiés des GDA d'Alsace Lorraine, printemps 1927.....341
Évolution chronologique des Ligues et groupes d'extrême-droite français (1920-1930).....345

1 Albert Treint, « Armée de dictature bourgeoise – le problème militaire et les communistes », *Correspondance Internationale*, n° 24, décembre 1921.

2 Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine, *Le programme militaire de la révolution prolétarienne*, 1916, disponible sur : https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/09/pmrp.htm [consulté le 10 mars 2016 à 14h39], cité dans *La Caserne*, 20 janvier 1926, p.1, AN F-713141.

3 « Socialistes et communistes, Unitaires et confédérés ont réalisé le Front unique », *l'Humanité*, 29 juin 1926, pp.1-2.

4 Paul Vaillant-Couturier, « Qu'est-ce que l'armement du prolétariat », *l'Humanité*, 28 janvier 1935, pp.1-2.

5 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, Paris, Libertalia, 2017.

6 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *ibid.*

7 Norman Davies, *White Eagle, Red Star – the Polish-Soviet War 1919-1920 and the 'miracle on the Vistula'*, Londres, Pimlico, 2003 (1e édition : 1972).

8 Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats*, Paris, La Découverte, 2001, 1e édition : 1906 ; Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine, « Les enseignements de l'insurrection de Moscou », *Prolétari*, n° 2, août 1906, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1906/08/vil19060829.htm [consulté le 19 septembre 2019].

9 Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine, « Les enseignements de l'insurrection de Moscou », *ibid*.

10 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste, 1920-1945*, Paris, Fayard, 1980.

11 Georges Vidal, *La grande illusion ? Le Parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2006.

12 Georges Vidal, *Le soldat volontaire en Europe au XXe siècle — de l'engagement politique à l'engagement professionnel*, Actes du Colloque international de Montpellier, du 3 au 5 avril 2003, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2007, p.256 ; ou encore : Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », *Revue Historique*, 4/2006, n° 640, pp 901-922.

13 Georges Vidal, « Les chefs de l'armée française face au communisme au début des années 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. n° 70, avril-juin 2001. pp. 117-126 ; ou encore : Georges Vidal, *L'armée française et l'ennemi intérieur : 1917-1939, enjeux stratégiques et culture politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

14 David François, *La violence dans le discours et les pratiques du PCF de 1920 à la Seconde Guerre mondiale*, thèse sous la direction de Serge Wolikow, Université de Bourgogne, 2 vols., 2012.

15 http://communismeetconflits.over-blog.com/ [consulté le 19 septembre 2019].

16 Sylvain Boulouque, « Les cadres communistes et la violence : "Expériences de formation et pratique politique : 1920-1939" », communication lors de la journée d'étude « La violence militante en France des années 1920 aux années 1960 », Nancy, 8 juin 2010 ; Sylvain Boulouque, « 11 janvier 1924, 33 rue de la Grange-aux-Belles », *Le Monde Libertaire*, HS n° 24, 25 décembre 2003.

17 T. Derbent, « Catégories de la politique militaire révolutionnaire », conférence présentée à Bruxelles dans le cadre des formations du Bloc Marxiste-Léniniste, les 3 et 10 avril 2006 et publiée en deux livraisons dans *Clarté* n° 5 (mai 2006) et n° 6 (décembre 2006), disponible en ligne sur : http://www.agota.be/t.derbent/articles.html [consulté le 26 août 2019].

18 T. Derbent, *La résistance communiste allemande 1933-1945*, Bruxelles, éditions Aden, 2008.

19 T. Derbent, *Clausewitz et la guerre populaire*, Bruxelles, éditions Aden, 2004 ; T. Derbent, *Giap et Clausewitz*, Bruxelles, éditions Aden, 2006 ; T. Derbent, *De Foucault aux brigades rouges – misère du retournement de la formule de Clausewitz*, Bruxelles, éditions Aden, 2016.

20 Par exemple : Loren Balhorn, « The Lost History of Antifa », Jacobin Magazine, mai 2017, disponible en ligne sur : https://jacobinmag.com/2017/05/antifascist-movements-hitler-nazis-kpd-spd-germany-cold-war [consulté le 6 septembre 2019] ou encore : Bernd Langer, *Histoire du mouvement antifasciste allemand*, Paris, Libertalia, 2018.

21 T. Derbent, *De Foucault aux Brigades rouges – misère du retournement de la formule de Clausewitz*, Bruxelles, Éditions Aden, 2016, pp.51-108

22 George L. Mosse, *De la grande guerre aux totalitarismes. La brutalisation des sociétés*, Paris, Hachette, 1999.

23 Robert Soucy, *French fascism: the first wave (1924-1933)*, New Haven, Yale University Press, 1986.

24 https://anrpaprika.hypotheses.org/

25 https://pandor.u-bourgogne.fr/pages/paprika2f.html

26 Conservé sous la côte JA-65.

27 Conservé sous la côte Ba-1910.

28 https://gallica.bnf.fr

29 http://association-radar.org/

30 Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris, Éditions sociales, 1972, p.179 [1e édition : 1884].

31 Karl Marx et Friedrich Engels, *Le manifeste du parti communiste*, Paris, Éditions sociales, 1966, p.9 [1e édition : 1848].

32 Auguste Blanqui, *Avis au peuple*, février 1851, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/blanqui/1851/blanqui_toast_londres.htm [consulté le 5 juin 2017].

33 Friedrich Engels, « Le programme des émigrés blanquistes de la Commune », *Der Volksstaat* N° 73, 26 juin 1874, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/engels/works/1873/06/18730600.htm [consulté le 5 juin 2017].

34 Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe, tome II. Octobre*, Paris, Éditions du Seuil, collection « Points Histoire », 1950, p.545, [1e édition : 1930].

35 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *op.cit.*, p.31.

36 Frédéric Monier, *Le complot dans la République — Stratégies du secret de Boulanger à la Cagoule*, Paris, La Découverte, 1998, pp.78-82.

37 Sébastien Albertelli, *Histoire du sabotage – de la CGT à la Résistance*, Paris, Perrin, 2016, pp.13-28.

38 Matthias Bouchenot, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, Paris, Libertalia, 2014, p.35.

39 Sébastien Albertelli, *Histoire du sabotage — de la CGT à la Résistance*, op.cit, pp.32-35.

40 *ibid.*, pp.30-31.

41 Alfred Rosmer, *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, tome 1, Pantin, Éditions d'Avron, 1993, p.44, 1e édition : 1936.

42 Jules Guesde, *Les deux méthodes – conférence contradictoire avec Jean Jaurès, 26 novembre 1900*, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/guesde/works/1900/11/guesde_19001126.htm [consulté le 20 juin 2017].

43 Jules Guesde, « Légalité et Révolution », *le socialisme*, 24 novembre 1907, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/guesde/works/1907/11/guesde_19071124.htm [consulté le 9 mars 2017].

44 Parti socialiste (SFIO), 6e Congrès national, tenu à Saint-Étienne les 11, 12, 13 et 14 avril 1909. Compte-rendu sténographique, Paris, au siège du Conseil national, 1909, p.112. Cité par : Sébastien Albertelli, *Histoire du sabotage — de la CGT à la Résistance*, *op.cit.*, p.43.

45 Charles Rappoport, « Révolution et coups de main », *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, 1912, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/rappoport/works/1912/00/rappoport_19120000.htm [consulté le 27 juin 2017].

46 Friedrich Engels, *M.E. Dühring bouleverse la science*, Montreuil, Éditions Sciences marxistes, 2007, pp.211-220, [1e édition : 1878].

47 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *op.cit.*, p.42.

48 *Ibid.*, pp.60-61.

49 Raoul Verfeuil, *Pourquoi nous sommes antimilitaristes*, 1913, S.I., disponible en ligne sur : https://pandor.u-bourgogne.fr/ead.html?id=FRMSH021_00009&c=FRMSH021_00009_brb4408 [consulté le 19 juillet 2016].

50 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, op.cit, p.61.

51 Léon Trotsky, « Bas les pattes devant Rosa Luxemburg ! », 26 septembre 1932, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1932/09/baslespattes.htm [consulté le 24 octobre 2017].

52 Rosa Luxemburg, « Utopies pacifistes », *Leipziger Volkszeitung*, 6 et 8 mai 1911 (disponible en ligne ici : https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1911/05/utopies.htm [consulté le 19 juillet 2016]).

53 *Rapport sur l'antimilitarisme à la Conférence nationale des Jeunesses socialistes*, 26 mars 1913. Disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/inter_soc/sfio/sfio_19130323.htm [consulté le 13 juin 2017].

54 Yolande Cohen, « L'antimilitarisme des jeunesses avant 1914 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1989, Volume 16, Numéro 1, pp. 47-48.

55 Matthias Bouchenot, *Tenir la rue — l'autodéfense socialiste*, *op.cit.*, pp.29-30.

56 Varine, « Légalité et illégalité », *Bulletin Communiste*, n° 33, 30 septembre 1920, pp.1-2. Disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/IMG/pdf/36-002-00033.pdf [consulté le 22 juillet 2016].

57 Nikholaï Boukharine, « "L'organisation de la force armée et la structure de la société", *Bulletin Communiste*, n° 7, 29 avril 1920, pp.7-8. Disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/IMG/pdf/36-002-00007.pdf [consulté le 22 juillet 2016].

58 Nikholaï Boukharine, « Aux Travailleurs Français. La Dictature du Prolétariat en Russie et la Révolution mondiale », *Bulletin Communiste*, n° 23-24, 12 août 1920, pp.3-8. Disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/IMG/pdf/36-002-00023.pdf [consulté le 22 juillet 2016].

59 Léon Trotsky, « La révolution d'octobre », *Bulletin Communiste*, n° 3, 1er avril 1920, pp.5-7. Disponible en ligne : http://www.association-radar.org/IMG/pdf/36-002-00003.pdf [consulté le 22 juillet 2016].

60 Karl Radek, « Une malheureuse tentative insurrectionnelle en Autriche allemande », *Bulletin Communiste*, n° 49, 16 décembre 1920, pp.12-16. Disponible en ligne : http://www.association-radar.org/IMG/pdf/36-002-00049.pdf [consulté le 22 juillet 2016].

61 Amédée Dunois, « Positivisme révolutionnaire », *Le Populaire*, 13 juillet 1920, p.1. Disponible en ligne sur : http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k8173840/f1 [consulté le 7 septembre 2016].

62 Flory, « Fausse Exegèse », *Bulletin Communiste*, n° 22, 5 août 1920, pp.1-2, BNF, 4 LC2 6655. Disponible en ligne : http://www.association-radar.org/IMG/pdf/36-002-00022.pdf [consulté le 22 juillet 2016].

63 David François, « Les guerres de la Hongrie rouge », blog *Communisme et conflits*, 24 janvier 2013, disponible en ligne sur : http://communismeetconflits.over-blog.com/article-les-guerres-de-la-hongrie-rouge-avril-aout-1919-1ere-partie-114687314.html [consulté le 4 juillet 2017].

64 Amédée Dunois, « La conquête de l'armée », *Le bulletin communiste*, n° 27, 30 juin 1921.

65 Carlos Caballero Jurado, *The German Freikorps 1918–23*, Oxford, Osprey publishing, 2001.

66 À ce sujet, voir notamment : Georges Vidal, « Les chefs de l'armée française face au communisme au début des années 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2001/2 (no 70), p. 117-125.

67 Albert Treint, « Armée de dictature bourgeoise – le problème militaire et les communistes », *Correspondance Internationale*, n° 24, décembre 1921.

68 V. Vouïovitch [Voja Vujovic], « La jeunesse dans la lutte actuelle contre le militarisme », *Correspondance internationale*, n° 1, octobre 1921.

69 Albert Treint, « Armée de dictature bourgeoise — le problème militaire et les communistes », *op.cit*.

70 Intervention de Jacques DORIOT au II[e] congrès de l'ICJ, 10 juin 1921, AD-93 3/Mi-7/22 (533/1/11).

71 Projet de programme d'action du Parti communiste, 1922, AD-93, 3/Mi6/3 (dossier 33).

72 Voja Vujovic, « La jeunesse dans la lutte actuelle contre le militarisme », *op.cit*.

73 Intervention de Jacques DORIOT au II[e] congrès de l'ICJ, *op.cit*.

74 Projet de programme d'action du Parti communiste, 1922, *op.cit*.

75 Voja Vujovic, « La jeunesse dans la lutte actuelle contre le militarisme », *op.cit*. ; Albert Treint, « Armée de dictature bourgeoise — le problème militaire et les communistes », *op.cit*.

76 Léon Trotsky, « Discours de Trotsky sur le mouvement ouvrier français », *Bulletin Communiste*, n° 124, 22 avril 1922, pp.19-23, disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/IMG/pdf/36-002-00124.pdf [consulté le 25 juillet 2016].

77 Léon Trotsky, « Discours de Trotsky sur le mouvement ouvrier français », *ibid*.

78 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, Paris, Fayard, 1980, pp.96-97.

79 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *op.cit*, pp.159 et 182-183.

80 « La dernière journée du congrès de Marseille », *l'Humanité*, 30 décembre 1921, pp.1-2.

81 « La dernière journée du congrès de Marseille », *op.cit*.

82 « La dernière journée du congrès de Marseille », *op.cit.*

83 *Compte-rendu de la conférence de l'exécutif élargi de l'Internationale communiste*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1922, p.212, disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/article2188.html [consulté le 5 juillet 2017].

84 Léon Trotsky, « Discours de Trotsky sur le mouvement ouvrier français », *op.cit*.

85 Léon Trotsky, « Discours de Trotsky sur le mouvement ouvrier français », *ibid*.

86 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste 1920-1945* (Tome 1). Paris, Fayard, 1981, p.117.

87 Léon Trotsky, « lettre à Alfred Rosmer », 22 mai 1922, *in*. Pierre Broué (éd.), *Le mouvement communiste en France (1919-1939)*, Paris, Les éditions de Minuit, 1967, p.181.

88 Rapport du CE de l'ICJ sur la rencontre les camarades français, janvier 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

89 FNJC, « Motion sur la politique générale du Parti français », avril 1922 [?], AD-93 3/Mi-7/24.

90 « Le rôle de la jeunesse communiste dans la formation bolchevique du parti communiste français », 10 janvier 1932, AD-93 3/Mi-7/43.

91 « La dernière journée du congrès de Marseille », *l'Humanité*, 30 décembre 1921, p.1.

92 « Le congrès de Paris », *l'Humanité*, 17 octobre 1922, p.1.

93 « Le rôle de la jeunesse communiste dans la formation bolchevique du parti communiste français », o*p.ci*t.

94 Rapport du commissaire spécial de Lille, 20 mars 1923, AN F-7 12 901.

95 Réunion du CN de la FNJC, 19 mai 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

96 Rapport du CE de l'ICJ sur la rencontre avec les camarades français, o*p.cit.*

97 Réunion du CN de la FNJC, 19 mai 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

98 « Le rôle de la jeunesse communiste dans la formation bolchevique du parti communiste français », *op.cit*.

99 Rapport du CE de l'ICJ sur la rencontre avec les camarades français, *op.cit.*

100 Rapport du CE de l'ICJ sur la rencontre avec les camarades français, *ibid*. ; « Le rôle de la jeunesse communiste dans la formation bolchevique du parti communiste français », *op.cit*.

101 Rapport du CD de la FNJC au CE de l'ICJ, 30 juin 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

102 Voir par exemple : Paul Vaillant-Couturier, « Prison... Ceintures... Plus de permes », *l'Humanité*, 23 mars 1923, p.1.

103 Bulletin de la FNJC N° 6, 23 avril 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

104 Rapport non signé au CN de la FNJC, 2 octobre 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

105 Rapport du CE de l'ICJ sur la rencontre avec les camarades français, o*p.cit.* ; Rapport non signé au CN de la FNJC, *op.cit.* ; Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *op.cit.*, pp.276-277.

106 Réunion du CN de la FNJC, 19 mai 1922, *op.cit.*

107 Plan de travail pour le CN de la FNJC, 1922, AD-93 3/Mi-7/24 ; Réunion du CN de la FNJC, 19 mai 1922, *op.cit.*

108 Rapport « d'Araber », AD-93 3/Mi-7/24.

109 Rapport non signé au CN de la FNJC, *op.cit.*

110 État des arrestations pour distribution ou affichage de propagande antimilitariste 1921, AN F-7 13 141.

111 Dossier AN F-7 13 146.

112 Rapport du CD de la FNJC au CE de l'ICJ, 30 juin 1922, *ibid.*

113 Alfred Rosmer, *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, Librairie du Travail, 1936, p.25.

114 État des arrestations pour distribution ou affichage de propagande antimilitariste 1921, *op.cit.*

115 État des arrestations pour distribution ou affichage de propagande antimilitariste 1921, *ibid.*

116 Rapport non signé au CN de la FNJC, *ibid*.

117 Lettre de Maurice Laporte au CE de l'ICJ, 28 février 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

118 Rapport du CE de l'ICJ sur la rencontre avec les camarades français, *op.cit.*

119 Rapport du CE de l'ICJ sur la rencontre avec les camarades français, *ibid.* ; Intervention de GUILLEAUX [Jacques DORIOT] au IIe congrès de l'ICJ, 10 juin 1921, AD-93 3/Mi-7/22.

120 Rapport du CE de l'ICJ sur la rencontre avec les camarades français, *op.cit.*

121 Rapport du CE de l'ICJ sur la rencontre avec les camarades français, *ibid.*

122 Lettre du CN de la FNJC au CE de l'ICJ, 18 mai 1922, AD-93 3/Mi-7/24 ; Rapport du CE de l'ICJ sur la rencontre les camarades français, *op.cit.* ; Rapport du CD de la FNJC au CE de l'ICJ, 30 juin 1922, *ibid.*

123 Rapport du CD de la FNJC au CE de l'ICJ, 30 juin 1922, *ibid.*

124 Rapport non signé au CN de la FNJC, *op.cit.*

125 Lettre aux ententes, 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

126 Bulletin de la FNJC N° 5, 19 mars 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

127 État des arrestations pour distribution ou affichage de propagande antimilitariste 1921, *op.cit*.

128 Rapport du CD de la FNJC au CE de l'ICJ, 30 juin 1922, *op.cit.*

129 Rapport du CD de la FNJC au CE de l'ICJ, 30 juin 1922, *ibid.*

130 Georges Vidal, « *L'Humanité* et la défense nationale dans les années 1930 », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 92 | 2003, 37-50.

131 Georges Vidal, « *L'Humanité* et la défense nationale dans les années 1930 », *ibid*.

132 Bulletin de la FNJC N° 2, 10 janvier 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

133 « Aux soldats libérés », *Bulletin Communiste*, n° 22, 31 mai 1923, p.7, disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/IMG/pdf/36-002-00182.pdf [consulté le 25 juillet 2016].

134 Rapport sur les jeunesses et le sport, 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

135 FNJC, « Rapport sur les Jeunesses et les sports », 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

136 Réunion du CN de la FNJC, 19 mai 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

137 Rapport du CD de la FNJC au CE de l'ICJ, 30 juin 1922, *op.cit.*

138 Rapport non signé au CN de la FNJC, 2 octobre 1922, AD-93 3/Mi-7/24.

139 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, Paris, Fayard, 1980, p.135.

140 Note du 10 janvier 1923, AN F-7 12 901.

141 « Au sujet réunion communiste internationale d'Essen », 20 janvier 1923, AN F-7 12 901.

142 Note du 9 janvier 1923, AN F-7 12 901 ; « Au sujet de la réunion communiste de Stuttgart », sans date, AN F-7 12 901 ; « Compte-rendu de la réunion du parti communiste (district de Francfort) tenue à Francfort le 8 janvier 1923 », sans date, AN F-7 12 901.

143 « Le rôle de la jeunesse communiste dans la formation bolchevique du parti communiste français », 10 janvier 1932, AD-93 3/Mi-7/43.

144 Rapport du CD de la FNJC au CE de l'ICJ, 30 juin 1922, *op.cit.*

145 Sur l'histoire de ce bâtiment central dans le mouvement ouvrier français, on pourra se reporter à : Danielle Tartakowsky et Joël Biard, *La Grange-aux-Belles, maison des syndicats 1906-1989*, Grane, Creaphis éditions, 2012.

146 « À Francfort, la conférence s'ouvre ; à paris, meeting grandiose », *l'Humanité* 18 mars 1923, p.1 ; Circulaire de la Sûreté du 20 mars 1923, AN F-7 12 901.

147 « La conférence internationale de Cologne (Francfort) », 12 mars 1923, AN F-7 12 901.

148 « Résolution », sans date, AN F-7 12 901.

149 « Renseignement », 5 mai 1923, AN F-7 12 901 ; « Compte-rendu (suite) du congrès international et mondial ouvrier », 20 mars 1923, AN F-7 12 901 ; « Compte-rendu de l'ouverture der Internationaler Arbriter [sic] Welt Kongress », 18 mars 1923, AN F-7 12 901 ; Rapport du 9 avril 1923, AN F-7 12 901.

150 « A/S de la conférence de Francfort et des devoirs de Gewerkschaften », 9 juin 1923, AN F-7 12 901.

151 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, op.cit, pp.361-362.

152 « Compte-rendu (suite) du congrès international et mondial ouvrier », 19 mars 1923, AN F-7 12 901.

153 « Compte-rendu (suite) du congrès international et mondial ouvrier », *ibid.* ;

154 « Compte-rendu (suite) du congrès international et mondial ouvrier », *ibid.* ; « Compte-rendu de l'ouverture der Internationaler Arbriter [sic] Welt Kongress », *op.cit*.

155 Rapport du 9 avril 1923, AN F-7 12 901.

156 « Compte-rendu de l'ouverture der Internationaler Arbriter [sic] Welt Kongress », *op.cit*..

157 « Renseignement », 5 mai 1923, *op.cit.*

158 Rapport du Commissariat central du Havre à la Sûreté générale, 17 mars 1923, AN F-7 12 901.

159 Note du 11 avril 1923, AN F-7 12 901.

160 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, op.cit, pp.358-362.

161 « Vingt mille travailleurs parisiens répondent malgré la pluie à l'appel du comité d'action », *l'Humanité*, 15 janvier 1923, pp.1-2.

162 « Le rôle de la jeunesse communiste dans la formation bolchevique du parti communiste français », 10 janvier 1932, AD-93 3/Mi-7/43.

163 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, *op.cit.*, p.136 ; Marcel Cachin, « Arrestation du camarade Ker », *l'Humanité*, 14 janvier 1923, p.1.

164 G.M., « Hoellein inculpé de complot », *l'Humanité*, 19 mars 1923, p.1.

165 Jean-Louis Panné, Jean Prugnot, Biographie d'Albert Lemire, le Maitron en ligne : http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article117720 [consulté le 11 juin 2018].

166 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, *op.cit.*, p.136

167 Par exemple : « On casse les officiers communistes », *l'Humanité*, 24 octobre 1923, p.2.

168 Lettre d'Antoine Schwerer au ministre de l'Intérieur, 2à juillet 1923, AN F-7 12 948.

169 Léon Trotsky, « lettre à Cachin et Frossard », 14 juillet 1921, *in*. Pierre Broué (éd.), *Le mouvement communiste en France (1919-1939)*, Paris, Les éditions de Minuit, 1967, p.117-118.

170 « Compte-rendu de l'ouverture der Internationaler Arbriter [sic] Welt Kongress », *op.cit*.

171 « L'internationale en Haute cour ! », AN F-7 12 901.

172 Voir par exemple le tract « Contre le crime d'Essen », sans date, AN F-7 12 901.

173 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, op.cit, p.365.

174 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, op.cit., pp.152-153.

175 « Le rôle de la jeunesse communiste dans la formation bolchevique du parti communiste français », 10 janvier 1932, AD-93 3/Mi-7/43.

176 « Le rôle de la jeunesse communiste dans la formation bolchevique du parti communiste français », ibid.

177 C'est le cas par exemple dans les Hautes-Alpes en décembre 1924, avec un groupe d'une trentaine de communistes « actifs » au sein du 159e Régiment d'infanterie à Briançon (Lettre du préfet des Hautes-Alpes au ministre de l'Intérieur, 12 décembre 1924, AN F-7 13 248).

178 Note du 19 novembre 1923, AN F-7 12 948.

179 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, *op.cit*., pp.152-154.

180 « Le Parti Communiste français et Moscou », 25 mars 1925, AN F-7 12 897.

181 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, *op.cit.*, pp148-149.

182 Rapport de la Sûreté du 19 février 1923, AN F-7 12 901.

183 Roger Martelli, *Prendre sa carte, 1920-2009*, Pantin, Fondation Gabriel Peri, 2010, p.42.

184 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, *op.cit.*, p.146.

185 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, op.cit, p.366.

186 Pierre Broué (éd.), *Le mouvement communiste en France (1919-1939)*, *op.cit.*, p.118.

187 Audition de Jules Massot, 14 janvier 1924, APP JA-65 ; Audition de Louise Heuchel, 15 janvier 1924, APP JA-65 ; Note du 18 décembre 1924, AN F-7 12 897.

188 Note du 18 décembre 1924, *ibid*.

189 « La manifestation du pré Saint-Gervais », *l'Humanité*, 21 décembre 1924, p.2.

190 Réunion du Bureau d'organisation, 24 septembre 1924, AD-93 3/Mi-6/7.

191 « La manifestation d'aujourd'hui – service d'ordre », *l'Humanité*, 23 novembre 1924, p.2.

192 « La manifestation d'aujourd'hui – indications générales », *l'Humanité*, 28 septembre 1924, p.2.

193 Rapport de la Sûreté, 12 janvier 1925, AN F-7 13 248.

194 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, op.cit, p.139.

195 Léon Trotsky, « lettre à Albert Treint », 31 juillet 1922, *in*. Pierre Broué (éd.), *Le mouvement communiste en France (1919-1939)*, Paris, Les éditions de Minuit, 1967, p.206.

196 Danielle TARTAKOWSKY et Joël BIARD, *La Grange-aux-Belles, maison des syndicats 1906-1989*, Grane, Creaphis éditions, 2012, p.125.

197 P.M., « Mauvais prétextes », *l'Humanité*, 5 janvier 1924, p.6.

198 Albert TREINT, « Purement économique ? », *l'Humanité*, 10 janvier 1924, pp.1-2 ; « Les premières balles bolchevistes sont pour les ouvriers », *Le Libertaire*, 12 janvier 1924, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65.

199 Rapport judiciaire du brigadier Moreux du 12 janvier 1924, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65 ; Rapport judiciaire du brigadier Moreux du 23 janvier 1924, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65, p.3 ; Albert TREINT, « Un crime contre le prolétariat », *l'Humanité*, 12 janvier 1924, p.1 ; Sylvain BOULOUQUE, « 11 janvier 1924, 33 rue de la Grange-aux-Belles », *Le Monde Libertaire*, HS n° 24, 25 décembre 2003, disponible en ligne sur : http://www.pelloutier.net/dossiers/dossiers.php?id_dossier=76 (consulté le 22 octobre 2014).

200 Rapport judiciaire du brigadier Moreux du 23 janvier 1924, *op.cit*, p.10.

201 Rapport judiciaire du brigadier Moreux du 23 janvier 1924, *ibid*, p.10 ; Audition de René Petit, 17 janvier 1924, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65 ; Audition de Charles Bigorgne, 14 janvier 1924, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65.

202 Audition de Marthe Bigot, 15 janvier 1924, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65 ; Audition de Gaston Monmousseau, 17 janvier 1924, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65.

203 « L'horrible crime bolcheviste – Assassins ! », *Le Libertaire*, 13 janvier 1924, p.1, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65 ; « Les premières balles bolchevistes sont pour les ouvriers », *Le Libertaire, op.cit.*

204 Audition de May Picqueray, 16 janvier 1924, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65 ; Audition de Jean Vallet, 13 février 1924, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65 ; Rapport judiciaire du brigadier Moreux du 23 janvier 1924, *op.cit.*, pp.13-14 ; Audition de Jean Vallet, 13 février 1924, *op.cit.* ; Rapport judiciaire du

brigadier Moreux du 23 février 1924, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65.

205 Rapport judiciaire du brigadier Moreux du 23 janvier 1924, *op.cit.*, p. 16 ; Rapport judiciaire du brigadier Moreux du 12 janvier 1924, *op.cit.*

206 Audition de Jules Massot, 14 janvier 1924, *op.cit.* ; Audition de Louise Heuchel, 15 janvier 1924, archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65.

207 « Nouvel Attentat », *l'Humanité*, 20 janvier 1924, p. 1.

208 Rapport judiciaire du brigadier Moreux du 23 février 1924, *op.cit.* ; « À propos des événements du 11 janvier », *l'Humanité*, 25 avril 1924, p. 4 ; Rapport judiciaire non signé daté du 2 juin (1925 ?), APP JA-65.

209 « Au sujet de la campagne de diffamation du *Libertaire* et du *Peuple* », *l'Humanité*, 19 octobre 1924, p. 1 ; Rapport judiciaire du brigadier Moreux du 5 mai 1924, Archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65 ; Rapport judiciaire du brigadier Moreux du 3 décembre 1924, Archives de la Préfecture de Police de Paris, JA-65.

210 Rapport judiciaire du brigadier Moreux du 5 mai 1924, *op.cit.*

211 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *op.cit.*, pp.385 et 386.

212 Sylvain Boulouque, « 11 janvier 1924, 33 rue de la Grange-aux-Belles », *op.cit.*.

213 Léon Trotsky, *Leçons d'Octobre*, septembre 1924, p.30. Disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1924/09/lecons.pdf (consulté le 3 mai 2018).

214 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, *op.cit.*, p.139.

215 Pierre Broué, *Histoire de l'internationale communiste, 1919-1943*, *op.cit.*, pp.398-399.

216 Sur ce sujet, on pourra se reporter à : Tom Behan, *The Resistible Rise of Benito Mussolini*, Londres, London & Sidney, 2003.

217 Rapport du commissaire spécial de Nancy du 9 mars 1925, AN F-7 13 248.

218 « École militaire des Centuries prolétariennes - Résumé de la première leçon », sans date, transmis par la Sûreté le 25 avril 1925, AN F-7 13 248.

219 « École militaire des Centuries prolétariennes — Résumé de la première leçon », *ibid*.

220 « Au sujet des Centuries italiennes et des nommés Bonetteni et Zmuda », avril 1925, AN F-7 13 248 ; Comitato Operaio Antifascista, « Lavatori Italiani », *l'Humanité*, 28 septembre 1924, p.2.

221 *Transmission d'un journal*, 16 janvier 1925, AN F-7 13 248.

222 Rapport du commissaire spécial de Nancy du 25 mars 1925, AN F-7 13 248 ; Le serment des soldats de l'Armée rouge, probablement rédigé par Trotsky et adopté en 1918 est disponible en anglais sur : https://www.marxists.org/archive/trotsky/1918/military/ch12.htm [consulté le 11 juin 2015].

223 Lettre de la direction de la Sûreté au préfet de police de Paris, 16 mars 1925, AN F-7 13 248.

224 Lettre du préfet de Meurthe-et-Moselle au ministre de l'Intérieur, 27 février 1925, AN F-713248.

225 Rapport du commissaire spécial de Nancy du 9 mars 1925, *op.cit.*

226 Rapport du commissaire spécial de Nancy du 25 mars 1925, *op.cit.*

227 Lettre du préfet de Meurthe-et-Moselle au ministre de l'Intérieur, 27 février 1925, *op.cit.*

228 Mikhail Kvostov et Andrei Karachtchouk, *The Russian Civil War (1) – The Red Army*, Oxford, Osprey Publishing, 1996, p. 36.

229 Rapport du commissaire spécial de Nancy du 9 mars 1925, *op.cit.*

230 Francesco Benevenuti, *The Bolsheviks and the Red Army 1918-1922*, Cambridge, Cambridge University press, 1988, p.9.

231 Lettre du préfet de Meurthe-et-Moselle au ministre de l'Intérieur, 27 février 1925, *op.cit.* ; Rapport du commissaire spécial de Nancy du 9 mars 1925, *op.cit.*

232 Lettre du préfet de Meurthe-et-Moselle au ministre de l'Intérieur, 27 février 1925, *op.cit.*

233 Rapport du commissaire spécial de Nancy du 9 mars 1925, *op.cit.*

234 Circulaire du 2e comité régional des Groupes de travailleurs italiens aux groupes locaux, 28 mars 1925, AN F-7 13 248.

235 « Au sujet de Marguerite Datrino », 17 janvier 1925, AN F-7 13 248.

236 Lettre du préfet de Meurthe-et-Moselle au ministre de l'Intérieur, 27 février 1925, *op.cit.*

237 « Au sujet du né Gulli et de la née Marguerite Datrino, femme Bernulfo », 25 avril 1925, AN F-7 13 248 ; rapport de la Sûreté du 19 mars 1925, AN F-7 13 248.

238 « Au sujet du né Gulli et de la née Marguerite Datrino, femme Bernulfo », 25 avril 1925, *op.cit.*

239 Lettre de Guérin aux fiduciaires des groupes de la 2e Région, 11 avril 1925, AN F-7 13 248.

240 « Nous manifestons contre les trahisons du bloc des gauches », *l'Humanité* 28 septembre 1924, p.1 ; Comitato Operaio Antifascista, « Lavatori Italiani », *l'Humanité*, 28 septembre 1924, p.2.

241 Marcel Cachin, « Splendide démonstration internationale », *l'Humanité*, 29 septembre 1924, p.1 ; « Les centuries ou chemises rouges », 22 octobre 1924, AN F-7 13 248.

242 « Splendide démonstration internationale », *l'Humanité*, 29 septembre 1924, p.1.

243 « Les centuries ou chemises rouges », 22 octobre 1924, *op.cit.*

244 « Au sujet des Centuries italiennes et des nommés Bonetteni et Zmuda », avril 1925, *op.cit.*

245 « Rapport sur les perspectives de travail dans les groupes italiens pour l'année 1925 », 31 janvier 1925, AN F-713188.

246 Rapport du commissaire spécial d'Amiens du 25 mars 1925, AN F-7 13 248 ; Rapport de la Sûreté de Troyes du 30 décembre 1924, AN F-7 13 248 ; Rapport du commissaire spécial de Nancy du 25 mars 1925, *op.cit.*

247 Rapport du commissaire spécial d'Amiens du 25 mars 1925, *op.cit. ;* Lettre du préfet de Meurthe-et-Moselle au ministre de l'Intérieur, 28 mars 1925, AN F-7 13 248.

248 Lettre de Guérin à Vecchi, fiduciaire pour la Meurthe-et-Moselle, 11 avril 1925, AN F-7 13 248 ; Rapport du commissaire spécial de Nancy du 13 avril 1925, AN F-7 13 248 ; Rapport du commissaire spécial de Nancy du 9 mai 1925, AN F-7 13 248 ; rapport du commissaire spécial de Nancy du 20 avril 1925, AN F-7 13 248.

249 Réunion du Bureau politique du 3 novembre 1925, AD-93, 3/Mi6/11.

250 Note du 25 mai 1927, AN F-7 13 142.

251 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *op.cit*, p.371.

252 Albert Treint, « Socialisme de guerre et communisme de guerre », *l'Humanité*, 5 janvier 1923, p. 1 ; Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine*, Les bons caractères, Pantin, 2009, p.203.

253 Romain Ducoulombier, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010, p.346 ; Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, *op.cit.*, pp.190-191.

254 Voir par exemple : Rapport de la Sûreté du 28 avril 1925, AN F-7 13 248 ; ou encore : « Chez les communistes », note de la sûreté du 22 janvier 1925, AN F-7 12 897.

255 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *op.cit.*, p.398.

256 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, *ibid.*, pp.386-388.

257 Et notamment par Monatte : Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, *ibid*., p.395.

258 « La translation des cendres de Jaurès au Panthéon — la journée des drapeaux rouges », *L'Écho de Paris*, 24 novembre 1924, p.1.

259 Réunion du Bureau politique, 18 novembre 1924, AD-93 3/Mi-6/7.

260 Robert Soucy, *Le fascisme français*, Paris, Presses universitaires de France, 1989, p.46.

261 « La revue des drapeaux rouges », *Le Figaro*, 24 novembre 1924, p.1.

262 « La revue des drapeaux rouges », *Le Figaro*, *op.cit.*

263 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *op.cit.*, p.455.

264 « Ce que disent les journaux du soir », *l'Humanité*, 24 novembre 1924, p.2.

265 « Ce qu'en disent les autres », *l'Humanité*, 25 novembre 1924, p.2.

266 Paul Vaillant-Couturier, « Une journée ! », *l'Humanité*, 24 novembre 1925, p.1.

267 « 200 000 travailleurs derrière le comité d'action, arrachent Jean Jaurès aux sociaux-démocrates et aux radicaux pour le confier à la révolution bolchevique », *l'Humanité*, 24 novembre 1925, p.1.

268 « 200 000 travailleurs [...] », *l'Humanité*, *op.cit.*

269 Réunion du Bureau politique du 18 novembre 1924, AD-93, 3/Mi6/7.

270 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *op.cit.*, pp.397-398.

271 « Viktor Kingissepp », *Estonica*, [http://www.estonica.org/en/Kingissepp,_Viktor/ - consulté le 1er septembre 2015] ; « Communist subversion against the state in the Republic of Estonia in the nineteen-twenties and thirties », *Estonica*, *[*http://www.estonica.org/en/Communist_subversion_against_the_state_in_the_Republic_of_Estonia_in_the_nineteen-twenties_and_thirties/ - consulté le 1er septembre 2015].

272 Pierre Broué, *Histoire de l'internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, p.398.

273 Pierre Broué, *Histoire de l'internationale communiste, 1919-1943*, *ibid*., pp.398-399 ; Raymond W. Leonard, *Secret Soldiers of the Revolution: Soviet Military Intelligence, 1918-1933*, Westport, Praeger Publishing, 1999, p.34.

274 Walter Hannes, « *Uprising of December 1, 1924* », Baltic Defence Review, 1999-2, pp.129-140, Tartus, Baltic Defence College, 1999

275 Raymond W. Leonard, *Secret Soldiers of the Revolution: Soviet Military Intelligence, 1918-1933*, *op.cit.*, p.34.

276 Voir par exemple : Rapport du 23 août 1925, AN F-713313 ; Réunion du Bureau politique du 13 septembre 1928, AD-93 3/Mi-6/41.

277 A. Neuberg [pseud.], *L'insurrection armée*, Paris, Bureau d'éditions, 1931, p.65.

278 Walter Hannes, « *Uprising of December 1, 1924* », *op.cit.*

279 A. Neuberg [pseud.], *L'insurrection armée*, *op.cit.*, p.68.

280 A. Neuberg [pseud.], *L'insurrection armée*, *ibid*, p.61.

281 Jean Valdier, « Les organisations de défense prolétarienne », *Le Militant rouge*, n° 8, juin 1926, p.79.

282 A. Neuberg [pseud.], *L'insurrection armée*, *op.cit.*, pp. 68 et 76.

283 Walter Hannes, « *Uprising of December 1, 1924* », *op.cit.* ; Raymond W. Leonard, *Secret Soldiers of the Revolution: Soviet Military Intelligence, 1918-1933*, *op.cit.*, p. 36 ; A. Neuberg [pseud.], *L'insurrection armée*, *op.cit.*, p.61.

284 « Dans le Parti Communiste Français — vers l'action », rapport de la Sûreté du 5 décembre 1924 (AN F-7 13 102).

285 « Monsieur Herriot fait le jeu de la réaction », *l'Humanité*, 7 décembre 1924, p.1.

286 Rapport du préfet du préfet du Nord au ministre de l'Intérieur, 22 novembre 1925 1924, AN F-7 12 901, p.24.

287 « Dans le Parti Communiste Français — vers l'action », rapport de la Sûreté du 5 décembre 1924, *op.cit.*

288 « Par ordre de Moscou – Des armes pour la lutte finale », *Le Matin*, 7 décembre 1924, p.1 ; « Réponse à un faux » *l'Humanité*, 8 décembre 1924, p.1 ; Circulaire du Bureau politique n° 66, 12 décembre 1924, AD-93 3Mi6/7.

289 Marcel Cachin, « L'expédition de Bobigny », *l'Humanité*, 9 décembre 1924, p.1.

290 Lettre du préfet de l'Indre au ministre de l'Intérieur, 6 décembre 1924, AN F-7 13 248.

291 « Le coup de force communiste en Esthonie a échoué », *La Croix*, 3 décembre 1924, p.1 ; « En Esthonie, le coup de force communiste a complètement échoué », *l'Action Française*, 3 décembre 1924, p.1 ; « L'émeute de Reval fut organisée par la IIIe Internationale », *Le Figaro*, 3 décembre 1924, p.3.

292 Lettre du préfet des Hautes-Alpes au ministre de l'Intérieur, 12 décembre 1924, AN F-7 13 248.

293 Lettre du préfet des Pyrénées orientales au ministre de l'Intérieur, 7 décembre 1924, AN F-7 13 248 ; Lettre du préfet du Gard au ministre de l'Intérieur, 9 décembre 1924, AN F-7 13 248.

294 Lettre du préfet de la Charente au ministre de l'Intérieur, 8 décembre 1924, AN F-7 13 248.

295 Lettre du préfet de la Moselle au ministre de l'Intérieur, 7 décembre 1924, AN F-7 13 248.

296 Lettre du préfet de la Moselle au ministre de l'Intérieur, 7 décembre 1924, *ibid*.

297 Lettre du préfet de Savoie au ministre de l'Intérieur, 8 décembre 1924, AN F-7 13 248.

298 « Au sujet d'agents bolcheviques partant pour la France », 9 janvier 1925, AN F-7 13 248.

299 Lettre du préfet de Gironde au ministre de l'Intérieur, 23 février 1925, AN F-7 13 248.

300 À ce sujet, on pourra consulter notamment : Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIXe – XXe siècle) : Discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007.

301 « La manifestation communiste contre la Pologne », *l'Action Française*, 29 août 1925, AN F-7 13 313.

302 « Ce que fut l'agression révolutionnaire », *l'Écho de Paris*, 11 février 1925, p.1.

303 Lettre du préfet du Gard au ministre de l'Intérieur, 16 décembre 1924, AN F-7 13 248.

304 Lettre du préfet du Gard au ministre de l'Intérieur, 9 décembre 1924, *op.cit.*

305 Lettre du préfet de Savoie au ministre de l'Intérieur, 8 décembre 1924, *op.cit.*

306 Conférence des secrétaires fédéraux du Parti communiste, 18 février 1923, AN F-7 12 901.

307 Note de la Sûreté, sans date, AN F-712897.

308 Rapport du commissaire spécial de Nancy du 20 avril 1925, AN F-7 13 248.

309 Circulaire de la Commission Exécutive Centrale des Groupes de Travailleurs Italiens aux comités régionaux et de zone, 15 avril 1925, AN F-7 13 248.

310 Circulaire du 2e Comité régional des Groupes de Travailleurs Italiens aux fiduciaires de zone, 7 mai 1925, AN F-7 13 248.

311 Note de la Sûreté, sans date, *op.cit.*, AN F-712897.

312 Lettre du préfet de police de Paris au ministre de l'Intérieur, 29 avril 1925, AN F-7 13 248.

313 Lettre du préfet des Bouches-du-Rhône au ministre de l'Intérieur, 15 février 1925, AN F-7 13 313.

314 Lettre du préfet du Gard au ministre de l'Intérieur, 9 décembre 1924, *op.cit.*

315 Contrôle général des services de police administrative, « Centuries prolétariennes », sans date, AN F-7 13 248.

316 Lettre du préfet du Doubs au ministre de l'Intérieur, 12 décembre 1924, AN F-7 13 248.

317 Lettre du préfet de la Loire au ministre de l'Intérieur, 6 décembre 1924, AN F-7 13 248.

318 Réunion du Bureau politique, 19 décembre 1924, AD-93 3/Mi-6/7.

319 Note du 30 décembre 1924, AN F-7 12 897 ; Circulaire n° 68, 29 décembre 1924, AD-93 3/Mi6/7.

320 Lettre du préfet des Pyrénées orientales au ministre de l'Intérieur, 11 décembre 1924, AN F-7 13 248 ; « Parti communiste français – la manifestation du pré Saint-Gervais », rapport de la sûreté du 22 décembre 1924, AN F-7 12 897.

321 Lettre du préfet des Pyrénées orientales au ministre de l'Intérieur, 11 décembre 1924, AN F-7 13 248 ; Note du 30 décembre 1924, AN F-7 12 897 ; Note du 18 décembre 1924, AN F-7 12 897.

322 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *op.cit.*, pp.404-410.

323 Circulaire n° 68, 29 décembre 1924, *op.cit.*

324 « Parti communiste français — la manifestation du pré Saint-Gervais », *op.cit.*

325 Victor Serge, *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*, Paris, La Découverte, Zone, 2009, p.53. 1e édition : Paris, Librairie du Travail, 1925.

326 « Règles pour le travail illégal dans le Parti », AN F-7 13 188 ; « Conduite pendant l'arrestation », AN F-7 13 188.

327 « Chez les communistes – pour éviter les fuites », note de la Sûreté du 17 juin 1925, AN F-7 12 897 ; « Parti Communiste Français – contre-renseignement », note de la Sûreté du 18 juin 1925, AN F-7 12 897.

328 « Service d'information », sans date [document saisi en avril 1925], AN F-7 13 188.

329 Raymond W. Leonard, *Secret Soldiers of the Revolution: Soviet Military Intelligence, 1918-1933*, *op.cit.*, pp.69-70 et 91 ; Georges Vidal, « L'affaire Fantômas (1932). Le contre-espionnage français et les prémices de la préparation à la guerre », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2013/3 (N° 119), p. 3-14.

330 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire — la création du parti communiste en France*, *op.cit.*, p.368.

331 Frédéric Monier, *Le complot dans la République*, *op.cit.*, pp.193-194.

332 Raymond W. Leonard, *Secret Soldiers of the Revolution: Soviet Military Intelligence, 1918-1933*, *op.cit.*, pp.69-70 et 91 ; Georges Vidal, « L'affaire Fantômas (1932). Le contre-espionnage français et les prémices de la préparation à la guerre », *op.cit.*

333 Note de la sûreté du 3 janvier 1925, AN F-7 12 897.

334 Note de la sûreté du 23 janvier 1925, AN F-7 12 897.

335 Note de la sûreté du 26 janvier 1925, AN F-7 12 897.

336 « Projet de groupe d'action », sans date [document saisi en avril 1925], AN F-7 13 188.

337 « Directives générales », sans date [document saisi en avril 1925], AN F-7 13 188.

338 Note de la sûreté du 22 janvier 1925, AN F-7 12 897.

339 « Instructions du Parti communiste aux cellules et rayons – réunion de cellule du lundi 19 », 21 janvier 1925, AN F-7 12 897.

340 Note du 27 avril 1925, AN F-7 12 897.

341 Note du 27 avril 1925, *ibid*.

342 « Projet de groupe d'action », sans date [document saisi en avril 1925], *op.cit.*

343 « Au sujet des achats d'armes par les communistes », note de la sûreté du 14 janvier 1925, AN F-7 12 897 ; « Chez les communistes », note de la sûreté du 22 janvier 1925, AN F-7 12 897.

344 « Chefs de groupe », sans date [document saisi en avril 1925], AN F-7 13 188.

345 Au sujet des Centuries italiennes et des nommés Bonetteni et Zmuda, avril 1925, *op.cit.*

346 « Parti communiste français – création d'une garde rouge », 23 avril 1925, AN F-7 12 897.

347 « Chez les communistes français », 4 avril 1925, AN F-7 12 897.

348 Georges Vidal, « Ouvriers et volontaires dans l'organisation de l'autodéfense communiste de l'entre-deux-guerres : le cas français », in Hubert Heyriès et Jean-François Muracciole (dir.), *Le soldat volontaire en Europe au XXe*

siècle — de l'engagement politique à l'engagement professionnel, Actes du Colloque international de Montpellier, du 3 au 5 avril 2003, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2007, p.256.

349 Note de la sûreté du 26 janvier 1925, AN F-7 12 897.

350 Réunion du Bureau politique du 10 février 1925, AD-93, 3/Mi6/11.

351 « Chez les communistes », note de la sûreté du 22 janvier 1925, *op.cit.*

352 « Réunion des secrétaires des 18 rayons de la région parisienne », 31 janvier 1925, AN F-7 12 897 ; « Parti communiste français », 3 février 1925, AN F-7 12 897.

353 « Parti communiste français – les groupes de combat », 13 février 1925, AN F-7 12 897.

354 Réunion du Bureau politique, 31 mars 1925, AD-93 3/Mi-6/11.

355 Lettre du préfet de Gironde au ministre de l'Intérieur, 23 février 1925, *op.cit.*

356 Rapport du commissaire spécial de Bordeaux du 26 janvier 1925, AN F-7 13 248.

357 Rapport de la Sûreté du 28 avril 1925, AN F-7 13 248 ; rapport de la Sûreté du 27 avril 1925, AN F-7 13 248.

358 « Au sujet des Centuries italiennes et des nommés Bonetteni et Zmuda », avril 1925, *op.cit.*

359 Note du 27 avril 1925, *op.cit.*

360 Rapport du 9 avril 1925, AN F-7 13 248.

361 Note du 27 avril 1925, AN F-7 12 897.

362 Rapport du commissaire spécial de Bordeaux du 26 janvier 1925, AN F-7 13 248.

363 Rapport du commissaire spécial de Bordeaux du 27 avril 1925, AN F-7 13 248.

364 « Parti Communiste Français – Section Active Communiste », note de la Sûreté du 27 mai 1925, AN F-7 12 897.

365 Serge Berstein et Pierre Milza, *L'Italie fasciste*, Paris, Armand Colin, 1970, p.103.

366 Voir notamment : Tom Behan, *The resistible rise of Benito Mussolini*, Londres, London & Sidney, 2003 ; Pierre Broué, *Histoire de l'internationale communiste, 1919-1943*, *op.cit.*, pp.236-239.

367 Amédée Dunois, « Fascisme de parti et fascisme de classe », *Bulletin Communiste*, n°184, 14 juin 1923, disponible sur : http://www.association-radar.org/IMG/pdf/36-002-00184.pdf [consulté le 25 juillet 2016].

368 Lucien Révo, « La lutte contre le fascisme en Allemagne », *Correspondance internationale*, n°12, 9 février 1923.

369 Amédée Dunois, « Fascisme de parti et fascisme de classe », *op.cit.*

370 Bruno Goyet, « La marche sur Rome : version originale sous-titrée. La réception du fascisme en France dans les années 1920 », pp.95-96, *in*. Michel Dobry (*dir*.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

371 Robert Soucy, *Le fascisme français 1924-1933*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989.

372 Bruno Goyet, « La marche sur Rome : version originale sous-titrée [...] », pp.96-97, *in*. Michel Dobry (*dir*.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, *op.cit.*

373 Brian Jenkins, « L'action française à l'ère du fascisme : une perspective contextuelle », pp.146-147, *op.cit.*, *in*. Michel Dobry (*dir*.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, *op.cit.*

374 Jean Vavasseur-Desperriers, « Jeunesse et mouvements de droite durant l'entre-deux-guerres », *Histoire@Politique* 2008/1 (n° 4), disponible en ligne : https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2008-1-page-3.htm [consulté le 5 juillet 2018].

375 Brian Jenkins, « L'action française à l'ère du fascisme : une perspective contextuelle », *op.cit.*, pp.149-150, *in*. Michel Dobry (*dir*.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, *op.cit.*

376 « Ambassade de l'URSS », 28 avril 1925, AN F-7 12897.

377 « Action soviétique en France », 22 janvier 1925, AN F-7 12897.

378 « A Douarnenez : première flaque de sang fasciste », *l'Humanité*, 3 janvier 1925, p,1.

379 Marie DUBOIS, « Les leçons de Douarnenez », *Les Cahiers du Bolchevisme*, n°9, 16 janvier 1925, pp.31-37.

380 « Les communistes et le gouvernement », note de la sûreté du 4 avril 1925, AN F-7 12897 ; « Parti communiste français », 14 février 1925, AN F-7 12897.

381 Réunion du Bureau Politique du 18 novembre 1924, AD-93, 3/Mi6/7.

382 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, op.cit, p.438 ; « Parti Communiste Français », note de la Sûreté du 7 mai 1925, AN F-7 12897.

383 Note du 31 janvier 1925, AN F-7 12897 ; « Cortèges organisés par le Parti Communiste depuis le 1er avril 1925 », AN F-7 13313, p.4.

384 « Manifestations dans la rue depuis avril 1925 », AN F-7 13313.

385 « Cortèges organisés par le Parti Communiste depuis le 1er avril 1925 », op.cit..

386 Rapport du 29 janvier 1925, AN F-7 13231 ; « La réunion fasciste du manège Japy – le général de Castelnau est hué vigoureusement », *l'Humanité*, 29 janvier 1925, pp.1-2.

387 Réunion du Bureau Politique du 10 février 1925, AD-93, 3/Mi6/11.

388 « XIIIe rayon – cellule 367 », 10 février 1925, AN F-7 12897.

389 « Le général de Castelnau fait une conférence à Marseille – les révolutionnaires essaient de provoquer de graves incidents, il y a eu quelques blessés », *l'Écho de Paris*, 10 février 1925, p.1.

390 Lettre du préfet des Bouches-du-Rhône au ministre de l'intérieur, 6 février 1925, AN F-7 13313.

391 Rapport du 10 février 1925, AN F-7 13313.

392 Lettre du préfet des Bouches-du-Rhône au ministre de l'intérieur, 10 février 1925, AN F-7 13313.

393 « Après les incidents de Marseille », *Le Petit Journal*, 11 février 1925, p.3.

394 « Marseille – aboutissant des provocations fascistes », *l'Humanité*, 14 février 1925, p.1.

395 « F.Chasseigne, « Les ligues de combat du fascisme – les jeunesses patriotes faites pour assassiner les ouvriers », *l'Humanité*, 14 février 1925, pp.1-2.

396 Rapport du 13 février 1925, AN F-7 13313.

397 Albert Treint, « Debout les usines ! », *L'Humanité*, 19 décembre 1924, p.1.

398 « Les comités d'Unité Prolétarienne », 20 décembre 1924, AN F-7 12897.

399 Circulaire n°66, 12 décembre 1924, AD-93 3/Mi6/7.

400 « Dans le parti communiste français – création de Comité d'Unité Prolétarienne », 12 janvier 1925, AN F-7 12897.

401 Note du 14 mars 1925, An F-7 12897.

402 Rapport du 14 avril 1925, AN F-7 13233 ; Rapport du 10 avril 1925, AN F-7 13233.

403 « Réunion des chefs et sous-chefs de section des Jeunesses Patriotes du XIVe arrondissement », 28 février 1925, AN F-7 13233.

404 H. de K., « Mobilisation anticommuniste – trois demi centuries des Jeunesses patriotes assurent à Sèvres la liberté de réunion », *l'Echo de Paris*, 16 avril 1925, p.2.

405 Rapport du 20 mars 1925, AN F-7 13231.

406 *Enseignements tirés des combats livrés pour la répression des troubles intérieurs en Allemagne*, brochure traduite de l'allemand, saisie sans date [1925], AN F-7 13232.

407 Rapport du 20 mars 1925, *op.cit.*

408 « Assemblée générale du club sportif des jeunesses parisiennes (Jeunesses Patriotes) », 19 juillet 1925, AN F-7 13233 ; « Les Jeunesses Patriotes et le groupe sportif Léopold BELLAN », 22 juillet 1925, AN F-7 13233.

409 « La contre-révolution s'arme », *l'Humanité*, 8 octobre 1925, pp.1-2 ;

410 Fernand Despres, « Rohan Chabot et Caraman Chimay devant le tribunal d'Avesnes », *l'Humanité*, 5 mai 1926, p.1 ; Fernand Despres, « La contrebande d'armes de guerre », *l'Humanité*, 12 mai 1926, p.2.

411 Robert Soucy, *Le fascisme français*, *op.cit.*, pp.76-77 ; Georges Vidal, « Les chefs de l'armée française face au communisme au début des années 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. n°70, avril-juin 2001. p.122.

412 Paul Vaillant-Couturier, « Exercices fascistes », *l'Humanité*, 18 avril 1925, p.1.

413 Réunion du Bureau Politique du 17 avril 1925, AD-93, 3/Mi6/11.

414 Réunion du Bureau Politique du 17 avril 1925, *op.cit*.

415 Rapport du commissaire René Gerard, 24 avril 1925, AN F-7 13236.

416 « L'attentat communiste de la rue Damrémont avait été minutieusement préparé », *Le Petit Parisien*, 25 avril 1925, p1.

417 « Le guet-apens communiste de Montmartre est flétri à l'unanimité par la chambre », *Le Journal*, 25 avril 1925, p.1.

418 « La nuit rouge de Montmartre », *Le Matin*, 25 avril 1925, p.1.

419 Note du 29 avril 1925, AN F-7 13236 ; « Enquête du BSR sur la bagarre de la rue Damrémont », 25 avril 1925, AN F-7 13236.

420 « Après la bagarre de la rue Damrémont – Enquête du parti communiste français », 25 avril 1925, AN F-7 12897.

421 « La fusillade de la rue Damrémont », *Le Matin*, 6 mai 1926, p.1; « Le jury parisien condamne le fascisme », *l'Humanité*, 6 mai 1926, p.1.

422 Marcel Cachin, « Après la bataille de Montmartre, nous ne laisserons pas dénaturer les faits », *l'Humanité*, 26 avril 1925, p.1.

423 « Après la bagarre de la rue Damrémont – Dans les jeunesses communistes », 27 avril 1925, AN F-7 12897.

424 « Parti Communiste Français – 1er mai », 30 avril 1925, AN F-7 12897 ; « Parti Communiste Français – Élections municipales », 1er mai 1925, AN F-7 12897.

425 Rapport du 28 avril 1925, AN F-7 132897 ; Note du 25 avril 1925, AN F-7 13236.

426 Note du 3 mai 1925, AN F-7 13233.

427 « Contre l'exécution d'Hibner, Rutkowski et Kniewski », *l'Humanité*, 26 août 1925, AN F-7 13313 ; « Les ouvriers manifestent à Varsovie contre l'exécution d'Hibner, Kniewski et Rutkowski », *l'Humanité*, 28 août 1925, p.3.

428 Rapport du 23 août 1925, AN F-713313.

429 Rapport 26 août 1925, AN F-7 13313 ; Rapport du 1er septembre 1925, AN F-7 13313.

430 « Manifestation contre la Terreur blanche en Pologne, en Bulgarie et en Roumanie », *l'Humanité*, 28 août 1925, p.6.

431 « La manifestation communiste contre la Pologne », *l'Action Française*, *op.cit.*

432 Rapport 26 août 1925, *op.cit.* ; Rapport du 1er septembre 1925, *op.cit.*

433 « Manifestation contre la Terreur blanche en Pologne, en Bulgarie et en Roumanie », *l'Humanité*, *op.cit.*

434 Rapport du 28 août 1925, AN F-7 13313.

435 Dépêches de la Préfecture de Police de Paris du 28 août 1925, AN F-7 13313.

436 Rapport du 28 août 1925, *op.cit.* ; « L'annonce de la mobilisation communiste a mobilisé les fascistes et la police », *l'Humanité*, 29 août 1925, p.6.

437 A ce sujet, voir notamment : John Peter Roberts, *China, from permanent revolution to counter-revolution*, Londres, Wellred Books, 2016 ; Jacques Guillermaz, *Histoire du parti communiste chinois : Des origines à la conquête du pouvoir, 1921-1949*, Paris, Payot, 2004.

438 Albert TREINT, « La crise du régime en France et le Front unique », *Les Cahiers du Bolchevisme*, n°32, 1er décembre 1925, pp.7-8.

439 Albert TREINT, « La crise du régime en France et le Front unique », *op.cit.*, p.6.

440 Réunion du Comité Central du 18 novembre 1925, AD-93, 3/Mi6/11.

441 Réunion du Comité Central du 18 novembre 1925, *ibid.*

442 Fernand Grenier, « Le Fascisme en France », *Les Cahiers du Bolchevisme*, n°32, 1er décembre 1925, pp.20-23.

443 Fernand GRENIER, « Le Fascisme en France - suite », *Les Cahiers du Bolchevisme*, n°36, 21 janvier 1925, pp.18-21.

444 Fernand GRENIER, « Le Fascisme en France - suite », *ibid.*, p.20.

445 Réunion du Comité Central du 18 novembre 1925, *op.cit.*

446 Albert TREINT, « La crise du régime en France et le Front unique », *op.cit.*, p.12.

447 « Hier soir, aux sociétés savantes, les fascistes nous ont assommé cinquante camarades – la police à joué un rôle infâme », *l'Humanité*, 10 mars 1926, pp.1-3 ; « Le traître Sadoul chassé du quartier latin par les étudiants d'AF et les Camelots du roi », *l'Action française*, 10 mars 1926, pp.1-2. ; « Une réunion ou Sadoul et Goldsky devaient parler dégénère en bagarre », *l'Écho de Paris*, 10 mars 1926, p.1.

448 Serge Berstein et Pierre Milza, *L'Italie fasciste*, *op.cit.*, p.106.

449 « Hier soir, aux sociétés savantes, les fascistes nous ont assommé cinquante camarades – la police à joué un rôle infâme », *l'Humanité*, *op.cit*.

450 Réunion du Bureau Politique du 11 Mars 1926, AD-93, 3/Mi-6/22.

451 « Camelinat remettra demain soir aux combattants rouges de l'ARAC un drapeau de la Commune », *l'Humanité*, 28 avril 1926, p.1.

452 « Camelinat remettra demain soir aux combattants rouges de l'ARAC un drapeau de la Commune », *op.cit.* ; « Ce soir, manifestation de l'ARAC contre le fascisme », *l'Humanité*, 29 avril 1926, p.1.

453 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, op.cit, p.242.

454 « Une nouvelle légion de chemise bleues – la milice communiste », *l'Écho de Paris*, 31 mai 1926, AN F-7 13179.

455 « Hier, au gymnase Huygens, 6.000 anciens combattants enthousiastes ont manifesté contre le fascisme », *l'Humanité*, 30 mai 1926, p.3

456 Note du 30 mai 1926, AN F-7 13179.

457 Réunion du Bureau Politique du 11 mars 1926, AD-93, 3/Mi6/22.

458 « Résolution sur les rapports entre la Jeune Garde et les autres organisations ouvrières et démocratiques », sans date, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

459 « Résolution sur les rapports entre la Jeune Garde et les autres organisations ouvrières et démocratiques », *ibid*.

460 Rapport du 15 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

461 Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine, *Le programme militaire de la révolution prolétarienne*, 1916, disponible sur : https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/09/pmrp.htm [consulté le 10 mars 2016 à 14h39], cité dans *La Caserne*, 20 janvier 1926, p.1, AN F-713141.

462 « Socialistes et communistes, Unitaires et confédérés ont réalisé le Front unique », *l'Humanité*, *op.cit.*, p.2.

463 Léon Trotsky, *Problèmes de la guerre civile*, Paris, Librairie du Travail, 1924, p.9. Disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/spip.php?article1435 [consulté le 7 septembre 2016 à 11h].

464 « Camelinat remettra demain soir aux combattants rouges de l'ARAC un drapeau de la Commune », *op.cit.*

465 M.Birolleau, « Ou en sommes-nous ? », *Le Front Rouge*, n°1, octobre 1927, p.13, BNF/8/LC-2 6539.

466 Réunion du Bureau d'organisation du 24 septembre 1924, AD-93, 3/Mi6/7.

467 Projet de thèse sur l'organisation des anciens combattants, sans date[1925], AD-93, 3/Mi6/10.

468 Desbat, « l'ARAC et la défense prolétarienne », *Le Militant rouge*, n°13, janvier 1927, pp.41-45.

469 Desbat, « l'ARAC et la défense prolétarienne », *ibid*.

470 Voir l'Affiche de l'ARAC appelant pour le 11 novembre 1926 (AN F-7 13179) ou les illustrations montrant des GDA dans les hauts de page du *Front Rouge* : « Vie nationale et internationale du Front Rouge », *Front Rouge*, n°1 octobre 1927, p.22.

471 *Réunion des chefs de groupes du service d'ordre de la région parisienne du parti communiste*, Rapport de la Préfecture de Police de Paris, 5 juin 1926, AN F-7 13179 ; « Une nouvelle légion de chemise bleues – la milice communiste », *op.cit.*

472 Rapport du 8 novembre 1926, AN F-7 13179 ; Rapport du 27 mai 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

473 « Hier, défilé rouge dans l'ordre révolutionnaire à Montmorency », *l'Humanité*, 23 mai 1927, p.3.

474 Réunion du Bureau Politique du 12 mai 1926, AD-93, 3/Mi6/22.

475 Réunion du comité central du 13 mai 1926, AD-93, 3Mi6/20.

476 « Le prolétariat parisien devant le mur », l'Humanité, 31 mai 1926, p.2.

477 *Réunion des chefs de groupes du service d'ordre de la région parisienne du parti communiste*, rapport de la Préfecture de Police de Paris, 5 juin 1926, AN F-7 13179 ; Rapport de la préfecture du Rhône du 15 juillet 1926, AN F-7 13179.

478 Rapport du 8 février 1927, AN F-7 13180.

479 « Réunion de la commission exécutive de la 20ème section de l'ARAC », 17 septembre 1926, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

480 Rapport du 27 mai 1927, *op.cit.*

481 « Résolution sur l'organisation de la Jeune Garde », archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

482 Note du 29 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

483 Note du 25 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

484 Rapport du 28 juin 1927, AN f67 13180.

485 Constance Margain, « La ligue des combattants du Front rouge (RFB) : une organisation du Parti communiste allemand », *ANR PAPRIK@2F*, 10 janvier 2014, en ligne: http://anrpaprika.hypotheses.org/1419 [consulté le 12 juillet 2019].

486 A. Fried, « La Ve conférence nationale de l'Union des Combattants du Front Rouge », *Correspondance Internationale*, n°29, mars 1928.

487 « La manifestation des combattants du Front Rouge contre les dangers de guerre impérialiste », *Correspondance Internationale*, n°65, juin 1927 ; T.Derbent, *La résistance communiste allemande*, Bruxelles, Editions Aden, 2008, p.13.

488 « Le succès de la journée s'annonce formidable », *l'Humanité*, 5 juin 1927, p.3 ; « Pendant quatre heures, 150 000 combattants du Front Rouge ont défilé dans les rues de Berlin », *l'Humanité*, 6 juin 1927, pp.1 et 3.

489 « La police a multiplié ses provocations lors de la deuxième sortie de la Jeune Garde », *l'Humanité*, 21 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

490 « La police a multiplié ses provocations lors de la deuxième sortie de la Jeune Garde », *ibid*.

491 « Un Front rouge est constitué en Autriche », *l'Humanité*, 16 décembre 1927, p.3.

492 Nigel Copsey, *Anti-fascism in Britain*, Palgrave Macmillan UK, Londres, 2000, p.4.

493 A ce sujet, voir notamment : Dave Hann, *Physical resistance : a hundred years of Anti-fascism*, Zero Books, Winchester, 2013.

494 A. Fried, « La V^e^ conférence nationale de l'Union des Combattants du Front Rouge », *Correspondance Internationale*, n°29, mars 1928.

495 A. Fried, « La V^e^ conférence nationale de l'Union des Combattants du Front Rouge », *ibid*.

496 Robert Soucy, *Le fascisme français*, *op.cit*., p.162.

497 « Socialistes et communistes, Unitaires et confédérés ont réalisé le Front unique », *l'Humanité*, 29 juin 1926, pp.1-2.

498 « Aujourd'hui à Reims, le "Faisceau" mobilise – les groupements antifascistes organisent une contre-manifestation », *l'Humanité*, 27 juin 1926, p.3.

499 « 10.000 travailleurs manifestent contre le fascisme », *l'Humanité*, 28 juin 1926, p.1.

500 « Socialistes et communistes, Unitaires et confédérés ont réalisé le Front unique », *l'Humanité*, *op.cit.*

501 « L'assemblée nationale du Faisceau à Reims », *l'Écho de Paris*, 28 juin 1926, p.3 ; « 10.000 travailleurs manifestent contre le fascisme », *l'Humanité*, *op.cit.*

502 « Socialistes et communistes, Unitaires et confédérés ont réalisé le Front unique », *l'Humanité*, *op.cit.*

503 « Socialistes et communistes, Unitaires et confédérés ont réalisé le Front unique », *l'Humanité*, *op.cit.*

504 Rapport du 10 février 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Note du 14 octobre 1927, « Transmission d'une circulaire de l'ARAC », archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

505 *Réunion des chefs de groupes du service d'ordre de la région parisienne du parti communiste*, rapport de la Préfecture de Police de Paris, 5 juin 1926, AN F-7 13179.

506 Circulaire aux rayons, régions et cellules, aux fraction syndicales à l'occasion du 1er mai, 23 mars 1928, AD-93 3/ Mi-6/42.

507 « Réunion des Groupes de Défense Antifasciste des 11 et 20 arrts, Les Lilas, Bagnolet, Montreuil et Romainville, rapport de la Sûreté du 15 septembre 1926, AN F-7 13179 ; Rapport de la préfecture du Rhône à la Sûreté, 15 septembre 1926, AN F-7 13179.

508 Charles Tilly et Edward Shorter, « Les vagues de grèves en France, 1890-1968 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 28^e^ année, N.4, 1973. pp. 857-887. Disponible en ligne sur : https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1973_num_28_4_293390 [consulté le 18 juin 2018].

509 Rapport du 22 février 1927, AN F-7 13180.

510 « Le congrès de l'ARAC s'est ouvert hier à Clichy », l'Humanité, 15 août 1927, pp.1-2.

511 « Réunion de la commission exécutive de la 20^ème^ section de l'ARAC », 17 septembre 1925, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

512 Rapport du 19 janvier 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

513 Rapport du 9 avril 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Rapport du 14 avril 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910

514 ARAC, « Agit-Prop – Circulaire n°1 », sans date [octobre 1926?], AN F-7 13179.

515 Rapport du 15 juillet 1926, AN F-7 13179 ; Rapport du 8 février 1927, AN F-7 13180 ; Rapport du 22 février 1927, AN F-7 13180.

516 Rapport du 17 janvier 1927, AN F-7 13180 ; Rapport du 17 février 1927, AN F-7 13180.

517 Rapport du préfet de la Seine-Inférieure, 26 août 1926, AN F-7 13179.

518 Rapport du 25 novembre 1926, AN F-7 13179 ; Rapport du 13 novembre 1926, AN F-7 13179.

519 Rapport du 25 novembre 1926, AN F-7 13179 ; Rapport du 22 septembre 1926, AN F-7 13179.

520 Rapport du 28 juillet 1927, AN F-7 13180 ; Rapport du 27 novembre 1927, AN F-7 13180.

521 Rapport du chef des services de la Police d'État de Toulon et de la Seyne, 10 octobre 1927, AN F-7 13164 ; Rapport du commissaire central de Marseille au préfet des Bouches-du-Rhône, 5 juillet 1930, AN F-7 13189.

522 Rapport du 9 avril 1927, Ba1910, *op.cit.*

523 Notes du 11 novembre 1927, AN F-7 13180.

524 Roger Martelli, *Prendre sa carte : 1920-2009, données nouvelles sur les effectifs du PCF,* Bobigny, Fondation Gabriel Péri, 2010.

525 Rapport du 9 avril 1927, Ba1910, *op.cit.*

526 Rapport du 14 avril 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910

527 Rapport du 10 mai 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

528 Notes du 11 novembre 1927, AN F-7 13180 ; Rapport du 19 mai 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

529 Par exemple : rapport du 10 mai 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

530 A. Latour, « 1er congrès régional des JG », *Le Combattant*, n° 44, mai-juin 1927, p1, AN F-7 13180.

531 David François « Les Groupes de défense antifascistes: communisme et militarisation de la politique en France dans les années 1920 », Blog *Communisme et Conflits*, 30 octobre 2012, [consulté le 18 juin 2018].

532 Rapport du 22 février 1927, AN F-7 13180.

533 Rapport du 22 février 1927, AN F-7 13180.

534 Rapport des 3 juillet et 4 septembre 1927, AN F-7 13180.

535 Rapport du 28 juillet 1927, AN F-7 13180.

536 Fiche biographique d'Henri Barré sur le site Internet du Sénat : http://www.senat.fr/senateur-4eme-republique/barre_henri0452r4.html [consulté le 25 mai 2018] ; Fiche biographique d'Henri Barré sur le site du Maitron : http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article15761, notice BARRÉ Henri, Alphonse par Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 13 juin 2010 [consulté le 25 mai 2016].

537 Fiche biographique de Francis Desphillipon [Desphelippon] sur le site du Maitron : http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article22521, notice DESPHELIPPON Francis [DESPHELIPPON Francisque, Jean-Marie, dit] par Justinien Raymond, version mise en ligne le 25 octobre 2008, dernière modification le 25 octobre 2008 [consulté le 25 mai 2016].

538 Sylvain Boulouque, « Les cadres communistes et la violence : expériences de formation et pratique politique (1920-1939) », *in*. François Audigier, Pasfemcal Girard, dirs, *Se battre pour ses idées, La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Paris, Editions Riveneuve, 2011.

539 Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », Revue historique, n°640, 2006.

540 Rapport du 20 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

541 Sylvain Boulouque, « Les cadres communistes et la violence […] », *op.cit.*

542 Sylvain Boulouque, « Les cadres communistes et la violence […] », *ibid.*

543 Serge Wolikow (dir.), *Réunions du Comité Central du PCF 1921-1977 – Etat des Fonds et des instruments de recherche, tome 1 – 1921-1939*, Paris, Fondation Gabriel Péri, 2007, p.319.

544 Jean Vavasseur-Desperriers, « Jeunesse et mouvements de droite durant l'entre-deux-guerres », *Histoire@Politique* 2008/1 (n° 4), disponible en ligne : https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2008-1-page-3.htm [consulté le 5 juillet 2018].

545 David François « Les Groupes de défense antifascistes: communisme et militarisation de la politique en France dans les années 1920 », *op.cit.*

546 Note du 26 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

547 Rapport du 19 janvier 1927, *op.cit.*

548 Rapport du 19 janvier 1927, *ibid*.

549 Rapport du 25 février 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

550 Rapport du 11 février 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Rapport du 11 mars 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

551 « Résolution sur l'organisation de la Jeune Garde », archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

552 « Réunion des Groupes de Défense Antifasciste des 11 et 20 arrts, [...] », *op.cit.*

553 Note du 4 juillet 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

554 « GDA, Jeunes Gardes, GMR. Leur nouvelle organisation », *Bulletin mensuel de l'ARAC*, n°1, mars 1927, AN F-7 13179.

555 « Résolution sur l'organisation de la Jeune Garde », *op.cit.*

556 Rapport du 11 juin 1927, AN F-7 13180.

557 Note du 10 juillet 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

558 Note du 4 juillet 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

559 Rapport du 25 octobre 1927, AN F-7 13180.

560 Rapport du 25 octobre 1927, *ibid*.

561 Rapport du 19 janvier 1927, *op.cit.*

562 Rapport du 10 février 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

563 Note du 14 octobre 1927, « Transmission d'une circulaire de l'ARAC », *op.cit.*

564 « G.D.A., Jeunes Gardes, G.M.R. leur nouvelle organisation », *Bulletin mensuel de l'ARAC, op.cit.* ; Rapport du 9 avril 1927, *op.cit.*

565 « Sur la Butte Rouge », *l'Humanité*, 21 août 1927, p.2.

566 « Convocations », *l'Humanité*, 17 avril 1927, p.6.

567 Nogué, « Le fascisme en France », *Le Militant rouge*, n°5, mars 1926, p.237.

568 Jacques Duclos, « Le mouvement des anciens combattants », in. *Almanach ouvrier et paysan 1927*, Paris Bureau d'Editions, 1927, p.166, disponible en ligne sur : http://association-radar.org/IMG/pdf/36-011-00002.pdf [consulté le 4 juillet 2018].

569 « Au sujet d'un meeting communiste », 20 février 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

570 Rapport du 7 février 1927, AN F-7 13180 ; Rapport du 17 février 1927, AN F-7 13180 ; Rapport du 20 février 1927, AN F-7 13180.

571 « Au sujet du meeting au cirque de Paris », 17 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; « Convocations », l'Humanité, 17 juin 1927, p.5.

572 « Ce soir au cirque d'Hiver », *l'Humanité*, 12 juillet 1927, p.1 ; « Convocations », *l'Humanité*, 12 juillet 1927, p.6.

573 Rapport du 13 juin 1926, AN F-7 13179.

574 « Tous à 14h à Saint-Denis, avec l'ARAC », *l'Humanité*, 11 novembre 1926, p.5.

575 Rapport du 12 novembre 1926, AN F-7 13179.

576 « Les communistes ont tenté contre l'Action Française le coup de la rue Damrémont », *l'Action Française*, 29 avril 1927, p.1.

577 « Sarraut commande, les camelots tirent... et fusillent la police de M. Sarraut », *l'Humanité*, 30 avril 1927, pp.1-2 ; « Des coups de feu sont tirés par des camelots du roi à la sortie d'un meeting », le Populaire, 30 avril 1927, p.2.

578 « Les communistes ont tenté contre l'Action Française le coup de la rue Damrémont », *l'Action Française*, *op.cit.*

579 « Sarraut commande, les camelots tirent... et fusillent la police de M. Sarraut », *l'Humanité*, *op.cit.*

580 « Convocations », *l'Humanité*, 22 mai 1927, p.6 ; Rapport du 19 mai 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

581 « Cet après-midi, le prolétariat d'Enghien-Montmorency fera échec au fascisme », *l'Humanité*, 22 mai 1927, p.2 ; « Hier, défilé rouge dans l'ordre révolutionnaire à Montmorency », *l'Humanité*, 23 mai 1927, pp.1 et 3 ; Rapport du 22 mai 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

582 Rapport du 27 mai 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

583 « Convocations », l'Humanité, 14 mai 1927, p.6 ; Rapport du 13 mai 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

584 L.Dieulle, « Locataires et commerçants réclament la révision des lois du 1er avril et du 30 juin 1926 », *l'Humanité*, 5 octobre 1926, p.5 ; « Les flics du XIIe ont tenté d'expulser le camarade Lautard », *l'Humanité*, 20 janvier 1927, p.2 ; « Dans le XIIe, Lautard et l'ARAC tiennent tête à l'offensive des flics de M.Vautour », *l'Humanité*, 21 janvier 1927, p.2 ; « La maison de Lautard est toujours en état de siège », *l'Humanité*, 24 janvier 1927, p.1 ; « Dans le 12e, les travailleurs veillent au domicile de Lautard », *l'Humanité*, 25 janvier 1927, p.1.

585 *Le Fort Chabrol, du 238 avenue Daumesnil : M. Lautard et M. Muller, secrétaire du syndicat des locataires*, [photographie de presse], Agence Meurisse, 22 janvier 1927, Bibliothèque nationale de France, département Estampes et photographie, EI-13 (2803).

586 « Lautard n'a pas été expulsé », *l'Humanité*, 24 mai 1927, p.2 ; « Chiappe fait jeter à la rue Lautard et ses enfants », *l'Humanité*, 26 mai 1927, p.3 ; Note du 29 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

587 « Un locataire se barricade chez lui pour ne pas être expulsé », *Le Populaire*, 24 mai 1927, p.2 ; François Coty, « La fin d'une tragi-comédie communiste », *Figaro*, 8 juin 1927, p.1.

588 Note du 22 juillet 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

589 Note du 15 décembre 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; « Au sujet d'un meeting organisé par les Jeunes Gardes Antifascistes », 10 mars 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

590 « Vingt "Jeunesses Patriotes" assaillis à Bagnolet par six cents communistes arrivés en camions », *l'Écho de Paris*, 27 février 1928, pp.1 et 3 ; « A Bagnolet, les provocateurs fascistes se heurtent à la riposte ouvrière », *l'Humanité*, 27 février 1928, p.1.

591 « A Bagnolet, les provocateurs fascistes se heurtent à la riposte ouvrière », *l'Humanité*, 27 février 1928, p.1 ; « Vingt "Jeunesses Patriotes" assaillis à Bagnolet par six cents communistes arrivés en camions », *l'Écho de Paris*, 27 février 1928, p.1.

592 « 16 mois de prison aux travailleurs antifascistes de Bagnolet », *l'Humanité*, 5 mai 1928, p.3.

593 Note du 2 mars 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

594 Rapport du 2 mars 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

595 « Transmission d'une affiche », 2 mars 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

596 « Assemblée générale de la XIe section des JGA », 20 octobre 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

597 « Hervé en fuite à Belleville – la foule ouvrière conspue le traître et le force à déguerpir », *l'Humanité*, 16 décembre 1927, p.3

598 Note du 21 décembre 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

599 Notes du 11 novembre 1927, AN F-7 13180.

600 Télégramme de la police municipale de Maisons-Alfort, 19 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Rapport du 20 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

601 Rapports du 16 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Rapport du 20 juin 1927, *op.cit.* ;« Réunion des Groupes de Défense Antifasciste des 11 et 20 arrts, Les Lilas, Bagnolet, Montreuil et Romainville », rapport de la Sûreté du 15 septembre 1926, AN F-7 13179

602 « Sortie champêtre des Jeunes Gardes Antifascistes », 18 avril 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; « Hier à Meudon, première sortie des Jeunes Gardes Antifascistes », *l'Humanité*, 18 avril 1927, p.2. Télégramme du 17 avril 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

603 Rapport du 22 février 1927, AN F-7 13180.

604 Rapport du 12 mai 1927, AN F-7 13180.

605 Rapport du 22 février 1927, *op.cit.*.

606 Rapport du 2 mars 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

607 Rapport du 19 février 1927, *op.cit.*

608 Rapport du 19 février 1927, *ibid.* ; Rapport du 12 juin 1927, AN F-7 13180.

609 « Partis politiques et groupements de jeunesse », *Histoire@Politique*, 2008/1 (n° 4), p.2, disponible en ligne : https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2008-1.htm [consulté le 5 juillet 2018].

610 « Une odieuse agression des Jeunesses patriotes contre le professeur Langevin », *l'Humanité*, 22 décembre 1926, p.2 ; « Réunion Antifasciste organisée par la Jeune Garde Antifasciste et les Jeunesses Laïques et Républicaines du 9e Arrdt », 2 février 1927, AN F-7 13180.

611 « Transmission d'une affiche », Rapport du 26 février 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

612 « Taittinger viendra-t-il ce soir ? Dans le IXe ? », *l'Humanité*, 1er février 1927, p.2 ; « Convocations », *l'Humanité*, 1er février 1927, p.6. ; « Réunion Antifasciste organisée par la Jeune Garde Antifasciste et les Jeunesses Laïques et Républicaines du 9e Arrdt », 2 février 1927, AN F-7 13180.

613 Rapport du 7 mai 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

614 David François « Les Groupes de défense antifascistes: communisme et militarisation de la politique en France dans les années 1920 », *op.cit.*

615 Rapport du préfet de la Seine-Inférieure, 26 août 1926, AN F-7 13179.

616 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, *op.cit*, pp.319-320.

617 Rapport du 1er juin 1926, AN F-7 13179.

618 Rapport du 22 septembre 1926, AN F-7 13179.

619 Rapport du 23 novembre 1926, AN F-7 13179.

620 « Meeting organisé par les Groupes de Défense Antifasciste », 7 janvier 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

621 Rapport du 4 juillet 1927, AN F-7 13180.

622 Rapport du 20 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

623 « La réponse de Paris ouvrier à l'agression gouvernementale », *l'Humanité*, 29 mai 1927, p.2.

624 Rapport du 4 août 1926, AN F-7 13179.

625 Frédéric Monier, *Le complot dans la République*, op.cit., pp.190-191.

626 Note du 26 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

627 Rapport du 22 février 1927, AN F-7 13180.

628 Georges Vidal, « Les chefs de l'armée française face au communisme au début des années 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. n°70, avril-juin 2001. pp. 117-126.

629 Les numéros 4 à 6 et 8 à 10 sont disponibles en ligne sur : http://www.association-radar.org/rubrique334.html [consulté le 10 décembre 2017].

630 Frédéric Charpier, *L'Agent Jacques Duclos. Histoire de l'appareil secret du Parti communiste français (1920-1975)*, Paris, Editions du Seuil, 2015 ; David François, « Le Militant rouge, quand le PCF préparait l'insurrection révolutionnaire », blog *Communisme, violence, conflits*, 12 décembre 2013 [consulté le 20 décembre 2017].

631 Par exemple : Lagrange, « l'insurrection de Bulgarie », *Le Militant rouge*, n°3, janvier 1926 ; Wartchafft, « La destruction des centuries prolétariennes en Thuringe par Müller Brandebourg », *Le Militant rouge*, n°2, décembre 1925.

632 Bela Szanto, « La chute de la dictature en Hongrie », *Le Militant rouge*, n°1, novembre 1925.

633 David François, « Le Militant rouge, quand le PCF préparait l'insurrection révolutionnaire », *op.cit.*

634 Léon Trotsky, *Problèmes de la guerre civile*, Paris, Librairie du Travail, 1924, p.6. Disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/spip.php?article1435 [consulté le 7 septembre 2016 à 11h].

635 Léon Trotsky, *Critique du programme de l'Internationale Communiste*, 1928, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ical/ical2210.html [consulté le 9 janvier 2018].

636 A. Neuberg [pseud.], *L'insurrection armée*, Paris, Bureau d'éditions, 1931.

637 François Coty, « Un front unique contre le communisme », *Figaro*, 9 avril 1927, p.1 ; « Le péril communiste – leur plan d'action », *Le Figaro*, 29 avril 1927, p.1.

638 Note du 10 juillet 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; note du 25 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

639 « Convocations », *l'Humanité*, 25 juin 1927, p.6.

640 François Coty, « La fin d'une tragi-comédie communiste », *Figaro*, 8 juin 1927, p.1.

641 Rapport du 9 avril 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

642 Note du 29 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

643 Note du 4 juillet 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

644 Rapport du 2 mai 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

645 Rapport du 2 mai 1927, Ba1910, *ibid*.

646 Frédéric Monier, *Le complot dans la République*, *op.cit.*, pp.193-194.

647 Emmanuel Blanchard, « Le 6 février 1934, une crise policière ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 128, n°4, 2015, pp. 15-28.

648 Note du 9 juillet 1927, AN F-7 13180.

649 Rapport du 21 avril 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Rapport du 16 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Rapport du 20 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

650 Rapport du 11 juin 1927, AN F-7 13180.

651 « Que veut la police ? Déclaration de l'exécutif des GDA et Jeunes Gardes », *l'Humanité*, 6 août 1927.

652 Julien Fuchs, « La jeunesse alsacienne et la question régionale (1918-1939) », *Histoire@Politique* 2008/1 (n° 4), disponible en ligne : https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2008-1-page-8.htm [consulté le 5 juillet 2018].

653 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, op.cit, pp.434-435

654 Rapport du 26 avril 1927, AN F-7 13180.

655 Pierre Krieger, «Charles Hueber (1883-1943) : un militant alsacien aux identités plurielles», *Strathèse*, 5/ 2017. Identités plurielles, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, disponible en ligne : http://strathese.unistra.fr/strathese/index.php?id=1023 [consulté le 19 juin 2018].

656 Rapport du 15 juin 1927, AN F-7 13180.

657 Rapport du 3 décembre 1927, AN F-7 13180.

658 Rapport du 14 novembre 1927, AN F-7 13180.

659 « Les patriotes empêchent une réunion du Heimatbund », *l'Action Française*, 23 août 1926, p.1 ; Maurice Pujo, « La leçon au Heimatbund », *l'Action Française*, 24 août 1926, p.1 ; « Le meeting du Heimatbund fut un lamentable fiasco », *l'Écho de Paris*, 23 août 1926, p.1 ; « Fascistes et gendarmes attaquent une réunion commune du parti communiste et du Heimatbund », *l'Humanité*, 24 août 1926, p.1.

660 « A Sarreguemines », *l'Action Française*, 24 août 1926, p.2.

661 « Traduction d'un article », Rapport du 21 juillet 1927, AN F-7 13180.

662 « Au sujet d'une assemblée générale de membres de l'ARAC du groupement Metz-Montigny », 15 novembre 1927, AN F-7 13180.

663 « Au sujet d'une assemblée générale […] », *op.cit.*

664 Traduction d'un article, *op.cit.*

665 Traduction d'un article, *ibid.*

666 Rapport du 26 avril 1927, AN F-7 13180.

667 « Le meeting de l'ARAC à la Grange-aux-Belles a remporté un grand succès », *l'Humanité*, 11 novembre 1926, p.1 ; Rapport sur la semaine antifasciste du 25 novembre 1926, AN/F7/13179 ; Rapport du 25 novembre 1926, AN F-7 13179.

668 Rapport du 11 novembre 1926, AN F-7 13179.

669 « Au sujet d'une assemblée générale […] », *op.cit.* ; Rapport du 27 juin 1927, AN F-713180.

670 Rapport du 27 juin 1927, AN F-713180.

671 « Au sujet d'une assemblée générale […] », *op.cit.* ; Rapport du 26 avril 1927, AN F-7 13180.

672 « Au sujet d'une assemblée générale […] », *ibid.*

673 Rapport du 15 juin 1927, AN F-7 13180.

674 « Au sujet d'un voyage à Trêves de membres de l'ARAC de Metz-Montigny », 10 octobre 1927, AN F-7 13180.

675 Rapport du 3 juillet 1927, AN F-7 13180.

676 Rapport du 26 avril 1927, AN F-7 13180.

677 Rapport du 27 juillet 1927, AN F-7 13180.

678 Lettre de Guerin à Vecchi, fiduciaire pour la Meurthe-et-Moselle, 11 avril 1925, AN F-7 13248 ; Rapport du commissaire spécial de Nancy du 13 avril 1925, AN F-7 13248 ; Rapport du commissaire spécial de Nancy du 9 mai 1925, AN F-7 13248 ; rapport du commissaire spécial de Nancy du 20 avril 1925, AN F-7 13248.

679 Traduction d'un article, *op.cit.*

680 Traduction d'un article, *ibid.*

681 Rapport du 1er août 1927, AN F-7 13180.

682 Rapport du 28 septembre 1927, AN F-7 13180.

683 Rapport du 22 février 1927, AN F-7 13180.

684 Rapport du 14 novembre 1927, AN F-7 13180.

685 Rapport du 11 juin 1927, AN F-7 13180 ; « Au sujet d'une assemblée générale […] », *op.cit.*

686 Rapport du 28 septembre 1927, *op.cit.*

687 « Réunion des Groupes de Défense Antifasciste des 11 et 20 arrts, Les Lilas, Bagnolet, Montreuil et Romainville », rapport de la Sûreté du 15 septembre 1926, AN F-7 13179 ; Rapports des 16 et 20 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910, *op.cit.*.

688 Rapport du 11 juin 1927, AN F-7 13180 ; « Au sujet d'une assemblée générale […] », *op.cit.*

689 Rapport du 30 juin 1927, AN F-7 13180.

690 « Résolution sur l'organisation de la Jeune Garde », archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

691 Rapport du 26 avril 1927, AN F-7 13180 ; Rapport du 15 juin 1927, AN F-7 13180.

692 « Au sujet d'une assemblée générale de membres de l'ARAC du groupement Metz-Montigny », 15 novembre 1927, AN F-7 13180.

693 Rapport du 15 juin 1927, , *op.cit.* ; « Au sujet d'une assemblée générale […] », *ibid.*

694 Rapport du 1er août 1927, AN F-7 13180 ; Rapport du 19 juin 1927, AN F-7 13180 ; Rapport du 27 juin 1927, AN F-713180.

695 Rapport du 30 juin 1927, AN F-7 13180 ; Rapport du 8 décembre 1927 au sous-préfet de Thionville, AN F-7 13180.

696 Rapport du 27 juillet 1927, AN F-7 13180.

697 Rapport du 30 juin 1927, AN F-7 13180.

698 « Au sujet d'une assemblée générale de membres de l'ARAC du groupement Metz-Montigny », 15 novembre 1927, AN F-7 13180.

699 http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article4748, « Notice GUNDRAM Étienne », Étienne Kagan, René Lemarquis, Pierre Schill et Léon Strauss, version mise en ligne le 29 septembre 2010, dernière modification le 3 mars 2012.

700 http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article16458, « Notice BÉRON Émile », Étienne Kagan, Jean Maitron, Gilles Morin, Pierre Schill, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 13 mai 2012.

701 Rapport du 26 avril 1927, AN F-7 13180.

702 « Au sujet d'une assemblée générale […] », *ibid.*

703 Rapport du 19 juin 1927, AN F-7 13180.

704 Rapport du 1er août 1927, AN F-7 13180.

705 « Traduction d'un article paru dans *l'Humanité* d'Alsace et de Lorraine du 5 août 1917 », AN F-7 13180.

706 « Au sujet d'un voyage à Trêves de membres de l'ARAC de Metz-Montigny », 10 octobre 1927, AN F-7 13180.

707 Traduction d'un article, *op.cit.*

708 Rapport du 4 septembre 1927, *op.cit.* ; Rapport du 28 septembre 1927, *op.cit.*

709 Rapport du 16 septembre 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du 2e Bureau, Novembre 1926, AN F-7 13142.

710 Par exemple : Rapport du Préfet de la Corse, 14 octobre 1927, AN F-7 13143.

711 « Ils répondent par l'Internationale », *l'Humanité*, 12 mai 1926, p.2.

712 Rapport du commissaire spécial de Bourges, 16 mai 1926, AN F-7 13141.

713 Circulaire aux techniciens régionaux, sans date [automne 1926?], AN F-7 13141.

714 Léon Trotski, *La troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste*, 1930, disponible en ligne sur :https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/01/300108_1.htm [consulté le 19 septembre 2018].

715 « L'antimilitarisme (Théorie) », sans date (vers 1926?), AN F-7 13141.

716 Rapport du commissaire de police de Creil, 26[?] avril 1926, AN F-7 13141.

717 Par exemple : Rapport du Préfet de la Savoie au Ministre de l'Intérieur, 30 avril 1926, AN F-7 13141.

718 Rapport du commissaire spécial d'Avignon, 27 avril 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du commissaire spécial de Bordeaux, 12 avril 1926, AN F-7 13141.

719 Lettre du Bureau fédéral de la FNJC à tous les adhérents, 29 mars 1927, AD-93 3/Mi-7/31.

720 Par exemple : A.Ferrat, « Notre antimilitarisme bolchevick, seule force de paix », *La Jeunesse communiste*, n°1, juillet 1927, AN F-7 13142 ; « Soldats d'hier et de demain ! », Affiche de la FNJC, Automne 1927, AN F-7 13143 ; pu encore : Rapport du procureur de Bordeaux, 11 juillet 1927, AN F-7 13142.

721 Vive l'union des soldats et marins avec la classe ouvrière pour la lutte révolutionnaire, octobre 1927, AN F-7 13143.

722 « L'importance de notre campagne antimilitariste », sans date [octobre 1927?], AN F-7 13143.

723 « Lettres de Syrie », *La Caserne*, [novembre 1926?], AN F-7 13141.

724 « Ouvriers, ouvriers ! Contre la guerre, debout ! », *le Bolchevik de chez Renault*, sans date (1925 ?), AN F-7 13172.

725 Par exemple : Papillons collés à Tournus (Saône-et-Loire) le 24 juillet 1925, AN F-7 13172 ; ou encore : « Vive la fraternisation », *La Caserne*, n°42, janvier 1926 ?, p.1, AN F-7 13141.

726 « Hier à Clichy », *l'Humanité*, 3 août 1925, p.1.

727 Comité central d'action, « Tous à Clichy le 2 août ! », *l'Humanité*, 1er août 1925, p.1.

728 Alain Ruscio, « 12 octobre 1925 : grève générale contre la Guerre du Rif », *Cahiers de l'Institut CGT d'Histoire Sociale*, n°94, juin 2005, pp.6-11 [disponible en ligne sur: http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf_CIHS_94_006.pdf – consulté le 13 avril 2016].

729 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, op.cit, pp.430-431 et pp.458-460.

730 « Thèses et additions sur les questions nationale et coloniale », in. *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste*, Paris, Librairie du Travail, 1934, pp.57-60, disponible en ligne sur : http://association-radar.org/article2806.html [consulté le 27 septembre 2018].

731 Rapport du Préfet du Loiret, sans date [1926], AN F-7 13141.

732 Note du 18 septembre 1926, AN F-7 13141.

733 Rapport du 15 avril 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du commissaire spécial de Saint-Nazaire, 19 avril 1926, AN F-7 13141.

734 « L'antimilitarisme (Théorie) », sans date (vers 1926?), AN F-7 13141.

735 Rapport du 9 mars 1926, AN F-7 13141.

736 Rapport du 9 mars 1926, AN F-7 13141.

737 « Textes qui permettent de réprimer les menées communistes », AN F-7 13141.

738 Rapport du Préfet du Gard au Ministre de l'Intérieur, 14 mai 1926, AN F-7 13141.

739 Lettre de l'ARAC Bordeaux, sans date (vers octobre 1927), AN F-7 13180.

740 Rapport du 25 octobre 1927, AN F-7 13180.

741 Rapport du 15 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

742 Circulaire aux techniciens régionaux, sans date [automne 1926?], AN F-7 13141.

743 Pierre Raymond, « Marine et révolution », *Le Militant rouge*, n°3, janvier 1926, pp.104-107.

744 « Qu'est-ce que le concours des gueules de vaches ? », *l'Humanité*, 28 juillet 1926, p.3 ; « Et voici… Encore six gueules de vaches ! », *La Caserne*, 25 février 1927, p.2. AN F-7 13142.

745 AN F-7 13142.

746 Igor Rajevs, « The French Army in the Interwar Period », *Baltic Security & Defence Review*, Volume 11, Issue 2, 2009.

747 Lettre du Préfet de l'Ardèche au Ministre de l'Intérieur, 16 avril 1926, AN F-7 13141.

748 Rapport du 25 février 1927, AN F-7 13180

749 Rapport du 10 mars 1927, AN F-7 13180.

750 Rapport du 24 mars 1927, AN F-7 13180.

751 Lettre du Préfet de l'Ardèche au Ministre de l'Intérieur, 16 avril 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du 8 décembre 1927, AN F-7 13180.

752 Par exemple : « Armand Monnier n'était pas ivre, affirment ceux qui passèrent la soirée avec lui », *l'Humanité*, 19 janvier 1916, p.1 et R. Chambareaud, « Une main hystérique dans un gant de fer – le suicide de deux soldats victimes de la discipline », *La Caserne*, 20 janvier 1926, p.2, AN F-7 13141.

753 Rapport du 2 février 1926, AN F-7 13141.

754 R. Courtois, « Lénine et la révolution russe », *La Caserne*, 20 janvier 1926, pp.1-2, AN F-7 13141.

755 « La Russie nouvelle », *L'Almanach ouvrier et paysan*, 1926, pp.235-237, disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/IMG/pdf/36-011-00001.pdf [consulté le 22 août 2016, à 10h30].

756 « La Russie nouvelle », *L'Almanach ouvrier et paysan*, 1926, *ibid*.

757 « La Russie nouvelle », *L'Almanach ouvrier et paysan*, 1926, *ibid*.

758 « La Russie nouvelle », *L'Almanach ouvrier et paysan*, 1926, *ibid*.

759 *L'Avant-Garde Ouvrière et Paysanne*, date illisible [février 1926?], AN F-7 13141.

760 « L'antimilitarisme (Théorie) », sans date (vers 1926?), AN F-7 13141.

761 « A bas le Rabiot », *La Caserne*, [novembre 1926?], AN F-7 13141.

762 « Dans la presse – le communisme dans l'armée », 23 octobre 1926, AN F-7 13141.

763 « Pour les coloniaux », *Le Conscrit*, Mars 1926, AN F-7 13141.

764 « Soldats, alerte ! », Tract saisi en juillet 1926, AN F-7 13141.

765 Tract « Camarade conscrit ! », AN F-7 13141.

766 « L'antimilitarisme (Théorie) », sans date (vers 1926?), AN F-7 13141.

767 « Une campagne antimilitariste », sans date (vers 1926?), AN F-7 13141.

768 3e Entente, Circulaire aux rayons et cellules, 24 décembre 1925, AN F-7 13141.

769 3e Entente, Circulaire aux rayons et cellules, 24 décembre 1925, *ibid.* ; Lettre du 5 juillet 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du commissaire spécial de Belfort au préfet de Belfort, 15 juillet 1926, AN F-7 13141.

770 *Al-Raïat-Al-hamra*, n°1, mai-juin 1927, AN F-7 13143.

771 « Réunion des délégués à l'Antimilitarisme de la 4eme Entente des Jeunesses Communistes, » 3 février 1926, AN F-7 13141.

772 Rapport du commissaire spécial d'Avignon au préfet du Vaucluse, 8 septembre 1926, AN F-7 13141.

773 Rapport du commissaire spécial d'Avignon, 27 avril 1926, AN F-7 13141.

774 Rapport du commissaire spécial de Briançon, 27 septembre 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du commissaire spécial de Marseille, 8 septembre 1926, AN F-7 13141.

775 Note de la Préfecture de Police, 20 janvier 1927, AN F-713142.

776 Par exemple, liste de conscrits saisie par la police, 1928, AN F-7 13188.

777 Rapport du 2 avril 1926, AN F-7 13141.

778 Lettre du commissaire spécial du Havre, 11 avril 1926, AN F-7 13141.

779 Rapport du Préfet de la Savoie au Ministre de l'Intérieur, 30 avril 1926, AN F-7 13141.

780 Rapport du commissaire spécial de Saint-Nazaire, 19 avril 1926, AN F-7 13141.

781 Rapport du Préfet de l'Isère au Ministre de l'Intérieur, 28 avril 1926, AN F-7 13141.

782 Rapport du 15 avril 1926, AN F-7 13141.

783 Rapport du commissaire de police de Creil, 26[?] avril 1926, AN F-7 13141.

784 Rapport du Préfet de la Savoie au Ministre de l'Intérieur, 30 avril 1926, AN F-7 13141.

785 Rapport du 6 avril 1926, AN F-7 13141.

786 Rapport du commissaire de police de Creil, 26[?] avril 1926, AN F-7 13141.

787 Paul Vaillant-Couturier, « Les trois conscrits », *Le Militant rouge*, n°9, juillet-août 1926, pp.32-41.

788 Rapport du 18 avril 1926, AN F-7 13141.

789 Rapport du 18 juin 1926, AN F-7 13141.

790 Note du 7 novembre 1926, AN F-7 13141 ; Note du 12 novembre 1926, AN F-7 13141.

791 Note du 13 mai 1926, AN F-7 13141.

792 Par exemple : Lettre du Préfet de Saône-et-Loire au Ministre de l'Intérieur, 21 octobre 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du 14 octobre 1926, AN F-7 13141 ; ou encore Rapport du commissaire de police de Charleville, 26 avril 1926, AN F-7 13141.

793 Rapport du commissaire mobile Gals, 24 juillet 1926, AN F-7 13141.

794 Rapport du commissaire spécial de Dunkerque au sous-préfet, 21 août 1926, AN F-7 13141.

795 Rapport du 6 janvier 1926, AN F-7 13141.

796 Lettre du commissaire de Metz, 23 avril 1926, AN F-7 13141.

797 Rapport du 15 février 1926, AN F-7 13141.

798 Rapport du 20 février 1926, AN F-7 13141.

799 Rapport du 17 avril 1926, AN F-7 13141.

800 Rapport du 13 avril 1926, AN F-7 13141.

801 Note du 30 avril 1926, AN F-7N13141 ; Bordereau d'envoi du 18 septembre 1926, AN F-7 13141.

802 Rapport du 16 septembre 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du 2e Bureau, Novembre 1926, AN F-7 13142.

803 Rapport du 2e Bureau, Novembre 1926, *ibid.* ; Note du 5 mai 1927, AN F-7 13142.

804 Rapport du 9 février 1926, AN F-7 13141.

805 Rapport du 16 avril 1926, AN F-7 13141.

806 Rapport du 15 mars 1926, AN F-7 13141.

807 Rapport du commissaire central de Chalons, 29 octobre 1926, AN F-7 13141.

808 Rapport du commissaire spécial de Poitiers, 18 novembre 1926, AN F-7 13141.

809 Rapport du 2 mars 1926, AN F-7 13141.

810 Lettre du commissaire spécial de Dieppe, 20 janvier 1926, AN F-7 13141.

811 Rapport du commissaire spécial de La Rochelle, 18 novembre 1926, AN F-7 13141 ; Rapport de l'Inspecteur de police spéciale Berthas, 19 novembre 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du 10 janvier 1927, AN F-7 13142.

812 Note du commissaire spécial de Cherbourg, [date illisible], mai 1926, AN F-7 13141.

813 Par exemple : « Pour faire plaisir à Painlevé », *Le réserviste*, sans date [automne 1927], AN F-7 13143.

814 « Les soldats comprennent leur devoir de classe », *l'Humanité*, 10 octobre 1926, p.2.

815 Note du 27 octobre 1926, AN F-7 13141 ; Note du 15 octobre 1926, AN F-7 13141.

816 Lettre du Préfet de Loir-et-Cher au Ministre de l'Intérieur, 15 juillet 1927, AN F-7 13142 ; « Le 14 juillet, le drapeau rouge a flotté à Blois sur la caserne du 131e RI », *l'Humanité*, 17 juillet 1927, p.5.

817 Rapport du 22 février 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du 17 mars 1926, AN F-7 13141.

818 Lettre du Préfet du Haut-Rhin au Ministre de l'Intérieur, 17 mars 1926, AN F-7 13141.

819 Tracts trouvés le 1er octobre 1925 à l'intérieur du camp de Sainte-Marthe à Marseille, AN F-7 13172.

820 Rapport du commissaire spécial de Valence, 22 mai 1926, AN F-7 13141.

821 Rapport du Préfet de la Drôme, 12 octobre 1926, AN F-7 13141.

822 Rapport du Chef des services des police d'État de Toulon et de la Seyne, sans date [1926], AN F-7 13141.

823 Rapport du 27 février 1926, AN F-7 13141.

824 Rapport du commissaire spécial de Nancy, 4 juin 1926, AN F-7 13141.

825 Rapport du commissaire central de Nancy, 18 septembre 1926, AN F-7 13141 ; Note du 18 septembre 1926, AN F-7 13141.

826 « Manifestation communiste à Nancy », *Le Patriote Lorrain*, 15 août 1926, p.2.

827 *L'Encaserné*, sans date [septembre 1926?], AN F-7 13141.

828 Rapport du Préfet de Meurthe-et-Moselle, 5 mai 1927, AN F-7 13142.

829 « Le drapeau rouge a flotté le 1er mai sur une caserne de Nancy », *l'Humanité*, 5 mai 1927, p.2 ; « Le 1er Mai au 26e RI à Nancy », *La Caserne*, 25 mai 1927, p.2.

830 Rapport du commissaire spécial de Briançon, 27 septembre 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du commissaire spécial de Marseille, 8 septembre 1926, AN F-7 13141.

831 « Au sujet du nommé SENGHOR, Lamine, propagandiste communiste », note du 10 août 1926, AN F-7 13141 ; Lettre du secrétaire général du Ministère de l'Intérieur au commissaire de police de Fréjus, 17 aout 1926, AN F-7

13141.

832 Jacques Girault, « Notice SENGHOR Lamine », Maitron en ligne, version mise en ligne le 30 novembre 2010, dernière modification le 11 avril 2014, disponible en ligne sur: http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article130989 [consulté le 13 septembre 2018] ; Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, op.cit, pp.430-432.

833 Rapport du commissaire spécial de Cherbourg, 4 février 1926, AN F-7 13141.

834 Rapport du commissaire spécial de Cherbourg, 22 avril 1926, AN F-7 13141.

835 Rapport du 13 août 1926, AN F-7 13141 ; « Au 43e RAO, à Caen », *l'Humanité*, 29 juillet 1926, p.2.

836 Note du 21 octobre 1926, AN F-7 13141.

837 Rapport du commissaire spécial de Cherbourg, 4 février 1926, *ibid*.

838 Par exemple : « Le commandant Coradin se paie des domestiques », *La Caserne*, n°42, janvier 1926 ?, p.1, AN F-7 13141.

839 Rapport du commissaire spécial de Cherbourg, 4 février 1926, *op.cit.*

840 « Notice individuelle sur le nommé Picaud Robert », sans date, AN F-7 13141.

841 Rapport du commissaire spécial de Brest, 18 mars 1926, AN F-7 13141.

842 Rapport du commissaire spécial de Brest, 12 octobre, AN F-7 13141 ; Rapport du 17 novembre 1926, AN F-7 13141 ; Note du 29 novembre 1926, AN F-7 13141.

843 Par exemple : Rapport du Préfet de l'Aisne au Ministre de l'Intérieur, 27 mai 1926, AN F-7 13141.

844 Rapport du commissaire spécial de Valence, 22 mai 1926, AN F-7 13141.

845 Rapport du Préfet de Police de Paris, 1er avril 1927, AN F-7 13142.

846 « Textes qui permettent de réprimer les menées communistes », sans date [1926?], AN F-7 13141.

847 « La répression », *l'Humanité*, 6 novembre 1925, p.1.

848 « Contre vos officiers fascistes », *La Caserne*, date illisible [juin 1926?], AN F-7 13141.

849 R. Courtois, « Contre les guerres du Maroc et de Syrie », *La Caserne*, date illisible [juin 1926?], AN F-7 13141.

850 Rapport du commissaire spécial de Toulon, - novembre 1927, AN F-7 13143.

851 Lettre du général Frantz, gouverneur militaire de Lyon, 11 octobre 1927, AN F-7 13143.

852 Copie d'une affiche apposée sur les murs de la région parisienne, sans date (1925?), AN F-7 13172.

853 André Linville, « L'historique et le programme des Etats généraux de la France meurtrie qui s'ouvrent aujourd'hui à Versailles », *Le Matin*, 11 novembre 1927, p.1 ; Rapport du 22 novembre 1927, AN F-7 13180 ; « Les anciens combattants toléreront-ils l'exclusion de l'ARAC ? », *l'Humanité*, 10 novembre 1927, p.2.

854 Rapport du Préfet de l'Isère au Ministre de l'Intérieur, 28 avril 1926, AN F-7 13141.

855 Lettre du Ministre de l'Intérieur au Ministre de la guerre, 27 avril 1926, AN F-7 13141.

856 Rapport du Préfet du Gard au Ministre de l'Intérieur, 14 mai 1926, AN F-7 13141.

857 Note du 2e Bureau, 23 décembre 1926, An F-7 13142 ; Réponse du Préfet de la Drôme, 25 janvier 1927, AN F-7 13142.

858 Rapport du commissaire central de Bordeaux, 17 septembre 1926, AN F-7 13141.

859 Rapport du 4 octobre 1926, AN F-7 13141.

860 Circulaire aux techniciens régionaux, sans date [automne 1926?], AN F-7 13141.

861 Rapport du Chef des services des police d'État de Toulon et de la Seyne, sans date [1926], AN F-7 13141.

862 Rapport du commissaire spécial de Cherbourg, 4 février 1926, *op.cit.*

863 Rapport du commissaire central de bordeaux, 17 septembre 1926, AN F-7 13141.

864 Rapport du Commissaire spécial de Colmar, sans date [janvier-février 1927], AN F-7 13142.

865 Rapport du 2e Bureau, Novembre 1926, *ibid.* ; Note du 5 mai 1927, AN F-7 13142.

866 Note du 25 mai 1927, AN F-7 13142.

867 Note du 25 mai 1927, *ibid.*

868 Rapport du 8 octobre 1927, AN F-7 13143.

869 « Le rôle de la jeunesse communiste dans la formation bolchevique du parti communiste français », 10 janvier 1932, AD-93 3/Mi-7/43.

870 Rapport du 8 octobre 1927, AN F-7 13143, *op.cit.*.

871 A ce sujet, voir notamment : Howard Zinn, *Une Histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, Paris, Agone, 2005.

872 *L'Humanité*, 23 août 1927, p.1.

873 Service du 23 août 1927, AN F-7 13099.

874 Réunion du Comité Central des 10-11 septembre 1927, AD-93, 3/Mi6/22.

875 « Arrestation d'un jeune communiste », *l'Echo de Paris*, 23 août 1927, p.3.

876 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, *op.cit.*, pp.290-291.

877 Paul Vaillant-Couturier, « Avec les martyrs, face au dollar ! », ibid.

878 « Manifestation pour protester contre l'exécution de Sacco et Vanzetti », AN F-7 13099.

879 « Après l'exécution de Sacco et Vanzetti », *l'Echo de Paris*, 23 août 1927, p.1.

880 *L'Humanité*, 24 août 1927, p.1.

881 Réunion du Comité Central des 10-11 septembre 1927, AD-93, 3/Mi6/22.

882 Réunion du Comité Central des 10-11 septembre 1927, AD-93, 3/Mi6/22.

883 Réunion du Comité Central des 10-11 septembre 1927, AD-93, 3/Mi6/22.

884 Frédéric Monier, *Le complot dans la République*, *op.cit.*, pp.196-197.

885 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, p.32 ; « Tous au mur ! », *l'Humanité*, 2 juin 1928, p.6.

886 Frédéric Monier, *Le complot dans la République*, *op.cit.*, pp.198-199.

887 Réunion du Comité Central des 10-11 septembre 1927, AD-93, 3/Mi6/22.

888 Henri RENO, « Vers un large Front Rouge », *Le Front Rouge*, n°1, octobre 1927, p.7, BNF/8/LC-2 6539.

889 Réunion du Comité Central des 10-11 septembre 1927, AD-93, 3/Mi6/22.

890 « Appel du comité d'action », *L'Humanité*, 19 septembre 1927, p.1.

891 « Assemblée d'information des Groupes de Défense Antifasciste et des jeunes gardes », 17 septembre 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

892 Note du 27 septembre 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

893 Pierre Broué, *Le Parti bolchevique - histoire du PC de l'URSS*, Paris, Éditions de Minuit, 1963, pp.229-270.

894 Pierre Broué, *Histoire de l'internationale communiste, 1919-1943, op.cit.*, pp.494-495.

895 A ce sujet, voir notamment : Pierre Broué, *La question chinoise dans l'internationale communiste, 1926-1927*, Paris, Études et documentations internationales, 1976, Jacques Guillermaz, *Histoire du parti communiste chinois : Des origines à la conquête du pouvoir, 1921-1949*, Paris, Payot, 2004, et John Peter Roberts, *China, from Permanent révolution to counter-revolution*, Londres, Wellred Books, 2016.

896 Pierre Broué, *Histoire de l'internationale communiste, 1919-1943, op.cit.*, pp.492-493.

897 Pierre Broué, *Histoire de l'internationale communiste, 1919-1943, op.cit.*, pp.480-481.

898 Cité dans : Frédéric Monier, *Le complot dans la République*, *op.cit.*, p.197.

899 Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti Communiste – 1920-1945*, *op.cit.*, pp.283-284.

900 Jacques Duclos, « Les anciens combattants et la conquête des masses », *Cahiers du Bolchevisme*, août 1929, p.36.

901 Réunion du Bureau Politique du 25 novembre 1927, AD-93, 3/Mi6/31.

902 Note du 5 novembre 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

903 Réunion du Bureau Politique du 25 novembre 1927, AD-93, 3/Mi6/31.

904 Rapport du 9 avril 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; « Assemblée d'information des Groupes de Défense Antifasciste et des jeunes gardes », 17 septembre 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

905 « Réunion des cadres des Groupes de Défense Antifasciste », 9 octobre 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Note du 18 novembre 1927, AN F-7 13180.

906 « Les dernières instructions pour la manifestation de Saint-Ouen », *l'Humanité*, 9 octobre 1927, p.4.

907 Réunion du Bureau Politique du 2 décembre 1927, AD-93, 3/Mi6/31.

908 David François, « Georges Beaugrand: de la bataille de la Marne au Front rouge », blog Communisme, violence, conflits, 31 janvier 2012 [en ligne : http://communismeetconflits.over-blog.com/article-georges-beaugrand-du-service-d-ordre-au-front-rouge-98300990.html – consulté le 2 mars 2018] ; Sylvain Boulouque, « 11 janvier 1924, 33 rue de la Grange-aux-Belles », Le Monde libertaire, 25 décembre 2003, [en ligne : https://ml.ficedl.info/spip.php?article1777 – consulté le 2 mars 2018].

909 Note du 18 novembre 1927, AN F-7 13180.

910 Rapport du 14 mars 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

911 Réunion du Bureau Politique du 2 décembre 1927, AD-93, 3/Mi6/31.

912 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, p.32.

913 Dossier Ba1910, archives de la Préfecture de Police de Paris ; Archives Chiappe, AN F-7 13099.

914 « Les taches définies par le congrès de l'ARAC », *l'Humanité*, 23 août 1927, p.6.

915 Note du 24 novembre 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

916 Rapport du 14 mars 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

917 Circulaire aux rayons, régions et cellules, aux fraction syndicales à l'occasion du 1er mai, 23 mars 1928, AD-93 3/ Mi-6/42.

918 Rapport du 23 mai 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Note du 16 juin 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

919 Rapport du 1er juillet 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

920 « Commémoration du 10ème anniversaire de l'Armée Rouge », 12 février 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

921 « Convocations », *l'Humanité*, 24 mars 1928, p.6 ; « Au cirque d'Hiver, une foule vibrante acclame la bataille de classe du parti communiste », *l'Humanité*, 26 mars 1928 ; Note du 24 mars 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

922 « Coup de force policier dans le XIIIe Arrondissement », *l'Humanité*, 1er mai 1928, p.3.

923 Circulaire aux rayons, régions et cellules, aux fraction syndicales à l'occasion du 1er mai, 23 mars 1928, AD-93 3/ Mi-6/42.

924 Note du 6 avril 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

925 « Convocations », *l'Humanité*, 5 mai 1928, p.6 ; Circulaire de l'ARAC aux sections de GDA, JGA, MR et aux sections de l'ARAC, sans date, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

926 Bulletin Hebdomadaire de la presse – 7 avril 1928, AD-93 3/Mi-6/43.

927 Henri Vonoven, « 1er mai de lutte », *Le Figaro*, 2 mai 1928, p.1 ; « Le premier mai à Paris fut des plus calmes », *l'Echo de Paris*, 2 mai 1928, p.1 ; Paul Vaillant-Couturier, « La classe ouvrière a répondu à Poincaré », *l'Humanité*, 2 mai 1928, p.1.

928 *L'Humanité*, 5 août 1928, p.1.

929 Note du 24 novembre 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

930 Rapport du 9 avril 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Rapport du 23 mai 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

931 Note du 24 mars 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

932 Note du 7 juin 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Rapport du 14 avril 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Note du 16 juin 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

933 Rapport du 25 octobre 1927, AN F-7 13180.

934 Note du 18 novembre 1927, AN F-7 13180.

935 Roger Martelli, *Prendre sa carte : 1920-2009, données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Bobigny, Fondation Gabriel Péri, 2010.

936 « Contre les préparatifs de guerre, pour la défense de l'URSS », *l'Humanité*, 1er août 1928, p.2.

937 « A Ivry, dimanche ! » *l'Humanité*, 3 août 1928, p.1.

938 « Dernière provocation – 150 arrestations », *l'Humanité*, 5 août 1928, p.1. et « Arrestations préventives », *l'Humanité*, 7 août 1928, p.2.

939 « Convocations », *l'Humanité*, 4 août 1928, p.6.

940 Rapport de la Sûreté du 5 août 1928, ibid.

941 Réunion du Bureau Politique du 10 août 1928, AD-93 3/Mi-6/41.

942 Rapport de la Sûreté du 5 août 1928, op.cit.

943 David François « Les Groupes de défense antifascistes: communisme et militarisation de la politique en France dans les années 1920 », *op.cit.*

944 David François « Les Groupes de défense antifascistes: communisme et militarisation de la politique en France dans les années 1920 », *ibid.*

945 Rapport du 13 novembre 1926, AN F-7 13179.

946 Gaston Mornet, « Sur l'autodéfense prolétarienne », *Cahiers du Bolchevisme*, 15 février 1934, p.53.

947 Réunion du Bureau Politique du 10 août 1928, op.cit.

948 « Que veut la police ? Déclaration de l'exécutif des GDA et Jeunes Gardes », *l'Humanité*, 6 août 1927 ; « Dernière provocation – 150 arrestations », *l'Humanité*, 5 août 1928, p.1. et « Arrestations préventives », *l'Humanité*, 7 août 1928, p.2.

949 « Convocations », *l'Humanité*, 4 août 1928, p.6.

950 Réunion du Bureau Politique du 10 août 1928, ibid.

951 Gabriel Péri, « Les fauteurs de guerre signent en grande pompe le chiffon de papier de M. Kellog », *l'Humanité*, 28 août 1928, pp.1 et 3.

952 Paul Bouthonnier, « Nous ne nous laisserons pas mettre le bâillon », *l'Humanité*, 27 août 1928, p.1.

953 « Les gendarmes et les policiers n'ont pu empêcher le prolétariat parisien de manifester hier contre le pacte de guerre », *l'Humanité*, 28 août 1928, p.1.

954 Réunion du Bureau Politique du 13 septembre 1928, AD-93 3/Mi-6/41.

955 Frédéric Monier, *Le complot dans la République*, *op.cit.*, p.203.

956 *L'Humanité*, 8 septembre 1928, p.1 ; Paul Bouthonnier, « Ouvriers de Paris, manifestez aux cotés du Parti et des Jeunesses communistes », *l'Humanité* 9 septembre 1928, p.1 ; « l'union nationale mobilise contre le prolétariat », *l'Humanité*, 10 septembre 1928, p.1.

957 Voir par exemple : Paul Bouthonnier, « Nous ne nous laisserons pas mettre le bâillon », *l'Humanité*, 27 août 1928, p.1 ou Paul Bouthonnier, « Ouvriers de Paris, manifestez aux cotés du Parti et des Jeunesses communistes »,

l'Humanité 9 septembre 1928, p.1.

958 Réunion du Bureau Politique du 5 octobre 1928, AD-93 3/Mi-6/41.

959 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, p.21. Réunion du Bureau Politique du 5 octobre 1928, AD-93 3/Mi-6/41.

960 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , op.cit..

961 David François « Armand Latour, une biographie du dirigeant du Front Rouge français », Blog *Communisme et Conflits*, 17 janvier 2012, [consulté le 18 juin 2018].

962 Réunion du Bureau Politique du 10 août 1928, op.cit.

963 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, p.7.

964 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, p.22.

965 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, pp.5-6.

966 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, pp.10, 19 et 22.

967 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, p.29.

968 Gaston MORNET, « Sur l'autodéfense prolétarienne », *Cahiers du Bolchevisme*, 15 février 1934, pp.53-57.

969 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, p.32.

970 La nouvelle tactique du Parti Communiste pour les manifestations, 14 décembre 1928, AN F-7 13099 ; Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, p.32.

971 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, pp.24-25.

972 La nouvelle tactique du Parti Communiste pour les manifestations, 14 décembre 1928, AN F-7 13099.

973 Frédéric Monier, *Le complot dans la République*, *op.cit.*, pp.200-201.

974 Nikholai Boukharine, « Rapport sur l'activité du C.E. de l'IC », VIe Congrès mondial de l'Internationale communiste, 18 juillet 1928, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/boukharine/works/1928/07/ic.htm [consulté le 27 novembre 2018].

975 « Le discours de Constantine », *le Temps*, 24 avril 1927, p.1.

976 Par exemple : P.V-C [Paul Vaillant-Couturier], « Gabriel Péri est arrêté en violation de la loi », *l'Humanité*, 18 septembre 1928, p.1.

977 Réunion du Bureau Politique du 26 avril 1929, AD-93 3/Mi-6/48.

978 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, pp.14-16.

979 « Paris en cas d'émeute – le plan Z », *La Revue des Vivants*, n°9, septembre 1928, pp.5-8.

980 Georges Vidal, « Les chefs de l'armée française face au communisme au début des années 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, N°70, avril-juin 2001, pp. 117-126.

981 Cité par Georges Vidal, « Les chefs de l'armée française face au communisme [...] », *ibid*. p.123.

982 Cité par Georges Vidal, « Les chefs de l'armée française face au communisme [...] », *ibid*. p.122.

983 Par exemple : Jacques Guillot, « Plans de guerre civile ! », *l'Humanité*, 18 septembre 1928, p.1.

984 Amédée Dunois, « Fascisme de parti et fascisme de classe », *Bulletin Communiste*, op.cit..

985 Pierre Semard, « Contre la répression, il faut agir », *Bulletin Hebdomadaire de la presse*, 20 janvier 1928, AD-93 3/Mi-6/43.

986 J. B...Z [Joanny Berlioz], « La France sur la voie du fascisme », *Correspondance Internationale*, n°11, février 1930.

987 Réunion du Bureau Politique du 13 septembre 1928, *op.cit.* ; Résolution du Bureau Politique Intérimaire sur le travail du Parti (juillet à octobre 1928), 17 novembre 1928, AD-93 3/Mi-6/42 ; Lettre du Bureau Politique aux Régions et rayons, 14 décembre 1928, AD-93 3/Mi-6/42.

988 Nikholai Boukharine, « Rapport sur l'activité du C.E. de l'IC », VIe Congrès mondial de l'Internationale communiste, 18 juillet 1928, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/boukharine/works/1928/07/ic.htm [consulté le 27 novembre 2018].

989 J. B...Z [Joanny Berlioz], « La France sur la voie du fascisme », *Correspondance Internationale*, n°11, février 1930.

990 Réunion du Bureau Politique du 13 septembre 1928, op.cit.

991 « Plan de travail antimilitariste pour la région de l'Est », sans date – saisi en janvier 1930, AN F-7 13145.

992 Réunion du Bureau Politique du 13 septembre 1928, op.cit. ; Lettre du secrétariat aux bureaux régionaux, sur la préparation du 1er août, 9 mai 1929, AD-93 3/Mi-6/49.

993 T. Derbent, *La résistance communiste allemande*, *op.cit.*, p.14.

994 Lettre du secrétariat aux bureaux régionaux, sur la préparation du 1er août, 9 mai 1929, AD-93 3/Mi-6/49.

995 Cité par : Anton Pannekoek, *Lénine philosophe – un examen critique des bases philosophiques du léninisme*, 1948, p.156, disponible en ligne sur : http://www.left-dis.nl/f/lenine.philosophe.rev.pdf

996 Matthias Bouchenot, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste*, *op.cit*, pp.44-45.

997 Iosif Vissarionovich Djugachvili Staline, « Sur la situation Internationale », septembre 1924, cité dans : T. Derbent, *La résistance communiste allemande*, *op.cit.*, p.17.

998 Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, pp.5-6.

999 « Malgré les chefs social-démocrates, l'insurrection tient toujours », *l'Humanité*, 18 juillet 1927, pp.1 et 3.

1000 Léon Blum, « Le régime bourgeois défaillant abandonne au prolétariat organisé le maintien de l'ordre à Vienne », *Le Populaire*, 18 juillet 1927, p.1.

1001 Nikholai Boukharine, « Discours de clôture du débat sur la situation internationale et les tâches de l'IC », *op.cit.*

1002« Programme de l'Internationale Communiste, adopté le 1° septembre 1928 à Moscou », disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/inter_com/1928/ic6_prog.htm [consulté le 27 novembre 2018].

1003J. B...Z [Joanny Berlioz], « La France sur la voie du fascisme », *Correspondance Internationale*, n°11, février 1930.

1004Nikholai Boukharine, « Rapport sur l'activité du C.E. de l'IC », VIe Congrès mondial de l'Internationale communiste, 18 juillet 1928, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/boukharine/works/1928/07/ic.htm [consulté le 27 novembre 2018].

1005Pierre Broué, *Histoire de l'internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, pp.514-515.

1006Matthias Bouchenot, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, op.cit*, pp.45-46 et pp.49-50.

1007« Plan de travail antimilitariste pour la région de l'Est », sans date – saisi en janvier 1930, *op.cit*., AN F-7 13145.

1008Léon Trotski, « Redoublons l'offensive », *La Verité*, 15 août 1932, *in*. Pierre Broué (éd.), *Le mouvement communiste en France (1919-1939)*, Paris, Les éditions de Minuit, 1967, pp.390-393.

1009« Hier à Bullier, trois mille travailleurs ont affirmé leur volonté de soutenir la lutte du prolétariat allemand contre le fascisme », *l'Humanité*, 28 juillet 1932, pp.1-2.

1010Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, p.29.

1011Réunion du Bureau Politique du 17 avril 1925, *op.cit*.

1012Par exemple : « L'Angleterre va-t-elle faire la guerre à la Chine révolutionnaire », l'Humanité, 7 mars 1927, pp.1 et 3 ; Marcel Cachin, « Tout est prêt pour l'intervention : soldats et marins, fraternisez ! », *l'Humanité*, 31 mars 1927, p.1.

1013Par exemple : Pierre Semard, « Le but des agressions impérialistes : abattre la révolution chinoise, frapper l'Union soviétique », *l'Humanité*, 10 avril 1927, p.1.

1014*Bulletin de la section d'Agit-Prop*, 17 février 1928, AD-93 3/Mi6/43.

1015Pierre Broué, *Le Parti bolchevique - histoire du PC de l'URSS*, Paris, Éditions de Minuit, 1963, pp.275-277 et 313-326.

1016Jacques Sapir, *La Mandchourie oubliée, grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Monaco, Éditions du Rocher, 1996, p.46.

1017John Peter Roberts, *China, from permanent revolution to counter-revolution*, Wellred Books, Londres, 2016, pp.95-110.

1018Voir par exemple : François Coty, « S.Exc. M. Kristo Rakowsky, ambassadeur des soviets à Paris », *Figaro*, 10 septembre 1927, p.1.

1019L. Alfred, « Quelques remarques sur le travail des partis communistes contre la guerre », *Cahiers du Bolchevisme*, juillet 1928, pp.71-78.

1020Raymond W. Leonard, *Secret Soldiers of the Revolution: Soviet Military Intelligence, 1918-1933*, *op.cit.*, p.68.

1021« Les préparatifs de l'intervention contre l'URSS de la part de la France », Vérités sur l'Union Soviétique, n°2, 1er décembre 1930 [?], AN F-7 13189.

1022Réunion du Bureau Politique du 4 février 1929, AD-93 3/Mi-6/48.

1023Léon Trotski, « lettre à Alfred Rosmer », 22 mai 1922, *op.cit.* ; Léon Trotsky, *Problèmes de la guerre civile*, *op.cit.*

1024Réunion du Bureau Politique du 18 novembre 1924, AD-93, 3/Mi6/7.

1025« Socialistes et communistes, Unitaires et confédérés ont réalisé le Front unique », *l'Humanité*, *op.cit.*, p.2.

1026« Programme de l'Internationale Communiste », adopté lors du VIe Congrès de l'IC, septembre 1928, disponible sur : https://www.marxists.org/francais/inter_com/1928/ic6_prog.htm [consulté le 15 novembre 2018].

1027Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, p.18.

1028Nikholai Boukharine, « Rapport sur l'activité du C.E. de l'IC », *op.cit.*

1029Rapport du 20 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

1030Comité central du 20 juin 1929, AD-93, 3/Mi6/47.

1031David François, « L'Insurrection armée: destin d'un manuel de guerre civile », *ANR PAPRIK@2F*, 8 novembre 2013, disponible en ligne sur: http://anrpaprika.hypotheses.org/1001 [consulté le 4 janvier 2019].

1032Léon Trotski, *Problèmes de la guerre civile*, Paris, *op.cit.*

1033Neuberg [pseudonyme], *L'insurrection armée*, *op.cit*., pp.13 et 17.

1034David François, « L'Insurrection armée: destin d'un manuel de guerre civile », *op.cit.*

1035Neuberg [pseudonyme], *L'insurrection armée*, *op.cit*., p.18.

1036David François, « L'Insurrection armée: destin d'un manuel de guerre civile », *op.cit.*

1037Réunion du Bureau Politique du 10 août 1928, op.cit.

1038Rapport du commissaire central de Bordeaux, 20 août 1929, AN F-7 13147.

1039Lettre du secrétariat aux secrétaires régionaux sur le 1er mai, 22 avril 1929, AD-93 3/Mi-6/49.

1040Lettre du secrétariat aux secrétaires régionaux sur le 1er mai, *ibid.*

1041Henri de Kerillis, « Le gouvernement a déjoué la conspiration communiste », *l'Écho de Paris*, 2 mai 1929, p.1 ; Henri Vonoven, « Tenter l'émeute n'est pas manifester », *Le Figaro*, 3 mai 1929, p.1 ; Henry Raynaud, « Fascisme gouvernemental », *l'Humanité*, 2 mai 1929, p.1.

1042« Malgré le coup de force, les usines ont fait grève », *l'Humanité*, 2 mai 1929, p.1 ; Gaëtan Sanvoisin, « La journée du 1er Mai », *Le Figaro*, 2 mai 1929, p.1.

1043Comité central du 20 juin 1929, AD-93, 3/Mi6/47.

1044Comité central du 20 juin 1929, *ibid.*

1045J. Berlioz, « Les résultats du Premier Août en France », *Correspondance Internationale*, n°72, août 1929.

1046Frédéric Monier, *Le complot dans la République*, *op.cit.*, p.221.

1047J. Berlioz, « Les résultats du Premier Août en France », *Correspondance Internationale*, n°72, août 1929.

1048Comité central du 20 juin 1929, *op.cit.*

1049Résolution adoptée par le Comité Régional de la Région Parisienne, 2 octobre 1928, AD-93 3/Mi-6/42 ; Comité central du 20 juin 1929, *op.cit.*

1050Comité central des 8 et 9 décembre 1929, AD-93, 3/Mi6/48 ; Rapport sur la Région Lyonnaise, sur la préparation du 1er août, juin 1929, AD-93 3/Mi-6/49 ; J. Berlioz, « Les résultats du Premier Août en France », *op.cit.*

1051« Questions traitées – 12° anniversaire de l'Armée Rouge », Lettre de la FNJC aux secrétariats de régions, 18 février 1930, AN F-7 13189.

1052Référence citée par : Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *Revue Historique*, 2006/4, n°640, pp.901-922.

1053« Exigez du travail ou du pain ! Aujourd'hui, 25 octobre, manifestez ! », *l'Humanité*, 25 février 1931, p.1.

1054« Dans le monde entier, communistes et chômeurs ont manifesté contre le capitalisme affameur », l'Humanité, 26 février 1931, p.1 ; « Sanglants désordres en Allemagne », *l'Echo de Paris*, 26 février 1931, p.3.

1055« Le 25 février en France », l'Humanité, 26 février 1931, p.1 ; « La journée rouge ne fut qu'une journée grise », *l'Echo de Paris*, 26 février 1931, p.1.

1056Comité central du 20 juin 1929, *ibid*.

1057Roger Martelli, *Prendre sa carte : 1920-2009, données nouvelles sur les effectifs du PCF*, *op.cit*., p.44.

1058Jean-Jacques Meusy (dir.), *La Bellevilloise (1877-1939) – une page de l'histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français*, Paris, Créaphis, 2001, p.218.

1059Frédéric Monier, *Le complot dans la République*, *op.cit.*, pp.213-230.

1060« Assemblée générale de la XIe section des JGA », 1er octobre 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

1061Rapport du 20 octobre 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

1062Rapport du 20 octobre 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, *ibid*.

1063Parti Communiste (SFIC), *Les problèmes de l'Auto-défense – quelques leçons...* , Paris, Bureau d'édition, 1928, p.32.

1064Note du 21 décembre 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

1065Note du 3 septembre 1929, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910 ; Circulaire des Groupes de Défense du 30 août 1929, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

1066« Réunion organisée par la 11 section de la Jeune Garde », 7 septembre 1929, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

1067Note du 16 octobre 1929, AN F-7 13180.

1068Note du 18 février 1930, AN F-7 13145.

1069« Questions traitées – 12° anniversaire de l'Armée Rouge », Lettre de la FNJC aux secrétariats de régions, 18 février 1930, AN F-7 13189 ; Comité central du 20 juin 1929, AD-93, 3/Mi6/47.

1070Note du 21 décembre 1928, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

1071Rapport du commissaire central de Marseille au préfet des Bouches-du-Rhône, 5 juillet 1930, AN F-7 13189.

1072« Réunion organisée par les Jeunes Gardes Antifascistes du 20ème arrondissement », 1er septembre 1933, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910.

1073« Où nous en sommes ! », sans date [saisi en janvier 1930], AN F-7 13145.

1074A. Mortier, « Les journées de février et la lutte pour l'armée », *Cahiers du bolchevisme*, 15 avril 1934, pp.26-32.

1075Par exemple : Henri Courtade, « Pour le renforcement de notre travail antimilitariste », *Bulletin de la section d'Agit-Prop*, 17 février 1928, AD-93 3/Mi6/43 ; Parti Communiste, *La liaison de la lutte des ouvriers et de la lutte des soldats*, 1929, AD-93 3/Mi-7/37 ; Comité central du 20 juin 1929, AD-93, 3/Mi6/47 ; « Où nous en sommes ! », *op.cit.* ; H. Leroux, « Les faiblesses de notre travail antimilitariste », *Cahiers du Bolchevisme*, septembre 1931, pp.59-66 ; P. Lesage, « La jeunesse communiste dans la lutte pour la défense de l'URSS », *Cahiers du bolchevisme*, 1er mai 1932, p.25 ;

1076Circulaire de l'exécutif régional lyonnais, 6 octobre 1928, AN F-7 13147.

1077P. Lesage, « La jeunesse communiste dans la lutte pour la défense de l'URSS », *op.cit.*

1078H. Leroux, « Quelques enseignements des manœuvres militaires de 1930 », *Cahiers du Bolchevisme*, janvier 1931, pp.30-43 ; H. Leroux, « Les faiblesses de notre travail antimilitariste », *op.cit.* ; P.Lesage, « La jeunesse communiste dans la lutte pour la défense de l'URSS », *op.cit.* ; Lettre du bureau de la FNJC sur la campagne d'agit-prop pour 1927, 29 mars 1927, AD-93 3/Mi-7/31 (533-10-3233).

1079Rapport du commissaire spécial de Metz au Préfet de la Moselle, 25 décembre 1929, AN F-7 13145 ; Dossier « Menées antimilitaristes des municipalités de Villejuif et Vitry-sur-Seine », 1930, AN F-7 13145.

1080« Où nous en sommes ! », *op.cit.*

1081Parti Communiste, *La liaison de la lutte des ouvriers et de la lutte des soldats*, *op.cit.*

1082Note du 20 octobre 1928, AN F-7 13147.

1083Intervention d'André Marty au plénum du Comité exécutif de l'ICJ, décembre 1932, AD-93 3/Mi-7-23 (533/2/149).

1084Comité central du 20 juin 1929, AD-93, *op.cit.*

1085« Où nous en sommes ! », *op.cit.*

1086Rapport sur les campings rouges, sans date [1931], AD-93, 3/Mi-7/42.

1087Rapport incomplet des Jeunesses Communistes sur le Camp du Jeune Travailleur, sans date [1929], AD-93 3/Mi-7/32.

1088H. Leroux, « Les faiblesses de notre travail antimilitariste », *op.cit.*

1089Alfred, « Quelques remarques sur le travail des partis communistes contre la guerre », op.cit., p.76 ; Lettre de la FNJC aux comités régionaux, 22 février 1930, AN F-713189.

1090Rapport du Commissaire spécial de Colmar, sans date [janvier-février 1927], AN F-7 13142.

1091« Où nous en sommes ! », *op.cit.*

1092« La situation est de plus en plus grave en Extrême-Orient », l'Humanité, 18 août 1929, p.1.

1093George A. Lensen, *The Damned Inheritance – the Soviet Union and the Manchurian Crises 1924-1935*, Tallahassee, The Diplomatic Press, 1974.

1094 Jacques Duclos, « C'est la guerre, déjà... ! », *Cahiers du bolchevisme*, 2 mars 1932, pp.16-22 ; « Défendons la patrie socialiste ! », *Cahiers du bolchevisme*, 15 mars 1932, pp.5-11.

1095« La patrie socialiste est en danger ! », *Cahiers du bolchevisme*, 1er juin 1932, pp.5-9.

1096Intervention d'André Marty au plénum du Comité exécutif de l'ICJ, *op.cit.*

1097Christian Polak, « La mission militaire française de l'aéronautique au Japon (1919-1921) », *Ebisu*, n°51, 2014, disponible en ligne : http:// ebisu.revues.org/1459 [consulté le 8 mars 2019].

1098Lettre du bureau national de la JC, janvier 1930, AN F-7 13189.

1099Circulaire de la région lyonnaise du PC aux secrétaires de cellules, 5 octobre 1928, AN F-7 13147.

1100« Où nous en sommes ! », *op.cit.*

1101Henri Courtade, « Pour le renforcement de notre travail antimilitariste », *op.cit.*

1102« Le travail intérieur », *Le Dirigeant*, AD-93 3/Mi-7/32.

1103« Où nous en sommes ! », *op.cit.*

1104Lettre de la FNJC aux comités régionaux, 22 février 1930, AN F-713189.

1105Comité central des 8 et 9 décembre 1929, AD-93, 3/Mi6/48.

1106« La contre-révolution et l'agression anti-soviétique », *l'Humanité*, 23 novembre 1929, p.3 ; « Une contre-offensive de l'Armée rouge a obligé les Chinois à se retirer de la frontière soviétique », *l'Humanité*, 24 novembre 1929, p.3 ; « Emanation du prolétariat révolutionnaire, l'Armée rouge saura mettre sa force au service du socialisme », *l'Humanité*, 25 novembre 1929, p.3 ; « Par suite de l'offensive de l'Armée rouge, les troupes chinoises sont en pleine retraite », *l'Humanité*, 26 novembre 1929, p.3.

1107« L'Armée rouge, victorieuse des bandits chinois et des gardes blancs », *l'Humanité*, 27 novembre 1929, pp.1 et 3.

1108« Pour arrêter la marche en avant de l'Armée rouge, les puissances impérialistes multiplient leurs intrigues », *l'Humanité*, 28 novembre 1929, pp.1 et 3 ; « Brisée dans son agression antisoviétique, la contre-révolution chinoise capitule en Mandchourie », *l'Humanité*, 29 novembre 1929, pp.1 et 3 ; « Par ses intrigues diplomatiques, Nankin va compromettre les chances de paix », *l'Humanité*, 30 novembre 1929, p.3.

1109*Le Journal des Journaux*, décembre 1929, AN F-7 13145.

1110« Questions traitées – 12° anniversaire de l'Armée Rouge », Lettre de la FNJC aux secrétariats de régions, 18 février 1930, AN F-7 13189.

1111Rapport du commissaire spécial de Metz au Préfet de la Moselle, 6 décembre 1929, AN F-7 13145.

1112« Le Ve congrès de l'ISR aux ouvriers et à l'Armée rouge de Chine... », « La vie dans l'Armée rouge chinoise », *Correspondance internationale*, n°70, 23 août 1930, AN F-713189.

1113Lettre du bureau national de la JC, janvier 1930, AN F-7 13189.

1114Georges Vidal, *La grande illusion – le parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2006, pp.50-51.

1115Lettre de la FNJC aux régions, rayons et cellules, 2 décembre 1929, AN F-7 13145 ; Lettre de la FNJC aux comités régionaux, 23 février 1930, AN F-7 13189 ; Lettre de la FNJC aux ententes, 15 mars 1930, AN F-7 13189.

1116*Le Journal des Journaux*, décembre 1929, AN F-7 13145.

1117Lettre de la FNJC aux ententes, 15 mars 1930, AN F-7 13189.

1118Georges Vidal, *La grande illusion – le parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire*, *op.cit.*, pp.50-51.

1119*Bulletin Hebdomadaire de la presse*, 27 janvier 1928, AD-93 3/Mi-6/43.

1120« Questions traitées – 12° anniversaire de l'Armée Rouge », Lettre de la FNJC aux secrétariats de régions, 18 février 1930, AN F-7 13189.

1121Lettre du bureau national de la JC, janvier 1930, AN F-7 13189 ; Nikholai Boukharine, « Doctrine -La lutte contre la guerre », *Cahiers du Bolchevisme*, 15 juillet 1927, p.22.

1122Vladimir Illitch Oulianov Lénine, « La situation et les tâches de l'Internationale Socialiste », *le Social-démocrate* [en russe], n°33, 11 novembre 1914, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1914/11/vil19141101b.htm [consulté le 8 mars 2019].

1123Nikholai Boukharine, « Doctrine -La lutte contre la guerre », *Cahiers du Bolchevisme*, 15 juillet 1927, p.22.

1124Rapport du 6 février 1929, AN F-7 13180.

1125Rapport du 20 juin 1927, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910, *op.cit.*

1126Intervention d'André Marty au plénum du Comité exécutif de l'ICJ, décembre 1932, op.cit.

1127Rapport du commissaire spécial de Toulouse, 27 septembre 1929, AN F-7 13147.

1128Rapport du 15 février 1926, AN F-7 13141 ; Lettre du Préfet de Saône-et-Loire au Ministre de l'Intérieur, 21 octobre 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du 2 février 1926, AN F-7 13141 ; Rapport du commissaire central de Chalons, 29 octobre 1926, AN F-7 13141.

1129Rapport du commissaire spécial de Chalons, 4 octobre 1929, AN F-7 13147.

1130P. Jeannot, « La bataille des réservistes », *Bulletin Hebdomadaire de la presse*, 2 juin 1928, AD-93 3/Mi-6/43.

1131Paul Lefort, « À Coetquidan, le commandement doit renvoyer dans leurs foyers plus de 200 réservistes sur 600 », *l'Humanité*, 12 août 1928, p.1 ; « Au camp de Tabure également », *l'Humanité*, 22 août 1928, p.2 ; « A Chalons, à la Braconne, l'Internationale retentit », *l'Humanité*, 22 août 1928, p.2 ; Rapport du 25 août 1928, AN F-7 13153.

1132Rapport du 11 août 1930, AN F-7 13155.

1133Rapport du 7 août 1930, AN F-7 13155.

1134Rapport du 16 août 1930, AN F-7 13155.

1135Rapport du 26 juillet 1930, AN F-7 13155.

1136Rapport du 29 août 1930, AN F-7 13155.

1137Rapport du 26 août 1930, AN F-7 13155.

1138Jean Sageot, « La lutte contre la guerre dans l'armée », *Cahiers du bolchevisme*, 1er janvier 1933, pp.36-37.

1139Georges Vidal, « L'antimilitarisme révolutionnaire du PCF entre 1925 et 1934 : une politique militaire problématique entre défense de l'URSS et construction d'une identité », in. Romain Ducoulombier et Jean Vigreux (dir.), *Le PCF, un parti global (1919-1989), approches transnationales et comparées*, Dijon, Études Universitaires

de Dijon, 2019, pp.398-399.

1140« Réponses au questionnaire : région Est », sans date, saisi en janvier 1930, AN F-7 13145.

1141Rapport du commissaire spécial de Lyon, 10 octobre 1929, AN F-7 13147.

1142Compte-rendu du 17 février 1930, AN F-7 13145 ; Procès-verbal de l'interrogatoire de Roger Boissonat, 13 février 1930, AN F-7 13145 ; Procès-verbal de l'interrogatoire de Marcel Boudeau, 15 février 1930, AN F-7 13145.

1143Rapport du 17 septembre 1929, AN F-7 13147.

1144Lettre au secrétariat de la FNJC, 31 décembre 1929, AN F-7 13145.

1145Rapport du commissaire spécial de Metz au Préfet de la Moselle, 6 décembre 1929, AN F-7 13145 ; Rapport du commissaire spécial de Metz au Préfet de la Moselle, 25 décembre 1929, AN F-7 13145 ; Rapport du commissaire spécial au directeur de la Sûreté en Alsace-Lorraine, 18 décembre 1929, AN F-7 13145.

1146Note du 4 décembre 1929, AN F-7 13145.

1147Rapport du 16 janvier 1930, AN F-7 13145.

1148Audition du canonnier auxiliaire Domart, 6 janvier 1930, AN F-7 13145.

1149Note du 21 janvier 1930, AN F-7 13145 ; Note du 25 janvier 1930, AN F-7 13145.

1150Perquisition au domicile du sieur Lhote, 23 janvier 1930, AN F-7 13145.

1151Rapport du 3 février 1930, AN F-7 13145.

1152Note du 31 janvier 1930, AN F-7 13145.

1153Liste des documents saisis chez Burgard, sans date, AN F-7 13145 ; Rapport du commissaire spécial de Colmar au directeur de la Sûreté d'Alsace-Lorraine, 15 février 1930, AN F-7 13145.

1154Note du 18 février 1930, AN F-7 13145 ; Note du 18 février 1930, AN F-7 13145.

1155Coupures de presse diverses, AN F-7 13145 ; « Le tribunal de Strasbourg distribue 6 années de prison à 2 ouvriers et 5 soldats », *l'Humanité*, 18 avril 1930, AN F-7 13145.

1156« Les réservistes de la 24 ouvrent le feu », *l'Humanité*, 16 avril 1930, pp.1-2.

1157E.Dubs, « Le bluff communiste », *l'Ami du peuple*, 18 avril 1930, AN F-7 13155.

1158« Les « enquêtes » de l'Ami du peuple », *l'Humanité*, 21 avril 1930, p.2.

1159Note du Président du conseil, Ministre de l'Intérieur au Ministre de la guerre, 23 avril 1930, AN F-7 13155.

1160Rapport du 25 août 1928, AN F-7 13153.

1161Audition du canonnier auxiliaire Domart, 6 janvier 1930, *op.cit*.

1162H. Leroux, « Les faiblesses de notre travail antimilitariste », *Cahiers du Bolchevisme*, septembre 1931, pp.59-66 ; P. Lesage, « La jeunesse communiste dans la lutte pour la défense de l'URSS », *Cahiers du bolchevisme*, 1er mai 1932, pp.23-26.

1163Circulaire de la direction de la Sûreté aux Préfets et au gouverneur de l'Algérie, 6 novembre 1928, AN F-7 13147.

1164Note du 10 octobre 1928, AN F-7 13147.

1165Circulaire de la région lyonnaise du PC aux secrétaires de cellules, 5 octobre 1928, AN F-7 13147.

1166Note du 13 novembre 1928, AN F-7 13147.

1167Rapport du Préfet de l'Aisne au Ministre de l'Intérieur, 14 novembre 1928, AN F-7 13147 ; Rapport du Préfet de l'Allier au Ministre de l'Intérieur, 13 novembre 1928, AN F-7 13147.

1168« Au sujet de la campagne antimilitariste organisée, du 7 au 11 novembre, par le Parti Communiste », 15 novembre 1928, AN F-7 13147.

1169Rapport incomplet des Jeunesses Communistes sur le Camp du Jeune Travailleur, *op.cit.*.

1170Rapport sur les campings rouges, sans date [1931], *op.cit.*

1171Rapport incomplet des Jeunesses Communistes sur le Camp du Jeune Travailleur, *op.cit.*

1172Rapport incomplet des Jeunesses Communistes sur le Camp du Jeune Travailleur, *ibid*.

1173« Une arme patronale à combattre : les campings », *l'Humanité*, 23 juin 1931, p.6.

1174Procès-verbal du bureau des JC du 26 juin 1931, AD-93 3/Mi-7/42.

1175« Camping : la sortie au Camp du jeune Travailleur », *l'Humanité*, 26 mars 1932, p.5.

1176Rapport sur les campings rouges, sans date [1931], *op.cit.*

1177Rapport du commissaire spécial adjoint de Toulon, 20 novembre 1930, AN F-7 13164.

1178*La Houle*, n°8, février 1931, AN F-7 13164.

1179Rapport du commissaire spécial de Toulon, 25 février 1931, AN F-7 13164.

1180Maurice Lebrun, « Les mutins de Calvi devant le tribunal maritime de Toulon », *l'Humanité*, 26 février 1931, pp.1 et 5 ; « Les tortionnaires de Calvi accusent leurs victimes », *l'Humanité*, 27 février 1931, pp1-2.

1181Rapport du commissaire spécial de Toulon, 27 février 1931, AN F-7 13164 ; Maurice lebrun, « De violents incidents éclatent entre notre camarade Sadoul et des officiers de marine », *l'Humanité*, 28 février 1931, pp.1-2.

1182*Les mutins de Calvi*, brochure éditée par le SRI, 1931, AN F-7 13164 ; « Les mutins de Calvi acquittés », *l'Echo de Paris*, 1er mars 1931, AN F-7 13164 ; Maurice Lebrun, « Sous la pression de la classe ouvrière, les juges acquittent les cinq mutins de Calvi », *l'Humanité*, 1er mars 1931, pp.1-2.

1183Maurice Lebrun, « Sous la pression de la classe ouvrière, les juges acquittent les cinq mutins de Calvi », *l'Humanité*, 1er mars 1931, pp.1-2 ; *Les mutins de Calvi*, brochure éditée par le SRI, *op.cit*.

1184« Le conseil de guerre écrase de 27 années de bagne les neuf camisards de Calvi », *l'Humanité*, 8 août 1931, p.1.

1185« Quarante-six ans et dix mois de bagne aux courageux mutins d'Oléron », *l'Humanité*, 27 juillet 1930.

1186Georges Vidal, « L'antimilitarisme révolutionnaire du PCF entre 1925 et 1934 : une politique militaire problématique entre défense de l'URSS et construction d'une identité », *op.cit.*.

1187« Imposons l'existence du Camp du Jeune Travailleur », *l'Humanité*, 10 août 1931, p.2.

1188Plan d'exploitation des documents découverts chez le nommé Lhote à Nancy, 27 janvier 1930, AN F-7 13145.

1189Rapport du commissaire spécial de Colmar au directeur de la Sûreté d'Alsace-Lorraine, 15 février 1930, AN F-7 13145.

1190 Rapport du commissaire spécial de Metz au Préfet de la Moselle, 6 décembre 1929, AN F-7 13145 ; Rapport du commissaire spécial de Metz au Préfet de la Moselle, 25 décembre 1929, AN F-7 13145 ; Rapport du commissaire spécial au directeur de la Sûreté en Alsace-Lorraine, 18 décembre 1929, AN F-7 13145.

1191 « Au sujet de l'arrestation de réservistes antimilitaristes à Châteauroux », rapport du 20 avril 1929, AN F-7 13154.

1192 Rapport du commissaire spécial de Carcassonne au Directeur de la Sûreté, 29 janvier 1931, AN F-7 13145.

1193 « Au sujet de la campagne antimilitariste organisée, du 7 au 11 novembre, par le Parti Communiste », 15 novembre 1928, AN F-7 13147.

1194 « Autocritique du travail antimilitariste pendant la grève du bassin de Briey », sans date, saisi en janvier 1930, AN F-7 13145 ; « Réponses au questionnaire : région Est », sans date, saisi en janvier 1930, AN F-7 13145.

1195 Rapport du commissaire spécial de Saint-Etienne au Directeur de la Sûreté, 28 janvier 1931, AN F-7 13145.

1196 H. Leroux, « Les faiblesses de notre travail antimilitariste », *op.cit.*

1197 Audition du nommé Linck, Ferdinand, 18 janvier 1930, AN F-7 13145.

1198 Comité central du 20 juin 1929, AD-93, 3/Mi6/47.

1199 Rapport du commissaire spécial de Thionville au Directeur de la Sûreté, 29 janvier 1931, AN F-7 13145.

1200 Lettre au secrétariat de la FNJC, 31 décembre 1929, AN F-7 13145 ; Note du 20 septembre 1929, AN F-7 13147.

1201 « Réponses au questionnaire : région Est », sans date, saisi en janvier 1930, AN F-7 13145.

1202 Georges Vidal, *La grande illusion ? Le Parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2006, p.61.

1203 Georges Vidal, « L'antimilitarisme révolutionnaire du PCF entre 1925 et 1934 [...] », *op.cit.*, p.402 ; Georges Vidal, *La grande illusion ?* […], *op.cit.*, pp.57-66.

1204 Voir leurs biographie sur le Maitron: http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article49975, « Notice TRÉAND Maurice » par Roger Bourderon, version mise en ligne le 27 avril 2009, dernière modification le 29 décembre 2018 ; http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article15633, « Notice BARBÉ Henri » par Jean Maitron, Claude Pennetier, version mise en ligne le 20 octobre 2008, dernière modification le 3 mai 2019 ; http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article50880, « Notice CELOR Pierre, Louis, Joseph, Jean » par Claude Pennetier, version mise en ligne le 18 juillet 2009, dernière modification le 25 septembre 2010 [consultés le 4 juillet 2019].

1205 « Autocritique du travail antimilitariste pendant la grève du bassin de Briey », sans date, *op.cit.*

1206 Circulaire de la région lyonnaise du PC aux secrétaires de cellules, 5 octobre 1928, AN F-7 13147.

1207 Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, op.cit, p.438.

1208 H. Leroux, « Quelques enseignements des manœuvres militaires de 1930 », *Cahiers du Bolchevisme*, janvier 1931, p.41.

1209 Maurice Lebrun, « Les nouvelles formes de la guerre », *Cahiers du bolchevisme*, 1er mai 1932, pp.18-22.

1210 Maurice Lebrun, « Sur les manœuvres de 1932 », *Cahiers du Bolchevisme*, 1er octobre 1932, pp.37-38.

1211Notice individuelle de Marius Brunand, 18 décembre 1929, AN F-7 13145 ; Rapport du commissaire spécial de Colmar au directeur de la Sûreté d'Alsace-Lorraine, 15 février 1930, AN F-7 13145.

1212« Ou nous en sommes ! », *op.cit.* ;

1213Rapport du Commissaire d'Épinal au Préfet des Vosges, 18 avril 1929, An F-7 13154.

1214Audition du canonnier auxiliaire Domart, 6 janvier 1930, *op.cit.*

1215Liste des documents saisis chez Burgard, sans date, AN F-7 13145 ; Rapport du commissaire spécial de Colmar au directeur de la Sûreté d'Alsace-Lorraine, 15 février 1930, AN F-7 13145 ; Rapport du 3 février 1930, AN F-7 13145.

1216Audition du canonnier auxiliaire Domart, 6 janvier 1930, *op.cit.* : Note du 21 janvier 1930, AN F-7 13145.

1217Audition du canonnier auxiliaire Domart, 6 janvier 1930, *op.cit.* ; Lettre au secrétariat de la FNJC, 31 décembre 1929, AN F-7 13145 ; Traduction d'un passage de *l'Humanité* (édition en allemand) du 30 avril 1930, AN F-7 13145.

1218Léon Trotski, « La tragédie du prolétariat allemand (les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais!) », 14 mars 1933, in. Léon Trotski, *Comment vaincre le fascisme (écrits sur l'Allemagne 1930-1933)*, Paris, Editions de la Passion, 1993, pp.215-223.

1219Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit*., p.157.

1220Michel Winock, *La fièvre hexagonale – les grandes crises politiques 1871-1968*, Paris, Calmann-Levy, 1986, pp.184-185.

1221Brian Jenkins, « L'action française à l'ère du fascisme : une perspective contextuelle », *op.cit.*, p.118, *in*. Michel Dobry (*dir*.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, *op.cit.*

1222Voir notamment : Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque (1885-1946) ou Les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996, mais aussi Dider Leschi, « L'étrange cas La Rocque », pp.155-194, *in*. Michel Dobry (*dir*.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme, op.cit.*

1223Claude DARBORI, « Nécessité d'une organisation d'autodéfense », *Cahiers du bolchevisme*, 15 juin 1933, pp.43-45.

1224« Réunion organisée par les Jeunes Gardes Antifascistes du 20ème arrondissement », 1er septembre 1933, archives de la Préfecture de Police de Paris, Ba1910, *op.cit.*

1225Claude DARBORI, *ibid.*, p.43 ; STEPHANE, « Pour les milices antifascistes », *Cahiers du bolchevisme*, 15 juin 1933, pp.46-47.

1226Par exemple : « Pour l'armement du prolétariat », *Correspondance Internationale*, n°47, mai 1931.

1227STEPHANE, *op.cit.*, p.47.

1228Claude DARBORI, *op.cit.*, p.44.

1229Claude DARBORI, *ibid.*, p.43 ; STEPHANE, *op.cit.*, p.46.

1230L. ALBERT, « Comment organiser l'autodéfense ? », *Cahiers du Bolchevisme*, août 1933, pp.89-90.

1231Notice Denys (ou Denis), Maitron en ligne: http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article109538 [consulté le 3 mai 2019].

1232DENY, « Les groupes d'autodéfense et la lutte antifasciste », *Cahiers du Bolchevisme*, août 1933, pp.90-92.

1233A. SEMAT, « Encore sur l'autodéfense », *Cahiers du Bolchevisme*, août 1933, pp.92-94.

1234Jeanne ROUGE, « Comment lutter contre le fascisme ? », *Cahiers du Bolchevisme*, août 1933, pp.94-98.

1235L. ALBERT, *op.cit.*, p.89.

1236L. ALBERT, *ibid*., p.90.

1237A. SEMAT, ibid, pp.93-94.

1238Jeanne ROUGE, *op.cit.*, pp.97-98.

1239Gaston MORNET, « Sur l'autodéfense prolétarienne », *Cahiers du Bolchevisme*, 15 février 1934, pp.53-57.

1240Réunion du Bureau Politique du 18 janvier 1934, AD-93 3/Mi-6/106.

1241Gaston MORNET, ibid, p.55.

1242Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, *op.cit.*, pp.49-52.

1243Réunion du Bureau Politique du 18 janvier 1934, AD-93 3/Mi-6/106.

1244Réunion du Bureau Politique du 1er février 1934, AD-93 3/Mi-6/106.

1245Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, *op.cit.*, p.58.

1246« Coup de force policier dans le XIIIe Arrondissement », *l'Humanité*, 1er mai 1928, p.3.

1247Emmanuel Blanchard, « Le 6 février 1934, une crise policière ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 128, no. 4, 2015, pp. 15-28.

1248Dider Leschi, « L'étrange cas La Rocque », *op.cit.*, p.170, *in*. Michel Dobry (*dir*.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme, op.cit.*

1249Dider Leschi, « L'étrange cas La Rocque », *ibid*. p.172.

1250« Vigilance », *l'Humanité*, 15 février 1934, p.1.

1251Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit.*, p.912.

1252Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, *op.cit.*, p.93 ; Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit.*, p.913.

1253Paul Vaillant-Couturier, « Qu'est-ce que l'armement du prolétariat », *l'Humanité*, 28 janvier 1935, pp.1-2 ; « Une provocation démasquée », *l'Humanité*, 28 janvier 1935, p.4.

1254David François, « L'Insurrection armée: destin d'un manuel de guerre civile », ANR PAPRIK@2F, *op.cit.*.

1255Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit*., p.79.

1256André Marty, « Les enseignements de la guerre civile en Espagne », *Cahiers du bolchevisme*, 1er janvier 1935, pp.37-38.

1257André Marty, « Les enseignements de la guerre civile en Espagne », *ibid*.

1258Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit*., p.87.

1259Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit.*

1260Cité par : Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit*., p.157.

1261Michel Dreyfus, *PCF. Crises et dissidences. De 1920 à nos jours*, Paris, Éditions Complexe, 1990, pp. 15-92.

1262« Vers des luttes décisives », *Que faire ?*, n°1-2, novembre-décembre 1934, disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/IMG/pdf/114-001-00000.pdf [consulté le 27 septembre 2016 à 12h].

1263Léon Trotski, « SFIO et SFIC : la voie du débouché », août 1934, in. Léon Trotski, *Le mouvement communiste en France*, Paris, Editions de Minuit, 1967, pp.433-441.

1264Pierre Broué et Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) », *Le mouvement social* n°54, janvier-mars 1966, pp.93-94, disponible en ligne sur :https://www.marxists.org/francais/broue/works/1966/01/broue_dorey_frpop.html [consulté le 23 mai 2019].

1265« Le fascisme se mobilise, et nous ? », *La Vérité*, n°184, 22 décembre 1933, disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/spip.php?article2271 [consulté le 8 novembre 2016].

1266« Les JP manifestent sous l'œil bienveillant des flics », *l'Humanité*, 10 décembre 1933

1267« Le fascisme se mobilise, et nous ? », *La Vérité*, n°184, *op.cit.*.

1268Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, op.cit, p.438 ; « Parti Communiste Français », note de la Sûreté du 7 mai 1925, AN F-7 12897.

1269Voir par exemple : « Pour le désarmement et la dissolution des ligues fascistes », *l'Humanité*, 28 janvier 1935, p.2.

1270Ligue communiste, *Projet de programme d'action*, 1934, disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/spip.php?article1132 [consulté le 4 novembre 2016].

1271« Sur la milice ouvrière commune », *Bulletin d'informations et de discussions de la Ligue communiste*, n°2, 1er février 1934, disponible en ligne sur : http://www.association-radar.org/spip.php?article1015 [consulté le 4 novembre 2016].

1272Léon Trotsky, « Objections et réponses : la milice du peuple », octobre 1934, *in* : Léon Trotsky, *Le mouvement communiste en France – 1919-1939*, Paris, Les éditions de Minuit, 1967, pp. 476-484 et Léon Trotsky, « Encore une fois, où va la France? », *Ou va la France ?*, octobre 1934, disponible en ligne sur :https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalafrance/ovlf34.htm [consulté le 3 mai 2019].

1273Léon Trotsky, « Encore une fois, où va la France? », *Ou va la France ?*, octobre 1934, *ibid*.

1274Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, *op.cit.*, p.*73.*

1275Pierre Broué et Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) », *op.cit.*, pp.96-98.

1276Paul Vaillant-Couturier, « Qu'est-ce que l'armement du prolétariat », *l'Humanité*, 28 janvier 1935, pp.1-2. Référence citée par : Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit*.

1277Notamment : Georges Vidal, *La grande illusion – le parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2006, pp.50-51 et Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 : le cas de l'autodéfense communiste », Revue historique, n°640, 2006.

1278Matthias Bouchenot, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, Paris, Libertalia, 2014, p.35.

1279Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit*., pp.83-84.

1280Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid*., pp.83-84.

1281Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid.*, pp.83-84.

1282Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid*., pp.80-81.

1283Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid*., p.101.

1284Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid*., pp.93-94

1285Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid*., p.113.

1286Vladimir Illitch Lénine, « Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste », janvier 1917, disponible en ligne sur : https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/01/vil19170101.htm [consulté le 27 mai 2019].

1287Voir notamment : Voja Vujovic, « La jeunesse dans la lutte actuelle contre le militarisme », octobre 1921, *op.cit.* ; Albert Treint, « Armée de dictature bourgeoise – le problème militaire et les communistes », décembre 1921, *op.cit.* ; A. Ferrat, « Notre antimilitarisme bolchevick, seule force de paix », *La Jeunesse communiste*, n°1, juillet 1927, AN F-7 13142, *op.cit*.

1288Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit*., pp.83-84.

1289Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid*., pp.143-145.

1290Pierre Broué, Histoire de l'Internationale communiste, op.cit. pp.655-656 et 664.

1291Entretien de Staline avec le journaliste Roy Howard, in. « Un tour d'horizon avec Staline », *l'Humanité*, 6 mars 1936, pp.1 et 4.

1292Georges Vidal, « Le PCF et la défense nationale à l'époque du Front populaire. (1934-1939) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2004/3 (n° 215), p. 47-73, disponible en ligne sur : https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2004-3-page-47.htm [consulté le 27 mai 2019].

1293José Gotovitch et Mikhaïl Narinski, *Komintern : l'histoire et les hommes*, Paris, Editions de l'Atelier, 2001, p.544, cité par : Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit*., p.129.

1294Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit*., pp.149-150.

1295« Compte-rendu de l'ouverture der Internationaler Arbriter [sic] Welt Kongress », 18 mars 1923, AN F-7 12901, *op.cit*.

1296Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit*., p.112.

1297Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid*., pp.134-138.

1298Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid*., pp.130-134 ; Dimitri Manessis, « La symbolique des partis communistes au temps du Front populaire, 1934-1939 », in. Romain Ducoulombier et Jean Vigreux (dir.), *Le PCF, un parti global (1919-1989), approches transnationales et comparées*, Dijon, Études Universitaires de Dijon, 2019,

pp.293-308.

1299« Contre la guerre qui vient », Tract du Centre de liaison et d'action contre la guerre, contre l'union sacrée, Mai-Juin 1935, disponible en ligne sur : https://chsprod.hypotheses.org/1935-pacte-laval-staline-et-union-de-front-populaire [consulté le 24 mai 2019].

1300Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit.*, pp.126-127.

1301Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid.*, pp.126-127.

1302Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid.*, p.128.

1303Pierre Broué et Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) », *op.cit.*, p.96.

1304Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit.*, p.88.

1305André Marty, « Les enseignements de la guerre civile en Espagne », *op.cit.*, p.43.

1306Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *op.cit.*, p.167 et pp.380-382.

1307Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid.*, pp.372-374.

1308Georges Vidal, *La grande illusion ?* [...], *ibid.*, pp.393-398.

1309Fabrice Grenard, *Une légende du maquis : Georges Guingouin, du mythe à l'histoire*, Paris, Vendémiaire, 2014, p.53.

1310Vladislav Pavlovic Smirnov et Marie Tournié, « Le Komintern et le Parti communiste français pendant la « drôle de guerre », 1939-1940. (D'après les archives du Komintern) », *Revue des études slaves*, tome 65/4, 1993, pp. 671-690.

1311Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, *op.cit.*, p.77.

1312Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, *ibid.*, pp.217-237.

1313Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit.*, p.916.

1314Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit.*, p.915.

1315Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit.*, pp.915-916.

1316Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit.*, p.916.

1317Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit.*, p.916.

1318Marceau Pivert, « Tout est possible ! », *le Populaire*, 27 mai 1936, p.6.

1319Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit.*, pp.916-917.

1320Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit.*, p.915.

1321Georges Vidal, « Violence et politique dans la France des années 1930 – le cas de l'autodéfense communiste », *op.cit.*, pp.916-917.

1322Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, *op.cit.*, p.79.

1323Pierre Broué et Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) », *op.cit.*, p.104.

1324Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, *op.cit.*, pp.217-237 ; Pierre Broué et Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) », *op.cit.*, p.113.

1325Pierre Broué et Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) », *op.cit.*, p.115.

1326Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, *op.cit.*, pp.80-81 ; Pierre Broué et Nicole Dorey, « Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) », *op.cit.*, p.126.

1327Matthias BOUCHENOT, *Tenir la rue – l'autodéfense socialiste, 1929-1938*, *op.cit.*, p.81.

1328Roger Martelli, *Prendre sa carte : 1920-2009, données nouvelles sur les effectifs du PCF*, *op.cit.*

1329Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire – la création du parti communiste en France*, *op.cit.*, p.497.

1330« Le meeting de l'ARAC à la Grange-aux-Belles a remporté un franc succès », *l'Humanité*, 11 novembre 1926, p.1.